

Conséquences de la Réduction de la Durée du Travail dans les Mines du Nord et du Pas-de-Calais

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Présentée et soutenue le 26 Mai 1939, à 14 h.

PAR

M. Ph. DE LA TAILLE

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. OUALID

ASSESSEURS : MM. BAUDIN

& NOYELLE

PARIS
LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
RUE SOUFFLOT, PARIS (V*)
1939

Conséquences de la Réduction
de la Durée du Travail
dans les
Mines du Nord et du Pas-de-Calais



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547904_0006

Conséquences de la Réduction de la Durée du Travail dans les Mines du Nord et du Pas-de-Calais

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Présentée et soutenue le 26 Mai 1939, à 14 h.

PAR

M. Ph. DE LA TAILLE

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. OUALID

ASSESSEURS : MM. BAUDIN

& NOYELLE

PARIS
LIBRAIRIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
RUE SOUFFLOT, PARIS (V°)
1939

La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PRÉLIMINAIRE

LES DONNÉES MODERNES DU PROBLÈME DE LA DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES

Avant que d'aborder la question de la fixation de la durée du travail, d'en étudier les multiples aspects, a fortiori d'apprécier les solutions qui peuvent être apportées à un tel problème et d'examiner les conséquences et les répercussions des décisions prises en pareille matière, il est essentiel de définir clairement ce qu'on entend par le travail dont on entend limiter, fixer la durée : appellera-t-on travail la présence au chantier, au bureau, l'étendra-t-on même au laps de temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur ou au contraire l'idée de travail rémunéré sera-t-elle strictement appliquée à la tâche réelle, effective du travailleur, en décomptant du temps de travail les pauses, interruptions, arrêts, qu'ils soient ou non commandés par les nécessités naturelles, techniques, accidentelles de l'ouvrage à accomplir.

Serrant de près cette notion, on s'apercevra que même dans une entreprise déterminée, comme une mine et comme une mine de charbon, la durée de travail ne sera pas calculée de la même manière pour tous les travailleurs, la tâche à exécuter n'étant pas identique pour tous, qu'il s'agisse des conditions dans lesquelles elle s'accomplit (ouvriers de la surface et du fond, chantiers insalubres, dangereux, etc.) ou du régime qui lui est appliqué : travail permanent, séances journalières, etc.

Enfin, une fois que la durée maxima de travail aura été fixée, c'est-à-dire un certain nombre d'heures correspondant à une période déterminée, il convient d'établir de quelle manière ces heures seront réparties dans la période à laquelle elles corres-

pondent, si et comment les heures non effectuées doivent être récupérées, quelles dispositions aussi s'appliqueront aux travaux qu'il est indispensable d'effectuer les dimanches et jours fériés.

Il serait inutile d'entreprendre le moindre examen des dispositions réglementant la durée du travail, sans avoir exposé et élucidé succinctement, mais le plus complètement et le plus clairement possible, toutes les questions auxquelles nous venons de faire allusion. Il est à peine besoin d'ajouter qu'elles n'ont été dégagées entièrement qu'à l'époque contemporaine, qu'elles se dégagent encore chaque jour et nous nous sommes référés aux ouvrages les plus autorisés et les plus récents, en particulier aux rapports du B.I.T., pour cette partie de notre étude.

DIVERS ASPECTS DU PROBLÈME

Nous nous attaquerons d'abord au problème, d'ailleurs le plus important, de la définition et de la délimitation de la durée normale du travail, en commençant par les travailleurs du fond, pour qui cette notion est plus spécialement complexe et délicate à déterminer.

La journée du travailleur au fond comprend en effet, en dehors de la tâche spécifique de l'ouvrier, une série d'opérations que l'on peut inclure totalement ou partiellement dans la durée du travail ; la besogne étant effectuée par équipes, il est possible d'autre part de considérer le temps de travail de l'équipe ou celui du mineur pris individuellement.

En règle générale, pour le calcul de la durée normale du travail, on déduit du temps de présence dans l'exploitation tous les préparatifs des mineurs avant l'entrée dans la mine (vestiaire, remise des lampes, contrôle, etc.) et les opérations qui ont lieu dans l'ordre inverse après le travail. Dans certains pays (Allemagne) les règlements prévoient même que les ouvriers doivent être à l'entrée de la mine plusieurs minutes avant l'heure du travail, ce qui accroît le décalage entre la durée de présence dans l'exploitation et la durée de présence dans la mine. Par contre les législations d'autres Etats (Autriche, Espagne) prescrivent qu'au-dessus d'une certaine distance entre le contrôle et l'entrée dans la mine, la durée du travail est dé-

comptée à partir du départ du contrôle suivant un délai forfaitaire par kilomètre parcouru.

Ayant exclu de la durée de présence dans l'exploitation les différentes opérations que nous avons vues, nous dégageons un autre laps de temps qui pourra être pris comme base de fixation de la durée normale du travail : la présence de l'ouvrier dans la mine décomptée depuis son entrée dans la partie souterraine de la mine jusqu'à l'heure de la sortie. Mais le principe étant admis, plusieurs hypothèses se présentent par la solution pratique à adopter.

Dans le cas des mines desservies par puits, les ouvriers sont descendus et remontés par groupe et par cage. On peut donc, pour calculer le temps de travail, considérer l'ouvrier pris individuellement ou en groupe. Dans la première hypothèse, la durée de travail comprendra la descente et la remonte individuelle ; certaines mines excluent même la remonte et le temps de travail se termine au moment où l'ouvrier pénètre dans la cage pour remonter.

Dans la seconde hypothèse (calcul par groupe), des solutions différentes sont adoptées suivant les pays ou les mines : le poste, c'est-à-dire le temps de travail, ne comprendra ni la remonte ni la descente collective ; il commencera au dernier travailleur descendant pour finir au premier remontant — c'est évidemment le mode de calcul le plus rigoureux pour l'ouvrier ; ou bien, il comprendra uniquement soit la remonte, soit la descente collective, et chaque alternative peut encore être différenciée suivant que l'on considère le premier ou le dernier travailleur montant ou descendant ; enfin le poste peut inclure descente et remonte collective, solution la plus avantageuse au regard du mineur.

Suivant le mode de calcul qui aura été adopté, on peut se rendre compte aisément des répercussions que peuvent exercer sur la durée réelle de présence dans la mine de l'ouvrier pris individuellement, soit la durée des opérations de descente et de remonte (lorsque l'une des deux opérations ou toutes les deux ne sont pas comprises dans la durée du poste) soit l'ordre des travailleurs pour la descente et la remonte, dans le cas où le transport au fond nécessite plusieurs voyages de la cage.

Les législations des différents pays sont intervenues pour éviter les abus que pourrait entraîner telle ou telle de ces circons-

tances au détriment de l'ouvrier. Certains Etats, la France notamment, prévoient que la durée de la descente et de la remonte, l'ordre des travailleurs pour la descente et la remonte doivent être sensiblement identiques ; d'autres législations comportent des prescriptions plus complexes et plus détaillées : détermination expresse de la succession de la descente et de la remonte des ouvriers, fixation de la durée des opérations de descente et de remonte, majorations forfaitaires de durée, temps différent pour la remonte et la descente, etc...

Pour en terminer avec cette question du transport, ajoutons que les parcours souterrains qui sont normalement compris dans la durée de présence au fond, peuvent, lorsqu'ils dépassent une certaine distance, faire l'objet de dispositions spéciales : limitation de la durée des parcours, calcul forfaitaire de cette durée et aussi exclusion de cette durée du temps de présence dans certains cas et dans certains pays.

Le calcul du temps de travail dans les mines desservies par galeries ne pose pas de problèmes aussi nombreux que ceux que nous venons de voir pour les mines desservies par puits : en règle générale, la durée de présence dans la mine est comptée individuellement du moment de l'entrée dans la galerie à celui du retour à la surface ; ailleurs des heures d'entrée et de sortie sont fixées à l'instar des heures de commencement et de fin de descente ou de remonte ; ailleurs encore la durée du travail ne comprend pas les parcours dans les galeries d'accès, on n'en comprend qu'une partie.

*
* *

Prenant dans un sens plus strict encore la notion de durée de travail, c'est-à-dire en rapprochant les deux termes : laps de temps payé et laps de temps consacré à un travail effectif, nous arrivons au système qui prend pour base la présence de l'ouvrier au chantier ; c'est le temps de présence à l'exclusion des opérations de descente et de remonte comme des parcours souterrains qui est considéré comme temps de travail donnent droit à rémunération. Une telle solution, la plus stricte de celle que nous avons vues est aussi la moins généralisée et n'est appliquée que dans un nombre restreint de pays : au Chili, en U.R.S.S. et dans certaines provinces du Canada et des Etats-Unis, alors que le système du temps de présence à la mine pré-

vaut sous ses différentes formes en France, en Angleterre et d'une manière générale en Europe, de même qu'en Chine et au Japon.

*
* *

Que l'on prenne pour fondement de la durée normale de travail la présence à la mine ou au chantier, il est évident que l'ouvrier aura besoin de pauses pour se restaurer ou se reposer au cours de la journée. Sauf dans des cas exceptionnels (mines des Etats-Unis, où le temps des repos est exclu du temps salarié) il est de règle que ces interruptions soient comprises dans la durée du travail. La manière dont elles sont réglées (collectives ou individuelles, en une ou plusieurs fois, limitation de pauses rémunérées, etc.) est déterminée soit par la législation, soit, le plus souvent, contractuellement par les conventions collectives.

Il va de soi, d'autre part, que les arrêts du travail dûs aux nécessités de l'exploitation, doivent être compris dans la durée du travail. Par contre, dans un pays au moins, ceux qui relèvent de cas de force majeure n'y sont inclus qu'au-delà d'un certain laps de temps ; nous ne soulignerons pas l'anomalie d'une telle mesure.

Nous voyons par ce qui précède que la durée de travail, au sens où ce terme se rapproche le plus du travail réel ou tout au moins de la présence au lieu du travail, variera sensiblement suivant le mode de calcul qui aura été adopté ; et, ceci non seulement collectivement mais individuellement. Un poste dit de huit heures peut, par conséquent, correspondre à une durée de travail inférieure ou supérieure à huit heures et cela dans des proportions qui ne sont pas insignifiantes. Il importe donc de préciser toujours quand on aborde ces problèmes, le mode de calcul employé pour déterminer le temps de travail rémunéré.

Ce premier point établi, reste à fixer la période qui servira de base pour le calcul ou plus exactement la limitation des heures de travail : jour, semaine, soit indépendamment, soit en fonction l'un de l'autre, ou laps de temps excédent la semaine, ce dernier système étant pratiquement exceptionnel.

Nous nous bornerons à donner quelques exemples concrets de ces diverses solutions.

Dans l'hypothèse du calcul individuel ou calcul collectif assi-

milable au calcul individuel — c'est-à-dire comprenant soit la descente, soit la remonte individuelle, ou même les deux si le transport s'effectue en une seule cage — la limitation journalière est en usage en Allemagne, U.R.S.S., aux Pays-Bas, au Canada, Japon, etc. Suivant les statistiques les plus récentes, la durée du travail ainsi fixée varie entre 7 h. (U.R.S.S.) et 10 h. (Japon).

La limitation hebdomadaire n'est usitée qu'en Turquie et en France pour le personnel de maîtrise : de même, seules la Roumanie et la Tchécoslovaquie appliquent le régime des deux alternatives, durée journalière ou durée hebdomadaire, c'est-à-dire, par exemple, 8 heures par jour ou 48 heures par semaine.

Par contre, le système qui fixe simultanément les maxima de la journée et de la semaine est aussi répandu que la limitation journalière simple. Dans ce cas, qui est celui de la France, la durée de travail s'échelonne entre 7 h. 45 par jour et 38 h. 40 par semaine en France ; et 8 heures par jour et 48 heures par semaine en Autriche, Hongrie, Yougoslavie : toute la gamme des solutions intermédiaires s'étageant avec des formes d'application pratiques très diverses entre ces deux extrêmes (7 h. 30 par jour, 45 heures par semaine (1) ; 8 heures par jour, 40 heures par semaine (2) ; 8 h. 30 certains jours et 5 h. 30 d'autres jours avec 48 heures par semaine, etc., etc.).

Le calcul collectif impliquant descente et remonte par groupes (à l'exclusion du cas particulier visé plus haut) n'est guère en vigueur qu'en Australie et dans l'Inde : la durée de travail varie de 7 heures par jour et 38 h. 1/2 par semaine à 9 heures par jour et 54 heures par semaine.

Quant au calcul collectif qui ne comprend ni la descente ni la remonte collectives, il peut aboutir, pour le mineur pris individuellement, à des écarts de 2 heures entre la durée de présence effective à la mine et la durée de travail réglementaire. Aussi, ce système n'est-il appliqué dans toute sa rigueur qu'en Chine. Là, où il est adopté en Angleterre, il subit de tels tem-

(1) Belgique. Rapport du B.I.T. Durée du Travail. Genève, 1938. Partie III, page 50.

(2) Italie-Nouvelle-Zélande. Rapport du B.I.T. Durée du Travail. Genève, 1938. Partie III, page 50.

pérlements (durées journalières et hebdomadaires très réduites) qu'il se rapproche sensiblement des solutions déjà vues.

Dans les mines, enfin, où l'on considère comme temps de travail la présence au chantier, cette durée n'excède guère en pratique 5 à 6 heures, au lieu de 7 officiellement aux Etats-Unis ; elle atteint 6 heures également en Angleterre, elle est fixée à 8 heures au Canada, au Chili et en Hongrie (1).

*
* *

Avant d'aller plus loin dans l'étude des problèmes que suscite en pratique la limitation de la durée du travail dans les mines et qui, spécifiquement, se posent plus particulièrement pour les ouvriers du fond, il nous faut dire un mot de la fixation de la durée normale du travail pour les travailleurs de la surface.

D'une manière générale, et faute de définition explicite ou de réglementation expresse, la durée du travail correspond pour ce salariés au temps pendant lequel ils sont à la disposition de l'employeur, selon l'horaire fixé en conformité de la réglementation en vigueur, qu'elle s'exprime par des dispositions légales ou sous forme d'une convention collective. Pratiquement, le début et la fin du travail sont marqués par un signal et c'est le laps de temps inclus entre ces signaux qui constitue la durée normale de travail.

Le seul point qui donne matière à des observations est celui des pauses et interruptions de travail : dans la plupart des réglementations, l'horaire de travail prévoit un ou plusieurs temps de repos dont le moment est le plus souvent déterminé et qui sont compris ou non dans la durée normale du travail. De même, à l'exemple de ce que nous avons vu pour les travailleurs du fond et sous les mêmes réserves en ce qui concerne l'Italie, les interruptions dues à des causes indépendantes de la volonté du travailleur sont comprises dans la durée du travail, comme les pauses de courte durée où le personnel reste sur le chantier.

Au contraire en sont exclues les pauses telles que le temps des repas lorsqu'il excède un certain délai et à fortiori lorsque le travailleur quitte le lieu de son emploi.

Comme l'indique très judicieusement le rapport du B.I.T.

(1) Il s'agit du travail effectif. Rapport du B.I.T. Durée du Travail. Genève, 1938. Partie III, page 52.

auquel nous empruntons ces considérations d'ordre général, on peut trouver un critère de différenciation assez exact dans la durée des pauses mais surtout dans la dépendance ou l'indépendance du travailleur à l'égard de l'employeur au moment du repos (ainsi des repas pris en dehors de l'entreprise).

A l'instar de la réglementation concernant les travailleurs du fond, la durée du travail pour les travailleurs de la surface est susceptible d'être limitée par jour, par semaine ou à la fois dans ces deux périodes, le repos hebdomadaire pouvant entrer en considération pour la limitation hebdomadaire. Le calcul par quinzaine est rarement usité et les périodes supérieures encore plus exceptionnellement prises en considération, sauf pour certaines catégories de travailleurs, notamment en France (1).

La limitation journalière est très répandue (Allemagne, Australie, Canada, Chine, Japon, Grande-Bretagne, etc.) : la durée de travail varie entre 7 heures (Australie) et 11 h. (Japon) avec de nombreuses modalités particulières d'application, notamment la réduction de la durée de travail à certains jours.

La fixation hebdomadaire se rencontre en Grande-Bretagne, Australie, Allemagne (employés), Turquie. La durée de travail ainsi calculée se chiffre par 41 heures et 48 heures.

La Roumanie et la Tchécoslovaquie appliquent le principe de l'alternative journalière ou hebdomadaire : 8 heures par jour ou 48 heures par semaine.

Enfin la réglementation impliquant un maximum quotidien et un maximum par semaine est peut-être plus généralisée encore que la limitation journalière : elle est en vigueur en France, Autriche, Belgique, Hongrie, Italie, Pologne, aux Etats-Unis, Chili, etc. Les maxima ainsi définis s'étagent entre 7 heures par jour et 35 heures par semaine (U.S.A.) et 8 heures-48 heures, horaire le plus répandu actuellement, en passant par la semaine de 40 heures et de 5 jours de travail, adoptée, entre autres, par la France et l'Italie (2).

Ajoutons, pour en finir avec ce sujet que dans certains pays

(1) En France, pour certains ouvriers, la durée du travail est répartie sur 4 semaines, à raison de 40 heures en moyenne par semaine, ou sur 12 semaines, à raison de 42 heures par semaine.

(2) Tous les chiffres donnés dans cet ouvrage peuvent se trouver actuellement plus ou moins modifiés en pratique par suite des dérogations apportées depuis le début de l'année 1938.

la durée de travail est réduite le samedi, entraînant une diminution de la durée hebdomadaire.

*
* *

Une des questions, nous pouvons dire secondaires, qui se posent à propos du problème général de la durée du travail est celle de la répartition des heures de travail dans une période donnée (semaine, quinzaine ou laps de temps supérieur), ce qui va suivre s'appliquant aussi bien aux travailleurs de surface qu'à ceux du fond, réserve faite de l'importance qui s'attache, par leur nature même et tout au long de notre étude, à cette dernière catégorie de salariés.

Comme nous l'avons vu, par ce qui précède, l'usage général consiste ou, bien plutôt, consisterait à répartir les heures de travail à raison d'un poste par jour ouvrable de la semaine. Actuellement, la tendance la plus avancée — en enlevant à ce terme tout sens péjoratif — des législations industrielles des pays où l'évolution sociale est particulièrement développée, vise à restreindre cette répartition et à réduire à cinq par semaine le nombre des postes, les mineurs bénéficiant en conséquence de deux jours de repos pour la même période. Il en est ainsi aux Etats-Unis, en France, en Nouvelle Zélande, comme nous le verrons en détail, spécialement en ce qui concerne la France, au cours de cet exposé.

Dans certains pays, comme l'Australie, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, etc., le poste du samedi est de durée réduite, sans compensation aux autres jours de la semaine, la durée hebdomadaire de travail se trouvant dès lors diminuée en conséquence. D'autres pays, au contraire, beaucoup plus nombreux, pratiquent ou autorisent la restriction du travail le samedi, tout en maintenant au taux légal le total des heures de travail par semaine.

Si l'usage de la répartition par semaine est de beaucoup le plus répandu, il existe cependant certains Etats, ou plus exactement certaines entreprises en Grande-Bretagne, Australie, etc. qui procèdent par quinzaine pour différentes catégories de travailleurs au fond en vue de libérer une journée entière de travail au cours de cette période : le nombre des postes est alors de 11 par quinzaine. D'autres mines pratiquent la même méthode

pour certains employés ou ouvriers dont le service ne peut être limité d'une manière précise.

La répartition des heures de travail sur un laps de temps supérieur n'est que d'un emploi exceptionnel et ne concerne que des travaux ou des catégories de travailleurs d'un caractère particulier, et très déterminé ; on trouve de tels exemples en Allemagne pour les techniciens employés au fond, en France, pour le personnel des services d'entretien, de nettoyage, de transport, etc., en Italie, pour des travaux souterrains d'ordre tout à fait exceptionnel, en Pologne, également pour les services de transport, etc. La période servant de base à la répartition des heures de travail est ordinairement de quatre semaines ou d'un mois ; elle peut atteindre six ou même treize semaines. Il est inutile d'insister sur le caractère extrêmement particulier de telles mesures qui ne sont rapportées ici qu'à titre d'information.

La compensation de la réduction de la durée du travail certains jours par une augmentation des heures de labeur à d'autres jours nous amène, par une pente toute naturelle, à dire un mot des récupérations des postes perdus, que ces pertes soient dues à des jours fériés supplémentaires, à des causes accidentelles, à des aménagements de la mine, etc. Ces récupérations sont dans l'intérêt de l'entreprise comme dans celui des travailleurs. Les réglementations des différents pays varient quant aux cas admis comme donnant lieu à récupération.

Notons que dans les pays où sont fixés simultanément des maxima de durée de travail journaliers et hebdomadaires, la récupération des postes perdus ne peut avoir lieu sans dépassement de ces limites. La durée du dépassement est fixée par les règlements ou par les conventions collectives, de même, le délai dans lequel pourra avoir lieu la récupération : une semaine, deux semaines ou davantage, le délai imparti pouvant être augmenté suivant le nombre de postes perdus et proportionnellement ; selon les pays, en outre, selon leurs causes aussi, les récupérations sont admises de plein droit ou soumises à une procédure déterminée ; généralement, tout au moins dans les Etats assez évolués au point de vue social, des conditions assez strictes sont posées pour les récupérations des postes perdus, dans le sens de la protection du travailleur.

Nous avons vu plus haut que les heures de travail étaient réparties généralement à raison d'un poste par jour ouvrable et

même qu'une tendance très marquée se manifesterait actuellement pour réduire le nombre des postes à cinq par semaine. Il n'est pas inutile à ce propos de donner quelques précisions sur les dispositions qui concernent le travail du dimanche et des jours de fête.

L'interdiction du travail le dimanche, qui est de règle formelle ou de coutume dans les pays de civilisation chrétienne et ceux qui en dépendent (Colonies, Dominions, etc.), est en corrélation étroite avec le principe du repos hebdomadaire. Les dispositions régissant cette matière sont des plus variées. Il est superflu de mentionner que les législations orientales ne prescrivent pas le repos dominical.

Là où il est appliqué, la durée d'arrêt de l'exploitation correspond ordinairement à celle du repos hebdomadaire, 24 heures ou davantage dans certains Etats (Chili, Tchécoslovaquie, etc.). Ce qui mérite quelque intérêt au point de vue pratique, c'est l'heure d'arrêt ou de reprise de l'exploitation : si plusieurs législations prévoient le repos de 0 h. à 0 h. ou de 6 h. à 6 h., du dimanche au lundi, d'autres prennent comme point de départ le samedi à 19 h. ou à 21 h. pour fixer la reprise du travail à 22 h. le dimanche ou dans la matinée du lundi. Il est aisé de comprendre que même pour un laps de temps égal, le repos et l'agrément du travailleur peuvent être sensiblement différents suivant les heures auxquelles il cesse et reprend le travail.

Ne sont autorisés le dimanche que des travaux de nature exceptionnelle, dont l'exécution est commandée par exemple par le souci de la sécurité ou de la santé du personnel, par la nécessité d'assurer la conservation de la mine ou la continuité de son exploitation, par des accidents ou des cas de force majeure et il faut y ajouter les travaux qui ne souffrent pas d'interruption (aération, surveillance, soins des animaux, etc.) et ceux qui justement ne peuvent être effectués que pendant l'arrêt de l'exploitation (entretien, réparations, etc.).

Les travaux accomplis le dimanche donnent lieu, par ce fait même, à une compensation qui peut se traduire sous la forme soit d'un repos différé et généralement d'une durée assez supérieure à celle de la tâche dominicale, soit d'une majoration de salaire, soit enfin sous ces deux formes combinées. Le repos compensateur est appliqué dans un très grand nombre de pays : France, Etats-Unis, Espagne, Italie, Japon, Pologne, U.R.S.S.,

etc., la règle la plus commune est celle d'une durée minima, proportionnelle ou non au nombre d'heures effectuées le dimanche et celle d'un délai également minimum pour la jouissance du repos compensateur.

La majoration de salaire est également fort répandue ; les pourcentages varient entre 25 et 100 % du salaire normal : l'augmentation de 25 % est appliquée notamment en Allemagne, en France (quand le repos compensateur n'a pu être accordé), en Grande-Bretagne. On trouve une majoration de 50 % en Allemagne et en Grande-Bretagne encore, en Pologne, en Tchécoslovaquie, etc., l'attribution de cette majoration étant subordonnée évidemment dans chaque cas à des conditions déterminées ; une augmentation de 100 % est de règle au Canada, aux Pays-Bas, pour les travaux excédent 8 heures en Autriche, Roumanie, etc.

Enfin, dans de nombreux cas — et ce sont surtout les contrats collectifs qui prévoient une telle clause — l'attribution d'un salaire plus élevé pour le travail accompli le dimanche n'est pas exclusif du repos compensateur. Cette solution est de règle au Japon, en Yougoslavie, en Espagne.

Le chômage des jours de fête donne lieu à des dispositions beaucoup plus variées encore que celui des dimanches, en raison du caractère spécifiquement national ou même régional, voire local de ces jours de fête, le lien religieux presque seul entraînant une certaine unification à ce point de vue entre les différents pays.

Les règles générales que l'on peut dégager d'une telle diversité sont les suivantes : les travaux autorisés les jours de fête répondent aux conditions très strictes et très limitées que nous avons indiquées plus haut pour les travaux du dimanche. Par contre, le repos compensateur est le plus souvent exclusif de la majoration de salaire et cette majoration même n'est pas de règle, mais doit être expressément prévue par les règlements ou les conventions collectives ; les taux s'échelonnent de 25 à 100 % comme pour les travaux du dimanche, mais caractéristique toute particulière, la majoration peut varier suivant l'importance du jour férié et certaines grandes fêtes, d'ordre religieux surtout, bénéficient de taux spéciaux : citons seulement, à titre d'exemple, la législation des Pays-Bas qui prévoit pour les jours de Pâques, Pentecôte et Noël un sursalaire de 150 %.

*
* *

L'étude du chômage des dimanches et jours fériés dans les mines nous a montré que certains travaux, de par leur nature, ne pourraient être interrompus. Soulignons immédiatement que les travaux continus présentent dans les mines, contrairement à bien des entreprises, l'industrie sidérurgique notamment, un caractère exceptionnel. L'exploitation proprement dite de la mine, abattage, transport du charbon, aménagement, entretien, réparation des puits, galerie, etc., se fait normalement par postes discontinus, les travaux étant arrêtés au départ d'une équipe et reprenant à l'arrivée de l'équipe suivante, sans qu'une liaison soit nécessaire entre ces équipes.

Les services qui ne souffrent pas d'interruptions sont au contraire, par leur nature comme par leur importance relative, des services accessoires, auxiliaires par rapport à l'entreprise spécifique : extraction du charbon. Tels sont les services de production de force motrice, d'exhaure, de ventilation, de surveillance, du service du puits, etc., et encore certains d'entre eux peuvent-ils être arrêtés ou laissés sans surveillance momentanément, voire ne fonctionner que par intermittence ou dans des cas déterminés.

Le caractère continu de ces travaux peut être fixé soit par des dispositions légales, soit, comme c'est le cas pour les houillères du Nord, en France, par arrêté ministériel après consultation des organisations ouvrières et patronales : ces arrêtés prévoient comme services à fonctionnement continu : les centrales électriques, générateurs, fours à coke, usines chimiques, pompes, ventilateurs, chaudières. La désignation des travaux ininterrompus varie suivant les pays, mais surtout suivant les entreprises ; il est clair, en effet, qu'ils dépendent étroitement comme nature, comme nombre et comme fonctionnement des conditions d'exploitation de chaque mine.

Les travaux sont le plus fréquemment effectués par trois ou quatre équipes de 8 heures, avec parfois des équipes relais dans le premier cas. L'horaire des équipes est organisé de telle sorte que chacune ne travaille pas toujours aux mêmes heures, surtout la nuit et bénéficie à tour de rôle du repos hebdomadaire le dimanche.

Dans le système de trois équipes de 8 heures sans équipe re-

lais, qui paraît être le plus répandu, l'alternance des équipes peut avoir lieu soit par poste doublé (une équipe effectuant deux postes consécutifs) soit en faisant effectuer un poste moitié par l'équipe relevée et moitié par celle de relève. Notons en France que la convention collective des houillères du Nord, déjà citée, prévoit comme régime de travail un cycle de quatre semaines avec quatre équipes faisant chacune trois séries de sept postes de 8 heures successivement le matin, l'après-midi et la nuit, un repos continu de 72 heures s'intercalant entre deux séries de sept postes.

Il est manifeste qu'avec l'organisation des travaux continus telle que nous venons de la décrire, la durée moyenne du travail ne peut être calculée que sur une période de plusieurs semaines. Nous en donnons quelques exemples concrets pour plus de clarté : dans plusieurs Etats, comme l'Autriche, la Belgique, la Pologne, la durée du travail est fixée à 56 heures en moyenne par semaine, par période de trois semaines ; il en est de même en Grande-Bretagne, mais le plus souvent avec une limitation à 8 heures ou 8 heures et demie de travail par jour ; en Roumanie, Yougoslavie où la moyenne est également décomptée sur trois semaines, le maximum de 48 heures, mais avec un dépassement autorisé de 12 heures payées au tarif des heures supplémentaires en Yougoslavie.

En France, où est adoptée la semaine de 40 heures, la durée du travail est fixée à 42 heures en moyenne par semaine et par période de 12 semaines, avec un maximum journalier de 8 heures et un repos hebdomadaire obligatoire de 24 heures pour certains services à fonctionnement continu. La durée hebdomadaire moyenne est identique en Italie ; elle n'est que de 40 heures aux Etats-Unis sur quatre semaines.

La plupart des travaux continus sont exécutés en surface ; cependant, il en est, comme certaines installations d'exhaure ou de ventilation, certains services aussi de surveillance et de sécurité, qui s'exécutent au fond. Dans ce cas si la relève a lieu sur place, soit pour des nécessités techniques, soit en raison de dispositions légales ou contractuelles, les parcours souterrains depuis l'entrée du puits jusqu'au lieu du travail et vice-versa peuvent demander un laps de temps relativement important ; ce dépassement de la durée normale de travail est résolu différemment suivant les pays ou les entreprises.

*
* *

Il est un cas particulier qui a depuis longtemps retenu l'attention des législateurs, c'est la fixation de la durée du travail dans les chantiers insalubres ou dangereux ; il va de soi qu'elle doit y être plus courte que là où le travail s'effectue dans des conditions normales.

Les critères de détermination du caractère insalubre ou dangereux, qui ne sont pas tous également précis et susceptibles de classification, sont nombreux et varient selon les législations. La température est évidemment le facteur le plus aisé à déterminer et à constater, mais le degré à partir duquel le chantier est considéré comme insalubre n'est pas le même dans tous les pays : il varie de 28° C. en Allemagne, U.R.S.S., etc., à 33° C. en Espagne.

La mauvaise aération, l'insuffisance de ventilation, la présence de gaz toxiques sont prises en considération dans un certain nombre de pays, de même que l'humidité ; toutefois, s'agissant de cette dernière circonstance, l'appréciation du point critique auquel l'humidité devient pénible ou dangereuse s'appuie sur des données assez différentes : hauteur de l'eau (variable suivant les pays) présence de boues persistantes, affusions, suintements, vêtements mouillés après un certain nombre d'heures de présence, obligation de porter des vêtements imperméables, etc. Il est tenu compte encore de l'épaisseur et du pendage des veines. Notons que l'U.R.S.S. en particulier prévoit comme effectués dans des conditions anormales un très grand nombre de travaux déterminés ou même considère comme professions particulièrement pénibles ou dangereuses de nombreuses catégories de travailleurs. Reste à savoir si des dispositions aussi bienveillantes sont réellement et partout appliquées. Signalons en passant que plusieurs réglementations interdisent tout travail, sauf en cas de danger, lorsque la température dépasse un certain degré.

En France, la législation fait seulement allusion aux chantiers où règnent « les conditions anormales de température ou d'humidité ou autres » sans préciser davantage ni donner le moindre critère de détermination.

Certaines réglementations donnent aux autorités minières

compétentes le pouvoir d'apprécier l'insalubrité des chantiers et de prendre des décisions en conséquence.

C'est également à ces autorités qu'il appartiendra, dans des pays tels que l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, de fixer la durée du travail dans les chantiers insalubres et dangereux. Ailleurs, cette décision est du ressort des contrats collectifs ; dans d'autres pays encore, France, Belgique, Tchécoslovaquie, etc., elle est prise par décret ou arrêté ministériel avec ou sans consultation de la direction et du personnel de l'entreprise intéressée.

Le maximum de durée de travail ainsi fixé est très variable, et ceci non seulement suivant les Etats mais encore selon les caractères de l'insalubrité ou du danger, par exemple selon le degré de la température, par exemple encore suivant l'importance du personnel employé dans les chantiers en question. En tous cas, la limite posée est ordinairement fonction du maximum en vigueur pour le travail normal, 6 heures ou même 5 h. 1/2 dans les pays où est appliquée la loi de 8 heures, 7 heures là où est adoptée une journée de travail plus longue, etc. Il convient d'observer encore que, le plus souvent, la prolongation de la durée du travail dans des conditions insalubres, dangereuses ou particulièrement pénibles est interdite ou au moins strictement limitée ; de même, des repos particuliers et non déduits de la durée de présence au chantier sont fréquemment prévus et il est généralement stipulé que la réduction de présence dans les chantiers insalubres et dangereux ne peut donner lieu à une diminution de salaire, cette règle ayant pour corollaire l'augmentation du salaire pour les ouvriers payés à la tâche.

Il est intéressant de signaler enfin que la réduction générale de la durée du travail souterrain dans les houillères a eu pour fondement en Belgique et en Pologne le caractère spécifiquement pénible, insalubre et dangereux de la tâche, quelle qu'elle soit, accomplie par les travailleurs du fond. Nous avons d'ailleurs indiqué dans notre préambule que, d'une manière générale, quelle que fût l'époque où le pays, du moins depuis qu'il existe une législation sociale et là où elle existe, les conditions particulières de travail au fond dans les houillères, dont le profane même est averti, avaient toujours été à la base de toute revendication, comme de toute décision concernant la

diminution de la durée du travail. Mais il s'agit ici d'exemples précis où les règlements intervenus s'appuient sur les dispositions antérieures et d'ordre général visant les conditions de travail dans les établissements insalubres, incommodes ou dangereux.

CONTROLE D'APPLICATION DE LA LOI

Nous avons ainsi fait le tour des principales questions que pose la limitation de la durée du travail dans l'industrie charbonnière, et ceci dans le but de situer le plus clairement, le plus complètement possible le problème dont nous avons à étudier les différents aspects, les phases et les solutions successives et les répercussions de ces dernières sur les plans et dans les domaines divers qu'intéresse l'industrie houillère, en particulier dans le Nord de la France.

Ce premier aperçu ne serait cependant pas complet si nous ne disions un mot, d'une part, du contrôle de l'application de la réglementation dont nous venons de parler, d'autre part de la question assez délicate et complexe des prolongations de la durée normale du travail.

Le contrôle de l'application des dispositions légales ou contractuelles concernant la durée du travail appartient à l'autorité compétente et aussi — ceci du moins, et de plus en plus, dans les pays assez évolués socialement — aux salariés eux-mêmes, par l'organe de leurs représentants.

Les principaux moyens de contrôle consistent dans l'établissement et l'affichage d'un horaire de travail et l'exercice d'un contrôle individuel ou par équipes.

L'horaire du travail peut être prescrit par les règlements ou prévu par les contrats collectifs ; il est du reste en usage là même où il n'est pas obligatoire, ainsi aux Etats-Unis. Le contenu en est assez variable : indication des heures de commencement et de cessation du travail ainsi que des heures de repos ; mais aussi, par exemple en France, indication des mêmes heures pour chaque équipe, ou même en Grande-Bretagne et en Belgique, heures auxquelles commencent et s'achèvent montées et descentes collectives.

La loi prescrit un horaire de travail non seulement pour les travailleurs du fond, mais aussi pour ceux de la surface, en

France, Grande-Bretagne, au Japon, etc. Dans de nombreux cas, l'horaire fait partie d'autres textes, tels que des règlements d'atelier.

Si en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Chine, etc., la loi prescrit seulement que l'horaire ou le règlement intérieur est établi par le chef d'entreprise, d'autres législations se montrent beaucoup plus précises et impératives quant au mode d'établissement de ces textes. Nous tenant à l'essentiel, nous indiquerons qu'en Belgique, en Espagne, en Haute-Silésie et en U.R.S.S. (sous les réserves que nous avons faites plus haut en ce qui concerne ce dernier pays) les règlements exigent la consultation préalable des ouvriers avec intervention possible d'organes tels que l'inspection du travail ou le conseil des Prud'hommes ; en France et en Tchécoslovaquie, l'horaire doit être approuvé par l'autorité minière compétente.

La plupart des législations prescrivent l'affichage de l'horaire dans un endroit où les travailleurs intéressés puissent en avoir facilement connaissance ; certaines contiennent des dispositions plus détaillées, tels que la remise d'une copie de l'horaire à tout ouvrier qui en fait la demande, affichage de l'horaire sur le carreau de la mine ou en d'autres lieux déterminés, affichage du tableau des heures supplémentaires, etc.

Le contrôle de la durée du travail par registres, cartes ou fiches est obligatoire dans de nombreux Etats, mais il a trait plutôt aux mesures portant dérogation aux dispositions générales. En France, pour les travailleurs de surface, la composition nominative des équipes doit être portée et tenue à jour sur un tableau ou dans un livre qui est mis à la disposition du service des mines, éventuellement des délégués du personnel ; de même, toute dérogation pour surcroît de travail doit être enregistrée. Quant aux travailleurs du fond, la loi stipule simplement l'inscription des dérogations sur un registre tenu à la disposition des mêmes personnes que ci-dessus.

Ces moyens de contrôle revêtent dans les différents pays les formes les plus diverses et il serait trop long de les énumérer en détail : tenue de feuilles de présence et de paie, registre détaillé d'heures supplémentaires, contrôle des heures de travail individuel ou par équipe, consignation des heures de montée et de descente et des dépassements de la durée autorisée, registre du personnel portant mention pour chaque salarié des heures de

travail et de repos, etc., fiche individuelle et quotidienne, etc., etc. Notons seulement la règle générale qui prescrit le contrôle par les autorités minières ou les inspecteurs du travail de ces livres, registres, cartes, fiches, etc., et aussi la règle, particulière aux pays plus évolués socialement, qui en autorise la communication aux mandataires des travailleurs.

On peut ajouter à ces divers moyens de contrôle, celui des délégués au pesage qui souvent enregistrent, en même temps que le tonnage produit par chaque mineur, les heures de présence de celui-ci, ou bien celui des délégués à la sécurité, qui, comme en France, ont dans leurs attributions le contrôle des conditions de travail et d'application des dispositions légales ou réglementaires.

Mais le contrôle serait vain, sous quelque forme qu'il s'exerce, si les infractions aux dispositions limitant et réglementant la durée du travail ne faisaient pas l'objet de sanctions. Ces sanctions existent dans tous les pays où la durée du travail est réglementée : elles consistent presque exclusivement en amendes, la prison n'étant prévue, là où elle l'est, qu'en cas de récidive ou de non paiement de l'amende, sous réserve de très rares exceptions. Notons que les amendes sont généralement assez fortes ; le plus souvent, elles sont proportionnelles au nombre d'ouvriers employés indûment ; la responsabilité peut incomber uniquement aux chefs d'entreprise à l'exclusion de tout salarié, comme en France, ou s'étendre aux employés dont l'enquête révèle la culpabilité ; en Belgique des sanctions sont prévues contre les travailleurs qui mettent obstacle à la surveillance organisée conformément aux règlements. Signalons encore qu'en U.R.S.S. il existe des sanctions pénales du ressort des tribunaux et des sanctions administratives infligées par l'inspection du travail ; les unes et les autres consistent en amendes, le montant en étant très faible dans la deuxième hypothèse.

NECESSITE DES DEROGATIONS AU PRINCIPE POSE

La durée du travail limitée, comme nous l'avons vu plus haut, répond à des circonstances et à des conditions de travail normal : mais il est bien évident qu'on ne peut s'en tenir rigoureusement, à toute époque et sans égard aux nécessités de fait,

aux maxima ainsi fixés. Telles exigences se manifestent qui commandent des dérogations aux règles établies en matière de durée du travail : nature et technique de certains travaux, causes accidentelles, raisons d'ordre économique ou d'intérêt national ou public, etc.

Nous ne saurions mieux faire que de suivre la classification très judicieuse établie par le B. I. T. dont le remarquable exposé sur les conditions de travail dans les houillères nous a servi de base essentielle pour cette étude préliminaire, ainsi que nous l'avons déjà mentionné (1).

En premier lieu, les limites fixées pour la durée normale du travail ne sont pas compatibles avec les exigences intrinsèques ou techniques de certains travaux ou de certaines occupations.

Tels sont les travaux préparatoires et complémentaires qui doivent être exécutés de telle façon que l'exploitation puisse commencer à plein rendement à l'heure voulue et cesser dans les mêmes conditions, par conséquent en dehors du temps assigné au travail général de l'établissement ; toutes les réglementations autorisent ces dépassements à condition qu'ils ne soient pas utilisés pour la production proprement dite. Citons parmi les travaux en question le chauffage des chaudières, le nettoyage des ateliers, la préparation des machines, la descente et la remonte du personnel ou son transport dans la mine, les travaux visant la sécurité de la mine (inspection préalable ou postérieure, etc.) la conduite des animaux ou des machines servant au transport avant et après le travail, etc... La durée des dépassements peut être limitée par jour (d' $\frac{1}{2}$ h. à 3 h.) ou par semaine (2 h. à 4 h.) ; leur importance est comme on le pense fonction de la nature du travail effectué (travail au fond, pénible, etc.).

La coordination de deux équipes qui se succèdent entraîne généralement une prolongation de travail pour certains travailleurs ; le personnel de maîtrise est ici particulièrement visé ; rappelons aussi ce que nous avons dit plus haut des travaux continus au fond.

D'une autre nature sont les emplois qui n'exigent du travailleur qu'une occupation intermittente : ainsi le gardiennage, la

(1) Rapport du B.I.T. Durée du Travail. Genève, 1938. Partie III.

surveillance de chantiers, installations, les opérations de contrôle, de signalisation, etc... Il est normal que la durée de présence des salariés chargés de ces emplois soit plus longue que celle des ouvriers ou employés ayant une besogne continue. Les prolongations sont ici assez importantes : elles atteignent fréquemment 4 heures par jour et plus ou 20 heures par semaine, la durée de la prolongation étant, comme plus haut, proportionnelle au caractère plus ou moins pénible de la tâche accomplie.

Les travaux de chargement, de déchargement et de transport, indépendamment de ce que nous avons déjà vu par la conduite et le soin des animaux ou des véhicules avant et après le travail, donnent généralement lieu à des dépassements qui peuvent atteindre 2 heures par jour (Allemagne, Belgique) ou même 3 heures (Pologne).

Lorsque les travaux sont soumis à l'influence des saisons en raison de la situation topographique (altitude ou latitude) ou climatique de l'exploitation, des dépassements sont admis pendant une certaine période qui compensent le chômage forcé du reste de l'année.

Enfin, les différentes réglementations prévoient des prolongations qui ont trait à des causes fort diverses : triage du charbon aux Etats-Unis et au Japon, nécessités techniques déterminées (travaux de sécurité, travaux exécutés par des spécialistes, opérations nécessaires à la reprise ou au maintien à plein rendement de l'entreprise, etc.) en France, Allemagne, Italie, U.R.S.S., installation et mise au point d'un nouvel outillage en Grande-Bretagne, travaux effectués dans certaines tailles où la sécurité exige une prolongation de la présence des mineurs, etc., etc...

Tous les dépassements que nous venons d'énumérer rapidement ont pour cause des faits déterminés, constants ou périodiques, en tous cas prévus et définis à l'avance. Des prolongations de la durée de travail peuvent intervenir au contraire pour des causes accidentelles, indépendantes de la volonté de l'exploitant : opérations de sauvetage, nécessité de remédier d'urgence à des accidents survenus, tels qu'explosion de grisou, incendie, éboulement, inondation, bris ou détérioration de câbles, de machines, etc...

La nécessité de telles prolongations ne se discute pas et toutes

les réglementations les admettent ; elles les prévoient ordinairement sous une forme assez générale qui permet d'englober toutes sortes d'événements imprévisibles. Par contre, certaines précisent que la prolongation ne peut être admise que dans le cas où il est impossible de faire face à la situation par d'autres moyens.

Citons, accessoirement, des causes fortuites ou circonstances exceptionnelles qui sont prévues comme pouvant donner lieu à prolongation de la durée normale de travail : arrêt accidentel des cages (Grande-Bretagne), absence inattendue d'un membre de l'équipe de relève, absence accidentelle pendant un laps de temps déterminé d'un mécanicien, etc...

La durée normale du travail peut enfin être augmentée pour des raisons d'ordre économique ou d'intérêt national ou public. Citons au premier chef des surcroits extraordinaires de commandes, ou, le motif d'ordre économique se confondant le plus souvent avec l'intérêt national, un déficit important de la production houillère du pays. Ainsi, en France (1), des prolongations peuvent être autorisées à ces titres divers, qui s'élèvent à 93 heures (12 postes de 7 h. 45) pour le fond et à 96 heures pour la surface. D'autres pays se réfèrent à la sauvegarde de l'intérêt supérieur du pays : lutte contre le chômage, ravitaillement de la population (Allemagne), mobilisation (Turquie), etc... En France même l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale, des circonstances d'ordre national graves (formule assez vague) sont également visés comme motifs de prolongation de la durée normale du travail. Nous verrons d'ailleurs plus loin que, lorsque les raisons de prolongation revêtent ce caractère, elles peuvent aboutir à la suspension pure et simple de l'application de la réglementation.

On rangera sous la même rubrique le cas de prolongation basé sur l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée, il est prévu en Italie et en France, (sauf pour les mines dans ce dernier pays).

En dehors de tous les exemples de prolongation motivée que nous venons de citer, certaines réglementations mettent à la dis-

(1) En France, d'après le décret du 21-12-1937, les 93 heures couvraient toutes les causes de dérogations possibles, sauf le cas de tension politique grave et, bien entendu, de mobilisation et de conflit extérieur.

position des employeurs un contingent plus ou moins important d'heures supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de justifier de telles prolongations ; il en est ainsi en Allemagne et aux Etats-Unis ; c'est également par ce moyen qu'en Angleterre la durée du poste fixée à 7 heures en 1928 a été portée à 8 heures puis réduite à 7 h. 30. D'autres législations admettent des dépassements de même nature, c'est-à-dire non motivés, sous réserve d'un accord entre employeurs et salariés ou de l'attribution d'un salaire majoré pour ces heures supplémentaires.

Quant à la procédure d'octroi des prolongations, nous nous bornerons à indiquer que les unes sont admises de plein droit, la réglementation fixant une fois pour toutes leurs modalités d'application et seul un contrôle postérieur étant parfois prévu : telles sont les prolongations motivées par la nature du travail ou par des causes accidentelles ; d'autres, au contraire, sont subordonnées à une autorisation de l'administration compétente, précédée ou non d'une consultation des organisations professionnelles intéressées : ainsi les prolongations destinées à faire face à des besoins d'ordre économique, parfois, les prolongations saisonnières ; d'autres encore font l'objet d'une mesure d'ordre exécutif : par exemple en France, les prolongations commandées par les nécessités économiques ou l'intérêt national ; enfin, dans certains pays, comme les Etats-Unis, le Chili, etc..., les prolongations d'ordre général ayant trait notamment à un surcroît de demandes requièrent l'accord pur et simple des parties intéressées.

La limitation de la durée des prolongations est nécessairement commandée par le motif même de la prolongation : s'il est aisé de fixer un maximum aux prolongations ayant trait à la nature des travaux ou à des raisons d'ordre économique ou national, on peut difficilement limiter celles qui sont provoquées par des causes accidentelles ; même ici, cependant, des restrictions sont posées par le législateur pour éviter des prolongations abusives.

Les prolongations peuvent être soit limitées au temps strictement nécessaire à l'exécution d'un travail ou ouvrage déterminé, soit recevoir une limite précise ou une limite maxima. Lorsqu'il s'agit de travaux assez réguliers, la limitation est fixée le plus souvent par jour, $\frac{1}{2}$ h., 1 h., 2 h., par jour, mais toutes les modalités sont possibles : semaine, quinzaine, mois et

les combinaisons jour-semaine, jour-mois, semaine-mois, voire, jour-année ; ou bien la réglementation stipule non la durée du dépassement autorisé, mais la durée maxima du laps de temps, jour-semaine, mois, prolongation comprise : 10 heures par jour, 56 heures par semaine, etc...

Aux prolongations fondées sur des raisons d'ordre économique, d'intérêt public ou résultant d'accord entre employeurs et salariés, il est généralement appliqué simultanément une limite journalière ou hebdomadaire et un maximum par mois ou par an, ces prescriptions pouvant s'accompagner de la limitation ou désignation de la période pendant laquelle la prolongation peut être utilisée. Dans des cas comme celui des travaux exécutés pour la sûreté et la défense nationales, la limite peut être fixée par l'arrêté ordonnant les travaux. Signalons en outre que souvent les dépassements autorisés sont prévus sous la forme de postes et non d'heures supplémentaires, ceci constituant un avantage pour l'ouvrier.

En ce qui concerne la rétribution des heures de travail excédant la durée normale, il est de règle générale que les dépassements de caractère régulier et permanent ne donnent pas lieu à une majoration de salaire — ce dernier étant justement établi en tenant compte de la prolongation de la durée de travail — non plus que les heures supplémentaires effectuées pour des causes accidentelles indépendantes de la volonté des parties : il s'agit en effet, de travaux exécutés dans l'intérêt des salariés autant que dans celui des employeurs.

Par contre, les prolongations de caractère économique — développement de la production — bénéficient de tarifs spéciaux. La majoration de salaire est fixée directement, du moins quant au taux minimum, le plus souvent par la législation, parfois aussi, surtout s'agissant du taux à adopter en pratique et des modalités d'application, par les contrats collectifs, il serait fastidieux de donner connaissance, même succinctement, de ces taux et de ces modalités ; indiquons seulement que les tarifs sont essentiellement variables (majoration de 25 à 100 % du salaire normal avec toute une gamme entre ces extrêmes) et qu'ils varient en fonction du nombre d'heures supplémentaires, le pourcentage étant souvent progressif, de la nature du travail, du jour où il est effectué (dimanches, fêtes, wek-end), etc... Notons encore que des repos compensateurs sont prévus pour

certaines catégories de travailleurs assujettis à des prolongations de travail de nature particulière ; cet usage existe par exemple en France.

Il est bon d'observer que, d'une manière générale, les réglementations sont assez strictes quant à l'attribution et à l'utilisation des prolongations de durée de travail ; une telle rigueur a un double motif : d'une part d'éviter, que, par suite de la multiplication des dérogations, la durée légale du travail ne soit plus ou soit mal observée en pratique, d'autre part, raison accidentelle et temporaire, dans une certaine mesure, résorber le chômage ou du moins procurer du travail aux chômeurs dans tous les cas où le travail supplémentaire du personnel ordinaire n'est pas strictement nécessaire. Cette dernière tendance est actuellement générale sous les formes les plus diverses : suppression de l'utilisation du pourcentage — par rapport à l'effectif total — des ouvriers employés à des travaux exigeant régulièrement des prolongations du travail.

Nous terminerons cet exposé en signalant, comme nous y avons déjà fait allusion, que dans des circonstances exceptionnelles : crise économique aiguë, intérêt particulièrement grave de la sécurité et de la défense du pays, les pouvoirs publics peuvent suspendre l'application de la réglementation concernant la durée du travail. Une telle mesure est prévue dans de nombreux pays. Elle apparaît assez normale pour qu'il soit inutile de s'y étendre.

*
* *

Nous avons parcouru ainsi les aspects multiples et parfois assez complexes que présente la question de la durée du travail dans les houillères. Ainsi que nous l'avons précisé, tout au début de cet exposé, les règles nombreuses et minutieuses qui président aux conditions du travail du mineur et visent à sa sauvegarde quant au temps de labeur qui peut légalement être exigé de lui, ces règles n'ont été précisées et mises au point que peu à peu, et comme toute la législation sociale moderne du travail, dans un laps de temps assez court et assez rapproché de nous. Des étapes importantes viennent d'être franchies, dont les personnes les plus ignorantes de la législation industrielle, sont aujourd'hui au courant ; les règles déjà posées se transforment, de nouvelles se forgent ; les lois les plus récentes

dont parle cette étude seront probablement déjà modifiées ou dépassées quand elle paraîtra. Mais il est du moins une matière sur laquelle nous n'aurons pas à revenir, c'est l'historique des transformations successives de la réglementation de la durée du travail dans les mines, historique auquel nous allons passer maintenant et que, par un renversement peut-être anachronique, nous avons tenu à éclairer au préalable, par un aperçu des dispositions les plus modernes et les plus actuelles concernant cette réglementation.

PREMIÈRE PARTIE

Historique de la durée du travail dans les mines jusqu'à la loi du 21 Juin 1936

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN RÉGIME

§ 1. — Historique des mines

Au Moyen-Age on se trouve en présence d'une réglementation très sévère de la durée journalière du travail. De plus le repos est obligatoire, les jours de grande fête, les dimanches et même la veille des grandes fêtes.

Mais les mines n'étant exploitées qu'exceptionnellement et dans certaines régions jusqu'à une date récente, il est difficile d'avoir de grandes précisions au sujet de la durée du travail dans les houillères sous l'ancien régime. Il faut donc se reporter aux coutumes qui étaient plus ou moins applicables à tous les travaux et à quelques ordonnances ou arrêts rendus avant la révolution concernant plus spécialement les houillères.

Toutefois la houille était loin d'être inconnue et si son usage

n'est pas généralisé, on sait que les habitants et les industriels du Forez et du Hainaut s'en servaient « depuis la plus haute antiquité (1) » ; de même certains habitants de quelques localités isolées utilisaient depuis fort longtemps ce qu'ils appelaient de la « Terre noire » mais jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, en raison de leur petit nombre et du peu de houille utilisée par eux, on ne peut parler d'exploitation des mines.

Le Forez, et surtout dans ce pays, la ville de Saint-Etienne tirait depuis bien longtemps, et tire encore à l'heure actuelle sa prospérité industrielle du voisinage des mines de houille. « L'on raconte, aujourd'hui encore, que les soldats de César rencontrant dans ce pays des hommes au visage noirci par le charbon s'enfuirent épouvantés » (1). M. Gaies confirme que « l'usage de la houille attirait les forgerons aux confins sud du Lyonnais et du Forez ». Au XIII^e siècle, on fait déjà mention des houillères de la vallée du Giers.

Au XIV^e siècle, l'emploi de la houille était considéré comme fort ancien dans cette contrée : on signalait en 1321 des travaux d'exploitation d'une certaine importance à Roche-La-Molière. Aléon-Dulac, dans une histoire de la ville de Rive-de-Giers, a retrouvé un terrier du XIII^e siècle dans lequel des mines ou plutôt des carrières de charbon de terre forment les limites d'une propriété, et l'annaliste Guillaume Perradin décrit en ces termes la région du Lyonnais en 1540 (1) :

« A Saint-Genis-Terrier-Noir et Saint-Chamond, sont des mines de charbon de terre... c'est merveille de voir les habitants de ce pays qui en sont noircis par l'usage qu'ils en font au lieu de bois » (2).

En 1614, le charbon de Rive-de-Giers est transporté par la vallée du Rhône, à Lyon, à Vienne, et jusqu'aux ports de la Méditerranée.

Quant au Hainaut nous n'avons qu'une légende pour nous affirmer que cette province connût depuis fort longtemps l'usage de la houille. On y raconte qu'un forgeron reçut un jour la visite d'un mystérieux vieillard qui lui remit des morceaux

(1) Marcel Rouff : Les Mines au XVIII^e siècle.

(2) Mr. Lescure : Histoire des mines de houille du département de la Loire.

de terre noire. Ce dernier lui dit de s'en servir au lieu de bois et lui indiqua l'endroit où il devait en trouver. Puis le vieillard disparut. Le forgeron suivit le conseil et fut émerveillé des résultats donnés par ce charbon qui chauffait beaucoup mieux et beaucoup plus longtemps que le bois. Ceci prouve qu'on se servait depuis longtemps de charbon dans ce pays.

On voit donc que la houille était employée bien avant le ^{xviii}^e siècle mais les mines étaient de faible importance, souvent exploitées par un petit propriétaire avec quelques ouvriers. C'est pourquoi on ne retrouve pas dans les coutumes du Moyen-Age des règlements de corporations pour les mineurs, comme il en existait pour les drapiers, les orfèvres, etc..., tous les grands corps de métier.

Même au ^{xviii}^e siècle lorsque les mines se développent et se multiplient, en particulier après 1750, il ne se forme pas de corporations de mineurs. En effet, les corporations étaient à leur apogée au ^{xv}^e siècle, depuis elles n'ont fait que décliner. Pendant tout le ^{xviii}^e siècle, en particulier, les philosophes sont hostiles à celles qui existent. On en veut à leur réglementation compliquée, que l'on prétend être une entrave au développement du commerce et de l'industrie. Les corporations ne sont pas moins menacées par les tendances autoritaires et centralisatrices de l'Etat depuis l'époque moderne.

C'est une des raisons pour lesquelles nous ne trouvons pas de création de corporation de mineurs, alors que les mines, qui se fondent rapidement dans le Nord, le Pas-de-Calais et dans le Centre, commencent à prendre de l'importance tant par le nombre de leur personnel que par leur tonnage extrait.

§ 2. — Durée du travail dans l'ancienne France

Pour déterminer quelle était la durée du travail dans les mines de l'ancienne France, au Moyen-Age et jusqu'à la fin de la Monarchie, nous ne pouvons que nous rapporter aux règlements de la plupart des métiers, règlements en général de source religieuse. On verra ainsi qu'au Moyen-Age on travaillait peu longtemps : 2.400 heures par an en moyenne. A mesure que se créaient de nouveaux métiers, le nombre des heures de travail a augmenté considérablement. Mais les jours de repos ont continué à être fidèlement observés jusqu'à la Révolution

et comme ils l'étaient par tous, ils l'étaient évidemment par les mineurs. Nous verrons plus loin quelle a été la législation royale sur ce sujet.

1°) LA RÉGLEMENTATION DES CORPORATIONS

L'organisation ouvrière en corps de métiers date de la fin des grandes invasions. La plus ancienne mention que nous possédions sur leur existence concerne les marchands d'eau.

Louis XI, en 1421 leur accorda le droit de percevoir une taxe de 60 sous par bateau arrivant avec un chargement de vin à Paris pendant les vendanges.

Louis VII en 1141 leur vend un terrain place de Grève puis en 1170 promulgue des statuts à leur demande.

Il faut noter que nous n'avons que peu de documents sur la durée du travail, tout au début de la monarchie. La plupart des registres contiennent un article formulé en ces termes : « Nul du métier ne doit travailler aux jours de fêtes que le peuple de la ville... »

Peu à peu le nombre des corporations va s'accroître, leurs règlements vont se fixer. Au xv^e et au début du xvi^e siècles, commerce et industrie seront soumis à leurs lois tant au point de vue du travail lui-même, utilisation de telle ou telle matière première, manière de travailler, que de la durée du travail dans la journée, dans la semaine et dans l'année. Cette réglementation visait à un triple but : assurer l'intérêt du consommateur par une bonne fabrication, agir en faveur du patron pour éviter une concurrence exagérée, et protéger la santé de l'ouvrier en lui épargnant un travail trop long et trop pénible. Enfin et secondairement, dans les agglomérations où l'on avait lieu de redouter les incendies si difficiles à combattre à cette époque, la limitation du travail à la durée de la clarté du jour, était établie en vue de l'intérêt public.

Tels qu'il en ressort des règlements, la durée du travail apparaissait autrefois moins longue qu'elle ne l'a été au cours du xix^e et au début du xx^e siècle.

Ainsi au xiii^e et au xiv^e siècles, il était interdit de travailler avant le lever du soleil et après son coucher qui étaient annoncés par les sonneries des cloches des églises ou des beffrois. C'est ce que nous retrouvons dans une « Ordonnance de l'Echevinage

de la ville d'Amiens sur la fabrication et la teinture des draps » — « ...et que nul ne puit ouvrer fors que d'une cloche à l'autre ».

D'une manière générale, si le travail ne pouvait se prolonger au-delà du coucher du soleil, dans beaucoup de métiers il était suspendu bien avant ce moment, par exemple quand sonnaient les complies (7 heures du soir) en été, ou les vêpres (4 heures du soir) en hiver.

La durée de la journée pour ceux qui travaillaient du lever au coucher du soleil variait d'un maximum de 8 h. $\frac{1}{2}$ en hiver à un maximum de 16 heures en été. Mais de ce maximum il faut déduire une durée totale de 2 heures environ qui était accordée à l'ouvrier pour les repas. Dans la plupart des métiers, la journée de travail effectif variait entre 8 heures et 9 heures en hiver et 10 à 12 en été) (1).

Cette réglementation du travail n'est citée qu'à titre documentaire puisqu'elle ne parle pas des mines, mais elle donne un aperçu de la façon dont on travaillait au Moyen-Age sous le régime des corporations. De plus si nous tenons compte des fêtes chômées au cours de l'année, chômage qui intéresse les mines aussi bien que la culture ou les autres professions, on verra que le travail effectif à ce moment est inférieur à celui du XIX^e siècle et réglementé aussi sévèrement que de nos jours.

Pendant les grandes fêtes religieuses, comme les dimanches, le travail était rigoureusement interdit ; les fêtes religieuses entièrement chômées étaient fort nombreuses et atteignaient le chiffre de 30. On peut citer les 3 jours de l'Octave de Noël, la fête des Morts, les Lundis de Pâques et de la Pentecôte, la fête Dieu, etc... Il existait en outre ce que l'on appelle de nos jours la semaine anglaise ; les samedis et vigiles de grandes fêtes, les ateliers devaient fermer plus tôt que les autres jours, soit à midi, soit à 4 heures suivant les métiers.

Tous les samedis étaient des jours de repos partiel, de plus, pour les fêtes religieuses non chômées dites « de commune de vile foire » qui étaient au nombre de 20 à 30, telles les Rogations, le mercredi des Cendres, etc... on ne travaillait que la moitié ou les $\frac{3}{4}$ de la journée.

(1) (Min St-Léon).

Si l'on retranche des 365 jours de l'année, les 52 dimanches, les 30 fêtes chômées, les 52 samedis et les 30 fêtes de repos partiel, ce qui représente un total de 122 jours de repos environ, il ne reste plus que 243 jours de travail effectif d'une durée moyenne de 11 heures ; soit 2.673 heures de travail annuel. Alors que, avec la journée de 12 heures, les dimanches et fêtes déduites, on arrive à 3.708 heures et à 2.730 heures avec la journée de 8 heures. Et en outre on doit tenir compte des fêtes et des manifestations corporatives.

Dans son « Etude sur la grande industrie en France sous le règne de Louis XIV », M. Germain-Martin évalue approximativement à 220 ou 250 jours utiles, le travail effectif de la plupart des métiers.

Il est d'ailleurs curieux et opportun de faire remarquer que l'une des plus graves raisons invoquées pour la suppression des corporations au moment de la révolution, est justement cette limitation de la durée du travail ; et ce sont plus particulièrement les ouvriers qui réclamaient depuis le début du XVIII^e siècle le droit de travailler certains jours de fêtes chômées.

Au XV^e et au XVI^e siècle la situation des corporations demeura la même qu'au XIII^e et au XIV^e. La réglementation de la durée du travail reste identique pour les métiers déjà existants. Mais vers la fin du XVI^e siècle une évolution commença à se manifester. Les heures de travail dans la journée deviennent beaucoup plus nombreuses. De plus, dans les professions qui se créent, comme l'imprimerie, le travail atteint une durée excessive ; les anciens usages ne pouvant être invoqués pour la limiter. Ainsi, dans l'imprimerie à Lyon, la journée commence, en 1571, à 2 heures du matin pour finir à 8 ou 9 heures du soir (1). Mais les fêtes chômées demeurent les mêmes, et personne n'est autorisé à travailler ces jours-là.

Les règlements traditionnels, si forts pourtant, furent impuissants à préserver les autres professions de la prolongation de la durée du travail. Mais jamais la journée de travail effectif n'atteignit ailleurs la durée de celle des imprimeurs dont les abus étaient, du reste, dénoncés dès le XVI^e siècle.

Au XVII^e et au XVIII^e siècle, la décadence des corporations s'ac-

(1) G. Hauser : Ouvriers du temps passé.

centue ; elles ne rendent plus les services qu'on pouvait attendre d'elles. Mais alors que jusqu'ici nous avons peu de renseignements sur les mines, à partir du XVIII^e siècle, où leur nombre et leur importance commence à s'accroître peu à peu marquant le point de départ du développement considérable qu'elles vont atteindre au XIX^e siècle, on commence dès lors à parler d'elles, et nous retrouvons trace de leur activité à ce moment.

La main-d'œuvre était constituée pour la majeure partie par des bûcherons ou des paysans (bûcherons dans le Morvan, paysans dans le Nord) qui venaient travailler à la mine de façon intermittente, occupant surtout les loisirs que leur laissaient les travaux des champs ou des bois. Cette main-d'œuvre était très docile et se contentait de salaires assez bas ; ce salaire formant un surplus à leur subsistance qui leur était assurée par leurs occupations habituelles.

Il est à remarquer que pour exploiter une mine l'industriel devait obtenir une licence, mais une fois celle-ci accordée, il était le maître absolu dans sa mine. Il n'existait pas de corporation de mineurs et par conséquent aucune limitation à la durée du travail.

Sur celle-ci, au XVIII^e siècle, nous avons des renseignements assez précis.

Dans les houillères de Saint-Etienne, les mineurs restent en général 12 heures par jour dans la mine. Ils travaillent à deux équipes se relayant et, par conséquent, le travail est ininterrompu de jour et nuit. La journée commençait à midi et finissait à minuit. L'ouvrier avait le droit de prendre un repas au fond de la mine et un certain temps de repos lui était octroyé dans ce but.

Le travail dans ces mines du Forez n'est que très sommairement réparti entre les différents ouvriers, ceux-ci faisant à peu près tous les travaux. On trouve le piqueur qui détache la houille à coups de pique, et le porteur qui emporte le charbon sur son dos dans des sacs de toile. Ces ouvriers sont payés à la journée (1).

Dans le Nord, à Anzin, la durée du travail est la même, 12

(1) Aléon Dulac : *Observations topographiques, physiques et critiques sur le climat, les maladies, la population, les arts et le commerce de la ville de Saint-Etienne en Forez, par un patriophile, 1786*).

12 heures par jour, mais la tâche est plus divisée ; on trouve le piocheur, des aides qui chargent le charbon sur des bennes. Celles-ci sont placées sur de petits traîneaux et tirées jusqu'au puits. Le charbon est remonté en surface dans des seaux cerclés de fer. Le treuil qui remonte le charbon est actionné par un manège de chevaux.

Les salaires sont peu élevés mais assurent facilement l'entretien du mineur et de sa famille. Les ouvriers sont d'ailleurs gais et insoucians, et s'il leur arrive, au fond de la mine, d'élever des récriminations contre la modicité de leurs gains, ils ne doivent pas donner de suite caractérisée à ces revendications car on n'en trouve pas trace de nos jours.

A la fin du XVIII^e siècle, la durée de la journée de travail dans les mines est donc sensiblement égale à ce qu'elle sera au cours du XIX^e siècle. Mais le travail effectif dans l'année est bien moindre. En effet les grandes fêtes religieuses, les dimanches, continuent à être chômés. Les samedis, certaines autres fêtes, jours de repos partiel, sont encore rigoureusement respectés, et l'ouvrier n'a pas moins de 122 jours de repos par an.

La révolution, en supprimant les corporations et leur réglementation, en abolissant les fêtes religieuses, fait disparaître d'un seul coup ces jours de repos, et la situation de l'ouvrier devient et restera pénible pendant presque toute la durée du XIX^e siècle.

2°) LES ORDONNANCES

Dès la fondation de la mornachie, le pouvoir royal s'est occupé des mines. Il est vrai que ce ne fut qu'à titre exceptionnel et que l'on englobait dans le mot mine les minières, les carrières, et les mines métalliques. C'est ainsi que nous voyons Charlemagne accorder dans son testament, à ses fils Louis et Charles, les droits régaliens dans l'énumération desquels sont comprises des mines.

De nombreux édits furent également rendus par la suite sur les mines de charbon. Le premier en date est de Philippe-le-Long qui laisse les mineurs libres d'agir à leur guise pour l'exploitation du sol.

Mais le pouvoir royal s'est occupé aussi de la réglementation de la durée du travail, moins, il est vrai, que les gouvernements

actuels, les corporations suffisant amplement à ce rôle qu'elles ont joué jusqu'à la révolution.

Contrairement à ce que l'on serait tenté de croire, ce n'est pas au sujet des mines qu'ont été formulés les premiers édits sur la durée du travail.

Le plus ancien document que l'on possède à ce sujet date du 11 décembre 1290 et se rapporte aux femmes employées à la fabrication des tapis. Il comporte l'interdiction de faire travailler les femmes enceintes.

Des lettres de Gilles Hoquin, prévôt de Paris, du 19 janvier 1320, relatent un extrait des ordonnances de Philippe-le-Bel sur le travail de nuit et l'apprentissage des métiers à Paris. Ces lettres permettent aux ouvriers et aux artisans de travailler la nuit quand ils le voudraient.

Quelques années plus tard, une ordonnance du prévôt de Paris, publiée le 22 février 1324 par Jehan Loncle, garde de la prévôté de Paris, interdit le travail le samedi après le troisième coup des vêpres sonnés à Notre-Dame de Paris, ainsi que les vigiles des fêtes de Notre-Dame et des Apôtres. La durée journalière du travail y est également réglementée. « Le travail est autorisé de Pâques à la Saint-Rémi, du soleil levant au soleil couchant et de la Saint-Rémi à Pâques qu'il ne puisse faire un tour de Paris » (1).

Ce n'est qu'en 1578 qu'apparaît la première ordonnance au sujet du travail dans les mines. Celle-ci est assez rigoureuse et se rapporte aux mines de la Franche-Comté, alors territoire Espagnol.

Cette ordonnance émanant de Philippe II d'Espagne a été récemment découverte à Besançon, elle nous apparaît intéressante à deux points de vue ; d'abord, elle est la première qui ait inauguré le principe de la journée de 8 heures dans le monde, plus de 300 ans avant que celui-ci ne fût repris et considéré comme une innovation ; ensuite, il est curieux qu'une telle réglementation ait été prise à l'étranger, alors qu'en ce qui concerne les mines depuis la fin du XIX^e siècle, la France s'est toujours tenue très en avance dans toutes les réformes ayant trait à la durée du travail.

Voilà comme était rédigé ce document qui réglementait le travail des mineurs de la Franche-Comté, il y a 350 ans :

(1) Ordonnance concernant les marchands d'eau.

« 1° Voulons et ordonnons que les ouvriers des mines travaillent huit heures par jour, à deux entrées de chacune quatre heures ;

« 2° Si l'ouvrage requiert accélération il sera fait par quatre ouvriers qui travailleront chacun six heures, les uns après les autres, sans discontinuation ; chaque ouvrier, après avoir besogné ses six heures, remettant ses outils en mains d'un autre et ayant ainsi ses dix-huit heures de repos sur vingt-quatre.

« 3° Mineurs ouvriers sont salariés, soit selon la convention avec le personnier (le concessionnaire de la mine), soit selon l'ouvrage fait, à leur choix.

« 4° Voulons et ordonnons qu'aux festes de commandement, les ouvriers soient payés comme s'ils avaient besogné.

« Item. Aux festes de Pâques, Noël et Pentecostes, il ne sera besogné que demy semaine, sauf pour les garçons tirant l'eau afin d'empêcher l'inondation des galeries).

« Item. Aux festes de Notre-Dame et aux douze festes d'Apostres (qui étaient alors des jours fériés) les ouvriers sont quittes d'une demy-journée la veille de chaque feste.

« 6° Mineurs ouvriers peuvent choisir chazal (terrain) pour faire maison et jardin sur les communaux des lieux où ils travaillent, en payant un sol de cense (loyer) par an, et moyennant ce ont droit aux bois morts et morts bois sur lesdits communaux.

« 7° Mineurs ont un marchef (marché) aux mines et ont ce droit que il n'est pas permis aux étrangers de distraire vivre de leur marchef.

« 8° Au marché, qui commence à dix heures du matin, il n'est pas permis aux officiers personniers et nosteliers d'acheter provision avant que les ouvriers soient fournis. »

D'après les termes mêmes de cet édit, il est facile de s'apercevoir que celui-ci a été élaboré dans le souci du bien-être des ouvriers-mineurs, il prévoit même les cas de travaux pénibles où la durée du travail est encore réduite ; il n'est pas possible de trouver mieux dans les statuts les plus modernes du travail.

Les congés payés sont remplacés par les nombreuses fêtes religieuses qui étaient obligatoirement chômées à cette époque et dont le total atteint beaucoup plus de quinze jours par an.

Le travail est donc moins pénible et moins long sous l'ancien régime qu'au xix^e siècle, et toutes les réglementations actuelles prises pour diminuer la fatigue du travailleur, au xx^e siècle, existaient, avec des modalités différentes, dans les règlements des Corporations et dans les Ordonnances royales.

§ 3. — Fin de l'ancien régime. La révolution

L'œuvre de la révolution en matière de législation du travail est essentiellement négative, on peut la résumer à deux points principaux : suppression des corporations, proclamation du principe de la liberté du travail.

Ces deux mesures sont intimement liées l'une à l'autre, la seconde découlant de la première. Elles ont été prises en même temps, et il est nécessaire de relater les circonstances dans lesquelles elles eurent lieu, parce qu'elles ont déterminé la scission entre l'ancien régime et le nouveau. De cet acte découle un ordre nouveau : l'individualisme est proclamé et triomphe par cette nouvelle loi, ceci au détriment du prolétariat qui se réclame bien souvent et toujours à tort de la révolution de 1789.

Au cours du xviii^e siècle les abus des corporations s'étaient manifestés au grand jour. Leur réglementation était trop étroite; elle avait besoin d'être assouplie. On ne sut pas ou l'on ne voulut pas comprendre et l'on préféra les supprimer d'un seul coup.

« Le 15 février 1791, en séance de l'Assemblée Constituante, Dallande, rapporteur du comité des contributions publiques, monta à la tribune ; il devait déposer un projet de loi sur le nouvel impôt des patentes et demanda qu'on liât le vote de cet impôt à un grand bienfait pour l'industrie et le commerce, à la suppression des maîtrises et jurandes ».

« Le discours de Dallande, véritable réquisitoire contre la corporation, reproduit presque servilement tous les arguments des physiocrates, les plus farouches adversaires durant tout le xviii^e siècle de ces institutions. »

« La faculté de travailler, dit-il, est un des premiers droits de l'homme et les jurandes lèsent ce droit. Elles sont en outre une source d'abus en raison de la longueur de l'apprentissage, de la servitude du compagnonnage, des frais de réception ; elles nuisent au public en restreignant le commerce » (1).

(1) Martin St-Léon : Histoire des Corporations.

Craindrait-on une fabrication défectueuse et frauduleuse ou l'accroissement excessif du nombre des ouvriers ? Dallande, fidèle disciple de Quesnay, répond que le nombre des artisans est toujours proportionnel aux besoins de la consommation et limité par eux. Pour la mauvaise fabrication, l'on doit compter sur la liberté et sur la bienfaisante émulation qu'elle engendre. Il faut abolir les corporations : le commerce ne sera plus soumis à d'autres charges qu'à l'acquittement d'un nouvel impôt appelé patente que l'on crée pour remplacer les anciens vingtièmes.

Si rapide avait été l'évolution des idées depuis deux ans que les corporations ne trouvèrent aucun défenseur dans l'Assemblée. La nouvelle loi fut finalement adoptée, elle consacrait la fin des corporations dans ces articles 2 et 3 :

« ART. 2. — A compter du 1^{er} avril prochain, les offices de perruques, barbiers, étuvistes, les droits de réception des maîtres et jurandes et tous les privilèges des professions sont supprimés.

« ART. 3. — A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à tout citoyen d'exercer telle profession ou métier qu'il trouvera bon après s'être pourvu d'une patente et en avoir acquitté le prix. »

Ceux qui avait obtenu des maîtrises devaient remettre leurs titres au commissaire chargé de la liquidation de la dette publique pour en être indemnisés. Ceux qui avaient été reçus depuis le 1^{er} avril 1790 devaient être remboursés de la totalité des sommes versées.

« Telle fût la fin des corporations des métiers. Quelques lignes insérées dans une loi des finances suffirent pour abolir une institution qui, depuis près de sept siècles, avait été le fondement même de l'organisation du travail national. La révolution ne distingue pas entre le rôle économique de la corporation et son rôle social. Elle ne songea même pas à conserver à la société nouvelle l'abri de l'édifice où avaient vécu si longtemps côte à côte le riche et le pauvre, le patron et l'ouvrier. Elle fit table rase des coutumes antiques et des traditions séculaires, 1791 vient de clôturer l'ère des corporations. Le règne de l'individualisme va commencer » (1).

(1) Martin St-Léon : Histoire des Corporations.

Continuant dans la même voie, la Révolution, devant la résistance de certains, voulut éloigner même toute possibilité d'association. Ce fut l'œuvre de la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 qui allait, pour près d'un siècle, empêcher toute réunion d'ouvriers. Cette interdiction devait être indirectement une des causes essentielles des abus commis en matière de durée du travail au XIX^e siècle. L'article 2 de cette loi est ainsi conçu :

« Les citoyens de même état ou profession, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouvent ensemble, se nommer de président ou secrétaire ou syndic, tenir des registres, prendre des arrêtés, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

La suppression des corporations a été un acte néfaste. Il est évident que le régime corporatif, tout en ayant conservé au XVII^e et au XVIII^e siècle ses traits essentiels du Moyen-Age, était transformé et donnait lieu à des graves abus : les patrons étaient devenus les maîtres héréditaires de la profession, le temps d'apprentissage avait augmenté dans des conditions excessives ; toute initiative privée dans quelque domaine que ce soit, était forcément arrêtée par des règlements trop stricts ou même voyait les corporations entières redoutant un concurrent, se dresser devant elle.

Mais à côté de ces défauts, il ne faut pas négliger leurs avantages, et en particulier celui de permettre le repos des ouvriers certains jours, sans nuire en rien aux intérêts patronaux, ce chômage étant obligatoire pour tous sans exception.

Au contraire, au XIX^e siècle, l'ouvrier seul, abandonné, va se trouver dans une situation peu favorable : le principe de la liberté du travail posé par la loi Le Chapelier, s'il a permis un développement considérable de l'industrie et du commerce, n'a pas eu pour conséquence une amélioration parallèle de la vie ouvrière.

C'est pourquoi on peut dire que l'œuvre de la révolution a été négative. Elle a fait table rase du passé, et en proclamant le principe de liberté du travail elle a émis un principe négatif et appliqué, en matière économique et sociale, une règle dont les conséquences devaient être, socialement d'abord, économiquement plus tard, destructrices.

On peut voir enfin, comme une suite lointaine mais directe de cette œuvre, les revendications violentes des travailleurs ma-

nuels dès la fin du xix^e siècle. Ceux-ci sans moyen de défense devaient fatalement se tourner vers des associations politiques qui, par réaction contre cette absence de réglementation génératrice des pires abus au cours du xix^e siècle, ont abouti en sens contraire à la limitation excessive de la durée du travail, telle que nous la connaissons maintenant et dont les conséquences économiques sont désastreuses pour les pays qui l'ont adoptée.

Pendant le xix^e siècle nous demeurons donc sous le régime de la liberté absolue : liberté de travailler et de faire travailler, sans aucune restriction, sans repos hebdomadaire, sans condition d'âge ni de sexe, en résumé sans que rien ne vienne freiner les effets inhumains de la libre concurrence, en cette matière.

CHAPITRE II

LA PREMIERE MOITIE DU XIX^e SIECLE

§ 1. — Lois du 1^{er} Empire et de la Restauration

Le xix^e siècle est une époque non seulement de développement économique, mais encore de transformation économique. Le charbon utilisé exceptionnellement au xviii^e siècle dans l'industrie va devenir le seul combustible et le moyen de transformation et d'usinage de tous les produits. On comprend dès lors le rôle essentiel qu'il est appelé à jouer dans la vie industrielle d'une nation.

Sa production en France va augmenter sans cesse : de 1.000.000 de tonnes en 1815, elle passe à 2.000.000 en 1830, à 7.000.000 en 1847 et à 32.862.000 en 1899.

Le nombre des ouvriers va croître dans les mêmes proportions. On s'explique donc quel rôle important vont tenir dans le pays les salariés qui jusque là n'étaient qu'une faible partie de la population. Au xviii^e siècle en effet le mineur accomplit toujours d'autres travaux en dehors de la mine, c'est le plus souvent un paysan.

Grâce au suffrage universel il va obtenir, au xx^e siècle des interventions nombreuses des pouvoirs publics en sa faveur, interventions qui empruntant la voie politique électorale ont souvent un but politique autant que social.

Mais on doit reconnaître que au xix^e siècle sa situation est

défavorisée. Le travail est pénible, sa durée est excessive, il s'accomplit souvent des conditions malsaines.

Encore faut-il considérer que dans les mines, l'ouvrier sera privilégié par rapport aux autres ; il fera 12 heures par jour, alors que dans les usines la journée de présence au travail est de 15 heures à 15 h. $\frac{1}{2}$, moins 1 à 2 heures de repos pour les repas. Le salaire dans les mines sera beaucoup plus élevé qu'ailleurs.

Jusqu'en 1848, aucun effort ne fut tenté pour limiter la durée du travail dans les mines, par un texte de portée générale. Les mesures édictées à ce sujet auparavant ont un objet limité et sont peu nombreuses ; on en compte trois seulement pendant une période de près de 50 ans.

Une première loi, intervint en 1813, pour faire cesser le travail au fond des mines des enfants de moins de 13 ans.

La restauration monarchique a amené la reconnaissance de la religion catholique comme religion d'Etat ; il fallait donc reprendre le principe du repos dominical. Ce fut l'objet de la loi du 19 novembre 1814.

D'après cette loi, le travail était interdit les dimanches et les jours de fêtes admis comme fêtes légales par le concordat de 1801, c'est-à-dire en dehors des 52 dimanches, les 4 fêtes dont le repos est encore en usage de nos jours.

Cette loi a donc permis de retrouver une partie des jours de repos obligatoire dans l'ancien régime. Toutefois leur nombre était moindre qu'autrefois, puisque les jours fériés n'étaient plus que de 56 par an quand ils dépassaient la centaine avant la révolution.

Malheureusement, si le texte était favorable aux ouvriers, il fut mal appliqué. Respecté au début, le repos dominical tomba en désuétude à partir de 1830, la loi devait être abrogée en 1880.

§ 2. — Loi de 1841

Il est un fait important à signaler en 1841. C'est la première fois que le législateur intervient pour des raisons sociales, depuis le début du XIX^e siècle, afin de limiter la durée du travail. En effet, la loi de 1814 sur le repos dominical est une loi religieuse, dictée par des considérations d'ordre politique ; la res-

tauration entendait suivre la ligne de conduite de l'ancienne monarchie envers l'Eglise. La loi de 1841, au contraire, est une loi sociale.

A la suite des événements de 1830, beaucoup pensaient qu'un ordre nouveau allait s'établir, et que le roi Louis-Philippe allait prendre en mains la cause des ouvriers auxquels il devait, du moins dans l'esprit de ceux-ci, son élévation au trône.

Il paraît en avoir été ainsi au début. L'opinion publique au surplus n'était pas hostile aux revendications des ouvriers ; au contraire, en mai 1833, lorsqu'éclate à Anzin une grève des mineurs « dite émeute des 4 sous » ceux-ci réclamant une augmentation de 4 sous par jour, le Président du Tribunal de Valenciennes (qu'on peut considérer comme un porte-parole officiel) rappelle aux accusés leur bonne conduite et surtout les anciennes et profondes misères des ouvriers chargés de famille ; il acquitta une partie des prévenus pour ces raisons et fait précéder le prononcé de son jugement de cette déclaration : « Toutes les autorités forment des vœux sincères pour l'amélioration de votre sort ».

Mais, par la suite, l'opinion comme l'attitude du gouvernement changea et la politique de la monarchie de Juillet a été une longue résistance, aux desiderata des travailleurs et aux revendications sociales en raison des agitations ouvrières nombreuses à cette époque.

On voulut, toutefois, leur accorder une légère satisfaction, et, c'est de là qu'est née la loi de 1841. Cette loi était très nécessaire en raison des abus sans nombre qui consistaient à faire travailler dans les usines des enfants très jeunes, afin de leur donner un salaire peu élevé. Cet état de choses n'était pas d'ailleurs spécial à la France ; il existait, sur une beaucoup plus grande échelle, en Angleterre.

« Le tableau de l'Etat Physique et moral des Ouvriers », de Villermé écrit en 1834, nous donne un aperçu très net de ce qu'était la journée de travail pendant la monarchie de Juillet et c'est grâce à ce rapport que fut votée la loi de 1841. Malheureusement, cet ouvrage n'a trait qu'aux manufactures de coton et de laine et il ne concerne en rien les mines où le travail ne dépassait pas 12 heures par jour. Par contre ce document permet de se rendre compte que la durée du travail était très éle-

vée pendant la presque totalité du XIX^e siècle, et l'on comprendra que la principale revendication des ouvriers en 1848 et par la suite ait été la réduction de la journée de travail.

La durée journalière du travail à cette époque varie en France suivant les contrées, elle atteignait 15 heures à Elbœuf, dont 13 de travail effectif, 13 à Abbeville, 13 à Louviers, 15 à Sedan, 12 à Carcassonne, 8 à 10 à Lodève : la journée en générale était de 13 à 14 heures. Mais ce sur quoi Villermé a surtout insisté, c'est l'emploi abusif des femmes et des enfants dans les manufactures où ils travaillaient autant que les hommes pour un salaire inférieur, les enfants travaillaient dès l'âge de 6 ans.

Un tel état de choses était déplorable, et, les dirigeants des filatures eux-mêmes réclamaient une réglementation du travail analogue à celle qui existait en Angleterre depuis 1833. Et Villermé concluait :

« Le remède au dépérissement des enfants dans les manufactures, à l'abus homicide qu'on en fait, ne saurait donc se trouver que dans une loi ou un règlement qui fixerait, d'après l'âge de ces ouvriers, un maximum à la durée journalière du travail » (1).

Cette loi demandée fut votée le 22 mars 1841. Elle commence par fixer un âge limite au-dessous duquel il est interdit de travailler. « Dans les usines à moteurs mécaniques ou à feu continu ou occupant plus de 20 ouvriers » on n'a pas le droit d'employer des enfants de moins de 8 ans. Elle réglemente dans les mêmes usines la durée du travail pour les enfants de moins de 16 ans, puis établit une graduation suivant l'âge de l'enfant. Pour ceux qui sont âgés de 8 à 12 ans, on autorise 8 heures de travail et 12 heures pour ceux âgés de 12 à 16 ans. Au-dessous de 16 ans le travail de nuit est interdit.

On s'aperçoit que la portée de la loi était générale : elle inaugure véritablement en ce sens. Du reste elle s'avérait nécessaire en raison du développement croissant de l'industrie, et en particulier du travail de nuit presque inconnu au siècle précédent.

Ce premier effort ne fut suivi d'aucun autre sous le règne de Louis-Philippe, et la condition générale de l'ouvrier demeura

(1) Villermé : Tableau de l'Etat Physique et Moral des Ouvriers.

mauvaise. Il suffit pour s'en convaincre de relire le rapport de Villermé sur le travail dans les Flandres.

Beaucoup d'ouvriers furent déçus par cette politique. Des grèves éclatèrent dans les mines de la Loire en 1844 et en 1846 parce que le nouveau gouvernement en qui les travailleurs avaient mis leur confiance, ne faisait rien pour eux. Elles furent d'ailleurs réprimées sévèrement par les pouvoirs publics.

§ 3. — Initiative de la République de 1848

Après la chute de Louis-Philippe, le gouvernement provisoire insurrectionnel dût faire face aux revendications des gens qui l'avaient porté au pouvoir. Il était d'ailleurs composé de plusieurs socialistes qui avaient la volonté de faire quelque chose en faveur des prolétaires, comme on commençait à appeler les ouvriers à cette époque.

Si le gouvernement n'accorda pas la constitution du Ministère du Progrès (Ministère du Travail) qui lui était demandée, il permit qu'une commission, dite du Luxembourg, se constituât, présidée par Louis Blanc et dans laquelle se trouvait l'ouvrier Albert. Cette commission aborda tout de suite les deux principales revendications : la suppression du marchandage et la limitation de la journée de travail. Elle se réunit le 1^{er} mars et dès le 2, le gouvernement signait un décret conçu en ces termes :

« Sur le rapport de la commission du gouvernement pour les
« travailleurs.

Considérant :

« 1°) Qu'un travail manuel trop prolongé, non seulement
« mine la santé du travailleur, mais encore, en l'empêchant de
« cultiver son intelligence porte atteinte à la dignité de l'hom-
« me.

« 2°) Que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepre-
« neurs, ouvriers dits marchands ou tacherons, est essen-
« tiellement injuste, vexatoire et contraire aux principes de la
« fraternité.

« Le Gouvernement de la République Provisoire décrète :

« 1°) La journée de travail est diminuée d'une heure. En
« conséquence à Paris, où elle était de 11 heures, elle est réduite

« à 10 heures et en Province où elle était jusqu'ici de 12 heures elle est réduite à 11.

« 2°) L'exploitation des ouvriers par des entrepreneurs ou marchandage est abolie ». (*Moniteur Universel*, 5 mars 1848).

Cette innovation avait été trop brusque pour ne pas prêter à de violentes discussions. Elles furent très intéressantes par la suite, car le décret fut examiné et discuté dans ses moindres détails.

Dès le 3 mars, Louis Blanc, Président de la Commission du Gouvernement pour les travailleurs intervint pour préciser la portée du décret. Il fit paraître un avis dans lequel il indiquait que : « L'intention du Gouvernement Provisoire, telle qu'elle résultait des termes mêmes du décret, a été de ménager les forces du travailleur et de faire une part de temps à son intelligence ».

Dans la précipitation avec laquelle avait été rédigé et approuvé le décret, l'on avait omis de comprendre les femmes. Un nouveau décret fut pris le 9 mars pour leur étendre les dispositions relatives à la durée du travail. On avait aussi oublié de prévoir des sanctions, un texte intervint en avril mais il était inapplicable.

Dès sa constitution, l'assemblée nationale fut saisie d'une proposition tendant à abroger le décret, et de pétitions demandant son maintien.

Il est intéressant, à titre documentaire, de voir quels étaient à ce moment l'état des esprits, les considérations sociales, politiques et économiques, de relater quelques-unes des interventions qui eurent lieu pendant la discussion au sujet du maintien ou de la suppression du décret ; quoique ces interventions n'aient point eu trait aux mines, il faut citer notamment le discours d'un inspecteur du travail des enfants dans les manufactures de Rouen, P. Lescure, qui prit énergiquement la défense du décret. Il compare le travail de l'usine à une mort lente pour le travailleurs.

« Ainsi, dit-il en substance, de par toutes les lois humaines et divines, vous n'avez pas le droit de porter atteinte à la vie de votre semblable, vous n'avez pas le droit avec son consentement même d'exposer sa vie aux chances d'un combat parce que vous n'avez pas le droit sur sa propre vie... Et vous auriez le droit de livrer des hommes à un travail mortel, sans aucune

intervention et sans aucune surveillance de l'Etat, abusant ainsi de l'ignorance et du malheur des hommes...

« Si vous ne voulez pas de progrès dans la législation retournez au code barbare ou plutôt anéantissez la société : détruisez l'espèce humaine que Dieu a faite progressive dans sa connaissance et sa moralité ».

Il est évident que ce discours contient de fortes exagérations. Le travail dans une mine ou une usine n'a jamais anéanti des familles d'ouvriers. Que faut-il penser alors de ces générations de mineurs qui se succèdent de pères en fils au fond de la mine ?

C'est d'ailleurs ce que surent très bien répondre certains membres de l'Assemblée, en particulier, Charles Dupin qui s'adressa directement à P. Leroux dans les termes suivants :

« Lorsque vous accusez les manufactures d'être homicides, disait-il, et c'est le mot que vous avez employé dix fois, de diminuer la population, de la rendre plus malheureuse, plus affaiblie, rachitique et périssable, vous parlez d'un fait qui n'existait que dans votre imagination ».

Les doctrinaires du parti libéral intervinrent également. Le député Nelowski fut leur porte-parole.

Il montra que ce décret du 2 mars était inopportun, parce que l'on traversait une crise et qu'il fallait maintenir l'activité du travail. Il avait raison, jusqu'à un certain point, car bien souvent le législateur attentif à un seul côté du problème, ne s'attarde pas à envisager les conséquences économiques d'une réduction du travail, et ces conséquences lorsqu'il s'agit d'une décision unilatérale sont déplorables pour la nation par rapport aux autres pays. A ce moment l'Angleterre travaillait à plein rendement. Il ne fallait pas mettre la France dans un état d'infériorité en regard de cette puissance.

Mais, d'autre part Nelowski soutenait un argument plus sujet à caution. Il prétendait que cette réglementation était contraire au principe de la liberté du travail.

« La plus grande conquête de la Révolution a été le droit de travailler que Turgot avait proclamé en 1776, et que la Révolution de 1789 est venue sanctionner, il est impossible que la Révolution de 1848 vienne effacer cette grande conquête de la première Révolution ».

La liberté du travail, telle qu'elle a été proclamée et réalisée

par la Révolution n'a jamais été favorable au travailleur qu'elle place, en ce qui concerne la durée du travail, sous la dépendance exclusive des employeurs, esclaves eux-mêmes de la libre concurrence.

Le Ministre de l'Intérieur intervint, essayant de se placer au-dessus des partis.

« Permettez-moi de vous le dire, Messieurs, au-dessus de ces raisons dictées par des intérêts industriels, soit du dedans, soit du dehors, il y a une raison plus puissante qui doit les dominer toutes : l'intérêt de l'humanité... N'intervenons donc pas dans le contrat pour en dicter les conditions commerciales, mais veillons à ce qu'il ne se fasse jamais qu'avec des conditions humaines ».

La discussion se prolongea plusieurs jours encore, elle aboutit à l'abrogation du décret du 22 mars.

Celui-ci n'avait eu qu'une durée éphémère ; inappliqué dès le mois de juin, il fut remplacé par le décret du 9 septembre 1848 qui sauf certaines modifications intervenues en 1900 fut le texte applicable à l'Industrie jusqu'en 1919.

Les dispositions essentielles de ce nouveau décret étaient ainsi conçues :

« La journée de l'ouvrier dans les manufactures et les usines ne pourra excéder 12 heures de travail effectif ».

Le chef d'industrie qui contrevenait à cette mesure était passible d'une amende.

Cette disposition n'abrogeait pas celle de la loi du 12 novembre 1814 qui interdisait le travail le dimanche et les jours de fêtes religieuses légalement reconnues.

Sur ce qu'il fallait entendre par « manufactures et usines » la loi antérieure du 22 mars 1841 apportait les précisions nécessaires : ce sont les fabriques occupant plus de 20 ouvriers réunis en ateliers et les établissements à moteurs mécaniques ou à feu continu avec leurs dépendances.

Il faut remarquer la différence essentielle existant entre le décret du 2 mars et celui du 9 septembre ; le premier avait une portée générale, l'autre une portée restreinte et venait compléter la loi de 1841.

Les entreprises commerciales et agricoles, les mineurs, les salariés des transports, les travailleurs du bois, les ouvriers

n'appartenant pas à la grande industrie manufacturière, n'étaient pas touchés par ce décret.

Quoique cette mesure n'affecte pas les mines, il nous a semblé nécessaire de l'examiner en détail, puisque c'est la première tentative faite pour limiter la durée du travail en France au XIX^e siècle.

Il est curieux également de noter qu'à cette époque on laisse les mines de côté alors que par la suite et dès 1905, celles-ci auront un régime de travail plus favorable et d'une durée beaucoup plus courte que les autres industries. Elles demeureront à part, et auront une législation propre.

Le décret du 9 septembre 1848 ne fut pas appliqué avec rigueur surtout au début. D'une part il était prévu que les règlements d'administration publique détermineraient les exceptions jugées nécessaires en raison « de la nature des industries ou des cas de force majeure ». De fait de nombreux décrets vinrent atténuer les effets des prescriptions de la loi et c'est seulement un autre décret, du 28 mars 1902, qui lui rendit sa légitime portée : un tableau annexé à l'article premier de ce texte énumère les travaux pour lesquels la durée de la journée des ouvriers adultes peut excéder le maximum légal et fixe la limitation de cette augmentation de durée.

« D'autre part, l'application d'une disposition limitative de la durée du travail n'est, bien entendu, rigoureuse que s'il existe un organisme de contrôle et si les conditions de fonctionnement de celui-ci assurent l'efficacité de son action. Or, l'inspection du travail ne fut créée que longtemps après la mise en vigueur du décret-loi du 9 septembre 1848 et encore la surveillance de l'exécution des prescriptions de ce dernier ne rentra-t-elle pas à l'origine dans ses attributions. A défaut d'auxiliaires spécialisés et qualifiés, l'action des parquets ne pouvait être qu'intermittente, malaisée, en un mot insuffisante. »

« D'ailleurs, même après que les deux lois des 16 février 1883 et de novembre 1892 eurent expressément obligé l'inspecteur à veiller à l'exécution du décret-loi du 9 septembre 1848, l'effectif restreint des inspecteurs et leur légitime souci de sauvegarder avant tout les droits des femmes et des enfants ne leur permettaient pas d'exercer sur les conditions du travail des adultes un contrôle vraiment satisfaisant ; ce contrôle est d'ail-

leurs encore insuffisant, même après le décret du 22 octobre 1930 sur l'organisation de l'inspection du travail. »

« Il faut ajouter que là même où la règle tracée par le législateur était respectée ; la limitation à 12 heures par jour de la durée du travail effectif ne suffisait pas à assurer à l'ouvrier la protection qu'on avait voulu lui ménager. Rien, en effet, dans le décret de 1848 n'interdit au chef d'industrie de laisser sa manufacture, son usine ouverte pendant 15, 18 heures par jour, voire de la faire fonctionner d'une manière continue, alors même que la nature technique de ses opérations ne l'y oblige pas. Mais s'il use de cette faculté, il sera tout naturellement amené à réaliser une organisation du travail qui s'adapte à ce rythme : des roulements d'équipes seront prévus, qui sans enfreindre la loi, morcèleront la journée de travail effectif des salariés et leur imposeront avec des repos trop courts pour qu'ils puissent en tirer parti, une prolongation abusive de la période quotidienne pendant laquelle ils demeurent en quelque sorte dans la dépendance de l'établissement. »

On connaît les protestations soulevées par les systèmes d'équipes alternées et d'équipes de relais. Une telle organisation en faisant chevaucher l'une sur l'autre les périodes de travail des diverses équipes rend d'ailleurs singulièrement difficile et par suite inefficace tout contrôle extérieur en dehors des cas où les intéressés eux-mêmes formulent des réclamations et font appel à l'autorité.

Ainsi, faute d'une application suffisante ou correcte des prescriptions légales, les conditions du travail des ouvriers furent trop fréquemment inférieures à celles posées par la loi.

§ 4. — Le Second Empire

Sous le second Empire il n'a pas été pris de décret ni voté de loi réduisant la durée du travail ; mais il est indispensable de noter l'évolution qui s'est produite de 1850 à 1870 : Evolution industrielle d'abord, facilitée par la politique de l'Empire ; évolution sociale ensuite, plus ou moins conséquence de la première.

Entre 1852 et 1856, 1.276 millions vont être dépensés pour la création des lignes de Chemin de fer, dépense qui va provoquer non seulement une évolution rapide mais un bouleversement de

l'Industrie : Des usines se créent et se développent ; de puissantes machines sont inventées. L'économie elle-même va se trouver bouleversée. Jusqu'en 1848, l'artisanat était demeuré la principale forme de l'activité. Sous le second Empire, à côté de lui et forcément à son détriment, d'importantes sociétés s'organisent, car pour satisfaire les nouveaux besoins de la consommation (Chemins de fer, Navigation) il faut des établissements dotés d'un outillage coûteux. « Le Capitalisme, individualiste jusque là, tend à devenir monopoliste ; l'économie de la Société se transforme de fond en comble » (1).

A côté de cette évolution que devenait l'état de l'ouvrier ? Il est certain que Napoléon III était personnellement soucieux du bien-être des ouvriers. Par les grands travaux qu'il fit accomplir sous son règne (embellissement de Paris, construction de lignes de Chemin de fer, etc.), il avait à cœur de leur fournir du travail. Il affirmait lui-même sa volonté de lutter contre le paupérisme. Si, au début de son règne, il prit des mesures sévères contre la classe ouvrière, c'est qu'il avait présentes à l'esprit les révolutions de 48, et que, partageant les idées du patron industriel de son époque, il entendait améliorer le sort de l'ouvrier, mais voulait garder l'initiative des mesures à prendre sans que les ouvriers eussent à intervenir ; c'était déjà du paternalisme avant la lettre.

Sous le second Empire, on assiste à une organisation de la classe ouvrière surtout à partir de 1863 ; on peut donc diviser le second Empire en deux périodes. Une première allant de 1850 à 1864, la seconde de 1864 à 1870.

La première période est calme : le mouvement ouvrier est à peu près inexistant en raison de multiples mesures prises pour empêcher les associations et surtout éviter le renouvellement des désordres de 1848 (livret obligatoire, dissolution des sociétés ouvrières, interventions policières). Des mesures sont prises par l'Empereur pour tenter d'améliorer la condition de la classe ouvrière ; don de dix millions de la famille d'Orléans aux Sociétés de Secours Mutuel, dix millions pour l'amélioration des logements ouvriers, réorganisation du Mont de Piété, mais des précautions sont prises pour éviter que les Sociétés de secours

(1) Proudhon.

mutuel ne deviennent des caisses auxiliaires de chômage, instrument sans lequel toute grève un peu prolongée est impossible. Les grèves sont assez nombreuses toutefois sans présenter un caractère inquiétant, il y en a chaque année de 1853 à 1859.

Il faut noter également que pendant cette période la condition de l'ouvrier va changer ; il ne se trouvera plus en face d'un patron qu'il connaît et avec lequel il travaille ; il aura devant lui de puissantes sociétés anonymes dont il ne connaîtra plus ni les dirigeants, ni les propriétaires : c'est cette condition qui demeurera la condition moderne de l'ouvrier ; elle a pris jour sous le second Empire ; de là, la nouvelle forme que prennent ses revendications plus nombreuses et plus violentes que précédemment.

La seconde période de l'Empire est caractérisée par un événement important : La fondation de l'Internationale ouvrière à la suite de la visite d'une délégation ouvrière française, à l'exposition de Londres de 1862. Le développement de l'association ouvrière en France prit un nouvel essor et le changement d'attitude de Napoléon III qui cherchait après le traité de 1860 à trouver des sympathies dans le peuple et à s'appuyer sur lui, le favorisa grandement. Les ouvriers revenant de Londres furent frappés de l'organisation ouvrière existant en Angleterre (les « Trade Unions ») de sa puissance et aussi de la réduction du travail obtenue par les ouvriers des Bâtiments à la suite d'une grève en 1860. La journée de travail avait été réduite à 9 heures et il leur avait été octroyé un congé l'après-midi du samedi, grâce à l'appui des autres syndicats. Les délégués avaient constaté également que les salaires en Grande-Bretagne étaient supérieurs de 30 % à ceux de la France. Aussi tous les efforts tendirent à la création de syndicats, à l'obtention du droit de grève, bref à reconstituer, mais sur un tout autre plan et dans un esprit bien différent, les institutions de travail détruites par la Révolution.

En 1863, des ouvriers français retournent à Londres, invités par les Anglais à une manifestation en faveur de la Pologne, en même temps G. Odyer demandait qu'il soit organisé des congrès internationaux, et les Français réclamaient parallèlement « un échange de correspondance sur les questions internationales d'industrie ».

Cette même année paraissent les revendications essentielles

du mouvement ouvrier, ils réclament les libertés syndicales et le droit de former des syndicats. A la suite du voyage à Londres de 1863 de nombreuses sociétés se fondent, associations ouvrières de production, d'épargne ou de crédit, les syndicats demeurant toujours interdits.

Les grèves sont nombreuses dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais ; grève à Frasné, à Carvin en 1862 et 1864 au sujet du salaire ; à Lourches contre la réglementation du travail, à Vicoigne contre la retenue de 3 % pour les caisses de Secours. En 1863 et 1864, grève à Anzin ayant pour objet l'obtention de la réduction de la journée de travail.

En 1864, un projet fixant les grandes lignes de l'Organisation Internationale Ouvrière est adopté à Londres à St-Martin's Hall. Le premier congrès se tient à Genève en 1866. Une des principales questions à l'ordre du jour est la réduction des heures de travail, et la réglementation du travail des femmes et des enfants, la réduction des heures de travail étant : « le premier pas en vue de l'émancipation de l'ouvrier, la journée de 8 heures doit être le principe de l'organisation du travail ».

Ce qu'il faut retenir du second Empire c'est la fondation de l'Internationale ouvrière et les premiers essais de formations syndicales déguisées. C'est la première fois que nous voyons formuler nettement des revendications ouvrières, appuyées par des grèves relatives à la diminution de la durée du travail. Revendications qui obtinrent gain de cause en Angleterre en 1859 et en France en 1866 aux mines d'Anzin. S'il n'y a pas de lois à mentionner il faut donner une grande importance aux changements survenus dans l'organisation ouvrière, organisation qui explique beaucoup les lois votées pendant la 3^e République sur la durée du travail.

CHAPITRE III

ŒUVRE DE LA III^e REPUBLIQUE AU XIX^e SIECLE

§ 1. — Loi du 12 juillet 1880

La législation de la durée du travail au cours des 70 dernières années s'est développée d'une façon considérable ; la France s'est maintenue en tête de toutes les initiatives lorsqu'il s'est agit de réduire la durée journalière ou hebdomadaire du travail. Au début de la 3^e République les mesures prises en ce sens ne semblent pas toujours être dues à des considérations sociales ; si nous trouvons la loi de 1874 complétant la loi de 1841, ramenant la journée de travail à 10 heures pour les enfants de 12 à 16 ans, et, étendant la disposition interdisant le travail du dimanche pour les enfants de moins de 16 ans à ceux qui n'ont pas atteint 18 ans, la loi du 12 juillet 1880, au contraire, est plutôt dictée par des considérations politiques et religieuses. Cette loi abroge la loi du 19 novembre 1814, et autorise le travail du dimanche et des jours de fêtes reconnues par la loi, sans substituer au régime antérieur un système général de repos périodique obligatoire.

Il est intéressant d'examiner dans cette loi les motifs qui en ont fait déposer le projet à la Chambre et l'ont fait voter. Alors que l'on est en plein développement de la législation sociale et qu'il serait plutôt dans le courant des idées de créer de nouveaux repos pour la classe ouvrière, on restreint ceux existant auparavant. Mais en 1880, la France traversait une période

de polémiques religieuses, les idées de laïcité étaient celles du parti au pouvoir, et celui-ci, prônant la liberté de conscience, prétendait que cette liberté ne pouvait s'allier à une mesure d'ordre uniquement religieux et que, en conséquence, il fallait abroger la loi ordonnant le chômage des dimanches et fêtes. Un autre principe fut également mis en avant par ceux qui avaient déposé le projet de loi : la liberté individuelle. On fit valoir qu'interdire aux ouvriers de travailler le dimanche portait atteinte à la liberté du travail et par là au droit au travail de chaque ouvrier.

Ceci est tout à fait curieux à un moment où le mouvement en faveur du développement de la législation industrielle qui sur tant de points porte atteinte à la liberté individuelle, commençait à prendre naissance. Il faudra attendre 1906 avant de voir réapparaître l'obligation du repos hebdomadaire.

Si dans la pratique un très grand nombre de chefs d'industrie, et notamment les directions des houillères, continuèrent à accorder à leurs ouvriers et employés le repos dominical, en raison des idées religieuses et des sentiments d'humanité qui guidaient la plupart d'entre eux, il n'en faut pas moins juger sévèrement cette mesure de la loi de 1880 qui allait laisser des ouvriers et surtout des employés des grandes maisons de commerce sans aucune protection ni recours vis-à-vis de ceux qui exigeaient d'eux le travail du dimanche. Il faut s'en prendre surtout à la considération d'ordre religieux qui motiva cette loi, et souligner que les socialistes et les radicaux furent ceux qui soutinrent et votèrent le projet, en dépit de leur prétendue sollicitude pour la classe ouvrière.

§ 2. — La loi du 2 novembre 1892

Le 2 novembre 1892 était promulguée « la loi sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ». C'était un essai de législation sociale avec une portée restreinte, comme l'indique le titre même de la loi. Elle devait être modifiée par la loi de 1900 qui, pour plus de facilités de contrôle, appliquait dans certains établissements, à tout le personnel sans distinction, la durée journalière de travail prévue par la loi de 1892.

Cette loi vient limiter, douze ans après, les dispositions de la

loi de 1880, en ce qui concerne le repos hebdomadaire ; elle rend celui-ci obligatoire pour les enfants âgés de moins de 18 ans et pour les femmes quel que soit leur âge, en interdisant à leurs employeurs de les faire travailler plus de six jours par semaine ; de plus le chômage était obligatoire le jour des fêtes légales.

Le travail de nuit est en principe interdit par cette loi pour la même catégorie de travailleurs.

Enfin le législateur s'occupait particulièrement des travaux souterrains et une partie de la loi était entièrement consacrée à ces travaux.

Elle interdit le travail des filles et des femmes dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières ; elle prévoit que le travail des jeunes ouvriers de moins de 18 ans sera réglementé spécialement par un décret qui allait être pris l'année suivante, et dont nous donnons les principales dispositions d'autre part.

Petit à petit s'élaborait une réglementation sociale qui devait avoir son couronnement au xx^e siècle.

§ 3. — Décret du 3 mai 1893

Le décret du 3 mai 1893 vint réglementer sévèrement le travail des enfants employés dans l'industrie houillère. Au-dessous des 13 ans, les enfants ne peuvent être employés qu'à des travaux de surface. De 13 à 16 ans les jeunes ouvriers peuvent accomplir certains travaux accessoires dans les galeries souterraines à condition que ceux-ci ne dépassent pas leur force. Ils sont autorisés à trier le minerai, à faire manœuvrer les portes d'aération, les ventilateurs à bras ; encore ne doivent-ils travailler au fond que pendant une demi-journée au plus.

C'est seulement après avoir atteint l'âge de 16 ans qu'ils peuvent accomplir le travail du mineur proprement dit, piqueur, chargeur, etc... mais ils ne peuvent remplir ces différents emplois qu'à titre d'aides ou d'apprentis, et pendant 5 heures par jour, tant qu'ils n'ont pas dépassé l'âge de 18 ans.

Ces mesures sont édictées avec juste raison pour des raisons de santé ; il ne faut pas user prématurément les forces d'un individu qui est en train de grandir et de se former, sous peine d'amoindrir plus tard les forces qu'il devrait avoir étant homme, résultat qui s'était produit malheureusement trop souvent

au cours du XIX^e siècle, et avait été rappelé dans de nombreux rapports et enquêtes.

Ce dernier décret clôt la série des mesures prises sur la durée du travail au XIX^e siècle. Nous allons entrer maintenant dans le XX^e siècle, où les propositions, discussions et votes de texte vont se succéder sans interruption, se rapportant d'abord aux mines, et y appliquant une réglementation sur la durée du travail beaucoup plus rigoureuse que dans les autres industries.

De là, les protestations de la part des dirigeants des mines auprès des gouvernements, qui perdent parfois de vue le point de vue économique des mesures qu'ils édictent, et s'en tiennent souvent à des raisons d'ordre exclusivement politique.

Avant de passer à l'étude de la législation de ces dernières années, nous donnerons un bref aperçu de ce que furent la durée du travail et les revendications des ouvriers au cours du XIX^e siècle ; tableau qu'il sera difficile de brosser dans ses moindres détails, les renseignements étant peu précis et peu nombreux au cours du dernier siècle, surtout dans les premières années.

§ 4. — La vie minière au XIX^e siècle

1^o DURÉE DU TRAVAIL

Au début du siècle, le travail du mineur était en moyenne de 12 heures par jour ; les dimanches, il était interrompu dans la presque totalité des Compagnies. Toutefois, à certaines saisons notamment au début de l'hiver, pour répondre à la demande croissante de houille, la durée du travail était augmentée et atteignait souvent 15 à 18 heures. C'est ce que l'on appelait les longues coupes de la Ste-Barbe. Les ouvriers s'insurgèrent de bonne heure contre cette pratique, mais n'en obtinrent la suppression définitive qu'en 1913. En dehors de cette aggravation temporaire, l'ouvrier mineur était favorisé par rapport aux ouvriers des autres industries, qui jusque vers 1850 travaillaient plus de 12 heures par jour (15 de présence en moyenne, y compris les repas).

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle la durée du travail diminue. Depuis 1840, nous avons vu combien étaient devenues pressantes les revendications ouvrières en vue d'obtenir la réduction des heures de travail. Peu à peu des associations s'é-

taient fondées, sous des apparences plus ou moins légales avant la loi de 1864. A la Compagnie des Mines d'Anzin par exemple, la durée du travail tomba progressivement à 10 h. 15 par jour ; il faut comprendre dans ce laps de temps, le nombre total des heures passées par les ouvriers au fond de la mine poses comprises. Cet horaire subsista jusqu'en 1899 : à partir de cette année, la durée du travail effectif devait diminuer par étapes successives : elle n'était plus que de 9 h. 18 en 1901.

2° REVENDICATIONS OUVRIÈRES

Nous avons vu en étudiant la législation du XIX^e siècle quel a été le progrès accompli par les organisations ouvrières. Inexistantes en 1800, elles commencent à prendre naissance en 1830, au moment de la chute de Charles X. Sévèrement interdites sous la monarchie de Juillet et sous une partie du second Empire, il faut attendre la loi de 1864 pour que puissent se former les syndicats. Cependant, malgré l'absence d'associations légales, dès 1830 les ouvriers réclament la réduction légale de la journée de travail, ils obtiennent des succès partiels et éphémères en 1831 et en 1848, mais ce n'est qu'après 1870 que leurs revendications prennent corps et qu'elles arriveront à s'exprimer et à se réaliser grâce à l'action puissante des syndicats. C'est ainsi que le mouvement des ouvriers mineurs de la fin du dernier siècle devait aboutir au vote des lois de 1905 et de 1913.

Les ouvriers comprirent que, pour que les revendications soient écoutées, il fallait qu'elles soient soutenues par un grand nombre, de là une floraison de syndicats et associations de 1870 à 1900. Le premier groupement syndical des mineurs fut constitué en 1876 par les mineurs de la région de la Loire. Une de leurs principales préoccupations, et nous le retrouverons jusqu'au vote de la loi de 1905, est l'obtention de la diminution de la journée de travail effectif et sa fixation à 8 heures. On peut lire dans les statuts :

« L'association syndicale a pour but : 1^o... que la journée de travail soit ramenée à 8 heures effectives ».

La même revendication devait être soutenue dans les statuts de la Chambre Syndicale des mineurs du Bassin de Giers, fondée en 1878 et au 2^e Congrès socialiste de la région de l'Est tenu à St-Etienne en 1881. La Chambre Syndicale des Mineurs du

Nord, qui devait se constituer en 1883 seulement, mentionne toujours la même revendication, puisqu'elle adoptait simplement les statuts des mineurs de la Loire.

Cette revendication ne devait pas demeurer une simple réclamation de principe. Les ouvriers, maintenant syndiqués, appuyaient de grèves nombreuses cette revendication concernant la réduction de la journée de travail à laquelle ils attachaient la plus grande importance. En août 1888 éclate une grève à la Compagnie des Mines de la Loire, en 1889 une autre grève qui avait pris naissance à la Compagnie des Mines de Lens, s'étendait à tout le Pas-de-Calais, et permettait aux mineurs d'obtenir la suppression des longues coupes.

En 1890, du 17 au 24 février, se tint en Belgique, à Jolimont, le premier Congrès international des Mineurs ; la question des 8 heures y fut vivement et longuement discutée, finalement le principe en fut adopté par 90 voix contre 9, dans les termes suivants :

« Le Congrès affirme que la journée de travail dans la Mine, à compter de l'heure de descente et de la remonte ne doit pas dépasser 8 heures sur 24 ». La même année se tenait, au mois de mars, la Conférence de Berlin qui devait être le point de départ d'une nouvelle façon d'envisager les questions de législation sociale, à savoir : non plus au point de vue national mais au point de vue international. Il y fut reconnu que le travail dans les mines devait être soumis à une réglementation particulière, en raison des dangers d'insalubrité provenant des conditions naturelles ou accidentelles de l'exploitation des mines ou de certains chantiers de mines et que la durée du travail souterrain devait être réduite (1). Dans l'esprit du Congrès, il était plutôt question de rendre le travail du mineur moins pénible et moins dangereux que d'en diminuer la durée. Mais le plus important à retenir, c'est qu'on avait posé pour la première fois dans un Congrès international la nécessité de réduire la durée du travail dans les mines ; et ce Congrès eut pour résultat en France qu'un projet de loi fut déposé à la Chambre des Députés tendant à ramener la journée de travail à 8 heures dans les Mines.

(1) Congrès de Berlin, 1890. Rapport et Protocol final.

En 1891, le Congrès National des Mineurs, tenu à Commeny considérait non plus la fixation de la journée de travail à 8 heures comme une question devant être débattue uniquement entre patrons et ouvriers, et obtenue par la grève, il faisait un pas de plus et demandait « que la loi intervienne, qui limitât le bon plaisir patronal, garantisse aux prolétaires, avec 8 heures de sommeil, 8 heures de loisirs pour jouir de l'existence, s'instruire, s'organiser et préparer la révolution sociale ». On voit ici de manière caractéristique la préoccupation politique et révolutionnaire qui se mêle aux revendications professionnelles et tend constamment, à notre époque, à en fausser et en dénaturer le sens.

A partir du deuxième Congrès de la Fédération Internationale des Mineurs tenu au début d'avril à la Bourse du Travail à Paris, les dépôts de projets de loi tendant à réduire le travail dans les mines devaient se succéder, appuyés par bon nombre de grèves, et après beaucoup d'études et de discussions, trouver une expression pratique dans la loi de 1905. Le 27 avril 1891, une proposition de loi était déposée par M. Basly, le 11 mai suivant M. Goujon en remettait une autre, celles-ci ne purent être discutées (1). En 1893, M. Basly remettait une nouvelle proposition de loi qui fut soumise à la Commission du travail.

Dans tous les Congrès internationaux, celui de Londres de 1892, de Bruxelles de 1893, de Berlin en 1894, de Paris en 1895, d'Aix-la-Chapelle en 1896, de Douai en 1897, de Bruxelles en 1899, est émis le vœu que la réduction du travail effectif soit l'objet d'une loi. Bien plus, au Congrès de Bruxelles, la délégation française insista sur le caractère international que devait avoir une mesure comme celle qui instituerait la journée de 8 heures. « Dans tous nos Congrès régionaux et nationaux nous reproduisons ce vœu. Nos porte-paroles, au Parlement, en font autant. Mais on leur répond : cette loi est internationale ; si nous vous en faisons bénéficier, nous mettons la France dans un état d'infériorité au point de vue commercial et industriel. Que le Congrès affirme donc son intention formelle de voir tous les pays de mineurs adopter la journée de 8 heures ; et la me-

(1) J. O. Chambre des Députés. Débats parlementaires, 1891.

sure devenant universelle, on ne pourrait plus invoquer cet état d'infériorité inévitable ».

**Production annuelle de la France entière
jusqu'en 1900 (en tonnes)**

Années	Production	Années	Production
1700	—	1872	15.802.515
1750	—	1873	17.479.341
1800	—	1874	16.907.913
1815	1.000.000	1875	16.956.840
1830	2.000.000	1876	17.161.448
1840	3.003.000	1877	16.804.529
1847	5.153.000	1878	16.960.916
1850	4.433.567	1879	17.110.979
1851	4.485.034	1880	19.361.564
1852	4.903.926	1881	19.765.983
1853	5.937.985	1882	20.603.704
1854	6.827.007	1883	21.333.884
1855	7.453.048	1884	10.623.514
1856	7.925.700	1885	19.510.530
1857	7.352.567	1886	19.909.894
1858	8.303.682	1887	21.287.489
1859	9.423.330	1888	22.602.894
1860	8.303.682	1889	24.303.590
1861	9.423.320	1890	26.083.118
1862	10.290.345	1891	26.024.893
1863	10.709.659	1892	26.178.701
1864	11.242.634	1893	25.650.981
1865	11.600.405	1894	27.416.905
1866	12.260.085	1895	28.019.893
1867	12.708.626	1896	29.189.900
1868	12.253.253	1897	30.797.629
1869	13.464.205	1898	32.356.104
1870	13.330.308	1899	32.862.712
1871	13.258.920	1900	33.404.298

Rendement et frais de main-d'œuvre à la tonne (XIX^e siècle)

Années	Rendement - Fond à jour	Frais à la tonne
1855	525	5 fr. 10
1856	536	5 fr. 16
1857	533	5 fr. 40
1858	554	5 fr. 30
1859	566	5 fr. 30
1860	560	5 fr. 40
1861	555	—
1862	588	—
1864	—	5 fr. 50
1865	—	5 fr. 70
1866	—	6 fr. 14
1867	—	6 fr. 62
1868	—	6 fr. 78
1869	—	6 fr. 61
1870	—	6 fr. 32
1871	—	6 fr. 12
1872	—	5 fr. 91
1873	—	5 fr. 76
1877	—	6 fr. 32
1878	—	6 fr. 12
1879	—	5 fr. 91
1880	—	5 fr. 76
1885	—	5 fr. 43
1890	—	5 fr. 62
1891	—	6 fr. 09
1892	—	6 fr. 21
1893	761	5 fr. 93
1894	724	5 fr. 80
1895	720	5 fr. 69
1896	725	5 fr. 66
1897	745	5 fr. 56
1898	750	5 fr. 64
1899	742	5 fr. 91
1900	721	6 fr. 46

CHAPITRE IV

LA LÉGISLATION AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE

§ 1. — Loi du 30 mars 1900

Cette loi vise la durée du travail des adultes dans les établissements mixtes.

En effet, le développement de la législation spéciale aux femmes et aux enfants employés dans l'industrie devait amener le législateur, dans l'intérêt même de la protection de ces derniers, à unifier dans les établissements mixtes, occupant simultanément des ouvriers adultes et des femmes ou des enfants, la durée maximum de la journée de tous ces travailleurs. D'où l'article 2 de la loi du 30 mars 1900, complétant l'article 1^{er} du décret-loi du 9 septembre 1848 :

« Dans les établissements énumérés dans l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 (sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels) qui emploient dans les mêmes locaux des hommes adultes et des personnes visées par ladite loi, la journée de ces ouvriers ne pourra excéder 11 heures de travail effectif.

« Dans le cas du paragraphe précédent, au bout de deux ans, à partir de la promulgation de la présente loi, la journée sera réduite à 10 heures $\frac{1}{2}$ et, au bout d'une nouvelle période de deux ans à 10 heures ».

C'est ainsi que fut instituée la journée de 10 heures pour tous les ouvriers, hommes, femmes et enfants employés dans les éta-

blissements mixtes. Il faut souligner l'importance de cette prescription, qui est d'ordre public, c'est-à-dire absolument impérative.

D'une part, elle réduit d'une manière appréciable la journée de travail effectif que le décret-loi de 1848 avait fixée à 12 heures.

D'autre part, elle étend le champ de la réglementation en la rendant applicable, non seulement aux manufactures et usines, mais à tous les établissements occupant dans les mêmes locaux des adultes et des femmes ou enfants — repris à l'article 1^{er} de la loi de 1892, c'est-à-dire aux « usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance ».

Malgré son importance elle se révèle insuffisante, parce que dans certaines industries qui ne tombaient pas sous le coup du décret-loi de 1848, dans nombre d'autres dont les établissements rentraient dans la catégorie des « manufactures et usines », l'absence de limitation ou la fixation à 12 heures de la durée maximum de la journée de travail effectif n'assurait pas à l'ouvrier adulte une protection satisfaisante. De bons esprits soutenaient depuis longtemps qu'il fallait aller plus loin dans la voie des restrictions, mais toutefois avec prudence, afin de ne pas compromettre la prospérité nationale et mettre l'industrie française en fâcheuse posture vis-à-vis de la concurrence d'une industrie étrangère non réglementée. On pouvait d'ailleurs aller plus loin, car la longueur de la journée de travail effectif n'atteignait pas, le plus souvent dans les établissements visés, la durée de 12 heures.

En effet, des renseignements fournis par l'inspection du travail pour l'année 1912, il résulte que, pour 284.320 établissements (5/6 du total) la proportion de ceux qui avaient adopté la durée normale de 10 heures de travail effectif quotidien atteignait 72,9 %. La règle des 10 heures était générale dans les industries textiles, du vêtement, du livre, etc... C'est dans l'alimentation que l'on relevait le plus de journées de durée supérieure.

L'obligation d'une diminution nouvelle, d'une part, l'élargissement de la portée des prescriptions légales, de l'autre, entourée des garanties nécessaires, réalisés progressivement et

avec les paliers jugés utiles, auraient eu **précisément leurs effets** sur les établissements dont les employeurs montraient le moins de souci à l'égard de leurs collaborateurs.

§ 2. — **Loi de 1905**

1° PRÉCÉDENTS DE LA LOI

On a vu les progrès qu'avait faits l'idée des 8 heures depuis 1870. D'abord simple revendication, elle était apparue comme une réglementation qui devait être légale d'abord, puis enfin, la nécessité d'une portée internationale était apparue au Congrès de Bruxelles en 1899. A la suite du congrès national français qui s'était tenu à Denain et où les délégués s'étaient prononcés à l'unanimité pour la réduction du travail, M. Basly déposait une 3^e proposition de loi qui devait être à l'origine de la loi de 1905. Cette proposition limitait à 8 heures la durée du travail dans les mines, qui devait être calculée de l'entrée à la sortie de la mine. Les ouvriers du fond comme ceux du jour devaient bénéficier de ladite loi. La proposition fut adoptée par la Chambre et renvoyée pour étude à la commission du Travail, qui nomma comme rapporteur M. Odilon Barrot. Devant les conséquences qu'amènerait nécessairement l'application brutale d'une telle loi, la commission du travail ajourna pendant longtemps la question. Mais la Fédération des Mineurs au courant de ce qui se passait fit entrevoir la possibilité de nouvelles grèves, si les concessions que réclamaient les mineurs n'étaient pas accordées. Le congrès national de Lens en 1901 se prononça à l'unanimité pour la proposition de M. Basly, et vota le principe de la grève générale si dans le délai de six mois, le Gouvernement n'obtenait pas du Parlement le vote de la loi ; mais la menace ne fut pas mise à exécution, le Congrès fédéral national ayant décidé à St-Etienne d'ajourner la grève alors que la loi n'avait pas été votée par la Chambre.

Mais pour arriver à repousser toute éventualité de grève, le gouvernement alors présidé par Waldeck-Rousseau avait promis que la question des 8 heures dans les mines serait étudiée par une commission spéciale. Celle-ci constituée par les soins du Ministre des Travaux Publics fut composée de fonctionnaires compétents et de représentants ouvriers et patronaux, elle

n'eut pas le temps de terminer ses travaux ; en vue de faire cesser les agitations qui troublaient les régions minières, elle fut dessaisie de la question au profit de la commission du travail de la Chambre d'un texte qui reproduisait avec de profondes modifications la proposition de M. Basly.

2° VOTE DE LA LOI

La proposition telle qu'elle avait été établie par la Commission du Travail de la Chambre en 1902 n'acquiesça de loi qu'en 1905 en raison de l'étude sérieuse à laquelle le Sénat fit procéder pour déterminer les conséquences d'une telle mesure.

Elle ne visait que les mineurs occupés aux travaux souterrains. La durée du travail était comptée depuis l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendant jusqu'à l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant. Il était prévu une période transitoire, pendant laquelle la journée de travail serait d'abord réduite à 9 heures, puis à 8 heures $\frac{1}{2}$ et enfin la limitation de 8 heures ne serait appliquée qu'au bout de 2 années. La durée des repos pris dans la mine et entraînant l'arrêt de la machine d'extraction n'était pas compris dans la durée du travail effectif. Des dérogations pouvaient être accordées par le Ministre des Travaux publics après avis du Conseil général des Mines ou par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique.

Ce texte vint à la Chambre le 29 janvier 1902 ; la procédure d'urgence fut déclarée par la Commission du Travail d'accord avec le Gouvernement. La discussion fut très vive ; les uns ne voulaient pas de la loi parce qu'ils étaient opposés à la réglementation du travail, d'autres étaient hostiles au texte de la commission, parce que celui-ci ne faisait bénéficier du régime des 8 heures qu'un petit nombre d'ouvriers. Finalement le texte fut adopté après quelques modifications insignifiantes, le 5 février 1902.

Le lendemain, le projet de loi était transmis au Sénat. La chambre haute ne se pressa pas de voter la loi ; elle nomma une commission spéciale qui poursuivit à fond l'étude du texte. Celle-ci convoqua devant elle des représentants patronaux et ouvriers, de l'administration des mines, ainsi que le ministre des Travaux publics. Après de longues délibérations, elle adopta le principe des 8 heures, mais décida de réduire encore

le nombre des mineurs qui bénéficieraient de la loi n'accordant qu'aux ouvriers employés à l'abatage la limitation du travail à 8 heures par jour. A part cette importante modification, elle se contenta d'apporter quelques changements de détail : notamment, elle allongea la liste des causes prévues pour donner lieu à des dérogations, et limita la durée totale de celles-ci à 2 mois. Le texte fut finalement adopté le 8 novembre 1904 et fut renvoyé à la Chambre le 12 novembre.

Cette assemblée le confia à la Commission des Mines qui pour éviter un nouveau débat et faire profiter immédiatement plus de 60.000 ouvriers mineurs de la mesure, conclut à l'adoption du texte du Sénat par la Chambre. La loi fut adoptée le 27 juin 1905 et le 30 elle était promulguée.

Les Syndicats des mineurs n'étaient pas restés inactifs pendant les 3 ans que dura le vote et la discussion de la loi au Sénat. Ils mirent tout en œuvre pour accélérer le vote de la loi par le Sénat et firent pression sur le Gouvernement par de nombreuses grèves et de nombreuses menaces de grèves.

Pendant la discussion de la loi à la Chambre, le secrétaire de la Fédération Nationale des Mineurs adressait au Groupe Socialiste de la Chambre une lettre dans laquelle il énumérait les revendications des mineurs et où il assurait que lui et les ouvriers étaient décidés « à poursuivre par tous les moyens possibles le triomphe de ses desiderata ». Les deux congrès tenus en 1902 l'un à Alais, l'autre à Commentry réclamaient l'application intégrale des 8 heures ; une grève éclatait en octobre de la même année pour soutenir les revendications, elle dura 45 jours et s'étendit à tout le Nord et le Pas-de-Calais. Le Congrès de Douai tenu en 1904 revendique nettement l'application des 8 heures, mais déclare accepter le texte à l'étude au Sénat comme pis aller, il en fut de même au Congrès National de 1905 tenu au mois de mai.

3° DISPOSITIONS DE LA LOI

La loi de 1905 est la première disposition légale posant le principe des 8 heures de travail par jour. Elle est d'autant plus importante qu'elle marque le point de départ d'une réglementation de la durée du travail dans les mines, réglementation qui allait devenir de plus en plus rigide.

Elle a été violemment critiquée et discutée, parce qu'elle posait avant tous les autres pays une règle qu'ils ne devaient appliquer que longtemps après.

La France demeurait de beaucoup en avant dans cette législation sociale. La première au monde elle appliquait le principe des 8 heures, dans une branche de son activité qui est moins favorisée par ses dispositions naturelles que dans d'autres pays, tels : l'Angleterre et l'Allemagne.

Dès lors, presque chaque année, des revendications seront présentées, soit au Parlement, soit dans les réunions publiques, tendant à réduire de plus en plus la durée du travail.

Non seulement cette loi est la première à poser le principe des 8 heures, mais encore elle est la première réglementation d'ordre général, limitant le travail des adultes. Jamais dans les autres pays on avait osé quelque chose de semblable.

Ce précédent, limité d'abord aux mines de houille, aura son apogée en 1919, par la loi du 21 avril, qui généralisera la portée du principe à toutes les activités, sauf quelques exceptions limitativement déterminées par la loi.

Malheureusement cette loi de 1905 donna lieu à quelques agitations et à quelques grèves : les ouvriers estimeront cette mesure comme une conquête du prolétariat. « Le premier jour de son application sera célébré par des grèves et manifestations ».

Le rendement individuel baissera fortement, de même que toutes les fois que l'on prendra des mesures semblables, d'où contradiction flagrante entre les affirmations des partisans de la réduction du travail, et les réalités.

Afin de faciliter l'application de cette loi fixant la durée du travail à 8 heures et de ne pas faire tomber brutalement la production, la limitation devait se faire par paliers ; à la promulgation de la loi, la durée de travail serait ramenée à 9 heures par jour, puis au bout de 2 ans à 8 h. $\frac{1}{2}$, enfin au bout de 2 nouvelles années à 8 heures.

Le gouvernement voulait par là permettre aux directions des mines de perfectionner leur outillage, et de procéder pendant cette période de 6 ans à un embauchage intensif, afin que la production sous le régime de la loi de 8 heures ne soit pas inférieure et même si possible supérieure à ce qu'elle était sous le régime des 10 heures.

La durée du travail effectif était calculée à partir du moment

où descendait le dernier ouvrier, jusqu'au moment de la remonte des premiers. Le repos pris au fond de la mine et qui dure en général vingt à vingt-cinq minutes n'était pas compté dans la durée du travail. Les mineurs devaient donc rester 8 heures 25 au fond de la mine pour un salaire équivalant à 8 heures de travail.

Cette loi s'appliquait seulement aux mines de combustibles : houille, lignite, anthracite ; et ne concernait que les mineurs travaillant à l'abatage du charbon dans les travaux souterrains.

Les ouvriers abattant la houille dans des mines à ciel ouvert ou ceux travaillant au boisage ou au roulage dans la mine ne devaient pas bénéficier de la mesure de la loi. Ils continuaient à travailler 12 heures par jour, à moins qu'ils ne se soient trouvés dans les cas prévus par la loi de 1892 et de 1900 où alors ils ne travaillaient que 10 heures.

Cette loi apparaît comme un essai de la limitation de la durée du travail : on ne l'applique qu'à une industrie d'abord. On limite ensuite le nombre de ceux qui en sont les bénéficiaires : les piqueurs du fond occupés à l'abatage du charbon ou du rocher.

La loi prétend imposer un maximum de durée du travail, elle spécifie bien que les conventions ou coutumes qui permettent une durée moins longue de travail ne sont point touchées par la loi.

Deux sortes de dérogations à ces dispositions étaient permises. Elles devaient être accordées par le Ministre des Travaux Publics après avis du Conseil Général des Mines pour des raisons économiques.

Les unes étaient temporaires, les autres permanentes.

Les premières étaient applicables dans trois cas déterminés par la circulaire ministérielle du 20 octobre 1905, visant l'application de la présente loi.

Ces dérogations temporaires pouvaient être appliquées pendant deux mois de suite au maximum :

En cas d'accident grave à éviter ou à réparer.

En cas de nécessité occasionnelle.

En cas d'accord entre les ouvriers et les exploitants pour le maintien d'usages locaux.

Cette dernière dérogation autorisait donc les longues coupes

de la Ste-Barbe contre lesquelles des revendications parfois accompagnées de violences avaient été bien souvent émises.

Pour que ces mesures ne restent pas lettre morte comme le décret de 1848, on avait pris des sanctions sévères contre les chefs d'industrie qui n'appliqueraient pas la loi.

Une amende de 5 à 15 frs (500 frs maximum) était prévue pour les contraventions. La récidive donnait lieu à une poursuite devant le tribunal correctionnel, et la condamnation entraînait une amende de 16 à 100 frs autant de fois (comme dans le 1^{er} cas) qu'il y avait eu de personnes employées dans les conditions contraires à la loi, sans que le total puisse excéder 2.000 francs.

Les infractions étaient constatées par les ingénieurs et contrôleurs du service des mines.

D'ailleurs les formations syndicales ouvrières déjà puissantes dans les mines n'auraient pas toléré que la loi ne fût pas ou mal appliquée sans réclamations ou menaces de grèves, et auraient dénoncé rapidement les violations de la loi.

Au point de vue économique, cette loi a amené une diminution immédiate du rendement individuel et par conséquent une diminution générale de la production, malgré les précautions prises par le gouvernement pour « limiter les dégâts » de la loi.

§ 3. **Loi du 13 juillet 1906 Sur le repos hebdomadaire**

La loi du 13 juillet 1906 vient bien tardivement réparer les abus auxquels avait donné lieu la loi de 1880. Le régime de liberté absolue ayant conduit à des abus caractéristiques, le législateur dut intervenir de nouveau et revenir au principe qu'on avait eu le tort d'abandonner brusquement, sans assurer aux travailleurs des avantages équivalents à ceux qu'on leur retirait. Elle pose dans son article 1^{er} la règle fondamentale de l'interdiction « d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, public ou privé..., etc..., et le repos hebdomadaire doit « avoir une durée maximum de 24 heures consécutives. La loi émet un principe d'ordre général et ne fait pas de distinction entre les adultes, les femmes et les enfants, il n'y a de limitation qu'en ce qui concerne la nature des entreprises assujetties et la qualité des bénéficiaires.

Sont seuls soumis à l'obligation, les établissements industriels et commerciaux proprement dits, à l'exclusion des entreprises de transports par eau ou des chemins de fer, où le repos du personnel est réglé par des dispositions particulières, et à l'exclusion, a fortiori, des services de l'Etat, des départements, des communes, et des établissements publics ayant caractère de représentants de la puissance publique et des études d'officiers ministériels.

D'autre part, les employés et ouvriers dont la situation est définie par un véritable contrat de travail sont les seuls salariés appelés et astreints à bénéficier du repos légal dans les conditions déterminées ci-après, et la loi ne touche, ni les chefs d'entreprises eux-mêmes, ni les membres de leurs familles, ni les domestiques, ni même les salariés dits extras, qui viennent accidentellement prêter leur concours à une entreprise à laquelle ils ne collaborent pas régulièrement ou à laquelle ils ne collaborent que par intermittence. En définitive la loi avait été spécialement élaborée pour la protection des ouvriers de la grosse industrie, des mineurs et également des employés de commerce.

La loi n'agit pas d'une manière détournée, comme elle eût pu le faire, par exemple, par une obligation de fermer les établissements un jour par semaine : tout chef d'entreprise conserve donc le droit de poursuivre ses travaux, même pendant les journées consacrées au repos de l'ensemble de son personnel, celui aussi de se faire aider par des parents, par des auxiliaires occasionnels... Ce que la loi commande, impérieusement et directement, c'est le repos des salariés réguliers et nul employeur ne peut se soustraire à l'obligation de l'assurer, même s'il est d'accord avec les ouvriers ou employés intéressés, même sur la demande de ces derniers, sans encourir la pénalité d'une amende ; la prescription est en effet d'ordre public et absolue ; et même si les salariés disposaient à certaines époques, ou chaque jour, d'un plus long repos que celui qu'exige la loi, le patron ne saurait valablement soutenir qu'il y a compensation.

L'amende est appliquée par le tribunal de simple politique, en cas de récidive dans les douze mois, l'employeur est poursuivi devant le tribunal correctionnel.

Le repos hebdomadaire est, en principe, donné le dimanche, mais il est évident qu'une telle règle, malgré sa simplicité, aurait entraîné dans bien des cas de graves inconvénients pour le

consommateur ou de ruineuses conséquences pour le producteur lui-même si elle avait été absolue, et, au risque d'affaiblir l'efficacité du contrôle, on admit qu'elle serait tempérée par des exceptions accordées, en principe, sur l'autorisation expresse et motivée du préfet, après avis du Conseil municipal, de la Chambre de Commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune.

Le préfet est libre d'accorder ou de refuser l'autorisation de déroger à cette règle du repos le dimanche, mais s'il l'accorde à une entreprise il doit l'accorder également à toutes les entreprises s'occupant du même genre d'affaires.

La loi a prévu, toutefois, un certain nombre d'exceptions à la règle précitée au nombre desquelles deux catégories nous intéressent particulièrement ; les unes sont en quelque sorte commandées par la nature particulière des opérations effectuées, ainsi lorsqu'il s'agit de travaux dans l'intérêt de la défense nationale ou d'assurer, à certains moments, les besoins de la consommation.

Enfin, d'autres exceptions trouvent leur justification dans des circonstances exceptionnelles, travaux urgents, nécessaires pour l'organisation des mesures de sauvetage, la prévention ou la réparation d'accidents menaçant ou affectant le matériel, les installations ou les bâtiments d'un établissement.

La loi du 13 juillet 1906 n'apporta pas de modification sensible aux conditions du travail dans les mines : on a vu que le repos dominical avait été généralement conservé dans les houillères après la loi de 1880, et il n'y était passé outre que pour des raisons exceptionnelles. Mais on doit considérer cette loi comme une réglementation nécessaire qui n'aurait jamais dû être abandonnée, et qui ne l'a été malheureusement que par des considérations antireligieuses.

§ 4. — Production et activité des mines de 1900 à 1913

1° DE 1900 A 1905

L'année 1900 inaugure le cycle de prospérité qui devait se terminer un peu après 1907, date qui marquait la fin de cette période, après quoi commence la crise qui se prolonge jusqu'en 1913. L'activité des mines de houille ne semble pas avoir cor-

respondu très exactement avec ces cycles de prospérité et de crise : de 1900 à 1905 la production des houillères pour l'ensemble de la France passe de 33.404.000 tonnes à 35.928.000 : ce qui représente une faible augmentation pour une période de cinq années de prospérité. L'accroissement du tonnage étant dû aux seuls départements du Nord et du Pas-de-Calais, qui virent passer leur production de 20.264.000 tonnes en 1900 à 23.174.000 tonnes en 1905.

Dans les pays européens, la production subit des vicissitudes différentes suivant les nations. L'Angleterre et l'Allemagne augmentent considérablement leur production, tandis que celle-ci demeure stationnaire en Belgique.

Il ne faut pas faire grief de cet état de choses à notre consommation, celle-ci demeurait bien supérieure à notre production ; mais il aurait fallu produire plus et surtout à un prix de revient plus faible que l'Angleterre et l'Allemagne, ce qui nous était impossible. De cette période de cinq années il nous faut seulement retenir l'effort effectué dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais qui a permis à notre production nationale, non seulement de ne pas rester stationnaire, mais encore d'augmenter, malgré la diminution du tonnage extrait des houillères du Centre et du Midi qui marque un abaissement de 400.000 tonnes environ en 1905 par rapport à 1900.

Pendant la même époque nous enregistrons une légère diminution des salaires, pendant que parallèlement le rendement s'accroissait, ce qui diminuait d'autant le prix de revient de notre charbon, mais pas assez cependant pour concurrencer les charbons anglais et allemands qui entraient en France moyennant un droit de douane dérisoire (6 %).

Le rendement journalier moyen atteignait pourtant le plus haut point auquel il avait jamais été : il monte sans cesse de 1900 à 1905, année pendant laquelle il arrivait à 705 dans le Nord et 822 dans le Pas-de-Calais, chiffres que nous ne retrouverons que vingt-cinq ans plus tard.

Les salaires suivaient une courbe inverse à celle des rendements ; ils baissaient fortement dans le Nord, surtout en ce qui concerne les mineurs du fond, dont le prix de la journée tombait de 5 fr. 26 à 5 francs. Dans le Pas-de-Calais la baisse est moins forte et le salaire demeure à peu près stationnaire, de 5 fr. 21 en 1900 il tombe à 5 fr. 16 pour les mineurs du fond.

Pour l'ensemble des ouvriers du fond et du jour, il varie seulement de quelques centimes : 4 fr. 86 en 1900 contre 4 fr. 81 en 1905.

A partir de 1905, les faits vont changer, la consommation de houille augmentant, les salaires vont hausser, tandis que la loi sur la durée du travail occasionnera une baisse de rendement qui durera jusqu'à la guerre.

2° DE 1905 A 1913

La production. — La production des Mines pendant ce laps de temps qui consacre l'application successive de la loi de 8 heures va subir des contre-coups différents. En 1907, le montant global de la production française dépasse 36.000.000 de tonnes (36.754.000 tonnes exactement), soit un excédent de 2 millions 1/2 de tonnes seulement sur le tonnage de 1906 déprimé dans de fortes proportions par les grèves du Nord et du Pas-de-Calais, il ne dépasse en outre que de 1.000.000 de tonnes celui de 1905. C'est donc un accroissement peu important.

Le Comité des houillères, d'après ses calculs sur la période décennale de 1896 à 1906, espérait que la production française aurait continué à s'élever de 2.000.000 de tonnes par an à par-

Production, Frais de main-d'œuvre, Effectif ouvrier (France entière 1900-1905) — (en tonnes)

Années	Production	Frais de main-d'œuvre	Effectif total
1900	33.404.000	6 fr. 46	163.796
1901	32.325.000	7 fr. 08	164.810
1902	30.997.000	6 fr. 89	167.213
1903	34.906.000	6 fr. 05	171.792
1904	34.168.000	6 fr. 56	175.074
1905	35.928.000	6 fr. 38	178.431

Rendement et Salaire (Nord et Pas-de-Calais) — (1900-1905).

Années	Rendement - Fond et jour		Salaire - Fond et jour	
	Pas-de-Calais	Nord	Nord	Pas-de-Calais
1900	872	738	5 fr. 04	4,86
1901	812	699	5 fr. 26	5,08
1902	779	702	4 fr. 86	4,83
1903	830	727	4 fr. 67	4,82
1904	800	711	4 fr. 61	4,78
1905	822	705	4 fr. 62	4,81

tir de 1906 comme elle l'avait fait précédemment. Mais, en deux ans, de 1905 à 1907, la production s'est à peine développée alors que la consommation de France a gagné 6.000.000 de tonnes. Les importations durent contre-balancer ce que les mines de France n'avaient pu fournir.

En 1905, les tonnages de charbon importé s'élèvent à 14.007.000 tonnes ; en 1906, ils vont brusquement passer à 18.742.000 tonnes, et en 1907 à 19.577.000 tonnes. L'augmentation des importations en dix ans, de 1896 à 1906 atteignait près de 40 % alors que la production accusait une augmentation inférieure à 35 %.

Pendant les mêmes années, la production étrangère se développait de façon continue et beaucoup plus rapidement que la production française.

En Allemagne, la production, qui en 1896 était de 96.000.000 de tonnes environ, allait passer à 117.921.000 en 1905, à 137.106.000 en 1906, à 143.222.000 tonnes en 1907. Dès 1905, la production accusait près de 40 % d'augmentation alors qu'en France elle n'atteignait pas 35. De plus, l'Allemagne faisait passer ses exportations de 16.000.000 de tonnes à 24.000.000 en dix ans de 1896 à 1906.

On comprend dès lors en France que la loi de 1905 sur la réduction du travail n'ait pas été jugée favorable à cette époque par les dirigeants des mines.

En Angleterre, le tonnage va croissant de 4 à 5 millions de tonnes chaque année de 1901 à 1907. L'accroissement de la production va même atteindre 16.000.000 de tonnes en un an (1905 à 1906).

En Belgique, au contraire, le tonnage demeurera à peu près stationnaire. De 22.213.410 tonnes en 1901, il ne montera qu'à 23.824.499 tonnes en 1907, après être descendu à 21.775.000 tonnes en 1905. Mais il faut considérer que ce pays est avant tout un pays exportateur et que sa production est de beaucoup trop importante pour ses besoins de consommation, sauf en 1907 où, pour la première fois, la consommation rejoint le niveau de la production.

La production française augmente régulièrement jusqu'à la guerre. En 1911, le tonnage global extrait atteint 39.230.000 ton-

nes ; l'année suivante, il passe à 41.145.000 pour retomber très légèrement au-dessous de ce chiffre, et s'abaisser à 40.844.000 tonnes en 1913. Cette progression paraît faible en comparaison de celle suivie par l'Angleterre et par l'Allemagne, qui produisaient, la première 45.000.000 de tonnes, la seconde 35.000.000 de tonnes de plus en 1913 qu'en 1900, alors qu'en France la production s'élève seulement de 8.000.000 de tonnes dans le même espace de temps. Mais si l'on considère le pourcentage d'accroissement, la différence s'atténue entre ces trois pays : L'Allemagne arrive en tête avec une hausse de 35 % par rapport à 1900, la France au deuxième rang avec 24 % et l'Angleterre en dernier lieu avec 22 %. L'augmentation considérable du tonnage extrait en Grande-Bretagne et en Allemagne provient de ce que ces deux pays sont mieux pourvus au point de vue ressources naturelles que le nôtre, et de ce que l'extraction y est beaucoup plus facile.

Le rendement. — Si l'on peut considérer, après l'application de la loi de 1905, que l'accroissement des salaires est un phénomène normal, malgré ses répercussions sur le prix de revient, et qu'il est à souhaiter parce qu'il permet de relever le niveau de vie de l'ouvrier, il est par contre un fait absolument anormal, c'est la diminution du rendement, phénomène que l'on retrouve toujours après l'application des mesures limitant la durée du travail dans quelque branche d'activité que ce soit et il se manifeste dans la production houillère à partir de 1906.

Si l'on considère les années de 1897 et 1906, on voit, au cours de cette période décennale, le rendement individuel baisser de 10 % environ.

En 1897, dans le Pas-de-Calais, il atteint 891 par journée de travail ; en 1906, il ne sera plus qu'à 799, soit une diminution de près de 12 %. Dans le Nord, la diminution sera un peu moins sensible, le rendement passera de 785 en 1897, à 700 en 1906. D'ailleurs la baisse du rendement continuera dans le Nord jusqu'en 1913, année où il tombera à 660. Dans le Pas-de-Calais, à partir de 1910, le rendement se stabilise autour de 760, atteignant 784 en 1912 pour retomber à 754 en 1913.

On a prétendu dès ce moment que la baisse des rendements était due au manque d'outillage mécanique et à l'absence totale

Production — Rendement — Frais de main-d'œuvre à la tonne*Effectif ouvrier (France entière 1905-1913)*

Années	Production en tonnes	Rendement Fond et jour	Frais de main- d'œuvre à la tonne	Effectif ouvrier
1905	35.928.000	710	6 fr. 38	178.431
1906	34.196.000	698	6 fr. 81	183.862
1907	36.754.000	695	7 fr. 65	194.980
1908	37.384.000	674	7 fr. 36	190.748
1909	37.840.000	669	7 fr. 40	196.736
1910	38.350.000	672	7 fr. 46	200.212
1911	39.230.000	682	7 fr. 45	202.363
1912	41.143.000	698	7 fr. 44	203.365
1913	40.844.000	695	7 fr. 77	205.480

de perfectionnement technique dans les houillères françaises, comme on ne manquera pas de le prétendre par la suite après chaque diminution de rendement.

Il faut remarquer l'aspect tendancieux de telles suppositions. Dès 1910, dans ses rapports sur les perfectionnements apportés et à continuer dans les mines, le Comité des houillères faisait entrevoir que les progrès techniques seraient compensés au fur et à mesure par des mesures législatives de plus en plus coûteuses. C'est ce qu'a démontré l'expérience depuis ce moment jusqu'à ces dernières années.

De plus, les perfectionnements et les installations coûtant fort cher, il faudrait au moins pouvoir amortir les frais de l'établissement, avant de passer à une nouvelle diminution du travail.

D'où vient cette baisse du rendement individuel ? En partie au fait qu'un homme travaillant une heure de moins par jour, il lui est impossible de pouvoir compenser la production de cette heure de travail pendant les autres heures, au contraire de ce qu'ont prétendu les partisans de la réduction du travail, même si la diminution de travail lui apporte un amoindrissement de fatigue.

D'autre part, elle provient aussi de l'agitation et grèves qu'entraîne la promulgation de lois accordant des avantages sociaux aux ouvriers. Il est évident que ce n'est pas là une conséquence obligatoire et dépendante de la loi elle-même comme la précédente. Celle-ci pourrait être parfaitement évitée. Mais les agita-

teurs professionnels, certains politiciens n'hésitent pas à se servir de ces lois pour les faire considérer comme des conquêtes « du prolétariat sur les exploiters », « conquêtes dues à leurs grèves et à leurs meneurs ». D'où la nécessité de nouvelles grèves, de nouveaux troubles pour obtenir davantage. De ces foyers d'agitation, conseils de sabotage, naît un relâchement, un abaissement de la conscience professionnelle, une diminution du goût du travail qui se répercute fortement sur le rendement individuel.

Les salaires et les prix. — Après la diminution de la production, la loi de 1905 a eu une autre conséquence, la hausse des prix du charbon. Elle n'est pas un des seuls facteurs de cette hausse ; il faut encore ajouter qu'en 1907, la Belgique et l'Allemagne ayant dû faire appel au concours des charbons étrangers

Rendement Nord et Pas-de-Calais de 1905 à 1913

Années	Nord		Pas-de-Calais	
	Fond	Fond et jour	Fond	Fond et jour
1905	991	705	1106	822
1906	975	700	1066	799
1907	958	701	1061	785
1908	920	672	1031	771
1909	925	679	1037	755
1910	915	673	1042	754
1911	918	665	1072	765
1912	914	666	1092	784
1913	910	660	1058	754

et des charbons anglais en particulier, ce fait a amené une forte hausse sur le marché international, les deux pays en cause étant normalement exportateurs.

L'excédent des exportations allemandes sur les importations qui était de 15.000.000 de tonnes en 1906, n'est plus que de 11.000.000 en 1907. Les syndicats de Westphalie et les mines de la Sarre ont été obligés de se substituer des producteurs étrangers pour pouvoir faire face à leurs engagements. C'est grâce à l'extraordinaire élasticité de la production anglaise qu'on a dû, en 1907, de ne pas manquer de charbon.

Mais, en dehors de ce facteur de la hausse des prix, disproportion entre la consommation et la production, il en est un

autre : augmentation de prix de revient due aux mesures sociales et principalement à la réduction de la durée du travail.

On verra par la suite quelle est la place du salaire dans le prix de revient, en examinant les conséquences de la loi des 40 heures. On peut indiquer dès maintenant que le prix de la main-d'œuvre entre environ pour 70 à 75 % dans le prix de revient. Ceci est d'ailleurs fonction du rendement de la mine et des conditions plus ou moins faciles d'exploitation. Or les prix ont haussé en France, par rapport à 1896, de 30 %, moins toutefois qu'en Belgique où ils ont atteint 50 à 70 % de leur taux primitif et qu'en Angleterre, 55 à 80 %, mais il faut tenir compte en outre pour la France de la réduction de la durée du travail qui entraîne une hausse proportionnelle des salaires.

La moyenne des salaires fond et jour est passée de 4 fr. 22 en 1897 à 5 fr. 01 en 1906 dans le Nord et de 4 fr. 33 à 5 fr. 17 dans le Pas-de-Calais, soit une augmentation d'environ 20 % en dix ans, ce qui est normal.

Les prix de vente sont demeurés rémunérateurs pour les mines malgré les augmentations de salaires, en raison de la demande considérable de charbon.

Les salaires avaient atteint leur point culminant en 1901 (5 fr. 26 pour le Nord). Ensuite ils baissent, mais remontent à partir de 1905 ; cette progression n'est pas identique pour les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais ; alors que dans ce dernier, dès 1906, ils dépassent leur niveau de 1901 (5 fr. 17 au lieu de 5 fr. 08), dans le Nord il faudra attendre 1911 pour que le salaire moyen atteigne 5 fr. 25.

En 1908, les prix du charbon s'élèvent en France de 16 % par rapport à ceux de 1905, mais comme ceux de la main-d'œuvre ils demeurent inférieurs à ceux de 1900. Malgré la concurrence étrangère, les Mines n'ont pu baisser leurs prix par suite de l'augmentation du prix de revient due à l'effet combiné de la hausse des salaires, de la diminution des rendements et de l'application des lois sociales.

Après 1905, le prix de revient allait monter plus fortement en France que dans les autres pays, la Belgique mise à part.

Les salaires devaient monter jusqu'en 1913. Il ne faut pas voir là une conséquence unique de la loi de 1905, mais remarquer que c'est à partir du vote de cette loi, des revendications

et des agitations auxquelles elle a donné lieu que s'est arrêtée la baisse des salaires ininterrompue de 1901 à 1905.

Le prix de revient devait augmenter d'une façon continue en raison de la réduction successive de la durée du travail telle qu'elle était prévue par la loi ; en effet, tous les deux ans, les effectifs d'ouvriers devaient être augmentés et le taux du salaire haussait automatiquement jusqu'à ce que la durée du travail effectif n'atteigne plus que 8 heures par jour.

On voit dès lors la répercussion que peut avoir une loi limitant la durée du travail sur les conditions d'exploitation financière d'une houillère : d'une part diminution de la durée du travail, d'autre part augmentation de la main-d'œuvre et du salaire journalier, d'où accroissement considérable du prix de vente. (Les salaires étaient déterminés par des conventions collectives et avaient été augmentés à la suite des grèves de 1907, 1908, 1910, 1912).

Or si en 1906 et en 1907, les prix de vente avaient pu être rémunérateurs en raison de la grosse consommation intérieure des pays d'ordinaire exportateurs, Belgique et Allemagne, il n'allait pas en être de même en 1908 et en 1909, début de la crise qui allait durer jusqu'en 1913.

En 1908, le Comité des houillères réclama le relèvement du seul droit de douane perçu à l'entrée des charbons étrangers en France et qui ne s'élevait qu'à la somme dérisoire de 6 %. Il fallait préserver l'industrie charbonnière française déjà désavantagée économiquement vis-à-vis de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Toutefois et heureusement pour les intérêts nationaux de la France, en 1908 était voté en Angleterre le principe de la loi de 8 heures dans les mines. En Belgique des projets analogues étaient proposés. Ces mesures étaient commentées de la façon suivante dans le rapport du Comité des houillères de 1909 :

« Le fait que nos concurrents auraient à compter avec les mêmes difficultés que nous est évidemment de nature dans une certaine mesure à servir nos intérêts. Il ne nous rend pas moins attentifs à l'influence de ces mesures sur le prix de revient et les facilités d'approvisionnement, à leur répercussion par conséquent sur les intérêts des consommateurs ».

La généralisation de cette mesure, si elle allait causer une augmentation du prix du charbon et apparaître ainsi défavo-

nable aux consommateurs, permettait aux ouvriers d'espérer le maintien de la limitation du travail, sans atteindre d'une manière aussi inquiétante qu'auparavant les intérêts vitaux de l'industrie houillère en France.

§ 5. — Loi du 31 décembre 1913

A la législature suivante, M. Basly déposa à nouveau le texte du projet précédent sur le bureau de la Chambre le 12 juin 1906. Le projet fut renvoyé pour étude devant la Commission des Mines de la Chambre des députés qui nomma rapporteur M. Janet déjà précédemment chargé de présenter la loi de 1905 : ce projet tendait à faire bénéficier du régime des 8 heures, réservé jusque là aux seuls piqueurs, tous les ouvriers, et à rendre immédiate l'application des 8 heures qui ne devait être effective qu'au 1^{er} janvier 1910.

Au bout d'un an la Commission présentait un texte qui apportait d'importantes modifications à la loi de 1905, mais qui s'éloignait beaucoup de la proposition de M. Basly : ce texte plaçait notamment tous les ouvriers du fond sous le régime des 8 heures et limitait les dérogations à des cas déterminés : il fut présenté à la Chambre qui l'adopta.

Salaire journalier moyen Nord et Pas-de-Calais de 1905 à 1913

Années	Nord		Pas-de-Calais	
	Fond	Fond et jour	Fond	Fond et jour
1905	5 fr.	4 fr. 62	5 fr. 16	4 fr. 81
1906	5 fr. 47	5 fr. 01	5 fr. 59	5 fr. 17
1907	5 fr. 04	5 fr. 18	5 fr. 75	5 fr. 32
1908	5 fr. 66	5 fr. 20	5 fr. 79	5 fr. 35
1909	5 fr. 64	5 fr. 19	5 fr. 77	5 fr. 34
1910	5 fr. 67	5 fr. 22	5 fr. 81	5 fr. 37
1911	5 fr. 73	5 fr. 25	5 fr. 89	5 fr. 43
1912	5 fr. 84	5 fr. 36	6 fr. 01	5 fr. 54
1913	6 fr.	5 fr. 57	6 fr. 25	5 fr. 72

Le Sénat en fut saisi et renvoya le projet à la Commission des Mines, qui nomma également le même rapporteur que pour la loi de 1905 : M. Boudenoot. Cette Commission désirait, avant d'adopter une modification quelconque à la loi de 1905, atten-

dre que celle-ci eût reçu son application complète qui ne devait se réaliser qu'à partir du 1^{er} janvier 1910. Aussi se livra-t-elle à une enquête très approfondie sur l'opportunité d'une nouvelle mesure, auprès des exploitants, des ouvriers et des services de l'Etat intéressés à la question ; enquête dont les résultats ne devaient être acquis qu'en 1910. Ce ne fut qu'en fin février 1910, plus de six semaines après l'application de la loi de 8 heures aux abatteurs de charbon, que M. Boudenoot présenta son rapport à l'assemblée ; celle-ci devait délibérer pendant plusieurs mois sur la question.

L'industrie houillère, par ses porte-paroles à la tribune du Sénat, fit valoir les graves objections à cette reprise, fortement aggravée, du texte de 1905 qui, le premier dans la législation des grands Etats producteurs de charbon, avait instauré la journée de 8 heures.

Ils firent valoir la compression de la production qui en résulterait par suite du manque de souplesse des mesures législatives, de l'infériorité de la France vis-à-vis des autres Etats, et des troubles qui suivaient cette réalisation, grèves de 1908 et de 1910 en France (qui en réalité étaient destinées à faire pression sur le Gouvernement pour obtenir une diminution du travail), grèves anglaises de 1910 dues à l'application de la loi de 8 heures votée en 1908.

Les industriels, après avoir montré encore l'aggravation des changements du prix de revient, demandaient au Parlement de bien vouloir ne pas alourdir encore la loi de 1905 comme l'avait fait la Chambre. La Chambre haute adopta les conclusions de la Commission le 22 novembre 1910 (1). Elle suivit la Chambre des Députés sur certains points et sur d'autres elle atténua les mesures trop rigoureuses vis-à-vis des Mines.

Elle étendit à tous les ouvriers du fond l'application de la loi réservée jusque là aux seuls piqueurs, et assimilait aux piqueurs les ouvriers de l'entretien et du boisage, il fixait à 9 heures la journée de travail des ouvriers employés au chargement et au roulage, confia à des consignes spéciales la fixation de la durée maximum du travail pour les autres catégories.

Sans imposer, comme l'avait fait la Chambre, des consignes

(1) J. O. Année 1910. Débats parlementaires, Sénat, p. 1777 et suiv.

impératives sur la durée de la descente et de la remonte, le texte sénatorial prévoit que la descente de l'équipe ne peut être prolongée au-delà du temps raisonnablement nécessaire et que le temps total de la remonte ne peut excéder de plus d'une demi-heure le temps total de la descente.

Cette dernière disposition, empruntée à la loi belge, diminue ce que le texte de la Chambre avait de dangereux pour la sécurité ouvrière et la conduite technique des opérations, qui avait limité la durée de la descente et de la remonte à un quart d'heure.

Le texte ainsi modifié par le Sénat devait revenir devant les Chambres en 1911. Il fut renvoyé devant la Commission des mines dont M. Durafour fut nommé rapporteur. On présenta des objections contre cette proposition de loi, objections tirées des événements de Belgique et d'Angleterre. Dans le premier pays, l'interdiction de faire des quarts supplémentaires indispose les ouvriers les plus forts qui pouvaient ainsi obtenir un salaire très important ; la conséquence en est forcément un abaissement du rendement individuel.

En Angleterre, pour remédier à la production, on avait organisé des conditions d'exploitation désagréables aux ouvriers.

A ces objections venant de la part des exploitants, on rétorquait que les piqueurs, c'est-à-dire les véritables régulateurs de la production du charbon, ne faisaient que 8 heures par jour, qu'il n'y avait par conséquent aucune raison de ne pas généraliser à tous les travailleurs du sous-sol une mesure qui n'avait été jusque-là qu'une faveur d'exception.

Le rapport de la Commission fut présenté le 22 février 1912, les députés l'adoptèrent, c'était un texte rigoureux qui ne se rapprochait pas de celui adopté par le Sénat. La position du patronat à ce moment était la suivante : Il ne fallait pas prendre de mesures législatives générales, mais ordonner des conventions locales entre patrons et ouvriers.

Le Sénat fut saisi du nouveau texte et fit ce qu'il avait déjà fait dans des circonstances semblables ; il désigna une Commission spéciale qui, après audition des représentants, élaborait un texte qui s'écarterait de celui adopté par la Chambre des Députés, il était adopté le 14 novembre 1913 (1). Devant cette op-

(1) J. O. Année 1913. Débats parlementaires, Sénat, p. 1407.

position la Confédération générale des travailleurs du sous-sol organisa de nombreuses grèves, en particulier celle de novembre 1913, dite des longues coupes, qui soi-disant déterminées pour exiger la suppression des longues coupes de la Sainte-Barbe, était en réalité dirigée contre le Sénat.

Devant cet état de choses toléré plus ou moins ouvertement, le Comité des Houillères s'éleva fortement, il le souligna dans son rapport de 1913 : « Il y a là une situation qui, singulière au point de vue de la logique, est également fâcheuse pour le bien public et la dignité de tous. Elle deviendrait rapidement dangereuse, si le Gouvernement et le Parlement continuaient d'envisager de tels incidents avec ce mélange de timidité et d'indulgence qui, en faisant apparaître de telles procédures comme fructueuses, en a certainement encouragé l'emploi ».

Cette agitation devait peser lourdement sur la production de 1913. Le tonnage de cette année, malgré l'augmentation du nombre du personnel, s'abassa de 223.000 tonnes sur l'année 1912, passant ainsi de 41.145.000 à 40.922.000.

Le 20 novembre 1913, le Comité des Houillères faisait paraître un communiqué pour bien montrer quelle était la véritable cause de la grève : « Elle vise uniquement, disait-il, le vote par l'une des deux Chambres des dispositions relatives au nombre maximum des heures supplémentaires pouvant être ajoutées annuellement à la journée de 8 heures et fixées par le texte critiqué » (celui du Sénat).

Quelques jours auparavant, Henri Chéron, ministre du Travail, avait demandé au Président du Comité des Houillères que les Compagnies facilitassent la pacification du bassin du Nord en acceptant une transaction entre le chiffre de 30 heures voté par la Chambre et celui de 150 heures voté par le Sénat.

M. Darcy, alors Président du Comité des Houillères, répondit que les ouvriers en réalité n'étaient pas en grève au sujet des longues coupes ; le mouvement était le résultat d'un conflit entre syndicats dont les ouvriers étaient les victimes et non les inspireurs. Le manque de main-d'œuvre, accentué par la loi militaire de trois ans, élargissant de la manière la plus fâcheuse l'écart entre la production et la consommation, une nouvelle réduction des heures de travail aggraverait encore la situation.

La grève finit par s'arrêter le 22 novembre, après accord con-

clu à Douai entre les représentants des exploitants et des ouvriers.

En voici le texte :

« Pour témoigner de leur désir d'entente avec les représentants de la Fédération des Mineurs du Nord et du Pas-de-Calais et dans le but de mettre fin à la grève préjudiciable à tous les intérêts, les représentants des Compagnies ont déclaré que jusqu'à promulgation de la loi actuelle soumise aux délibérations du Parlement, il ne sera plus fait aucune longue coupe ».

En même temps les Compagnies faisaient un communiqué à la presse pour préciser leur point de vue :

« Le Bureau du Comité des Houillères a tenu aujourd'hui une séance à laquelle avaient été convoqués les directeurs des grandes mines du Nord et du Pas-de-Calais.

« Les représentants de l'Industrie houillère ont été d'accord pour constater qu'ils n'étaient pas en conflit avec leur personnel et que la grève du Pas-de-Calais visait uniquement le vote par une des Chambres des dispositions relatives au nombre maximum des heures supplémentaires pouvant être ajoutées annuellement à la journée de 8 heures et fixées par le texte critiqué jusqu'à 150 heures, soit environ 6 % de la durée du travail.

« Ils ont apprécié qu'il ne saurait leur appartenir d'intervenir directement à un débat qui a lieu en dehors d'eux et affecte les intérêts de la consommation plus encore que ceux de la production et retentit davantage sur la liberté de leurs ouvriers que sur la leur propre ».

Le reste du communiqué s'attachait à prouver que les longues coupes étaient entièrement facultatives et que les patrons ne forçaient pas les ouvriers à faire des heures supplémentaires.

Pendant ce temps le texte du Sénat était revenu à la Chambre des Députés, la Commission, dont le rapporteur était M. Durafour, déposa son rapport le 23 novembre 1913. Ce dernier s'était efforcé de faire œuvre de conciliation entre les desiderata des patrons et ceux des ouvriers, tels qu'ils avaient été formulés par le Conseil National de la Fédération Nationale des Travailleurs du Sous-Sol en octobre à Paris ; celui-ci demandait notamment l'application de la loi de 8 heures à tous les ouvriers et l'assimilation des ardoisières aux mines. Il subsistait des différences importantes entre le texte de la Commission de la Chambre et celui voté par le Sénat. Pour mettre fin à cet

état de choses, le ministre du Travail provoqua une réunion officieuse des présidents et rapporteurs des Commissions des Mines des deux Assemblées pour obtenir un texte transactionnel qui aurait pu être accepté par la Chambre et le Sénat. Ce fut M. Boudenoot qui proposa ce texte au Sénat le 3 décembre 1913 et le 24 celui-ci était adopté. Il revint à la Chambre qui l'admit sans discussion ; la loi fut promulguée le 31 décembre 1913 et fut insérée au Code du Travail en remplacement des anciens articles 9 et 12.

Les principaux passages sont les suivants :

« La journée des ouvriers employés dans les travaux souterrains des mines de combustibles ne peut excéder la durée de 8 heures.

« Cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des derniers ouvriers descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontants.

« Est fixée dans une consigne, suivant la durée du service, la durée de présence au fond de la mine des machinistes et de leurs aides, des palefreniers, etc... Cette consigne doit être visée et acceptée par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique.

« L'écart entre la durée de la remonte et celle de la descente ne pourra excéder un quart d'heure ; toutefois dans les mines ou puits où la nécessité en aura été reconnue par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique, cet écart pourra être prolongé jusqu'au maximum d'une demi-heure ».

La loi prévoyait des dérogations temporaires qui pouvaient être accordées par l'ingénieur en chef de l'arrondissement minéralogique à la suite d'un accident, pour un motif de sécurité, après entente préalable des délégués à la sécurité.

Etaient également autorisées des dérogations exceptionnelles permanentes. On avait transigé au chiffre de 60 heures, accepté par le Sénat et par la Chambre, moyenne entre le chiffre de 150 heures demandé par la Chambre et celui de 30 voulu par le Sénat, écart qui avait donné lieu à d'interminables atermoiements entre les deux Assemblées.

Les 60 heures de travail supplémentaires annuel ne pouvaient

être effectuées qu'à raison de 2 heures par jour au maximum, après avis de l'ingénieur en chef des mines.

Le Gouvernement pouvait également autoriser un travail supplémentaire pour des raisons intéressant la défense nationale ou en cas de pénurie de combustible.

Il est difficile de déterminer quelles furent exactement les conséquences de cette nouvelle loi, la guerre devait éclater sept mois après le vote de cette nouvelle réduction de travail.

On peut toutefois en souligner les principaux caractères : Le premier est l'extension de l'application de la loi de 8 heures. Jusque là n'en bénéficiait qu'une catégorie déterminée d'ouvriers dont le travail est particulièrement pénible : les piqueurs. Maintenant tous les ouvriers travaillant au fond étaient soumis au même règlement que les piqueurs.

Les ouvriers du jour restaient sous le régime général du travail, c'est-à-dire : 12 heures, ou 10 heures, suivant que la mine employait ou non des femmes ou des enfants. En fait ils étaient tous sous le régime de la loi de 1900, les mines employant un personnel mixte.

La seconde particularité de la loi a été de limiter le nombre des heures de dérogation autorisées, n'en laissant plus l'octroi illimité au Ministre des Travaux publics, comme sous la loi de 1905, mais réduisant à 60 heures par an le maximum d'heures supplémentaires, d'autre part les longues coupes étaient abolies.

Sur la production, la loi de 1913 a pesé surtout par les grèves de tous genres qui ont eu lieu pendant la discussion devant les Chambres. La consommation pendant cette année s'est relevée de 3.500.000 tonnes par rapport à 1912. Pendant la même année la production tombait de 300.000 tonnes en France, alors qu'elle augmentait de 17.000.000 de tonnes en Allemagne et de 27.000.000 de tonnes en Angleterre par rapport à l'année précédente.

Cet état de choses obligea la France à importer 23.771.000 tonnes, au lieu de 20.695.000 en 1912. 2.000.000 furent fournis par l'Angleterre et 800.000 tonnes par l'Allemagne. Enfin la Belgique elle-même nous a livré 300.000 tonnes de combustibles. Soit au total une somme de 75.000.000 frs que la consommation aura versés à l'étranger en raison des grèves de 1913.

En ce qui concernait l'avenir, les dirigeants des mines pré-

tendent que la loi de 1905 péserait sur la production en raison du régime spécial établi par les dérogations et à qui faisait défaut la souplesse demandée par les conditions spéciales de l'Industrie houillère. La limitation des heures supplémentaires à 60 heures par an était une forte aggravation par rapport aux autres pays et aux conditions antérieures.

Le manque de main-d'œuvre se faisait fortement sentir dans le Nord et le Pas-de-Calais. Les moyens mécaniques de plus en plus perfectionnés étaient et sont encore d'un usage difficile dans les veines étroites du Nord et du Pas-de-Calais et ne peuvent ni être installées ni donner des rendements comme ceux des Etats-Unis ou de l'Allemagne.

Les directions des Mines prévoyaient dès cette époque l'obligation de rechercher la main-d'œuvre en Afrique du Nord.

Cette loi de 1913 donnait-elle satisfaction aux syndicats ouvriers ? Durant le laps de 8 années, de 1905 à 1913, ceux-ci avaient appuyé de toute leur force les propositions de M. Basly au congrès de Douai ; au mois de juin 1906, la loi de 1905 fut violemment attaquée ; les mineurs réclamaient le vote de la proposition de M. Basly et critiquaient ce qu'ils appelaient les anomalies de la loi, demandant le bénéfice des 8 heures à tous les ouvriers du fond. Les congrès de 1907, tenus à Denain et à Montceau-les-Mines, firent avec énergie le procès de la loi Boudenoot ; ils réclamaient en particulier la limitation des dérogations, et la suppression des longues coupes de la Ste-Barbe. La même revendication pour les 8 heures appliquées à tout le personnel des mines revenait à tous les congrès tenus chaque année en France. Les plus importants furent ceux d'Angers en février 1912 et de Paris en octobre de la même année.

Après le vote de la loi de 1913, le congrès de la Fédération Nationale des travailleurs du sous-sol qui se réunit à Lens du 27 au 31 janvier 1914 ne se déclara pas satisfait de la loi ; s'ils acceptaient comme pis aller le texte de la Chambre, ils émettaient dans leurs conclusions les réserves suivantes : « Mais nous ne saurions admettre, dans le projet voté en dernier ressort par le Sénat, les modalités telles que les 60 heures de dérogation, l'augmentation de la journée de travail pour la durée du repos au fond de la mine et surtout la disjonction ou plutôt l'exclusion du bénéfice de cette loi de nos camarades des ardoisières et des mines métalliques ». Les syndicats du Nord, du

Pas-de-Calais et d'Anzin réunis à Douai, sans s'étendre sur la loi de 1913, demandent à leurs adhérents de refuser de faire les longues coupes sans attendre l'application de la loi de 1913.

**§ 6. - La réglementation de la durée du travail
dans les principaux pays européens avant la guerre**

En même temps qu'en France avaient lieu au Parlement les débats qui devaient aboutir au vote de la loi de 1905 inaugurant dans un cadre restreint la journée de 8 heures, les mineurs des autres pays ne restaient pas inactifs et faisaient entendre leurs revendications pour obtenir un régime analogue et si possible encore plus favorable. Après le vote de la loi en France ces revendications devinrent de plus en plus pressantes et furent appuyées par des grèves nombreuses : elles devaient aboutir dans la plupart des pays. De l'application de cette mesure en Europe, il faut retenir deux choses : d'un côté les mineurs obtenaient une amélioration de leur niveau de vie ; d'un autre côté la concurrence des nations voisines était moins à craindre pour les houillères du Nord, puisque les mines étrangères devaient supporter des charges semblables aux nôtres.

Après la France, le premier pays qui réduisit la durée du travail des mineurs à 8 heures par jour pour les ouvriers du fond, fut l'Allemagne dont la loi sur ce sujet date du 14 juillet 1905, soit quinze jours à peine après celle du Gouvernement français. La Grande-Bretagne suivit le même exemple en 1908 et la Belgique en 1909. Si bien qu'à partir de 1910, les principaux pays producteurs de charbon en Europe avaient adopté le principe des 8 heures de travail dans les mines ; mais en raison des différents modes de calcul de la journée de travail, résultaient d'un pays à l'autre d'importantes différences dans la durée du travail effectif journalier au fond de la mine.

1° ALLEMAGNE

La loi du 14 juillet 1905 dans ce pays ne fixe pas la durée de travail à un nombre d'heures déterminées comme la loi du 30 juin 1905 en France, elle prévoit seulement l'application de certains règlements de travail, dont l'un adopté par le Comité

des Houillères de Westphalie, comprend les directives suivantes :

Il reprend d'abord la définition de la durée du travail telle qu'elle est donnée par la loi dans son article 93 b et indique la façon de la calculer.

« La durée du travail est le terme compris entre la fin du transport par le câble et son recommencement. La durée normale du travail ne peut-être prolongée, pour la descente et la remontée, de plus d'une demi-heure par ouvrier ; si le temps de la descente et de la remontée est plus long, la différence devra être imputée sur la durée du travail ».

Les ouvriers étaient répartis en plusieurs catégories et la durée du poste variait avec chaque catégorie, elle comportait :

8 heures pour les ouvriers du fond comptées de la fin du transport par le câble jusqu'à sa reprise, à l'exception des cas visés ci-après.

6 heures au maximum pour les ouvriers occupés dans des chantiers où la température dépasse 28°.

9 heures pour les signaleurs aux recettes, les conducteurs de chevaux et les ouvriers employés à l'extraction mécanique au fond.

Pour les ouvriers du jour, 12 heures y compris deux poses d'une demi-heure chacune, avant midi et après-midi, et une pose d'une heure à midi.

L'ordre dans lequel les ouvriers sont admis à remonter est l'ordre qui a été suivi pour leur descente.

En cas de danger pour la vie des ouvriers ou pour la sécurité de l'exploitation et pour son entretien sans troubles, tout ouvrier est obligé, dès qu'il y est invité par son supérieur, de travailler plus longtemps que la durée régulière du poste.

Lorsque des ouvriers voulaient librement travailler plus longtemps que leur durée régulière de poste, ou bien voulaient changer de poste, ils ne pouvaient le faire qu'avec l'autorisation préalable de leur supérieur immédiat.

Dans les autres mines (Haute-Silésie) le travail était de 8 heures par jour ; il fut ramené à 8 heures par l'ordonnance des 23 novembre et 17 décembre 1908. Cette réglementation suspendue pendant la guerre devait être abrogée en 1918.

2° ANGLETERRE

En Angleterre, la première loi fixant une durée limite de travail dans les mines pour les ouvriers du fond date du 21 décembre 1908. L'année suivante intervint le « Coal Mines Regulation Act » du 1^{er} juillet 1909. Ces lois admettaient le principe des 8 heures dans les mines.

Le mineur ne peut rester au fond d'une mine, en vue d'effectuer son travail et d'aller à son travail ou d'en revenir, pendant une durée supérieure à 8 heures, au cours de 24 heures consécutives.

Aucune contravention ne sera réputée avoir lieu dans le cas d'un ouvrier faisant partie d'un poste, si la période écoulée entre le moment où le dernier ouvrier du poste quitte la surface et le moment où le premier ouvrier du poste revient à la surface n'excède pas 8 heures.

Donc la durée du travail comprend 8 heures calculées du dernier descendant au premier remontant.

La fixation d'un temps raisonnable pour la descente et la remonte du poste, doit être approuvée par l'Inspecteur des Mines.

Cette loi diffère de la loi française dans le mode de calcul de la durée de travail au fond de la mine. La loi anglaise ne comprend dans cette durée que l'un des trajets de descente ou de remonte alors que la loi française les comprend tous les deux.

La moyenne du temps mis pour la descente du poste au fond de la mine étant de 29 minutes, il en résulte un décalage d'une demi-heure entre le temps de travail effectif estimé en France et en Angleterre. Pour une même durée nominale de journée de travail, le mineur français travaille donc une demi-heure de moins que le mineur anglais.

3° BELGIQUE

La loi qui réduisit la durée du travail dans les mines de la Belgique fut promulguée le 21 janvier 1909.

Elle fixe la durée de la journée normale à 9 heures, comprises pour chaque équipe entre l'entrée dans le puits des pre-

miers ouvriers descendant et l'arrivée au jour des premiers ouvriers remontant.

Il est interdit d'employer des ouvriers au-delà du temps fixé ; toutefois cette règle ne s'applique pas aux travaux urgents commandés par la force majeure ou de nécessité sortant des prévisions normales de l'entreprise.

En cas de circonstances exceptionnelles, le Gouvernement pourra, sur le rapport des Ingénieurs des Mines, autoriser la prolongation de la journée normale à chaque siège d'exploitation pour trois mois au plus, pendant le cours d'une année.

Il résulte de ce qui précède que, avant la guerre, toutes les nations d'Europe avaient réglementé la durée du travail pour les ouvriers du fond ; le principe des 8 heures avait été admis par la plupart : France, Angleterre, Allemagne ; seule la Belgique avait fixé la durée à 9 heures. D'ailleurs dès 1914 dans ces pays, l'application de la loi est suspendue pendant toute la durée de la guerre, et après celle-ci, les lois elles-mêmes sont abrogées et remplacées par d'autres : cette réglementation d'avant-guerre n'a donc eu qu'une durée éphémère.

CHAPITRE V

LA GUERRE DE 1914-1918

En raison de leur situation géographique, les mines du Nord et du Pas-de-Calais ont connu le destin des pays envahis pendant la guerre. Dès le début des hostilités, en raison du passage des troupes allemandes par la Belgique, toutes les houillères du Nord et une partie des mines du Pas-de-Calais tombèrent aux mains de l'ennemi ; ces dernières servirent au ravitaillement de l'armée allemande jusqu'à ce que, obligée de reculer, celle-ci s'efforçât de les détruire inondant les fosses et anéantissant le matériel : il faudra des années de travaux après guerre pour leur faire retrouver leur capacité de production première.

Quant aux mines du Pas-de-Calais restées en territoire français, elles accomplirent le véritable tour de force de continuer à extraire du charbon malgré les bombardements et d'en produire plus qu'en période d'avant-guerre. De toutes les exploitations du Pas-de-Calais, seules devaient être épargnées, Bruay, Marles, Noeux, Clarence, Ferfay, Ligny, Vendin et une partie de Béthune (1), représentant seulement le tiers de la production totale du Nord de la France. La guerre ne nous privait pas seulement d'une importante partie de nos centres de pro-

(1) M. Olivier. La Politique du Charbon, 1914-1921. Page 107.

duction mais encore d'une notable et de la meilleure partie de la main-d'œuvre.

En effet la situation des ouvriers mineurs en temps de guerre était prévue par la loi du 3 juillet 1877 et par l'instruction ministérielle du 20 juin 1910. En cas de mobilisation, seuls devaient partir immédiatement pour rejoindre leurs dépôts, les hommes de la réserve de l'armée active appartenant au service armé, sauf un certain contingent fixé par le Ministre de la Guerre, qui était autorisé à rester à la mine. Tous les autres, c'est-à-dire les mineurs de l'armée territoriale et de sa réserve, les hommes de l'armée active appartenant au service auxiliaire étaient mainfenus pendant 60 jours dans leur emploi à la mine ; en fait, ils y demeurèrent indéfiniment.

Les mines perdirent néanmoins à la mobilisation les hommes du service armé, puis, à mesure que la guerre avançait, par appel anticipé les hommes des classes 1914, 1915 et 1916, ce qui représente une perte de 65.000 hommes sur un effectif total de temps de paix de 200.000 hommes.

La production dans les mines non envahies se ressentit de cette perte brusque de main-d'œuvre, et pour enrayer la chute verticale de près de 80 % qu'elle subit au début de la guerre, les directions firent appel à la main-d'œuvre étrangère (Polonais, Tchèques, Croates, prisonniers de l'armée allemande, Espagnols, Italiens venus de leur pays). Ainsi la production se releva progressivement à 40 % de son niveau d'avant-guerre, d'abord, pour le rejoindre et ensuite le dépasser très sensiblement, puisque, en octobre 1917, elle allait s'élever à 150 % de ce niveau d'avant-guerre, soit 1.112.000 tonnes contre 725.000 en octobre 1913. Par quelles méthodes était-on arrivé à ce résultat ?

Il faut avant tout tenir compte de l'effort que fournirent tous les ouvriers mineurs durant les hostilités ; effort d'autant plus méritoire et plus pénible que ceux qui l'accomplirent étaient tous soit âgés, soit faibles au point de vue physique, les plus forts et les plus jeunes d'entre eux étant partis sur le front : c'est-à-dire l'élément producteur par excellence.

Ensuite, dès le début de 1915, appliquant la loi de 1905 et celle de 1913, qui prévoit que la durée du travail journalière pourra être prolongée au-delà des 8 heures légales dans le cas de péril extérieur, le Gouvernement fixa la journée de travail

à 9 heures dans les mines. Cette heure supplémentaire permit de gagner 11 % environ sur la production journalière ; en outre le repos hebdomadaire fut bien souvent supprimé, tant la pénurie de combustible se faisait sentir en France. En raison de cette double augmentation de la durée du travail, on put regagner en production totale ce que l'on perdait en rendement. Celui-ci en effet diminuait progressivement, à mesure qu'augmentaient les effectifs ouvriers, en raison de l'inexpérience des nouveaux arrivants et de leur peu d'aptitude pour un travail d'abatage de charbon.

La seule ombre qui apparaisse au tableau pendant la guerre, ce sont les revendications, les menaces de grèves, les grèves mêmes de la Fédération Nationale des Travailleurs du sous-sol pour obtenir des augmentations de salaires. Il est évident que les matières de première nécessité suivaient une hausse continue depuis le début des hostilités et qu'il fallait en tenir compte ; mais on est forcé de blâmer l'attitude des syndicats ainsi que celle du Gouvernement qui accepta comme un état de choses normal l'injustice flagrante que constituait la différence entre la situation d'un combattant non payé et celle d'un mineur dont la vie était moins menacée et qui se déclarait mécontent d'un salaire passant de 5 fr. 59 en 1914 à 11 fr. 77 en 1918.

Le moyen d'augmenter la production fut d'autre part l'engagement intensif de nouveau personnel. Dès janvier 1915 l'effectif était tombé à 60 %. Une suite de mesures permit de reprendre des ouvriers mobilisés ; cette action était absolument nécessaire en raison de la baisse de la production. Dès la fin de 1915 les mineurs du service armé des classes 1898 et plus anciennes ayant au moins 6 mois de présence à la mine furent rendus à leur mine. Dès le début de 1916, les mines avaient ainsi récupéré 84 % environ de leur personnel d'avant-guerre. Ensuite, les renvois à la mine se succédèrent jusqu'en 1918 et à la fin de la guerre les mines avaient retrouvé la presque totalité de leur effectif d'avant-guerre du moins en quantité, la capacité professionnelle étant loin d'atteindre le niveau de la même époque.

CHAPITRE VI

LOI DU 24 JUIN 1919

§ 1. — Etude de la loi

1° ORIGINE ET PRÉCÉDENTS. LOI DU 23 AVRIL 1919

Il ne faut pas donner à la loi du 24 juin 1919, dite loi Dura-four qui institua la journée de 8 heures pour tout le personnel minier, la même importance qu'à la loi du 23 avril 1919, fixant dans presque toutes les branches d'activité de la France la durée journalière du travail à 8 heures, soit en tenant compte de la loi sur le repos hebdomadaire à 48 heures par semaine, la durée de travail effectif.

La journée de 8 heures existait déjà dans les mines depuis 1910 et cette loi du 24 juin 1919, comme la loi de 1913, ne marque qu'une étape de plus dans la progression de la limitation de la durée du travail dans les mines.

Néanmoins en raison de l'aggravation apportée dans la façon de calculer la durée des heures de travail et des nombreuses années pendant lesquelles elle régit les mines, il est utile de l'examiner en détails.

Au mois d'avril 1919 les esprits étant échauffés par les discussions menées tant au Parlement que dans la presse au sujet de l'application de la loi de 8 heures, les ouvriers des Mines du Nord et du Pas-de-Calais en exploitation ou en voie de reconstitution formulèrent un certain nombre de revendications qu'ils

adressèrent aux Préfets du Nord et du Pas-de-Calais, ainsi qu'aux Présidents des Commissions mixtes et aux directeurs des Mines intéressés, après les réunions des syndicats tenues à Douai les 22 et 25 mars 1919 et du Congrès national du 23 février de la même année.

Ces revendications datées du 10 avril portaient sur l'augmentation des salaires, l'établissement d'un salaire minimum, l'application de la loi de 8 heures, l'uniformisation et l'augmentation des retraites.

Au sujet de la loi de 8 heures, le texte était rédigé de la façon suivante :

« A. — Conformément aux décisions précises, nous demandons l'application de la journée de 8 heures du premier ouvrier descendu au dernier remonté, y compris le casse-croûte en usage de 30 minutes pour tous les ouvriers du fond ».

« B. — Demandons également la journée de 8 heures pour tous les ouvriers du jour : chauffeurs, mécaniciens, ouvriers d'usines, d'ateliers, etc... et la mise en vigueur de cette application au 1^{er} mai 1919 ».

En même temps que ces demandes étaient formulées, la grève générale était proclamée dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais : elle dura de mai à juin 1919, l'objet principal en était constitué par des raisons d'augmentation de salaires ; elle devait d'ailleurs se prolonger de façon intermittente, toujours pour le même objet de 1919 à 1920.

Les commissions mixtes des mines du Nord et du Pas-de-Calais examinèrent ces différentes revendications dans leur séance du 19 mai 1919, et décidèrent de s'en remettre au Parlement tant pour la durée du travail que pour l'unification du régime des retraites.

Mais sur la question du salaire, l'accord ne put se faire. On décida alors de recourir à l'intervention des Ministres du Travail et de l'Armement.

Le 6 juin suivant les commissions prirent une décision portant sur les salaires et la journée de 8 heures ; en ce qui concerne la durée du travail, elle était ainsi rédigée :

« En attendant le vote par le Parlement de la proposition de la loi sur la journée de 8 heures actuellement soumise à la Chambre, la journée de 8 heures sera appliquée dès le 16 juin dans les travaux souterrains ».

« Durée de 8 heures du jour au jour calculée depuis le dernier descendant au dernier remontant, y compris un repos d'une demi-heure pris au fond ».

« La journée de 8 heures sera appliquée aux ouvriers du jour dans toute la mesure du possible et dans les conditions qui seront déterminées pour chaque mine par accord avec les organisations ouvrières ».

Il y a dans ce texte une transaction entre la demande des ouvriers qui voulaient que le temps des 8 heures soit compté du premier descendant au dernier remontant, et la loi de 1905 selon laquelle la durée était calculée depuis le dernier descendant au premier remontant. Pour le repos pris au fond de la mine les ouvriers avaient gain de cause.

Il faut remarquer que ces revendications se justifiaient en ce sens que le principe de la loi de 8 heures avait été voté le 23 avril 1919, mais que le cas des mineurs avait été réservé.

Les mineurs étaient toujours en grève. Le Gouvernement fit procéder au vote de la loi le 24 juin 1919, étendant le bénéfice des 8 heures à tous les employés et ouvriers des mines, et faisant entrer dans la durée du travail effectif le temps de la descente et de la montée ainsi que le temps du repos pris au fond de la mine. La durée du travail effectif se trouve ainsi réduite à 6 h. 25 en moyenne.

La grève n'en continua pas moins et ne se termina qu'en juillet. D'ailleurs de nouvelles grèves devaient éclater en octobre, soit pour des augmentations de salaires, soit au sujet des retraites. Toutes ces demandes auxquelles le Gouvernement conseilla toujours de céder devaient encore accentuer les charges du prix de revient déjà fortement élevées par la loi du 24 juin 1919.

Nous allons examiner maintenant quels furent au Parlement les débats qui devaient amener le vote de la loi du 23 avril, puis de ceux du 24 juin sur les Mines. Dès la cessation des hostilités, les Français voulurent réaliser dans la pratique les sentiments de fraternité qui les avaient dominés pendant la guerre. On voulait des réformes sociales, on critiquait l'ordre établi. On parlait de « socialisation », de « nationalisation » des moyens de production. Mais ces réformes faisaient peur. Aussi fut-on heureux, à l'exemple de l'Amérique où dans beaucoup d'indus-

tries on ne travaillait que 8 heures, d'appliquer la formule des 8 heures revendiquée déjà en 1848.

C'était là une réforme jugée nécessaire, demandée par les syndicats ouvriers et leurs porte-paroles au Parlement, et qui loin de se heurter à une opposition, rencontra un acquiescement bienveillant de la part des éléments exploitants qui pensaient en agissant ainsi donner un témoignage de leur solidarité avec les salariés et de leur compréhension des intérêts en présence.

De plus, la C.G.T. montrait ses effectifs grandissant sans cesse et réclamant en même temps que cette réforme du travail des augmentations de salaires. On prévoyait une manifestation énorme pour le 1^{er} mai, et les dirigeants syndicalistes laissaient volontiers entendre qu'ils ne seraient pas maîtres de leurs troupes si on ne leur accordait pas cette satisfaction au fond très justifiée. L'Amérique pratiquait déjà la journée de 8 heures, la République allemande en avait proclamé le principe en 1919.

De cette générosité d'après-guerre naquit le principe de la loi de 1919, de l'intimidation due à la force des syndicats résulta la précipitation dans laquelle fut votée cette loi.

Dès le mois de janvier 1919, MM. Renaudel, Lanet, Albert Thomas avaient déposé devant la Chambre un projet demandant l'application de la journée de 8 heures à l'industrie et au commerce.

Le 15 mars le Gouvernement confia à la commission adjointe à la Commission des traités internationaux de travail l'examen de l'introduction de la journée de 8 heures en France. Le 7 avril la Commission se prononce pour l'introduction de la journée de 8 heures. Déposé le 8 avril devant les Chambres, le projet était voté et avait force de loi dès le 23 avril. On voulait aller vite et promulguer la loi avant le 1^{er} mai, car l'on craignait de voir les manifestations prévues pour ce jour là dégénérer en émeutes.

Le projet au cours de la discussion ne rencontra aucune opposition. Il faut dire également en faveur de la loi, le principe des 8 heures devait être examiné par les commissions internationales des traités et annexé au traité de Paris ; certains pays l'avaient adopté au moins en théorie : l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la Finlande, la Pologne, la Russie, la Tchécoslovaquie, l'Italie. (Art 427, traité de Versailles, 12 avril 1919).

Cet état de choses écartait le risque d'une concurrence étrangère désastreuse pour l'industrie et le commerce français.

Dans la commission paritaire, le représentant des houillères rappela que la journée de 8 heures dans les mines avait entraîné chaque fois un abaissement de la production de 7 à 14 %, mais ces objections ne furent pas écoutées et disparurent devant les arguments présentés par les partisans de cette réforme devant la Chambre : la loi de huit heures devait ramener l'ouvrier à son foyer, réfréner l'alcoolisme, et permettre le développement des facultés intellectuelles des travailleurs.

Enfin la loi fut promulguée le 23 avril 1919, et déclarée applicable à la France, à l'Algérie et aux colonies.

Les dispositions essentielles proclamaient le principe de la journée de 8 heures, l'application de la loi par règlements d'administration publique et le maintien des salaires.

Art. 6. — « La durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un et l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder soit 8 heures par jour soit 48 heures par semaine, soit une limitation équivalente sur une période de temps autre que la semaine ».

2° VOTE DE LA LOI DU 24 JUIN 1919

Le 15 avril 1919 M. Durafour et plusieurs de ses collègues déposèrent une proposition de loi modifiant les conditions du travail dans les mines (1).

La proposition de M. Renaudel sur les 8 heures fut discutée à la Chambre le 17 avril 1919. Le Président de la Commission des Mines, M. Perrier, manifestait l'intention très nette d'obtenir que le sort des mineurs fut réglé par une loi et non par des décrets comme devait l'être l'application du principe des 8 heures dans les différentes industries. Le Ministre du Travail se déclara de cet avis et s'engagea à soutenir la proposition de M. Durafour. Albert Thomas indiqua qu'il y avait des négociations en cours entre les représentants des mineurs et ceux du Comité des Houillères et qu'il fallait avant de prendre une dé-

(1) Débats parlementaires. Chambre des Députés. II^e Législature n° 613. Annexe au P. V. de la Séance du 15-4-1919.

cision attendre le résultat de ces pourparlers, et ensuite fixer leur cas par une loi.

La proposition de M. Durafour fut donc renvoyée à la Commission des Mines. Elle tendait à donner à tous les mineurs la journée de 8 heures, à comprendre dans la durée du travail effectif, la montée et la descente ainsi que le repos pris dans la mine, et à supprimer toute dérogation, sauf en cas de péril national. La Commission procéda à une enquête et entendit les représentants des ouvriers (Fédération Nationale des Travailleurs du Sous-Sol, Syndicats du Nord et du Pas-de-Calais) et ceux des Comité Central des Houillères. Ceux-ci ne firent aucune objection au principe des 8 heures, ils formulèrent seulement quelques réserves au point de vue des dérogations et des modalités de calcul des huit heures. Finalement, délégués patronaux et ouvriers se mirent d'accord, et il fut stipulé que la durée de la journée de travail serait calculée du dernier descendant au dernier remontant. Mais, on ne devait pas tenir compte de cette convention, dans le texte de la loi qui allait dépasser de beaucoup ce que les représentants miniers avaient accepté.

Pendant ce temps, la Fédération Nationale des Travailleurs du Sous-Sol réunie à Marseille, déclarait se rallier à la proposition de M. Durafour et menaçait de déclencher une grève générale si la loi n'était pas votée et promulguée le 16 juin suivant ; cette grève aurait été grosse de conséquences en raison de la situation des mines des régions envahies au sortir de la guerre qui devaient être remises en état le plus rapidement possible.

La Commission des Mines déclara dans son rapport, accepter la proposition de M. Durafour, sauf en ce qui concernait l'application qu'elle voulait plus éloignée (1^{er} octobre). Mais à la suite d'un accord entre les exploitants du Nord et du Pas-de-Calais, et les représentants ouvriers, la date du 16 juin réclamée par les ouvriers dans leur Congrès fut acceptée comme premier jour d'application de la loi.

La proposition fut discutée le 10 juin et renvoyée devant la Commission au sujet du mode de calcul des 8 heures, que le Ministre des Mines voulait « du premier descendant au premier remontant », et que la Commission des mines avait calculé du « premier descendant au dernier remontant ».

Le 13 juin le texte fut remis au Sénat, et transmis à la Com-

mission des Mines de cette assemblée ; la Chambre haute devait se hâter pour ne pas dépasser le délai imposé par les ouvriers et qui se terminait le 16 juin. Ceux-ci, par ailleurs protestèrent contre le vote de la Chambre, ils réclamaient le texte initial de M. Durafour : malgré les offres de négociations des Ministres des Mines et du Travail, les mineurs restèrent intransigeants et la grève fut générale le 16 juin dans le Nord, le Pas-de-Calais et les autres bassins.

Le 17 juin le texte de la Commission du Sénat légèrement différent de celui de la Chambre, était voté. Le 17 juin les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais reprenaient le travail et s'en remettaient à l'arbitrage du Gouvernement.

Finalement, la Commission des Mines de la Chambre reprit le texte Durafour avec quelques modifications. Celui-ci fut voté le 20 juin (1) et était accepté au Sénat le 24 juin (2). La loi prit le nom de loi du 24 juin 1919 ou de loi Durafour.

Celle-ci modifie les articles 9 à 13 constituant la section du chapitre 2 du livre 2 du Code de Travail.

Les dispositions principales sont contenues dans les articles 9 et 10 suivants :

Art. 9. — La journée des ouvriers et employés dans les travaux des mines de combustibles de quelque nature qu'elles soient ne peut excéder 8 heures, tant pour les ouvriers de l'intérieur que pour ceux occupés à l'extérieur des exploitations.

Art. 10. — En ce qui concerne les ouvriers du fond, cette durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie d'ouvriers depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendants jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontants.

Ce texte reprenait purement et simplement les revendications du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais présentés le 10 avril 1919 et auxquelles il faisait droit intégralement.

Il était en complète contradiction avec l'accord intervenu entre les patrons et les ouvriers au Ministère du Travail le 6 juin 1919 où il avait été stipulé au contraire que la durée de la journée de travail était calculée du dernier descendant au dernier remontant.

(1) *J. O. Débats parlementaires*, 1919, p. 280 et suivantes.

(2) *J. O. Sénat. Débats parlementaires*, année 1919, p. 1000 et suivantes.

Les 8 heures de travail effectif étaient désormais calculées du dernier descendant au premier remontant, sans compter le repos pris au fond de la mine et par conséquent diminuées de près de 3/4 d'heure.

Avant la guerre, l'ouvrier avait à accomplir au fond de la mine un travail effectif pendant « 8 heures ». Tandis que, avec la nouvelle législation, il devra passer « 8 heures » dans la mine autrement dit, il sera astreint à « 8 heures de présence » et non pas à 8 heures de travail. Décomptant les différents voyages qu'accomplit l'ouvrier pour se rendre à son chantier, et du repos qu'il prend, il travaille soit à l'arrachage, soit au roulage pendant 6 h. 25 environ.

La loi du 24 juin 1919 ne réserve plus aux seuls piqueurs le bénéfice des 8 heures mais l'étend à tous les ouvriers de la mine. Ceci n'est d'ailleurs que justice puisque la loi du 3 avril donna à tous ceux de l'industrie et du commerce la journée de 8 heures. Il aurait dès lors été incompréhensible que l'on fasse une législation d'exception pour les mines dans le sens d'une plus grande durée de travail alors que depuis 1905 on suivait une voie opposée.

La loi de 1919 a été établie dans le but d'améliorer le niveau de vie de l'ouvrier ; non seulement il travaille moins, mais encore il reste moins longtemps au fond de la mine, tant au point de vue de sa santé que de son bien-être général il y a là un progrès sensible et qui était nécessaire.

Comme on a coutume, depuis 1900 environ d'avantager les mineurs, on a voulu par la loi du 24 juin les faire bénéficier d'un régime de faveur par rapport aux travailleurs employés dans l'industrie et le commerce.

La seule pierre d'achoppement à une législation limitant les heures de travail et qui d'ailleurs ne provient ni du mauvais vouloir des ouvriers, ni de celui des exploitants, est la difficulté de l'extraction de la houille dans les mines du Nord de la France. Ces difficultés provenant de la nature même des veines de charbon désavantagent le rendement individuel et par là augmentent le prix de revient déjà bien alourdi par des réformes sociales.

Le Comité des Houillères a établi le décompte du travail effectif au fond, sous le régime de la loi du 24 juin 1919. Il se répartit comme suit :

Durée individuelle de présence à la mine :

Par jour	7 h. 47
Par semaine	46 h. 42

Durée moyenne des parcours souterrains :

Descente	26'
Remonte	28'
Pauses	28'

Durée moyenne totale des parcours souterrains et des pauses

1 h. 22

Durée de présence au chantier (travail effectif, y compris le temps aller et retour de l'accrochage au chantier) :

Par jour	6 h. 25
Par semaine	38 h. 40

Au point de vue social il faut se réjouir du progrès qui vient d'être réalisé, progrès qui avait été précédé et allait être accompagné d'améliorations dans d'autres domaines, dûes soit au Gouvernement, soit à l'initiative privée : retraites, indemnités d'accidents, constructions de maisons ouvrières. Mais la loi avait un gros défaut, c'était son application dans un délai trop réduit, condition qui rendait impossible l'adaptation de la production aux besoins de la consommation, et son extrême rigidité qui ne devait pas s'assouplir malgré un accord intervenu à Douai entre les représentants des houillères du Nord et du Pas-de-Calais et les ouvriers, le 29 novembre 1930.

Cet accord qui porte le nom de Convention relative aux congés payés prévoyait dans son article 11 que la journée de travail serait tantôt de 7 h. 45, tantôt de 8 h. 15 avec cette condition que le nombre de jours ouvrables, pour lesquels la durée de la journée serait de 8 h. 15, ne pourrait excéder 150 par an, dans chaque siège d'extraction, et, que, en période nouvelle, on tendrait à diviser l'année en 6 mois consécutifs de 7 h. 45 et en 6 mois de 8 h. 40.

« La Convention de Douai ne pouvait entrer en vigueur qu'après homologation des Pouvoirs publics, des dispositions relatives à la durée du travail. Un projet de loi fut déposé par le Gouvernement sur le bureau de la Chambre, autorisant l'aménagement apporté à la loi de 8 heures sous la condition expresse de ne pas dépasser dans l'année la durée du travail permise par

la loi du 24 juin 1919. Projet de loi et convention en restèrent là : l'accord de Douai intéressant en soi n'aura été qu'une tentative ».

« Il demeure néanmoins acquis qu'ouvriers et patrons ont été d'accord pour estimer que la loi de 8 heures dans les mines doit être assouplie » (1).

La loi allemande était plus souple que la loi française pour l'octroi des heures supplémentaires. La loi de 1919 autorisait certaines dérogations, seulement lorsqu'il s'agissait de péril national ou de guerre, la durée journalière de travail pouvait alors être prolongée au delà de huit heures. Les dérogations étaient accordées par le Ministre chargé des Mines et sous sa propre responsabilité. Mais aucune dérogation n'était prévue pour des besoins commerciaux, ce qui aggravait considérablement la portée du principe des 8 heures.

§ 2. — Conséquences immédiates de l'application de la loi de 1919

1° LA PRODUCTION

La modification apportée dans les calculs de la durée de la journée de travail correspondait à une perte moyenne de travail utile de 16 %.

Pendant la discussion de la loi, les dirigeants ouvriers et les représentants socialistes n'avaient pas manqué d'indiquer que cette réduction de la durée du travail n'aurait pas de résultats défavorables sur l'extraction. En effet un effort plus soutenu de l'ouvrier devait permettre de produire le même tonnage dans le temps ainsi réduit.

C'était affirmer une chose impossible à prouver. L'expérience n'a pas répondu à cette promesse.

La production a baissé en 1919. On l'a constaté dans les mines qui avaient été continuellement exploitées depuis la guerre, car pour les autres, les chiffres donnés sont les résultats de quantité de facteurs. Si la journée de travail effectif baissait de 16 %, la production baissait de 20 % environ.

(1) Lafitte Laplace. L'activité charbonnière de la France.

S'il est difficile de conclure en se basant uniquement sur le Nord et le Pas-de-Calais alors en pleine reconstitution, on peut facilement se rendre compte de la diminution de la production en examinant la France entière.

En 1919, malgré l'apport du tonnage de la Lorraine, la production française tombait à 22.441.000 tonnes, alors qu'en 1918 malgré le déficit des territoires envahis, la production avait été de 26.259.000 tonnes.

En 1920, le tonnage reste inférieur à celui de 1918 atteignant seulement 25.261.000 tonnes.

Il faut considérer que de nombreuses causes agissaient également sur cette production, en particulier les grèves et l'agitation ouvrière de 1919 à 1920, de même que l'abaissement de la main-d'œuvre, tant en qualité qu'en quantité.

Mais où apparaissent les conséquences de la loi de 1919, comme celles de la loi de 1913, c'est lorsqu'on examine le rendement individuel qui, aux dires des dirigeants ouvriers, devaient sensiblement s'élever.

2° RENDEMENT INDIVIDUEL

Le rendement individuel de l'ouvrier mineur n'a cessé de diminuer par rapport à l'avant-guerre et on ne retrouvera un rendement égal et même supérieur à celui d'avant-guerre qu'en 1930, lorsqu'on aura formé une main-d'œuvre spécialisée et que se seront apaisées les agitations ouvrières.

Par rapport à 1913, le rendement dans le Pas-de-Calais est tombé de 212 kgs, il passe de 1.058 à 846 ; en 1920 et 1921 la diminution sera encore plus sensible, le tonnage a été respectivement de 789 et de 784 pour les ouvriers travaillant au fond et de 557 et 553 pour tous les ouvriers de la mine.

La baisse moyenne atteint donc en 1919 par rapport à 1913 près de 25 % pour l'ensemble du fond et plus de 30 % pour l'ensemble du personnel, fond et jour.

En 1920, année où se fait vraiment sentir l'application de la loi, la baisse du rendement atteindra 35 % pour le fond et jour, D'ailleurs, elle s'accroîtra jusqu'en 1922 pour s'arrêter en 1923 seulement.

Un tel résultat ne doit pas étonner : compter que l'ouvrier augmenterait son effort et que, moins fatigué, il voudrait pro-

duire davantage, c'était espérer une véritable révolution psychologique et physiologique.

L'homme ne cherche pas, si on le laisse libre, à produire autant en huit heures qu'en dix, surtout dans une industrie où le travail est dur et pénible comme dans les mines.

Même s'il le voulait il ne le pourrait pas ; en effet après un travail intensif de huit heures il serait plus épuisé qu'après un travail normal de 10 heures.

La réduction du temps de travail provoque normalement une baisse parallèle du rendement. Celui-ci ne peut se relever qu'à la suite de perfectionnements mécaniques d'extraction ou d'évacuation du charbon. Or ceux-ci sont toujours longs et difficiles à établir.

D'ailleurs ce phénomène de baisse est général et non particulier à la France et on peut le constater dans les autres pays, notamment en Angleterre.

Jusqu'à la fin de 1917, la production par ouvrier s'était maintenue de façon remarquable. La diminution constatée en 1918 s'explique par les prélèvements effectués sur le personnel des mines pour les besoins de la guerre et par la moindre capacité de production des ouvriers qui étaient restés ou qui étaient renvoyés dans les mines.

Mais la paix n'a apporté aucune amélioration à cet état de choses. Au milieu de l'année 1919, la journée de 7 heures fût introduite dans les mines britanniques et le temps de travail fut diminué d'une heure soit de 11,56 %, mais en même temps la production, comparativement à 1918, diminua de 14,56 % par ouvrier. L'année suivante la diminution était plus marquée encore.

En Allemagne, la comparaison de la production individuelle annuelle de l'ouvrier en 1913 et en 1921 donne une baisse de 56 % du rendement.

Le même phénomène se manifeste en Tchécoslovaquie à la suite de l'application de la loi de 8 heures.

Ainsi en France la baisse de l'effort utile de l'ouvrier explicable pendant la guerre par le gonflement d'effectifs mal qualifiés, le dépaysement d'une partie notable du personnel, le surmenage des gisements et de l'outillage, les difficultés d'approvisionnement et d'évacuation, se manifesta dès le lendemain de l'armistice comme un phénomène consolidé.

Les rapports en expliquent la cause principale dans l'application de la loi du 24 juin 1919 -- tant en ce qui concerne l'extension aux ouvriers du jour du bénéfice des 8 heures que la modification du calcul de la durée du travail pour les ouvriers du fond.

A partir de 1921, les rendements paraissent se stabiliser un peu plus bas qu'à leur niveau de 1919.

Dans certains bassins des tentatives d'amélioration partielles se dessinent ; mais elles sont bien modestes et ne laissent pas espérer de retrouver les rendements de 1906 qui ne seront atteints que vers 1933.

Dans le bassin du Pas-de-Calais par exemple en 1921, le niveau des rendements est à peu près étale révélant entre fin 1920 et fin 1921 une diminution qui n'atteint pas 2 %.

Dans l'ensemble, lisons-nous dans le rapport du Comité des Houillères de 1921, la diminution de la production individuelle née de la guerre et de la loi Durafour, pourrait se stabiliser. Les rendements nouveaux s'établissent pour l'ensemble du personnel autour des moyennes de la fin de 1919 (1).

A l'automne 1920, ils étaient de 713 kgs pour le fond et 443 pour le fond et le jour pour l'ensemble de la France. Déduction faite du personnel employé dans les mines en reconstitution qui ne prennent que progressivement leur place de productrices, ces chiffres sont respectivement de 536 kgs pour le fond et le jour et de 700 kgs pour le fond, soit une baisse de 13 % et 20 % par rapport à 1913.

Pour que la production française demeurât égale à ce qu'elle était avant la guerre, il eût fallu que la production horaire augmentât. On a vu qu'il n'en a rien été. La perte moyenne de travail utile entraînée par la loi Durafour a été de 16 %, la diminution du rendement a été de 13 %.

3° MAIN-D'ŒUVRE

Cet état de chose demandait un double effort d'organisation technique et de recrutement afin d'augmenter le rendement de la production. Les directions des Mines s'appliquèrent à com-

(1) Rapport du Comité des Houillères de 1921.

pléter et à perfectionner l'outillage mécanique, et à rationaliser le travail, notamment par l'installation de la marche à 3 postes partout où la condition du gîte, celle du puits et celles des effectifs le permettaient.

Le second effort visait l'appel au personnel de complément. Il était subordonné au développement des moyens de logement et dès la fin de la guerre était envisagée la réalisation d'importants programmes de maisons ouvrières.

Le nombre des ouvriers s'élevait à 190.033 fin 1919 : il passait, en janvier 1921, à 233.000, décompte opéré de quelques 20.000 ouvriers employés dans les houillères de Lorraine désannexée. Dès cette année l'effectif d'avant-guerre était de nouveau atteint.

On ne pouvait se contenter de la main-d'œuvre nationale. Dès 1919 on a tenté de recruter en Italie et en Pologne. Cet effort s'est confirmé en 1920. Un service spécial de la main-d'œuvre étrangère a été créé au Comité Central qui, en liaison avec les différentes administrations publiques compétentes dût assurer au cours de l'année 1920 l'entrée en France de 8.255 mineurs (Italiens 1.303 — Polonais 6.952).

4° ELÉVATION DU SALAIRE

Un trait caractéristique de la loi du 24 juin 1919, comme d'ailleurs de toute mesure limitant la durée du travail, est l'élévation du taux du salaire, et ceci indépendamment des textes et conventions qui déterminèrent une hausse du salaire en 1919-1920-21 et 22.

En effet, un des éléments fondamentaux de la loi avait été de prescrire le maintien des salaires hebdomadaires. Il ne devait être prévu aucune diminution de paiement correspondant à la diminution de la durée du travail.

En ce qui concernait les mineurs ceci provoquait une augmentation sérieuse puisque pour les ouvriers du fond la nouvelle législation représentait une diminution de près de 1 h. 3/4 par jour en raison du mode de calcul des 8 heures.

Pour les ouvriers du jour, comme pour tous les ouvriers des autres industries touchés par la loi du 23 avril, la diminution de la journée du travail était de 2 heures par rapport à 1913.

Par le fait qu'un ouvrier touchait désormais pour 8 heures de

travail la même somme que pour 10, le taux du salaire se trouvait augmenté de 25 %.

Le législateur n'avait pas voulu faire une loi des salaires, il en avait fait tout de même une et d'une portée considérable. L'ouvrier qui, pour 10 heures était payé 16 francs, recevait un salaire de 1 fr. 60 de l'heure. Pour 8 heures il recevait également 16 francs. En dehors de toute convention, le taux du salaire était donc porté de 1 fr. 60 de l'heure à 2 francs, les heures supplémentaires autorisées devaient être payées sur cette base nouvelle. On voit donc quelles nouvelles charges devaient peser sur la production.

Ce maintien avait été demandé avec insistance par les socialistes. A aucun moment le patronat ne manifesta sur ce point d'opposition. Il était donc tacitement convenu que la diminution des heures de travail ne pouvait entraîner de diminution de salaires.

La conséquence fut rapide : la moyenne du salaire pour le fond et jour dans le Pas-de-Calais passe de 12 fr. 33 en 1918 à 16 fr. 63 en 1919, alors que l'application de la loi ne se fait sentir qu'en juillet et à 21 fr. 55 en 1920.

D'autres facteurs encore vont entraîner une augmentation des salaires à payer par les mines : d'abord l'augmentation du nombre de main-d'œuvre dû à la réduction du travail et ensuite les grèves et conventions collectives qui aboutissent au relèvement du salaire horaire.

L'augmentation de la main-d'œuvre à raison de 16.924 unités pour l'ensemble de la France en 1921 allait coûter aux mines une augmentation de salaires journaliers de 318.748 francs.

Les conventions collectives, ayant pour but de relever les salaires, furent nombreuses, au cours des années qui suivirent la guerre.

La première de ces conventions que nous avons déjà examinées au sujet de l'application de la journée de 8 heures à toutes les catégories d'ouvriers travaillant à la mine, date du 10 avril 1919. Et non seulement elle demande une diminution de durée au calcul des 8 heures de travail, mais en même temps une augmentation de salaire.

Elle propose que le salaire moyen de 9 fr. 40 pour l'ouvrier de première catégorie soit porté à 15 francs par journée normale de travail et constitue le minimum de salaire pour toutes

les Compagnies du Nord et du Pas-de-Calais, auquel doit s'ajouter l'indemnité de Vie chère fixée alors à 5 fr. 25 sans préjudice des primes et allocation d'usage.

Salaire journalier. Pas-de-Calais et France entière

Années	Pas-de-Calais		France entière	
	Fond	Fond et jour	Fond	Fond et jour
1913	6 fr. 25	5 fr. 72	5 fr. 96	5 fr. 40
1914	»	»	5 fr. 88	4 fr. 94
1915	5 fr. 80	5 fr. 40	5 fr. 64	4 fr. 78
1916	6 fr. 50	6 fr. 02	6 fr. 35	5 fr. 49
1917	8 fr. 18	7 fr. 63	7 fr. 83	6 fr. 92
1918	12 fr. 33	11 fr. 67	11 fr. 15	10 fr. 12
1919	16 fr. 63	15 fr. 62	15 fr. 21	13 fr. 44
1920	21 fr. 55	20 fr. 12	20 fr. 84	14 fr. 25
1921	22 fr. 77	21 fr. 11	20 fr. 49	18 fr. 84

L'accord entre exploitants et ouvriers intervenu à la suite de ces revendications, le 6 juin 1919, au Ministère du Travail, sans aller jusqu'à admettre ces revendications, prévoyait une majoration de salaire de base de 1 franc, de 0 fr. 75 ou de 0 fr. 50 suivant les catégories, plus une augmentation de 15 % sur le salaire déjà majoré.

De nouvelles revendications éclatèrent aussitôt l'accord conclu, et donnèrent lieu à de nouvelles augmentations, le 18 juin.

Ainsi, d'autres mesures que la loi Durafour agissaient sur l'augmentation des salaires et les exemples pris dans les salaires moyens journaliers des ouvriers, ou les salaires globaux distribués pour les mines ne peuvent donner une idée de la répercussion de la loi seule sur le salaire.

Il faut s'en tenir à l'estimation théorique de 25 % environ puisque 8 heures de travail, ou 6 h. 27 pour les mineurs du fond, serait payé respectivement comme 10 heures et 8 h. 1/2 de travail.

Il faut considérer d'autre part l'augmentation de tous les produits et l'avilissement de notre devise qui justifiait une augmentation.

5° AUGMENTATION DU PRIX DE REVIENT

Tout en reconnaissant ici le bien-fondé de la nouvelle loi de

8 heures dans les mines, on est obligé de démontrer que cette réforme augmentait notablement le prix de revient du charbon.

Il est évident que le prix de vente peut être majoré en conséquence et qu'en définitive les houillères ne furent pas trop défavorisées surtout en raison de la période de prospérité qui dura en France de 1921 à 1930. Mais ce que craignent les exploitants, c'est d'être obligés de compter brusquement avec de nouvelles charges ou de nouvelles taxes, impossibles à prévoir dans un budget, et qui pendant un certain temps reviennent fort cher.

Il n'existe pas en France de statistique officielle et complète des prix de revient, il est naturel également que chaque mine ne publie pas ses prix de revient propres.

Cette lacune rend donc assez difficile les études que l'on veut faire sur les prix de revient du charbon. Ceux-ci sont d'ailleurs extrêmement mobiles et varient d'un jour à l'autre étant donné l'extrême variété de facteurs qui influent sur leur taux : difficultés d'exploitation de la veine, triage, lavage, main-d'œuvre, etc... Mais le montant des frais de main-d'œuvre par tonne de charbon est publié par la statistique de l'Industrie Minérale, et ces frais constituent de beaucoup le poste le plus important du prix de revient. Ceci se conçoit aisément, le charbon en France étant arraché presque uniquement à la main.

Ainsi en France, les frais de main-d'œuvre étaient, en 1913, de 7 fr. 77 à la tonne de charbon ; en 1919, il sera de 28 fr. 68 et en 1920, de 40 fr. 25 soit une augmentation de près de 368 % dans le premier cas et de près de 518 % dans le second cas. L'année 1920 représente d'ailleurs plus exactement que l'année 1919 tous les frais dûs aux réformes de la durée du travail et aux augmentations de salaires effectués après la guerre. D'ailleurs, cette élévation très forte ne se maintiendra pas les années suivantes. Les frais baisseront jusqu'en 1924, où d'autres facteurs, en particulier la baisse de la monnaie, et la hausse générale des produits feront de nouveau exécuter un nouveau bond au prix de revient.

D'ailleurs les prix de vente ne restaient pas stationnaires, le prix de vente du charbon en général subissait la hausse de 20 francs enregistré par les frais de main-d'œuvre : le tout-venant flénu 20-25 %, passe de 54 fr. 50 à 86 fr. 50 — soit une hausse de 58 1/2 % environ.

Or, dans les calculs faits au sujet de la loi Durafour sur le

salaire, nous avons vu que pour un même salaire, le prix de l'heure de travail augmentait de 25 %. On peut donc conclure que par cette seule cause, le prix de revient était augmenté de 25 % sans compter les frais supplémentaires dûs à la baisse de rendement, conséquence nécessaire de la limitation du travail, ni aux grèves et agitations qui ont accompagné l'application de la loi et qui auraient pu être évitées.

Donc, économiquement parlant, la loi Durafour a momentanément grevé lourdement la situation de l'industrie charbonnière. Ce n'est pas à nous d'en faire le procès : elle était nécessaire et bienfaisante, et les hausses de prix qui lui sont imputables ont été à peu près générales dans le monde entier et dans les autres industries. Ce qu'on peut lui reprocher c'est de manquer de souplesse, de se refuser à priori à tenir compte des conditions d'exploitation des houillères, dans leur réalité et leur complexité, en un mot de s'en tenir à la rigueur des principes, alors que la loi doit prévoir l'adaptation des principes aux nécessités de la pratique.

**Tableau des frais de main-d'œuvre
par tonne de houille. (France entière)**

Années	Frais de main-d'œuvre à la tonne	Augmentation %
1913	7 fr. 77	100
1914	8 fr. 10	102,96
1915	»	»
1916	»	»
1917	»	»
1918	»	»
1919	28 fr. 68	369,11
1920	40 fr. 25	518
1921	38 fr. 90	500,64
1922	32 fr. 85	425,30
1923	36 fr. 61	471,17
1924	40 fr. 21	518,79

CONCLUSION SUR LA LOI DURAFOUR

Faut-il détacher complètement la loi du 24 juin 1919 de la loi du 23 avril, ou la considérer au contraire comme une sorte de réglementation du principe de 8 heures dans les Mines ?

Il est évident que le paragraphe de la loi généralisant les 8 heures à tout le personnel des mines se rattache directement à la loi dite de 8 heures. C'est en faisant valoir que les 8 heures existaient déjà d'une façon exceptionnelle dans les mines lors du vote de la loi du 23 avril, qu'on a décidé de faire une législation spéciale pour les mineurs.

En ceci on suivait la voie tracée depuis le début du xx^e siècle où, en raison des travaux particuliers des mineurs, on tendait à les faire bénéficier d'un régime plus favorable que les autres industries.

La loi était nécessaire, après des années d'épuisement comme celles qu'avaient connues les hommes mûrs sur le front, et les années de restriction subies par la jeunesse à l'intérieur, il fallait permettre aux forces de se refaire.

Cette loi a évidemment coûté cher à la France ; mais il est bien d'autres choses qui ont coûté beaucoup au pays et qui n'avaient pas en vue le repos et la protection du travailleur.

Ce que l'on peut reprocher à la loi, c'est d'être appliquée brusquement au milieu d'agitations de toutes sortes à un moment où la guerre nous avait enlevé le meilleur de la main-d'œuvre, peut-être il aurait été facile de rendre la loi progressive, de l'assouplir et d'empêcher les agitations qui en ont accompagné l'application.

On peut aussi critiquer les passions politiques qui ont présidé à son élaboration, passions qui cachaient bien souvent des intérêts et conclure avec M. F. Poncet (1) : « Le problème de la réglementation de la durée du travail doit être abordé dans un

(1) La loi de 8 heures et la France. F. Poncet.

esprit de réalisme social économique loin des déclamateurs de carrefour et des idéologues de cabinet ».

Rendement et Salaires
Nord et Pas-de-Calais (1919-1925)

Années	Rendement - Fond et jour		Salaire - Fond et jour	
	Nord	Pas-de-Calais	Nord	Pas-de-Calais
1919	»	575	»	15 fr. 62
1920	»	557	»	20 fr. 12
1921	»	553	»	21 fr. 11
1922	»	509	»	17 fr. 63
1923	486	569	20 fr. 92	20 fr. 51
1924	551	580	23 fr. 22	23 fr. 89
1925	551	600	23 fr. 97	24 fr. 72

Production — Salaire — Rendement — Frais de main-d'œuvre
(France entière Lorraine comprise, 1919-1925)

Années	Production en tonnes	Rendement Fond et jour	Salaire Fond et jour	Frais de main-d'œuvre à la tonne
1919	22.441.000	506	13 fr. 44	28 fr. 68
1920	25 900.000	475	16 fr. 25	40 fr. 25
1921	28.900.000	500	18 fr. 84	38 fr. 90
1922	31.940.000	487	17 fr. 17	32 fr. 85
1923	38.543.000	547	20 fr. 05	36 fr. 61
1924	44.981.000	566	22 fr. 80	40 fr. 21
1925	48.090.000	578	23 fr. 72	40 fr. 95

CHAPITRE VII

LA LEGISLATION DANS LES PAYS EUROPEENS ET AUX ETATS-UNIS APRES LA GUERRE

Ce qu'il importe d'examiner maintenant, c'est la position dans laquelle se trouve placée l'Industrie charbonnière française par rapport à celle des autres nations pendant la période qui sépare la loi de 1919 de celle de 1936. Autrement dit, il nous faut étudier la législation en vigueur dans les principaux pays producteurs de charbon.

Si le principe de 8 heures n'a pas été admis très rapidement par les nations, dans toutes les branches d'activité ; il n'en a pas été la même pour les mines. Dès 1919 et même fin 1918 beaucoup d'Etats mirent sur pied pour leurs houillères une législation limitant la durée du travail assez comparable à celle en vigueur en France, tout au moins en ce qui concerne la durée légale, mais non en ce qui a trait au mode de calcul.

§ 1. — L'Angleterre

En 1919, l'Angleterre fit voter une nouvelle loi fixant la durée du travail à 7 heures par jour. Mais alors qu'en France la durée du travail effectif allait être de 6 h. 27 après application de la loi de 8 heures, celle du travail accompli en Angleterre allait être de 7 h. 30 avec une loi fixant le travail à 7 heures par jour ; ceci simplement en raison de la façon dont était calculée la durée de ces 7 ou 8 heures de travail.

Si l'on ajoute que le rendement est plus élevé en Angleterre qu'en France en raison de la situation particulièrement favorable des veines de charbon, on trouve que la France est défavorisée par rapport à cette puissance. Le rendement individuel anglais est en 1920 de 742 contre 475 en France.

Cette loi du 15 juillet 1919 comportait les mêmes dispositions que celles de 1908, sauf certaines modifications concernant les dérogations.

Aucune dérogation ne sera réputée avoir lieu dans le cas de travail supplémentaire exécuté soit en vue de prêter assistance à cause d'un accident, soit pour parer à un danger existant ou menaçant, soit encore en raison d'un cas de force majeure, soit qu'il s'agisse d'un travail inachevé par suite de circonstances imprévues et dont il faut absolument assurer l'exécution sans interruption pour éviter que des troubles sérieux ne se produisent dans le travail ordinaire de la mine ou d'une partie de la mine ; pas davantage dans le cas de piqueurs dits « stallmen » occupés à enlever le charbon du niveau supérieur selon la méthode dite de « square or wide work » aussi longtemps que leur présence dans le chantier ou à proximité de là est nécessaire à la sécurité.

La loi accorde la faculté d'accroître la durée du travail pendant un certain nombre de jours par an ; la durée peut être augmentée, dans toute mine, par le propriétaire, agent ou manager de la mine, pendant au maximum 60 jours par année civile à raison d'une heure par jour au maximum.

En cas de guerre, de danger national imminent, de circonstances particulières de force majeure, ou s'il se produit une grave crise économique due au fait que la demande de charbon dépasse l'offre disponible, à ce moment là le Gouvernement peut, par décision prise au conseil, suspendre l'application de la loi dans les proportions et pendant le laps de temps indiqués par la décision du Conseil, qu'il s'agisse de toutes les houillères ou seulement d'une catégorie de houillères.

Il n'y a pas de repos collectif pris dans la mine de prévu. En fait les ouvriers consacrent individuellement environ 20 minutes à un repas pris dans la mine.

La durée moyenne de la descente ou de la remonte d'un poste est évaluée à 37 minutes, et le temps mis par un ouvrier pour se rendre au chantier ou en revenir est évalué à 20 minutes.

La durée de présence d'un ouvrier au chantier est de : 7 h. 37 moins le trajet aller et retour, 40 minutes ; il reste 6 h. 57 dont il faut déduire 20 minutes pour le repas individuel ce qui donne : 6 h. 37 de travail au chantier.

Mais dès 1926, grâce à de nouvelles dérogations autorisées par le Gouvernement, le travail d'un mineur allait passer à 8 h. 20 par jour durant les années : 1927-1928-1929 et 1930. Pendant 4 années consécutives, le mineur anglais a travaillé 50 minutes de plus par jour que le mineur français et dans des conditions de rendement bien plus élevées.

En 1930, le Coal Mines Act autorisait que soient passés des contrats collectifs comportant une répartition inégale du travail entre les différents jours de la semaine dans le cadre de 90 heures par quinzaine. Cette faculté de répartir inégalement les heures de travail constitue le propre du système appelé « spread over ». En général les contrats conclus en 1930 prévoyaient 8 heures de travail pendant 5 jours par semaine avec 5 heures de travail seulement le samedi. Dans le Pays de Galles, toutefois, on travaillait 7 h. 1/2 par jour. A l'opposé, les mineurs écossais accomplissaient 8 heures par jour pour chômer un samedi sur deux.

La pratique du « spread-over » est favorable à la production. Le travail utile de l'ouvrier est proportionnellement plus considérable quand la journée est plus longue, sans accroissement correspondant de frais généraux.

L'application du Spread-over ayant donné lieu à de multiples difficultés, le Coal Mines Act l'a interdite en maintenant la durée du travail à 7 heures 1/2 par jour.

§ 2. — L'Allemagne

Une succession de lois et de contrats collectifs intervinrent aussitôt après la cessation des hostilités pour restreindre la durée journalière du travail ; cette législation répondait à l'esprit de la Constitution de Weimar.

Dès le 18 novembre 1918, les mineurs de la Ruhr pratiquèrent d'eux-mêmes la journée de 8 heures. En avril 1919 elle fut coup sur coup réduite à 7 h. $\frac{1}{2}$ puis à 7 heures. Mais à la durée nominale de la journée de travail viennent s'ajouter les heures supplémentaires qui, par leur fréquence et leur régularité, équi-

valent à un véritable allongement de la journée de travail. Du 15 mai 1920 au 13 mars 1921, les mineurs effectuaient deux fois par semaine un demi-poste supplémentaire, en 1922 ils accomplissaient trois fois par semaine 2 heures supplémentaires.

Dans le contrat collectif de la Ruhr du 21 mai 1920 de même que dans la loi du 17 juillet 1922, la durée du poste pour les ouvriers du fond est calculée individuellement de l'entrée dans la cage à la sortie de la cage. La durée est celle admise par les contrats en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1921 et fixée à 7 heures pour chaque ouvrier, depuis le moment où il pénètre dans la cage pour la descente jusqu'au moment où il en sort après la remonte.

Des heures supplémentaires pourront être prévues par un contrat collectif. Si le caractère obligatoire d'un tel contrat est discuté, l'autorité compétente pourra, à la demande d'une des parties contractantes, permettre que dans le domaine de l'application du contrat le temps de travail prévu demeure en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait rendu sa décision sur ledit caractère obligatoire.

En novembre 1923, lors de l'occupation de la Ruhr au moment de la cessation de la résistance passive avec le M.I.C.U.M. les mines de la Ruhr imposèrent à leurs ouvriers, après un lock-out de quelques jours, le retour aux 8 h. 1/2 d'avant-guerre (29 novembre). Prenant prétexte des charges de réparations que devait acquitter le Reich, le Gouvernement allemand publiait le 21-12-1923, une ordonnance qui abrogeait implicitement le principe de la loi de 8 heures, le maximum de la durée du travail ne devant pas dépasser 10 heures.

Cette ordonnance faisait suite au Contrat collectif de la Ruhr du 29 novembre 1923.

La durée du poste au fond était calculée du commencement de la descente au commencement de la remonte. L'accord du 29 novembre 1923 l'avait fixée à 8 heures. Pratiquement c'était une augmentation d'une heure sur le régime précédent ; elle fut maintenue par la sentence arbitrale ministérielle du 29 mai 1924.

Le repos n'est ni obligatoire ni collectif, pratiquement les ouvriers à la tâche le prennent individuellement à leur guise, il dure 1/2 heure, il n'y a pas d'arrêt général de l'exploitation.

L'année 1924 fut marquée par les efforts des syndicats ou-

vriers pour abaisser cette durée du travail. Le mouvement déclenché en mai échoua, les patrons ayant prononcé à nouveau le lock-out. Mais en 1925 les décisions du Ministre du Travail (20-1-1925) et la sentence arbitrale du Commissaire Mehlick (5 février 1925) devaient rétablir en fait les 8 heures de travail au fond. Bien que la durée légale reste de 7 heures, l'accord sur le travail supplémentaire constamment renouvelé depuis 1924 permet d'ajouter une heure à la durée légale. Un arbitrage rendu en 1932 a d'ailleurs incorporé pratiquement la huitième heure dans la durée nouvelle du poste. Les ouvriers du jour continuaient à travailler 10 heures.

En 1926 après la conférence de Londres réunissant les Ministres du travail des principaux pays européens en vue d'obtenir la ratification simultanée de la Conférence de Washington, le Gouvernement allemand dépose devant le Reichstag un projet de loi reproduisant les conclusions de la Conférence de Washington. Ce projet ne fut jamais adopté ; le 14 avril 1927 fut votée une loi pour réglementer la pratique des heures supplémentaires, mais non pour la prohiber. Elles doivent être effectuées dans certaines conditions : elles doivent faire l'objet d'une convention collective, être payées suivant un tarif majoré ; dans le cas d'urgence ou d'intérêt général, elles sont autorisées par le Ministre du travail.

Après la loi de 1927, la pratique des heures supplémentaires n'a donc pas été abandonnée. L'industrie allemande y tient, et ce fut précisément l'une de ses fermes revendications à Genève en 1930-1931, devant le B.I.T. et la C.I.T. Seule la crise économique de 1930 devait amener la suspension de la pratique de ces heures supplémentaires.

La durée de la descente de la cage, du moins de celle seulement qui transporte le travailleur individuel, étant pratiquement négligeable, la durée nominale du travail en Allemagne, pour l'ouvrier du fond correspond à une présence effective au fond.

A temps égal pour la journée nominale de travail, le mineur allemand travaillerait donc un quart d'heure de plus que le mineur français.

Le rendement du mineur allemand est de plus supérieur à celui du mineur français, surtout dans les Mines de la Haute-Silésie où l'abatage est particulièrement facile. En 1913, le ren-

dement allemand est supérieur de 242 tonnes au rendement français dans la Ruhr et de 438 dans la Haute-Silésie ; en 1920, malgré les troubles qui sévissent en Allemagne, il demeure respectivement de 156 et de 165 au-dessus du rendement français.

§ 3. — La Belgique

La durée du travail dans les mines fut modifiée en Belgique par la loi générale du 14 juin 1921 instituant la journée de 8 heures, et limitant à 48 heures par semaine la durée hebdomadaire du travail.

Les travaux souterrains des mines de houille sont limités, soit par équipe ou par poste, soit par catégorie ou par accrochage, à huit heures, descente et remonte comprises (art. 28 A).

Les limites pourront être dépassées en ce qui concerne les travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue. La durée du travail effectif ne pourra néanmoins excéder, pour chaque travailleur, une moyenne de 56 heures par semaine calculée sur une période de 3 semaines.

L'autorisation de faire travailler au-delà des horaires fixés pourra être accordée à la suite d'un accord intervenu entre le chef d'entreprise et le ou les groupements auxquels sont rattachés la majorité de ses ouvriers, ou à défaut de groupement la majorité de ses ouvriers. Cette autorisation est accordée par le Ministre de l'Industrie, sur rapport de l'Ingénieur des Mines compétent, en vue de permettre au chef d'entreprise de faire face à des surcroits extraordinaires de commandes occasionnées par des événements imprévus. L'autorisation ne pourra être accordée pour plus de 3 mois dans le cours d'une année ; elle indiquera la mesure dans laquelle la journée de travail pourra être prolongée ; cette prolongation n'excédera pas 2 heures par jour.

Les limites fixées peuvent être excédées en ce qui concerne :

1° Les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent nécessairement être effectués en dehors du temps assigné au travail général de production.

2° Les travaux entrepris en vue de faire face à un accident survenu ou imminent.

3° Les travaux urgents à effectuer aux machines ou au matériel et les travaux commandés par une force majeure ou une nécessité imprévue, pour autant que l'exécution en dehors des

heures ordinaires de travail en soit indispensable pour éviter une entrave sérieuse à la marche normale de l'exploitation.

Le Roi peut suspendre l'application des limitations énoncées ou prévues par la loi :

1° En cas de guerre ou en cas d'événement présentant un danger pour la sécurité nationale ;

2° Lorsque, de l'avis du Conseil supérieur du Travail et du Conseil Supérieur de l'Industrie et du Commerce, il y a nécessité d'ordre national de s'assurer, par le développement de l'exportation, les moyens d'échange indispensables à l'importation des subsistances.

§ 4. — U. R. S. S.

La pénurie de logements, l'introduction d'un régime d'économie et le manque d'ouvriers qualifiés, ne permettent pas aux organes dirigeants de l'industrie minière d'embaucher un nombre adéquat d'ouvriers et de techniciens. Il en résulte que les mineurs du sous-ol font en moyenne de 8 à 9 heures de travail par jour au lieu des 6 heures prescrites par le Code du Travail et que le personnel technique, surchargé de besogne, fait des journées de 10 à 12 heures, ce qui lui ôte toute possibilité de participer activement à la vie syndicale (1).

Ces constatations ont une portée générale, et les délégués ont été unanimes à déplorer l'abus qui est fait des heures supplémentaires, au cinquième Congrès des ouvriers de l'Industrie minière tenu à Moscou, 12-21 mai 1926.

(1) B. I. T. Informations sociales du 19 juillet 1928.

§ 5. — **Etats-Unis**

Il n'existe pas aux Etats-Unis, de loi fédérale réglementant le travail dans les mines pour l'ensemble du territoire ; celle-ci est déterminée dans chaque Etat par une loi locale qui diffère d'un Etat à l'autre, principalement en ce qui concerne les modalités d'application. C'est pourquoi il est difficile d'indiquer quelle est la durée journalière du travail dans les mines en usage aux Etats-Unis, celle-ci étant essentiellement variable.

Dans les Etats où elle est la plus courte, elle atteint au moins 8 h. 15, dans d'autres elle arrive jusqu'à 9 heures, mais c'est là le maximum.

Cette constatation prouve que les Etats-Unis, qu'on a souvent prétendu être en tête du progrès social quant à la durée du travail, étaient bien en retard sur les pays d'Europe après la guerre.

La comparaison de la législation française avec celles des autres pays nous montre tout d'abord que le principe des 8 heures était entièrement admis en Europe dans les années qui suivirent la guerre, et que ensuite le mode de calcul français était le plus favorable aux ouvriers, puisqu'il permettait un travail effectif au fond de 6 h. 25 en moyenne.

CHAPITRE VIII

LEGISLATION INTERNATIONALE D'APRES GUERRE

CONFERENCE DE WASHINGTON

Tout en réclamant du Parlement le vote de la loi de 8 heures, le Gouvernement français avait fait valoir au cours des débats un argument qui parut décisif. Il avait annoncé que le principe de la journée de 8 heures serait inscrit dans le Traité de Paix, et assuré que les puissances signataires, c'est-à-dire le monde entier, étaient disposées à adopter une législation analogue à celle qu'il réclamait pour la France.

Dès le 12 avril 1919, la Conférence de la Paix adoptait à l'unanimité dans son Assemblée plénière du 12 avril 1919, le projet des clauses ouvrières insérées dans les traités en même temps qu'un projet de Convention, l'établissement d'un bureau permanent et l'organisation d'une Conférence internationale du Travail. D'où la disposition particulière qui, dans le traité de Versailles du 28 juin 1919 prit place à la partie XIII intitulée Travail, section II, article 427 et qui est exprimée dans les termes suivants :

« Les hautes parties contractantes, reconnaissant que le lien physique, moral et intellectuel de travailleurs salariés est d'une importance essentielle au point de vue international ont établi, pour parvenir à ce but élevé, l'organisme permanent prévu à la Section I et associé à celui de la Société des Nations ».

« Persuadées qu'elles sont que le travail ne doit pas être con-

sidéré simplement comme un article de commerce, elles pensent qu'il y a des méthodes et des principes pour la réglementation des conditions du travail que toutes les communautés industrielles devraient s'efforcer d'appliquer autant que les circonstances spéciales dans lesquelles elles pourraient se trouver le permettraient ».

« Parmi ces méthodes et principes, les suivants paraissent aux hautes parties contractantes être d'une importance particulière et urgente »...

« L'adoption de la journée de 8 heures ou de la semaine de 48 heures comme but à atteindre partout où il n'a pas été obtenu ».

« L'adoption d'un repos hebdomadaire de 24 heures au minimum qui devrait comprendre le dimanche toutes les fois que ce serait possible ».

Les parties contractantes ne prenaient pas un engagement collectif d'appliquer ces principes ; elles formulent la reconnaissance de leur caractère de première nécessité ; c'est seulement vers leur application qu'elles estiment qu'on doit s'orienter.

L'organisme permanent qui d'après le traité de Versailles devait s'occuper de questions intéressant les travailleurs et soumettre les projets de convention à la signature des Etats était la Conférence Internationale du Travail.

La première session qui devait examiner la grave question de la loi de 8 heures se tint à Washington en octobre 1919. A partir de ce moment on peut se demander si la législation internationale du Travail a vraiment imposé au monde la journée de 8 heures.

Si, au sujet des mines, des lois nationales vinrent assez rapidement après la guerre, fixer la durée journalière du travail à 8 heures avec les dérogations et les modes de calcul que nous avons vus, il n'en fut pas de même pour l'application générale des 8 heures.

A la réunion de la Conférence de Washington, 39 Etats étaient présents, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Autriche. Toutefois une première déception devait attendre des délégués européens à leur débarquement sur le sol américain. Les représentants aux Etats-Unis ne participaient pas officiellement à la Conférence.

Ainsi, les promoteurs de l'article 427 du traité de Versailles et les plus farouches défenseurs du principe des 8 heures, lorsqu'il s'était agi de son établissement en Europe, s'abstenaient, lorsqu'on allait passer à son application dans le monde et en conséquence aux Etats-Unis.

Cependant, les délégués adoptèrent à l'unanimité de 83 voix contre 2 (Canada et Etat de New-York), le projet de convention du régime des 8 heures, mais ils ne s'empressaient pas de ratifier la convention adoptée.

D'ailleurs, l'Inde était écartée. L'art. 9 prévoyait des dérogations pour le Japon : la journée de 8 heures ne devait être applicable qu'aux personnes occupées à des travaux souterrains et aux enfants de moins de 15 ans. Au sujet des mines se dessinait plus favorablement que pour les autres industries le principe de 8 heures.

Certaines nations prolongèrent la journée de travail au-delà de 8 heures. Ce fut le cas de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon où la réduction de la durée maxima du travail ne fut admise qu'à partir de 1926.

Actuellement, la convention de Washington n'a été ratifiée que par neuf nations européennes (Belgique, Tchécoslovaquie, Portugal, Espagne, Bulgarie, Grèce, Lettonie, Luxembourg, Lithuanie) et quatre l'ont ratifiée conditionnellement (France, Italie, Lettonie, Autriche).

En Amérique Centrale et Méridionale, huit nations l'ont ratifiée. Cela fait donc au total 21 nations dont quatre conditionnellement et parmi elles on ne compte pas de grandes nations industrielles comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne ou la Russie.

La France a ratifié ce régime dans des conditions particulières sous la forme d'une autre convention passée avec la Belgique, convention qui fut soumise aux Chambres en 1924 et qui est devenue la loi du 23 mai 1927. Dans son rapport au Sénat M. Lémery a noté que la France avait appliqué ce régime sans attendre le traité de Versailles ni la convention de Washington et que la France ne pouvait ratifier cette convention si les grandes nations industrielles ne la ratifiaient pas, car la loi la mettait vis-à-vis d'elles en mauvaise posture.

Le Sénat a donc subordonné la ratification de la convention internationale à celle de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne.

Ce premier essai de Législation internationale enregistrait donc un recul incontestable de la journée de 8 heures. Les espérances que certains avaient laissé entrevoir comme des certitudes au moment du vote des lois du 23 avril et du 24 juin 1919 ne s'étaient pas réalisées.

Si les pays, par des lois nationales, après la guerre, n'avaient pas fixé des limites assez rigoureuses au travail des Mines, la France serait restée seule avec sa loi de 8 heures appliquée dans le sens le plus favorable à l'ouvrier.

Il ne faut pas s'en tenir uniquement à ce premier effort de la C.I.T. Si celle-ci n'a pas été couronnée d'un succès complet, par la suite l'O.I.T. siégeant à Genève s'est occupé très activement des questions du travail. Des sessions ont été tenues en 1919, en 1920, en 1921, en 1925 et tous les ans à partir de 1926.

Les questions les plus diverses ont été traitées. Si l'on n'a pu obtenir une ratification complète de toutes les conventions, beaucoup d'Etats appliquent les dispositions insérées dans les conventions sans les avoir ratifiées. Depuis la guerre, en effet, la situation de la classe ouvrière s'est améliorée et cette amélioration est due aux efforts de l'O.I.T. en grande partie. D'ailleurs, comme nous le verrons, celui-ci n'a pas été sans influence sur l'application en France de la loi de 40 heures.

Il s'est aussi occupé très activement de la question du travail dans les mines afin de tenter un effort pour diminuer la durée du travail en éliminant les éléments de différences de prix de revient et de concurrence qui existent entre les nations.

Saisi dès 1925 par la Fédération des Mineurs belges, il publiait en 1928 un rapport sur les salaires et la durée du travail dans les mines de charbon pour chaque pays.

En 1929, il classait les propositions tendant à une entente internationale sur le cas des heures de travail, des salaires et conditions sociales de l'industrie houillère. Ces études allaient donner lieu en 1931 à une convention sur la durée du travail dans les mines, que nous verrons dans la seconde partie de cet ouvrage.

*
* *

Cette première partie nous donne un aperçu d'ensemble sur l'évolution qu'ont suivie en France les conditions relatives à la durée du travail dans les mines, depuis les débuts les plus primitifs de l'industrie minière jusqu'en 1936, à la veille de la loi des 40 heures.

Avant la révolution de 1789 le régime des corporations, bien que s'appliquant uniquement au commerce et à l'artisanat, étend son influence bienfaisante et protectrice aux travailleurs des mines et spécialement du sous-sol, dès que ces travaux prennent quelque importance ; grâce à cette organisation du travail si humaine et si compréhensive des besoins et des intérêts des parties en cause, la durée du labeur au Moyen-Age et au cours des siècles qui suivent, est strictement limitée dans les mines aussi bien que dans les autres professions ; elle est même, nous l'avons noté, plus brève qu'à toute autre époque.

La situation des mineurs est en outre d'assez bonne heure l'objet de certains privilèges qui s'expliquent par la nature particulière du travail souterrain. C'est ainsi que Montesquieu peut écrire dans l'*Esprit des Lois* (livre XV, chapitre VIII) : « On sait qu'aujourd'hui les hommes qui y sont employés (aux travaux des mines) vivent heureux ; on a, par de petits privilèges, encouragé cette profession ; on a joint à l'augmentation du travail celle du gain et on est parvenu à leur faire aimer leur condition plus que toute autre qu'ils eussent pu prendre ».

Cependant, à mesure même que l'organisation corporative est battue en brèche, soit par un gouvernement jaloux de son autorité, soit par un mouvement d'opinion mal éclairé et qui, pour une grande part, s'hypnotise sur des prescriptions désuètes et surannées faciles à rajeunir, à mesure aussi que le travail se déshumanise — car les doctrines qui triomphent avec la Révolution ne datent pas de 1789 — la durée de labeur imposée au travailleur manuel tend à croître sensiblement ; l'on peut dire que depuis le moyen-âge jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la durée du travail augmente régulièrement et progres-

(1) Il s'agit évidemment non de l'augmentation de la durée du travail, mais des efforts plus nombreux, plus pénibles qu'il nécessite par rapport à d'autres tâches manuelles.

sivement. Mais à la veille encore de la Révolution, subsistent les nombreux jours de repos total ou partiel, qui reposent sur des coutumes ou des lois religieuses séculaires.

D'un seul coup, la tourmente révolutionnaire abattra la réglementation et l'ordre qui protégeaient le travailleur et, il faut le souligner, le travailleur plus encore que le patron. D'un trait de plume, comme tant d'autres institutions lentement formées au cours des âges, l'organisation corporative est supprimée. Au nom de la liberté et des droits de l'homme, le travailleur perd tous les droits qu'il possédait jusque-là, la place qu'il occupait dans une organisation sociale compliquée et stricte, mais humaine, pour demeurer seul, sans protection, en face d'employeurs dont on a, par le même coup, aboli tous les devoirs.

L'on a suffisamment mis en valeur, surtout récemment, les conséquences néfastes de la loi Le Chapelier pour que nous nous y arrêtions. Mais il nous faut insister sur le fait que cet isolement du travailleur coïncidera avec la naissance et le développement prodigieux de la grande industrie, des mines et des houillères tout particulièrement, puisque la machine à vapeur qui s'installe partout va susciter une consommation énorme de charbon.

Au moment où l'ouvrier aurait besoin d'une protection, d'une tutelle qui ne lui a jamais été autant nécessaire, il se trouve dépourvu de tous moyens de défense, annihilé par la loi de libre concurrence devant des patrons que la même concurrence conduit à regarder le travailleur, qualifié du nom de main-d'œuvre au lieu du titre de compagnon, comme un simple élément de son prix de revient, élément du reste plus facilement compressible que beaucoup d'autres.

Notons d'ailleurs qu'un tel esprit se développera surtout grâce à la Société Anonyme qui supprime tous rapports personnels, d'homme à homme, entre l'entrepreneur et le salarié. Il se fera moins sentir dans les entreprises qui restent dirigées par un homme, non par un Conseil d'Administration ; malheureusement, le caractère familial de la direction de l'entreprise est particulièrement rare dans l'industrie charbonnière.

Il est à remarquer, toutefois, que si le mineur subit au ^{xix}e siècle le sort commun des ouvriers quant à la durée du travail : il se trouve peut-être moins défavorisé dans ses rapports avec

l'employeur que la masse des salariés, la main-d'œuvre non spécialisée et flottante parmi laquelle sévit avec acuité la concurrence au rabais à laquelle aucune organisation ne fait frein : les ouvriers mineurs constituent dans l'ensemble un personnel stable permanent et nous le soulignons, où le caractère familial est la note commune, où le métier s'apprend et se passe de père en fils ; grâce à cette situation les mineurs et uniquement les mineurs des houillères souffrent à un degré moindre de l'anarchie qui règne dans le monde du travail jusqu'à la fin du siècle dernier. De même, seront-ils les premiers à profiter des améliorations successives réalisées en législation sociale industrielle.

Ces réserves faites, le sort de l'ouvrier devient rapidement si grave au XIX^e siècle — et dans la plupart des pays et pour les mêmes raisons qu'en France — qu'alerté par l'opinion d'une élite clairvoyante ou par les réactions d'un prolétariat injustement opprimé — le Gouvernement dut se préoccuper du problème causé par la suppression de toute organisation des rapports entre employeurs et salariés et protéger le travailleur contre les abus qui en sont résultés, un des plus graves étant la durée excessive du travail imposée aux ouvriers et parmi eux spécialement aux femmes et aux enfants.

La législation qu'il est convenu d'appeler ouvrière ne se constituera que lentement, d'une manière souvent peu cohérente, au milieu de nombreuses résistances, de luttes que des doctrinaires ou agitateurs habiles savent entretenir et envenimer ; la classe ouvrière, que le régime de liberté sans frein né de la Révolution a constituée et dressée en face d'une autre classe possédante ou patronale, se fortifie et fait aboutir de justes revendications, en même temps que le régime injuste dont elle a été la victime l'incite à prendre sa revanche et à renverser les bases d'une Société qui a permis de tels abus.

Dans le domaine qui nous occupe, il faut noter que le mineur est spécialement favorisé et à juste titre, croyons-nous, par les réformes adoptées en faveur des ouvriers. Contrairement à ce qui s'est passé dans l'ancienne France où les mineurs, trop peu nombreux pour constituer une corporation, ne tenaient presque aucune place dans le monde du travail et ne bénéficiaient qu'indirectement du régime corporatif, les mineurs vont au XIX^e

et xx^{e} siècles profiter en premier lieu de la législation sociale naissante.

Le caractère particulier de leur tâche, la nature on peut le dire anormale des travaux souterrains qui frappent l'imagination des personnes les moins compétentes, attirent aussi l'attention du législateur.

N'oublions pas que longtemps et jusqu'à une époque relativement récente l'exploitation des mines en sous-sol a été réservée aux esclaves ou aux condamnés de droit commun, parce que l'on jugeait de tels travaux trop durs pour des hommes libres. Si déjà, comme nous l'avons vu, avant et après la Révolution, le mineur jouit d'une situation peut-être meilleure — relativement — en comparaison d'autres catégories de salariés, les conditions exceptionnelles de son travail lui assurent un droit de priorité dans les mesures prises pour la protection des travailleurs, notamment en ce qui concerne la réduction de la durée du travail : les premiers règlements promulgués en cette matière le seront au profit des mineurs des houillères et à mesure que la législation industrielle se développe, se précise, s'étend à toutes les classes de salariés, l'ouvrier mineur continue à jouir d'un régime privilégié.

L'importance constamment croissante des houillères le favorise encore à ce point de vue et le nombre considérable des mineurs leur donne une place de premier plan, mais aussi, il faut l'ajouter et le répéter, la nature et les dangers de leur métier et leur connaissance — acquise très souvent de père en fils — de ce métier.

Le mineur, en 1936, occupe par rapport aux ouvriers qui peuvent lui être comparés, par rapport même à ses pairs des mines métallurgiques ou des ardoisières, une situation privilégiée à bien des égards : salaire, éléments complémentaires de salaires tels que logement, avantages en nature, bénéfice d'institutions sociales ou familiales et, soulignons-le puisque c'est l'objet de notre étude, durée réduite du travail, ces avantages découlent des motifs que nous avons à maintes reprises indiqués.

Pour conclure, si l'on veut avoir une idée plus concrète, plus imagée des fluctuations que présente, en France, au cours des siècles, la durée moyenne de travail demandée à l'ouvrier manuel et en particulier au mineur, on peut figurer cette évolu-

tion sous la forme d'une courbe qui aurait son point de départ au Moyen-Age et à un niveau très bas, avec 2.200 heures (1) par an, s'élèverait légèrement mais progressivement jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, bondirait immédiatement après la Révolution de 1789, dont on mesure maintenant les conséquences néfastes quant à la condition de l'ouvrier, à son point culminant, 4.300 heures annuellement, où elle se maintiendra avec quelques écarts, pendant tout le cours du XIX^e siècle, pour redescendre en 1905 et en 1906 à 2.730 heures (mineurs) et en 1919 à 2.200 heures.

(1) 2.220 heures à 2.400 aux maximum.

DEUXIEME PARTIE

Loi du 21 Juin 1936

Précédents - Motifs - Vote - Application

La loi du 24 juin 1919 demeura en vigueur jusqu'au mois de juin 1936 : elle réglementa donc la durée du travail dans les mines en France pendant près de dix-huit ans. Quelques années après sa promulgation, les organes syndicalistes réclamaient une organisation internationale de la durée du travail : en effet, à Bruxelles en 1925, au Congrès de la fédération internationale socialiste des ouvriers du sous-sol, ceux-ci laissaient entrevoir qu'ils désiraient une réglementation du travail identique pour tous les pays, et saisirent le Bureau International du Travail de cette question (1). Dans les congrès internationaux qui suivirent, relevant soit de la Confédération Internationale des Syndicats chrétiens des mineurs, soit de l'Internationale Ouvrière, nous retrouvons toujours la même revendication « réduction des heures de travail ». Il est à remarquer que les mineurs ne réclament pas spécialement la semaine de 40 heures, mais plutôt la journée de 7 heures : le projet d'application des 40 heures aux houillères ainsi qu'à d'autres industries ne devait être étudié très nettement qu'en 1933 à Genève, à la Conférence internationale du Travail, quoique les Syndicats l'eussent déjà revendiquée depuis 1931.

(1). C'est de cette réclamation initiale que devait sortir onze années plus tard la nouvelle réglementation de la durée du travail dans les mines.

La semaine de 40 heures et la réduction du travail dans les mines n'ont pas fait l'objet des mêmes revendications syndicalistes, ni des mêmes études du B.I.T., mais comme ces deux notions ont été souvent mêlées et qu'elles ont été appliquées par la même loi en France, il est indispensable de les étudier l'une et l'autre.

Donc, bien avant 1936, se manifestait un courant d'idées tendant à voir l'ouvrier suffire à ses besoins et à ceux de sa famille par un travail moins long. « Les revendications, à l'origine, n'étaient pas très nettes : on parlait de ramener la journée de travail à 7 heures ou de pratiquer la semaine de 42 heures ou encore celle de 40 heures.

La première de ces revendications était propre aux mineurs qui l'avaient émise pour la première fois en 1925. Quant à la semaine des 40 heures on ne devait en parler que beaucoup plus tard, en 1931 seulement, l'initiative en revenait à la Fédération Internationale des Syndicats Chrétiens réunie en congrès à Koenigswinter (Allemagne), et à la Fédération Ouvrière Internationale. La même année la question était présentée au B.I.T., et, en 1933 étaient élaborés des projets de convention relatifs à l'application des 40 heures à certaines industries, entre autres aux mines de charbon.

L'origine de ces revendications nouvelles ne se trouve donc pas dans un mouvement social, ou du moins, contrairement à ce qui s'est produit à l'occasion des 8 heures, la question sociale a été primée par la question économique. C'est en effet en raison de la crise économique qui s'est développée dans le monde entier depuis 1930 que ces nouvelles revendications se sont fait jour.

Cette crise était due, dans le monde en général, au déséquilibre entre la production et la consommation (1). La surproduction a entraîné un ralentissement très net de la production d'où baisse des prix, baisse des salaires et chômage. Les classes ouvrières ont été frappées durement par cette baisse des prix et ce chômage croissant de jour en jour ; elles ont pensé que

(1) En France, la crise était plutôt une crise de prix qu'une crise de surproduction.

l'abaissement de la journée de travail serait le moyen d'y remédier.

Le mouvement en faveur de la réduction du travail ébauché en 1925 par les mineurs allait prendre pour cette raison une importance particulière à partir de 1930. Présentée comme un remède au chômage à la Conférence Internationale du Travail, cette idée de diminution du travail allait quitter le domaine des revendications syndicalistes et des conventions internationales pour prendre brusquement en France une vivante expression.

CHAPITRE PREMIER

LA PROSPÉRITÉ ET LA CRISE (1925-1936)

La crise économique qui éclata en France en 1930 et qui sévissait déjà dans d'autres Etats depuis 1928 montra l'opportunité des revendications jusque-là seulement ébauchées en faveur de la réduction du travail présentée comme un remède nécessaire au chômage qui accompagnait la crise ; celle-ci était d'autant plus pénible à supporter que depuis la guerre le monde avait connu une période de prospérité comme il n'y en avait jamais eu. C'est pourquoi il nous semble nécessaire d'étudier l'activité des houillères non seulement à partir de 1930, mais encore à partir de 1925, lorsque les mines du Nord et du Pas-de-Calais complètement réorganisées ont retrouvé leur entière capacité de production.

§ 1. — Période de prospérité 1925-1930

On sait quel effort dût être fourni de 1919 à 1925 pour dégager les puits, reconstruire le matériel des mines du Nord de la France, et les mettre ainsi en état de produire comme avant la guerre. Mais cet effort intense accompli allait recevoir une juste récompense pendant la période d'économie particulièrement favorable de 1925 à 1930 : l'accroissement de la production facilement absorbée par la consommation, et la hausse des prix de vente donnent aux mines une situation financière des plus prospères et leur permettent une adaptation très rapide à la loi du

24 juin 1919 en supprimant facilement les conséquences financières de cette nouvelle réduction du travail.

Dans ce laps de quelques années, la production connaît une activité remarquable, et peut s'inscrire par une courbe continuellement ascendante et jouant sur des chiffres très élevés.

Cette augmentation continuelle de la production, et la possibilité pour nos mines d'arriver à assurer un pourcentage de la consommation nationale supérieur à celui d'avant-guerre, leur fit envisager un moment la possibilité d'arriver à elles seules, avec la protection des pouvoirs publics, à satisfaire la demande du marché intérieur moins 12 à 15 millions de tonnes. Pendant les grèves des mines anglaises, il avait été prouvé qu'avec un personnel plus nombreux et un outillage développé ce but aurait pu être atteint.

Par rapport à 1913 en effet, le chiffre de la production de houille dans le Pas-de-Calais a augmenté en 1925 de 660.000 tonnes (chiffres arrondis), d'ailleurs jusqu'en 1930, ce tonnage ne cessera de croître sauf en 1928 et atteindra cette dernière année 25.315.850 tonnes, contre 20.575.000 tonnes en 1913.

Le Nord nous donne un exemple semblable : en proportion l'augmentation est même beaucoup plus importante, quoique elles aient été beaucoup plus éprouvées que les mines du Pas-de-Calais : en 1925 la production de houille nette atteint 7 millions 603.000 tonnes contre 6.814.000 en 1913, en 1930 l'extraction dépassera 9.000.000 de tonnes (9.715.929 en chiffres exacts), soit une augmentation de 50 %, celle du Pas-de-Calais ne représente que 25 %.

Ces progrès montrent dans quelle situation favorable se maintiennent nos houillères, de 1925 à 1930. A quoi est due cette situation ?

Certains crurent que cette prospérité devait être attribuée à la modernisation de l'outillage et à la rationalisation de l'exploitation. La crise de 1930 devait prouver qu'ils se méprenaient sur la véritable cause de la réussite, mais en raison de l'état d'esprit qui régnait pendant ces années de prospérité qui semblaient devoir écarter à tout jamais toute idée de crise, on ne peut leur en tenir rigueur, d'autant qu'ils comparaient leur situation avec celle de 1907 à 1913 qui était également une période de prospérité.

La vraie cause doit être recherchée dans l'augmentation con-

tinuelle de la consommation non seulement nationale mais encore mondiale. Cet accroissement, en France, était dû à la reprise de la consommation de certaines industries d'une part, en particulier de l'industrie sidérurgique, et, d'autre part et surtout, à la reconstitution des stocks de toute sorte dans l'ensemble des nations qui avaient pris part à la guerre. Cette œuvre de reconstitution de tous les désastres de la guerre devait durer près de dix ans, malheureusement nos houillères ne pouvaient en profiter qu'à partir de 1925.

Cette augmentation générale de la consommation, qui devait atteindre 80.000.000 tonnes, de 1926 à 1929, est la cause principale de notre augmentation de production et elle ne devait cesser de croître qu'à partir de 1930 ; tout en se maintenant à un chiffre honorable puisque les mines du Nord et du Pas-de-Calais ont à livrer à la consommation cette même année 32 millions 293.593 tonnes de combustible, quoique ce chiffre représente une diminution de 1.500.000 tonnes sur 1929 (33.805.411 tonnes).

En dehors de ces besoins grandissants de la consommation, dûs à la prospérité de l'industrie, il est d'autres éléments qui viennent puissamment aider l'accroissement de la production.

Il est d'abord des causes exceptionnelles, parmi lesquelles il faut citer la crise que subit l'Angleterre de 1920 à 1925, grèves, élévation des salaires influant d'autant sur le prix de vente de leur charbon, que notre monnaie se dévaluait par rapport à la livre ; à peine remise de cette longue crise charbonnière, la Grande-Bretagne doit subir encore de nombreuses grèves en 1926 qui ont pour résultat d'amener aux houillères du Nord les consommateurs de départements côtiers ; il est évident que ce ne sont là que des faits passagers, mais ils ont tout de même une forte répercussion sur notre production.

En plus des causes exceptionnelles qui ont permis le développement de notre production houillère, il y a lieu de nommer la politique commerciale des mines à partir de 1925. En effet jusqu'à cette époque, elles n'avaient pas eu à envisager l'expansion des débouchés pour leur production, celle-ci étant tellement inférieure à la demande ; il n'y avait aucune difficulté à écouler la houille. Mais, à mesure que nos mines retrouvent leur activité d'avant-guerre et leur capacité de production normale, elles sont obligées de chercher à élargir le marché pourtant impor-

tant qui s'ouvrait à elles : les besoins de la France qui étaient estimés à 60.000.000 de tonnes en 1919 passaient à 75.000.000 en 1925 et à plus de 80.000.000 pendant les trois dernières années de l'ère de prospérité (1). Il est évident que leur équipement leur permettait d'atteindre une production supérieure même aux 35.000.000 tonnes qu'elles fournissent en 1930 et satisfaire ainsi au moins la moitié de la consommation française mais elles sont arrêtées, limitées par la concurrence de nos pays voisins ; malgré la diminution des importations venant d'Angleterre, la Belgique et surtout l'Allemagne continuent à envahir notre marché intérieur.

La recherche de nouveaux consommateurs français conduit les compagnies minières à améliorer les prix de vente : elles réclament et obtiennent des réseaux de chemins de fer des tarifs de transports adaptés à la diversité des situations géographiques et aux nécessités de desservir les grandes régions consommatrices ; elles cherchent à développer les transports par eau surtout pour desservir les gros consommateurs. Elles s'appliquent à améliorer la qualité du charbon, chose qui avait été à peu près perdue de vue depuis la guerre, l'offre n'arrivant jamais à satisfaire la demande, le consommateur ne pouvait se montrer exigeant. Au contraire à partir de 1925, l'élimination des déchets et impuretés est de plus en plus rigoureuse, l'écart entre la production de houille brute et la production de houille nette augmente, en 1928, il atteindra 2.000.000 de tonnes pour le Pas-de-Calais contre 1.100.000 tonnes en 1920, en 1929, l'écart augmentera encore jusqu'à atteindre 4.000.000 de tonnes. En France désormais, on est obligé de laver la presque totalité de la houille brute 85 %, contre 25 % en Angleterre, il est vrai que les veines de charbon dans ce dernier pays sont beaucoup plus pures que dans aucun autre pays européen.

Une amélioration des conditions de production de la mine et par conséquent de sa politique commerciale sera due à l'utilisation croissante d'une partie du combustible qui autrefois n'était pas utilisé. Ceci également pour suppléer à l'insuffisance de nos houillères dévastées. Le poussier sera désormais vendu au public sous forme d'agglomérés, briquettes ou boulets, ou

(1) 89.000.000 de tonnes en 1929.

utilisé tel quel dans les chaudières spéciales, particulièrement dans les centrales électriques. Enfin les houillères du Nord, malgré le peu d'aptitude de leur charbon à donner du coke améliorent leurs conditions techniques et arrivent, surtout à l'aide de mélanges effectués avec des fines de provenance étrangère, à augmenter le tonnage de fines transformées en coke.

En dehors de cet effort tenté par les mines d'offrir un combustible meilleur, et d'utiliser une foule de sous-produits autrefois abandonnés, les compagnies houillères recherchent à agrandir leur zone géographique de vente. Ceci s'avère particulièrement difficile ; nos houillères étant situées à une extrémité de la France, et non sur le bord immédiat de la mer, voient tous les départements côtiers de l'ouest et du sud-ouest s'adresser aux mines anglaises qui, grâce au frêt peu coûteux leur livre un charbon meilleur à un prix beaucoup plus bas que les houillères du Nord. Pour celles-ci, la clientèle demeure celle du Nord, de la région parisienne et de l'Est ; quoique que pour ces deux dernières, elles soient concurrencées pour le bassin parisien par les charbons britanniques remontant la Seine et pour les industries de l'Est par les charbons allemands ou sarrois. Comme nous l'avons déjà dit, elles s'efforcent par l'obtention de tarifs ferroviaires spéciaux d'atteindre la clientèle de l'Ouest et du Sud-Ouest. La voie ferrée leur permet également de lutter au point de vue célérité avec les charbons étrangérés apportés par eau dans la région parisienne. Enfin, l'amélioration des canaux et des transports fluviaux (construction de péniches automoteurs rapides), leur permettent de fournir à un prix relativement bas la région parisienne, l'Est et une partie du Sud-Est. Pour essayer de limiter en partie les effets de la concurrence anglaise qui s'affirme fortement dès que les grèves d'outre-Manche cessent, les mines du Nord signent avec les compagnies anglaises une Convention en 1928 (1), une autre est également conclue avec les houillères belges. Ainsi on peut voir l'effort accompli dans l'ordre commercial par nos mines du Nord afin de développer leur marché et par là même se mettre en mesure d'augmenter leur production.

(1) Celle-ci avait trait à la vente des charbons domestiques dans les régions de l'Ouest et le Bassin parisien.

Un autre élément qui relève à la fois de la politique commerciale et de la direction technique que les mines ont employé pour augmenter leur vente c'est l'abaissement du prix de revient. Quoique cet élément n'apparaisse pas avec la même importance qu'il aura pendant la crise, les mines s'efforceront tout de même de la réduire à un certain minimum. Mais, maintenant il ne jouera que pour développer les débouchés pourtant très élevés tandis que, dans quelques années, on sera forcé d'y recourir pour ne pas perdre ces débouchés et ainsi pour ne pas arrêter l'exploitation minière.

Nous avons déjà vu que les mines avaient employé des résidus autrefois inutilisés ; mais ce n'est là qu'un à côté de la question, l'abaissement du prix de revient va s'obtenir par l'industrialisation plus poussée et par la rationalisation des méthodes de travail. Au point de vue technique, après l'anéantissement à peu près complet des puits et annexes au cours de la guerre, on avait doté les exploitations d'un matériel moderne et beaucoup plus perfectionné que celui de l'Angleterre, l'abatage à la main est remplacé par l'abatage mécanique, beaucoup de travaux effectués à la main avant guerre le sont maintenant mécaniquement. A côté de cette industrialisation commence à apparaître la rationalisation des méthodes de travail. Elle apparaît sous différents aspects que nous aurons à reprendre lorsque nous étudierons la crise, mais alors l'industrialisation et la rationalisation n'auraient qu'un but : améliorer le rendement de l'ouvrier, tandis que jusqu'en 1930, le développement de la consommation appelle parallèlement un développement de la production qu'il faut obtenir sur le champ par un embauchage massif.

La rationalisation et l'industrialisation pendant cette période de 1925 à 1930 sont pratiquées en vue d'agrandir leur marché commercial, à l'encontre des pays étrangers exportateurs de charbon et surtout de l'Angleterre, et de mettre rapidement sur le marché des tonnages importants de houille.

La manifestation la plus large de la rationalisation apparaît dans le groupement des entreprises, des compagnies minières fusionnent ou sont absorbées. Enfin, elle influe également sur les méthodes de travail, on s'efforce d'abandonner, dans la mesure du possible, la taille montante pour lui substituer la taille chassante ; la production s'améliore par le travail en grandes

tailles, c'est-à-dire par l'emploi d'un personnel nombreux rassemblé dans un même chantier, d'où spécialisation des ouvriers et l'on abandonne les tailles ordinaires, où travaille un seul abatteur ayant sous ses ordres plusieurs aides.

Nous venons de voir dans quelle ère de prospérité se trouvent nos houillères, la production puissamment favorisée atteint des chiffres très élevés, la houille se vend cher, la situation financière des mines est très aisée. La main-d'œuvre profite-t-elle également du bien-être dans lequel se trouve les compagnies ? Il semble que l'on puisse répondre par l'affirmative : le chômage en effet est inexistant, les embauchages n'ont cessé de croître jusqu'en 1928 ; pendant les trois années 1925, 1926 et 1927, le souci d'accroître la production, pour faire face aux besoins de la demande, incite les compagnies à augmenter leur main-d'œuvre afin d'obtenir sur le champ une production accrue, sans se préoccuper particulièrement du rendement : celui-ci pendant ces trois dernières années demeure à peu près stationnaire, ou ne s'élève que lentement tout en restant très au-dessous des chiffres d'avant-guerre. La demande de main-d'œuvre étant supérieure à l'offre, le mineur se trouve donc dans une situation privilégiée ; pour les attirer et les retenir à la mine, les Compagnies leur construisent des logements agréables, créent des cantines d'alimentation, développent leurs œuvres sociales (crèche, hôpitaux, soins gratuits).

En 1928, les effectifs ouvriers accusent une diminution brusque dans le Nord, mais les chiffres demeurent stationnaires par la suite jusqu'en 1930. Dans le Pas-de-Calais la même baisse est à enregistrer en 1928 mais le nombre des mineurs remonte ensuite, même assez fortement en 1930, les Compagnies voulaient cette année s'assurer le plus possible le marché français.

Les salaires sont également élevés, ils augmentent régulièrement. Les tarifs adoptés à la suite de la Convention de 1923 sont majorés dans un nouvel accord de 40 % en 1925 ; ils sont doublés au début de 1926. Ils baissent en 1927 mais momentanément : une convention signée à Douai en 1928 les majore à nouveau. Ainsi, compte tenu du coût de la vie et du nombre d'heures de travail accomplies par les ouvriers on peut prétendre que le mineur connaissait une vie plus aisée encore qu'avant la guerre.

Leur standard de vie qui suit d'ailleurs le standard de vie

général des années de prospérité est certainement plus élevé que celui de la main-d'œuvre employée dans l'industrie : mais c'est là un phénomène normal, qui existait avant guerre et que le caractère particulier du travail souterrain justifie pleinement.

§ 2. — La période de crise (1930-1936)

Après ce cycle de prospérité éclatait brusquement dans le monde une crise de surproduction ou plus exactement de sous-consommation qui devait paralyser l'industrie et par contre-coup ralentir l'activité des houillères ; cette crise affectait durement les États-Unis à la fin de 1928 et s'installait en Angleterre en 1929, il fallait s'attendre à la subir également en France. Dans notre pays elle affecte une autre forme, c'est une crise de prix plutôt qu'une crise de sous-consommation, notamment en ce qui concerne les houillères, car la consommation française est demeurée de beaucoup supérieure à la production.

Cette crise se caractérise par la diminution des débouchés qui amène nécessairement une diminution de la production. Les bénéfices étant moins rémunérateurs, les Compagnies renoncent provisoirement à accroître leur importance et la diminution du prix de revient devient leur préoccupation dominante. Cette compression du prix de revient atteignait durement la classe ouvrière qui avait d'autant plus de mal à se conformer au nouvel état de choses qu'elle venait pendant une dizaine d'années de connaître un genre de vie et de travail tel qu'il n'en avait jamais été connu jusque là. La perspective du chômage, que l'on croyait définitivement éloigné, hantait à nouveau les mineurs.

La cause de la diminution de la production est bien le résultat de la restriction mondiale de la consommation, qui eut pour résultat d'amener sur le marché français des tonnages considérables de houille étrangère à des prix inférieurs aux prix français. Tous les moyens employés pour développer les débouchés commerciaux, pour en créer, s'avèrent absolument impuissants à enrayer cette diminution croissante de la demande qui se tourne vers les charbons étrangers ; seuls donnèrent des résultats les contingentements à l'entrée en France. La rationalisation, l'industrialisation vont d'ailleurs être poussés à fond pendant la crise en vue de diminuer les prix de revient et leur répercussion fatale sur la classe ouvrière sera une des causes de

la revendication de la réduction du travail et l'augmentation des salaires, elle traduira son mécontentement dans les élections de 1936 qui devaient réaliser d'ailleurs l'ensemble de ses desiderata.

La demande de combustibles baisse rapidement : en 1930 les besoins de la France sont encore évalués à 86.000.000 de tonnes, en 1931 ils tombent à 80.000.000, et à 70.000.000 en 1932 (1).

Dès la fin de 1930, les livraisons de charbon des mines du Nord et du Pas-de-Calais suivent la même courbe décroissante ; en 1931, les ventes ou transformations sont inférieures de plus de un million et demi de tonnes à celles de l'année précédente. Pendant ce temps, les stocks, inconnus avant 1927 augmentent, quoique faiblement, par suite de la volonté des Compagnies de ne pas les développer.

La production s'écoule difficilement de 1931 à 1935, elle baisse de 3.000.000 de tonnes (26.120.789 en 1935 contre 29.062.364 en 1931). Elle diminue continuellement, ainsi que le témoignent les chiffres suivants :

Nord et Pas-de-Calais

1931	1932	1933	1934	1935
32.882.802	29.934.433	30.093.600	30.564.835	29.081.979

Le tonnage de houille extraite et livrable au commerce accusait une diminution de près de 4 millions de tonnes en 1935 par rapport à 1932 et de près de 6 millions de tonnes par rapport à 1930.

Pourtant, durant ces cinq années, tout avait été tenté pour conserver les débouchés commerciaux ; si les mines comprennent qu'il leur est impossible d'augmenter leur vente, comme elles avaient tenté de le faire pendant la période de prospérité, elles s'efforcent de conserver leur marché.

Leur but est de maintenir la clientèle acquise et ceci leur demande plus d'efforts qu'autrefois pour étendre leur influence : elles recourent d'abord à un développement de leur organisation commerciale.

(1) Les mines du Nord et du Pas-de-Calais depuis la guerre par Pierre Galland, p. 166.

La tactique commerciale des mines qui avaient surtout visé de 1925 à 1930 à l'amélioration du transport, change maintenant de direction, elle tend à obtenir du Gouvernement une protection suffisante et à organiser la vente à l'intérieur du pays par la création de Comptoirs.

Les Compagnies de Chemins de Fer, durant toute la crise, n'abaissent pas leur barème établi le 1^{er} mars 1928 pendant une des plus belles années de l'ère de prospérité. Au contraire, à plusieurs périodes différentes, on songea sérieusement à relever les tarifs ferroviaires en raison de l'insuffisance des recettes.

Le trafic par eau diminue également, mais proportionnellement moins que le transport par voie ferrée ; les prix du frêt s'abaissent dans des proportions même inquiétantes pour les marinières et les Compagnies de navigation ; la tendance générale des consommateurs serait de recevoir leur charbon par eau si leur consommation leur permettait de recevoir à la fois des tonnages élevés, mais n'ayant besoin que d'un faible tonnage, ils sont obligés de passer par la voie ferrée.

Pendant que la consommation diminuait, l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique, ressentant plus encore que nous les conséquences de la mévente du charbon, faisaient tous leurs efforts pour déverser sur notre marché intérieur la houille dont elles n'ont plus le débouché dans d'autres pays ou chez elles : ceci se traduit par un offre de charbon étranger à des prix que ne peuvent concurrencer nos houillères ; le prix anglais passe 17 sh. 3 au début 1931 à 16 sh. 4 au milieu de la même année, enfin la dévaluation de la livre augmente encore l'avantage du combustible anglais, et son offre sur notre marché ressemblait à un véritable dumping. Le Gouvernement est obligé de prendre alors des mesures de protection énergiques : un premier décret du 10 juillet 1931 interdit toute importation de houille sans autorisation préalable. Toutefois les nations obtiennent des délais pour l'application de ces mesures, ce qui retarde d'autant leurs effets, qui ne se font sentir qu'au milieu de 1932 par suite de la diminution des stocks accumulés par les mines anglaises et allemandes.

D'autre part, le retour de la Sarre à l'Allemagne enlève un concurrent sérieux à nos mines du Nord ; mais l'indemnité que l'Etat allemand devait payer à la France pour le retour de cette province était payable pour les 2/3 en charbon ; on fut obligé

d'étendre la liquidation de cette dette sur plusieurs années afin d'éviter les répercussions que n'aurait pas manqué de causer l'afflux brusque sur le marché français d'une telle quantité de houille.

Enfin les mines s'appliquent à fournir du combustible de meilleure qualité et soignent l'épuration. Des succédanés (agglomérés) sont livrés au public en plus grande quantité en raison de leur bon marché en remplacement de charbon de qualité.

En plus de cette politique commerciale, devant la concurrence étrangère et la mévente, va apparaître le souci dominant des Compagnies minières de diminuer leur prix de revient ; cet abaissement ne sera obtenu que par l'application de méthodes rigoureuses quant à la rationalisation et à l'industrialisation, méthodes qui n'avaient jamais été l'objet d'une application aussi systématique.

Le rendement qui, jusqu'ici, semble avoir été laissé de côté devient maintenant l'objet de toutes les mesures qui peuvent être prises pour obtenir son amélioration.

Les grandes tailles sont développées. L'exploitation mécanique augmente sans cesse : le nombre des marteaux piqueurs diminue forcément en raison de la diminution de l'effectif ouvrier, mais la proportion de combustible abattu par ce procédé augmente : de 70 % en 1927 dans le département du Nord, elle atteint 91,7 % en 1931. Dans le Pas-de-Calais, pendant le même laps de temps, elle passe de 65 % à 80,5 %.

Ce qui caractérise cette période de crise, c'est l'augmentation du rendement qui va atteindre des chiffres inconnus jusqu'ici ainsi que le prouve le tableau suivant :

Nord et Pas-de-Calais

1931	1932	1933	1934	1935
699	781	810	849	843
732	744	824	841	863

Cet accroissement, nécessité par la diminution du prix de revient, dans lequel la main-d'œuvre entre pour 70 % environ, s'explique à la fois par la rationalisation des méthodes de travail et par la diminution des effectifs ouvriers qui opèrent une

sélection rigoureuse ; ici nous arrivons à une des causes du mécontentement ouvrier, dont il ne faut accuser que la crise économique.

La diminution des effectifs permet en effet de ne conserver à la mine que les ouvriers les meilleurs : les plus âgés sont mis à la retraite dès qu'ils atteignent la limite d'âge ; le nombre total des ouvriers touchés par cette mesure, tant français qu'étrangers, pour la France entière, est de 28.295 travailleurs entre le 1^{er} janvier 1931 et le 30 juin 1936.

En plus de cette mise à la retraite, le débauchage s'opère affectant presque uniquement les étrangers ; les renvois dans leurs pays d'origine se poursuivent régulièrement chaque année ; en 1931, leur effectif est de 65.142, en 1932 il passe à 62.096, à 60.641 en 1933, 52.443 en 1934, et 47.835 en 1935, on voit que la diminution des effectifs étrangers est très sensible.

La restriction des effectifs français est moins forte, le débauchage est insignifiant, la restriction porte surtout sur les embauchages qui atteignent un peu plus de 6.000 unités pour le département du Pas-de-Calais en comparaison des chiffres des années de prospérité qui s'élevaient à plus du double.

Ce ralentissement de l'embauchage affecte surtout les jeunes de 18 à 20 ans, qui produisent peu à cet âge mais qu'il est nécessaire d'employer, car le métier de mineur nécessite un apprentissage de longue haleine, et ce manque de jeunes pendant la période de 1930 à 1936, s'il permet un rendement très élevé, ne permet pas d'envisager la continuation d'un même rendement pour les années à venir.

Pendant ces six années, on enregistre également une baisse de salaire. En 1932, l'ouvrier mineur de base 10 voit son salaire journalier moyen tomber de 44 fr. 97 à 41 fr. 50 ; en 1933 il s'abaisse à 41 fr. 20 et demeurera en moyenne à ce chiffre jusqu'en 1936. Cette diminution du salaire conventionnel est la conséquence, en partie, de la réduction de la prime qui, fixée à 10 % en 1928, a été élevée à 19 % en 1928 et ramenée à 10 % par paliers en 1932.

Cette réduction de salaires et la diminution des effectifs joua un rôle important dans l'augmentation du rendement ; en effet, la baisse du salaire incita le mineur à abattre davantage de charbon, pour essayer de conserver, malgré la baisse du salaire conventionnel, des émoluments sensiblement égaux à

ceux qu'il recevait en période de prospérité ; la réduction des effectifs permet de conserver les meilleurs ouvriers et atteint le personnel affecté à des travaux non productifs, ce qui augmente d'autant le rendement ; la crainte d'être privés de leur travail pousse ceux qui restent à travailler plus et mieux. Ce rôle du facteur ouvrier, dans la hausse du rendement depuis 1930, compte au minimum pour un bon tiers, les deux autres tiers étant attribués au progrès de la rationalisation du travail et à la mécanisation de l'outillage. Ceci apparaîtra clairement en juin 1936, date à partir de laquelle le mineur n'étant plus incité à travailler, le rendement perdra environ un tiers de l'augmentation qu'il avait gagnée depuis 1930.

Il est vrai que la situation du mineur n'est pas des plus favorables et que s'il se laisse aller après 1936, c'est peut-être par réaction contre le travail très dur qu'il a été obligé de fournir et la situation pénible qu'il a eue de 1930 à 1936, situation dans laquelle, faut-il se hâter d'ajouter, se trouvaient presque tous les Français à quelque classe qu'ils appartiennent.

Mais ce qui affecte le plus le mineur et ce qui le disposera à accepter d'enthousiasme toute proportion de réduction de la durée du travail, c'est la diminution, pour ne pas dire la suppression de l'embauchage, le risque d'être brusquement privé de travail. La pratique des coupes chômées lui laisse entrevoir le maintien du taux du salaire hebdomadaire pour un travail diminué d'une journée sur une semaine, alors que cette journée de chômage sans rémunération pratiquée couramment en plus du dimanche dans la semaine influe durement sur son standard de vie.

Il ne faut donc pas s'étonner si celui-ci a voté d'enthousiasme pour des gens qui lui promettaient la réduction de la durée du travail en même temps qu'une augmentation de salaire, tout en lui laissant entrevoir d'autres avantages, comme le relâchement de la sévérité et de la surveillance étroite dont est obligé de faire part le personnel de maîtrise en raison de l'état économique qui contraint à ne mépriser aucune économie si petite soit-elle.

Ce qui éprouve le plus la population minière c'est le chômage, chômage non brutal, mais qui empire continuellement, rendant plus vraisemblables encore les assertions des dirigeants syndicalistes. Dans le Pas-de-Calais, dès 1931, le travail est

suspendu, un à deux jours par mois, puis en fin d'année, quatre jours en moyenne par mois. En 1934, l'ouvrier chôme en moyenne 61 jours. Les Compagnies pour éviter des licenciements massifs, pratiquent les coupes chômées, mais le mineur n'apprécie pas cette mesure, et devant les plaintes de ceux qui ont quitté le travail pour une raison personnelle et ne peuvent être réembauchés, réclament avec insistance la diminution de la durée du travail, pour permettre le réembauchage.

C'est en examinant les désidérata des ouvriers que nous verrons toutes les raisons mises en avant par les syndicats, raisons justifiées en partie par la crise économique qui frappe durement la classe ouvrière, mais qu'on ne peut imputer aux Compagnies minières dont la situation financière précaire ne pouvait leur permettre de prendre elles-mêmes une initiative aussi lourde de conséquences et qui s'est d'ailleurs traduite vis-à-vis du pays par un appauvrissement de cinquante pour cent en moins de deux ans en plus de l'épuisement des stocks de richesses accumulées.

Production et rendement de 1925-1936**Nord et Pas-de-Calais**

Années	Nord		Pas-de-Calais	
	Production nette	Rendement Fond et jour	Production nette	Rendement Fond et jour
1925	7.603.131	551	21.112.887	600
1926	8.474.997	581	26.074.772	653
1927	8.919.406	589	24.309.173	646
1928	9.223.159	620	24.045.903	679
1929	9.637.167	681	25.281.040	723
1930	9.715.919	688	25.315.849	720
1931	9.401.802	699	23.481.000	731
1932	9.088.871	781	20.845.532	784
1933	10.161.694	802	19.931.906	828
1934	10.470.535	846	20.094.300	840
1935	9.876.000	836	19.145.979	863
1936	9.354.277	833	19.056.320	837

Effectifs et salaires (1925-1936)**Nord et Pas-de-Calais. (Fond et Jour)**

Années	Nord		Pas-de-Calais	
	Effectifs moyens	Salaire moyen	Effectifs moyens	Salaire moyen
1925	57.635	23 fr. 97	125.469	24 fr. 72
1926	53.664	28 fr. 46	130.198	29 fr. 39
1927	57.588	31 fr. 42	134.782	32 fr. 39
1928	50.156	30 fr. 78	129.772	31 fr. 79
1929	50.000	34 fr. 23	127.610	34 fr. 88
1930	50.700	37 fr. 44	131.380	37 fr. 52
1931	47.997	36 fr. 86	126.273	36 fr. 41
1932	44.943	33 fr.	117.268	33 fr. 65
1933	48.535	32 fr. 56	107.644	33 fr. 26
1934	45.637	32 fr. 97	101.103	33 fr. 29
1935	43.979	32 fr. 83	94.463	33 fr. 17
1936	47.755	36 fr. 77	93.563	36 fr. 87

CHAPITRE II

LES REVENDICATIONS OUVRIERES

Les revendications ouvrières au sujet de l'application de la semaine de 40 heures dans les usines ne sont apparues très nettement en France qu'à partir de 1932, donc à une date relativement rapprochée de la loi qui allait instituer le principe de 40 heures dans notre pays. Ces revendications n'ont pas pris naissance en France, elles ne sont que l'écho tardif des résolutions votées par les congrès ouvriers internationaux. En effet, c'est en 1925, au Congrès de Bruxelles, qu'apparaît une demande très précise des ouvriers mineurs priant le Bureau International du Travail de bien vouloir examiner la question d'uniformisation de la durée et des conditions de travail dans les usines de charbon.

Pourquoi cette initiative n'est-elle pas dûe aux syndicats français ? Il me semble que l'on puisse mettre en avant deux raisons. D'abord, la législation française concernant la durée du travail dans les mines, telle qu'elle a été instituée en 1919, était beaucoup plus libérale pour les ouvriers mineurs que celles des autres pays ; dès ce moment, la durée de travail effectif résultant des modalités d'application prévues par la loi est la plus courte qui soit pratiquée en Europe. Le mineur français ne pouvait donc immédiatement après le vote d'une telle loi réclamer à nouveau une seconde réduction de la durée du travail.

En second lieu, au Congrès International de Bruxelles, les

mineurs se plaignent de la crise économique qui affecte l'industrie charbonnière. Or en France, les choses étaient loin de se passer ainsi, en 1925, les houillères du Nord et du Pas-de-Calais venaient à peine de retrouver leur capacité de production d'avant-guerre, il leur restait à travailler au maximum pour répondre aux besoins de la consommation française qui, jusque-là avait dû s'approvisionner à l'étranger. Pour les mines du Nord de la France, une période va s'ouvrir, de 1925 à 1930 dont exploitants et travailleurs profiteront. La crise ne se fera sentir en France qu'à partir de l'année 1931, pour les houillères.

Les revendications ouvrières, en vue d'obtenir la réduction des heures de travail ne sont donc apparues qu'assez tard sur notre territoire, il est vrai qu'elles allaient être rapidement et, l'on pourrait dire presque avant tous les autres pays — Etats-Unis et Italie exceptés — couronnées de succès.

Pour suivre leur développement tant en France qu'au point de vue international, il semble nécessaire de les examiner dès le vote de la loi Durafour, dans les réunions où elles sont le mieux définies, c'est-à-dire telles qu'elles résultent des comptes rendus des Congrès ouvriers nationaux et internationaux.

§ 1. — Les desiderata des Syndicats Français

Au lendemain du vote de la loi Durafour, les associations ouvrières se déclarent évidemment satisfaites du vote d'une telle loi puisque le texte de celle-ci reprenait in-extenso la proposition émanant de la délégation ouvrière lorsque celle-ci s'était rencontrée avec les représentants patronaux le 6 juin 1919. Mais la question des 8 heures, quoiqu'elle soit inscrite à l'ordre du jour du Congrès de Saint-Etienne, 25 au 30 juin 1920 — n'est pas très développée ; aucune appréciation n'est émise sur le principe même de la loi du 24 juin 1919. Le rapporteur se borne à signaler que les textes sont mal interprétés et mal appliqués par les Compagnies minières qui, à son sens, prennent les mots « poste » et « catégorie » dans un sens trop large, classent les piqueurs, les chercheurs, etc... par groupes et calculent la durée totale du travail pour chacun de ces groupes au lieu de la calculer sur la totalité des ouvriers occupés au fond d'un même puits. Le rapporteur proposa donc la suppres-

sion dans le texte de la loi du mot « par catégorie », sous prétexte qu'il avait une raison d'être dans la loi d'avant-guerre, et qu'il n'en a plus aujourd'hui (1). Les critiques ne portent donc que sur des modalités d'application de la loi, mais non sur le principe lui-même, il semble que l'on puisse en conclure que celui-ci était en harmonie avec les désirs des dirigeants des syndicats.

D'ailleurs, à part cette revendication concernant le mode de calcul pour la durée du travail des ouvriers du fond et une autre aussi peu importante également quant au calcul du temps de travail d'ouvriers et employés occupés à des travaux intérieurs ou en surface, on ne parle que très peu de la durée du travail. La question qui préoccupait à ce moment les milieux syndicalistes était la nationalisation des grandes industries et nous nous trouvons en face d'un curieux projet de loi très développé concernant la nationalisation des mines de charbon (1).

Cette idée de nationalisation n'est d'ailleurs pas abandonnée, elle est reprise en détail, l'année suivante au Congrès de Metz. A ce même Congrès apparaît une demande tendant à obtenir chaque année des vacances ou congés pour les ouvriers mineurs ; mais cette demande n'est pas très nette, elle fait l'objet d'une résolution où elle est liée et subordonnée à la question de la nationalisation des mines.

La loi de 8 heures fait l'objet d'un rapport plus détaillé que l'année précédente ; la loi n'est pas attaquée dans son principe même ; ce sont ses modalités d'application qui sont à nouveau l'objet de réclamation ; le rapporteur se déclare contre toute autorisation de dérogations et renouvelle la demande de suppression du mot « par catégorie » du texte de la loi (2).

En 1922, apparaît une crise économique qui, d'ailleurs heureusement, fut de courte durée. Mais celle-ci rendant plus difficile encore à supporter les importations de houille que la France était obligée de faire à cette époque, les houillères étant encore en période de reconstruction, un courant d'idées, ten-

(1) 34^e Congrès National de la Fédération des Travaillleurs du sous-sol, Saint-Etienne. Juin 1920. Compte-rendu.

(2) 35^e Congrès National de la Fédération des Travaillleurs du sous-sol, Metz, 23-27 mai 1921. Compte-rendu.

dant à supprimer au moins temporairement la loi de 8 heures afin d'augmenter la production nationale et de diminuer les sorties de capitaux résultant des importations, s'était fait jour et acquérait de plus en plus d'importance. Il est vrai que le peu de succès rencontré à l'étranger par le principe des 8 heures donnait raison aux partisans de l'augmentation de la durée du travail dans les mines, en égard aux circonstances d'alors.

Au Congrès national tenu à Angers, du 9 au 13 septembre 1922, la Fédération des Travailleurs du Sous-sol se déclara nettement opposée à toute modification à la loi du 24 juin 1919 et qu'elle était prête à combattre, au besoin par la grève générale, toute initiative du Gouvernement tendant à augmenter la durée du travail dans les mines.

La Fédération conserve la même position l'année suivante au Congrès de Paris — 27-29 septembre 1923. — La Commission de la durée du travail constate que le principe de la loi de 8 heures est entré dans les « mœurs et coutumes de la corporation minière » et maintient son opposition à l'égard de toute modification de la loi entraînant un accroissement de la durée de travail ; elle conclut en demandant que l'augmentation de la production soit obtenu par le perfectionnement de l'outillage.

L'année 1923 passée, on ne songe plus en général à revenir sur le principe des 8 heures ; parfois on essaie d'assouplir la rigidité de la loi et d'arriver à obtenir du Gouvernement des dérogations. Les syndicats ouvriers s'opposent nettement à toute initiative de ce genre (1). L'heure de la défense de la loi Durafour est passée, personne ne songe plus à la modifier, tout au moins quant à son fondement. Aussi ne parle-t-on plus de la loi de 8 heures, ni au Congrès de Marseille (Travailleurs du sous-sol), juin 1928, ni à celui de Marseille, octobre 1929 (Travailleurs du sous-sol).

Maintenant, va commencer la lutte en vue d'obtenir la semaine de 40 heures et les vacances payées, ces dernières ayant fait l'objet d'un projet entre patrons et ouvriers à la Convention de Douai en 1930 ; dès 1927, la Fédération faisait sienne

(1) Congrès National de la Fédération des Travailleurs du sous-sol, Lens, septembre 1926.

la réclamation de l'Internationale Ouvrière tendant à instaurer la journée de 7 heures dans les mines.

C'est au Congrès de Saint-Etienne, qui s'est ouvert le 14 mai 1931, que commence à apparaître dans les milieux syndicaux l'idée de la nécessité d'une nouvelle réduction de la durée du travail considérée comme un remède au chômage et à la crise économique. Cette idée est soulignée et développée par M. Jouhaux dans un discours où il relate les travaux du B.I.T. relatifs à l'uniformisation des conditions de travail des mineurs.

Au Congrès de Decazeville (24 septembre 1932) la question la plus importante qui soit traitée est la crise et les moyens d'en atténuer les conséquences ; au premier rang de ces moyens figure la réduction des heures de travail et la nécessité d'ententes internationales.

Le rapport sur la durée du travail est présenté par M. Vigne et M. Legay ; ils commencent par rappeler les résultats obtenus par la Conférence Internationale du Travail de 1931, et déclare qu'il faut obtenir en France la journée de 7 heures dans les mines.

« Il faut insister et mettre tout en œuvre pour aboutir à un résultat, en s'employant par une action méthodique et agissante, en vue d'aboutir, sans trop attendre, à la journée de 7 heures » (1).

Le Congrès réclame l'octroi des vacances payées, dont M. Legay, dans son discours, rappelle qu'elles sont dûes pour « des raisons morales, sociales, économiques et physiologiques ». A l'issue de ce discours est votée une résolution protestant contre les lenteurs avec laquelle les pouvoirs publics se décidaient à faire voter cette réforme.

Il faut signaler lors de ce Congrès l'intervention de M. Léon Jouhaux sur la crise et les moyens d'y remédier par la semaine de 40 heures. C'est la première fois qu'à un Congrès de mineurs, le principe des 40 heures est aussi nettement posé. L'année précédente, à St-Etienne, la résolution votée quant à la durée du travail réclamait la journée de 7 heures, mais fai-

(1) Congrès National de la Fédération des Travailleurs du sous-sol, Decazeville 1932. Rapport p. 75.

sant état des travaux du B.I.T. « le Congrès acceptait, y était-il dit, avec une grande satisfaction... la réalisation immédiate d'une réglementation du travail sur les principes des projets du B.I.T. soumis à la Conférence qui doit s'ouvrir prochainement à Genève ».

Mais en 1932, la semaine de 40 heures est votée à Genève, aussi M. Jouhaux rappelle les discussions qui ont eu lieu à la Conférence de 1931 et conclut que c'est la seule mesure susceptible de réduire la crise : « C'est donc à des mesures simples qu'il faut revenir, et, il n'y en a qu'une, la diminution des heures de travail. Quand nous parlons de diminution des heures de travail, nous ne sous-entendons pas ce qui pour les patrons en est le corollaire indispensable — la diminution des salaires — ; le déséquilibre entre la production et la consommation continuerait à être ce qu'il est. Ce que nous réclamons, c'est la diminution des heures de travail avec le même salaire que dans le régime actuel et tout cela augmentera inévitablement le prix de revient » (1). Mais, M. Jouhaux montre que cette augmentation sera très faible. Enfin, il veut la réduction du travail parce que celle-ci est un « principe de justice sociale ». Signalons en passant que ce dernier argument sera le seul retenu après les résultats de l'expérience des 40 heures, les autres ayant été contredits par les faits. D'ailleurs ce dernier, essentiellement théorique, repose sur une base fragile. On remarque qu'à ce congrès, même dans le discours de M. Jouhaux, on parle peu des 40 heures, on parle surtout de réduction des heures de travail.

Il faut attendre le Congrès de Mulhouse (5 juillet 1934) où le Congrès abandonna la revendication de la journée de 7 heures pour se ranger nettement à l'avis du B.I.T. ; il déclara réclamer la journée de 7 h. 45 m. et revendique enfin d'une façon catégorique la semaine de 40 heures. « Le Congrès des mineurs fait sienne la mesure de 40 heures par semaine sans réduction de salaire réclamée par la C.G.T. et demande dans leur application, que soient maintenues les modalités d'inter-

(1) Congrès National de la Fédération des Travailleurs du sous-sol, Decazeville 1932. Rapport p. 190.

prétation actuellement en cours dans la législation minière présente » (1).

Ce n'est que trois ans après qu'avait été formulée dans le Congrès International de Kœningswinter en 1931, la revendication générale de la semaine de 40 heures, que celle-ci allait être nettement reprise, après beaucoup d'attempolements par les syndicats mineurs français.

§ 2. — Les Congrès Internationaux

C'est en 1925, au Congrès de l'Internationale des Mineurs qu'est posée la question de la réduction de la durée du travail dans les mines en même temps que l'uniformisation des conditions de travail et qu'est faite une première tentative de mise en pratique des desiderata du Congrès, en saisissant le B.I.T. de la question. La durée du travail fait donc l'objet d'une revendication dès 1925 sur le terrain international, tandis qu'en France on ne passera à la lutte que vers 1931.

La diminution des heures de travail des mineurs continue à faire l'objet d'un effort soutenu des Congrès internationaux et tient une place importante dans les discussions. En 1926, le Comité de la Fédération Internationale des Mineurs chrétiens intervient auprès du B.I.T. pour que celui-ci « soutint notre effort pour obtenir une journée de travail plus courte, soit 7 heures et 8 heures à la surface » (2). Donc, bien avant les syndicats français, les Fédérations internationales réclamaient pour les ouvriers du fond une durée de travail qui était étroitement apparentée à la semaine de 40 heures, quoique l'expression ne fut utilisée que deux années plus tard.

Au Congrès de Munich (20-22 septembre 1928), la Fédération Internationale des Mineurs Chrétiens consacre une très grande partie de ses travaux à la durée du travail. Après avoir indiqué l'état économique du marché charbonnier des différents Etats, les salaires des ouvriers, la législation en vigueur sur la durée du travail, la Fédération conclut par la voix de son rapporteur : « Le mineur a droit à la journée de 7 heures » (y

(1) Congrès National de la Fédération des Travailleurs du sous-sol, Mulhouse 1934. *Le Travailleur du sous-sol* N° 145.

(2) Rapport du III^e Congrès International de Munich, 1928, p. 25.

compris la descente et la remonte). « Il faut lui laisser le temps de reprendre les forces nécessaires pour son travail pénible et dangereux ; il faut aussi lui donner la possibilité de se vouer à sa famille... Nous, l'Internationale Chrétienne, avons le devoir de faire résolument cause commune sur toute la ligne, afin de réaliser les revendications des mineurs tendant à l'introduction de la journée de 7 heures » (1). Sans avoir à porter un jugement sur les arguments résumés en ces quelques lignes, on peut dire qu'ils sont remarquables de précision et représentent une valeur réelle basée sur des considérations pratiques ; reste à les concilier avec les nécessités économiques.

Le même Congrès votait une résolution faisant appel au B.I.T. pour que cet organisme intervienne énergiquement en vue de l'adoption de la journée de 7 heures.

Quelques mois plus tôt s'était tenu à Nîmes le Congrès international de la Fédération Internationale des Mineurs (28 au 31 mai 1938). La journée de 7 heures n'est pas nettement posée ; M. Delattre, secrétaire, se contente de réclamer l'uniformisation des conditions de travail avec la limitation égale et générale de la journée de travail (2).

En 1929, la Commission de la durée du Travail de l'Internationale des Mineurs Chrétiens proposait au Bureau les directives suivantes à donner aux délégués qui devaient prendre part à la Conférence technique tripartite de Genève au mois de janvier 1930. La journée de 7 heures paraissant difficile à réaliser en une seule fois, la Commission proposait l'application de la journée de 7 h. $\frac{1}{2}$ dans un délai d'un an pour tous les pays, puis sa réduction à 7 heures dans l'espace de deux ans, à raison de la diminution d'un quart d'heure par jour au bout de chaque année.

L'idée de la journée de 7 heures est toujours mise en avant au Congrès de la Fédération Internationale Chrétienne des Mineurs à Strasbourg — 19-21 mai 1931 —. Si le rapporteur rappelle que des « économistes font de la propagande pour établir la semaine de 40 à 44 heures dans toutes les professions »,

(1) Rapport du III^e Congrès International de Munich. Fédération Internationale des Mineurs Chrétiens, p. 261 et 263.

(2) Fédération Internationale des Mineurs. Congrès de Nîmes. Comptendu p. 18.

il n'en conclut pas à l'adoption de la semaine de 40 heures dans les mines, il s'en tient à la journée de travail de 7 heures. « Au cas où tous les autres ouvriers auraient droit à la journée de 8 heures, le mineur aurait droit à une journée de 7 heures, descente et remonte comprises » (1).

Continuant dans le même ordre d'idée, le Congrès de Strasbourg se termina par le vote d'une résolution sur la durée du travail. Cette dernière contient seulement des modifications à apporter à l'avant-projet de convention devant servir de base à la C.I.T. de 1931, et principalement quant à la journée de travail où elle indique : « les mots « 7 h. 45 » sont à remplacer par les mots « 7 heures ».

Ainsi, les syndicats mineurs ne se ralliaient pas à la semaine de 40 heures, au contraire des autres syndicats, ils tenaient par dessus tout à la limitation journalière de 7 heures. Ce n'est qu'en 1934 et en 1935 qu'ils adoptent la nouvelle durée hebdomadaire.

La position de la Fédération Internationale Chrétienne, à son Congrès de Bruxelles (5-6 septembre 1936), est donc tout à fait différente de celle qu'elle occupait au Congrès de Strasbourg de 1931. Après avoir passé en revue la durée du travail dans les différents pays, et souligné que tous, à l'exception de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, semblent s'orienter vers une durée de travail hebdomadaire voisine de 40 heures, le rapporteur conclut que le principe des 40 heures doit être généralisé le plus possible. La résolution qui clôt le Congrès s'adresse en ce sens au Bureau International du Travail.

Ainsi, depuis la guerre, les desiderata des syndicats mineurs ont tendu à deux buts : jusqu'à 1928 environ, à conserver dans son intégrité la législation de 1919 ; à partir de 1928, à obtenir — le principe des 8 heures étant admis par tout le monde — la journée de 7 heures ; puis, les syndicats des mineurs se sont orientés vers la semaine de 40 heures, réclamée par les autres syndicats, avec une durée journalière de travail de 7 h. 45 m., cette dernière solution leur donnant satisfaction dans la même mesure que la journée de 7 heures.

1) Congrès de Strasbourg, 1931. Compte rendu p. 221.

CHAPITRE III

LEGISLATION INTERNATIONALE CONVENTIONS INTERNATIONALES SUR LA DUREE DU TRAVAIL DANS LES MINES

§ 1. — Position de la question de la réduction du travail dans les mines à Genève

Les essais de réglementation internationale du travail dans les mines de charbon ont abouti à deux conventions : la convention de 1931 et la convention de 1935 portant révision partielle de la première.

Par ailleurs, aux sessions de 1935 et de 1936, la Conférence Internationale du Travail allait avoir à s'occuper de la question de l'application aux mines de charbon du principe de la semaine de 40 heures.

Ce fut en 1925 que l'Organisation Internationale du Travail fut saisie pour la première fois de la question charbonnière.

La crise qui se manifesta en 1922, dans l'industrie charbonnière mondiale, atteignit durement l'économie des producteurs de charbon et eut de pénibles répercussions sur le sort des mineurs. Directement intéressés, ceux-ci recherchèrent les remèdes à cette crise dont, au premier chef, ils voyaient les causes dans l'état anarchique de l'industrie minière. Ils aspirèrent à une organisation de la production charbonnière sur le plan international comme il en existait déjà sur le plan national de certains pays. Leur programme s'exprime dans une résolution

votée au Congrès de Bruxelles en 1925 par le Comité de la Fédération Internationale des ouvriers mineurs qui, pour la première fois, posa le problème de l'unification des conditions de travail dans les mines de charbon sur le plan international.

La Fédération des mineurs déclarait en effet :

« Considérant que dans certains pays producteurs de charbon, les difficultés économiques sont telles qu'il en résulte pour les ouvriers mineurs un accroissement continu du chômage et de la diminution de leurs moyens d'existence ».

« Considérant que ces difficultés économiques proviennent, pour une grande part, de l'état de concurrence et des rivalités économiques commerciales auxquelles est soumis le marché charbonnier international ».

« Considérant également que les différences dans les conditions de travail en vigueur dans les principaux pays producteurs de charbon rendent plus aigus et plus âpres cet état de concurrence et ces rivalités commerciales ».

« Décide qu'il y aura lieu de poursuivre l'unification des conditions du travail des mineurs sur le plan international ».

Mais se reconnaissant incomplètement informé en la matière, le Comité de la Fédération Internationale des ouvriers mineurs admettait la nécessité préalable d'organiser une enquête dans les principaux pays producteurs sur la durée du travail, les congés annuels payés et les salaires. Il ajoutait à la fin de sa résolution :

« Dans le but de doner à cette enquête le plus de garanties possibles et aussi pour que les recherches aboutissent dans le délai le plus court, le Comité décide en outre de rechercher l'appui du Bureau International du Travail et de lui demander le concours de ses moyens d'investigation ».

Lors de sa 7^e session, la Conférence Internationale du Travail fut saisie de cette résolution par M. Mertens, délégué ouvrier belge.

Le B.I.T. fut chargé de procéder à des recherches scientifiques et publia le résultat de ses enquêtes sur les conditions de la durée du travail dans les mines pour les années 1925-1927-1929-1931. Pendant ce temps la crise charbonnière évoluait et s'aggravait dans certains pays, en raison de la concurrence internationale. On espérait en des solutions internationales d'ordre économique ou social. Au cours de l'année 1928 deux gran-

des organisations ouvrières, la Fédération Internationale des ouvriers mineurs et la Conférence Internationale des Syndicats Chrétiens des mineurs, demandaient à la Société des Nations et à l'O.I.T. de porter d'urgence la question sur le terrain des solutions pratiques. Elles proposaient, en outre, de prendre la journée de 7 heures comme base de la durée du travail dans les mines et de la consacrer par une réglementation internationale.

On a vu quels avaient été les textes des résolutions adoptées et réclamées par ces organisations.

Le Conseil du B.I.T. prit ces demandes en considération et en octobre 1928, il pria le Bureau de soumettre à la Commission des conditions de travail dans l'Industrie houillère, un rapport au sujet de l'uniformisation de la durée du travail dans les mines. En mai 1929, il se ralliait à une suggestion exprimée par la Commission et chargeait le Bureau « de formuler des propositions précises et détaillées pour l'étude de la question en tenant compte, notamment, de la possibilité d'instituer ultérieurement un Comité spécial chargé de l'aider dans ses travaux ». Dans son esprit, ce Comité spécial devait se composer de techniciens désignés par les Gouvernements, les employeurs et les ouvriers. Ce Comité devait former la Conférence Technique préparatoire qui se réunit à Genève en janvier 1930.

De son côté, le Conseil de la Société des Nations avait retenu et examiné les revendications des deux Fédérations internationales et au mois de juin 1928, elle confiait au Comité économique de la Société des Nations le soin d'étudier le problème du charbon dans son ensemble.

Le Comité économique se mit à l'étude et publia un rapport l'année suivante : le 12 avril 1929. Il faisait envisager la nécessité d'une entente internationale sur les problèmes de la durée du travail, du salaire, et des questions sociales.

« Les experts mineurs, était-il dit dans ce rapport, ont estimé désirable une entente internationale au sujet des heures de travail, des salaires et des conditions sociales. On n'a pas prétendu qu'une entente de cet ordre pourrait ou devrait réaliser l'uniformité des conditions, ni qu'elle suffirait à résoudre le problème que pose l'industrie houillère, mais on a soutenu qu'elle serait efficace et que l'absence d'un accord sur ces

points pourrait compromettre une entente sur d'autres questions... (Ententes internationales entre producteurs) ».

« Les mineurs désiraient vivement que, si la concurrence était interdite sur ce point, elle ne fut pas déviée de façon à jouer avec encore plus de force au détriment de leurs intérêts. Ils ont fait ressentir que les organisations patronales de tous les pays étaient aptes à entreprendre immédiatement des négociations de ce genre ».

Tel est le passage le plus important de ce rapport. Les mineurs dans toutes leurs réunions syndicales prétendaient, et à juste titre, que les prix de revient tendant indéfiniment à baisser par le fait de la concurrence, s'établissaient à un tarif de plus en plus bas au détriment de leurs salaires. Celui-ci entre en effet dans le prix de revient, pour une proportion variant de 50 à 75 % suivant les Etats.

Le Comité économique avait fait remarquer en plus, dans son rapport préliminaire, que la question de la durée du travail dans les mines relevait de la compétence du B.I.T. et non de l'organisation économique de la S.D.N.

En septembre 1929, la X^e assemblée de la S.D.N. suivit cette remarque, vota la disposition, priant le Conseil d'Administration du B.I.T. d'envisager l'inscription à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Travail de 1930 de l'étude des problèmes relatifs aux salaires, à la durée et aux conditions du travail dans les mines afin d'aboutir rapidement à une convention internationale.

Reprenant les propositions de la Commission des Conditions de travail dans l'Industrie houillère, de mai 1929, elle suggérait au Conseil d'Administration du B.I.T., en septembre 1929 la création d'une Conférence technique préparatoire, après avoir entendu l'exposé de M. Graham, Président du « Board of Trade » Britannique qui avait proposé cette idée de faire étudier par le B.I.T. la question de la durée du travail et sur la proposition de la délégation britannique et de la délégation française.

Voici dans quels termes était conçue la résolution adoptée :

« L'Assemblée rend hommage à l'œuvre accomplie par le Comité Economique au point de vue de l'étude des causes et des effets des difficultés avec lesquelles l'industrie houillère se

trouve actuellement aux prises et le félicite du rapport préliminaire remarquable qu'il a déjà présenté ».

« L'Assemblée prend acte du fait que le Comité dans son rapport préliminaire a déclaré qu'en ce qui concerne la troisième des propositions tendant à une action internationale, celle qui a trait aux salaires, aux heures de travail, nous nous bornons pour le moment à dire qu'une intervention dans ce domaine paraît relever de la compétence du B.I.T. non de l'organisation économique de la S.D.N. ».

« L'Assemblée note en outre, que l'Organisation Internationale du Travail a procédé à des enquêtes que les heures de travail, les salaires et les conditions de travail dans les mines de charbon depuis 1925, et que, depuis plusieurs mois, le Conseil d'Administration est saisi d'une requête dans laquelle le Congrès de la Fédération Internationale des Mineurs qui s'est résumé, l'année dernière à Nîmes, a demandé la convocation d'une conférence de pays producteurs de charbon, en vue de la législation et de la réduction des heures de travail ».

« Etant donné la grande urgence de la question, l'Assemblée estime que l'O.I.T. doit poursuivre ses travaux sans délai et invite en conséquence le Conseil à prier le Conseil d'Administration du B.I.T. d'envisager l'inscription à l'ordre du jour de la C.I.T. de 1930 des questions relatives aux heures de travail, aux salaires et aux conditions de travail dans les mines de charbon, en vue de la conclusion d'une ou de plusieurs conventions internationales sur ces différents points ».

« Dans l'intervalle, le Comité exécutif étudiait son rapport final que pourraient utiliser, en même temps que le rapport préliminaire, les conférences mentionnées dans la présente résolution ».

« L'Assemblée suggère en outre, que le Conseil d'Administration examine la question de savoir qu'il y aurait lieu de convoquer, à une date rapprochée, une conférence technique préparatoire comprenant les représentants des Gouvernements, des patrons et des ouvriers des principaux pays producteurs de charbon en Europe, conférence qui serait chargée d'indiquer au Conseil d'Administration les questions relatives aux conditions de travail dans les mines de charbon qu'il serait le plus utile, à son avis, d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence

Internationale du travail de 1930, en vue d'aboutir à un accord international de caractère pratique ».

« L'Assemblée invite, d'une part, à examiner les recommandations que le Comité économique pourra formuler à la suite de la Conférence du 30 septembre, au sujet des difficultés actuelles que rencontre l'industrie houillère, notamment les fluctuations de prix et la différence qui existe actuellement entre la production et les besoins de la consommation, et, d'autre part, à convoquer une conférence des Gouvernements intéressés pour étudier les recommandations en question ».

Il faut, pour bien comprendre le sens de ces négociations, se rappeler que l'instigateur, M. Graham, Président du Board of Trade Britannique, était délégué du Gouvernement Britannique travailliste depuis 1928. Celui-ci avait fait de grandes promesses aux ouvriers anglais, notamment sur l'application de la journée de 7 heures dans les mines. Ce gouvernement avait fait hausser les salaires à un point tel qu'ils étaient bien au-dessus de ceux en usage dans les autres nations. Pour éliminer ce que ce système avait de désavantageux pour l'industrie charbonnière britannique, le Gouvernement anglais, par l'entremise de M. Graham, faisait tout son possible pour obtenir une réduction internationale de la durée du travail, et en même temps une hausse générale des salaires qui aurait ainsi amené ceux des autres pays au niveau de ceux pratiqués en Angleterre. C'est ce qui explique le texte de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations votée après le discours et sur l'instigation pressante de M. Graham, alors que celle-ci, saisie depuis 1925 des revendications ouvrières, n'avait trouvé aucune solution pratique.

Le Conseil d'Administration de la Société des Nations saisi de cette résolution, l'admit en totalité, et suivant le désir de l'assemblée la remit au Conseil d'Administration du B. I. T., afin que celui-ci étudiât les différentes propositions contenues dans le texte.

Le Conseil d'Administration du B. I. T. examina le texte qui lui était confié, et fit savoir, en octobre 1929, qu'il se rangeait à l'avis de l'assemblée. Il constatait « l'importance des questions soulevées par cette résolution ainsi que l'urgence de contribuer à l'étude générale poursuivie par la S.D.N. et à l'initiative prise concernant le charbon ».

Il décidait conformément à la suggestion de la X^e Assemblée de la S.D.N. « de convoquer au début de janvier 1930 une conférence technique préparatoire comprenant des représentants des Gouvernements, des patrons et des ouvriers des principaux pays producteurs de charbon en Europe, conférence qui serait chargée d'indiquer au Conseil d'Administration les questions relatives aux conditions de travail dans les mines de charbon qu'il serait utile, à son avis, d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Travail en 1930 en vue d'aboutir à un accord international de caractère pratique ».

Les problèmes soulevés par une réglementation de la durée du travail et la hausse des salaires étaient si nombreux et pouvaient avoir de telles répercussions, que les organes de la S.D.N. reconnaissaient qu'il fallait avoir recours à des personnes compétentes et spécialisées.

On voulait également tenter d'obtenir un début d'accord sur la plupart des questions, de façon à ne pas se trouver en face d'un refus systématique des patrons, ouvriers ou Gouvernements pour la ratification des conventions.

Toutes les précautions étaient prises pour arriver à un aboutissement. Mais la convention à laquelle aboutirent ces travaux en 1931, ne fut jamais ratifiée.

§ 2. — La Conférence Technique Préparatoire de 1930

Suivant la décision du Conseil d'Administration du B.I.T., une conférence technique préparatoire fut convoquée à Genève où elle se réunit le 3 janvier 1930. Elle était composée de représentants du patronat, des Gouvernements et des ouvriers des neuf principaux pays producteurs de charbon en Europe : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Pologne et la Tchécoslovaquie désignés par le Comité Economique de la S. D. N.

La Conférence siégea du 6 au 18 janvier. Trois questions lui avaient été soumises : la hausse des salaires, la réduction des heures de travail, et les conditions générales du travail dans les mines de charbon. Le but de cette conférence était d'indiquer au Conseil d'Administration, la liste des questions qu'elle estimerait la plus nécessaire d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Travail de 1930 : ceci pour arriver

à une convention qui aurait le plus de chances d'être admise internationalement.

La Conférence examina les différents points et y apporta à l'appui toutes les données de l'expérience de ses membres, elle montra ainsi que parmi les trois questions posées, une seule avait des chances d'aboutir à un accord international : la question de la durée du travail. Et dans ce problème l'accord unanime se fit grâce à M. Parent, délégué français, sur un point : la définition de la durée de la journée dans les mines. On décida donc de donner à cette durée une interprétation qui serait admise en Droit international.

Désormais les heures de travail seraient comptées individuellement pour chaque ouvrier depuis son entrée dans la cage, jusqu'à la sortie une fois la remonte effectuée. C'était en fait la consécration de la journée de travail telle qu'elle était calculée en Allemagne.

En effet malgré les efforts de la délégation britannique pour réduire la durée du travail, les groupes patronaux voulaient demeurer fidèles au principe des 8 heures, consacré par la Convention de Washington de 1919. Cette réglementation encore récente avait déjà amené une réduction importante de la durée du travail, et par suite une diminution du rendement et de la production.

Ils justifiaient d'ailleurs leur proposition par des arguments d'une réelle importance.

D'abord en raison des progrès accomplis par la production de l'énergie électrique et les moyens de l'utiliser, le charbon ne constituait plus la principale source de l'énergie : le développement continu de l'électricité menaçait en outre de diminuer la consommation du charbon et ainsi d'en abaisser le prix de vente. Il serait donc de mauvaise politique d'augmenter le prix de revient du charbon en un tel moment ce qui revenait à favoriser les sources d'énergie concurrentes.

On fit valoir enfin, que la nation la plus productrice de charbon du monde, les Etats-Unis, n'était pas présente à la Conférence, celle-ci ayant lieu seulement entre pays producteurs d'Europe. Si on défavorisait encore les pays Européens, moins heureux déjà que les Etats-Unis au point de vue des facilités d'exploitation, on risquait de perdre des débouchés hors d'Europe. Ce fut en particulier la thèse soutenue par le délégué

patronal allemand, qui insista particulièrement sur ce dernier point, et mit les autres délégués en garde contre « ce saut dans l'inconnu », expression reprise au Sénat en France, lors du vote des 40 heures.

La Conférence Technique ne put arriver à un accord sur le nombre d'heures auquel devait être fixée la durée du travail journalier, elle laissa ce soin à la C.I.T. Elle donna dans son rapport des directives très utiles au Conseil d'Administration, sur le champ d'application, le mode de calcul de la durée du travail, et les heures supplémentaires ; celles-ci étaient d'autant plus importantes qu'elles émanaient de délégués des partis les plus divers (Patrons, Gouvernements, Ouvriers) mais spécialisés dans cette question, et qui allaient faciliter les travaux du B.I.T.

§ 3. — La Conférence International du Travail de 1930

Le Conseil d'Administration du B.I.T., lors de sa session en février 1930, voulut continuer l'œuvre commencée par la Conférence Technique et donner une portée pratique aux suggestions qu'elle avait émises.

Il inscrivit à l'ordre du jour de la Conférence Internationale du Travail de 1930 la question de la réduction de la durée du travail dans les mines de charbon, la seule question qu'avait retenue la Conférence technique, les deux autres (salaires et conditions du travail) ayant été laissées de côté.

Le désir du Conseil d'Administration était d'arriver à une conclusion rapide et d'obtenir, dès la session de 1930, le vote d'une convention définitive. C'est pourquoi il examina quel mode de procédure devait être choisi : si l'on devait recourir à la procédure habituelle de double discussion (étude du problème dans une première session en vue d'une décision à prendre dans une session ultérieure) ou à engager immédiatement une discussion sur le fond entraînant un vote définitif.

Le Conseil ne fit aucune suggestion positive à la Conférence mais dans le rapport du B.I.T. fut inséré un avant-propos de convention qui devait permettre à la Conférence de prendre une décision définitive à cette même session si elle le désirait.

En même temps le B.I.T. continuait ses travaux sur une question particulière qui avait été soulevée au cours des dis-

cussions de la Conférence technique préparatoire : la réduction du travail dans les mines de lignite. Le délégué allemand représentant le plus gros pays producteur de lignite d'Europe avait demandé que ces mines ne fussent pas assujetties à la réglementation générale des mines.

Cette question avait soulevé un large débat, et pour y mettre fin la Conférence Technique après avoir retenu toutes les mines de charbon pour l'application de son projet, adopta, quant aux mines de lignite, une résolution où elle déclarait qu'en attendant les renseignements que le Bureau devait recueillir, il ne lui était pas possible de déterminer dans quelles mesures et suivant quelles modalités les dispositions de la Convention à intervenir devaient être appliquées aux travaux souterrains des mines de lignite. Ainsi, la Conférence technique demandait qu'il soit procédé à une enquête supplémentaire sur les mines de lignite ; les documents recueillis jusqu'alors n'ayant pas permis à la Conférence Internationale du Travail de se prononcer.

Le Bureau International du Travail fut chargé par le Conseil d'Administration de procéder à une enquête dans ce sens, et d'en communiquer les résultats à la Conférence.

Celle-ci à sa 14^e session, en juin 1930, aborda la question de la réduction du travail dans les mines de charbon.

Comme l'avait suggéré le B.I.T. pour des raisons de rapidité, la Conférence adopta exceptionnellement la procédure de simple discussion. Cette dérogation à la règle habituelle de la double discussion ne se fit pas sans quelques difficultés, les groupes patronaux étant hostiles à cette forme de procédure. Enfin, pour arriver à l'adoption immédiate d'une convention, on prit pour base de discussion l'avant-projet soumis par le B.I.T.

La Conférence commença par admettre à l'unanimité la définition de la durée du travail telle qu'elle avait été formulée par la Conférence technique préparatoire, et s'attaqua ensuite à la fixation de la durée du travail dans les mines.

Les solutions proposées par le texte de la Conférence technique ne furent pas admises par la C.I.T. Les débats furent longs et souvent très animés tant dans les commissions que dans les réunions plénières. Les représentants ouvriers demandaient la limitation de la journée de travail à 7 heures, le groupe pa-

tronal tenait aux 8 heures comme il avait été entendu à la Conférence technique. De là des discussions fort longues, des arguments accompagnés de chiffres de part et d'autre. M. Parent montra qu'en réalité il y avait deux questions : l'uniformisation de la durée du travail d'une part et la réduction d'autre part.

Finalement, le représentant gouvernemental allemand rallia la majorité de la Conférence autour d'un compromis fixant la durée du travail à 7 h. 45 par jour : et il fut stipulé qu'une nouvelle conférence aurait à se prononcer trois ans plus tard sur la nécessité d'une nouvelle réduction.

Cet amendement était fortement appuyé par le représentant gouvernemental français M. Fontaine. Mais des difficultés surgirent, lorsque M. Shinwell, Secrétaire aux Mines dans le Cabinet travailliste anglais, après avoir combattu ces 7 h. 45 s'y rallia après avoir demandé qu'il fut procédé à un deuxième vote. Le Gouvernement britannique tenait en effet à ce que fut décrété l'application des 7 h. 30. La régularité de ce deuxième vote fut contestée par les représentants des groupements patronaux. Ceux-ci refusèrent d'y participer et quittèrent la salle de réunion en signe de protestation.

Le projet de la Commission qui visait uniquement les mines de houille et prévoyait une autre convention pour les mines de lignite ne fut pas admis en séance plénière, il n'obtint pas la majorité des $\frac{2}{3}$ des voix requises pour son adoption. 70 voix se prononcèrent pour le projet, 40 contre ; 73 voix eussent été nécessaires.

Le B.I.T. sur ce point enregistrait un échec et ne put arriver en la seule session de 1930 à rédiger une convention qui aurait été applicable la même année.

La non-adoption de cette convention de 1930 est due au changement d'attitude au dernier moment des délégués gouvernementaux allemands. Ceux-ci avaient obtenu une satisfaction très importante sur la question du travail dans les mines de lignite puisqu'on les avait exclues de la réglementation générale, en prévoyant pour plus tard une réglementation particulière une fois qu'aurait été terminée la série de travaux d'enquête. Le Gouvernement allemand aurait donc dû normalement voter le projet de convention, mais il y avait un autre point sur lequel les représentants allemands ne voulaient pas céder :

la question des heures supplémentaires de travail qui pourraient être effectuées en dérogation à la réglementation proposée. Or le Gouvernement allemand réclamait une dérogation de 80 heures par an et la Conférence n'en prévoyait aucune. Ces heures supplémentaires furent refusées par la Commission d'abord et en séance plénière par la suite. Le représentant gouvernemental déclara alors qu'il s'abstiendrait de voter le projet. Cette abstention provoqua un changement d'attitude chez d'autres délégués gouvernementaux qui déclarèrent également se retrancher dans l'abstention. Voilà pourquoi ce projet qui aurait dû être proposé à la ratification des Nations dès 1930 ne put l'être que l'année suivante en 1931, d'ailleurs aucun pays ne devait ratifier cette convention, sauf deux, la Tchécoslovaquie et l'Espagne.

Malgré cet échec la C.I.T. décida à une forte majorité de revenir sur la question qui fut portée à l'ordre du jour de la prochaine session. En outre, elle adopta des résolutions complémentaires concernant l'application de la convention de Washington sur la durée du travail dans les mines de lignite pour la session de 1931.

Que conclure de cet échec ? La Conférence de 1930 n'avait-elle rendu aucun service ? Non en ce qui concerne un accord final de portée pratique ; elle avait quand même résolu beaucoup de problèmes intéressants sur la durée du travail dans les mines, et fait envisager les questions sous un angle nouveau grâce aux travaux de la Conférence technique préparatoire.

Les résultats acquis allaient permettre à la C.I.T. de 1931 d'élaborer une Convention différente qui allait être votée à une forte majorité.

De ce travail résultèrent des concessions réciproques qui allaient permettre de trouver des bases d'entente pour une réglementation internationale. Ainsi, des 8 heures auxquelles tenaient essentiellement au début les représentants du patronat et des 7 heures réclamées par les représentants ouvriers, on était arrivé à une transaction de 7 h. 45 acceptée par les uns et les autres.

Enfin les 7 h. 45 de travail journalier sans dérogation possible, ni adjonction d'heures supplémentaires, n'avaient aucune chance d'être appliquées par aucun Etat, la réduction du travail, sans possibilité de travailler plus dans certaines circons-

tances, témoignant d'une rigidité dont les conséquences pour les pays qui l'auraient adopté auraient pu être funestes pour leur économie. C'est ce que montra avec juste raison le délégué gouvernemental allemand, et son abstention ainsi que celles des autres gouvernements montra quel devait être le chemin à suivre.

Dans l'intervalle qui sépara la session de la Conférence de 1930 et celle de 1931, de fin juin 1930 à début mai 1931, les neuf gouvernements intéressés se réunirent en décembre 1930, pour préciser les points sur lesquels portaient les divergences essentielles et recherchèrent en commun un compromis, les conversations, quoique non officielles admirent rapidement la journée de 7 h. 45 avec une réserve de 60 heures supplémentaires par an, elles eurent de très heureux résultats puisqu'elles facilitèrent dans une grande mesure le succès de la session de 1931.

En 1930, sur 28 délégués gouvernementaux, 22 s'étaient prononcés pour la convention et 6 contre, tandis qu'en 1931 sur 32 délégués, 31 se prononcèrent pour l'adoption de la convention, 1 seulement contre. Ce revirement a été certainement influencé par les conversations des gouvernements en 1930.

4. — La Convention de 1931

1°) ELABORATION DE LA CONVENTION

La C.I.T. tint sa session du 8 mai au 18 juin 1931. Elle décida de procéder à une seule discussion comme il avait été fait en 1930. Bien que statutairement il y avait là une question nouvelle inscrite à l'ordre du jour : la C.I.T. se basa sur les travaux de la Conférence technique de 1930 qui existaient déjà pour rejeter la procédure de double discussion.

La Commission commença par examiner les amendements posés par les délégués ouvriers ; ceux-ci furent immédiatement repoussés, et l'on passa à l'examen de la réduction du travail telle qu'elle avait été envisagée l'année précédente par la C.I.T. et à Paris par les Gouvernements. M. Brarens (Allemagne), Président de la Commission, présenta aux voix la journée de 7 h. 45. Les délégués patronaux au nombre de 15 votèrent contre, prétendant qu'ils ne voulaient pas assurer la responsabilité

d'une telle expérience. Le projet fut adopté par 30 voix et 2 abstentions.

La question des 60 heures de travail supplémentaire par an fut également adopté.

Finalement, le projet de convention élaboré par la Commission fut voté en séance plénière par 81 voix contre 2, les délégués patronaux s'étant abstenus. Cette convention dont nous donnons ci-après les principaux passages limitait la durée du travail dans les mines de houille et de lignite, mais autorisaient pour ces dernières des heures supplémentaires plus nombreuses que pour les premières.

Article I. — « La présente convention s'applique à toutes les mines de charbon, c'est-à-dire à toute mine d'où il est extrait soit seulement de la houille ou du lignite, soit principalement de la houille ou du lignite en même temps que d'autres minéraux ».

L'article second détermine à qui est applicable la convention : à l'ouvrier mineur travaillant au fond et manuellement à l'exclusion du surveillant ou des personnes ne participant à aucun travail manuel.

Après avoir indiqué les établissements et les personnes qui bénéficient de la convention, la convention reprend la définition de la durée du travail dans les mines, telle qu'elle avait été admise en 1930.

Article III. — « La durée dans les mines souterraines de houille consiste dans la durée de présence dans la mine déterminée de la manière suivante :

1) « Est considérée comme durée de présence dans une mine souterraine, la période comprise entre le moment où l'ouvrier entre dans la cage pour descendre et le moment où il en sort, la remonte effectuée ».

2) « Dans les mines où l'entrée a lieu par galerie, sera considérée comme durée de présence dans la mine, le temps qui s'écoule entre le moment où l'ouvrier franchit l'entrée de la galerie d'accès et celui où il est de retour à la surface ».

3) « Dans aucune mine souterraine de houille, la durée de présence de chaque ouvrier dans la mine ne pourra excéder 7 heures 45 minutes ».

Article IV. — « Les prescriptions de la présente convention seraient considérées comme remplies, si la durée comprise en-

tre le moment où les premiers ouvriers du poste ou d'un groupe quelconque quittent la surface et celui où ils regagnent la surface est la même que celle fixée au paragraphe 3 de l'article 3. L'ordre et la durée, tant de la descente que de la remonte d'un poste ou d'un groupe quelconque d'ouvriers devrait, en outre, être sensiblement les mêmes ».

La convention prévoit à l'article 6 le chômage obligatoire des jours fériés.

Article VI. — I « Les ouvriers ne devraient pas être occupés aux travaux souterrains dans les mines de charbon le dimanche ou les jours de fêtes légales ».

Toutefois, la législation nationale pourra autoriser des exceptions pour les ouvriers âgés de plus de 18 ans, dans le cas de travaux continus, d'aérage, de prévention d'accidents, de maladie, de soins à donner aux animaux ; de travaux d'arpentage et de travaux urgents relatifs aux machines ou aux autres installations.

L'article VII prévoit que la durée de travail pourra être encore réduite par rapport à celle autorisée à l'art. 3 lorsque les conditions de travail deviennent pénibles ou dangereuses pour les ouvriers.

« Des règlements de l'autorité publique fixeraient une durée de présence dans la mine plus courte que celle prescrite aux articles 3, 4, 5 pour les ouvriers occupés dans les chantiers que des conditions anormales de température, d'humidité ou autres rendraient particulièrement insalubres ».

En revanche, des dépassements pourraient être autorisés par des règlements de l'autorité publique en cas d'accident de force majeure, de travail urgent, etc... pour des travaux nécessaires en vue de la reprise du travail. Mais il est prévu dans ce cas que les heures supplémentaires effectuées en vertu du présent article (art. 8) seraient rémunérées à un taux majoré d'au-moins 25 %, par rapport au salaire normal.

Article IX. — « Des règlements de l'autorité publique pourraient en dehors des dispositions de l'article 8 mettre 60 heures supplémentaires au maximum par an à la disposition des entreprises pour l'ensemble du pays ».

« Ces heures supplémentaires seraient rémunérées à un taux majoré d'au-moins 25 % par rapport au salaire normal ».

L'O.I.T. prévoit que les règlements mentionnés dans les ar-

ticles 7, 8, 9 autorisant une durée du travail plus courte ou plus longue que celle normalement pratiquée seront pris après consultation des organisations patronales et ouvrières. Ceci permet de souligner en passant le développement de la collaboration des particuliers avec les pouvoirs publics dans l'élaboration des décrets et règlements, qui a pris son plein épanouissement sous le ministère Blum.

Sont compris dans les 7 h. 45 de travail les repos ou pauses collectives entraînant un arrêt de production pourvu qu'elles n'excèdent pas 30 minutes. Pour les mines de lignite, ces poses ne seront pas comptées dans la durée de présence.

Les mines à ciel ouvert ne sont point soumises à cette convention et demeurent sous le régime des dispositions de la Convention de 1919 de Washington limitant le travail industriel à 8 heures par jour et à 48 heures par semaine.

Les mines de lignite ne sont pas soumises au même régime que les mines de houille ordinaires. Alors que le repos collectif dans la mine est implicitement reconnu par l'article 3 comme faisant partie de la journée de travail, l'article 13 prévoit que dans les mines de lignite il pourra être dérogé à cette disposition et que le temps de pause ne soit pas inclus dans la durée journalière de travail. « Cette permission ne sera accordée que lorsque la nécessité d'appliquer un tel système aura été établie par une enquête officielle dans chaque cas particulier et après consultation des travailleurs intéressés ».

L'article 13 autorise un nombre d'heures supplémentaires plus élevé que pour les mines de houille.

« Le nombre des heures supplémentaire prévu à l'article 9 pourra être porté à 75 au maximum par an ».

« En outre, l'autorité compétente peut admettre des conventions collectives qui prévoient 75 autres heures supplémentaires au maximum par an, les heures devant être rénumérées également à un taux d'au-moins 25 % par rapport au salaire normal ».

La Convention prévoit, comme toute mesure du même genre que les dispositions ne pourraient entraîner une augmentation d'heures de travail dans les pays où la durée du travail serait moins longue, ni amoindrissement de tout autre avantage prévu par la loi nationale.

La Convention est suspendue en cas de « danger pour la sécurité nationale ».

Ce texte convenait particulièrement à l'Allemagne à laquelle il donnait satisfaction sur les nombreux points concernant les mines de lignite. Les ouvriers de ce pays acceptant en général facilement de faire des heures supplémentaires contrairement à ce qui se passe en France ou en Angleterre.

La production de lignite représente 45 % de sa production totale de houille, si donc elle était réglementée pour la première comme pour la seconde, elle demeurerait assez libre pour augmenter celle-ci en cas d'une hausse de la consommation. Dans beaucoup d'usages la lignite peut remplacer du charbon, et il était possible d'accélérer la production du lignite si celle de houille diminuait. On comprend pourquoi l'Allemagne a voté si facilement la convention de 1934.

Celle-ci, si elle n'a jamais été ratifiée, devait servir cependant de directive pour l'élaboration des législations nationales ; la loi des 40 heures en 1936 lui emprunte plusieurs de ses principes.

2° LES EFFORTS POUR LA RATIFICATION DE LA CONVENTION DE 1934

Il était stipulé par l'article 18 de la présente convention qu'elle ne « lierait » que les membres de l'O.I.T. dont la ratification aurait été enregistrée au Secrétariat.

Elle devait entrer en vigueur six mois après que la ratification de deux des membres suivants aurait été enregistrée par le Secrétaire général de la S.D.N. : Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Pologne, Tchécoslovaquie.

Pour chaque membre, celle-ci devait entrer en vigueur six mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

On tenta d'arriver à la ratification générale le plus rapidement possible. En janvier 1932, sur l'initiative du Gouvernement britannique, des représentants des sept Etats prévus pour l'art. 18, se réunirent à Genève pour examiner les moyens de ratifier la convention. On conclut tout d'abord à la nécessité de faire adopter le texte par les sept Etats en même temps afin d'éviter toute concurrence et toute défaveur d'un Etat par rapport à l'autre. Mais, devant les arguments soutenus par certains pays, on dut reconnaître que la ratification n'était pas possible à ce moment.

L'Angleterre fit valoir la situation des Etats-Unis déjà favorisée par la nature de ses exploitations et en plus aucunement limitée par une réglementation du travail. La Belgique demandait « un décalage de six mois à un an en sa faveur ». La réunion se termina sans que rien ne fût décidé.

En février 1933, un nouvel effort fut tenté ; les représentants des sept Etats se réunirent à Genève. La France, comme auparavant était favorable à la ratification : cette mesure n'aurait d'ailleurs réduit la journée en usage depuis 1919, que de quelques minutes par jour. Le représentant de l'Angleterre au contraire, signala deux difficultés relatives à l'article 6. Il argua d'abord que l'interdiction du travail le dimanche était trop rigoureuse, ensuite que son Gouvernement ne pourrait ratifier la convention en raison de l'alinéa 4 de l'article 6 ; celui-ci prévoyait pour les ouvriers occupés aux travaux continus, un repos compensateur et une majoration de salaire. Devant cette attitude, on dut convenir que la ratification simultanée n'était pas encore possible. Il fut décidé que le B.I.T. se livrerait à une nouvelle enquête pour savoir comment les deux difficultés signalées par l'Angleterre étaient résolues dans les autres Etats. Une fois l'enquête terminée, une réunion officielle serait à nouveau convoquée.

Pendant la 17^e session de la Conférence générale de l'organisation internationale du Travail de la S.D.N. tenue du 8 au 30 juin 1933, consacrée à la réglementation des Bureaux de Placements payants, et à différentes formes d'assurances : vieillesse, invalidité et décès, qui donnaient lieu à six projets de convention et à quelques recommandations, la C.I.T. continua à s'occuper accessoirement de la ratification de la convention de 1931.

Elle désirait donner une portée pratique à cette convention sur laquelle on avait fondé de si beaux espoirs, et pria son Conseil d'Administration d'envisager toutes mesures utiles en vue de hâter la ratification de la convention et notamment d'examiner l'opportunité de convoquer une Conférence tripartite de représentants des Gouvernements, des propriétaires de mines et de mineurs des différents pays mentionnés à l'article 18, en vue de faciliter la ratification prochaine et simultanée des sept Etats.

Le Conseil d'Administration de la C.I.T. examina la résolu-

tion de la Conférence à sa session suivante d'octobre 1933. Il décida d'attendre les réponses des Gouvernements au sujet des difficultés suscitées par l'Empire britannique quant au repos du dimanche et aux travaux continus.

En janvier 1934, lorsqu'il fut entré en possession de toutes les informations fournies par les Etats, il étudia à nouveau la question d'obtenir une prompte ratification de la Convention.

Les réponses belge et française montraient qu'il existait en France et en Belgique des difficultés d'application semblables à celles signalées par l'Angleterre. La Belgique prétendait également qu'il était compliqué d'assimiler les magasiniers et machinistes du fond aux piqueurs.

Devant l'apparition de difficultés nouvelles, le Conseil d'Administration adopta la suggestion de la Conférence de juin 1933 lui demandant de convoquer une Conférence tripartite des représentants gouvernementaux, ouvriers et patronaux des sept Etats déjà cités. En plus, il demandait aux gouvernements des autres Etats de bien vouloir se faire représenter à cette réunion pour en examiner les travaux et faire s'il y avait lieu des propositions utiles. Il pensait que cette nouvelle réunion composée uniquement de personnes spécialisées et extrêmement compétentes dans cette question du travail des mines, pourraient facilement aplanir les difficultés signalées et proposer une entente qui aboutirait à une ratification.

Entre temps, avant l'ouverture de la réunion tripartite, la Belgique et les Pays-Bas envoyèrent de nouvelles communications qui, non seulement ne proposaient pas de solutions aux problèmes, mais faisaient envisager de nouvelles difficultés.

Le Gouvernement belge montrait que la permutation hebdomadaire des équipes occupées à des travaux continus n'irait pas sans de grands inconvénients. Celui des Pays-Bas demandait de prévoir dans le projet de Convention la possibilité d'appliquer le système du « Spread-Over » c'est-à-dire le chômage d'un jour par quinzaine ou une demi-journée par semaine, tout en travaillant un plus grand nombre d'heures chaque jour. De cette façon la durée du travail effectif est la même pour la semaine ou la quinzaine et le prix de revient est moins élevé, les frais généraux demeurent à peu près les mêmes par jour ouvrable pour une production supérieure.

Le Conseil d'Administration remit toutes les communications

faisant état des cinq difficultés signalées par les Gouvernements, à savoir :

— soulevée par l'application du repos dominical (Angleterre) ;

— relative au repos compensateur dans les travaux (Angleterre) ;

— quant au travail des magasiniers et machinistes du fond (Belgique) ;

— dûe à la permutation hebdomadaire des équipes (Belgique) ;

— application du « Spread-Over » (Hollande).

L'exposé de ces difficultés allait être soumis pour étude à la Réunion tripartite. Celle-ci se réunit à Genève les 26 et 27 juin 1934.

La Belgique, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, avaient désigné pour participer à la réunion des représentants du Gouvernement, des propriétaires de mines et des mineurs. Le Chili, l'Espagne, la Hongrie, l'Italie et le Japon y avaient envoyé des observateurs.

Les diverses difficultés furent examinées une à une et donnèrent lieu chacune à discussion. Ceci montra que la première convention était par trop rigide, puisqu'avant même tout essai d'application, elle s'était heurtée auprès des Gouvernements intéressés à de grosses complications en raison des législations et des coutumes en vigueur. Les Gouvernements représentés demandèrent donc au Conseil d'Administration de bien vouloir envisager la révision partielle de la convention, quant à chacun des points soulevant des difficultés. En même temps, pour prouver leur bonne volonté d'arriver rapidement à une application pratique déclarèrent que leurs Gouvernements étaient disposés à ratifier simultanément la convention, si la C.I.T. donnait satisfaction sur les points litigieux qu'ils avaient présentés.

Le Gouvernement néerlandais adopta la même attitude au cas où la question du Spread-Over serait résolue comme il le réclamait ; les représentants des Gouvernements polonais et tchécoslovaques allèrent même plus loin : ils déclarèrent qu'ils étaient disposés à ratifier la convention telle qu'elle était, si les autres Etats la ratifiaient. La conclusion des travaux de cette réunion était donc qu'il fallait procéder à une ratification par-

tielle de la convention, laquelle serait alors facilement ratifiée en entier par toutes les nations.

Ce fut l'idée même du Conseil d'Administration du B.I.T. lorsqu'il eut à examiner les résultats des travaux de la réunion tripartite à sa session de septembre 1934.

Il procéda à la session de janvier-février 1935 à l'inscription, à l'ordre du jour de la session de la même Conférence Internationale du Travail à la procédure de révision partielle de la convention.

La révision devait porter sur les points soulevés par la Grande-Bretagne et la Belgique.

- 1) Interdiction du travail du dimanche.
- 2) Les modifications à apporter au régime des travaux continus.
- 3) La condition des magasiniers et machinistes du fond.
- 4) La condition des machinistes d'engins principaux et de ventilateur.

Quant à la demande d'application du « Spread-Over » venant de la part du Gouvernement hollandais, elle ne fut pas retenue. Chose importante à signaler au point de vue de la procédure admise à la C.I.T., on devait établir un mode de révision qui serait désormais applicable dans tous les cas semblables tant au point de vue de la procédure qu'au point de vue des conséquences. Le groupe ouvrier du Conseil demandait également à fixer à 40 heures par semaine la durée du travail dans les mines et à l'inscrire dans la nouvelle convention de 35 ; cette proposition fut rejetée en faisant valoir que la question était inscrite d'autre part avec une portée générale à l'ordre du jour de la Conférence de 1935.

§ 5. — La Convention révisée de 1935

La Conférence Internationale de 1935 avait un certain nombre de questions inscrites à son ordre du jour à régler : d'abord la révision de la Convention de 1931 sur les mines, la fixation d'une procédure générale de révision, le problème du chômage et la réduction du travail hebdomadaire, ces deux derniers points ne formant qu'une seule et même question.

La Conférence se réunit le 5 juin 1935. Sa session dura jusqu'à la fin juin 1935. La question de la révision de la Conven-

tion de 1931 fut examinée très rapidement. Il fut institué une commission qui avait pour but d'étudier les difficultés signalées, et de modifier les articles dans un sens favorable aux demandes des Gouvernements. Les articles modifiés devaient être présentés au vote de la Conférence.

La commission a du examiner les points que nous venons de voir à savoir :

1) Autorisation éventuelle aux ouvriers de travailler certaines heures du dimanche et des fêtes légales.

2) Augmentation éventuelle de la durée de prolongation des heures de travail pour les travaux continus.

3) Augmentation éventuelle de la durée de prolongation des heures de travail pour des travaux préparatoires ou complémentaires (cas des magasiniers, machinistes).

4) Augmentation éventuelle de la durée de prolongation des heures de travail pour effectuer la journée de décalage périodique des équipes travaillant en 3 postes pour les ouvriers chargés d'assurer la marche des engins principaux pour le travail des mines de charbon le dimanche ou les fêtes légales.

Avant le vote, quelques délégués gouvernementaux tinrent à faire certaines déclarations. Le délégué des Pays-Bas signala qu'il regrettait beaucoup que le Conseil du B.I.T. n'ait pas retenu la demande que son Gouvernement avait fait au sujet du « Spread-Over » et que la Commission n'eût pu l'examiner. Le délégué britannique déclara qu'il eût aimé voir figurer dans la convention révisée des limites précises aux nouvelles dérogations, au lieu de la liberté d'application laissée par les articles modifiés. La plupart des représentants gouvernementaux tinrent à faire savoir que l'attitude de leurs Gouvernements n'était en rien modifiée, ils étaient prêts à ratifier la Convention à condition que cette mesure fut prise simultanément par les 7 Etats intéressés.

Le vote eût lieu après ces déclarations, sans aucune discussion, et, la C.I.T. admit purement et simplement les nouveaux articles tels qu'ils avaient été élaborés par la Commission. Cette révision ne portait d'ailleurs que sur les articles 6 et 8.

L'article 6 de la Convention de 1931 interdisait le travail des ouvriers dans les mines le dimanche et les jours de fêtes légales. Cet article fut suivi de l'amendement suivant qui l'assouplissait beaucoup :

« La disposition ci-dessus sera considérée comme satisfaite lorsque les ouvriers ne seront pas occupés pendant une période de plus de 24 heures consécutives, dont 18 au moins non comprises dans le dimanche ou jour de fête légale ».

Le travail du dimanche, toutefois réduit à 6 heures, devenait donc autorisé. Le nouvel article 8 autorise un dépassement de la durée du travail journalier limitée à 7 h. 45, pourvu qu'il soit autorisé par règlements de l'autorité publique, et précise la portée de ces règlements.

Article VIII. — « Sauf pour le cas visé à l'alinéa 3 ci-dessous (occupations non liées à la production du charbon ou à son transport et indispensables pour la préparation, l'achèvement de l'exploitation ou sa reprise) ces règlements ne peuvent autoriser l'emploi d'aucun ouvrier plus de 8 heures par jour, non compris le temps passé dans la mine pour atteindre le lieu de son travail et en revenir ».

« Ces règlements pourraient autoriser l'emploi des ouvriers affectés à la marche des engins principaux d'exhaure et de ventilation dans la mesure nécessaire pour permettre le changement périodique de l'horaire des équipes : les dépassements accomplis en vertu de cette disposition ne pourraient être considérés comme heures supplémentaires ».

La Convention de 1931 (Art. 8-92) prévoyait que les dépassements ne pourraient pas excéder une demi-heure par jour ; dans la nouvelle convention, c'est l'autorité publique qui fixe la durée du travail pour le personnel désigné ci-après :

A) magasiniers du fond.

B) préposés et des machinistes affectés des puits intérieurs au transport du personnel.

C) conducteurs de locomotives affectés au transport du personnel.

D) aides indispensables aux catégories B et C ci-dessus.

« La durée de prolongation sera celle fixée par les règlements édictés par l'autorité publique ».

« La disposition ci-dessus sera considérée comme satisfaite lorsque les ouvriers ne sont pas occupés pendant une période de 24 heures consécutives dont 18 au moins non comprises dans le dimanche ou jour de fête légale ».

L'article 8 autorise un dépassement de la durée du travail journalier limitée à 7 h. 45 par jour, pourvu qu'il soit accordé par l'autorité publique ».

L'amendement est le suivant :

« Sauf pour le cas visé à l'alinéa 3 (occupations non liées à la production du charbon ou à son transport et indispensables pour la préparation, l'achèvement de l'exploitation ou sa reprise) ces règlements ne peuvent autoriser l'emploi d'aucun ouvrier plus de 8 heures par jour, non compris le temps passé dans la mine pour atteindre le lieu de son travail et en revenir ».

CHAPITRE IV

LES PROJETS DE CONVENTIONS INTERNATIONALES RELATIFS A LA SEMAINE DE 40 HEURES

§ 1. --- Les débats préliminaires et les avant-projets de Convention de 1933

A cette même session la C.I.T. allait s'occuper pendant près des 24 séances qu'elle tint, d'un grave problème qui pesait sur le monde entier et qui allait en s'accroissant depuis 1930 : le chômage, et en particulier, le chômage des jeunes. Comme remède la C.I.T. allait proposer la réduction de la durée du travail par cinq conventions admettant 40 heures de travail au plus par semaine dans :

Les travaux publics entrepris ou subventionnés par les Gouvernements.

L'industrie sidérurgique.

Le bâtiment et le génie civil.

Les usines de verre à bouteilles.

Les mines de charbon.

Ce n'était pas la première fois que l'on verrait parler des 40 heures à Genève.

En janvier 1931, la commission du chômage du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, préoccupée de l'accroissement continu du nombre des chômeurs dans tous les pays, s'était proposée d'étudier si la réduction des heures de travail ne pourrait constituer un moyen de diminuer le chô-

mage. En raison des divergences d'opinion des différents membres de la commission, celle-ci ne put se prononcer ; néanmoins elle transmet cette idée au Conseil d'Administration qui continua les études entreprises dans ce sens.

Dans son rapport du Directeur du Bureau International, au mois de juin de la même année, Albert Thomas renaît l'idée de la réduction des heures de travail comme remède au chômage et en suggérait l'application dans certaines industries particulièrement évoluées au point de vue technique.

A sa session d'octobre 1931, le Conseil d'Administration du B.I.T. adoptait à l'unanimité la proposition du délégué du Gouvernement français demandant au Directeur du B.I.T. de convoquer avant la fin de l'année 1931, la commission de chômage afin qu'elle examine la possibilité d'arriver à une limitation de la durée du travail.

Cette commission se réunit en décembre 1931 et ne termina ses travaux qu'en janvier 1932 ; elle conclut à un projet de résolution qui fut adopté par le Conseil d'Administration du B.I.T. visant entre autres : la suppression des heures supplémentaires, la réduction de la durée de travail individuel sur la base de 40 heures par semaine.

A la Conférence du Travail qui se tint en avril 1932 : M. Jouhaux, délégué ouvrier français, fit un important discours, dans lequel il déclare qu'il faut s'attaquer directement au chômage qui, après avoir été un des effets de la crise, est devenu maintenant la cause principale de son aggravation. Il condamne toute réduction des salaires et la politique de déflation : il préconise, non pas comme remède à tous les maux mais comme moyen d'améliorer la situation la réduction des heures de travail rendue nécessaire et légitime par l'augmentation du rendement individuel. Ainsi, le travail pourra être réparti entre un plus grand nombre d'individus, les chômeurs par là même seraient réintégrés dans leur emploi : et, les salariés auraient une part légitime dans le bénéfice dû au progrès technique. L'orateur concluait en déposant une résolution invitant le Bureau International du Travail à mettre à l'étude, l'introduction légale de la semaine de 40 heures dans les pays industriels. Cette conclusion fut adoptée par 48 voix contre 37.

Au mois de juillet de la même année, le Gouvernement

Italien réclama par son représentant, M. de Michealis, une session spéciale de la C.I.T. pour l'étude de la question des 40 heures. La question fut inscrite à l'ordre du jour de la session de 1933.

Le B.I.T. dans le cas où la conférence aurait décidé de procéder comme elle l'avait fait en 1931 à une discussion unique, avait fait élaborer par une conférence préparatoire tenue en janvier 1933, trois avant-projets de convention concernant la réduction de la durée du travail respectivement dans les établissements commerciaux ou établissements analogues et dans les mines de charbon.

En raison de l'existence de la Convention de 1931 réglementant déjà la durée du travail dans les mines, le bureau avait proposé un avant-projet tendant à appliquer aux mines de charbon la semaine de 40 heures, en prenant pour base la dite convention.

Certaines modifications et certains compléments y étaient introduits donc ce but. La convention prévoyait deux régimes particuliers de la durée du travail ; l'un pour les ouvriers occupés à des travaux souterrains avec des dispositions particulières pour les mineurs occupés dans des mines de lignite ; l'autre pour les ouvriers occupés directement ou indirectement à l'extraction du charbon dans les mines à ciel ouvert de houille comme de lignite.

La Convention de 1931 prévoyait que les ouvriers occupés à des travaux souterrains dans les mines de houille accompliraient un travail journalier de 7 h. 45 au maximum. Si l'on tient compte de l'interdiction du travail du dimanche, la durée hebdomadaire de travail se montait à 46 h. 30 minutes, comme pour l'industrie la réduction prévue était de 8 heures par semaine, c'est-à-dire l'équivalent d'une journée de travail, il était normal que pour les mines, on retranche des 46 h. 30 de travail hebdomadaire, une journée de travail également soit 7 h. 45, et l'on arrivait ainsi à réduire le travail à 38 h. 45 par semaine, au lieu de 40 heures, mais, il était juste que l'on continua à avantager l'ouvrier mineur par rapport à ses collègues des autres industries puisque on l'avait toujours fait jusque-là. Les autres mesures prévues par la Convention de 1931 étaient à peu près inchangées.

Mais la Conférence ne voulut pas, sur un sujet aussi impor-

tant, se contenter de la procédure à discussion unique. Elle déclara qu'on ne pouvait aboutir à cette séance de 1933 ni à une recommandation, ni à une convention.

Lors de la discussion du principe en séance plénière, les revendications ouvrières présentées se heurtèrent aux arguments des représentants patronaux.

On aboutit seulement à une déclaration de principe.

La revendication ouvrière tendant au maintien du salaire malgré la réduction de travail due ou l'application des 40 heures fut rejetée.

Le représentant du Gouvernement Italien appuya les revendications des délégués ouvriers. Dès 1931 déjà, le monde patronal italien avait donné son appui à l'idée de la semaine des 40 heures réclamée par les syndicats ouvriers.

Le représentant du Gouvernement Français se montra favorable à l'adoption de la semaine de 40 heures. Mais tous les autres représentants des Gouvernements firent les plus expresses réserves quant à leur vote et à l'adoption par leur pays d'un tel principe. Le représentant du Gouvernement britannique fut particulièrement opposé à cette mesure.

Il fut décidé que le projet des 40 heures donnerait lieu seulement à une première discussion à cette conférence de 1933, une discussion ultérieure aurait lieu à la session de 1934, et la question fut inscrite à l'ordre du jour de cette session. Finalement, devant les difficultés que soulevait l'application de ce projet, celui-ci fut renvoyé pour étude à la Commission.

§ 2. — La Conférence de 1934

La conférence de 1933 ne put donc aboutir au vote d'un projet : elle adopta avant de se séparer des conclusions demandant, entre autres, qu'un questionnaire soit adressé aux différents Gouvernements par le B.I.T. pour obtenir leur avis sur la nécessité et les modalités des 40 heures. En particulier le questionnaire demandait aux Gouvernements de faire connaître si, à leur avis, les mines de charbon devaient faire l'objet d'une réglementation spéciale ou au contraire être soumises à la convention générale qui serait appliquée à tous les établissements industriels.

Les réponses qui parvinrent au B.I.T. indiquaient, pour la

plupart, qu'il fallait établir une convention spéciale pour les mines. En celà, les pays ne faisaient que suivre leur législation nationale, qui dans la majorité des Etats réserve aux mines une réglementation plus rigide que pour les autres établissements.

Malgré ces réponses, le B.I.T. ne voulut pas présenter à la Conférence de 1934 un avant-projet de convention. En effet, le Bureau faisait valoir que depuis 1931 il existait une convention sur la durée du travail dans les mines et que celle-ci n'avait jamais pu être ratifiée. On était en pourparlers pour réviser les points litigieux qui n'étaient pas acceptés par certains pays et l'on avait dans ce but convoqué une Réunion tripartite des 7 états qui devaient ratifier la Convention. Il aurait donc été paradoxal de proposer une nouvelle convention beaucoup plus rigoureuse que l'ancienne alors que depuis 3 ans on attendait la ratification de cette dernière.

La Conférence Internationale du Travail se réunit en juin 1934. Saisie à nouveau de la question du principe de la réduction hebdomadaire du travail, elle ne put mieux aboutir que celle de 1933. Le quorum de voix ne fut pas atteint dès le premier vote sur l'article 1^{er} de l'avant-projet de convention concernant les entreprises industrielles, proposé par la Commission. Dès lors il était inutile pour la Conférence de continuer ses travaux sur les questions précises qui lui étaient posées dans le sens des 40 heures. Elle adopta néanmoins une résolution, aux termes de laquelle elle approuvait le principe de la réduction du travail, pour bien montrer que malgré les désaccords existant dans son sein, elle tentait tous les efforts possibles pour arriver à une réglementation internationale du travail.

C'est alors que les délégués syndicalistes et les délégués italiens firent envisager le problème sous un autre angle. Ils demandèrent non pas que l'on admit d'abord le principe des 40 heures, et que l'on envisageât par la suite les modes d'application aux différentes branches d'activité, mais qu'on en fit un essai aux industries suivantes : travaux publics, bâtiments, sidérurgie, verreries, mines de charbon. La Conférence refusa encore d'adopter le principe des 40 heures pour ces différentes industries, sauf à faire un essai dans les industries de la fabrication des bouteilles.

Avant de se séparer, la Conférence invitait le Bureau « à réunir des informations complémentaires » et le Conseil d'Ad-

ministration » à inscrire de nouveau la question de la réduction de la durée du travail à l'ordre du jour de la prochaine session de la Conférence pour l'adoption de un ou plusieurs projets de convention ».

La C.I.T. suivait ainsi les directives des délégués ouvriers et des délégués italiens ouvriers et patronaux et maintenait son désir d'arriver au plus tôt à un résultat.

§ 3. — Conférence de 1935

Le Conseil examina ces conclusions à session d'octobre 1934 et de janvier 1935. Il inscrivit à l'ordre du jour de la session la question de la réduction du travail en ce qui concerne particulièrement :

- A) Les travaux publics entrepris par les Gouvernements ou subventionnés par eux ;
- B) Le fer et l'acier ;
- C) Le bâtiment et le génie civil ;
- D) Le verre à bouteilles ;
- E) Les mines de charbon.

Il ne décida rien en ce qui concernait la procédure d'adoption de la convention, laissant à la C.I.T. le soin de décider elle-même d'adopter ou de rejeter la procédure de la double discussion. Cependant il donna mission au B.I.T. de présenter un rapport qui permette à la conférence d'appliquer à son choix la procédure de simple ou de double discussion.

La Conférence se réunit en juin 1935 à Genève ; elle devait, outre la question de la révision de la Convention de 1931 sur les mines, examiner la réduction du travail.

Elle ne consacra pas moins de 24 séances à l'examen de cette seconde question qui était soulevée par l'accroissement du chômage chez les jeunes depuis 1930.

Des arguments en faveur de la réduction du travail, considérée comme remède au chômage, qui ont été soutenus au cours de cette session, nous en retrouverons beaucoup dans les revendications et les programmes électoraux en France, par l'obtention du vote de la loi des 40 heures.

Le premier orateur inscrit était M. Kuntschen, Conseiller technique patronal Suisse. Il s'étendit longuement sur le chômage des jeunes, chômage particulièrement élevé en Suisse, et

insista sur leur détresse ; M. Mochanoff, délégué gouvernemental de la Bulgarie tint le même langage.

Il faut signaler un événement très important à cette Conférence, les Etats-Unis d'Amérique avaient bien voulu participer aux travaux et y avaient délégué des représentants. Le troisième orateur inscrit à cette conférence était Mlle Abbott, déléguée gouvernementale des Etats-Unis. Elle fit également un tableau du chômage des jeunes, et proposa comme solution des travaux nationaux (il en avait été entrepris beaucoup au cours de ces dernières années aux Etats-Unis) elle ne parla pas de réduction du travail.

Au contraire, dès le début de la cinquième séance (première séance active), les délégués ouvriers, tel M. Hallsworth, délégué ouvrier de l'Empire Britannique demandent d'envisager la réduction du travail comme remède au chômage.

M. Leggett, délégué gouvernemental de l'Empire Britannique, fait entrevoir également toutes les difficultés économiques qui sont à la base du chômage.

A la sixième séance, qui est la deuxième séance active, le Président, après la constitution des Commissions, renvoie devant ces Commissions le cas de révision de la Convention de 1931, tandis que la question du chômage des jeunes en général sera étudiée en séance plénière.

On entendit successivement M. Ouersted, délégué patronal Danois, puis M. J. Godard, délégué gouvernemental Français, qui dit textuellement ces mots, faisant ainsi dévier le problème du remède au chômage : « ...M. Ouersted n'a envisagé qu'un des aspects de ce problème. Il a dit « On propose la réduction permanente de la durée du travail pour apporter un remède au chômage, cela ne sera pas opérant ». Je réponds que la Conférence a élargi le problème, la hausse, dirai-je en quelque sorte. Elle s'est prononcée en considérant la réduction de la durée du travail non seulement comme une diminution possible du chômage et un remède à un état momentané de crise, mais aussi comme un moyen d'adaptation de la production du machinisme et à la rationalisation, sans que ces phénomènes du progrès soient au détriment du travail... ».

On voit d'après ces paroles changer l'idée primitive de réduction du chômage ; il s'y adjoint une nouvelle idée, donner des loisirs aux travailleurs par une diminution du travail.

Il faut citer aussi l'intervention de M. Olivetti, délégué Italien, qui réclamait le vote d'une convention réduisant le travail à 40 heures par semaine. Cette réduction ayant été appliquée en Italie depuis 1934, il était évident que le Gouvernement italien désirât qu'une semblable mesure soit généralisée. Il cite le cas de l'Italie, où l'application des 40 heures dans toutes les branches de l'industrie a permis l'embauchage de 100.000 ouvriers. Il insiste sur le fait que cette mesure s'est produite sans augmentation du taux des salaires et là, il se sépare des délégués ouvriers qui ne veulent pas entendre parler de réduction des salaires. Il demande enfin la réglementation internationale des 40 heures.

Finalement la question de la réduction des heures de travail pour les industries autres que les mines est renvoyée devant une Commission.

La discussion générale se termina par l'adoption du projet de convention de la semaine de 40 heures. Cette convention comportait l'engagement, pour tout membre qui la ratifie, d'appliquer le principe des 40 heures suivant les dispositions de détail prescrites par les conventions distinctes ratifiées par lui.

Après ce vote, la Conférence examina les rapports de la Commission tendant à l'application de la semaine des 40 heures par voie de conventions distinctes, aux cinq activités figurant à l'ordre du jour.

La sous-commission chargée de la réduction du travail dans les mines avait opté pour la procédure de double discussion ; la Commission désirant aboutir au moins à une convention se prononça pour la discussion unique et rédigea un avant-projet. Mais la Conférence préféra, en raison de la gravité du problème, suivre le principe de la double discussion et décida d'inscrire la question à l'ordre du jour de sa prochaine session pour la deuxième phase de discussion.

De cette conférence, il faut retenir les quatre avant-projets de convention limitant à 40 heures par semaine dans le bâtiment les travaux publics, le verre à bouteilles, la sidérurgie. Quant aux mines de charbon, le texte de l'avant-projet était ainsi conçu :

« Dans une mine souterraine de houille, la durée de présence de chaque ouvrier dans la mine ne peut excéder 7 h. 45 par jour ni 38 h. 45 par semaine ».

Ce texte de l'avant-projet devait être repris par la loi de 1936 et le décret limitant la durée hebdomadaire du travail.

Enfin, à cette session fut votée une convention interdisant le travail souterrain des femmes dans les mines de charbon, à l'exclusion d'un travail de direction, de service sanitaire, d'étude ou de descente occasionnelle dans les mines pour un travail non manuel.

Dans la vingt-septième séance, on adopta par 79 voix contre 30, le projet de convention concernant la réduction du travail à 40 heures par semaine, en temps que principe général et comme remède au chômage.

Des cinq avant-projets présentés par la Commission, un seul fut adopté, concernant la réduction du travail dans les verreries à bouteilles.

Durant les travaux de la Conférence, il faut citer la prolongation de la scolarité envisagée comme remède contre le chômage des jeunes. Beaucoup de ces suggestions seront reprises et appliquées par le Gouvernement du Rassemblement populaire.

§ 4. — La Conférence de 1936. Texte de l'avant-projet

Le B.I.T., à sa session d'octobre 1935, résolut de remettre à tous les Etats intéressés un nouveau questionnaire relatif à l'application de la semaine des 40 heures dans les cinq branches d'activités, pour lesquelles la C.I.T. n'avait pas voulu ratifier les conventions. En possession des réponses à sa session de 1936, il élaborait un avant-projet en tenant compte de toutes les difficultés signalées, et en particulier de la situation des charbonnages des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. Il demanda en outre qu'aux quatre industries précédemment envisagées on y ajoute l'industrie du textile et l'industrie chimique. La Conférence se réunit le 4 juin 1936.

La Commission chargée de l'examen de cet avant-projet y apporta encore toutes les modifications que demandait l'application particulière de la réglementation du travail aux Etats-Unis ; on chercha également à ménager le plus possible chaque nation. Malgré ces efforts, une question ne put être traitée, l'inclusion dans le projet de convention des ouvriers travaillant en surface.

L'avant-projet, s'occupant uniquement des ouvriers du fond, fut soumis à la Conférence en séance plénière. Au premier vote elle recueillit 60 voix contre 37, mais au vote final, la majorité des 2/3 ne fut pas atteinte et l'avant-projet de convention ne fut pas adopté.

Voici quels étaient les passages principaux de cet avant-projet :

Article II. — Pour l'application de la présente convention, est considéré comme « ouvrier » :

A) Dans les mines souterraines de charbon, toute personne occupée aux travaux souterrains, quelle que soit l'entreprise qui l'emploie et quelle que soit la nature des travaux auxquels elle est employée, à l'exception des personnes occupant un poste de surveillance ou de direction et ne participant normalement à aucun travail manuel ;

B) Dans les mines à ciel ouvert, toute personne occupée directement ou indirectement à l'extraction du charbon, à l'exception des personnes occupant un poste de surveillance ou de direction et ne participant normalement à aucun travail manuel.

Article III.

2) Dans aucune mine souterraine, la durée de présence de chaque ouvrier ne peut excéder ni sept heures quarante-cinq minutes par jour, ni trente-huit heures quarante-cinq minutes par semaine.

Article VI.

1) Lorsque, conformément à la loi ou à l'usage dans l'ensemble du pays ou dans une partie déterminée du pays, il est seulement tenu compte pour le calcul de la durée du travail, du temps compris entre l'arrivée au chantier d'abattage ou en tout autre lieu de travail et le départ dudit chantier au dudit lieu, à l'exclusion des pauses, les prescriptions du paragraphe 2 de l'article 3 de la présente convention seront considérées comme remplies s'il est fixé pour chaque ouvrier, une durée maximum de présence sur le lieu de son travail déterminé de telle sorte que cette durée, ajoutée à la durée moyenne pondérée du temps consacré aux parcours souterrains et aux pauses de tous les ouvriers dans l'ensemble du pays ou de tous les ouvriers dans la partie visée n'excède pas les limites fixées au paragraphe 2 de l'art. 3.

2) La durée de présence de chaque ouvrier sur le lieu de son

travail déterminée comme il est prescrit au paragraphe précédent ne pourra en aucun cas excéder ni 7 heures par jour ni 35 heures par semaine.

Des dépassements sont prévus et peuvent être autorisés dans des cas spéciaux par l'autorité publique. Ils sont rigoureusement fixés et leur durée est limitée.

Article IX. — 2... Pour chacun des ouvriers, la prolongation ainsi autorisée ne pourra excéder, sauf pour les cas prévus aux paragraphes 3 et 4 du présent article, une demi-heure par jour et 2 heures et demie par semaine ».

Ces paragraphes 3 et 4 ne fixent pas de limite, pour certains ouvriers du fond, auxquels l'application d'une limitation avait soulevé des difficultés de la part de la Belgique et de l'Angleterre.

Cet avant-projet ne fut pas adopté. Une fois de plus la Conférence se séparait sans être arrivée au terme de ses efforts. Elle ne renonça pas toutefois, et estima que la question de la réduction de la durée du travail dans les mines de charbon ne devait pas être abandonnée. Sur la proposition des délégués gouvernementaux des Etats-Unis et de la France, elle adopta une résolution tendant à inviter le Conseil d'Administration du B.I.T. à examiner la nécessité d'une réunion technique tripartite, en vue de parvenir à un accord en 1937.

Cette réunion devait avoir lieu en 1937, mais ses conclusions ne devaient pas tendre à l'application des 38 h. 45 dans les mines ; l'exemple de la France montrait qu'il fallait un assouplissement et nous verrons comment et pourquoi la réunion opta pour la semaine de 42 heures.

On a vu quel fut le chemin parcouru depuis que la Société des Nations avait été saisie de la question de la réduction du travail dans les mines en 1925. Depuis 1928, première année où le B.I.T. publia un rapport intéressant sur les salaires et la durée du travail dans les différents pays, à chaque session la C.I.T. s'est occupée de la réduction de la durée du travail. Si elle n'a pu obtenir une convention de portée internationale, ces travaux ont eu une grosse influence sur le vote et la composition du texte du projet instituant en France la semaine de 40 heures.

CHAPITRE V

PRÉLIMINAIRES POLITIQUES

Le courant d'opinions en faveur de la réduction du travail devait nécessairement se manifester par un acte de portée pratique : les syndicats réclamaient la semaine des 40 heures ; le B.I.T. s'efforçait de démontrer qu'elle était le seul remède possible au chômage et qu'en raison des progrès du machinisme les travailleurs y avaient droit. Comment ce principe put être proclamé et appliqué en France ? C'est ce que nous allons examiner en montrant de quelle façon il fût revendiqué par un parti politique qui sût s'en servir dans des circonstances particulières dont il sût admirablement tirer parti pour arriver au pouvoir.

§ 1. — Formation du front populaire

Afin de bien comprendre pourquoi fut votée la loi du 21 juin 1936 et montrer qu'elle fût d'abord une loi politique avant d'être une loi sociale, il faut remonter jusqu'aux causes mêmes de la formation du front populaire. C'est pourquoi il nous faut citer ici la date du 6 février 1934.

A la suite de la révélation sensationnelle d'un scandale qui durait depuis plusieurs années, plusieurs membres du parti radical s'avérèrent particulièrement compromis. Il s'agissait d'un escroc d'envergure, Alexandre Stavisky, qui, grâce à ses relations politiques, empruntait aux crédits municipaux de

certaines villes. Jamais il ne fut poursuivi en raison des hautes protections dont il jouissait. Après sa mort, survenue dans des circonstances bizarres, le Gouvernement, malgré ses promesses, ne voulut, ni ne put poursuivre l'enquête et condamner les véritables responsables. Plusieurs gouvernements radicaux-socialistes se succédèrent sans rien entreprendre de nouveau.

Pendant ce temps l'opposition, qui avait beau jeu, n'ayant aucun de ses membres compromis, faisait une forte campagne pour la continuation du procès, et la démission des membres du Gouvernement qui avaient été en relation avec l'escroc.

Or, au mois de février 1934, le Gouvernement présidé par M. Daladier pour chercher de l'appui chez les extrémistes de l'assemblée, prit une mesure maladroite ; il destituait le Préfet de Police de Paris, M. Chiappe, dont les communistes et les socialistes réclamaient depuis longtemps le renvoi ; mais en même temps pour ne pas avoir l'air de procéder à une destitution et ne pas s'aliéner les éléments de droite, il nommait M. Chiappe, résident général au Maroc, en remplacement de M. Saint.

L'opinion publique très échauffée par les événements et la lenteur que l'on mettait à rechercher les coupables, prit très mal cette mesure, considérant qu'en réalité le Gouvernement désirait mettre à cette place dans un tel moment un homme qui lui soit entièrement dévoué.

Chose curieuse à cette époque, tous les partis craignaient un coup d'état de la part du parti adverse ; la mise à pied de M. Chiappe laissait entrevoir à l'opposition la possibilité d'un coup de force de la part du Gouvernement qui supprimant les réunions, la liberté de la presse, aurait étouffé ainsi rapidement le scandale. D'autres prétendaient au contraire, que l'opposition cherchait à prendre le pouvoir, grâce à la pression des manifestations populaires.

Quoi qu'il en soit, pendant plusieurs jour des défilés eurent lieu aux abords de la Chambre pendant les séances, réclamant la démission du cabinet. Le 6 février, les associations d'anciens combattants, décidèrent de défiler réclamant la punition des coupables, d'autres associations politiques se joignirent à eux.

La Chambre des Députés était gardée militairement, les manifestants ayant rompu un premier barrage, M. Bonnefoy Sibour, Préfet de Police, enjoignit aux services d'ordre de

tirer pour dégager le point de la Concorde. Il y eût plusieurs morts et un grand nombre de blessés, ce qui fit une impression des plus détestables sur tous les esprits.

Le lendemain M. Daladier devant l'opinion générale sur les événements de la veille remettait la démission du cabinet au Président de la République. L'opposition l'avait abattu, mais au lieu de tenter de prendre le pouvoir, elle resta dans l'expectative sans rien faire. Un gouvernement d'apaisement fut formé par un radical-socialiste, ancien président de la République, M. Doumergue. Les radicaux compromis rentraient dans le gouvernement, ils avaient admirablement mené leur jeu.

Une révolution manquée (si l'on peut employer un mot aussi gros pour un événement de hasard, comme le 6 février) dessert toujours ceux qui ont tenté de la faire et n'y ont pas réussi, c'est ce qui arriva pour l'opposition de droite. Le pays s'endormit sous le gouvernement de Doumergue, M. Flandin prit la succession et tout rentra dans le calme. Les coupables ne furent pas inquiétés et personne ne réclama plus leur condamnation.

Pendant ce temps, les radicaux, brouillés avec la droite, recherchèrent un appui à gauche, ils s'allièrent aux deux grands partis extrémistes les socialistes et les communistes, sous l'impulsion de MM. Bergery, Pierre Cot, Guy La Chambre. Ce fut le rassemblement du front populaire appelé d'abord front commun.

Il leur fallait en plus se rapprocher des masses ouvrières, qui représentent les électeurs des socialistes et communistes ; c'est ce qu'ils firent par la manifestation du 14 juillet 1935 : les 3 partis se réunirent sur la place de la Bastille et promirent de s'unir pour barrer la route aux éléments de droite qui prétendaient-ils, voulaient instaurer la dictature, ce qui veut dire en réalité qu'ils voulaient arriver au Pouvoir aux prochaines élections. C'est ce qui explique certains revirements d'opinions dans les journaux socialistes et communistes depuis le 6 février. Enfin pour plaire aux masses ouvrières qu'on opposait ainsi aux masses capitalistes, il fallait établir un programme qui leur fut agréable : on fit un compromis entre les théories radicales socialistes et communistes et c'est ainsi qu'on aboutit au programme du rassemblement populaire.

Celui-ci fut publié pour la première fois le 10 janvier 1936.

§ 2. - Les élections

C'est avec ce programme faisant droit aux deux grandes revendications de la classe ouvrière : les congés payés et la semaine de 40 heures, que se présentèrent devant les électeurs les représentants des partis radical-socialiste, socialiste et communiste. Ils avaient ainsi un gros avantage sur leurs adversaires. De plus, la crise et le chômage qui avaient éprouvé toute la population et les classes ouvrières en particulier, incitaient les gens à se détourner d'un gouvernement dont les mesures contre la crise s'étaient avérés inopérantes et à placer leur confiance en des hommes et un parti qui n'avaient jamais gouverné, et dont les promesses par là même étaient encore plus tentantes.

Enfin, du côté des partis du rassemblement populaire, les candidats suivaient une tactique qui devait leur faciliter grandement leur accès du pouvoir : celle-ci consistait, dans l'obligation pour les candidats de se désister au second tour de scrutin pour le radical, le communiste ou le socialiste qui aurait recueilli le plus grand nombre de voix au premier tour. Cette façon d'agir permit l'élection d'un grand nombre de députés communistes. Il faut remarquer que les partis adverses (nationaux, modérés) ne présentaient aucune formation capable de faire face au front populaire.

Les Radicaux menaient également depuis 1936 un double jeu qui devait favoriser la réussite du front populaire et en particulier des socialistes ; tout en soutenant le gouvernement devant le Parlement (qu'il s'agisse des ministères Flandin, Laval ou Sarraut) ils en critiquaient violemment les actes devant l'opinion publique : les socialistes devaient être les premiers bénéficiaires de cette manœuvre, car ils étaient opposés au gouvernement quel qu'il soit tant à la Chambre que dans leurs journaux.

Les élections eurent lieu le 25 avril et le 2 mai 1936, les résultats consacraient pleinement la victoire du front populaire.

Le front populaire représentait 390 députés environ à la Chambre contre 220 opposants. Le gouvernement issu de ce rassemblement pouvait donc compter sur une importante majorité.

Le vainqueur de ces élections était le parti Socialiste qui comptait 170 députés, et avec lui, l'organisme syndical englobant les

anciens syndicats communistes : la Confédération Générale du Travail, qui prit une part importante dans les travaux du nouveau gouvernement et eu une certaine influence sur les décisions de ce dernier.

D'ailleurs, pour déterminer la position qu'allait prendre ce groupement au lendemain des élections, le 18 mai le Comité National de la C.G.T. se réunissait. Le secrétaire général M. Léon Jouhaux prenait la parole et dans un important discours il affirmait, comme l'avait demandé au Comité confédéral le Comité du parti S.F.I.O., la solidarité de la C.G.T. avec le parti socialiste et réclamait la tenue des promesses faites dans le programme du rassemblement populaire, en particulier, de l'application immédiate des 40 heures et des congés payés. Il ajoutait qu'ils étaient prêts à défendre le nouveau gouvernement socialiste appelé à prendre le pouvoir avec lequel la C.G.T. serait conviée à collaborer à titre de conseiller dans certains organismes techniques.

Après ce discours, le Comité national de la Confédération Générale du Travail aborda la discussion générale des questions à l'ordre du jour. Au sujet des organismes techniques au sein desquels la C.G.T. devait collaborer avec le gouvernement, certains membres du Comité national ont fait montre d'une certaine inquiétude. M. Dumoulin, en particulier, affirma qu'on aboutissait ainsi à un dédoublement de l'autorité gouvernementale et craignait que l'on ne se serve de la C.G.T. pour calmer les revendications de la masse ouvrière. Enfin, après différents débats sur le financement de grands travaux, et le projet d'établissement de traités de travail sur lesquels nous n'avons pas à nous arrêter, le Comité national confédéral adopta à l'unanimité une motion dont nous reproduisons ci-dessous les principaux passages.

« Confirmant la réponse de la commission administrative et la lettre fraternelle du parti socialiste, le Comité confédéral national exprime sa satisfaction que l'attitude de la C.G.T. ait été exactement appréciée et qu'ainsi soit ouverte la possibilité d'une collaboration effective à l'œuvre du gouvernement de demain ».

« Cette collaboration s'établira dans le cadre même qu'a tracé la résolution d'unanimité de Toulouse : participation officielle des organisations confédérées à des organismes divers (organis-

mes de direction économique et d'application du plan, comités de cogestion, conseil économique, Bureau International du Travail, Société des Nations) agissant pour la défense de l'intérêt général des masses laborieuses, et à des organismes d'étude et de préparation tels que : organismes financiers, comité de direction de l'économie, organisme de coordination des transports et des routes, organisme de coordination de l'énergie (mines, pétrole, électricité, gaz), organisme des questions agricoles, organisme concernant l'enseignement et l'apprentissage, organisme pour les questions administratives ».

« Cette collaboration se développera dans le maintien de son indépendance et sera conçue avec la ferme volonté d'aider à la réalisation des espoirs formulés par les masses populaires ».

« Elle aura donc pour base l'application des réformes immédiatement réalisables que le mouvement syndical demande, mais dont la portée ne se limite point aux intérêts directs des salariés de l'industrie privée et des collectivités. L'action nouvelle dont le pays a signifié l'extrême urgence doit bénéficier à tous ceux qui vivent de leur travail ».

« Ainsi, la C.G.T. met au tout premier plan la lutte vigoureuse contre le chômage. C'est qu'il s'agit là d'un problème-clef de la rénovation économique dont la solution commande à la liquidation si pressante de la crise agricole et à la reprise de l'activité industrielle et commerciale ».

« Le Comité déclare que la collaboration de la C.G.T. doit avoir pour premier objet cet effort fondamental ».

« ...un programme de grands travaux, conçu massivement et financé de manière adéquate ».

« Des réformes pressantes devront être réalisées concernant la diminution des heures de travail pour tous les salariés : le régime de contrats collectifs, l'organisation du contrôle ouvrier, d'une part, par le dépôt de projets de lois et, d'autre part, imposés aux preneurs des commandes de l'Etat, des départements et des communes par une action gouvernementale ».

« La lutte contre le chômage réclame également la prolongation de la scolarité obligatoire qui doit être immédiatement

relevée à quinze ans pour être ensuite portée à seize ans après réorganisation des conditions nouvelles de l'éducation et avec le concours des organisations syndicales de l'enseignement ».

« Les organisations ouvrières ne limitent pas l'œuvre qu'elles attendent du nouveau gouvernement à ces revendications immédiates. Elles voient dans la réalisation de celles-ci la condition nécessaire d'un effort plus ample qu'elles appuieront de toutes leurs forces, conscientes de la contribution qu'elles doivent apporter à l'œuvre commune ».

« Le comité confédéré national a tracé le cadre général de la collaboration à laquelle la C.G.T. est prête, sans crainte des difficultés, et qu'elle apportera, par exemple dans un « commissariat contre le chômage » doté de pouvoir de décision quant à l'application des mesures destinées à promouvoir la politique de grands travaux et constitué par des organes techniques capables de contribuer pleinement à une politique positive de résorption du chômage et de reconstruction économique ».

Ce manifeste eût un certain retentissement, mais la collaboration éventuelle de la C.G.T. avec le gouvernement ne fut pas admis avec faveur par certains socialistes, ni surtout par les radicaux. Chez ces derniers notamment, la réaction fut assez violente, ils n'étaient pas hostiles à un gouvernement à direction socialiste issu des élections de 1936, mais ils ne voulaient pas tolérer que ce gouvernement aille prendre ses directives auprès de l'organisme syndical, ni que celui-ci impose les réformes qu'il réclamait ; on aboutissait ainsi à un dédoublement de pouvoir. La fédération radicale-socialiste de Haute-Garonne réclamait dans un ordre du jour la convocation d'un congrès national extraordinaire afin de déterminer quelle devait être l'attitude des députés radicaux après la parution d'un tel manifeste, ce qui posait le problème de la collaboration gouvernementale avec les Socialistes.

En somme, au lendemain des élections, tous les partis étaient surpris des résultats obtenus, les socialistes de la victoire remportée par eux, les radicaux de la diminution du nombre de leurs représentants à la Chambre, et l'on ne savait si ces derniers se montreraient partisans de l'application immédiate des réformes préconisées par le front populaire.

On désignait M. Léon Blum comme Président du Conseil du futur gouvernement, mais quoique celui-ci prit des engagements

et agit comme s'il était déjà premier ministre, il n'était en réalité qu'un simple député, et devait attendre la décision du Congrès S.F.I.O. pour pouvoir accepter la présidence du Conseil. En attendant, la direction des affaires était régulièrement assurée par le ministre Sarraut.

Pendant ce temps, avaient lieu de nombreuses réunions communistes et socialistes : les premiers réclamaient un prélèvement immédiat sur le capital, les seconds, la nationalisation des banques et des assurances, les deux partis, la réduction du travail. Les radicaux n'admettaient ni nationalisation, ni prélèvement sur le capital, et semblaient peu favorables à une diminution des heures de travail, si bien qu'en raison de cette tension entre les partis du rassemblement populaire, et de la volonté bien arrêtée de chacun de ne prendre aucune décision ni responsabilité, la situation semble un peu floue et désordonnée pendant cette période qui sépare l'ancienne législature de la nouvelle : seule la C.G.T. avait déterminé sa position et on devait s'apercevoir bientôt qu'elle n'allait pas rester inactive pour l'obtention des mesures qu'elle revendiquait.

§ 3. — Les grèves

La Chambre élue en 1932 devait se séparer à la fin du mois de mai, et la nouvelle Chambre se réunit le 1^{er} juin. Toutefois, son bureau ne pouvant être constitué du jour au lendemain, le ministère Sarraut continuait à exercer les fonctions, jusqu'à ce que la nouvelle Chambre fut constituée. Mais en raison de la différence totale de majorité qui séparait les deux assemblées, il se contentait d'expédier les affaires courantes sans vouloir prendre de mesures quelconques craignant d'aller à l'encontre de la nouvelle Chambre : ce qui ne contribuait pas à améliorer la situation.

Au milieu de ces difficultés et atermoiements, le parti radical demeurait très hésitant quant à l'application du programme du front populaire. Les socialistes et communistes voulaient des réformes absolues et immédiates ; les fédérations radicales de province au contraire et les chefs radicaux, effrayés peut-être du succès de leurs alliés ne semblaient pas décidés à voter avec le même enthousiasme et la même célébrité la nationalisation, les congés payés, la semaine de 40 heures, etc... En

particulier, on se disait que si les lois étaient votées par la Chambre, elles se heurteraient à l'opposition du Sénat.

Devant cet état de chose, les syndicats affiliés à la C.G.T. comme M. Jouhaux l'avait laissé prévoir « passèrent à l'action » et pour intimider les Radicaux et le patronat décidèrent la grève, et l'occupation des locaux industriels et commerciaux, jusqu'à ce que les patrons eussent fait droit à leurs revendications, augmentation de salaires, contrats collectifs, congés payés, semaine de 40 heures. Pensant obtenir ainsi individuellement les mesures prévues par le front populaire, il n'y avait plus de raison pour que le Sénat ne ratifiât pas ce qui existait en pratique. Ils étaient sûrs, en outre, de ne pas être inquiétés par le gouvernement.

Vers le 1^{er} juin se déclenchèrent des grèves avec occupation d'usines ; elles commencèrent dans l'industrie métallurgique et le mouvement s'étendit rapidement. Le fait était nouveau en France, mais s'était déjà produit en Allemagne et en Russie ; il devait se généraliser dans toute la France et s'étendre à toutes les branches de l'activité ; le calme ne devait revenir qu'au mois d'août. Le mouvement débuta dans la région parisienne et concerna tout d'abord l'industrie métallurgique en particulier l'industrie automobile et aéronautique. Dans la plupart des cas le mouvement suivait le même processus : pendant que les ouvriers « occupaient les locaux » les délégués se rendaient auprès des directions demandant l'application immédiate de la loi de 40 heures, des augmentations de salaires, et la signature d'un contrat collectif. Mais, les directions ne pouvant accepter en bloc toutes les revendications posées dans la majorité des cas la grève continuait, ou si elle cessait, les ouvriers ayant obtenu satisfaction sur certains points, elle reprenait quelques instants plus tard. Enfin, ces grèves donnèrent lieu à des incidents parfois violents, des employés et des ingénieurs furent retenus prisonniers par les ouvriers.

Le mouvement de grève sur place et d'occupation d'usines par les ouvriers prenait dès le 2 juin une ampleur qui dépassait toute prévision.

A la quinzaine d'usines occupées la veille vient s'ajouter, tant dans la Seine que dans la Seine-et-Oise, une quarantaine d'établissements atteints à leur tour par la grève.

La corporation la plus touchée était jusque là celle des indus-

tries métallurgiques, mécaniques et connexes, mais le mouvement se propageait rapidement à d'autres corporations en particulier l'alimentation et l'imprimerie.

Devant cet état de choses et le désordre qui en résultait, le Conseil d'administration du groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne se réunissait et faisait paraître un communiqué dans lequel il montrait le développement pris par les grèves ; 51 établissements de plus que le 1^{er} juin se trouvaient occupés, ce qui portait le total à 66, pour la région parisienne.

Il signalait que le mouvement allait s'étendre encore, et que d'autre part, dans l'industrie chimique, dix établissements importants étaient occupés.

Il faisait remarquer que dans ces conditions, le mouvement n'avait plus pour base des revendications particulières, concernant les usines dans lesquelles il se produisait. On avait d'ailleurs, recueilli des communications écrites qui prouvaient une intervention extérieure aux usines.

Par ailleurs, le Conseil d'administration était informé que les entraves à la liberté individuelle vis-à-vis d'agents de la direction se multipliaient.

Pendant ce temps aucune solution n'était prise, ni même envisagée par le gouvernement ; on parlait seulement d'une réunion d'études qui devait avoir lieu au ministère du travail dans la soirée du 2 juin. Le mouvement, par ailleurs, s'étendait à la province, une société hydroélectrique des Pyrénées Orientales menaçait de se mettre en grève au sujet du renvoi d'un employé.

Les jours suivants, la grève s'aggravait encore et les cortèges défilant dans Paris montraient à quel point l'agitation sociale qui avait eu au début, pour but d'obtenir la semaine de 40 heures, les congés payés, etc... dégénéraient rapidement en une agitation révolutionnaire, tolérée par les pouvoirs publics. Cet état de choses devait d'ailleurs se prolonger avec autant de violence pendant tout le mois de juin pour diminuer au mois de juillet et se terminer au mois d'août.

Il suffit d'ailleurs pour se rendre compte de la situation de se reporter à la lettre que le groupe des industries métallurgiques adressait le 4 juin au Président du Conseil, et que nous reproduisons ci-dessous :

« Les occupations d'usines, qui se sont multipliées sans précédent depuis une dizaine de jours, ont créé une situation sans précédent et de caractère révolutionnaire. Cette violation flagrante du droit de propriété, s'accompagnant d'atteintes nombreuses et répétées à la liberté, dépasse singulièrement le cadre des discussions sur les conditions du travail, invoquées comme prétexte à cette agitation ».

« Sur les instances expresses du gouvernement, et sous la condition que les usines occupées fussent évacuées, les employeurs avaient accepté de discuter les clauses d'un contrat collectif dont la conclusion aurait pu mettre fin au conflit actuel. Les conversations, poursuivies entre représentants patronaux et ouvriers, sous la présidence du Ministre du Travail, avaient donné déjà des résultats sur deux questions importantes : celle de la liberté syndicale et celle de délégués ouvriers. Les négociations devaient se poursuivre, notamment à propos des congés payés ».

« Cependant, malgré les concessions faites par les employeurs et l'attitude de conciliation adoptée par eux depuis le début du conflit, le mouvement de grève, loin de s'apaiser, s'étend de plus en plus. Les occupations d'usines se multiplient, au risque d'amener, à très bref délai, la paralysie complète de toute l'industrie française ; dans maints endroits, on signale de nouvelles atteintes à la liberté des personnes ».

« Devant la tournure prise par les événements et l'exceptionnelle gravité de la situation, les industriels ont estimé que les pourparlers ne pouvaient pas être utilement poursuivis. C'est au gouvernement, qui a la charge de l'intérêt général du pays, et de l'activité économique dont dépend le sort des travailleurs, qu'il appartient de prendre ses responsabilités ».

En effet, les 3, 4 et 5 juin la grève englobait plus ou moins complètement toutes les branches de l'activité, menaçant de paralyser la vie économique du pays ; les salariés des professions les plus diverses cessant le travail, parfois momentanément, mais souvent assez longuement ; ainsi les camionneurs, les porteurs de journaux, les ouvriers du bâtiment, les employés de restaurant et de café, des employés de gaz des communes de Seine-et-Oise, des conducteurs de tramway de Rouen, cessaient le travail et occupaient les dépôts. La grève qui se

faisait le plus sentir était celle des camionneurs privant d'essence les particuliers.

De nombreuses protestations étaient adressées à la Présidence du Conseil, tandis que la C.G.T. avait déjà communiqué le 3 juin la note suivante :

« La Confédération générale du travail et l'Union des syndicats de la région parisienne enregistrant l'extension du mouvement revendicatif dans les usines de la région parisienne, particulièrement dans l'alimentation et les produits chimiques. Cette extension est, contre toute vérité, utilisée dans certains milieux pour développer une campagne alarmiste et jeter le trouble dans les esprits ».

« La C.G.T. et l'Union des syndicats dénoncent et vouent à la réprobation publique les responsables de ces bruits inexacts ».

« Notamment, le gouvernement syndical n'oublie pas les devoirs qui incombent à la classe ouvrière en ce qui concerne le ravitaillement des enfants, des vieillards et des malades ».

« La C.G.T. et l'Union des syndicats renouvellent cette affirmation au moment où ces bruits sont colportés en vue de troubler l'opinion publique sur ce point ».

« Résolues à maintenir le mouvement dans le cadre, la discipline et la tranquillité du début, les organisations s'affirment prêtes à y mettre un terme dès l'instant et partout où les justes revendications ouvrières seront satisfaites ».

« La C.G.T. et l'Union des syndicats ont pris toutes mesures pour permettre aux organisations syndicales de continuer à assurer avec le plus de force et d'efficacité le contrôle et la direction de ce grand mouvement revendicatif ».

Le syndicat des ouvriers des métaux, et l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie de la région parisienne, encourageaient leurs adhérents à continuer à la grève, les exhortant à arriver au plus vite à une solution du conflit en leur faveur.

Le Gouvernement s'efforçait d'arriver également à une conciliation entre les représentants des groupes patronaux, et à faire adopter un contrat collectif qui donna satisfaction aux ouvriers, mais il ne faisait rien en réalité pour faire respecter l'ordre, ni faire cesser les occupations d'usines.

Le 5 juin, la grève qui était stationnaire à Paris, se développait particulièrement en province. Dans le Nord, le mouvement qui avait débuté aux usines de Fives-Lille, prenait une ampleur

de plus en plus vaste ; il se développait exactement suivant le même processus que celui de la région parisienne : un cahier de revendications était présenté aux directeurs d'usines, il comprenait entre autres, la suppression des heures supplémentaires, l'augmentation trimestrielle de tous les apprentis avec salaires de bases fixes, la reconnaissance de l'organisation syndicale des délégués, l'augmentation des salaires de 25 %, le paiement d'un congé annuel de 15 jours ; la suppression du travail de nuit.

Les directions protestaient, au reçu de ces cahiers, contre les occupations illégales des établissements, et répondaient la plupart qu'une partie des revendications ne pouvaient être accordées que par décision gouvernementale. L'occupation des usines continuait et étendait même à d'autres établissements de la région, à Hellemmes, Denain, Tourcoing, Valenciennes, Roubaix.

La grève ne s'était pas encore généralisée dans les houillères quoique en fait, elle était effective dans de nombreux puits et que les mineurs occupaient le carreau de la mine notamment à Aniche et à Anzin, lorsque au cours d'une réunion tenue à la Bourse du Travail de Douai, le samedi 7 juin, les représentants des trois syndicats des mineurs du Nord, d'Anzin et du Pas-de-Calais décidèrent en principe que la grève devait avoir lieu le lundi suivant, et lancèrent l'ordre de grève. Celui-ci fut suivi dans toute l'étendue du Bassin houiller : Le nombre des grévistes atteignait 150.000 mineurs et ouvriers de surface. Les fosses et usines annexes des Compagnies minières étaient occupées et tout travail était suspendu, sauf dans les fours à coke que les ouvriers avaient décidé de ne pas éteindre, mais de laisser en veilleuse, afin de conserver le gaz nécessaire aux besoins de la population ; de même ils continuèrent à faire fonctionner les centrales électriques. Les agents de maîtrise, employés et ingénieurs durent à la demande des délégués quitter les chantiers, et ne furent pas autrement inquiétés ; toutefois, aux mines de Carvin et d'Ostricourt, des agents de maîtrise et un ingénieur furent retenus prisonniers dans des bureaux par un groupe de grévistes, mais ce n'est là qu'une exception à signaler.

Les syndicats avaient élaboré un cahier de revendications qui comprenaient les revendications analogues à celles qui avaient déjà été présentées dans les autres industries : l'augmentation des salaires, un barème uniforme régional pour la surface, la

suppression des chronométrages et des déclassements, la suppression du décalage, le salaire collectif pour toute la « taille » : une allocation en charbon et un taux de loyer identique pour les ouvriers du fond et ceux du jour, la suppression des entreprises privées travaillant pour la mine, et le rattachement de ces ouvriers à la Compagnie minière, le respect de la loi du 24 juin 1919 en attendant l'application de la loi de 40 heures.

Le bureau des trois syndicats ouvriers avait décidé de se réunir à Douai pour discuter les dispositions à prendre et remettre leur cahier de revendications aux représentants du Comité des houillères avec lesquels ils devaient se rencontrer dans la même ville afin d'aboutir à un accord qui permettrait de terminer la grève au plus tôt et de donner satisfaction aux mineurs.

La Conférence entre les représentants patronaux et ouvriers eut lieu le 9 juin en l'hôtel de ville de Douai ; après une longue discussion, on parvint à un accord sur la question des salaires, le travail devait reprendre immédiatement ; les dispositions générales de cette entrevue furent publiées par le ministère des Travaux Publics et se résument ainsi :

1°) Le taux de la prime sur le salaire de base est augmenté de 12 % et ainsi porté de 10 à 22 % pour les ouvriers du fond et du jour ;

2°) Un barème uniforme régional est adopté pour les salaires des ouvriers de la surface, applicable à toutes les compagnies.

Aucun taux des salaires actuellement en vigueur ne saurait être réduit ;

3°) Par modification à la convention du 28 avril 1936, le salaire de base minimum du manœuvre du fond le moins payé, âgé de plus de 21 ans, est porté de 26 à 27 francs, soit avec la prime de 22 % : 32 frs 94, soit 3 frs 46 d'augmentation :

4°) Le salaire de base minimum de l'ouvrier à base 10, travaillant à la tâche, est porté de 32 frs 90 à 34 frs, soit avec la prime de 22 % : 41 frs 48, au lieu de 36 frs 19 ou 5 frs 29 d'augmentation.

Ces dispositions devaient avoir effet à compter du 1^{er} juin 1936.

Le travail reprit normalement le 12 juin au matin, sauf dans deux fosses et dans le service des Chemins de fer de la Compagnie d'Anzin. Il n'avait pas été possible que la reprise gène-

rale du travail ait lieu plus rapidement en raison des travaux (réallumage de fours, des chaudières, nettoyage, etc...) qu'avait nécessité la grève. Il faut remarquer que les houillères furent moins touchées que les autres industries, la grève, quoique générale, avait été très courte elle avait duré à peine cinq jours, du 7 au 12 juin.

Nous avons insisté particulièrement sur les grèves et en particulier sur celles qui sévissaient à Paris et dans les environs pour bien montrer dans quelle atmosphère allait être votée la loi sur les 40 heures, atmosphère d'agitation, de désordre non seulement social, mais encore révolutionnaire, en présence d'un gouvernement qui, ne pouvant prendre des mesures à l'égard de ceux qui l'avaient porté au pouvoir, n'avait rien de plus pressé que de leur accorder en masse et séance tenante tout ce qu'ils réclamaient, espérant ainsi faire cesser les troubles grandissants au moment de la constitution du nouveau Ministère. La grève était générale dans toute la France et englobait environ 2.000.000 de travailleurs.

§ 4. — La constitution du ministère

Pendant ce temps s'était tenu à Paris, le congrès national du parti socialiste S.F.I.O. pour commenter les résultats des élections, décider si le parti socialiste prendrait ou non la tête du futur Gouvernement, déterminer les partis avec lesquels il collaborait ainsi prévoir les réformes à accomplir. Ce congrès dura du 30 mai au 2 juin, ses travaux devaient aboutir à l'acceptation de M. Léon Blum, président du parti S.F.I.O., de constituer le nouveau ministère.

La commission des résolutions eut beaucoup de peine à préparer une motion de politique générale qui put recueillir l'unanimité, elle autorisait les membres du parti socialiste à faire partie du nouveau Gouvernement, désignait Léon Blum comme président éventuel du Conseil, regrettait l'abstention du parti communiste et se déclarait accepter la collaboration des radicaux pour l'application du programme du front populaire. En voici les principaux passages :

« Dans ces congrès précédents, le Parti Socialiste, avait défini les conditions qu'il jugeait nécessaires à son entrée dans un Gouvernement ».

« Ces conditions étant réalisées, il approuve et ratifie la décision du conseil national du 10 mai au termes de laquelle le parti accepte le mandat reçu de la souveraineté populaire le remplira sans faiblesse, en appelle — pour cette œuvre où se jouent les intérêts du pays, les droits du travail, les libertés démocratiques et la paix du monde — aux hommes de bonne volonté ayant au cœur le culte de la liberté et de la République ».

« Le parti socialiste exprime le regret que le parti communiste, d'accord avec lui pour l'unité d'action et la recherche de l'unité organique, d'accord avec lui sur le programme qui doit figurer dans la déclaration d'un Gouvernement voulu par la majorité du corps électoral, ait cru devoir reculer devant la conclusion logique de ces accords et refuser sa place dans le ministère chargé d'appliquer ce programme conçu et rédigé en commun. Il est d'ailleurs heureux de pouvoir compter sur le « soutien sans éclipse » que le parti communiste lui a promis ».

« Il enregistre avec satisfaction la décision du parti radical acceptant l'offre de collaboration qui, sur le mandat du conseil national, lui avait adressée le bureau du parti ».

« Il se félicite de la réponse de la C.G.T. agréant le principe d'une collaboration effective à l'œuvre du Gouvernement de demain et en fixant les modalités dans l'indépendance du mouvement syndical ».

« Il renouvelle à Léon Blum son affectueuse confiance et le remercie une fois de plus de mettre au service de la République et du prolétariat la richesse de son expérience, le prestige de sa culture, cet ensemble de qualités rares qui font de lui l'homme d'Etat qui s'impose aujourd'hui à la France et au monde ».

« Les hommes qui le représenteront dans la législature nouvelle et dans le cabinet dirigé par l'un des siens seront fidèles au mandat que leur a confié le suffrage universel : briser le fascisme, défendre les libertés publiques, lutter contre les oligarchies bancaires et industrielles, résorber le chômage, redonner de l'activité à l'économie, rétablir dans les hautes sphères des administrations l'esprit républicain, démocratiser l'armée, réduire le temps de service, placer la France au premier rang des nations qui veulent résolument la paix ».

« Pour atteindre ces objectifs, le parti socialiste accepte de

conduire au combat tous les groupes républicains et les forces ouvrières et populaires du pays ».

« Il donne mandat à la C.A.P. de s'entendre avec Léon Blum pour la désignation des délégués du parti du Gouvernement ».

Le parti socialiste ayant habilité ses membres à faire partie du nouveau ministère pour appliquer non pas les réformes socialistes mais seulement celles préconisées par le rassemblement populaire. M. Léon Blum commença ses consultations officielles dès la fin du congrès ; il lui fallait attendre la réunion de la nouvelle Chambre, la démission de l'ancien ministère et l'offre du Chef de l'Etat pour se considérer comme président du Conseil et faire des propositions officielles à ses collègues.

La nouvelle assemblée constitua son bureau le 4 juin et procéda à l'élection de son président : dès que celle-ci eût été officielle. M. Sarraut, président du Conseil réunit les ministres et les sous-secrétaires d'Etat afin de rédiger la lettre de démission du Cabinet. Celle-ci fut remise au Président de la République, la démission de l'ancien ministère était donc chose faite c'était au « Leader » Socialiste de former le nouveau Gouvernement ; il en fut chargé par le Chef de l'Etat, et se mit aussitôt en rapport avec les présidents des deux assemblées : visites purement protocolaires car les ministres chargés de collaborer au nouveau Gouvernement étaient déjà désignés.

Cet appel du Chef de l'Etat au président du Parti S.F.I.O., était l'aboutissement normal du résultat des élections du mois de mai. Désormais, l'application du programme du rassemblement populaire, concernant en particulier la loi de 40 heures était certaine. Le Sénat et le parti radical n'avaient plus aucune raison de se montrer hostiles au nouveau Gouvernement, les grèves et les désordres qui sévissaient au moment et qui étaient la raison de leur hostilité, devant cesser (du moins le pensait-on) à l'arrivée au pouvoir du nouveau Gouvernement.

Le Président du Conseil prit ses collaborateurs dans les partis adhérents au rassemblement populaire et proportionnellement au nombre de leurs représentants à la Chambre des députés, il réserva aux Socialistes les ministères de l'Intérieur, des Finances, de la Justice et du Travail, laissant aux radicaux ceux de la Guerre et des Affaires Etrangères.

Le 5 juin, le nouveau Gouvernement se présentait devant le Parlement, et le président du Conseil donnait lecture de la dé-

claration ministérielle qui résumait l'œuvre que le ministère s'était proposé d'accomplir. Voici les points saillants de son exposé : condamnation de la politique de déflation, pas de recours aux pleins pouvoirs, mais « une extension des pouvoirs réglementaires habituels » : pas de dévaluation, exécution du programme du front populaire, par conséquent nationalisation de la fabrication des armes de guerre, réforme du statut de la Banque de France, augmentation du pouvoir d'achat, donc augmentation des salaires, application de la semaine des 40 heures et des congés payés.

Après ce discours divers orateurs prirent la parole pour interpellier le Gouvernement sur la politique générale. Le premier, M. Fernand Laurent, commenta la formule du front populaire « Pour la paix, le pain, la liberté » et la façon dont le Gouvernement allait la mettre en pratique. Au sujet de la paix, il démontra la double position tenue par le Président du Conseil, déclarant quelque temps auparavant, à l'Américan-Club, qu'il voulait la paix avec toutes les nations quel que fût leur régime intérieur, et faisant une déclaration contraire visant au maintien des sanctions contre l'Italie peu après. Quant au pain, le Gouvernement a révélé le programme qui doit donner une nouvelle énergie à la vie économique du Pays ; l'application des congés payés sur laquelle l'orateur estime qu'il est absolument d'accord : l'application des contrats collectifs ; M. Fernand Laurent trouve cette mesure très juste mais demande qu'en contre-partie, la liberté du travail soit assurée. Enfin arrivant à la semaine de 40 heures, le député estime que cette nouvelle réduction du travail est une erreur fondamentale, et même un « suicide » pour la France, tant que son application ne fera pas l'objet d'une convention internationale ratifiée par l'ensemble des nations.

M. Reynaud critiqua ensuite la façon dont le Gouvernement entend appliquer son programme, et lui reproche d'être un Gouvernement de classes. En effet, le Président du Conseil avait déclaré « qu'il ne peut admettre de se trouver en conflit avec la classe ouvrière et qu'il quitterait plutôt le pouvoir ». « C'est là dit l'orateur, une conception nouvelle du Gouvernement ». D'autres orateurs se succédèrent à la tribune qui reprirent le thème général des critiques précédentes au sujet du

maintien de l'ordre, et des projets du Gouvernement notamment les réductions du travail.

Le Président du Conseil après ces différentes interventions, décida de répondre aux interpellations ; il le fit en termes mesurés, prudents même ainsi que le prouvent les différents passages que nous reproduisons plus loin.

Il prétend exécuter le programme du Front populaire, puisque celui-ci a recueilli la majorité des voix des électeurs, mais non un programme socialiste : le Gouvernement se déclare prêt à respecter la Constitution ; les revendications ouvrières sont justifiées ; le premier ministre désavoue les occupations d'usines qu'il déclare illégales ; mais il estime qu'il faut établir une différence entre les occupations et les installations dans les usines, mais déclare ne pas vouloir faire évacuer les établissements occupés par les grévistes.

« Je veux aborder, dit-il, maintenant la question des conflits du travail qui, de la région parisienne, ont gagné le Nord et d'autres coins de la France ».

« Quelles sont les causes de ce mouvement ? La cause essentielle, c'est la crise elle-même, et sa prolongation. Toute crise prolongée, et en particulier une crise de chômage, détermine une baisse des salaires et un changement dans les rapports entre le patronat et le salariat. Ajoutez à cela qu'il s'est produit depuis quelque temps une hausse sensible du prix de la vie et notez que, pour les travailleurs, le seul indice qui compte réellement c'est l'indice du prix des denrées alimentaires ».

« Si vous vous reportez à cet indice, vous vous rendrez compte combien la baisse des salaires a pu déterminer de très dures conditions d'existence. Pour la métallurgie, une des causes du mouvement a été le refus prolongé du patronat d'entrer en contact avec les organisations ouvrières »...

Le Gouvernement, s'il répugne à faire évacuer les usines par la force, se déclare prêt à faire cesser la grève, dans ce but, il réalisera un rôle d'arbitre entre les patrons et les ouvriers. Il fera voter au plus tôt les nouvelles lois-sociales.

« Le second (rôle) — et, peut-être, un Gouvernement comme le nôtre est-il assez bien qualifié pour remplir cette tâche, — c'est de servir de compositeur et d'arbitre, c'est d'employer toute l'autorité du Gouvernement pour la conciliation, c'est d'insister auprès des patrons pour les rapprochements néces-

saires, c'est de persuader les ouvriers que l'œuvre de ce Gouvernement qu'ils ont voulu, ne peut s'accomplir que dans l'ordre, la discipline et la sécurité publique ».

« Enfin, peut-être surtout, ce que peut et ce que doit le Gouvernement, c'est accélérer les votes réglant les questions essentielles aujourd'hui débattues entre le patronat et les organisations ouvrières. Le Gouvernement a dit qu'il s'engageait à faire voter, avant que les Chambres se séparent toutes les mesures comprises dans la première série des projets qu'il doit déposer, mais, en ce qui concerne les lois essentielles réglant la situation ouvrière, ce sont des délais plus rapides que nous prévoyons ».

« Nous comptons déposer ces textes au début de la semaine prochaine, et prier la Chambre de les discuter d'urgence. Je demanderais à la Chambre, dès mardi, de ne pas attendre la constitution de ses commissions permanentes et de nommer une commission spéciale pour l'examen des projets que nous allons déposer ».

« Nous insisterons auprès de la commission pour une discussion aussi prompte que possible, auprès de la Chambre pour un vote aussi prompt que possible. Puis nous porterons ces projets au Sénat, auprès duquel nous manifesterons la même instance. Cet arbitrage de la loi s'ajoutera utilement à l'arbitrage du Gouvernement ».

« Je voudrais anticiper sur le vote des textes que nous allons vous soumettre, je voudrais escompter pour l'œuvre que nous entreprenons l'effet et l'autorité d'un vote dont je suis d'avance certain. Parmi les lois que nous proposons, il y aura la loi sur le contrat collectif ; tous les textes qui ont été préparés donnent au Gouvernement un rôle d'initiative pour la mise en contact de la représentation ouvrière et de la représentation patronale et un rôle d'arbitrage en cas de conflit ».

« Nous voudrions que votre autorité, à vous délégués du suffrage universel, que cette autorité souveraine s'ajoutât à la nôtre dans cette initiative urgente : nous voudrions qu'il fût bien entendu que l'appel que nous adressons aux organisations ouvrières et aux organisations patronales sera fait en votre nom, comme en notre nom ».

« Peut-être obtiendrons-nous ainsi l'effet de détente indispensable de cet apaisement que l'intérêt collectif, l'intérêt national appellent. Voilà l'essentiel des déclarations que je vou-

lais apporter à la Chambre. Un débat s'engagera sur la politique étrangère avant la session de Genève. La question qui nous est posée ne peut être isolée de l'ensemble de la politique étrangère du pays. Nous avons dit que nous ne nous méprenions pas sur les difficultés qui nous attendent. Nous en trouvons que nous n'avions pas prévues ».

Après une brève allusion finale aux questions financières et aux problèmes extérieurs qui feront l'objet de discussions prochaines, le Président du Conseil termine son discours en disant qu'il veut être le Gouvernement du bien public et de la paix.

Différents groupes firent connaître leur position dans le vote qui allait suivre ; un seul ordre du jour impliquant la confiance de l'assemblée au Gouvernement, élaboré par les partis du rassemblement populaire, fut remis au président de la Chambre ; il était conçu dans les termes suivants :

« La Chambre, comptant sur le Gouvernement pour réaliser le plus rapidement possible dans l'ordre et dans la légalité républicaine les réformes incluses dans le programme du Front populaire et énumérées dans la déclaration ministérielle, approuvant plus particulièrement les déclarations du Président du Conseil relativement aux mesures législatives propres à hâter la solution des grèves en cours, fait confiance au Gouvernement, et, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour ».

Il fut voté par 384 voix contre 210, les communistes avaient soutenu le Gouvernement non sans laisser entendre que celui-ci devait faire droit aux revendications ouvrières. La séance avait été fort longue, elle avait duré huit heures.

Le Gouvernement dut alors se présenter devant le Sénat. Après lecture de la déclaration ministérielle, La haute assemblée fit remarquer (M. Caillaux, entre autres) qu'elle faisait toute réserve quant au succès de l'emploi de la nouvelle méthode du nouveau Gouvernement. Toutefois, afin d'apporter au Pays le calme que réclamait le Président du Conseil, elle vota un ordre du jour de confiance.

Dès lors, l'application des fameuses lois dites sociales que le ministère avait l'intention d'obtenir au plus vite du Parlement, était désormais assurée.

§ 5. — Les accords Matignon

Le Gouvernement fort de l'approbation des assemblées entre-

prit de mettre fin aux grèves et aux occupations d'usines, comme il l'avait promis, en tenant un rôle d'arbitre entre les employeurs et les salariés. Dès le 7 juin au matin, le ministre de l'Intérieur et le Président du Conseil avaient décidé de proposer à la Confédération générale de la Production française d'entrer en pourparlers avec la C.G.T. afin d'arriver à un accord sur les revendications ouvrières pour permettre la reprise du travail ; la même proposition fut faite à la Commission Administrative de la C.G.T. par l'entremise de M. Jouhaux. Ayant reçu l'assentiment des deux organisations patronale et ouvrière, le Gouvernement faisait à la presse la communication suivante :

« A la suite du vote, par la Chambre des députés, de l'ordre du jour qui approuvait ses déclarations, le Président du Conseil a fait appel, dès ce matin, à la Confédération générale de la production française et à la Confédération générale du travail. Il leur a déclaré que la volonté du Parlement exigeait une prise de contact immédiate entre les deux organisations et l'examen urgent des conditions qui permettraient, sans délai, la reprise du travail ».

« Les deux organisations, ouvrière et patronale, ont répondu à son appel. Elles se réuniront aujourd'hui, à 15 heures, à la présidence du conseil ».

La Conférence eût lieu l'après-midi, sous la présidence du premier Ministre, M. Léon Blum assisté du Ministre de l'Intérieur ; quatre délégués patronaux : M. Duchemin, Président de la C.G.P.F. ; MM. Lambert-Ribot, Dalbouze et Richemond y étaient présents, les syndicats ouvriers étaient représentés par M. Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. accompagné de MM. Bélin et Semat secrétaires-adjoints, et MM. Dijon, Frachon et Cordier, délégués.

Au bout de trois heures de discussion, le ministre de l'Intérieur fit savoir que les pourparlers prenaient une tournure favorable et que l'accord entre patrons et ouvriers s'était déjà fait sur trois points : le droit syndical, les délégués d'atelier et les salaires. Il s'agissait d'examiner en dernier lieu la reprise du travail et les conditions de cette reprise qui formait le fond même de la Conférence.

Cette question ne devait être résolue que fort tard dans la nuit

après que les délégués eurent référé de nouveau avec leurs mandants.

Enfin à minuit, le ministre de l'Intérieur annonçait que l'accord s'était fait entre les représentants de la Confédération Générale de la Production Française et ceux de la Confédération Générale du Travail. Cet accord portait sur les points indiqués plus haut et comportaient en outre les modalités et les conditions d'une reprise éventuelle, entre autres l'application par le patronat des lois qui allaient être déposées sur le bureau de la Chambre et visant la semaine de 40 heures, les congés payés et les contrats collectifs de Travail.

Voici d'ailleurs le texte de l'accord signé dans la nuit du 7 au 8 juin :

Article premier. — « La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail ».

Article 2. — « Ces contrats devront comprendre notamment les articles 3 à 5 ci-après ».

Article 3. — « L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour les travailleurs d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du Livre III du Code du Travail ».

« Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou de ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement ».

« Si une des parties contractantes conteste le motif du congédiement d'un travailleur comme ayant été effectué en violation du droit syndical ci-dessus rappelé, les deux parties s'emploieront à reconnaître les faits et à apporter aux cas litigieux une solution équitable. Cette intervention ne fait pas obstacle aux droits pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé ».

« L'exercice du droit syndical ne doit pas avoir pour conséquence des actes contraires aux lois ».

Article 4. — « Les salaires réels pratiqués pour tous les ouvriers à la date du 25 mai 1936 seront, du jour de la reprise du

travail, réajustés suivant une échelle décroissante commençant à 15 % pour les salaires les moins élevés, pour arriver à 7 % pour les salaires les plus élevés, le total des salaires de chaque établissement ne devant, en aucun cas, être augmenté de plus de 12 %. Les augmentations de salaires consenties depuis la date précitée seront imputées sur les réajustements ci-dessus définis. Toutefois, ces augmentations resteront acquises pour leur parti excédant les dits réajustements ».

« Les négociations pour la fixation par contrat collectif de salaires minima par régions et par catégories, qui font s'engager immédiatement, devront comporter en particulier le réajustement nécessaire des salaires anormalement bas ».

« La délégation patronale s'engage à procéder aux réajustements nécessaires pour maintenir une relation normale entre les appointements des employés et les salaires ».

Article 5. — « En dehors des cas particuliers déjà réglés par la loi, dans chaque établissement comprenant plus de 10 ouvriers, après accord entre organisations syndicales, ou, à défaut, entre les intéressés, il sera institué deux titulaires. Ces délégués ont qualité pour présenter à la Direction les réclamations individuelles qui n'auraient pas été directement satisfaites, visant l'application des lois, décrets, règlements du Code du Travail, des tarifs de salaires, et des mesures d'hygiène et de sécurité ».

« Seront électeurs tous les ouvriers et ouvrières âgés de 18 ans, à condition d'avoir au moins trois mois de présence à l'établissement au moment de l'élection et de ne pas avoir été privés de leurs droits civils ».

« Seront éligibles les électeurs définis ci-dessus, de nationalité française, âgés d'au moins 25 ans, travaillant dans l'établissement, sans interruption depuis un an, sous réserve que cette durée de présence devra être abaissée si elle réduit à moins de 5 le nombre des éligibles ».

« Les ouvriers tenant commerce de détail, de quelque nature que ce soit, soit par eux-mêmes, soit par leur conjoint, ne sont pas éligibles ».

Article 6. — « La délégation patronale s'engage à ce qu'il ne soit pris aucune sanction pour faits de grève ».

Article 7. — « La délégation confédérale ouvrière demandera aux travailleurs en grève de décider la reprise du travail dès que les Directions des établissements auront accepté l'accord général intervenu et dès que les pourparlers relatifs à son application auront été engagés entre les directions et le personnel des établissements ».

Il est facile de se rendre compte que cet accord avait été rédigé uniquement en faveur de la classe ouvrière et avait été imposé aux employeurs par le Gouvernement ainsi qu'il en ressort de la déclaration de la Confédération Générale de la Production faite le lendemain, et de l'aveu même de M. Léon Blum, dans son discours à la Chambre au moment du dépôt des projets de lois sociales. L'accord, en effet, quoique établi en vue de la cessation des grèves ne conditionnait pas à la reprise immédiate du travail l'augmentation des salaires ; les employeurs étaient obligés de procéder immédiatement cette augmentation même si les usines ou établissements continuaient à être occupés la plupart des cas l'augmentation eût même effet rétroactif à partir du 1^{er} juin. C'est pourquoi les ouvriers ne recommencèrent pas à travailler après la signature de cet accord.

Enfin, fait très important, on avait parlé au cours de la conférence de la réduction de la durée du travail, qui devant être ramenée à 40 heures par semaine ; le Président du Conseil et les délégués ouvriers avaient fait tout leur possible pour amener la délégation patronale à accepter cette nouvelle réglementation. Cette manœuvre était très habile et rendait inutiles les dernières résistances de certains Députés ou des Sénateurs, puisque, au moment du vote de la loi, le Gouvernement pourrait mettre les Chambres devant un fait accompli, les principaux intéressés en ayant adopté la réforme.

Mais la déclaration de M. Lambert-Ribot parue le 8 juin démontre clairement ce qu'exigeait la délégation ouvrière, celle-ci étant soutenue par le Gouvernement :

« Le patronat ne se fait aucune illusion sur les conséquences de l'expérience qui lui a été imposée et qu'il subit. Il ne pouvait faire autrement que d'accepter l'arbitrage du Gouvernement qui, désormais, assume toutes les responsabilités de la situation nouvelle. Celle-ci est dangereuse et fautive ; le patronat, en acceptant les propositions du Gouvernement, a fait les réserves les plus expresses ».

La Confédération de la Production ne restait pas non plus silencieuse et faisait savoir qu'elle rejetait la responsabilité des conséquences sur le Gouvernement :

« La Confédération générale de la production française, soucieuse de la paix sociale et de rendre au pays l'unité qui lui est indispensable dans une période troublée, a répondu à l'appel qui lui à été adressé par le président du conseil. Elle a donc accepté, pour mettre fin au conflit, d'entrer en conversation avec la C.G.T., pour examiner les revendications relatives aux salaires, à la reconnaissance du droit syndical et à la création de délégués ouvriers ».

« Les négociations, qui ont eu lieu, ont révélé, de la part des deux parties en présence, le grand désir d'aboutir. L'entente a été facilement réalisée en ce qui concerne la liberté syndicale et les délégués ouvriers. Par contre, l'accord direct des parties n'a pas été possible pour les augmentations de salaires ».

« La Confédération générale de la production française a, en effet, attiré l'attention sur les difficultés actuelles de la production et des échanges. Elle a souligné la lourde incidence qu'auraient des augmentations de salaires sur l'équilibre financier des entreprises et sur l'économie générale du pays. Elle n'a pas dissimulé davantage que cette incidence sera forcément aggravée par les lois relatives à la semaine de 40 heures et aux congés payés, qui vont être soumises à la procédure d'urgence du Parlement ».

« Sur cette question de relèvement des salaires, les deux parties ont donc convenu de s'en remettre à l'arbitrage du Président du Conseil, qui a fixé les taux de rajustement des salaires dans les conditions publiées par la presse ».

« La Confédération générale de la production française estime que l'ensemble des mesures envisagées constitue une expérience entraînant la mise en œuvre d'un système nouveau, dont toutes les conséquences ne sauraient être prévues et dont le gouvernement devait prendre seul la responsabilité. Elle a accepté les lourdes charges qu'implique, pour l'industrie française, l'arbitrage du gouvernement, espérant qu'avec la reprise du travail renaîtra un esprit de collaboration confiant entre patrons et ouvriers ».

Quant aux syndicats ouvriers ils considéraient l'accord com-

me une « victoire » (le mot est de M. Jouhaux) qui devait consacrer « le début d'une ère nouvelle ». Sans vouloir donner aux accords Matignon l'importance parfois exagérée qu'on leur a attribuée, nous devons dire que, pour notre partie, ils allaient singulièrement faciliter le vote de la réduction du travail, puisque en fait, les employeurs avaient dû consentir par ces accords à appliquer la semaine de 40 heures réclamée par les syndicats.

CHAPITRE VI

EXPOSE DE LA LOI

§ 1. — Vote de la loi

Une fois les accords Matignon conclus, le Gouvernement espérait que les grèves, les occupations, toutes les agitations sociales allaient cesser ; il n'en fut rien, les syndicats réclamaient avant d'évacuer les usines, le vote immédiat des réformes promises dont la semaine de 40 heures. On peut donc dire que le Gouvernement s'est vu dans l'obligation d'aborder dès sa constitution la question des 40 heures qui étaient une des idées de base de son programme, et d'aboutir au plus vite à la ratification du projet par les Chambres.

Aussi le Gouvernement se mit rapidement à la besogne, espérant ainsi faire cesser les grèves et les occupations qu'il déclarait ne vouloir combattre officiellement par aucun des moyens légaux dont il disposait pour faire respecter la propriété, la liberté individuelle, ou assurer l'observation des contrats qu'il avait lui-même arbitrés.

Le 9 juin, les Ministres se réunissaient en Conseil de Cabinet à l'hôtel Matignon et à la demande du Président du Conseil le Gouvernement décida le dépôt pour le jour même sur le bureau de la Chambre de certains projets de loi énumérés dans la déclaration ministérielle, proposés par les Ministres du Travail et des Finances visant la semaine de 40 heures, les congés payés,

les contrats collectifs de travail, l'abrogation de certains décrets-lois.

Le même jour, eut lieu un Conseil des Ministres au cours duquel le Ministre du Travail, M. Lebas, soumit à la signature du Président de la République les projets de loi visant la semaine de 40 heures, les congés payés et les contrats collectifs.

Deux heures après, les projets étaient déposés à la Chambre par le Président du Conseil.

Celui-ci rappela les efforts tentés et le succès obtenu pour amener un nouveau bien-être dans la classe ouvrière, grâce à la coopération entre les délégués patronaux et les délégués syndicaux, sous son arbitrage à l'hôtel Matignon les 7-8 juin et dit qu'il estimait être nécessaire de déposer dès ce moment les projets de lois dont il avait parlé dans sa déclaration ministérielle et qui font partie du programme du Rassemblement populaire. Voici le passage de son discours ayant trait à la disposition des projets de lois :

« L'accord établi sous l'arbitrage du Gouvernement — arbitrage exercé et quand il l'a fallu imposé, arbitrage pour l'exécution duquel d'ailleurs le Gouvernement signataire de l'accord assumera tous les devoirs qui lui incombent — dispose que les délégués patronaux acceptent d'exécuter en pleine loyauté, certaines des lois qui étaient visées dans la déclaration ministérielle : loi sur la semaine de 40 heures, lois sur les congés payés, loi sur les conventions collectives ».

« Voici les projets de loi que je vais remettre dans un instant entre les mains de M. le Président de la Chambre ».

« Projet de loi tendant à instituer la semaine de 40 heures dans les établissements industriels et commerciaux, et à fixer la durée du travail dans les mines souterraines de charbon ».

« Trois projets de loi modifiant et complétant le chapitre IV bis du titre du livre 1^{er} du Code du Travail « De la Convention collective de Travail »... Considérez, dès à présent, ces projets de loi comme déposés devant vous ».

Les deux autres projets dont il n'y a pas lieu de s'occuper ici visaient à l'augmentation de certaines catégories de fonctionnaires et à l'abrogation du décret-loi du 16 juillet 1935 concernant l'imposition des pensions et la retraite du combattant. Ainsi un projet intéressant au plus haut point l'économie nationale était déposé pêle-mêle avec d'autres ayant trait à des questions tout

à fait différentes, et on demandait en plus aux assemblées de le voter dans le minimum de temps possible. Aucune étude, aucune prévision même sommaire des incidences économiques et monétaires du projet de loi ne paraît avoir été faite, c'était le « saut dans l'inconnu »,

En raison des événements, le Président du Conseil demanda qu'on procède le plus rapidement possible, et fit envisager le recours à une procédure expéditive.

Les groupes n'étant pas constitués régulièrement, il n'était pas possible de nommer sur le champ les commissions permanentes chargées d'élaborer les textes de loi. Comme d'autre part on ne pouvait attendre, le Président du Conseil demanda à la Chambre de faire ce qu'elle avait fait maintes fois au commencement des législatures, notamment en matière de commission des crédits, c'est-à-dire de désigner une commission spéciale, élue par les bureaux, avec mission d'étudier et de remettre un rapport, le plus tôt qu'il lui serait possible, sur les projets de loi déposés sur le bureau de la Chambre.

En raison des propos qu'avaient tenus le Président du Conseil lorsqu'il était dans l'opposition et des intentions qu'on lui prêtait au sujet « des vacances de la légalité » celui-ci, pour justifier une telle procédure, continuait son discours en disant : « Il est clair pour toute l'Assemblée, je pense, que nous n'entendons pas créer par là un précédent qui s'étendrait aux autres textes dont nous allons la saisir incessamment. Nous acceptons pleinement, conformément à la volonté à peu près générale de la Chambre, le système des commissions permanentes, et les préférences personnelles que tel ou tel d'entre nous peut éprouver pour tel ou tel mode de travail parlementaire n'ont rien à voir en l'occurrence ».

« C'est seulement aujourd'hui, en présence et en fonction d'une nécessité particulière, que nous nous adressons à la Chambre pour lui demander cet effort immédiat... »

« Il se trouve qu'arithmétiquement, dans une Chambre où la majorité et l'opposition sont à peu près dans le rapport de deux à un, sommairement le chiffre de 33 membres est celui qui se prêtera le mieux à une répartition qui ne sera pas arithmétiquement exacte, mais qui sera équitable ».

« Je propose donc à la Chambre de constituer une commission de 33 membres élus dans les bureaux en répétant à la ma-

majorité l'appel que je viens de lui adresser pour que dans la composition de cette commission, pour les votes qu'elle émettra à l'intérieur des bureaux, elle respecte le droit de chaque groupe de cette Assemblée ».

« J'ai pleine confiance que celle-ci, une fois constituée, voudra commencer immédiatement son travail, car le vœu ardent du Gouvernement serait que l'étude de la commission pût être achevée à la fin de la journée de demain et que la délibération devant la Chambre pût commencer jeudi ».

Le Président du Conseil répondit ensuite à des questions de MM. Scapini et Louis Marin expliquant qu'une seule commission était suffisante, les cinq projets de loi présentant « une grande connexité ».

Aussitôt après la séance, la délégation des gauches établit, d'accord avec les groupes de la majorité, la liste des candidats de celle-ci à la Commission spéciale de 33 membres qui est nommée dans les bureaux cet après-midi.

Les 21 membres de la majorité se répartissent comme suit : 4 communistes, 8 socialistes, 6 radicaux-socialistes, 2 union socialiste, 1 gauche indépendante, plus 12 membres de la minorité.

Le lendemain, 10 juin, dans la matinée, la commission spéciale était constituée. La commission alla vite en besogne comme on lui avait demandé puisque le 11 juin, à trois heures de l'après-midi, les projets étaient remis sur le bureau de la Chambre, prêts à être discutés et votés.

Le vote de ces différents projets ne devait pas aller sans une forte opposition, de nombreuses discussions et interruptions en particulier pour le vote de la loi de 40 heures. Beaucoup d'orateurs laissèrent entrevoir les événements qui devaient arriver à la suite de l'application d'une telle loi. Le même jour la Chambre, à la quasi-unanimité, adopta avec de légères modifications quatre des cinq projets économiques et sociaux que le Cabinet Blum avait déposés : projet abrogeant le décret du 16 juillet 1935 sur l'imposition des pensions prévues par la loi du 31 mars 1919 et de la retraite du combattant, projet « aménageant » d'une part les décrets-lois instituant des prélèvements sur les traitements des fonctionnaires et d'autre part supprimant les cumuls, projet sur la convention collective du travail. L'étude du projet le plus important sur la semaine de 40 heures était renvoyé au lendemain matin. En réalité, il ne fut examiné

que deux jours après, le 13 juin. La séance fut ouverte le matin à 9 h. 30 sous la présidence de M. Edouard Herriot. Les députés étaient nombreux, le Gouvernement était représenté par M. Léon Blum, Président du Conseil et M. Lebas, Ministre du Travail.

Était inscrite à l'ordre du jour la discussion du projet de loi tendant à instituer la semaine de 40 heures dans les établissements industriels et commerciaux et à fixer la durée du travail dans les mines souterraines de charbon.

Un député, M. de Tinguy du Pouët, opposa la question préalable soulignant qu'un projet de cette importance, entraînant un changement complet dans l'organisation du travail en France, ne pouvait être voté sans que la Chambre sache exactement en quoi consistait la nouvelle mesure.

« Ce texte, dit-il, a été distribué en épreuves sans exposés des motifs. Il pose des principes dont les décrets consacreront l'organisation, décrets qui ressembleront à des décrets-lois ».

Il fit connaître qu'à son avis la réforme augmenterait le chômage, nuirait à la richesse nationale et aurait de graves répercussions financières. Pour revivifier l'économie nationale, les solutions, selon lui, seraient de réduire les impôts pour augmenter leur rendement et de supprimer des fonctionnaires inutiles.

La question préalable fut repoussée à main-levée et la discussion générale commença immédiatement.

La commission chargée d'élaborer le texte de la loi avait nommé comme rapporteur M. Philip, appartenant au groupe socialiste. Celui-ci, dans son exposé, s'attacha à montrer que le projet s'inspirait d'une préoccupation d'ordre social et d'ordre économique : dans une industrie où le travail est de plus en plus spécialisé, les loisirs accrus sont une nécessité : d'autre part la semaine de 40 heures est un moyen de lutter contre la crise. « Sur ce point, dit-il, des opinions divergentes se sont manifestées ; certains, craignant la hausse des prix, voudraient subordonner la réforme à la conclusion d'une entente internationale. Or la réduction de la durée du travail a été réalisée, avant la France, aux Etats-Unis, en Russie et en Italie ».

Le rapporteur reconnaît toutefois qu'au début, tout n'ira pas sans heurt, il faudra une période d'adaptation ; un reclassement de la main-d'œuvre sera nécessaire. Des ouvriers haute-

ment qualifiés manqueront peut-être pendant quelque temps, on en formera. Ce reclassement, la réorganisation technique des entreprises créeront dans les industries des besoins de crédit ; il faudra y pourvoir.

« La semaine de 40 heures ne suffira pas à résorber tout le chômage. Elle ne fera pas de miracles. Mais conjugués avec d'autres projets — prolongation de la scolarité et programme de grands travaux — elle contribuera à réduire le chômage ».

« Mais, objecte-t-on, la hausse des salaires et, partant la hausse des prix, réduira le pouvoir d'achat réel des travailleurs ».

« Quelle proportion représente le salaire dans le prix de revient ? de 20 à 60 %. Le prix de revient ne devait pas augmenter en moyenne de 80 %. Mais ce taux ne sera pas atteint, car il y aura accroissement du rendement horaire. Les prix de gros ne monteront au maximum que de 6 à 7 %. Pour les prix de détail, la hausse sera moins marquée. Elle ne dépassera pas 5 % à cause de l'écart qui existe entre prix de gros et de détail. Cette augmentation sera très largement compensée par l'accroissement du pouvoir d'achat des masses. Il en résultera un développement de la consommation des produits agricoles ou industriels. Les industries travaillant pour le marché national en profiteront ».

La commission a repoussé les amendements subordonnant la réforme à la conclusion d'accords internationaux ou instituant des dérogations, mais elle accepte des modalités d'application après accord entre employeurs et ouvriers.

D'autre part, au cas où cette mesure serait indispensable, des projets spéciaux viseront des industries particulières.

La commission n'a apporté au texte que deux modifications essentielles ou substituant aux mots « mines de charbon » ceux de « mines souterraines » et en prévoyant que, pour les colonies, les modalités d'application seraient fixées par décret.

Une fois l'exposé du rapporteur terminé, quelques députés montèrent à la tribune pour donner leur avis sur la question, ou exprimer celui de leur groupe. Le premier, M. Reille-Soult, indiqua que les démocrates populaires s'étaient toujours prononcés pour la réduction de la durée du travail sans réduction du salaire vital ; il considère la loi de 8 heures comme un progrès d'ordre général pour l'économie nationale, mais il appelle

l'attention de la Chambre sur le fait qu'aujourd'hui nos prix de revient sont les plus élevés du monde et sur la nécessité de ne pas les surcharger. Mais le discours le plus brillant des opposants fut celui de M. Paul Reynaud qui souligna avec force les conséquences sociales et financières devant découler de la politique poursuivie par le Gouvernement socialiste. Ses affirmations soulevèrent de violentes protestations sur les travées de l'extrême-gauche.

Le Député de Paris commença par faire observer que tout n'est pas possible, et qu'une loi ne peut supprimer la pesanteur. Il se demande alors ce qu'il faut penser de la politique économique du Gouvernement et de la loi de 40 heures.

« Ce qu'on peut appeler l'expérience Léon Blum tend essentiellement à augmenter le salaire de l'ouvrier et à le mettre en loisir pendant 8 heures pour permettre au patron d'embaucher à sa place un chômeur ».

« L'expérience Léon Blum, dit-il, va contre les leçons de l'expérience universelle ».

« Alors qu'on a partout voulu maintenir stable le coût de la vie, le Gouvernement va surcharger notre économie déjà malade, en augmentant ses prix de revient qui sont déjà les plus élevés du monde ».

« Alors que partout dans le monde nous assistons à un effondrement général des salaires en or, on nous propose d'augmenter chez nous de 35 % le salaire horaire ».

C'est cela qui fait que la loi — cette loi que l'orateur et ses amis seraient les premiers à soutenir si elle pouvait jouer — ne pourra pas jouer.

Il souligne que le prix du charbon augmentera partout de 20 % et cette augmentation se répercutera sur tous les produits.

« Nous irons du reste, continue-t-il, à un prodigieux déficit de notre balance commerciale et nos sorties d'or, déjà si inquiétantes, vont s'aggraver. Nous serons réduits à l'autarchie avec le contrôle des changes et des lettres. L'Etat interviendra ? Où prendra-t-il l'argent ?

« Il va y avoir, dit-il, entre le prix de gros et le prix de détail, à chaque instant, l'augmentation de 35 % et, par suite, une hausse du prix de la vie qui va diminuer la capacité réelle d'achat ».

« D'autre part, il va y avoir l'inflation monétaire. De combien

la loi va-t-elle aggraver, par exemple, le déficit des chemins de fer ? D'un milliard environ. Avec quoi le payer ? Avec du papier ».

L'orateur ajoute qu'on va, dès que cette hausse se sera produite, se heurter aux protestations du monde agricole pour lequel les prix de détail vont augmenter, d'où un nouveau décalage et d'où par suite, une nécessité de faire monter les prix agricoles. Cette hausse entraînera une seconde hausse des prix de la vie. Et ne voit-on pas que, de ce fait une nouvelle classe de la société va être atteinte ? Et au surplus rien ne prouve que le chômage va diminuer.

« L'accord Matignon va avoir des conséquences très inégales pour les grosses et les petites industries : le Gouvernement a-t-il songé que 70 % des ouvriers français travaillent dans des usines occupant moins de 100 individus ? Ce sont celles-ci qui sont frappées au cœur ».

« Le rapporteur a affirmé qu'il allait se produire une augmentation du rendement. En Allemagne, le rendement horaire a augmenté parce que ce ne sont pas les ouvriers les meilleurs qui sont tombés en chômage ».

« Le pays va s'ouvrir à lui-même un crédit, a déclaré M. le Président du Conseil. Certes, une euphorie passagère est possible, mais le jour où on liquidera l'opération, on s'apercevra à quel point le pays sera vidé de sa substance, pays qui s'est obstiné à ne pas dévaluer, et que c'est celui-là qui augmente ses prix de revient, on ne peut que se montrer inquiet ».

« Il y avait deux routes : celle de la démocratie, celle de la dictature. C'est celle-ci que le Gouvernement a choisie ».

Il termine en reprochant au Gouvernement les désordres de la rue.

Le Président du Conseil intervint alors pour répondre à ce discours, dont toutes les prédictions devaient malheureusement se réaliser point par point.

« Le Gouvernement, dit M. Léon Blum, ne peut laisser sans réponse les deux discours que la Chambre vient d'entendre ».

« Au cours de la dernière législature, M. Paul Reynaud s'est trouvé isolé soit dans l'opposition, soit dans la majorité parce qu'il estimait que la déflation conduisait à la dévaluation monétaire ».

« La politique de dévaluation est condamnée : le pays en com-

mence une autre, et M. Paul Reynaud devenu chef de l'opposition déclare : pas de politique d'augmentation du pouvoir d'achat sans dévaluation monétaire. C'est toujours celle-ci qui est à la base de ses théories économiques ».

Le Président du Conseil s'étend ensuite sur le prix de revient et prétend que celui-ci ne dépend pas du salaire.

« Je dis que l'élément salaire n'est pas le plus important dans le prix de revient : le plus important de tout, c'est l'ensemble des frais de gestion, des charges financières, et, bien entendu les impôts. Tout cela est incompressible. Or, si par hypothèse, et c'est cette hypothèse qui est au fond de l'expérience, on parvient à ranimer la capacité de production, la charge des frais de gestion se répartira sur un plus grand nombre d'objets produits ».

« Ce que le Gouvernement veut faire, c'est créer dans le pays un état de renaissance économique qui donne à l'industrie la compensation des charges que lui imposent les lois sociales ».

« D'autre part, il tentera de revaloriser les produits agricoles, et de ranimer l'ensemble des échanges ; c'est là son expérience, et il espère qu'on l'aidera loyalement à la tenter ».

« Naturellement, la période transitoire sera difficile tant que cette compensation ne sera pas largement accomplie. Elle existe pour l'industrie, comme pour le Gouvernement qui devra attendre que ce renouveau ait amené un équilibre du budget qui sera réel celui-là ».

Le Président du Conseil cherche ensuite à justifier l'agitation ouvrière en prétendant que celle-ci n'est pas le fait de la C.G.T. mais « de groupements suspects et étrangers à l'organisation syndicale ».

Il termine en disant : « Ce que le Gouvernement peut et doit dire, c'est qu'il est parfaitement résolu à assurer l'ordre de la rue ».

Pendant ce temps les troubles continuaient et rien n'était fait pour les empêcher.

Enfin, le Président du Conseil demande à la Chambre de voter le projet ; la clôture, mise aux voix, est prononcée.

Après différents amendements qui tous furent repoussés, la loi fut votée.

Ainsi, plus rapidement encore que par la loi du 23 avril 1919, en trois jours, les projets de loi étaient « bâclés » par une com-

mission spéciale et votés après une séance de quelques heures. Il s'agissait d'une mesure qui aurait dû être élaborée dans le calme et appliquée progressivement.

Après avoir été adoptés par la Chambre des Députés, les cinq projets des lois dites « sociales » étaient transmis au Sénat le soir même dès 5 heures de l'après-midi. Si les troubles avaient légèrement cessé dans la rue, les grèves avec occupation continuaient et semblaient bien devoir être dirigées en vue de faire pression sur le Sénat, dont on craignait le refus de voter de tels projets.

Ils furent d'abord examinés par la commission du Commerce, de l'Industrie et du Travail siégeant sous la présidence de M. Duroux. Après une longue audition de M. Léon Blum, Président du Conseil, elle finit par adopter sans modification les textes de la Chambre relatifs aux congés payés, aux contrats collectifs de travail et à la semaine de 40 heures.

Celui-ci avait commencé par excuser M. Lebas, Ministre du Travail, qui avait été empêché de venir devant la Commission, puis avait renouvelé à la Commission sénatoriale les assurances et les explications qu'il avait données à la Commission spéciale de la Chambre ; il insista sur l'urgence du vote des projets soumis à la Haute-Assemblée.

La commission procéda alors, en présence de M. Léon Blum, l'étude détaillée de chacun des trois projets ; elle avait nommé trois rapporteurs, l'un pour les congés payés, un autre pour les contrats collectifs, un troisième pour la semaine de 40 heures.

Chacun d'eux présenta au Président du Conseil les observations que suggérait la lecture des textes, observations appuyées par divers commissaires dont plusieurs ont également émis des objections personnelles.

C'est le texte du projet concernant la semaine de 40 heures qui, trop rigide au gré de nombreux commissaires a soulevé les plus graves objections. MM. Yves Le Trocquer et Jean Bosc avaient déposé un amendement qui prévoyait des aménagements dans l'application de la loi pour les industries saisonnières. Le Président du Conseil a déclaré qu'il était absolument hostile à toute « dérogation », les dérogations admises jusqu'à présent en pareille matière n'ayant servi, dit-il, qu'à tourner la loi.

M. Léon Blum a cependant concédé qu'à défaut de déroga-

tion des « compensations » pourraient être consenties pour que la semaine de 40 heures fût aménagée, au besoin dans le cadre de trois mois, une semaine de 44 heures, par exemple étant compensée dans ce délai par une semaine de 36 heures.

De son côté M. James Hennessy a fait remarquer que la mise en application de la semaine de 40 heures aurait pour résultat de gêner aussi considérablement les industries et le commerce d'exportation déjà si lourdement atteints par la crise. Ces industries et ce commerce, a fait observer le sénateur de la Charente, reçoivent assez souvent de l'étranger des commandes imprévues, considérables, qu'il faut satisfaire dans un court délai. Il est à craindre qu'avec la semaine de 40 heures nos exportateurs ne soient obligés de décliner ces commandes.

Après les explications données par le Président du Conseil, la Commission a repoussé l'amendement Le Trocquer-Bosc. Elle a également repoussé un amendement de M. Martin-Binachon tendant à remplacer les mots « la durée du travail... ne peut excéder 40 heures par semaine » par les mots « la durée du travail sera normalement de 40 heures par semaine ».

La Commission a ensuite autorisé les trois rapporteurs à déposer leurs rapports concluant à l'adoption des projets sans modification des textes de la Chambre.

Le 17 juin, le Sénat procéda, sous la présidence de M. Jules Jeanneney, à la discussion générale des deux projets relatifs aux congés payés, à la retraite du Combattant.

Le lendemain 18 juin, eut lieu le débat sur le texte déjà examiné par la commission sur le projet de loi instituant la semaine de 40 heures dans les établissements industriels et commerciaux et limitant la durée du travail dans les mines souterraines. Ce fut M. Jacquier, rapporteur qui le présenta. Il commença par indiquer que le développement du machinisme était une cause de chômage, mais il signala les nombreuses objections et difficultés que soulevait ce projet.

« La semaine de 40 heures dit-il en substance répond à des préoccupations qui se sont fait jour depuis assez longtemps déjà. Les progrès du machinisme ont pour effet de diminuer progressivement le nombre des heures de travail à distribuer entre la masse des ouvriers ; la machine se trouve par là même génératrice de chômage, si on ne réduit par la durée du travail de chaque ouvrier. »

Il fait remarquer ensuite que le projet n'est pas applicable à l'agriculture, et que dans les mines souterraines la durée du travail par semaine sera de 38 heures 40 minutes. La semaine de 40 heures sera appliquée dans toutes les autres industries.

Mais cette mesure donnera naissance à une augmentation du coût de la vie que le rapporteur évalue à 15 %.

« La situation est grave, continua-t-il, chacun l'aperçoit, pour toutes les industries exportatrices. Sur le marché intérieur nombre de petites et moyennes industries, qui ne pourront rejeter l'augmentation sur le consommateur, devront être aidées par le Gouvernement. »

« Pour les autres, la hausse est inévitable, et je crois que, d'ailleurs, le Gouvernement l'escompte : du moins faut-il qu'elle reste raisonnable et qu'on soit maître de la freiner, sans quoi nous retombons dans le cycle infernal de 1926, où les salaires s'essoufflent vainement à tenter de rattraper la hausse du coût de la vie. »

« D'autre part le paysan va voir encore croître l'écart entre ses prix de vente et ses prix d'achat et par conséquent diminuer son pouvoir d'achat. N'aurait-il pas fallu, au contraire, commencer par relever celui-ci ? »

Quant à la réduction du chômage, le rapporteur déclare qu'il est bien difficile de l'évaluer. Il s'agit d'abord de préciser quel sera le pouvoir de résistance de l'industrie. La commission demande au Gouvernement de ne rien précipiter et de considérer la situation de chaque industrie, notamment des industries d'exportation et des entreprises qui touchent au tourisme.

C'est sous ces expresses réserves que la commission demande au Sénat de voter le projet.

Divers orateurs prirent ensuite la parole pour critiquer violemment cette nouvelle diminution du travail ; nous citerons que des passages du discours de M. Dormann, Sénateur de Seine-et-Oise. Déjà la veille, lors de la discussion des projets de loi sur la retraite du Combattant et sur les congés payés, le rapporteur général et le Président de la commission des Finances du Sénat, entre autres, avaient dans deux discours très approfondis montré les dangers de l'orientation de la nouvelle politique du Gouvernement tant au point de vue social qu'au point de vue économique et financier. M. Dormann continua la critique de la politique du Gouvernement en insistant sur l'in-

interprétation donnée au mot crise et sur les charges nouvelles qu'allait créer cette mesure pour l'industrie et en regrettant qu'elles ne se répercutent sur la classe paysanne.

« Peut-on encore parler de crise, ce qui indiquerait qu'il y a eu un commencement et qu'on entrevoit une fin ? En fait, le monde entier se trouve à un stade historique. Il faut s'adapter. Plus vite nous pourrons le faire, mieux notre pays deviendra maître des événements qui ont singulièrement dépassé les hommes... »

« Je regrette, comme M. Courtier, qu'on n'ait pas agi selon l'ordre naturel, en commençant par les ruraux, qui travaillent plus peut-être qu'aucune autre profession, ils font vivre le petit commerce rural, qui, à son tour, peut seul entretenir l'activité des industries. Or, la hausse va s'abattre pesamment sur tous les gens de la terre, quand la revalorisation de leurs produits commence seulement... ».

Le Sénateur de Seine-et-Oise approuvé unanimement par la Chambre Haute mit encore en terminant le Président du Conseil en garde contre une précipitation qui pourrait tout compromettre.

Après ce discours la séance de la matinée fût levée et reprenait au début de l'après-midi. M. Farjon déclara qu'il avait voté avec ses amis du groupe de l'Union républicaine les précédentes lois sociales, mais il fit des réserves sur les conséquences de la loi concernant la semaine de 40 heures.

Mais, comme la journée précédente le Président du Conseil avait « adjuré » dans son discours le Sénat de voter des mesures « qui constituent le plus important progrès qu'une démocratie ait jamais réalisé » et pour tenter de ramener le calme dans le pays, l'assemblée adopta le texte de loi de la Chambre.

Ainsi, sous la « pression de la rue » le mot est d'un des interpellateurs du Sénat, au milieu des troubles de toute sorte fut votée une loi qui appliquait en France dans les mines la durée du travail la plus courte du monde entier.

§ 2. — **Texte de la loi**

La nouvelle loi sur la durée du travail fut promulguée le 21 juin, et devait être inscrite au Code du Travail. Elle reproduit en général la plupart des mesures envisagées dans les projets de Convention du B. I. T.

Le texte proclame l'adoption du principe de la semaine de 40 heures pour tous les établissements « de quelque nature qu'ils soient » (art. 6) ; il ne fixe aucune modalité d'application, mais confie ce soin au Gouvernement. Cette particularité de la loi provient de la rapidité avec laquelle elle fut élaborée ; on ne voulut pas examiner en détail ses conséquences et les difficultés que rencontrerait son application, on s'était contenté d'en énoncer le principe réservant à plus tard de prendre les diverses mesures que nécessiterait son application, par décrets comme l'indique l'article 7 suivant :

ART. 7. — « Des décrets rendus en Conseil des Ministres, après avis de la section professionnelle ou des sections professionnelles compétentes du Conseil national économique, déterminent par profession, par industrie ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les modalités d'application de l'article précédent. »

« Ces décrets sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières intéressées. Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières intéressées doivent être consultées, elles doivent donner leur avis dans le délai d'un mois. Ces décrets sont révisés dans les mêmes formes. »

« Ils devront se référer, dans le cas où il en existe, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées. »

Enfin l'article 8 fixe la durée du travail dans les mines souterraines reproduisant l'avant-projet de convention de la C.

(1) Avec cette différence que la durée de la semaine de travail en France était plus courte que celle prévue par la dite Convention ; cinq minutes en moins (38 h. 40 m., au lieu de 38 h. 45 m.). Cette légère différence tient à une erreur de dactylographie — témoignage de la hâte avec laquelle a été rédigée la loi — erreur que l'on a conservée pendant deux ans : en effet, 7 h. 45 de travail journalier correspondent, avec la semaine de cinq jours, à un travail hebdomadaire de 38 h. 35 m.).

I. T. de 1935 et qui n'avait pas été adopté (1). Remarquons ici qu'il ne s'agit pas uniquement des mines de houille mais de toutes les mines métalliques et autres du moment que le travail s'accomplit sous terre.

ART. 8. — Dans les mines souterraines, la durée de présence de chaque ouvrier dans la mine ne pourra excéder 38 heures 40 minutes par semaine. »

ART. 9. — « Un décret rendu en Conseil des Ministres dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 7, détermine les modalités d'application de l'article précédent, notamment le mode de calcul de la durée de présence. »

Cet article oblige les houillères françaises à adopter un régime qui avait été refusé par tous les pays étrangers à la C.I.T. ceux-ci demandant non pas une réduction de la durée du travail en cours mais au contraire un assouplissement de la réglementation. La France allait être la première à appliquer un tel régime ; on en verra les conséquences, et en particulier une assez curieuse, celle de faire abandonner par la C.I.T. l'idée de la semaine de 40 heures dans les mines.

Des deux articles reproduits ci-dessous, le premier, l'article 10, n'a pas une importance considérable, on l'avait déjà inscrit dans les lois de 1900, de 1905 et de 1919.

ART. 10. — « L'application des dispositions des articles 6 à 9 ne porte aucune atteinte aux usages ou aux conventions collectives de travail qui fixeraient des limites inférieures. »

Au contraire, l'article 11, a été lourd de conséquences au point de vue économie générale.

ART. 11. — « Aucune diminution dans le niveau de vie des travailleurs ne peut résulter de l'application de la présente loi, qui ne peut être une cause déterminante de la réduction de la rémunération ouvrière. » (Salaires et avantages accessoires de la loi).

Sa disposition avait, en effet, donné lieu à de vives controverses à la C.I.T. entre les délégués italiens et les délégués ouvriers. Les premiers voulaient une application internationale de la semaine de 40 heures telle qu'elle existait en Italie. Mais, considérant cette mesure uniquement comme un remède au chômage, ils prétendaient que le salaire horaire ne devait pas augmenter ; les délégués ouvriers et certains délégués gouvernementaux, au contraire, envisageaient cette mesure non seule-

ment comme un remède contre le chômage, mais encore comme une amélioration du niveau de vie des travailleurs, c'est pourquoi ils tenaient au maintien du salaire journalier et même à son augmentation. Le rassemblement populaire avait inscrit dans son programme que la semaine des 40 heures n'occasionnerait aucunement une diminution des salaires ; c'est pourquoi le Gouvernement exigea l'inscription de la disposition de l'article 11 dans la loi.

§ 3. — But de la loi

Le but de cette dernière loi est manifestement différent de celui de la loi de 1919 ; on avait voulu en élaborant le texte de cette dernière améliorer le sort de l'ouvrier, lui donner une vie plus agréable, des loisirs plus nombreux. C'était le résultat d'un mouvement idéologique de charité, né des événements de 1914-1918 : 10 ou 12 heures de travail par jour semblaient fort long en comparaison des 8 heures pratiquées couramment aux Etats-Unis, pays dont les soldats, venus en France, vantaient les merveilles et la vie facile.

La loi de 1936 n'a pas été créée dans le même but, l'idée primitive de ceux qui l'ont réclamée était de réduire le chômage (revendications syndicalistes, travaux du B.I.T.). Pour d'autres, elle devait améliorer la vie des ouvriers et était une conséquence normale du développement du machinisme ; une fois votée, elle fut considérée comme une victoire du prolétariat sur le capitalisme.

Le chômage est très élevé dans le monde entier à partir de 1932, en particulier en Angleterre et aux Etats-Unis ; la France toutefois a une situation privilégiée : les mineurs du Nord furent quand même éprouvés ; en 1930, le Nord compte 51.000 ouvriers mineurs et le Pas-de-Calais en occupe 131.000. En 1931, en Pas-de-Calais l'effectif ouvrier diminue de 8.683, en 1932 et 33, le nombre des ouvriers baissera chaque année de 10.000. En 1934 le nombre moyen des travailleurs sera seulement de 101.113 dans ce département, contre 131.000 en 1930.

Les Compagnies commencent par la mise à la retraite de la partie de leur personnel atteint par la limite d'âge. Ensuite, elles durent renvoyer les étrangers dans leur pays. Mais ceux qui restaient ne travaillaient pas toujours 6 jours par semaine.

A partir de 1932 on fut obligé de recourir aux coupes chômées. La vie ouvrière se ressentait donc particulièrement de ce chômage d'où naissait l'obligation de travailler davantage pour maintenir un salaire diminuant sans cesse et compenser les jours de repos forcé qui n'étaient pas payés.

La première formule qui se présenta à l'esprit et qu'offrit une grande attraction sur les masses était de réduire le nombre de jours de chômage en réduisant le nombre d'heures de travail par jour et par semaine. Les usines étant obligées de continuer à travailler répartiraient ces heures de travail disponibles entre de nouveaux ouvriers. D'où réduction du chômage, le raisonnement assez simpliste semble fort agréable à première vue. Mais s'il est vrai en ce qui concerne les manœuvres et ouvriers non spécialisés, il est faux pour la main-d'œuvre spécialisée.

En plus de la réduction du chômage que désiraient les partisans de la loi de 40 heures, il est une autre conséquence qui se fit jour petit à petit : au bout de quelque temps, on ne sut plus s'il s'agissait de réduire le chômage en répartissant entre un plus grand nombre de salariés le nombre d'heures de travail, ou bien s'il s'agissait d'assurer à l'ouvrier faisant 40 heures de travail la même rémunération que s'il faisait 48 heures. Cette question a été habilement masquée et c'est pourtant une question capitale.

Si, en effet, la répartition nouvelle du travail avait comme but d'opérer entre le nombre des ouvriers une nouvelle répartition, on pouvait observer que cette réforme était déjà opérée par un grand nombre d'entreprises qui avaient recouru au « short-time » afin de pouvoir passer cette période de crise en conservant un personnel entraîné et adapté et pouvoir ainsi faire face à l'augmentation des besoins de la consommation lorsque l'activité reprendrait.

La répartition du travail entre un plus grand nombre d'ouvriers aurait eu, au point de vue de l'équité sociale, des avantages bien qu'au point de vue économique on pouvait se demander si ces nouveaux collaborateurs pouvaient remplacer, sans dommage pour l'industrie, les ouvriers entraînés et adaptés. On allait même jusqu'à prétendre que la France, qui était moins atteinte que les étrangers, devait ainsi essayer de participer à la réduction du chômage étranger en faisant à nouveau

appel à la main-d'œuvre étrangère qu'elle avait refoulée depuis 1931.

La question avait un autre aspect : si l'on considérait que la semaine de 40 heures ne devait pas empêcher le maintien du salaire de 48 heures, si bien que ne travaillant que 40 heures, les ouvriers devaient recevoir le même salaire qu'avant. S'il en était ainsi l'industrie et les mines étaient à nouveau frappées de frais particulièrement lourds. Or, cette deuxième conséquence n'a pas été présentée trop ouvertement au public ; on a laissé une vieille formule : « Aucune diminution dans le niveau de la vie des travailleurs ne peut résulter de l'application de la présente loi », ce qui donnait dès lors un nouveau but à la loi, l'amélioration des loisirs du travailleur, nouveau but qui pouvait singulièrement contrecarrer le premier.

§ 4. — **Domaine de la loi**

Le domaine de la loi est très large ; on a vu que l'article 6 du Code du Travail prévoyait que la portée du principe serait en théorie illimitée, il s'applique à tous les travailleurs sans distinction d'âge et de sexe.

Mais, en pratique, l'application de la loi est soumise à quelques exceptions ; elle n'entre en jeu que s'il y a contrat de travail, c'est-à-dire lorsqu'un patron embauche un ouvrier et lui promet une somme déterminée pour l'accomplissement d'un certain travail effectué sous le contrôle et la direction du patron. La loi ne s'applique donc pas aux patrons, ceux-ci peuvent travailler comme bon leur semble et autant qu'ils veulent. Toutefois certaines mesures sont prises pour empêcher l'employeur de travailler dans le cas où ils feraient concurrence à leurs ouvriers.

Enfin, la loi ne s'applique ni à l'agriculture, ni aux gens de maison, ni aux travailleurs à domicile.

Dans les mines, la limitation de la durée du travail à 38 heures 40 minutes ne s'applique qu'aux travaux souterrains en raison de leur dureté, le personnel du jour reste soumis aux 40 heures par semaine. **Il y a donc deux régimes à appliquer**, un pour les ouvriers du fond tels qu'ils sont définis par les décrets d'application et un pour les ouvriers du jour, c'est-à-dire tous ceux qui ne rentrent pas dans la définition du décret.

§ 5. — Caractères de la loi

L'employeur ne doit pas faire travailler un ouvrier plus de 40 heures par semaine, ou plus de 38 h. 40 s'il s'agit d'un mineur, mais celui-ci est libre de travailler en dehors des 38 h. 40 pour lui-même ou au profit d'une autre personne. La loi oblige donc le patron, elle ne s'impose qu'à lui seul et ne prévoit des sanctions que pour lui s'il fait travailler ses ouvriers au delà de la limite prévue par la loi ; mais elle laisse l'ouvrier entièrement libre de travailler autant qu'il lui plaît — et ceci est compréhensible la loi est faite en faveur des ouvriers par un Gouvernement élu par les masses ouvrières. Cette faculté qu'a l'ouvrier de travailler en dehors des 40 heures dues à son employeur habituel a été vivement critiquée et à juste raison : si la loi a été faite en vue de résorber le chômage, il fallait normalement interdire aux ouvriers de faire un travail supplémentaire après l'expiration de leur journée. L'ouvrier est tenté de s'occuper à un autre travail pendant les nombreux loisirs que lui laisse la loi et se fait ainsi concurrence à lui-même, mais cette interdiction s'est toujours avérée impossible.

La loi impose une durée maximum de travail pour les mineurs du fond, mais non pour les autres catégories d'ouvriers. Une question se pose alors, celle de savoir si les textes de 1848 et de 1900 fixant la durée maxima de la journée de travail en elle-même sont abrogés, la loi de 1919 ne fixant pas impérativement la durée journalière de travail. En dehors de certains décrets d'application de la loi de 1936 qui impose un travail journalier inférieur à 8 heures, ce sont toujours les textes de 1900 en vigueur. La loi présente donc un caractère de liberté en ce qui concerne la fixation du nombre d'heures de la journée de travail.

La loi de 40 heures offre encore un caractère particulier. En général, 40 heures par semaine doivent représenter 40 heures de travail effectif, c'est-à-dire, pour un tourneur 40 heures de travail devant son tour, etc... Or il n'en est pas de même dans les mines, les 40 heures devenues 38 h. 40 ne représentent pas un travail effectif, ni une présence effective au chantier. Elles sont

(1) Pratiquement, le calcul se fait par groupe de descente ou par cage.

calculées par ouvrier pris individuellement depuis son entrée dans la cage jusqu'à sa sortie (1) et comprennent le temps de pose pris au fond de la mine. Ainsi un piqueur n'arrachera pas de charbon pendant 38 h. 40 par semaine, mais pendant un temps beaucoup plus court ; tandis qu'un autre ouvrier travaille effectivement 40 heures par semaine. Il faut voir dans cette modalité un régime de faveur pour le mineur, ce qui constitue une continuation de l'esprit de la législation du xx^e siècle établie en considération du caractère pénible et particulier du travail souterrain.

Le dernier caractère qui est le principe directeur de la loi est que la réduction de travail ne saurait avoir pour conséquence une réduction de salaire. Nous nous sommes suffisamment arrêtés sur ce point pour qu'il ne soit pas la peine d'y revenir.

§ 6. — Application de la loi

Comme on l'a vu au cours de l'étude des travaux parlementaires de la loi de 40 heures, le Gouvernement voulait à tout prix faire voter cette mesure très rapidement pour donner satisfaction aux masses ouvrières et faire cesser les désordres dus aux revendications syndicalistes pour l'abréviation de la durée du travail. Or la commission spéciale saisie des projets, ne prit pas le temps de composer un texte de loi complet, elle posa le principe en quelques articles réservant de faire face aux difficultés d'application par des décrets du Gouvernement.

L'article 7 qui prévoit cette façon d'agir avait également un autre but en envisageant pour les formations syndicales la possibilité de donner leur avis, le Gouvernement réservait à la C.G.T., la plus importante des organisations syndicales, la coopération que celle-ci lui avait offerte au lendemain des élections et que celui-ci avait promis et avait été obligé d'accepter lors du congrès socialiste.

Tant que les décrets n'étaient pas parus, la loi de 8 heures continuait à s'appliquer et elle s'appliqua encore longtemps puisque les 38 h. 40 ne jouèrent pour la première fois dans les mines que le 1^{er} novembre (la loi avait été promulguée le 21 juin).

On comprend donc la désillusion des masses ouvrières, désillusion qui se traduit souvent par des agitations, des grèves

(et même par le projet d'une grève générale) des occupations, des revendications, exigeant des patrons l'application immédiate de la loi de 40 heures. Or ceux-ci ne pouvaient faire droit à ces exigences, n'ayant aucune directive pour l'application de la loi.

Dès le mois de juin, les groupements syndicaux patronaux et ouvriers et les sections professionnelles compétentes du Conseil Economique furent convoqués les uns au Ministère du Travail, les autres à la Présidence du Conseil, et là, il discutèrent les modalités d'application de la loi par catégorie d'industrie. Il n'en alla pas toujours facilement, et le Ministre dut souvent départager les avis, notamment en ce qui concerne les deux jours de repos consécutifs, les 40 heures de travail étant réparties sur cinq jours. Les Syndicats ouvriers réclamaient ces deux jours de repos auxquels pour la facilité du travail, certains délégués patronaux étaient opposés.

Le premier décret paraissait le 25 septembre 1936 (*J. O.* 27-9-36) il était relatif à l'application de la loi sur la fixation de la durée du travail dans les mines de charbon pour les ouvriers du fond. Le second décret était signé le 27 octobre (*J. O.* du 28-10-36) il avait trait aux ouvriers du jour. Cinq décrets paraissaient ensuite le 18 novembre pour l'industrie et le commerce et un autre le 31 décembre. Le décret relatif aux chemins de fer était publié le 1^{er} janvier 1937.

Dans l'élaboration de ces décrets le Gouvernement dû se référer aux accords intersyndicaux, mais de même que pour les avis des formations syndicales ou du Conseil National Economique il n'est pas obligé de les suivre. Il peut prendre les décrets d'office ou à la demande des organisations patronales et syndicales. On voit là un nouveau pas de fait dans la collaboration des particuliers à l'élaboration des lois et décrets.

Nous donnons ci-après les principales dispositions des décrets se rapportant à la durée du travail dans les mines, notamment des deux décrets fondamentaux de septembre et octobre 1936.

Dans l'article 1^{er} du décret du 25 septembre nous trouvons la définition de l'ouvrier mineur du fond, ainsi se trouvent fixés les bénéficiaires de la mesure réduisant le travail à 38 h. 40 par semaine et 7 h. 45 par jour.

ARTICLE PREMIER. — « Les dispositions du présent décret sont

applicables dans les mines souterraines de charbon (houille et lignite), à tous les ouvriers du fond. »

« Par « ouvrier » il faut entendre toute personne occupée aux travaux souterrains, quelle que soit l'entreprise qui l'emploie et quelle que soit la nature des travaux auxquels elle est employée à l'exception des personnes occupant un poste de maîtrise ou de direction et ne participant normalement à aucun travail manuel. »

Toutes les autres catégories de personnes ne répondant pas à cet article sont astreintes à travailler 40 heures par semaine.

Après cette définition nous arrivons aux dispositions que tous les décrets d'application de la loi du 21 juin 1936 doivent contenir : détermination de la répartition des heures de travail sur les jours ouvrables résultant de la disposition de la loi elle-même, les mineurs travaillant 38 h. 40 par semaine à raison de 7 h. 45 par jour, sont occupés cinq jours seulement par semaine. La durée de présence à la mine est calculée par groupe ou par poste, depuis la descente des premiers ouvriers jusqu'au moment où les premiers ouvriers regagnent la surface. Il y a ici une différence sur le mode de calcul de la loi Durafour, avec celle-ci la durée était comptée depuis le moment où les premiers ouvriers descendaient jusqu'au moment où les derniers remontaient. La loi ici, dans son interprétation, est un peu plus rigide à l'égard des ouvriers.

ART. 2. — « La durée de présence dans la mine ne pourra excéder 38 h. 40 par semaine ; elle ne pourra non plus excéder 7 h. 45 par jour. »

« Est considéré comme durée de présence dans la mine :

a) « Dans les mines desservies par puits, la période comprise entre le moment où l'ouvrier entre dans la cage pour descendre et le moment où il en sort, la remonte effectuée. »

b) « Dans les mines où l'entrée a lieu par galerie, le temps qui s'écoule entre le moment où l'ouvrier franchit l'entrée de la galerie d'accès et celui où il est de retour à la surface ».

ART. 3. — « Pour les ouvriers faisant partie d'un poste ou d'un groupe quelconque, la durée de présence prévue à l'article 2 ci-dessus est la durée comprise entre le moment où les premiers ouvriers du poste ou du groupe quittent la surface et celui où ils regagnent la surface. L'ordre et la durée tant de la descente que de la remonte d'un poste ou d'un groupe quel-

conque d'ouvriers devront, en outre, être sensiblement les mêmes. »

ART. 4. — « Dans la durée de présence définie aux articles 2 et 3 ci-dessus, est compris un repos dont la durée sera de 25 minutes. Ce repos devra être pris collectivement, par chantier et par catégorie d'ouvriers en une fois. Exceptionnellement, ce repos pourra être pris en deux fois.

ART. 5. — « La durée de présence dans la mine telle qu'elle est fixée pour la semaine à l'article 2 du présent décret, sera répartie sur cinq jours, de manière à assurer, outre le repos du dimanche, un repos d'un autre jour qui devra être le samedi ou le lundi. Ce jour sera le même pour tout le personnel d'un même puits ou d'une même fosse, à l'exception du personnel employé exclusivement à des travaux d'entretien et de sécurité, lequel devra bénéficier d'un repos compensateur. »

« Toutefois, le lundi ou le samedi pourra être jour de travail lorsqu'il y aura lieu de récupérer une journée de chômage collectif résultant soit d'une fête légale, soit d'une fête locale, soit d'un accident. »

« Pourraient être également récupérées, de la même manière les journées de chômage collectif résultant d'autres causes, après autorisation de l'ingénieur en chef des mines. »

« La récupération des chômages collectifs aura lieu dans les conditions suivantes :

« Pour un jour, dans la semaine ou la semaine suivante ;

« Pour deux jours, dans la semaine et les deux semaines suivantes ;

« Pour trois jours, dans la semaine et les trois semaines suivantes ;

« Pour quatre jours, dans la semaine et les cinq semaines suivantes. »

Les décrets devaient fixer la date à partir de laquelle la loi était applicable, et cette application devait avoir lieu quelque temps après la publication du décret de façon à permettre aux organisations d'adapter leurs travaux au régime des 40 heures.

L'article 15 fixe la date d'entrée en vigueur du décret qui fut appliquée le 1^{er} novembre 1936.

ART. 15. — « Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à l'expiration du délai d'un mois à partir de sa publication au *Journal Officiel*. Toutefois, la date ainsi déterminée

sera reculée éventuellement du nombre de jours nécessaires pour qu'elle coïncide avec le seizième jour du mois dans lequel le délai normal expirera ou avec le premier jour du mois suivant. »

Le décret prévoit également des mesures d'aménagement des dérogations. On ne pouvait en effet laisser la loi par trop rigide, et la mesure aurait été inapplicable si la durée du travail avait été limitée à 7 h. 45 par jour sans possibilité de travailler plus certains jours pour des raisons exceptionnelles. D'ailleurs, lorsqu'il avait été question à la S.D.N. en 1931 de ne pas autoriser de dérogations, la convention sur la durée du travail dans les mines n'avait pu obtenir le quantum nécessaire, devant les protestations des délégués gouvernementaux et en particulier des Allemands.

Une première dérogation prévoit la possibilité de répartir le travail sur six jours au lieu de cinq sur autorisation expresse des Ministres des Travaux Publics et du Travail, rendue après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour certains travaux seulement.

La loi prévoyait que la durée du travail pourrait être prolongée jusqu'à un maximum de 60 heures par an. Ces heures supplémentaires n'étaient accordées que pour l'ensemble des Compagnies minières et dans des circonstances exceptionnelles d'intérêt national ; par décision des Ministres des Travaux Publics et du Travail après consultation des organisations ouvrières et patronales intéressées.

Des dépassements autorisés par les Ministres indiqués, dans les cas limitativement prévus par le décret : accident, cas de force majeure, réparations à effectuer aux machines, travaux continus ou préparatoires et complémentaires. L'autorisation de l'Ingénieur en chef des mines sera nécessaire pour faire effectuer le samedi ou le lundi certains travaux d'entretien, par le personnel qui ne pourrait jouir d'un repos compensateur.

Des heures supplémentaires doivent être payées 25 % en plus de ce taux des heures ordinaires.

Tel était le régime initial des mineurs d'après la loi du 21 juin 1936 et le premier décret d'application. Par la suite, devant les difficultés rencontrées, et devant la baisse de la production du charbon, on dut recourir à une quantité de décrets que nous citerons plus loin. D'ailleurs, ils ne modifient pas le fond

même de la loi, qui demeure avec ses limites imposées de 7 h. 45 par jour et de 38 k. 40 par semaine, mais ne concernent que l'octroi d'heures supplémentaires.

Quant aux ouvriers du jour leur situation est réglée par le décret du 27 octobre 1936. Ce décret ressemble d'ailleurs à tous ceux qui ont trait à l'industrie en général.

L'article 2 détermine la durée du travail journalier. La date d'entrée en vigueur est fixée au 1^{er} novembre 1936 comme pour les travailleurs du fond.

Des dérogations sont autorisées, dans des cas limitativement déterminés, 60 heures supplémentaires par an sont octroyées à la condition que le travail ne puisse être prolongé de plus d'une heure par jour.

ARTICLE PREMIER. — « Les dispositions du présent décret sont applicables aux mines de charbon en ce qui concerne le personnel occupé en dehors du fond. »

« Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par ces exploitations et dont la profession ne ressortit pas directement à l'industrie minière, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdites exploitations. »

« Les industries annexées des mines de charbon seront soumises aux dispositions des décrets visant les catégories professionnelles auxquelles elles ressortissent respectivement. »

ART. 2. — « Dans les exploitations visées à l'article 1^{er}, la durée du travail effectif sera répartie à raison de 8 heures, au plus, par jour avec un repos ininterrompu de 48 heures au moins, comprenant le dimanche. »

« Lorsqu'en application de l'article 6 du décret du 25 septembre 1936, déterminant la durée du travail au fond dans les mines de charbon, une répartition sur six jours de la semaine aura été autorisée pour le travail du fond, cette répartition pourra s'appliquer au travail du jour ».

« En ce qui concerne le personnel des bureaux, la durée du travail pourra être répartie, soit à raison de 8 heures au plus par jour avec un repos ininterrompu de 48 heures au moins, comprenant le dimanche, soit à raison de 6 h. 40 pendant les six jours ouvrables de la semaine, à la condition, dans ce dernier cas, qu'il soit assuré chaque semaine un repos de 48 heu-

res consécutives, comprenant le dimanche. La répartition devra être la même pour l'ensemble du personnel des bureaux d'un même service. »

« L'organisation du travail par relais ou par roulement est interdite. »

« Toutefois, l'ingénieur en chef des mines pourra autoriser les services dont le fonctionnement doit être nécessairement assuré tous les jours ouvrables de la semaine, à occuper du personnel tous les jours ouvrables, à la condition que chaque ouvrier ou employé ne travaille pas plus de 40 heures par semaine, ni plus de 8 heures par jour. »

L'ingénieur en chef des mines pourra également autoriser l'organisation de relais pour les services dont le fonctionnement journalier doit être nécessairement assuré pendant un nombre d'heures supérieur à la limite fixée pour l'ensemble du personnel, à la condition que chaque ouvrier ou employé ne travaille pas plus de 40 heures par semaine ni plus de 8 heures par jour. »

« Dans les limites ou sous les conditions fixées par l'ingénieur en chef des mines et pour les catégories du personnel ci-après, les heures de travail pourront être réparties sur quatre semaines au plus, étant entendu que la moyenne hebdomadaire ne dépassera pas 40 heures ni la durée journalière 10 heures :

1°) Personnel des services d'entretien, de nettoyage et de sécurité ;

2°) Personnel occupé aux travaux de chargement et de déchargement des wagons, camions ou bateaux ;

3°) Personnel des services de transport minier par chemins de fer, par terre ou par eau ;

4°) Personnel chargé de l'établissement périodique des comptes de salaires.

« En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos. »

« Pour les travaux dont le fonctionnement continu doit, en raison même de la nature du travail, être assurée sans interruption à aucun moment du jour, de la nuit et de la semaine, la durée hebdomadaire du travail pourra atteindre une moyenne de 42 heures, établie sur une période de douze semaines, à la condition que la durée du travail journalier ne soit en aucun

cas supérieure à 8 heures et qu'il soit assuré à chaque ouvrier au moins un repos de 24 heures consécutives par semaine. »

ART. 3. — « En cas de répartition du travail hebdomadaire sur cinq jours, le jour de repos s'ajoutant aux dimanches pourra être supprimé lorsqu'il y aura lieu de récupérer une journée de chômage collectif, résultant soit d'une fête légale, soit d'une fête locale, soit d'un accident survenu tant au fond qu'au jour. »

« Pourront être également récupérées, de la même manière, les journées de chômage collectif résultant d'autres causes, après autorisation de l'ingénieur en chef des mines. »

« En cas d'interruption collective de travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, pénurie de moyens de transport, intempéries), une prolongation de la durée du travail pourra être pratiquée à titre de compensation sans que la durée du travail journalier soit augmentée de plus d'une heure. »

« La récupération des chômages collectifs prévus aux paragraphes précédents aura lieu dans les conditions suivantes :

« Pour un jour au plus, dans la semaine ou la semaine suivante ;

« Pour deux jours, dans la semaine et les deux semaines suivantes ;

« Pour trois jours, dans la semaine et les trois semaines suivantes ;

« Pour quatre jours et plus, dans la semaine et les cinq semaines suivantes. »

« Dans les chantiers où les intempéries entraînent normalement des interruptions collectives de travail, l'ingénieur des mines, sur la demande des exploitants ou des ouvriers, pourra accorder l'autorisation de prolonger la durée du travail pendant certaines périodes de l'année sans que le total de ces heures de prolongation puisse être supérieur à 80. Pour déterminer ces périodes, le nombre et la répartition des heures de prolongation autorisées à titre de récupération, ainsi que les établissements auxquels s'applique l'autorisation, des accords devront intervenir entre les organisations patronales et ouvrières intéressées. Les conditions de récupération ainsi déterminées pourront être modifiées dans les mêmes formes. »

« En cas de chômage dans une catégorie professionnelle, l'ingénieur des mines pourra suspendre, pour cette catégorie, l'usage des dérogations prévues au paragraphe ci dessus ».

« En aucun cas, la durée du travail effectif ne pourra être prolongée en vertu des dispositions du paragraphe 5 du présent article, de plus d'une heure par jour et de six heures par semaine ».

« Le chef d'établissement, qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'ingénieur des mines, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification ».

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et pour chaque équipe, la répartition des heures de travail ».

« Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail de chaque équipe et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé de l'équipe ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder soit la limite fixée par l'article 2, soit, dans le cas où il aura été fait application des dispositions de l'article 3 relatives aux récupérations, la limite fixée par l'ingénieur des mines ».

« Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que par les paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 2 ».

« Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire ainsi établi ».

« Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des lieux de

travail auxquels il s'applique ou, en cas de personnel occupé au dehors, dans un local accessible et fréquenté par le personnel intéressé. »

« Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'ingénieur des mines ».

« En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché dans les mêmes conditions que l'horaire, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service des mines et des délégués du personnel ».

ART. 5. — « La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au-delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret : »

1°) « Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, des appareils à vapeur et de leurs foyers sous la condition que ce travail ait un caractère purement complémentaire après ou avant la mise hors feu des appareils — une heure au maximum » ;

2°) « Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle, pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des machines et tous autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement, à la condition que ces travaux ne puissent être exécutés pendant les heures normales — une heure au maximum sous réserve d'un repos compensateur » ;

3°) « Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant — Durée de l'absence du chef d'équipe ou de l'ouvrier spécialiste à remplacer » ;

4°) « Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent ou préparer le travail d'une équipe — une demi-heure au maximum au-delà de la limite assignée au travail général de l'équipe » ;

5°) « Travail des ouvriers spécialement employés à des opé-

rations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté lorsqu'elles n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de leur nature ou de circonstances exceptionnelles — deux heures au maximum, à condition que ces heures soient considérées comme heures supplémentaires et majorées comme il est prévu par à l'article 8 » ;

6°) « Travail du personnel affecté uniquement à des opérations de surveillance ou de gardiennage dont le travail est coupé de longs repos réels. — Quatre heures au maximum, sans que la durée hebdomadaire du travail puisse être supérieure à 56 heures par semaine » ;

7°) « Travail des basculeurs, préposés au pesage des wagons et camions. — Une demi-heure au maximum » ;

8°) « Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires. — Une heure au maximum » ;

9°) « Travail des conducteurs d'automobiles, de véhicules hippomobiles, livreurs, magasiniers. — Une heure au maximum au-delà de la limite journalière, une heure et demie au maximum pour les conducteurs de véhicules hippomobiles. Cette durée peut être augmentée d'une heure et demie lorsque la durée du repas est comprise dans le temps de service ».

« Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles visées sous le numéro 8, qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes ».

ART. 6. — « La durée du travail peut être, à titre temporaire, prolongée au-delà des limites fixées aux articles 2 et 3 du présent décret dans les conditions suivantes : »

1°) « Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesure de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'entreprise. — Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'entreprise : deux heures les jours suivants ».

2°) « Travaux essentiels pour la sécurité devant être effectués sous le commandement de la même personne pendant toute leur durée (changement de câbles, de taquets, de guidage, etc). — Faculté illimitée pendant un jour pour le personnel de maîtrise ».

3°) « Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la dé-

fense nationales ou d'un Service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation. — Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux ».

4°) « Travaux urgents et exceptionnels (surcroît extraordinaire de travail) ».

Dans l'industrie charbonnière en France, plus que dans toutes les autres industries, l'application du régime des 40 heures amena des complications de premier ordre en ce qui concerne la production ; surtout parce que cette nouvelle législation comprimant la production était accompagnée d'une augmentation de la consommation et d'une diminution de rendement. Devant les importations qui ne cessaient de grandir et le déficit de la balance commerciale le Gouvernement fut obligé de recourir à une série de décrets tendant à autoriser un travail supplémentaire.

En dehors de ces décrets, il fut pris par la suite un certain nombre d'arrêtés concernant l'application de la loi notamment quant à l'octroi d'heures de travail supplémentaires.

Ce sont l'Arrêté du 13 février 1937 (*J.O.* 14 février) (Ministères des Travaux Publics et Travail) autorisant l'exécution d'heures supplémentaires dans les mines de charbon.

Arrêté du 7 mai 1937 (*J. O.* 14 mai) (Ministères des Travaux Publics et Travail) déterminant les cas et les limites de dépassements prévus par les articles 7, 8 et 14 du décret du 25 septembre 1936 fixant la durée du travail dans les mines souterraines de charbon.

Arrêté du 1^{er} septembre 1937 (*J. O.* 2 septembre) autorisant la prolongation de la durée de travail dans les mines souterraines (Ministères des Travaux Publics et Travail). Celle-ci pourrait être prolongée de 31 heures exceptionnellement entre le 1^{er} septembre 1937 et le 15 janvier 1938.

Décret du 21 décembre 1937 (*J. O.* 1^{er} janvier 38) portant modification des décrets du 25 septembre 1936 et 27 octobre 1936 relatifs à l'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures, respectivement dans les mines souterraines de charbon et dans les services du jour des mines de charbon, remplace l'article 5, 10, 13 et 14 du décret du 25 septembre 1936 et autorise 93 heures supplémentaires et l'article 3 et 6 du décret du 27 octobre. Ce décret ne fut d'ailleurs pas « reconnu »

par les Syndicats, car il allait au-delà des dérogations prévues par la loi.

Arrêté du 18 janvier 1938 (*J. O.* 29 janvier) autorisant des journées supplémentaires dans les mines souterraines de charbon (Travaux Publics et Travail).

Arrêté du 31 janvier 1938 (*J. O.* des 31 janvier-1^{er} février) modifiant l'arrêté du 7 mai 1937 relatif à la durée du travail dans les mines souterraines de charbon (Travaux Publics et Travail).

Tel a été le vote de la loi du 21 juin 1936, loi d'une importance capitale puisqu'elle imposait en France bien avant les autres pays un régime rigide de la durée du travail dans les mines.

Au lieu d'être considérée comme une loi sociale devant apporter un bien-être aux ouvriers, d'être élaborée et appliquée dans le calme, elle a été considérée tant pour le Gouvernement que pour les masses ouvrières comme une victoire du prolétariat dictée par des syndicats, votée rapidement sans même en prévoir les conséquences. De là son manquement à son but essentiel : réduction du chômage, à part les mines.

Avant d'étudier les conséquences qu'elle a eu sur la production minière, il faut auparavant parler d'une loi récente qui a réduit également la durée du travail mais d'une loi nécessaire et bienfaisante, la loi du 20 juin 1936 sur les congés payés.

CHAPITRE VII

LES CONGÉS PAYÉS

Les congés payés sont en France une mesure récente. Existant à peine avant la guerre, ils se sont développés depuis, tant au point de vue du nombre des gens qui en profitent, qu'au point de vue de leur durée.

Avant la guerre, les officiers avaient droit à un congé d'un mois par an. Certains fonctionnaires jouissaient de la faculté de prendre 8 à 15 jours de vacances payées. Quant à l'industrie et au commerce privé, les congés payés étaient à peu près nuls. On accordait 8 jours parfois à un vieil employé, c'était tout ; mais des congés ouvriers il n'était pas question.

Après la guerre au contraire, les nouveaux statuts des fonctionnaires fixèrent un congé qui, en 1926, fut porté en général à 3 semaines par an. A l'exemple, les organisations privées accordèrent à leurs employés un congé qui variait, suivant l'emploi et le nombre d'années de service, de 8 à 30 jours par an. Mais jusque-là rien n'existait pour les travailleurs manuels sauf ceux assimilés aux fonctionnaires auxquels les statuts garantissaient un congé. La question s'était souvent posée ; un projet de loi avait été voté en 1918 par la Chambre, mais il ne fut jamais ratifié par le Sénat. Il était juste d'établir des congés pour les ouvriers, puisque toutes les autres catégories de salariés en avaient et il est dommage qu'une première mesure n'eût pas été appliquée depuis longtemps.

Dès 1925, en effet, à la suite du Congrès International des

mineurs de Bruxelles, ceux-ci avaient réclamé dans la résolution adressée au B.I.T., que celui-ci étudie la question des congés payés.

Quoique cette étude n'ait pas eu le retentissement ni l'ampleur des débats sur la durée du travail, le B.I.T. fit paraître dans son rapport de 1928 le résultat de l'enquête.

Sur treize pays sur lesquels avaient porté l'enquête du Bureau International du Travail, cinq se trouvaient octroyer des congés payés à leur personnel. Ce sont : l'Allemagne, la Sarre, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Belgique.

En Grande-Bretagne, la Commission royale chargée d'étudier le problème de l'absentéisme en 1925 préconise dans son rapport, comme remède, l'institution d'un congé payé. Toutefois, elle subordonne la réalisation d'une telle mesure au retour de la prospérité ; car depuis la reconstitution des houillères françaises les mines anglaises avaient perdu une grosse partie de leurs débouchés, les 2/3 environ.

§ 1. — **Vote de la loi**

En France l'idée du congé payé fut étudiée et discutée pour une cause différente : au moment où il fut question d'assouplir le régime de la loi Durafour à la Convention de Douai du 29 novembre 1930. Le principe du congé fut admis par les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, et par les représentants ouvriers.

Les Compagnies accordaient un congé payé de 3 jours ouvrables aux ouvriers ayant 1 an de service à la mine au 1^{er} janvier de l'année en cours.

La durée maximum du congé était de 6 jours ouvrables pour les ouvriers ayant au moins 4 ans de service ininterrompu. Tous les ouvriers en étaient bénéficiaires, ceux du fond comme ceux du jour. Malheureusement certaines dispositions de la Convention de Douai avaient dû être soumises à la ratification du Parlement parce qu'elles apportaient une modification légère à la loi Durafour, le Parlement ne s'étant jamais préoccupé de la question malgré les propositions de loi déposées en ce sens ; la Convention de Douai resta lettre morte et les congés payés qui étaient liés à l'application de ses dispositions ne furent jamais appliqués.

Jusqu'en 1935, nous sommes en présence de mesures particulières, de statuts ou de contrats propres à une ou plusieurs sociétés vis-à-vis de leur personnel. La première loi instituant un congé obligatoire date du 29 mars 1935 ; elle fixe le statut des journalistes et leur accorde un congé annuel payé de un mois s'ils sont depuis un an dans une entreprise et de 5 semaines s'ils y sont depuis 10 ans.

Mais la loi promulguée le 10 juin 1936 est une loi générale, elle institue un congé payé pour tous les salariés qui doit être obligatoirement accordé par l'employeur quelle que soit la branche d'industrie où il se trouve. Elle pose comme la loi du 24 juin un principe d'ordre général, mais à la différence de la première son domaine est illimité, il s'étend même aux agriculteurs et aux gens de maison, le texte avait pour titre :

« Projet de loi instituant des congés payés dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture ».

Ce projet fut déposé et élaboré de la même façon que celui relatif à la loi de 40 heures, il donna lieu aux mêmes débats, mais fut accueilli avec moins d'opposition.

A la Chambre, M. Meck expliqua que ses amis, catholiques sociaux et syndicalistes chrétiens, partisans depuis longtemps du congé payé, voteront le projet. M. Buyat député de l'Isère fait une déclaration analogue.

M. Lafaye, rapporteur, conclut à l'adoption du texte gouvernemental légèrement modifié, notamment en ce qui concerne la consultation des organisations syndicales et les travaux supplémentaires.

M. Alexandre Duval, député de l'Eure demanda que l'avis préalable et conforme de l'assemblée permanente des présidents de Chambres d'agriculture soit obligatoire. Mais il n'insista pas, le rapporteur lui ayant fait remarquer que le texte de la commission sauvegardait tous les intérêts.

Des amendements furent proposés, fixant suivant les cas, une, deux ou trois semaines le congé annuel payé, et finalement retirés.

La commission, accepta un amendement de M. Vaur prévoyant le fractionnement du congé payé.

Le Président du Conseil donna l'assurance qu'il serait tenu

compte du caractère saisonnier de certaines industries ou cultures.

M. Pomaret estimait que le règlement d'administration publique prévu ne devait pas donner lieu à recours devant le Conseil d'Etat. Mais il s'inclina devant l'avis contraire de la commission.

Finalement, le projet est adopté par 563 voix contre 1 et renvoyé au Sénat.

La Haute-Assemblée le communiqua à la commission du Commerce qui nomma rapporteur M. Thoumyre. Celui-ci fit remarquer dans son rapport que la question du congé payé était posée devant le Parlement depuis une dizaine d'années. Un projet voté par la Chambre fut déposé au Sénat en 1932, mais celui-ci n'avait pas voulu imposer une charge nouvelle à la production au lendemain de la mise en application de la loi sur les assurances sociales.

Aujourd'hui, la situation est toute nouvelle, assure le rapporteur qui évalue à 6 % l'accroissement des frais généraux qu'entraînera l'institution des congés payés. M. Thoumyre ne dissimule pas que cette institution sera une lourde charge pour le commerce d'exportation. Il faudra, d'autre part, que tout travail rémunéré soit interdit au salarié en congé, mais le rapporteur conclut en insistant pour l'adoption du projet.

« La réforme aura un important effet moral, dit-il, elle permettra des déplacements familiaux et des voyages hygiéniques ou instructifs, elle fait disparaître ainsi une inégalité choquante ».

Il rappelle d'ailleurs que dès 1912 MM. Ribot, Siegfried, Louchet, se préoccupaient de l'hygiène des travailleurs ; l'abbé Lemire faisait assurer à ceux-ci des jardins ; puis la législation sociale se perfectionnant, les gouvernements ont fait voter les assurances sociales et les allocations familiales. Récemment les Chambres de Commerce s'étaient intéressées à la question des congés payés.

M. Léon Blum, Président du Conseil prit la parole et déclara que la nécessité de l'interdiction d'un travail rémunéré pendant les congés payés ne fait pas de doute ; mais il faut éviter selon lui les « formules trop rigoureuses ». Quant à la date d'application des ententes qui devront intervenir pour établir les modalités des congés il faut qu'elle soit aussi proche que possible.

« Dans les industries où le roulement sera nécessaire, ajoute le Président du Conseil, le fonctionnement de la loi sera facilité par l'institution de délégués ».

M. Demacour fait remarquer qu'en agriculture on ne dispose que du personnel strictement nécessaire. Si des congés étaient accordés, il faudrait faire appel à des remplaçants qu'il faudrait payer et que, d'ailleurs, on ne trouverait pas facilement.

M. Lebas, Ministre du Travail, reconnaît que les inconvénients sont certains, mais il assure qu'il y sera paré.

Le Sénat étant passé à la discussion des articles adopte, après un court débat, l'ensemble de l'article 1^{er} par 295 voix contre 2.

De nombreuses interventions se produisirent signalant les difficultés d'application. Le Président du Conseil précisa que si les parties intéressées ne peuvent arriver à se mettre d'accord, c'est le représentant du pouvoir exécutif qui fera cet accord.

M. Monsservin signala que dans l'octroi du congé il faut tenir compte des conditions différentes de climat et de temps.

Le Président du Conseil demanda qu'on laisse au Gouvernement la faculté de consulter les conseils généraux et adapter la législation à la complexité des cas.

Divers amendements sont repoussés. Puis l'ensemble de l'article 2 est voté par 231 voix contre 24 et l'ensemble du projet est adopté à main levée.

La loi devait être promulguée le 20 juin 1936 sous le titre de « loi instituant un congé annuel payé dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture » ; elle paraissait au *J. O.* du 26 juin 1936.

Il faut noter que la Chambre avait voté un projet de loi en ce sens en 1931 et le Conseil Supérieur du Travail avait émis un vœu sur l'institution d'un congé pour tous les travailleurs.

§ 2. — Texte de la loi

Tout salarié d'après le texte de la loi a droit à un congé annuel payé d'une durée minimum de 15 jours comprenant au moins 12 jours ouvrables, pourvu qu'il soit employé dans l'entreprise depuis un an au moins.

Cette loi comme toutes celles composées à ce moment par le Gouvernement du Front populaire, afin de donner rapidement satisfaction aux demandes des travailleurs, pose les grandes

lignes de la nouvelle mesure, laissant au Gouvernement le soin d'en déterminer les modalités d'application par décret pris en Conseil des Ministres.

Les principales dispositions de l'article premier de la loi prennent place au livre II du Code du Travail et forment les articles de 54 f à 54 j du chapitre IV ter que nous reproduisons ci-dessous in-extenso :

ART. 54 f. — « Tout ouvrier, employé ou apprenti occupé dans une profession industrielle, commerciale ou libérale ou dans une société coopérative, ainsi que tout compagnon ou apprenti appartenant à un atelier artisanal, a droit, après un an de services continus dans l'établissement, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de 15 jours comportant au moins 12 jours ouvrables ».

« Si la période des vacances dans l'établissement survient après 6 mois de services continus, l'ouvrier, employé, compagnon ou apprenti aura droit à un congé continu payé d'une semaine ».

« Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte aux usages ou aux dispositions des conventions collectives de travail qui assureraient des congés de plus longue durée ».

ART. 54 g. — « L'ouvrier, employé, compagnon ou apprenti reçoit pour son congé une indemnité journalière équivalente :

1°) « S'il est payé au temps, au salaire qu'il aurait gagné pendant la période de congé » ;

2°) « S'il est payé suivant un autre mode, à la rémunération moyenne qu'il a reçue pour une période équivalente dans l'année qui a précédé son congé ».

Dans la fixation de l'indemnité, il doit être tenu compte des allocations familiales et des avantages accessoires et en nature dont il ne continuerait pas à jouir pendant la durée de son congé.

ART. 54 h. — « Tout accord comportant la renonciation par l'ouvrier, l'employé, le compagnon ou l'apprenti au congé prévu par les dispositions qui précèdent, même contre l'octroi d'une indemnité compensatrice, est nul ».

ART. 54 i. — « Dans les professions, industries et commerces dans lesquels les ouvriers, employés, compagnons et apprentis ne sont pas normalement occupés d'une façon continue pendant une année dans le même établissement, un décret pris en Con-

seil des Ministres détermine les modalités suivant lesquelles pourront être appliquées les dispositions du présent chapitre, notamment par la constitution de caisses de compensation entre les employeurs intéressés ».

ART. 54 j. — « Un décret pris en Conseil des Ministres détermine les autres modalités d'application des dispositions du présent chapitre ainsi que le contrôle de leur exécution ».

La loi ajoute que certains cas particuliers seront visés par des décrets spéciaux :

ART. II. — « Un règlement d'administration publique rendu après consultation des Chambres d'agriculture et des Syndicats agricoles mixtes ou ouvriers, déterminera les modalités d'application des dispositions de l'article précédent aux ouvriers et employés des professions agricoles ».

Un règlement d'administration publique déterminera également les modalités d'application de l'article premier au personnel des services domestiques.

Des accords pourront permettre des congés fractionnés.

Les infractions aux dispositions des règlements d'administration publique prévus par le présent article seront constatées par les officiers de police judiciaire.

Le texte se termine en prévoyant que la présente mesure est applicable à l'Algérie et également aux colonies et pays de Protectorat mais dans ceux-ci les conditions d'application seront déterminées par des décrets spéciaux.

Les modalités d'application dans ses grandes lignes de la loi du 20 juin 1936 sont fixés par le décret du 1^{er} août 1936, le Gouvernement voulait en effet que les congés payés fussent accordés dès l'été 1936, c'est pourquoi il donnait le 1^{er} août certaines précisions quant à l'octroi des congés payés.

L'article I de ce décret, détermine quelles sont les catégories de personnes bénéficiaires de la loi.

« Le droit au congé annuel minimum payé soit de 15 jours, dont 12 jours ouvrables, soit d'une semaine, dont 6 jours ouvrables, tel qu'il résulte de l'article 54 f du chapitre IV ter du livre II du Code du Travail, est acquis à tout ouvrier, employé apprenti ou compagnon qui compte respectivement un an ou 6 mois de services continus à une date quelconque comprise à l'intérieur de la période ordinaire des vacances dans l'établissement telle qu'elle est définie à l'article 2 ci-après ».

« Si l'année de services continus n'est pas accomplie au début de cette période ordinaire des vacances dans l'établissement, mais le sera avant la fin de cette période, le bénéficiaire qui compte plus de 6 mois de services continus a droit soit à une semaine de congé s'il prend son congé avant qu'il ait accompli 12 mois de services continus, et à une autre semaine complémentaire lorsque son année de services continus sera accomplie, soit à 15 jours si le congé n'est pris que lorsque cette année est accomplie. Si, ayant plus de 6 mois de services continus, il ne peut atteindre une année avant la fin de la période ordinaire, il a droit à un congé d'une semaine, dont 6 jours ouvrables ».

La loi prévoit des sanctions contre les employeurs qui refusent d'accorder un congé payé à leur personnel ou qui font travailler un ouvrier en congé de même que contre les salariés qui travailleraient pendant ce temps annulant ainsi un double salaire.

ART. VI. — L'employeur qui occupera, pendant la période fixée pour son congé légal, un travailleur à un travail rémunéré même en dehors de l'entreprise, sera considéré comme ne donnant pas le congé légal, sans préjudice des dommages-intérêts auxquels il pourrait être condamné en vertu de l'article ci-après.

ART. VII. — Si un travailleur exécute, pendant son congé payé des travaux rétribués, privant de ce fait des chômeurs d'un travail qui aurait pu leur être confié, il pourra être l'objet d'une action devant le juge de paix en dommages-intérêts envers les fonds du chômage départemental.

Les dommages-intérêts ne pourront être inférieurs au montant de l'indemnité due au travailleur.

L'action en dommages-intérêts devra être exercée à la diligence soit du maire de la commune intéressée, soit du préfet.

L'employeur, quel qu'il soit, qui aura occupé sciemment un travailleur bénéficiaire d'un congé payé pourra être également l'objet, dans les mêmes conditions, de l'action en dommages-intérêts prévue par le présent article.

Il est stipulé que le salarié aura droit pendant le temps de son congé à une indemnité au même titre qu'à son salaire normal.

ART. VIII. — Le paiement des indemnités dues pour les con-

gés payés est soumis aux règles qui sont fixées par le livre premier du Code du Travail pour le paiement des salaires et traitements.

Les avantages accessoires et en nature dont les ayants-droit ne continueraient pas à jouir pendant la durée de leur congé seront, le cas échéant, évalués d'après les tarifs appliqués pour l'application de la législation sur les assurances sociales. A défaut de tels tarifs, l'évaluation en sera faite suivant les barèmes établis par voie de conventions collectives entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, à défaut, par voie d'accord entre l'employeur et son personnel et, en cas de contestation, par le Conseil des prud'hommes.

Le travailleur continuera à jouir, pendant son congé annuel, des allocations familiales prévues par la loi du 11 mars 1932.

L'article 9 se rapporte aux obligations imposées aux employeurs pour permettre le contrôle de l'application de la loi.

ART. IX. — Les employeurs doivent, en vue du contrôle de l'application de la loi, tenir un registre où seront consignées les conventions ou accords intervenus en matière de congé annuel payé. Le registre devra en tout état de cause indiquer :

- 1°) La période ordinaire des vacances de l'établissement ;
- 2°) La date d'entrée en service de chaque salarié ;
- 3°) La durée du congé annuel payé des ayants-droit ;
- 4°) La date de leur départ en congé ;
- 5°) Le montant de l'indemnité versée à chacun d'eux pour la durée de leur congé.

Nous citons enfin l'article X au sujet des ouvriers ou employés occupés de façon intermittente.

ART. X. — Dans les professions, industries et commerces dans lesquels les ouvriers, employés, compagnons ou apprentis ne sont pas normalement occupés d'une façon continue pendant une année dans le même établissement et jusqu'à ce qu'aient été constituées des caisses de compensation pour ces professions, ceux des travailleurs qui justifient d'au moins une année ou de 6 mois de services consécutifs ont droit à un congé annuel payé dans les conditions fixées ci-dessus.

En principe le congé doit être continu, mais pratiquement en raison des difficultés qu'éprouvent certaines industries à mettre en congé la totalité de leur personnel en une seule fois, les conventions collectives ont fixé la manière dont on doit prendre le

congé. En général on accorde 8 jours continus et le reste par fraction, selon les désirs des ouvriers.

Pour bien préciser la façon d'interpréter la loi et devant l'expérience acquise par les congés de 1936, le Ministre du Travail, M. Lebas, envoyait une circulaire aux Ingénieurs en chef des mines et aux Inspecteurs divisionnaires du Travail le 10 mai 1937. Il insistait sur ce que l'idée de la loi était de donner au travailleur un congé d'une certaine durée pour se détendre, qu'il était par conséquent contraire à l'esprit de la loi de fractionner le congé. Toutefois en raison de causes particulières soit inhérentes à certaines industries ou au travail de l'ouvrier, on peut fractionner le congé de 15 jours en 2 semaines au plus, le congé annuel d'une semaine ne devant pas faire l'objet d'un fractionnement, et il faut dans le premier cas l'accord entre les délégués ouvriers et les délégués patronaux.

Dans les mines les modalités du congé annuel de 12 jours ne sont pas déterminées d'une façon générale pour l'ensemble des houillères de la France ; elles sont fixées par des conventions collectives régionales. En fait, le congé est pris depuis 1937 en une seule fois par la totalité ou par une partie du personnel en même temps suivant que l'on procède à la fermeture complète ou seulement d'une partie de l'établissement.

Par circulaire du 27 janvier 1938, le Sous-Secrétaire d'Etat au Travail, M. Lafaye, insiste encore sur le caractère de continuité du congé payé et confirme la circulaire de l'année précédente du 10 mai 1937.

Ainsi depuis 1936 tous les travailleurs de toutes catégories ont droit à un congé sanctionné par la loi. Le but poursuivi était de résorber le chômage, le décret porte que le travailleur qui a travaillé durant son congé payé est passible d'une poursuite devant le juge de paix et d'une action en dommages et intérêts envers le fond de chômage, communal ou départemental. Pratiquement quelques-uns travaillent durant leur congé payé et la sanction qui les frappe dans ce cas est considérée comme illégale.

§ 3. — Les congés payés dans les autres pays

Il faut se louer de l'établissement en France des congés payés.

Il est nécessaire que le travailleur manuel astreint à un travail aussi réglementé qu'il l'est à l'heure actuelle puisse prendre un repos annuel d'une certaine durée. Il faut également féliciter l'intervention de l'Etat de cette matière, car sans lui en raison de la concurrence, aucun patron n'aurait pu prendre l'initiative de payer ainsi des journées de repos à ses ouvriers ou employés.

Certains artisans ont été durement frappés par cette mesure, mais les industries importantes comme les mines, les frais supplémentaires en résultant comptent pour une partie relativement faible dans les frais généraux d'exploitation, eu égard aux frais supplémentaires entraînés par l'application de la semaine de 38 h. 40. Quant à la diminution du rendement, elle est de 4 % environ. Enfin, la France ne pouvait pas ne pas appliquer les congés payés à côté de nombreux Etats étrangers qui les appliquaient déjà.

En Allemagne ceux-ci sont fixés par des conventions collectives. Leur durée est fonction de l'âge du travailleur et du temps de service accompli dans la mine.

Voici le tableau résultant de la Convention collective pour l'industrie houillère de Rhénanie-Westphalie et Silésie.

Durée du congé des mineurs en Allemagne

BASSINS	SURFACE	FOND	JEUNES GENS DE MOINS DE 18 ANS
	5 ans : 6 j. ouv.	Après 1 an comme ouvrier du fond	Jusqu'à l'âge de
RHÉNANIE	6 " 7 "	jusqu'à 15 ans les mêmes que pour les ouvriers de surface	15 ans : 15 j.
ET	7 " 8 "		16 " 12 j.
WESTPHALIE	8 et 9 9 "		17 et 18 10 j.
	10 et 10 "	Après 15 ans 12 jours ouv.	
	1 à 4 : 6 j. ouv.	Jusqu'à 9 ans comme pour les ouvriers de surface	De 14 à 16 ans
HAUTE	5 ans 7 "		6 j. ouvables
SILÉSIE	6 " 8 "	10 ans : 10 j.	
	7 et 9 "	15 " 12 j.	

Les Français ont donc des loisirs annuels plus longs que les Allemands, mais chez ceux-ci, les conventions sont plus souples et la durée du congé est graduée suivant l'âge, la durée de service, le travail en surface ou au fond. Le Français est avantagé en ce qui concerne les congés, il est vrai qu'il en profite depuis moins longtemps.

En Belgique, la durée du congé est fixée de la manière suivante :

- De 1 à 3 jours de congé, si au cours de 6 mois l'ouvrier à travaillé 124, 128 ou 130 jours.
- De 1 à 4 jours de congé, si au cours de 8 mois l'ouvrier à travaillé 164, 168, 172 ou 176 jours.
- De 1 à 5 jours de congé, si au cours de 10 mois l'ouvrier à travaillé 204, 208, 212, 216 ou 220 jours.
- De 1 à 6 jours de congé, si au cours de 12 mois l'ouvrier à travaillé 244, 248, 252, 256, 260 ou 264 jours.

En Angleterre on accorde un congé de une semaine dans les cas suivants :

- Northumberland : préposés à la sécurité (députies)
- Lancashire et Cheshire : préposés à la sécurité (députies)
- Sud Derbyshire : préposés à la sécurité (députies examines firemen)
- Nord Staffordshire : préposés à la sécurité (députies firemen boutefeux)
- Nord du Pays de Galles : préposés à la sécurité (députies) et boutefeux
- Cunock Chase : préposés à la sécurité (députies firemen) et mécaniciens d'extraction
- Somersetshire : préposés à la sécurité (bailiffs examines et firemen)
- Sud du Pays de Galles et Marmonthshire : (boutefeux)

Le congé est de 12 à 14 jours au Lancashire et au Cheshire pour les préposés à la sécurité (Firemen).

Au pays de Galles du Sud, (Marmonthshire, Lancashire et Cheshire, les jours fériés peuvent être inclus dans la durée du congé payé.

L'Australie, l'Autriche, le Chili, l'Espagne, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, l'Union-Sud-Africaine, l'U.R.S.S. accordent des congés payés.

Les deux pays pays qui accordent les congés les plus longs sont l'Italie et la Roumanie, la première avec 30 jours pour un service de plus de 25 ans, la seconde avec 30 jours également pour un service de 20 ans. C'est en France qu'on acquiert le

plus rapidement le droit à un congé de 15 jours (au bout d'un an).

La rétribution du congé est en général basée sur le salaire normal. En France le salaire normal est le salaire de base majoré des suppléments et gratifications habituels, allocations familiales, suppléments en nature, mais il n'est pas dû de prime de rendement.

*
**

En manière de conclusion à la première partie de cette étude, nous faisons ressortir, et ceci avec toute l'objectivité possible, le bouleversement qu'avait apporté la Révolution Française dans l'organisation économique et sociale de la nation, en supprimant brutalement et radicalement, en balayant, pourrait-on dire, toutes les institutions qui régissaient jusque-là le monde du travail et particulièrement les rapports entre employeurs et salariés.

Les effets de la loi Le Chapelier et du libéralisme révolutionnaire se sont fait sentir jusqu'à nos jours, au détriment de tous les intérêts, et si les travailleurs, sans défense contre une « exploitation » dont il ne faut pas rendre responsables des individus ou même une classe sociale, mais bien les institutions, si les travailleurs ont souffert davantage de l'état de choses ainsi créé, l'intérêt de la société et de la nation n'en ont pas été moins éprouvés s'ils l'ont été plus tardivement.

C'est bien intentionnellement que nous remontons ainsi en arrière pour montrer comment à la lente élaboration, au sein des professions organisées, de réglementations du travail s'adaptant peu à peu avec discernement et de l'accord de tous, aux nécessités techniques économiques, se sont substituées des mesures prises à la fois trop tardivement, — résistance des classes dirigeantes injustifiée ou justifiée par des revendications excessives — et trop hâtivement à la diligence de gouvernements pressés par des électeurs qui veulent obtenir immédiatement de l'élu ce que le candidat a promis ; des mesures prises par des politiciens — au service (tout en s'en disant les chefs) d'une classe ou d'un parti — et non par des Professionnels, agissant au nom de leurs mandants, employeurs et employés ; des mesures prises pour l'ensemble du pays et des activités nationales, sans tenir compte des différenciations essentielles existant entre les professions comme aussi entre les diverses régions géographiques (diversité que tout le monde oublie en France) ; des mesures prises, enfin dans une atmosphère de luttes et de haines sociales dressant les unes contre les autres des parties dont les intérêts en fait sont communs et inséparables.

De cette manière d'élaborer la législation sociale, malheureusement propre à notre pays et que nous avons tenu à opposer

à celle qui pourrait être réalisée par voie professionnelle, au lieu de l'être par voie politique, les lois sociales de 1936 sont un exemple caractéristique et frappant : réalisation subite, et pêle-mêle, sans examen ni étude préalable, non seulement des intéressés — mises à part les fameuses masses de la C.G.T. et de la C.G.T.U. — mais encore des Chambres élues, réalisation brusquée, dans un climat de révolution et, l'on peut le dire, sous la menace (grèves, occupations) des revendications ouvrières les plus diverses et dont certaines n'apparaissaient que comme les termes frappants et parlants, les « slogans » de programmes électoraux démagogiques.

L'on objectera immédiatement que, par suite du régime politique et social existant, c'est malheureusement de cette manière seulement que les réformes les plus justes peuvent aboutir. Nous en sommes bien d'accord et c'est précisément ce que nous regrettons. Nous convenons bien, en effet — et nous faisons allusion à ce que nous disions de mesures prises trop tardivement — que l'instauration d'un congé payé annuel est d'une équité indiscutable, et sans accuser personne, il est regrettable qu'il ait fallu attendre 1936 et un Gouvernement socialiste pour voir instituer une mesure aussi juste.

De même, pour la convention collective obligatoire, si elle n'est qu'un degré, un acheminement vers une organisation complète du travail, acheminement actuellement difficile en raison du climat psychologique créé par le Front populaire, cette forme de contrat, mettant sur le pied d'égalité employeur et employé, aurait dû être instituée depuis longtemps et sans qu'il soit besoin de grèves et d'occupations d'usines pour en faire reconnaître et promulguer le principe ; il y a bien des années que dans les Ecoles de Droit, les cours de législation industrielle ont mis en valeur les avantages et, disons plus, la nécessité de la convention collective ; fallait-il l'atmosphère révolutionnaire de juin 1936 pour faire mûrir cette vérité ?

A ce premier inconvénient, accomplissement de réformes désirables dans les conditions que nous avons dites, s'en joint un autre beaucoup plus grave : c'est qu'à côté des solutions justes et souhaitables, intérieurement à leurs côtés et grâce à elles, pourrait-on dire, des mesures prématurées, inopportunes ou même nuisibles et injustes — car, disons-le, par parenthèse, si la justice a pu être à sens unique, autrefois au bénéfice des

patrons, elle a tendance à l'être encore aujourd'hui, à leur détriment, et nous pensons particulièrement aux petits et moyens employeurs ruinés partiellement ou totalement par des lois dites « sociales » indésirables, dans leur essence ou dans leur application : en quelque sens qu'elle s'exerce, l'injustice est toujours l'injustice.

Mesure prématurée, inopportune, nuisible, désastreuse même, telle apparaît dans « l'arsenal » des lois de 1936, la loi instituant la semaine des 40 heures dans l'organisation si compliquée et si complexe du monde moderne du travail et de l'économie ; on introduit, sans préparation, sans prévision, sans aménagement, sans discrimination, une mesure aussi brutale : on condamne les entreprises, toutes les entreprises, à ne faire travailler que 40 heures par semaine : l'ensemble de la nation travailleuse et production se met subitement au ralenti ; seule l'agriculture est épargnée — nous disons bien épargnée — et encore, provisoirement, dans l'esprit des réformateurs ; quels sont les motifs, les buts d'une mesure aussi arbitraire, du moins prise aussi arbitrairement, quelles en seront les conséquences ? Il ne semble pas que les promoteurs s'en soient beaucoup préoccupés.

Il faut, en effet, insister sur les conditions dans lesquelles une loi d'une telle importance a été votée. Le Gouvernement dépose cinq projets de loi, sans aucun document sur les considérants, la teneur, la portée des mesures soumises aux Chambres. Le Président du Conseil se contente de déclarer à la tribune « Veuillez considérer les projets comme déposés ». Le lendemain, une commission spéciale s'occupe de rédiger les textes, tâche assez facile du reste, car les dits textes ne portent que sur le principe des 40 heures de travail par semaine et se contentent pour le reste d'un renvoi aux décrets d'application à intervenir. Trois jours après, les lois sont votées, sans que les Parlementaires aient pu rien connaître du sens et des répercussions des dispositions auxquelles ils apportaient leur suffrage.

Quel était donc, pour les candidats du Front populaire le but attendu de cette « loi de 40 heures », dont l'annonce dans le programme électoral était devenue aussi populaire que le slogan des 200 familles. Si l'on fait abstraction des mobiles purement électoraux, deux arguments essentiels ont été mis en avant : on prétendait d'une part supprimer le chômage ou tout

au moins y remédier, la réduction du travail hebdomadaire devant obliger les entreprises à embaucher de nouveaux ouvriers ; d'autre part, en maintenant les salaires au même taux, malgré la réduction du travail, triompher de la crise par l'accroissement du pouvoir d'achat ouvrier.

Que certains théoriciens — nous ne parlerons pas des chefs de parti ou même des Parlementaires, soumis aux contingences électorales — que certains théoriciens aient pu être sincères en pensant que la diminution de la durée du travail pouvait apporter de tels remèdes, nous n'en voulons pas douter, mais les rêves les plus généreux ne doivent pas empêcher la réflexion ni l'observation, surtout quand le patient sur lequel doit porter l'expérience est une nation de quarante millions d'habitants.

Or, la réflexion montre que la question du chômage en France présente un caractère très particulier : quand on veut aller au fond des choses, que penser du problème du chômage dans un pays où le nombre des sans-travail est bien inférieur à celui de la main-d'œuvre étrangère immigrée et où, secondairement, le chômage coïncide avec une pénurie permanente et croissante de main-d'œuvre qualifiée, comme c'est le cas dans les mines. Ces circonstances ne commandent-elles pas plutôt une politique de reclassement, de rééducation et d'apprentissage des travailleurs ?

Sans même adopter des vues aussi radicales, on ne pouvait ignorer qu'au moment de l'adoption de la loi la totalité des houillères et un grand nombre d'entreprises en France avaient été obligées par la crise et pour conserver le maximum de leur personnel, de réduire la durée du travail à 40 heures ou même à moins de 40 heures par semaine ; il était facile de se rendre compte, d'autre part, que si l'argument de la réduction du chômage par l'embauchage de nouveaux ouvriers vaut pour les grandes entreprises à travail continu — qui devront remplacer trois équipes de 8 heures par quatre équipes travaillant par roulement — l'abaissement de la durée du travail n'aura nullement les mêmes résultats pour les entreprises à travail discontinu et les mines pratiquent ces deux modes de travail, continu au fond, et discontinu pour certains travaux effectués en surface. Pour ces derniers elle ne se traduira que par des loisirs supplémentaires et forcés pour le personnel en fonctions et non

donc par une réduction de l'activité des dites entreprises par le recrutement d'une main-d'œuvre nouvelle.

Mais, si même l'on voulait ne pas se rendre à des conclusions qui relèvent du bon sens, la France et son Gouvernement avaient pour les instruire, en 1933, l'expérience d'autres pays qui avaient pratiqué la semaine de 40 heures, et en particulier des Etats-Unis, dont l'exemple a été si souvent et si fausement invoqué. Or, les faits étaient ici assez éloquentes ; pendant la durée d'application de la loi de 35-40 heures aux Etats-Unis, le chômage n'a diminué que d'une façon insignifiante (de 13 à 12 millions, pour les chômeurs complets entre 1933 et 1935) et le chômage partiel a même augmenté pendant la même période ; l'emploi n'a repris une courbe ascendante qu'avec l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail, consécutive à l'accroissement spontané dans la production à partir de 1935, si paradoxale que puisse apparaître cette succession : augmentation de la production, allongement du travail hebdomadaire, réduction du chômage.

Le démenti des faits peut être assez blessant pour les théoriciens ; si cruel soit-il, il est impardonnable de n'en pas tenir compte et moins excusable encore de prétendre suivre l'exemple d'un pays qui, en 1936 et contrairement aux déclarations du Gouvernement, avait abandonné la loi de 40 heures après en avoir éprouvé et constaté les résultats défavorables.

Quant à l'accroissement du pouvoir d'achat collectif des masses ouvrières, même s'il avait été exact que la semaine de 40 heures pût permettre une augmentation sensible de l'emploi, la réduction de la durée du travail devait se traduire par une élévation des prix proportionnelle à l'augmentation du salaire horaire et corrélative par la diminution de ce pouvoir d'achat ouvrier.

Ici encore, l'expérience américaine corroborait les déductions d'une saine logique : l'introduction de la semaine de 35-40 heures aux Etats-Unis a été suivie d'une recrudescence de la crise (1933 à 1935) et la reprise ne s'est fait réellement sentir qu'après l'annulation du N.R.A. par la Cour suprême en mai 1935 ; l'amélioration de la conjoncture économique aux Etats-Unis depuis 1935 a suivi régulièrement l'allongement de la durée du travail, provoqué, comme nous l'avons constaté, par un accroissement

spontané, c'est-à-dire indépendant de tout mouvement « dirigé », de la production.

Ici encore, les réalités — et des réalités incontestables — devaient faire réfléchir et retenir les partisans les plus passionnés des 40 heures sur la pente des décisions hâtives et brusquées. On sait qu'il n'en a rien été.

Enfin, les premiers protagonistes d'une telle mesure, entre autres Albert Thomas, qui ne peut être suspect de partialité à l'encontre des revendications ouvrières, avaient toujours jugé que la semaine de 40 heures avec maintien des salaires hebdomadaires (on sait qu'en Italie, la réduction de la durée du travail s'est accompagnée de la diminution des gains) ne pouvait être envisagée que par voie d'accord international. Pour un pays comme la France, où le commerce extérieur tient une place si importante, une telle considération était capitale. Les réformateurs de 1936 se sont bien gardés de s'y arrêter.

Nous nous sommes étendus un peu longuement sur les objections essentielles que le bon sens appuyé sur l'expérience — l'exemple des pays ayant appliqué les « 40 heures » — opposait à la promulgation brutale de la loi dite des 40 heures. Réduction du chômage, accroissement du pouvoir d'achat ouvrier sont des arguments qui ne résistaient pas à un examen objectif et impartial ; un livre récent et remarquable de M. André Piettre « La politique du pouvoir d'achat devant les faits » en a fait amplement justice, nous ne pouvons que nous référer à ses conclusions que nous partageons entièrement.

En réalité, et comme nous l'avons déjà montré, il est difficile de faire la part dans les lois sociales de 1936, des motifs d'ordre social et économique, et des raisons d'ordre électoral et purement démagogiques qui en ont inspiré la réalisation. La loi des 40 heures semble bien, malheureusement, être devenue, dans la pratique, un appât électoral puissant et qui après avoir agi sur les électeurs dans le sens désiré devait réagir aussi vivement sur les élus. Dépouillé de tout « contexte » explicatif ou restrictif, réduit à une formule rigoureuse, brutale, pour avoir prise sur l'esprit des masses électorales, afin de devenir un mot d'ordre éloquent, parlant et attractif, le principe de la semaine des 40 heures fut appliqué par le Gouvernement de Front populaire dans le même sens, dans la même forme. Les candidats avaient promis la semaine de 40 heures comme une panacée in-

comparable de la crise, les électeurs y ont vu — et le sentiment est bien humain — une diminution de travail sans réduction de salaire et ils l'ont exigée du Gouvernement, telle qu'elle leur avait été présentée, c'est-à-dire sans discrimination, sans atténuation et sans délai.

Et c'est là ce qu'il y a de plus critiquable dans la loi des 40 heures : l'application radicale, intégrale, nous dirions même implacable et immédiate d'une réforme dont le principe était contestable, et les résultats pratiques condamnés d'avance.

Aux Etats-Unis, la réduction à 40 heures et 35 heures de la durée du travail hebdomadaire s'était accomplie avec la plus grande souplesse et un esprit réaliste que nous pourrions envier.

En 1936, la célérité dans l'exécution n'a d'égale que la rigueur dans l'application, en même temps que le maintien du taux des salaires venaient compromettre la qualité et le rendement.

Nous avons dit que le Gouvernement et peut-être même les chefs des syndicats ouvriers avaient été débordés par les exigences des masses qu'ils avaient déchaînées et personne ne contredira cette affirmation, puisque le chef du Gouvernement (1) a pu dire lui-même (discours du 9 avril 1937) que « la semaine de 5 jours s'est installée en France par un phénomène en grande partie spontané » et auquel il était personnellement défavorable. Mais il n'est pas non plus défendu de voir dans cette application systématique et aveugle d'une loi en elle-même, pour le moins discutable, la poursuite intentionnelle de réformes beaucoup plus importantes, de « réformes de structure » — pour employer un terme qui a beaucoup servi — tendant à l'institution d'un nouveau régime politique et économique.

On le voit, la loi des 40 heures, qui est devenue par les décrets d'application, celle des 5×8 , s'entoure d'éléments complexes, et dont certains sont bien étrangers à la lutte contre la crise économique ou à l'amélioration des conditions sociales. Sans anticiper sur les résultats de cette loi, que nous étudierons plus loin et où nous verrons la leçon que les faits y donnent aux théoriciens, nous savons les désordres que son application a entraînés et les aménagements qu'il a fallu y apporter.

L'observation par laquelle nous voudrions conclure, en re-

(1) Il est vrai qu'en novembre 1938, dans un article du Populaire commentant les décrets-lois Daladier, M. Léon Blum a revendiqué la paternité des 5×8 .

tenant l'intention généreuse qui a pu inspirer les protagonistes désintéressés de la loi de 40 heures, c'est qu'il ne suffit pas de réduire la durée du travail pour rendre l'homme plus heureux et qu'au point de vue social, l'attribution de loisirs auxquels il n'est pas préparé, est davantage un mal qu'un bien : la recrudescence du machinisme dont l'homme est, une fois de plus la victime, car si la machine a soulagé l'ouvrier de bien des efforts physiques et de biens des peines, il est incontestable que le progrès du bien-être moral et social est loin d'avoir suivi celui du bien-être matériel ; prétendre, d'autre part, que la production doit être réservée de plus en plus exclusivement à la machine, l'homme n'étant plus que consommateur nous paraît contraire aux leçons, et combien cruelles, que nous ont données les crises économiques les plus récentes et nous ne croyons pas nous tromper en affirmant que le seul travail productif de richesses réelles est celui qui a été fructifié, fécondé par l'effort humain, et particulièrement le travail agricole.

Mais pour en revenir à l'amélioration de la situation de l'ouvrier et du travailleur en général, il nous semble que la réduction sans discernement, de la durée du travail ne fait qu'aggraver les conditions de sa tâche par l'intensification du machinisme ; c'est bien plutôt en cherchant à remonter le courant, à remettre la machine à sa juste place et à rendre moins mécanisantes, plus humaines les fonctions du travailleur qu'on améliorera le sort de l'ouvrier. Travail à la chaîne, taylorisation outrancière, stakhanovisme, méthodes Bedeau, telle est la rançon dont le travailleur paie l'abréviation de sa besogne : c'est là un cercle vicieux que tous les efforts doivent tendre à briser. Et nous ne raisonnons pas ici dans l'abstrait, mais nous avons sous les yeux ce travail du piqueur ou du chargeur qui, si pénible soit-il par sa nature, présente pour l'ouvrier un intérêt, un but, une fonction où il se sent utile, mais dans la mesure seulement où l'organisation de sa tâche reste humaine, personnelle. Ni la recherche systématique d'un rendement accru, ni les tendances prolétarisantes de certains syndicats ne devraient faire perdre de vue ces vérités premières.

Ce qu'a donné l'application de cette loi dont personne ne prévoyait ou ne voulait prévoir les conséquences, nous allons le voir en étudiant les résultats d'une telle mesure dans les mines de charbon.

TROISIEME PARTIE

Conséquences de la loi du 21 Juin 1936

Après avoir passé plus de deux années sous le régime de la loi de 40 heures, il est possible d'en examiner les résultats immédiats. Peut-être plus tard seront-ils envisagés sous un autre angle ; à l'heure actuelle tels qu'ils apparaissent à tous, ils peuvent se résumer à ceci : quatre dévaluations successives ramenant le franc à 7 centimes de sa valeur or d'avant-guerre ; un déficit commercial croissant par milliards ; en ce qui concerne l'industrie houillère une production en diminution même sur celle des années de crise. Il y a loin entre les faits et les promesses de la déclaration ministérielle du Gouvernement issu des élections de 1936 : « Vous ne verrez jamais les affiches blanches de la dévaluation. Je veux inoculer une nouvelle vie à l'industrie économique »...

Ce sont là des conséquences frappantes, visibles pour tous. Il en est encore beaucoup d'autres particulières à chaque branche d'activité, qui n'en sont pas moins importantes quoiqu'elles ne soient pas connues du public. Mais, on peut dire que les lois de 1936 ont changé les conditions de l'activité économique telle qu'elle existait auparavant, elle a dû s'adapter aux nouvelles

réglementations, et cette adaptation ne s'est pas faite sans une aggravation brutale des prix de revient.

Dans l'industrie minière, la loi de juin 1936 réduisant la durée du travail a transformé tous les problèmes qui intéressent les conditions de production ; elle n'en a d'ailleurs pas facilité la solution au contraire. De la réduction de la durée légale du travail ramenée de 6 jours à 5 jours par semaine, il est résulté une baisse immédiate de la production, accompagnée d'une diminution du rendement, d'une augmentation des salaires et par conséquent des prix de revient, d'un accroissement massif des importations et d'un déficit de notre balance commerciale, voilà pour le point de vue économique. Au point de vue social, les salaires ont été augmentés ainsi que le pouvoir d'achat au moins momentanément, le chômage partiel a été résorbé, l'embauchage repris dans une certaine mesure, l'ouvrier a profité de plus de loisirs.

CHAPITRE PREMIER

LA PRODUCTION

§ 1. — Diminution de la production charbonnière

Pour avoir une vue d'ensemble exacte de l'année 1937 qui fait ressortir mieux que les derniers mois de 1936 les résultats des lois sociales, il suffit de rappeler que l'activité des mines en 1937 s'est déroulée entièrement sous le régime des lois sociales et des conventions collectives de juin 1936. — Dès le début sont apparus, en France, les signes d'une crise de sous-production succédant, presque sans phase intermédiaire d'équilibre, à la crise prolongée de mévente des années 1932 à 1935.

Par la loi de 1936, la durée de travail a été ramenée de 46 h. 40 par semaine à 38 h. 40, soit une diminution de 8 heures environ. Si l'on compte une durée moyenne pour les pauses et les parcours souterrains de 1 h. 22 pour jour, le travail de cinq jours est diminué de $1\text{ h. }22 \times 5 = 6\text{ h. }10$.

Le travail effectif au chantier correspond donc à : 32 h. 30, soit une diminution sur la durée de travail effectif antérieur (38 h. 30) de 5 h. 50, soit une réduction de $12\frac{1}{2}\%$ environ.

La diminution de la production devait donc atteindre $12\frac{1}{2}\%$, le nombre des ouvriers restant égal.

L'extraction se trouve ramenée à son niveau de l'année 1924, au sortir de la reconstitution et elle présente un nouveau recul de 813.000 tonnes sur 1936, de 1.775.000 sur 1935, de 9.600.000

sur l'année 1930, atteignant pour la France entière 45.335.000 tonnes de houille et de lignite.

Nous avons vu que la baisse de la production a commencé en France à partir de 1931 ; à ce moment, les mines avaient été obligées de réduire leur extraction en raison de la diminution des débouchés. La consommation s'était restreinte dans des proportions considérables ; en quatre ans, de 1928 à 1932, elle tombe de 89.400.000 tonnes à 70.500.000 tonnes, la production dû s'adapter à cette restriction et, compte tenu des stocks, s'abaisser dans une proportion approximativement parallèle. Nous avons vu également qu'en plus de la diminution des besoins nationaux, les pays étrangers et en particulier l'Angleterre, afin de trouver un débouché à leur production nationale, s'étaient efforcés de livrer sur le marché français l'excédent de leur production à des prix qui gênaient considérablement les houillères du Nord et constituaient également une cause de réduction de leur production.

Mais la grande raison de la diminution de l'extraction de houille, de 1931 à 1936 exclus, ainsi que de tous les phénomènes qui accompagnèrent cette réduction, chômage partiel, baisse des salaires, difficultés financières, réside dans le resserrement des consommateurs qui, en raison de la crise, ne pouvaient plus produire eux-mêmes autant qu'avant 1930, subissant pour leur part une pareille restriction des débouchés.

En 1936, la production charbonnière demeure la même qu'entre 1931 et 1935, l'extraction continue à baisser, accusant une diminution de 600.000 tonnes environ par rapport à 1935. (28.410.597 tonnes pour le Nord et le Pas-de-Calais, en 1936, contre 29.022.521 tonnes en 1935). Pourtant la situation générale du marché a changé : dès le début de 1936, une reprise générale de la consommation se fait sentir dans tous les domaines ; dans le premier semestre elle a même une influence heureuse sur la production des mines qui hausse légèrement en même temps que les stocks commencent à diminuer ; pour les cinq premiers mois de l'année, en ce qui concerne les deux départements du Nord de la France, l'excédent par rapport à 1935 ressort à 424.000 tonnes, soit une augmentation de 80.000 tonnes par mois.

Mais à partir du mois de juin les troubles sociaux commencent à se faire sentir ; la production pour ce mois, en raison des

grèves et des agitations de toutes sortes qui règnent dans les bassins miniers du Nord et du Pas-de-Calais, accuse une diminution de 400.000 tonnes par rapport au mois précédent, annulant ainsi d'un seul coup tout le bénéfice de l'augmentation de la production des mois précédents. A partir de ce moment, la production, malgré la demande du marché français, continue à fléchir pour ne se relever faiblement qu'au milieu de 1938, alors que le monde entier semble à nouveau sous le coup d'une crise de sous-concommodation et que par conséquent les besoins en charbon sont moins élevés que les années précédentes. Ce qui permet de conclure que les mines du Nord et de Pas-de-Calais ont perdu tout le gain qu'elles auraient pu tirer de la reprise des affaires de 1936 et 1937, et que celui-ci allait être acquis aux nations étrangères qui allaient en saisir tout le profit.

Cinq mois avant la mise en vigueur de la semaine de 38 h. 40 réparties sur cinq jours à raison de 7 h. 45 minutes par jour, la production commençait à fléchir dans des proportions inquiétantes ; la seule cause en était la baisse de rendement due à l'agitation sociale, aux grèves, au nouveau mode de paiement instauré par la convention collective de juin 1936. La production journalière moyenne pour un effectif ouvrier accru ne cesse de diminuer jusqu'au 1^{er} novembre 1936 date d'application de la nouvelle répartition des heures de travail.

A partir de cette date, au contraire, la production journalière des mines précitées augmente sensiblement : — 5.600 tonnes de plus en novembre — par suite de l'augmentation des effectifs ouvriers, tandis que la production mensuelle et le rendement accusent un nouveau recul sur le mois précédent, il est impossible de nier qu'ici la réduction de la durée du travail ait été cause au moins partiellement de la baisse de la production : celle-ci se relève un peu en décembre.

Pendant ce temps, à l'inverse de la production, qui présentait une diminution de 600.000 tonnes environ pour les deux départements qui nous intéressent et de 950.000 tonnes pour l'ensemble de la France, la consommation apparente pour l'ensemble de la France haussait de 1.800.000, atteignait 69.629.000 tonnes contre 67.812.000 en 1935, point le plus bas qui ait été atteint depuis 1923.

Afin de satisfaire cette demande en progression, les mines

commencèrent par livrer sur le marché les stocks accumulés pendant les années de crise. De juin à décembre 1936, 1.828.000 tonnes furent prélevées sur les stocks, dont 1.698.000 tonnes sur ceux des houillères du Nord. Cet appoint venait à peine combler le déficit dû à la sous-production, et comme la consommation avait augmenté, le charbon nécessaire aux besoins français dut être recherché à l'étranger ; les importations s'élevèrent en conséquence à 18.757.000 tonnes.

L'année 1937 permet bien mieux que l'année 1936 de se rendre compte exactement des résultats de l'application de la loi des 40 heures. D'abord parce que les agitations sociales qui ont duré en France de juin à décembre sont à peu près calmées ; au moins elles ne se traduisent pas par des grèves plus ou moins longues affectant particulièrement la production ; ensuite, l'expérience de la semaine de 38 h. 40 porte sur toute une année, tandis qu'en 1936, elle n'avait été appliquée que pendant les deux derniers mois.

Or, que fait la production des mines pendant cette année ? Elle continue à baisser, et dans des proportions telles qu'elle retrouve son niveau de 1924, époque à laquelle les houillères du Pas-de-Calais et du Nord étaient à peine reconstituées. Le recul nouveau subi par l'extraction se chiffre par 813.000 tonnes sur 1936, 1.775.000 sur 1935 (l'année où la crise s'est fait sentir de la façon la plus aiguë), et 9.800.000 sur 1930. Pour obtenir cette production, il faut tenir compte que l'on a effectué les sept ou huit jours supplémentaires autorisés par la loi suivant les bassins miniers. Les effectifs avaient été également augmentés d'une dizaine de mille ouvriers par rapport à l'année précédente. Cet accroissement et l'emploi des heures supplémentaires on peut arriver à compenser la chute de la production due à la diminution du nombre des journées de travail.

Les stocks accumulés pendant les années de crise, mais déjà fort entamés pendant la seconde moitié de 1936, sont de nouveau mis à contribution dans une mesure telle qu'ils représentent dans les mines du Nord, à la fin de 1937, 1.087.662 tonnes contre 1.806.459 tonnes au début de la même année. Pour l'ensemble de la France le déstockage avait fourni à la consommation 988.000 tonnes de houille, laissant sur le carreau des mines juste la quantité de charbon nécessaire pour assurer la marge

de roulement entre le produit de l'extraction et la demande de la consommation.

Malgré cet épuisement du stock, il a fallu demander à l'exportation le combustible nécessaire à la consommation en raison d'une part des augmentations de la demande, mais aussi d'autre part de la diminution de la production. Il faut remarquer que nous ne déplorons pas la résorption des stocks qui s'est produite depuis juin 1936, il faut au contraire s'en réjouir parce qu'elle assurait du travail à bon nombre d'ouvriers pour la manutention d'un tel tonnage, et qu'elle permettait aux Compagnies minières de trouver une contrepartie aux dépenses que la constitution de ces stocks pendant la crise avait entraînées et d'élargir ainsi leur trésorerie. Mais ce qu'il faut déplorer, c'est la baisse de la production, baisse qui paraît à première vue inexplicable, puisque le tonnage extrait retombe aux chiffres de 1924, et accuse une diminution de plusieurs millions de tonnes par rapport aux années précédentes, malgré une augmentation numérique sensible du personnel, en dépit du développement de la nationalisation et de la mécanisation du travail.

En face de cette production déficiente, la consommation montait, permettant d'espérer à un moment donné le retour des années de prospérité de 1928-1929 ; les quantités de houille, coke et agglomérés livrées aux consommateurs au cours de l'année 1937 accusent une hausse de 6.542.000 tonnes (en équivalent de houille) par rapport à l'année précédente et atteignaient 76.170.000 tonnes au lieu de 69.629.000 tonnes en 1936 et de 67.812.000 tonnes en 1935. Nous sommes loin, il est vrai, des 85.000.000 tonnes consommées en 1929. Mais ces chiffres montrent qu'il y a eu là une hausse sensible dont le profit aurait dû bénéficier à notre économie nationale au lieu de profiter aux Etats étrangers. La cause véritable de cette augmentation massive de la consommation qui devait d'ailleurs se ralentir dès les premiers mois de 1938 doit être recherchée d'abord dans l'activité de l'industrie sidérurgique, qui enregistre à elle seule une consommation de coke accrue de 2 millions $\frac{1}{2}$ de tonnes par rapport à l'année précédente. La petite industrie et le commerce ont également augmenté leur demande dans une proportion de 3 millions de tonnes environ ; le reste, soit un million, doit être attribué à la demande du commerce ou des particu-

liers. D'après des évaluations, il semble que cette augmentation de 6 $\frac{1}{2}$ millions de la consommation apparente peut être imputée, moitié à des besoins réels, moitié à la reconstitution de stocks négligés pendant la crise en raison des baisses successives enregistrées de 1930 à 1936, ou à la constitution de nouveaux stocks ou même simplement d'approvisionnements en prévision des hausses de prix et des difficultés de ravitaillement que pouvait faire craindre la réduction de la production.

S'il est normal que la France achète à l'étranger certaines catégories de charbon dont elle a besoin et qu'elle ne produit pas, assure ainsi la presque totalité de sa consommation par ses propres moyens, il est tout à fait anormal qu'elle soit forcée de renverser les proportions et qu'à mesure que la consommation augmente la production nationale diminue ; or c'est un phénomène de cette espèce que nous constatons depuis le mois de juin 1936.

La France a dû importer en 1937 30.876.000 tonnes (équivalent de houille) soit une augmentation de 7.969.000 tonnes par rapport à l'année 1936 où celles-ci se montaient à 22.907.000 tonnes. Ces chiffres nous reportent à l'année 1928, année de prospérité exceptionnelle, mais où il était possible de mettre en regard des 30.229.000 tonnes importées 52.429.000 tonnes produites par notre sol.

Cette augmentation des achats français allait représenter plus d'un tiers dans l'accroissement total des exportations charbonnières des pays d'Europe au cours de l'année 1937.

La moyenne des importations mensuelles apparaît donc en augmentation de 665.000 tonnes sur 1936 et 796.00 tonnes sur 1935 et atteint 2.573.000 tonnes. Les statistiques permettent de déterminer sur quelle catégorie de combustibles la consommation a le plus porté. L'importation d'anthracite, en général, destiné à la consommation domestique n'a pas sensiblement varié ; elle reste à peu près stationnaire à 2.973.000 tonnes, en augmentation de 80.000 tonnes seulement par rapport à 1936 ; mais un tel état de choses est dû au développement de la vente en France des anthracites en provenance des mines du Tonkin et de l'introduction de charbons maigres du Maroc.

Au contraire, les importations de houille accusent une augmentation de 5.979.000 tonnes par rapport à 1936, ce qui indique que l'accroissement de la consommation française est due

en grande partie à la reprise de l'industrie ; de même 3.860.000 tonnes de coke ont été importées en 1937 contre 2.561.000 tonnes en 1936, tandis que les agglomérés destinés dans la plupart des cas aux foyers domestiques qui ont été introduits en France s'élevaient à 1.350.000 tonnes contre 1.000.000 l'année précédente.

Les importations massives, dans des périodes déjà critiques pour notre monnaie, n'ont pas été sans affecter profondément notre situation financière ; huit millions de tonnes de plus qu'en 1936 ont dû être payées à l'étranger représentant 2 milliards 652 millions de francs qu'il a fallu prélever sur les richesses nationales, pratiquement sur les réserves d'or de la Banque de France pour payer les fournisseurs étrangers ; les importations représentaient à la fin de 1937 une sortie annuelle de plus de six milliards de francs, et formait le tiers du déficit de la balance commerciale. Les contre-coups d'un tel état de choses ne tardaient pas à se faire sentir et après les trois dévaluations successives, le Gouvernement était obligé de prendre des mesures propres à mettre un terme à une sortie aussi importante de devises. Un premier Comité d'enquête fut constitué par la loi du 26 août et le décret du 6 septembre 1936, il était chargé de rédiger un rapport sur l'état du marché charbonnier et les mesures propres à l'améliorer ; un second fut également constitué au début de 1937, sur la production en général. Les conclusions de ce dernier conduisaient le Gouvernement à prendre des mesures tendant à assouplir l'application de la loi des 38 h. 40 et en particulier à autoriser des journées supplémentaires de travail en nombre suffisant pour améliorer la production.

Pendant que la production accusait ainsi en France une régression des plus dangereuses, autant pour notre économie que pour notre sécurité nationale, tout autre était la situation dans les autres nations.

Malgré l'importance de leurs stocks et en raison de la demande accrue, les mines d'Angleterre, d'Allemagne et de Belgique s'efforcèrent d'augmenter leur extraction et se débarassèrent facilement de leur combustible sur le marché français qui était brusquement en déficit de plus de 30.000.000 de tonnes. En même temps, cette augmentation de la production était d'un bénéfice d'autant plus grand pour les pays étrangers que, comme nous le verrons plus loin, elle était accompagnée d'une

hausse très sensible du rendement individuel ce qui diminuait d'autant les prix de revient.

En Angleterre, la production qui s'était abaissée à 225.800.000 tonnes en 1935, regagne 6.300.000 de tonnes en 1936 et 19.300.000 de tonnes en 1937, atteignant pour cette dernière année 245 millions 100.000 tonnes et se retrouvait ainsi au plus haut chiffre qu'elle ait atteint depuis la guerre, exception faite de l'année 1929. Sur cet accroissement de la production, plus de la moitié, 10.405.000 tonnes, devait être absorbée par la France.

En Allemagne, l'accroissement de la production est encore plus marqué qu'en Angleterre. Si nous ne tenons pas compte des mines de la Sarre, le tonnage extrait en Allemagne au cours de 1937 s'élève à 171.100.000 tonnes contre 146.600.000 tonnes en 1936 et 134.100.000 tonnes en 1935, soit une augmentation de 14,7 % de 1936 à 1937 ; l'Angleterre voyait progresser son extraction de 5,3 % environ dans le même laps de temps. Ainsi l'Allemagne était en bonne place pour profiter du déficit de la production française en 1937, et c'est elle qui en retient le bénéfice principal avec une augmentation de 3.100.000 tonnes (Sarre et Ruhr comprises) de ses ventes annuelles en France.

Dans toutes les autres nations la situation ressemble à celle de l'Angleterre et de l'Allemagne, toutes ont su profiter de ces deux années de reprise 1936-1937 pendant lesquelles au contraire la France semble s'être laissée aller.

Production mensuelle Nord et Pas-de-Calais

Mois	1935	1936	1937	1938
Janvier	2.561.969	2.573.136	2.192.295	2.165.134
Février	2.334.396	2.444.873	2.313.810	2.254.129
Mars	2.371.892	2.516.559	2.521.163	2.676.514
Avril	2.407.273	2.583.637	2.402.372	2.471.864
Mai	2.473.414	2.454.277	2.125.459	2.263.153
Juin	2.311.804	2.055.483	2.202.586	2.380.803
Juillet	2.382.855	2.476.425	2.142.293	2.268
Août	2.322.130	1.974.535	1.483.572	1.558
Septembre	2.314.042	2.224.870	2.281.263	2.443
Octobre	2.596.697	2.598.441	2.477.654	2.557
Novembre	2.488.698	2.134.581	2.509.645	2.538
Décembre	2.457.363	2.373.780	2.535.836	2.662
Total	29.022.523	28.410.597	27.187.947	

La Belgique, malgré ses grèves et ses agitations sociales de 1936 gagne 1 million et demi de tonnes en 1936 et 3 millions 200.000 tonnes en 1937 par rapport à 1935, seule la France continue à voir sa production suivre la courbe descendante qu'elle avait été obligée de suivre depuis 1931. Mais, si en 1931, la réduction de la production avait été causée par la diminution de la demande en charbon, malgré tous les efforts des mines pour enrayer cette diminution et maintenir la demande par une politique que nous avons examinée dans la deuxième partie de cette étude, maintenant la consommation augmente à nouveau et dans des proportions considérables, il ne pourrait plus y avoir d'obstacles à ce que la production retrouvât un niveau normal. Cependant ce n'est pas ce que l'on constate, puisque l'extraction continue à diminuer chaque année d'un million de tonnes environ pour l'ensemble de la France. Il faut dès lors rechercher quelle est la cause d'une diminution qui affecte tous les bassins houillers de France sauf les mines de Lorraine qui seules de toutes les houillères françaises gagnent en 1937 688.000 tonnes sur leur production de 1936, tandis que le Nord et le Pas-de-Calais perdent 1.221.000 le Centre et le Midi 279.000 tonnes.

Une telle situation ne devait se trouver changée qu'à partir de 1938, à la suite de décrets importants tendant à assouplir la rigidité du régime de la semaine des 38 h. 40, à la suite aussi de l'arrêt des agitations sociales qui avaient duré plus ou moins ouvertement de juin 1936 à décembre 1937. Pendant l'année 1938 au contraire, la consommation diminue sensiblement dans le monde entier (pour la France seule elle marque une régression de plus de 7.000.000 tonnes sur 1937). La production française semble reprendre et s'établir aux environs de 47.300.000 tonnes pour l'ensemble de l'année 1938, soit une augmentation de 2.000.000 de tonnes sur 1937 ; l'extraction revient ainsi au niveau de 1936. Quoique un peu tardif cet effort de redressement n'est pas à négliger surtout dans un pays qui, comme le nôtre, est tributaire de l'étranger et où tous les efforts des Compagnies houillères tendent à lui permettre de se suffire le plus possible à lui-même. Pendant les années les plus pénibles de la dernière crise économique, les importations se sont encore élevées à 30-32 % de la consommation totale. Il est évident que plus cette marge pourra être comblée moins nous aurons à

exporter des capitaux pour payer ce combustible. Il nous faut aussi déplorer particulièrement que les deux années de prospérité de 1936 et de 1937 se soient traduites chez nous, à l'inverse de ce qui se passait dans le monde entier, par une sous-production succédant sans interruption à une sous-consommation, ce qui causait un déficit important de notre balance commerciale, déficit dont les dévaluations successives de notre monnaie en 1937 et 1938 sont la conséquence. Quelles sont les causes de la sous-production dans les mines ? c'est ce qu'il nous reste à rechercher maintenant.

Production des principaux pays européens (Houille et Lignite)
1930-1938

Années	Allemagne	Sarre	France	Belgique	Pologne	Hollande
1930	288.700	13.236	55.057	27.415	37.492	12.211
1931	251.950	11.367	51.036	27.042	38.222	12.901
1932	227.388	10.438	47.279	21.424	28.786	12.756
1933	236.486	10.561	47.947	25.300	27.351	12.571
1934	262.121	10.318	48.657	26.389	29.267	12.341
1935	279.448	10.627	47.106	26.506	28.143	11.878
1936	308.007	10.673	46.147	27.867	29.286	12.803
1937	355.822	13.371	45.334	29.681	35.729	14.681
1938	381.150 (1)	—	47.559	29.575	38.087	13.487

§ 2. - Causes de la diminution de la production

On sait que la production charbonnière est fonction d'un certain nombre de facteurs : nature de l'exploitation, rendement individuel, nombre d'heures de travail, nombre d'ouvriers, aptitudes physiques et professionnelles du personnel, et enfin les conditions économiques du marché. Or, ces dernières, de défavorables qu'elles étaient entre 1930 et 1935, sont devenues normales dès le début de 1936, la consommation charbonnière augmentant. Le nombre d'heures de travail n'a pas été réduit avant le 1^{er} novembre 1936. D'où vient la diminution de la production ? Théoriquement parlant elle ne peut être due qu'à une variation des 3 premiers facteurs : nature de l'exploitation, rendement individuel, nombre des ouvriers ; ces trois facteurs dépendant d'ailleurs les uns des autres.

(1) Sarre comprise.

1° LA NATURE DE L'EXPLOITATION

La France n'est pas favorisée en ce qui concerne ses ressources naturelles en charbon ; si elle en possède des quantités appréciables, celles-ci ne constituent pas des gisements faciles à exploiter.

Sans parler des charbons de Hong-Kaï au Tonkin qui constituent une montagne exploitée par conséquent à ciel ouvert avec des appareils automatiques à haut rendement, on pourrait souhaiter que le mineur puisse d'abord les attaquer commodément, et ensuite que la quantité de matériaux sortie ne comporte pas une trop grande proportion de pierres.

Or en France, la puissance moyenne des veines est de 1 m. 06 pour le Pas-de-Calais, et de 0 m. 80 seulement pour le Nord.

Les pays étrangers, gros producteurs de charbon sont en général beaucoup mieux fournis que nous.

En Allemagne, la puissance moyenne des veines est de 2 à 3 mètres dans la Ruhr, en Silésie elle atteint 10 mètres. En Angleterre, en Pays de Galles, les veines varient de 5 à 30 mètres. Le charbon sorti de veines épaisses est propre et justifie moins d'ouvriers du jour occupés à son triage.

Dans une veine étroite, le travail est pénible, donc beaucoup plus lent que dans une veine large ; le déblayage du rocher prend un temps considérable qui pourrait être donné à l'abatage du charbon. Les ressources naturelles de la France étant peu nombreuses, on est obligé après avoir épuisé les couches supérieures de descendre plus profondément pour trouver de la houille, d'où une nouvelle perte de temps.

La profondeur moyenne des mines dans le Pas-de-Calais est de 403 mètres, dans le Nord elle est de 600 mètres. Le puits le plus profond est celui de la Clarence, où la fosse n° 1 atteint 1.000 mètres.

Nous sommes donc en France, au point de vue des ressources naturelles moins bien partagés que les autres pays ; il est donc regrettable dans un certain sens que ceux-ci aient une journée de travail plus longue alors que leurs ressources sont plus facilement exploitables.

En France 70 % des ouvriers travaillent dans les mines au fond alors qu'en Angleterre 80 % de la totalité sont employés au fond, de ce fait, 10 % de plus de mineurs qu'en France sont oc-

cupés à un travail productif, alors que chez nous ces 10 % sont occupés à un travail de triage ; par ce seul fait le rendement anglais est de 10 % supérieur au nôtre.

2° LE RENDEMENT A L'ÉTRANGER

Après avoir vu quelles sont les conditions physiques d'exploitation de nos mines, nous devons examiner quel est le rendement individuel à l'étranger, ou mieux ce qu'il était avant 1936 et ce qu'il est à l'heure actuelle en comparaison du nôtre.

Actuellement tous les pays nous devancent au point de vue du rendement journalier moyen. D'ailleurs cette place mauvaise que nous occupons n'est pas tant le fait des ouvriers ou des techniciens, que de la situation de nos gisements.

En temps normal, nous occupons l'avant dernière place, laissant la Belgique derrière nous.

Pour bien comprendre la situation actuelle et voir l'évolution qui s'est produite, nous donnerons pour commencer les chiffres de 1913.

Les pays qui viennent en tête à cette époque et qui d'ailleurs occupent encore cette place sont les Etats-Unis. Leur rendement moyen était alors de 3.274 kgs par ouvrier pour les charbons bitumineux et de 1.822 pour l'antracite. Ce rendement de beaucoup plus élevé, près de 3 fois égal à celui de la Haute-Silésie Polonaise, est dû à l'extraordinaire facilité d'exploitation. Beaucoup de mines sont à ciel ouvert ; toutes celles que l'on exploite ont des veines suffisamment hautes et suffisamment larges pour que l'extraction y soit facile.

Venaient ensuite la Pologne, avec 1.202 kgs, l'Allemagne avec 1.139 kgs, en Haute-Silésie, l'Angleterre avec 1.032 kgs, la Tchéco-Slovaquie avec 970 kgs, les Pays-Bas avec 820 kgs, la Sarre avec 777 kgs, le Nord et le Pas-de-Calais avec 702 kgs et enfin la Belgique avec 528 kgs.

On peut dire que cette différence entre les rendements est due pour la plus grande part à la situation des gisements et à leur facilité d'exploitation. Si la Belgique occupe le dernier rang, c'est que ses charbons faisant partie du même bassin minier que le nôtre sont encore plus difficiles à exploiter.

La différence de qualité de la main-d'œuvre est minime. On peut le voir facilement en comparant le rendement de la Haute-

Silésie allemande (1.139) où travaillent des mineurs allemands, et la Haute-Silésie Polonaise (1.202) où travaillent des mineurs polonais.

Le rendement, après avoir subi pendant la guerre de fortes baisses dans les pays belligérants, du fait de la mobilisation des meilleurs ouvriers, a augmenté fortement après les hostilités. Toutes les mines se sont modernisées, ont apporté des perfectionnements dans le mode d'extraction et du transport du charbon, les mesures sont dues pour beaucoup à l'influence et aux importations américaines en Europe à la fin de la guerre. Pour les U.S.A., la période de 1914-1918, loin d'être un temps d'arrêt dans le développement technique, était au contraire un motif puissant de perfectionner leurs moyens de production, pour satisfaire les besoins exceptionnels devant des belligérants.

Les rendements encore très bas en Europe, en 1920, auront dès 1928 dépassé leur niveau en 1913 malgré la réduction de la durée du travail intervenue à la même époque dans tous les pays.

L'Angleterre, avec le rendement élevé que nous lui avons vu en temps normal, occupe le 4^e rang après les Etats-Unis, l'Allemagne et la Pologne ; ce rendement qui était de 1.032 en 1913, s'abaisse pendant la guerre. A partir de 1920, où il atteint 743, il va remonter sans arrêt jusqu'à 918 en 1922. Jusqu'en 1925, ce sont les houillères anglaises qui connaissent la prospérité, les mines françaises ne sont pas encore reconstituées, et la Grande-Bretagne exporte un tonnage de charbon important en France. Aussi la vente étant très rémunératrice, la Grande-Bretagne ne se préoccupe pas particulièrement du rendement, qui baissera même légèrement en 1923 et 24 par suite de grèves.

Au contraire, après 1925, les mines françaises ont retrouvé leur pleine capacité de production. Pour pouvoir baisser ses prix et maintenir ses chiffres de vente sur les marchés extérieurs la Grande-Bretagne est obligée d'améliorer ses rendements : la mécanisation de l'extraction, les primes de tonnage tendent à ce but : le résultat ne se fait pas attendre : dès 1927, le rendement dépasse de 15 unités le niveau de 1913.

Lorsque survient la crise, le même phénomène que l'on observera en France se produit ; pour comprimer les frais généraux toutes les houillères s'appliquent à élever leur rendement. Celui de la Grande-Bretagne atteint 1.202 en 1929, il se stabi-

lisera autour de 1.098 en 1930 et 1931. Depuis ce moment il ne cessera d'augmenter et lorsqu'arrive la reprise de 1936, le rendement ne faiblira pas, au contraire, grâce à des effectifs accrus et à la récupération des heures de travail non employées pendant la crise, l'Angleterre pourra faire face à la demande et en particulier aux besoins de la France dont les mesures sociales du ministère L. Blum ont encore affaibli la production nationale.

Ce que nous remarquons en Grande-Bretagne, est vrai pour tous les autres pays. Dès 1925, qui marque la fin des conséquences immédiates de la guerre, tant au point de vue de la main-d'œuvre que de l'outillage, le rendement croît rapidement. Les différents pays le maintiennent et cherchent à l'améliorer ; aussi lors de la reprise économique, tous les pays sauf la France purent accroître leur production de charbon.

En Haute-Silésie Polonaise, le taux du rendement part de 1.024 en 1925 pour atteindre le chiffre de 1.503 en 1931 en pleine crise, de 2.026 en 1935 et de 2.073 en 1936.

En Haute-Silésie Allemande les chiffres sont encore plus élevés. Le rendement va gagner près de 450 kgs de 1925 à 1931. Dans la Ruhr il passera de 945 à 1.520 gagnant ainsi près de 600 kgs. De 1931 à 1936, dans ce même pays le rendement atteignait 1.710 kgs, soit une augmentation de 81,4 % par rapport à 1913.

3° LE RENDEMENT EN FRANCE DE 1925 A 1930

Le rendement français en raison de la pauvreté des ressources naturelles qui obligent à travailler dans des tailles de faible importance : 40 tonnes, est inférieur au rendement des autres pays étrangers, exception faite de la Belgique qui nous l'avons vu possède d'anciens gisements comparables aux nôtres.

En 1935, lorsque la France atteint son maximum de rendement d'après guerre, en élevant son taux de production nette à 872 pour le fond et le jour, elle se classe comme il suit par rapport aux autres puissances européennes :

	France	Allemagne	Belgique	Pays-Bas
1935	871	1.172	734	1.745
	100 %	135 %	84 %	201 %
				20

Si nous prenons le rendement du Nord et du Pas-de-Calais seulement, la différence en défaveur de la France augmente ; le taux des départements intéressés est de 836 pour le Nord et 863 pour le Pas-de-Calais (fond et jour) soit 850 environ en moyenne pour les deux bassins.

On voit donc que même dans les meilleures années, nos houillères sont assez loin derrière les grands pays producteurs de charbon.

Avant la période de crise, c'est-à-dire au moment de la forte production de nos houillères françaises (de 1925 à 1930, 55.057.000 tonnes pour l'année 1930 dont plus de 35.000.000 tonnes pour le Nord et le Pas-de-Calais), le rendement ne s'est développée que très faiblement. Au contraire, entre 1930 et 1935 le rendement passe respectivement de 551 à 688 pour le

Production de charbon -- Rendement Principaux pays du monde

Années	Allemagne			Bitumineux			Pologne		Tchéco-Slovaquie
	Rhur	Haute Silésie	Belgique	Etats-Unis	France	Angleterre	Pays-Bas	Haute Silésie	
1913	943	1.139	528	3.274	701	1.032	820	1.202	970
1920	626	635	466	—	475	743	182	—	—
1921	590	581	456	—	470	747	561	—	—
1922	633	624	462	—	487	918	623	—	—
1923	—	625	477	—	547	896	674	605	—
1924	852	933	462	—	548	—	733	728	—
1925	946	1.154	472	4.100	563	872	806	1.023	819
1926	1.114	1.270	512	4.081	594	918	970	1.205	967
1927	1.132	1.341	513	4.127	593	940	1.000	1.287	996
1928	1.191	1.340	553	4.290	642	1.114	1.138	1.366	1.015
1929	1.271	1.377	579	4.399	694	1.132	1.247	1.356	1.045
1930	1.352	1.434	576	4.589	691	1.191	1.246	1.369	1.026
1931	1.520	1.600	591	—	720	1.271	1.280	1.503	—
1932	1.625	—	609	4.730	783	1.116	1.445	1.635	1.069
1934	1.677	—	735	3.890	858	1.165	1.689	1.957	1.204
1935	1.692	—	775	4.080	872	1.185	1.747	2.026	1.340
1936	1.710	1.896	795	—	858	1.195	1.781	2.073	1.458
1937	1.628	1.930	780	—	833	1.186	—	—	—

Variation du rendement en pourcentage

1913-36	81,4	—	50,6	24,8	22,4	9,6	117,2	72,5	53,2
1929-36	34,5	—	38,1	— 7,3	23,6	8,4	42,8	52,9	40,0
1936-37	— 4,79	2	— 2	—	— 2,94	— 0,8	—	—	—

Nord et de 600 à 720 pour le Pas-de-Calais soit un bond de 20 % pour le Pas-de-Calais et de 25 % pour le Nord.

D'où provient cette lenteur à rejoindre entre 1925 et 1930 le niveau d'avant-guerre, tandis qu'après 1930, ainsi qu'on le verra, le rendement augmente rapidement, pour tomber non moins brusquement en 1936 ?

Ceci provient surtout de l'orientation des directives des houillères. En effet, lorsque les houillères furent reconstituées, devant la demande croissante de la consommation on fit jouer surtout le facteur main-d'œuvre dans la production. Les prix de vente étaient rémunérateurs et laissaient suffisamment de marge avec le prix de revient, pour permettre d'augmenter les frais généraux, latitude qu'on ne devait plus trouver en 1936.

Les dirigeants ne se soucièrent donc pas d'améliorer le rendement individuel. D'ailleurs notre productivité n'était pas encore trop inférieure à celle des autres pays européens, l'Allemagne nous dépassait de 383 unités, la Grande-Bretagne de 341 unités ; compte tenu de la situation de nos gisements nous occupions par conséquent une place honorable.

L'on se préoccupa surtout de procéder à un embauchage massif, seule mesure qui puisse donner immédiatement une forte augmentation de la production. En 1925, l'effectif ouvrier était pour le Nord et le Pas-de-Calais de 183.104 hommes pour le fond et le jour ; à raison de 57.635 ouvriers pour le premier département 125.469 pour le deuxième.

Cet effectif va augmenter au cours de trois années suivantes après quoi il redescendra et demeurera stationnaire jusqu'en 1930 aux environs de 180.000 hommes pour le Nord et le Pas-de-Calais. Le recrutement de la main-d'œuvre se fit surtout à l'étranger en particulier en Pologne, ce pays fournissant des hommes très aptes aux travaux du fond dans les mines.

Pour le Nord, le nombre des mineurs étrangers était de 20.700 en 1925 dont 15.379 Polonais, ce chiffre passant à 22.153 en 1930 dont 18.580 Polonais, après être demeuré aux environs de 20.000 pendant ces cinq années.

Cet appel à la main-d'œuvre étrangère est une cause du faible accroissement du rendement. On ne forme pas rapidement un mineur, et ce métier demande en outre des aptitudes et un atavisme que peu de personnes possèdent.

Tableau de la main-d'œuvre (1925-1930)

Années	Main-d'œuvre	Nord		Pas-de-Calais		
		Fond	Jour	Main-d'œuvre	Fond	Jour
1925	57.635	35.289	13.737	125.469	97.286	28.183
1926	53.664	37.876	13.851	130.792	101.396	29.396
1927	57.588	40.608	14.766	134.782	104.151	30.631
1928	50.156	36.110	12.015	129.772	99.481	30.291
1929	50.000	35.775	13.975	127.610	96.971	30.639
1930	50.700	36.652	14.262	131.380	98.563	32.818

Le taux du rendement se stabilise à partir de 1925 ; cette stabilisation est due entre autres causes à l'intensification du machinisme. Dès la restauration terminée, vers 1925, les houillères françaises commencèrent à chercher à améliorer l'exploitation ; cette amélioration fut obtenue par un triple moyen, augmentation de l'extraction mécanique, amélioration des méthodes d'exploitation, extension de l'usage de l'électricité.

La mécanisation de l'extraction s'applique aux procédés et aux moyens de transport du charbon.

Le pourcentage de charbon abattu mécaniquement en France s'est accru depuis 1913 dans des proportions considérables. A ce moment il atteignait 2,5 % pour le Nord et 4,2 dans le Pas-de-Calais. En 1925 il est de 60 % environ et atteindra 88 % en 1930.

Dans les départements en question, cette augmentation résulte de la mise en service d'un nombre croissant de marteaux piqueurs.

	1913	1926	1927	1928	1929	1930
Nord	195	—	6.207	6.715	7.777	9.082
P.-de-C.	1.392	15.949	18.320	19.317	80.759	22.453

Ces marteaux abattaient en 1926, 75 % de la production totale soit 13.592.000 tonnes et en 1930, 22.430.000 tonnes soit 88 %.

On a souvent prétendu en particulier au moment du vote de la loi Durafour en 1919 et de la loi des 40 heures en 1936 que la diminution des heures de travail devait être compensée par le développement des moyens mécaniques d'extraction, que la France était en arrière des autres pays sur ce point et que les mines ne voulaient pas dépenser des sommes suffisantes pour

perfectionner leur outillage. Une telle affirmation est dépourvue de fondement.

Tout d'abord, la France n'est pas aussi en retard qu'on le prétend en ce qui concerne le perfectionnement de son outillage. En 1930, comme on l'a vu le Nord abattait mécaniquement 88 % de sa production totale, et le Pas-de-Calais 75 %. Aux Etats-Unis à la même époque l'abatage mécanique n'atteignait que 75 % de tonnages extraits.

A la date indiquée, la France se classe troisième en Europe avec 81,5 % de sa production abattue mécaniquement dans le Nord et le Pas-de-Calais, après la Ruhr (94 %), et la Belgique (91 %). Elle laissait loin derrière elle la Grande-Bretagne dont la plus grande partie de la production est abattue à main d'homme (69 %).

En outre, l'abatage mécanique rencontre en France des limites assez resserrées par rapport à d'autres pays. Dans des veines larges et abondantes, on emploie des haveuses, qui suppriment presque entièrement le travail de l'homme, en ne demandant qu'un surveillant. C'est le cas de l'Ecosse, de la Ruhr, et de quelques mines de la Moselle. Dans les autres veines, l'emploi de machines aussi encombrantes est pratiquement impossible et l'on se sert comme on vient de le voir dans le Nord et le Pas-de-Calais, de marteaux piqueurs. « Ce n'est plus une question d'initiative ou de moyens financiers qui limite la mécanisation de l'outillage c'est la nature même du gisement » (1).

D'ailleurs des essais ont été faits quant à l'emploi des haveuses dans le Pas-de-Calais en particulier. En 1900 : 10 de ces appareils furent utilisés pour la première fois, en 1905, 50 étaient en service et abattaient 100.000 tonnes seulement de houille ; devant cet essai peu concluant on abandonna le mode d'extraction. Après la guerre, on continua cependant à faire des essais, 30 haveuses étaient en service en 1926, mais leur nombre n'était plus que de 12 en 1931, leur rendement étant à peu près nul.

La mécanisation ne porte pas seulement sur l'extraction du charbon, elle porte également sur son évacuation. Cette évacuation se fait dans les grandes tailles non par roulage dans des

(1) Lafitte Laplace. L'Economie charbonnière de la France.

« berlines », mais par des couloirs oscillants. En 1931 on comptait 2.179 de ces couloirs oscillants à moteur contre 2.473 en 1928.

Dans le Nord, jusqu'en 1925 la plus grande partie du transport était effectuée par roulage à chevaux, mais des efforts sérieux étaient tentés pour le développement de la traction mécanique. En 1931, pour le Nord et le Pas-de-Calais on recensait 94 locomotives électriques et 65 à air comprimé. En 1930, dans le deuxième département, 28 trainages mécaniques étaient installés contre 10 en 1927.

Le développement de l'énergie électrique tant pour l'éclairage que pour la marche des différents appareils était également très poussé. La production en Klw suivait la courbe ascendante suivante.

	1926	1927	1928	1929	1930
Nord	215.486.365	247.914.976	272.311.600	296.444.740	319.321.798
P.-de-C.	737.478.689	842.248.765	925.000.000	1.066.000.000	1.203.000.000

Mais si l'augmentation des effectifs nouveaux contrecarrait le développement du rendement individuel malgré les efforts de mécanisation des Compagnies des mines, effort qui va s'amplifier de 1930 à 1936, il est un autre élément qu'il ne faut pas passer sous silence quoique son action sur le rendement soit relativement faible en théorie, c'est la durée du travail. Nous aurons d'ailleurs l'occasion d'y revenir longuement.

En 1930, le rendement était inférieur de 1 % à celui de 1913 pour l'ensemble de la France, et de 0,5 % pour le Nord et le Pas-de-Calais. En Grande-Bretagne, le rendement en prenant les mêmes termes de comparaison était en faible hausse de 6,6 %. Dans d'autres pays il accusait au contraire une hausse très forte, 40 % environ (Pologne, Tchéco-Slovaquie) et même de 70 % (Ruhr).

Or, en France, l'exploitation mécanique était passée à 65 % en 1930 contre 6,7 % (Nord et Pas-de-Calais) en 1913. A la même date la main-d'œuvre était pour l'ensemble de la France de 203.208 ouvriers (220.732 en comprenant la Moselle). En 1930 l'effectif total était de 300.714, soit une augmentation de 80.000 unités. La production avait augmenté mais le rendement était en baisse, alors que dans tous les autres pays il avait haussé. Quelles sont les causes d'une telle anomalie ?

On l'impute volontiers à la situation des gisements, à leurs conditions particulières et à leurs difficultés d'exploitation : veines trop étroites et très pauvres, forte proportion de pierres, etc. Mais les conditions naturelles n'avaient pas tant changé de 1913 à 1930. La mécanisation apportée dans l'exploitation aurait du reste plus que suffi à contrebalancer des difficultés d'exploitation supérieures à celles de 1913. « La nature n'est pas notre seule cause d'infériorité ». On a connu en France, depuis la guerre, la journée de travail la plus courte non seulement de toute l'Europe mais encore du monde entier.

50 minutes de moins par jour que la Grande-Bretagne jusqu'en 1930.

1/4 d'heure de moins par jour que la Ruhr, sans tenir compte des heures supplémentaires beaucoup plus nombreuses dans la Ruhr.

1 h. 1/2 de moins par jour qu'aux Etats-Unis.

Et cette question de temps influe particulièrement sur le rendement quoiqu'en pensent certains partisans de la journée plus courte. Il est évident et indiscutable que sur une durée très courte de travail, le laps nécessaire à la mise au travail, au changement d'outils, aux repos nécessaires influe beaucoup plus que sur une journée plus longue. La fatigue moindre pour l'ouvrier, et une augmentation de ses loisirs doivent être recherchées, mais il ne faut pas prétendre qu'une diminution du nombre d'heures de travail sera nécessairement compensée par une augmentation proportionnelle du rendement.

4° LE RENDEMENT EN FRANCE DE 1930 A 1936

Il est très utile d'examiner tous les efforts et réformes tentés à partir de la crise de 1930, pour obtenir une augmentation de rendement afin de diminuer les frais généraux. Car tous les éléments du rendement autres que la durée du travail demeurant identiques au lendemain de l'application des lois dites sociales, celui-ci tomba néanmoins de 14 unités en 1936 et de 15 points en 1937, ce qui prouve que la diminution de la durée du travail a une influence sur le rendement et non pas dans le sens inversement proportionnel, comme on a pu le prétendre.

La baisse de la consommation à partir de 1930 : 26.120.789 tonnes vendues ou transformées en 1935, dans le Nord et le

Pas-de-Calais, contre 29.062.364 en 1931, et 32.292.593 tonnes en 1930, a occasionné parallèlement une baisse des prix de vente qui obligea les houillères à comprimer au maximum leur prix de revient. Elles arrivèrent à ce résultat par l'augmentation du rendement.

L'amélioration obtenue à partir de 1931 ne doit pas être attribuée uniquement à la mécanisation de l'industrie charbonnière quoique celle-ci devienne de plus en plus importante, en raison de la compression des prix de revient que nécessite la crise. Il faut aussi l'attribuer à la rationalisation incessante de l'aménagement des mines et de l'enchaînement des opérations minières, ainsi qu'à la réduction des effectifs de main-d'œuvre, qui amenait une sélection profitable au rendement de l'exploitation mais trop souvent préjudiciable aux intérêts ouvriers.

Les houillères intensifièrent leur effort de mécanisation de 1930 à 1935. Le meilleur moyen de rendre plus productif le travail de l'ouvrier en même temps qu'on en diminuait légèrement le côté pénible était de généraliser l'abatage au marteau pneumatique.

Le pourcentage de tonnes abattues est donné par le tableau suivant :

**Nombre de marteaux pneumatiques et tonnages
abattus mécaniquement**

	NOMBRE						Différence
	1930	1931	1931	1933	1934	1935	pour 1935
Nord	9.082	9.718	9.872	11.382	11.527	11.507	11,2 %
P.-de-C.	22.455	21.955	21.159	19.719	18.919	18.377	13,4
TONNAGE							
Nord	—	—	7 %		—	—	—
P.-de-C.	22.749.000	—	19.010.229		21.359.700	20.992.066	
P. %							
Nord	87,59	—	—		97,7	97,8	98,8
P.-de-C.	74,5	80,7	84,9		—	—	87,7

Pour la France entière, en 1935, 92 % de la production était abattu mécaniquement. Si l'on compare ces chiffres à ceux d'autres pays, on voit que la France occupe une des premières places. Belgique 97 %, Allemagne 90 %, Grande-Bretagne 51 %.

En même temps, les anciens marteaux étaient remplacés par d'autres d'un modèle plus récent, permettant au même ouvrier travaillant dans des conditions identiques d'abattre une berline de charbon en 7 minutes au lieu de 16 minutes, soit un gain de temps de plus de 100 %.

On poussait également la diminution du transport à main d'homme, celui-ci étant remplacé par le roulement mécanique et par la traction à cheval.

En 1930, le roulement à main était de 17,2 %, il tombe en 1935 à 12,9 %, soit une diminution de 4,3 %. Le transport mécanique diminuait également, en raison de la réduction de la production mais d'une façon beaucoup moins forte de 0,3 % seulement.

Les couloirs oscillants à moteur et les transporteurs à bande se sont multipliés. Dans le Pas-de-Calais, on a employé 8.466 moteurs de couloir ou de convoyeurs en 1935 contre 1.472 en 1929. Mais le fait que beaucoup de couloirs sont en pente inclinée rend le transport par bandes ou par couloirs oscillants moins nécessaires dans le Nord que d'en d'autres pays. On a alors amélioré les voies par l'emploi de rails plus lourds de 10 et 15 kgs au mètre au lieu de 5 et 7 kgs. On utilise aussi des berlines à roulement à billes ou à rouleaux. Pour les deux départements, le nombre s'élevait en 1935 à 91.400 sur un total de 206.100.

Le mode de traction a également évolué : le trainage par homme était déjà remplacé par la traction par chevaux ; ceux-ci ont été remplacés par des locomotives les unes à trolleys, les autres à air comprimé ou à moteur Diesel. Dès 1935, 706 étaient en service contre 250 en 1930. L'éclairage a été également l'objet des soins des mines. Les lampes individuelles à essence ont été remplacées par des lampes électriques à accumulateurs, donnant une puissance de 3 watts contre 2 précédemment. Leur nombre en 1935 représente 75 % des lampes utilisées contre 3 % en 1913 et 52 % en 1928. L'éclairage collectif électrique a pu également être généralisé par l'abaissement du courant à une tension non dangereuse (12 ou 18 volts).

Si l'électricité n'a pu être employée couramment dans le fond de la mine par mesure de sécurité, on a tout fait pour le développement de son emploi en surface et en particulier pour la production de l'air comprimé qui est la principale source

d'énergie dans la mine comme présentant le moins de danger. 13 % de compresseurs électriques en 1923, 86 % en 1928 et 89 % en 1935.

Les causes principales de l'accroissement du rendement, peut-être même la principale, ont été la nouvelle politique que les houillères ont dû suivre quant aux méthodes de direction et d'organisation des travaux à partir de 1930. Pendant la période de prospérité, on n'avait qu'un but, extraire de plus en plus du charbon pour répondre à la consommation croissante. La crise survenue les entreprises minières eurent le loisir de s'occuper de la rationalisation de leur extraction comme de la rationalisation de leur vente.

La première a porté sur le développement des longues tailles et la concentration du personnel.

En 1913 la majeure partie de la production était assurée par de petites tailles où travaillaient un chef de chantier aidé de 2 ou 3 ouvriers : d'où dispersion des chantiers situés à des distances des plus variables sans surveillance possible. En 1930, dans le Pas-de-Calais la proportion des petites tailles (tailles chassantes et montantes) est encore de 49,9 %, celle des longues tailles 43,4 %. De 1930 à 1934 les longues tailles vont progresser jusqu'à atteindre 63 % en 1934.

Toutefois, des progrès restent à faire en ce sens, la moyenne des rendements par taille est de 20 tonnes pour le Nord et le Pas-de-Calais. Dans le Nord il n'existe pas de longues tailles, alors que dans le Pas-de-Calais plusieurs tailles de 1.000 tonnes par jour ont été mises en route. L'effort a surtout porté sur le développement de tailles de 50 à 100 tonnes par jour.

Le gain de temps réalisé par l'emploi de longues tailles s'établit entre 1930 et 1936 de la façon suivante :

	Petite taille 1930	Longue taille 1936
Abatage	16'	7'
Boisage	8'	8'
Boutage	7'30	supprimé
Chargement	6'	7'30
TOTAL	37'30	22'30

Ce qui représente un gain de temps de 41 %.

Le remplacement de la petite taille par la longue taille a eu

pour résultat la concentration de la main-d'œuvre. Au lieu de quelques hommes travaillant à leur gré, non spécialisés, obligés à de longs déplacements, la longue taille a réuni un nombre d'hommes plus grand, effectuant chacun une opération déterminée, ce qui apportait une amélioration du rendement individuel. En même temps, cette modification simplifiait beaucoup les travaux de déblaiement et d'évacuation du charbon où 100 ouvriers se sont trouvés réunis là où 2 ou 3 seulement travaillaient autrefois. De cette façon, l'ouvrier dans les grandes tailles travaillait effectivement 75 % du temps de présence au chantier contre 60 % en 1930 dans les petites tailles.

Le rendement augmentant on arrive ainsi à une diminution du personnel ouvrier, comme l'indique le tableau suivant dans les mines du Nord.

Pourcentage d'ouvriers pour 100 tonnes extraites

Emploi	Ouvriers 1930	Par 100 tonnes 1935	Différence entre 1930 et 1935
Abatage	42,3	24,4	— 7,9
Transport à main	17,6	10,1	— 7,5
Transport chevaux et mécanique	6,3	4,7	— 1,6
Entretien.	14,0	10,3	— 3,7
Remblayage	6,8	7,2	+ 0,4
Préparatoires	10,4	7,9	— 2,5
Divers	4,6	4,1	— 2,5
Total	102,0	78,7	— 23,3

On voit donc que l'amélioration du rendement a été obtenue non seulement par la mécanisation de l'abatage, mais encore par une rationalisation complète de tous les travaux.

Les différentes mesures qu'on a dû prendre devant les exigences de la crise, et que l'on sera obligé de généraliser et de rendre encore plus rigoureuses, ainsi que le proposent les rapports et enquêtes établis par les représentants du Gouvernement, en raison de la baisse du rendement due à la nouvelle législation, n'ont pas été sans mécontenter l'ouvrier et à juste titre croyons-nous. Il préférerait, en effet, de beaucoup travailler en petite taille avec quelques camarades, formant équipe et animés de l'esprit d'équipe, d'extraire une quantité variable de

charbon suivant ses dispositions physiques du moment, que d'être soumis en grandes tailles à un travail non pas plus rigoureux mais plus strict, comme organisation et comme discipline et qui, pratiquement, entraîne une prolétatisation croissante du mineur.

Il subit à l'heure actuelle une contrainte qui est évidemment en contradiction avec le caractère français et le tempérament même de l'être humain. Au point de vue ouvrier, il aurait été préférable de conserver au travail d'extraction ce caractère d'artisanat. Malheureusement, les dernières lois ne sont pas pour permettre de revenir à l'état de choses antérieures et remarquons du reste que beaucoup de journaux et de leaders socialistes, après avoir reproché aux entreprises minières l'organisation artisanale du travail, ont critiqué la pratique des longues tailles. Il faut considérer les faits tels qu'ils sont et non pas en tout état de cause s'en servir à des fins politiques contraires aux intérêts même du travailleur.

La réduction numérique du personnel due à la crise fut une des principales causes du mécontentement ouvrier et des revendications syndicales qui amenèrent les élections de 1936 et le vote de la loi de 40 heures. Cette réduction opéra, on l'a vu, dans un sens favorable sur le rendement. On commença d'abord par mettre à la retraite tous les ouvriers les plus anciens, ce qui abaissait le niveau de l'âge des mineurs et par suite on laissait des ouvriers plus jeunes, plus forts, capables de plus de travail qu'un homme âgé.

En outre, la réduction de la main-d'œuvre obtenue par le procédé de mise à la retraite n'étant pas suffisante, on fut obligé de licencier d'autres ouvriers. On commença par les étrangers et parmi ceux-ci il était naturel que fussent renvoyés dans leur pays ceux qui étaient le moins aptes à remplir leur travail et dont le rendement était faible. Il se produisit ainsi une sélection qui permit de conserver à la mine uniquement les ouvriers les meilleurs, d'où amélioration de rendement. Enfin parmi les ouvriers restants, il se produisit une émulation due à la crainte d'être renvoyé, chez ceux dont le travail était inférieur à la moyenne ; il y eut donc pendant la crise une application au travail qui n'existait pas auparavant.

Les ouvriers français ne furent pas remerciés, grâce à la pratique des coupes chômées qui permit de conserver à chacun

une part de travail. Mais chez eux aussi, la crainte d'être congédiés les incita à travailler davantage et mieux, le rendement ne pouvait qu'en profiter.

Les variations des effectifs du personnel des mines du Nord et du Pas-de-Calais de 1930 à 1936 sont enregistrées comme il suit :

		1931	1932	1933	1934	1935
Nord)	Fond	34.047	31.540	34.882	32.270	30.556
	Jour	13.947	13.403	14.153	13.367	13.425
P.-de-C.)	Fond	93.762	86.007	77.752	71.143	65.158
	Jour	32.441	31.261	29.892	29.960	29.305
Total		174.197	162.211	156.179	146.940	138.442

Ce qui représente une baisse de 35.755 ouvriers en 5 ans.

5°) LE RENDEMENT EN FRANCE APRÈS LA LOI DE 40 HEURES

A peine les résultats des élections de 1936 proclamés, et le Gouvernement issu du rassemblement populaire au Pouvoir, le rendement baisse. Durant le premier trimestre 1936, il avait continué le mouvement ascensionnel qu'il suivait depuis 1928, il atteint 877 pour le Pas-de-Calais et 865 pour le Nord contre 869 et 861, pour le dernier trimestre 1935 et 871 pour le premier trimestre 1936.

Au second trimestre au contraire, il tombe respectivement à 849 et 846. On peut l'expliquer par les grèves de juin et l'agitation qui en résulte. Au troisième, il descend plus bas encore au-dessous du niveau de 1933. Le Nord tombe à 810 et le Pas-de-Calais à 802. Il est vrai qu'on peut avancer qu'à ce moment les ouvriers bénéficièrent de leur congé payé.

Le quatrième trimestre par contre enregistre une faible hausse par rapport aux deux précédents, 837 et 833. Mais si nous suivons l'année 1937, la chute devient verticale comme le montre le tableau ci-dessous :

Rendement 1935-1936-1937

Années	Nord		Pas-de-Calais		France entière
	Fond	Fond et jour	Fond	Fond et jour	Fond et jour
2 ^e trimestre 1935...	1.305	861	1.295	869	885
Année entière	1.373	840	1.283	863	872
1 ^{er} trimestre 1936 ..	1.313	865	1.306	877	884
2 ^e — — ..	1.292	846	1.286	859	871
3 ^e — — ..	1.241	810	1.186	807	828
4 ^e — — ..	1.212	809	1.179	813	848
Année entière	1.265	833	1.238	837	858
1 ^{er} trimestre 1937 ..	1.210	816	1.156	812	856
2 ^e — — ..	1.197	803	1.120	783	821
3 ^e — — ..	1.165	777	1.103	765	814
4 ^e — — ..	1.208	823	1.118	786	840
Année entière	1.196	806	1.125	787	833

Tandis que la France se permettait ainsi une diminution de rendement, les Etats étrangers, en particulier l'Allemagne, continuaient à tenter tous les efforts pour arriver à une amélioration sensible de rendement. Nous affichions une baisse générale de 4,5 % par rapport à 1935. A la même époque, l'Allemagne (Ruhr) augmentait son rendement de près de 8 %. La Pologne malgré le niveau élevé de son rendement en 1935 gagnait encore quelques points.

Après avoir examiné les rendements nets fond et jour pour les comparer à celui des autres nations, il faut connaître le rendement brut au fond de la mine. Là d'ailleurs, comme dans toutes les autres catégories de travaux (roulage, épierrage) le rendement a baissé, entraînant une baisse de production en qualité et en quantité. Le rendement de la houille brute tirée du fond passe de 1549 à 1343 de mai 1936 à septembre 1937, ce qui représente une baisse de 12,9 %. Le rendement net à l'abatage tombait de 13,8 % de 3.757 à 3.240.

Malgré le manque de propreté des charbons actuels par rapport à ceux de 1935, le rendement net du fond baisse encore plus sensiblement que le rendement brut ; ce qui prouve bien que les ouvriers travaillent avec moins de soin. Le charbon contient plus de pierres qu'autrefois, le pourcentage des pierres enlevées à l'épierrage passe de 7,541 % à 8,786. Le rendement net du fond tombe donc de 14 %, contre 12,9 pour le rendement brut, 1.306 (premier trimestre 1936) et 1.125 (quatrième trimestre 1937).

Il a été établi très judicieusement une courbe montrant le nombre de postes d'ouvriers nécessaires pour extraire une tonne de charbon. Au début de 1936, la fraction de poste d'abatage par tonne nette extraite se tient aux environs de 0,31, la courbe monte brusquement près de 0,34 au moins d'août 1936, et se maintient entre 0,33, dépasse 0,36 et se tient à l'heure actuelle autour de ce chiffre. Si l'on calculait le nombre d'ouvriers occupés à d'autres travaux que l'abatage au fond de la mine on verrait que ce nombre augmente également pour l'extraction d'une tonne de charbon.

Nous sommes donc en présence d'un affaiblissement très net du rendement, qui est la principale cause de la diminution de la production, tous les autres facteurs étant demeurés sans changement. A quoi l'attribuer ? A la réduction du travail, et surtout à l'agitation sociale. La réduction du travail n'est pas un mal en soi, c'est un but vers lequel on doit tendre. Mais, ces conséquences, quand l'expérience se passe en vase clos dans un seul pays comme en France et non pas sur toute la surface du globe, peuvent être terribles pour une industrie comme pour l'économie générale d'un pays. Il était nécessaire d'étudier les remèdes à apporter pour relever le rendement ainsi subitement diminué. C'est le but d'une première enquête effectuée sur l'ordre du Gouvernement à partir d'octobre 1936 et d'une seconde enquête régionale décidée par le Comité 3 de l'enquête sur la production.

L'histoire de la baisse du rendement peut donc se résumer ainsi :

- 1° Après juin 1936, chute de près de 8 % ;
- 2° Légère reprise à l'approche du 3^e trimestre où la chute n'est plus que de 6 % ;
- 3° Nouvelle baisse en novembre et décembre après l'application de la nouvelle législation du travail, portant la perte totale à 9 % ;
- 4° Au début de l'année 1937, nouvelle chute de 2 %, soit une baisse de 10 % ;
- 5° La baisse continue atteignant, au mois d'août 1937, 14 % de perte (13,9 %) ;
- 6° Pendant les derniers mois de l'année 1937, il semble se produire à partir de septembre une légère reprise ; la baisse

de rendement n'est plus que de 9,5 % en novembre, mais elle atteint de nouveau 11,10 % en décembre, 7 % en 1938.

Tableau des rapports des rendements (1936-1937)

Année	Mois	Perte %	Année	Mois	Perte %
1936	Janvier	7	1937	Janvier	10,3
	Février	»		Février	10,1
	Mars	»		Mars	10,5
	Avril	»		Avril	11,1
	Mai	»		Mai	13,4
	Juin	»		Juin	13,7
	Juillet	7,8		Juillet	13,7
	Août	7,4		Août	13,9
	Septembre	7,1		Septembre	13,1
	Octobre	6,2		Octobre	11,8
	Novembre	9,1		Novembre	9,5
	Décembre	9,6		Décembre	11,10

Le Gouvernement qui avait fait voter la loi de 40 heures et sous lequel se produisit le commencement de cette baisse, fut bien obligé (contre son gré) de s'intéresser à la production des houillères en raison de l'importance du phénomène au point de vue économie nationale. Une loi d'août 1936 institua un premier comité d'enquête formé d'un inspecteur des finances et d'ingénieurs des mines qui communiqua son rapport dès janvier 1937.

Un second fut institué, ordonna une enquête régionale, comme on l'a vu, pour le Nord et le Pas-de-Calais et transmit ses résolutions en septembre 1937. Son but était d'enquêter sur les causes de la diminution du rendement et sur les moyens propres à y remédier. Il décida dans ce but que les délégations ouvrières et patronales devraient chacune remettre une « Note sur les variations du rendement » indiquant quels étaient les causes du mal, et surtout (sans cela les Notes n'auraient qu'une valeur historique et philosophique dénuée de tout intérêt) les moyens d'y pallier. A la suite de ces notes le Comité régional précité publia un rapport où il s'efforçait surtout de mettre en relief les mesures à prendre pour obtenir un relèvement du rendement.

On verra successivement les positions patronales et ouvrières et les conclusions adoptées par le Comité régional.

L'attitude des syndicats ouvriers dans leur note sur le rendement est normale, elle tend à rejeter sur la nature des gisements et sur les méthodes des Compagnies la responsabilité de la baisse du rendement. Les raisons données sont les suivantes :

- 1° Le gisement exploité devient de moins en moins productif ;
- 2° Le matériel actuel est insuffisant ;
- 3° Quant à l'organisation des chantiers, les tailles sont trop longues et les ouvriers trop nombreux se gênant les uns les autres ;
- 4° Les salaires sont trop bas et l'ouvrier n'est pas encouragé à travailler, la prime à la tâche étant dérisoire. Son standard de vie n'est pas suffisant pour qu'il puisse fournir un gros travail ;
- 5° L'organisation générale est mauvaise ; il règne une mésentente entre les délégués syndicaux et ceux des Compagnies, ceux-ci refusant de faire droit à toute demande, quelle qu'elle soit, de la part des ouvriers.

En ce qui concerne la question du gisement, il y a du vrai et du faux. Le Comité régional a déclaré qu'une telle variation ne pouvait être qu'une cause de variation mineure. Si l'épaisseur moyenne dans le Nord et le Pas-de-Calais a augmenté passant de 100 à 104 cm., par contre la teneur en cendres s'est avérée plus forte, passant de 25,5 à 27,3 %, pour les fines de 0,50 %. La proportion de pierres a également augmenté, le pourcentage de pierres enlevé à l'épierrage passe de 7,5 à 8,5 % de l'extraction brute. Mais ce dernier cas peut être dû à de mauvais chargement effectué au fonde de la mine.

Les représentants ouvriers, lorsqu'ils s'attaquent au matériel, ne désirent pas l'augmentation du nombre des marteaux pneumatiques, et des couloirs oscillants ; mais ils prétendent que la pression nécessaire à leur bonne marche n'est pas suffisante et que les marteaux n'étant pas assez souvent chargés, ou réparés, ne rendent pas le travail qu'on est en droit d'en attendre.

Les longues tailles sont une cause de mauvais rendement parce qu'elles occupent un trop grand nombre d'ouvriers. Ceux-ci étant étroitement subordonnés au travail les uns des autres se gênent et le ralentissement d'un seul cause un ralentissement général. La longueur de la taille est facteur de déplacements des ouvriers d'autant plus longs que la taille est plus étendue, et la veine plus étroite. La longueur influe aussi sur

la régularité du déblocage ; si elle est excessive, les ouvriers du pied de taille risquent de trouver le couloir rempli et d'être gênés dans l'évacuation de leur propre charbon d'où perte de rendement. Enfin, dans une longue taille il est difficile de réaliser une équipe bien homogène, condition favorable à la bonne marche du travail.

L'organisation générale est défectueuse, disent les ouvriers. Le personnel de maîtrise, s'il reproche à la main-d'œuvre de ne pas se plier à la discipline nécessaire à la bonne marche du cycle de la longue taille, est incapable d'établir un plan de travail compréhensible au préalable et même de veiller à son exécution, et de s'y conformer, s'il en existe un.

Les délégués patronaux refusent de faire droit aux demandes des ouvriers, ils ne prennent pas la peine d'examiner ces demandes et répondent non à la question ou la revendication à peine formulée. S'il y a mésentente entre patrons et ouvriers, concluent les syndicats, il ne faut pas s'en prendre aux seconds.

La note patronale commence par réfuter tous les dires des délégués ouvriers tels qu'ils résultent de leurs revendications orales ou écrites. Ils indiquent l'augmentation de la puissance des veines exploitées en ce qui concerne le gisement « 1 m² de houille produisait en juin 1936 1.217 kgs, et en juin 1937, 1.275 kgs net ».

Ils prouvent par des chiffres le bon état du matériel, et l'augmentation d'udébit d'air comprimé. Celui-ci passe de 24.157 m³ en 1936 à 25.028 m³ en 1937. Le nombre des moteurs de couloirs ou de bandes passe dans le même laps de temps de 3.150 à 3.418. Si, le nombre des berlines diminue, cette diminution est compensée par l'emploi de berlines plus grosses. Le nombre de locomotives augmente également.

Ce matériel en augmentation est-il suffisant ? Un moindre matériel a suffi à obtenir un rendement de 852 en 1935, on ne comprend pas pourquoi il faudrait imputer uniquement au matériel la baisse du rendement. D'ailleurs si on examine les chiffres on s'aperçoit que 92 % de la production du Nord et du Pas-de-Calais est abattue au marteau pneumatique. Le nombre accru des transporteurs passe à 3.418 en 1937 contre 3.150 en 1936 et transportent un tonnage supérieur de houille. La capacité des berlines est de 100.000 tonnes pour une extraction journalière de 125.000 tonnes. Or une berline peut facilement

faire deux voyages par jour. La puissance des locomotives et des chevaux permettrait un transport de 250.000 tonnes par jour.

En ce qui concerne l'air comprimé, la note patronale répond aux syndicats que si la puissance des marteaux pneumatiques et des transporteurs a augmenté considérablement sans être suivie d'une augmentation identique de la production d'air comprimé, par compensation, certains appareils ont été supprimés. Le nombre des treuils s'est abaissé de 4.556 à 3.966 entre 1930 et 1936. Un gain important d'air comprimé a pu être récupéré par la diminution de la longueur des conduites ramenées pour le Pas-de-Calais de 2.499 kms à 1.867 kms. S'il manque de l'air comprimé certains jours ceci ne peut être dû qu'à une cause accidentelle.

Sur l'organisation des chantiers un problème se pose. Dans une longue taille sur une veine faible le déblayage est difficile en raison du nombre d'ouvriers occupés ; faut-il réduire le nombre d'ouvriers ou augmenter la puissance des transporteurs ?

Dans le premier cas on diminue la production ; le nombre d'ouvriers employés étant un facteur important de la production.

Le deuxième cas est plus complexe ; la difficulté provient de ce que les ouvriers pelletent tous ensemble ; or à un moment donné il y a évidemment trop de charbon sur la bande, et les ouvriers du bas ne peuvent plus charger. Mais ceci ne se produit pas à tout moment ; et l'appareil n'est jamais employé qu'au tiers de sa capacité ; il n'est donc pas insuffisant.

Les patrons répondaient d'autre part que les primes à la tâche avaient augmenté de 20 % depuis un an (nous reverrons leur taux plus loin en étudiant les salaires). Quant au travail général moins bon depuis 1936, il ne semble pas qu'il faille rendre responsable les agents de maîtrise. La bonne marche de l'exploitation a surtout été entravée par les grèves et les désordres imputables directement aux syndicats ouvriers.

Après avoir critiqué les raisons mises en avant pour les syndicats ouvriers, la note patronale indique ce qu'elle considère comme les véritables causes de la baisse du rendement. Elle a prouvé que les gisements exploités étaient légèrement supérieurs à ceux d'autrefois, le matériel en bon état et suffisant,

l'organisation générale sans changement. Où faut-il chercher la cause du mauvais rendement ? La note patronale prétend qu'elle est due à la façon dont s'est comportée la classe ouvrière à la suite des réformes adoptées depuis juin 36 et elle énumère les causes qui ont modifié l'attitude de l'ouvrier dans son travail.

1° La disparition de l'autorité et la limitation du rôle de surveillance ;

2° La suppression de toute sanction contre les ouvriers ne travaillant pas (déclassements et renvois) ;

3° La suppression du paiement individuel ;

4° La substitution du paiement à la journée, au paiement à la tâche due au fait que les équipes sont trop nombreuses et que le salaire minimum a été trop augmenté ;

5° La suppression du chronométrage et de tout moyen d'étude.

La chute du rendement est due d'abord au salaire collectif dans les longues tailles et ensuite à la situation défavorable du bon ouvrier dont le zèle est découragé par le fait que son salaire est à peu près égal à celui des ouvriers médiocres ou peu travailleurs.

Entre les deux catégories de causes données par les syndicats ouvriers et la délégation patronale, le Comité d'enquête a pris une formule d'étude différente. Les raisons tirées du gisement, de l'embauchage massif, de la proportion plus élevée de jeunes ouvriers en 1937 qu'en 1936, de l'application de la loi sur la durée du travail, et de l'augmentation des frais d'entretien par suite du chômage de 2 jours par semaine ont eu une influence, mais une influence secondaire, elle a eu lieu à un moment donné, elle est fixe, alors que la baisse du rendement est progressive. Il faut prendre son parti des effets qu'ont entraînés les facteurs précités ; il s'agit de faits acquis sur lesquels il est impossible de revenir ; il faut découvrir les causes de la chute progressive qui pourraient être éliminées dans la suite.

Aussi, le Comité a recherché les facteurs du rendement et les a classés en deux catégories, les facteurs techniques et les facteurs d'œuvre. Après les avoir passés en revue, il cite pour chacun les modifications à apporter.

On examine d'abord les facteurs techniques ; ils comprennent

la technique de l'outillage, la technique du mode d'exploitation et la technique de l'organisation du travail.

« Leur objet général est de chercher à réduire le labeur nécessaire pour abattre et mettre en berline une tonne de charbon, mais non de s'occuper de l'accomplissement de ce labeur. Ils sont sous la dépendance prédominante du personnel dirigeant et surveillant ». (Rapport du Président du Comité).

Le Comité passe ensuite en revue les facteurs d'œuvre c'est-à-dire « l'activité et l'habileté avec lesquelles est accompli le labeur tel qu'il est précisé dans les facteurs techniques. Il est sous la dépendance du personnel ouvrier ». (Rapport du Président du Comité).

Les facteurs techniques examinés seront le travail à la taille et l'outillage. L'étude des facteurs d'œuvre portera sur le classement, le salaire et la psychologie de l'ouvrier. « Mais, comme le dit très justement le Président du Comité dans son rapport, il ne s'agit pas de départager les causes et de rejeter les fautes sur tel ou tel parti, mais de chercher des remèdes pour l'avenir, tant en ce qui concerne les facteurs techniques que sur les facteurs d'œuvres (1) ». C'est pourquoi le rapport contient presque uniquement des directives générales et, mis à part un examen très rapide des causes de la baisse du rendement. Avant de passer en revue ces directives, il est utile de définir l'attitude du patronat et des ouvriers quant aux moyens à employer pour élever le rendement.

Les syndicats proposent comme moyens d'obtenir un meilleur rendement, la suppression des causes auxquelles ils attribuent la diminution de rendement depuis juin 1936 et qui ont été citées précédemment, comme il est difficile de n'exploiter que de très bons gisements, et de délaisser même momentanément le plus auvres : ils prônent surtout l'augmentation tant en puissance qu'en nombre de marteaux pneumatiques, l'amélioration et le perfectionnement du matériel ; ils réclament également l'accroissement de la production d'air comprimé. Quant aux conditions du travail, ils demandent la réorganisation des chantiers, et particulièrement la réduction du nombre d'ouvriers

(1) Rapport du Président du Comité d'Enquête régionale sur la production charbonnière du Nord et du Pas-de-Calais, septembre 1937, p. 6.

travaillant aux longues tailles, ce qui, assurent-ils, est une des principales causes de la diminution du rendement.

Mais ce à quoi ils s'attachent surtout, c'est l'augmentation des salaires. Leur raison est très simple : par suite de l'augmentation continue du coût de la vie, l'ouvrier avec son seul salaire n'arrive plus à subvenir dans une juste mesure à ses propres besoins et à ceux de sa famille : il n'est plus capable d'assurer un gros travail sous peine de fatigue ou de maladie. Si l'on veut que le rendement augmente, il faut élever le salaire de l'ouvrier afin qu'il puisse avoir des conditions matérielles d'existence répondant à la tâche qu'on exige de lui.

Enfin, en ce qui concerne l'organisation générale, ils demandent un contrôle plus étendu de l'Etat de ses syndicats qui pourraient ainsi faire disparaître les abus auxquels se livrent les patrons dans leur boycottage systématique des lois sociales. Ces derniers, si l'on en croit les syndicats, appliquent une volonté systématique à faire baisser le rendement de façon à obtenir des Pouvoirs Publics une révision de la loi sur la réduction du travail et les congés payés.

Les remèdes proposés par les syndicats ne représentent pas grande valeur, s'il faut leur reconnaître sur certains points une part de vérité ils contiennent malheureusement une forte part de démagogie et s'appliquent surtout à obtenir l'adhésion et l'approbation des ouvriers, voire à conserver leur clientèle en insistant sur la question « salaires ». D'ailleurs, si on se place à leur point de vue, il est très normal que les syndicats ne perdent pas de vue l'amélioration du standard de vie de la classe ouvrière. Mais à l'heure actuelle l'augmentation des salaires se heurte aux nécessités économiques naturelles qu'on ne transgresse pas impunément ; elle ne dépend pas, comme on veut le faire croire aux salariés de la seule bonne volonté des patrons et, au demeurant, dans la matière qui nous occupe, son influence sur le rendement veut attirer l'attention du Comité sur un certain nombre de principes qu'elle considère comme « essentiels et permanents » pour la reprise de la hausse du rendement.

Les principes sont répartis en deux groupes ; techniques et psychologiques. Au point de vue technique, il faut maintenir la longue taille, c'est elle qui permet la meilleure utilisation du gisement, la production la plus rapide et le rendement le plus

élevé. On a vu qu'elle était employée avec succès dans les pays étrangers avant la France. Elle représente une organisation rationnelle du travail alors que la petite taille ressemble à un atelier d'artisan. Donc, au point de vue patronal, le maintien et le développement de la longue taille sont indispensables. Cette manière de voir sera reprise par le Comité Régional.

Le point de vue psychologique consiste à examiner quelles seront les causes qui influent le plus sur l'esprit de l'ouvrier pour qu'il « tire le meilleur parti de l'organisation et du matériel mis à sa disposition ». Pour arriver à ce but, le Patronat met en avant les quatre questions suivantes :

L'élimination des ouvriers inaptes.

La question du paiement à la tâche.

Les salaires.

Le chronométrage.

Il faut pouvoir éliminer les ouvriers inaptes. Cette élimination a produit de très heureux résultats de 1930 à 1936. Nous nous permettrons de faire remarquer, que si cette mesure paraît trop rigoureuse, elle est néanmoins nécessaire dans les mines, n'importe qui ne peut pas être mineur. Quant à la question du placement des ouvriers congédiés, elle devrait être résolue par une organisation adéquate. C'est un problème qui n'est pas particulier aux mines mais qui pose au contraire toute la question de l'organisation des professions en général.

La note patronale envisage ensuite le paiement à la tâche. L'homme en général a toujours tendance à travailler lentement, il faut donc qu'il soit poussé par une pression extérieure pour accomplir un travail plus rapide. L'influence à laquelle il sera le plus sensible est évidemment la rémunération ; si le salaire varie proportionnellement avec la tâche accomplie l'ouvrier aura tendance à travailler plus pour obtenir un salaire plus élevé il maintiendra surtout son travail à un certain niveau pour obtenir toujours un certain salaire.

Comment sera fixé ce prix à la tâche ? L'ouvrier a été rémunéré au m² de houille, puis à la berlinè de charbon. Mais c'est un système trop simple il faut envisager les multiples facteurs qui influent sur la détermination du prix de tâche.

« Un prix de tâche dépend »

« 1° de la durée du travail, c'est-à-dire de l'éloignement du charbon du poste ».

« 2° de la nature du chantier (taille chassante, montante, etc.) ».

« 3° de l'ouverture et de la composition de la veine ».

« 4° de la pente ».

« 5° de la qualité ».

« 6° de la durée de la veine ».

« 7° des méthodes particulières d'abatage (travail par sillon séparé) ».

Après avoir dénié aux porions la capacité voulue pour fixer les prix, la note patronale, envisage deux modes de paiement après chronométrage, le paiement de chaque travail partiel (Système Bedcaux) ou bien « on fait la synthèse de toutes les opérations élémentaires nécessaires à l'exécution d'un travail et on fixe un prix global pour ce travail ». La note patronale donne la préférence au second mode de paiement.

Elle recherche, d'autre part la stabilité des prix de tâche. Ceux-ci doivent avoir une certaine fixité ; toutefois il convient qu'ils soient, pour plus de justice, fonction de la puissance de la veine.

Le principe reste que pour obtenir un bon rendement, il est nécessaire que l'ouvrier connaisse par avance le gain auquel il peut prétendre. Tout système qui consiste à ajouter après coup au salaire fixe des primes ou indemnités est à rejeter d'emblée.

Une question très importante, sur laquelle insistent les délégués patronaux est la nécessité du paiement par petites équipes. Autrefois ce paiement était facile dans les petites tailles parce que chacun touchait en proportion du charbon abattu. Mais dans une longue taille, où la houille est extraite par un grand nombre, 50 ouvriers parfois, sont chargés de l'abatage, le charbon est mêlé, il est difficile de faire un juste paiement par équipe avec répartition forfaitaire. Dans un petit groupe, si un ouvrier flâne, ou bien les autres le forcent à travailler ou bien lui-même travaille plus un autre jour et récupère ainsi le travail perdu. Dans une équipe nombreuse, il n'en est pas de même ; les déficiences d'un ou plusieurs ouvriers ne sont ni sanctionnées, ni compensées, les bons travailleurs sont ainsi défavorisés et ne peuvent qu'être entraînés à relâcher leur activité puisqu'ils ne touchent pas plus que des camarades médiocres ou moins actifs. Le rendement tombe alors au niveau de

l'ouvrier le plus faible. Il convient en conséquence de diviser la grande équipe en un certain nombre de petites équipes, et, la répartition du gain entre les ouvriers de l'équipe sera faite non pas forfaitairement d'après les bases, mais d'après la surface déhouillée par chacune, c'est-à-dire suivant la peine effective de chacun.

Le rapport patronal s'occupe d'une question qui a soulevé beaucoup de controverses entre les syndicats ouvriers et les organisations patronales : le chronométrage. La note patronale fait une distinction très nette et à notre sens très juste. Elle rejette la confusion qu'on a faite entre le principe du chronométrage, moyen d'étude, employé par Taylor et l'abus du chronométrage, moyen de pression utilisé pendant la crise par des employeurs qui dénaturaient l'esprit de Taylor et ne visaient qu'à un résultat : l'abaissement du prix de tâche. Ils prenaient les ouvriers les plus forts et les plus habiles, les faisaient accomplir un travail déterminé pendant un certain nombre d'heures, chronométraient la durée de chaque tâche et concluaient à la possibilité d'exécuter un nombre donné de tâches par jour aboutissant ainsi à la fixation d'un prix par tâche très faible pour la moyenne des ouvriers. On sait qu'un pays, où il n'existe, en principe, ni patrons, ni ouvriers, applique et prône la même méthode sous le nom de stakhanovisme, les syndicats se sont élevés fortement et avec raison contre de telles pratiques, ils obtenaient par la convention du 10 juin 1936 la suppression du chronométrage du travail de l'ouvrier et des démonstrateurs d'abatage.

La note patronale se montre d'accord pour la suppression du chronométrage comme moyen de contrôle et de pression mais elle désire le rétablissement du chronométrage d'étude « comme moyen de mesurer le travail ».

Enfin, après avoir étudié l'établissement d'un salaire minimum conventionnel, et moyen, et dénoncé « la fantaisie » avec laquelle le salaire minimum a été trop souvent fixé. la note patronale s'applique à déterminer objectivement la situation présente du mineur. Celle-ci a certainement baissé depuis la guerre. Un mineur touchait en 1913, 7 fr. 02 par jour, en comptant les primes et les allocations, on évaluait son salaire mensuel sensiblement égal à la solde d'un capitaine premier échelon.

Après la guerre les salaires se sont élevés ou plutôt égalisés, si bien qu'un manœuvre du jour touche presque autant que le mineur du fond. Ce dernier très attaché à son métier et très fier de sa profession : (c'est un fait digne de remarque, le mineur des mines de houille est beaucoup plus considéré que le mineur des mines de fer) désire un salaire plus élevé qui tienne compte des conditions pénibles et dangereuses dans lesquelles il travaille, de ses capacités professionnelles particulières et aussi du rang qu'il occupe de par la tradition, dans la hiérarchie ouvrière. De telles prétentions sont parfaitement normales.

En résumé, les directives données par la note patronale sont les suivantes :

Au point de vue technique, conservation et développement de la longue taille.

Au point de vue psychologique, élimination des ouvriers inaptes, salaire à la tâche, le prix de tâche devant être judicieusement et justement fixé et posséder la stabilité compatible avec les circonstances. Le paiement sera effectué par petites équipes, l'ouvrier connaîtra d'avance son salaire. L'établissement d'un prix juste ne peut se faire que par chronométrage ; les salaires doivent établir une différence entre l'ouvrier mineur professionnel et le simple manœuvre.

Le rapport du Comité régional examine les facteurs techniques et les facteurs d'œuvre du rendement. Il reprend beaucoup des solutions proposées par les dirigeants des houillères, tout en les tempérant par certaines mesures réclamées par les syndicats. Jusqu'à quel point ces derniers aménagements sont-ils commandés par le souci de l'amélioration du rendement ou influencés par l'atmosphère politique et sociale de l'époque à laquelle ils ont été adoptés, il ne nous sied pas de le rechercher.

Le rapport en cause envisage d'abord le travail à la taille. Quant au peuplement de la taille, il prétend qu'on ne peut dégager des conclusions de l'examen qui a été fait, le peuplement et le rendement de la taille ne paraissant pas avoir donné des résultats identiques dans les mines sur lesquelles ont porté les expériences.

Pour la longueur de la taille le Comité estime utile de ne pas augmenter indéfiniment la longueur, en raison des déplacements du personnel et de la difficulté du déblaiement.

Sur l'organisation du travail en taille, il énonce des idées générales soulignant en particulier l'importance d'un travail cyclique défini.

Sur l'outillage, le Comité reprend les doléances ouvrières et patronales, il insiste sur la nécessité d'avoir un outillage suffisant et bien alimenté et note que le déblocage des chantiers est soumis à certains à coup impossibles à éviter.

Il passe ensuite à l'examen des facteurs d'œuvre. Le classement d'après lui n'a pas d'influence sur le rendement, il en avait entre 1930 et 1934 en raison de la crainte que les ouvriers se sachant menacés par la crise avaient d'être déclassés.

Le salaire à l'abatage a eu de bons effets entre 1930 et 1936, incitant l'ouvrier à maintenir son niveau de vie et lui permettant de le faire malgré le chômage partiel.

Le point de vue psychologique de l'ouvrier est remarquablement analysé. Faisant observer que l'augmentation du rendement de 1930 à 1936 a été suivie de la diminution du prix de tâche, l'ouvrier en a conclu très simplement que moins il travaillerait plus le prix de la tâche augmenterait et que, au contraire, plus il travaillerait plus le salaire de tâche baisserait. Il ne tenait pas compte de l'accroissement de l'outillage entre 1930 et 1936, et, en outre de la baisse générale du coût de la vie.

Le Comité passe en revue ensuite :

- la stabilité du prix de tâche,
- son mode de fixation,
- le paiement par équipe ou fraction de l'équipe,
- les modes de mesure et notamment le chronométrage.

Il reprend là-dessus les données patronales, soutenant avec une impartialité que l'on peut qualifier de courage, la nécessité du chronométrage et du paiement par équipe avec une formule mixte, comportant une évaluation collective et une évaluation individuelle.

Que retenir de ce rapport ? Il ne donne que des formules générales et non des directives particulières et précises. Il a surtout cherché à ménager le point de vue patronal et le point de vue ouvrier. Il a passé rapidement sur certains points, prétendant que leur influence était acquise et inéluctable ou encore sans importance, en particulier la question de temps sur laquelle, il nous faut revenir.

Si le rendement est un des principaux facteurs de la produc-

tion ; il est également en dépendance étroite avec celle-ci puisqu'il est le quotient du tonnage produit chaque jour par le nombre d'ouvriers.

On est forcé d'admettre que le facteur temps joue un rôle quant au rendement, car si les raisonnements abstraits peuvent le contester, l'expérience est là pour nous en convaincre. Après 1905, après 1919, le rendement a baissé, ne se relevant que lentement sous l'influence prédominante du perfectionnement de l'outillage.

En 1936, nous constatons les mêmes phénomènes. Le rendement qui baisse d'une façon à peu près continue depuis juin se stabilise et accuse une diminution brusque de 1,3 % au mois de novembre, premier mois de l'application de la loi de 40 heures. Le rendement moyen tombe de 806 à 803 pendant le mois indiqué soit un recul de 3 points.

Cette diminution se rencontre dans toutes les mines du Nord, toutefois l'on trouve de fortes variations dans le taux de la diminution. Les mines les plus touchées sont Lens et Anzin où le recul atteint 6 %. Dans les autres mines celui-ci est variable mais atteint tous les bassins sans exception ; dans les houillères où elle est le moins sensible, la baisse accuse néanmoins 1,5 %.

Il faut reconnaître ici un rapport de cause à effet. Il serait assez illogique en effet de ne pas attribuer à l'application de la réduction du travail une baisse générale manifestant parallèlement et en même temps que cette mesure.

Il est indéniable que l'application de la loi de 38 h. 40 a exercé une répercussion sur le rendement. S'agit-il ici d'une perturbation durable ? Il semble bien en être ainsi, car la réduction de temps demeurant fixe, la baisse du rendement due à cette mesure demeurera également comme conséquence. Il faudra pour y pallier augmenter la puissance de l'outillage, ce qui ne se fait pas aussi facilement et aussi rapidement que l'adoption d'un décret sur la durée du travail. Il est nécessaire d'examiner quelle est la perte de temps journalière due à la loi du 21 juin 1936. Les calculs qui ont été faits prouvent que par jour et par poste l'ouvrier travaille 8 minutes de moins que sous le régime de la loi Durafour, ce qui correspond à une réduction de 2 % de la durée du travail effectif. Ceci paraît assez peu au premier abord ; mais à force de réduire le temps de 8 minutes en 8 minutes, on arrive à une perte considérable. En-

suite ce temps, si minime soit-il, peut représenter le délai nécessaire à l'ouvrier pour se mettre au travail, prendre ses outils se disposer à l'abatage, etc..., ce qui se traduit bien en pratique par une perte de travail effectif.

La répartition du travail sur 5 jours par semaine cause dans les mines, de même que partout ailleurs, une diminution de rendement certaine. Les vieux ouvriers prétendent qu'ils ont du mal à reprendre le travail le lundi ; quant aux jeunes, après deux jours de loisirs, beaucoup rentrent assez fatigués au chantier et aussi avec peu de goût pour le travail. Le rendement du lundi est en général plus faible que celui des autres jours. En ce qui concerne l'entretien obligatoire pendant ces deux jours creux, il n'a pas beaucoup d'influence sur le rendement mais beaucoup sur les frais généraux des mines.

L'embauchage a eu aussi une forte répercussion sur le rendement, répercussion temporaire, sans doute, mais qui ne disparaîtra que progressivement et se fera sentir encore plusieurs années. On ne forme pas un mineur en quelques jours. Il lui faut longtemps pour s'habituer aux conditions particulières de sa tâche, travail pénible exécuté sous terre, dans l'obscurité et la poussière, comme pour apprendre et connaître convenablement la technique de son métier.

Or, dans le deuxième semestre 1936, l'embauchage a été de 6.911 ouvriers et de 10.106 dans le premier trimestre 1937. Nous ne donnons ici que quelques chiffres, devant approfondir cette question, lorsque nous examinerons plus loin la nécessité pour les mines d'augmenter leurs effectifs. Soulignons seulement que cette augmentation n'a pas été suivie d'un accroissement parallèle de la production.

Les embauchages massifs entraînent forcément une baisse de rendement, d'autant plus qu'ils ont porté sur un nombre prédominant de jeunes ouvriers. La proportion de ceux-ci a par conséquent augmenté. En mai 1936, le pourcentage des ouvriers de moins de 18 ans au fond était de 9,15 % ; en fin 1937, il avait passé à 12,25 %. Il est difficile d'évaluer exactement la conséquence de ce relèvement, mais il est certain que l'augmentation de la proportion des adolescents au détriment des adultes influe sur la productivité.

En résumé, la cause de la réduction du rendement doit être recherchée principalement dans la formule de rémunération

dans l'agitation ouvrière qui se manifeste en 1936 et 1937 principalement dans la formule de rémunération et dans la diminution de la durée hebdomadaire de travail. Il y avait eu des abus auparavant de 1930 à 1936. C'était au Gouvernement qu'il appartenait de prendre les mesures propres à les faire cesser. Les nouvelles lois sociales ne sont pas sans influence dans la baisse de ce rendement, nous l'avons montré, mais elles agissent moins fortement que sur la production ; toutefois, pour parer à leurs inconvénients il faudra dans l'avenir plus encore qu'auparavant développer l'outillage et procéder à une organisation rationnelle du travail en longue taille. Organisation contre laquelle se sont élevés les ouvriers qui, d'après eux, est une cause d'abus, mais que les nouvelles lois ont rendu nécessaire par suite de notre situation défavorable vis-à-vis de l'Etranger et qui nous place dans un état d'infériorité inquiétant. Alors que dans tous les pays le rendement augmente, il baisse en France.

6°) L'EFFECTIF OUVRIER

Un autre facteur de la production consiste dans le nombre d'ouvriers employés à l'abatage et aux différents travaux de la mine. Or, les mines, malgré les efforts entrepris pour augmenter les effectifs à la suite de la loi du 21 juin, ont enregistré une baisse de production parallèle à cette augmentation.

Le nombre des ouvriers avait diminué rapidement de 1931 à 1936, comme nous l'avons vu. En face de la diminution de la consommation accusant une différence de 3.000.000 de tonnes entre 1931 et 1935, et entraînant une augmentation considérable des stocks, les houillères se sont vues, malgré le chômage partiel, dans l'obligation de réduire l'effectif ouvrier. De 174.197 en 1931 pour le Nord et le Pas-de-Calais il tombe à 138.442 en 1935. C'est pour réduire le chômage que la loi de 40 heures fut instituée ; si elle atteignit ce but dans les mines, provoquant un nouvel embauchage, par contre, elle n'eût que peu d'effets pour l'ensemble des industries en France.

Au début de 1936, la situation semble s'améliorer, la consommation augmente légèrement. Un revirement brusque se produira à partir de juin. La consommation augmente sensiblement, elle atteindra 69.586.000 tonnes contre 67.775.000 tonnes

en 1935, bien qu'elle se trouve limitée par tous les succédanés dont l'emploi s'est fortement généralisé depuis 1930. Gas-Oil, fuel-oil, électricité.

Or la production, devant cette consommation ascendante, diminue sensiblement ; dès juin, avant le vote des lois limitant la durée du travail et instituant les congés payés, le rendement baisse, les grèves limitent fortement la production. Après les grèves, la demande de charbon ne cesse d'augmenter, elle entraîne la résorption complète du chômage partiel ; mais la baisse systématique du rendement empêche que cette mesure donne des résultats tangibles, la production baisse parallèlement au rendement.

Devant un tel état de choses, les Compagnies furent forcées de procéder à un embauchage massif bien qu'elles craignaient en effet de se trouver devant une reprise temporaire, et d'être obligées de licencier au bout de quelques mois le personnel nouvellement recruté. Elles pensaient que l'agitation sociale et la baisse de rendement ne sauraient durer, et que l'accroissement de la demande était surtout due à la reconstitution de stocks renouvelés pendant la crise, et à la crainte d'une nouvelle hausse des prix de vente.

L'accroissement du prix de revient résultant des lois sociales ne les incitaient pas non plus à procéder à un nouvel embauchage, qui augmentait encore, en raison de l'inaptitude des nouveaux mineurs, les frais de main-d'œuvre à la tonne.

Il était fort difficile, enfin, de recruter de nouveaux mineurs en France, il fallait faire appel aux chômeurs des autres pays, en particulier aux Polonais qu'on avait renvoyés quelques années plus tôt ; toutefois, les mines s'efforcèrent d'embaucher des Français de préférence à des étrangers, mais la plupart d'entre eux venant de la campagne ou appartenant à des professions n'ayant aucun rapport avec le métier de mineur, ne purent s'habituer aux rudes travaux de la mine et dûrent quitter le travail au bout de quelques mois, voire même de quelques semaines.

C'est pourquoi l'embauchage ne fut pas très élevé au début : le nombre des ouvriers n'augmente que faiblement de mai 1936 à décembre 1936.

L'effectif ouvrier des Mines du Nord, qui était de 46.883 uni-

tés (fond et jour) et de 30.146 (fond) en mai 1936, est passé à 46.916 unités et 29.252 respectivement en décembre de la même année.

Dans le Pas-de-Calais, par contre, on a enregistré une augmentation sensible :

- + 4.744 unités pour le fond et le jour,
- + 3.039 pour le fond.

Pour la France entière, l'augmentation de mai 1936 à décembre 1936, a été de :

10.345 unités

pour le fond et le jour, et de

5.470 unités

pour le fond.

Variations de l'effectif ouvrier des Houillères françaises (bases de calcul actuelles)

	Mai 1936	Décembre 1936	Décembre 1937
Nord			
Fond et jour	46.883	46.916	48.910
Fond	30.146	29.952	31 641
Pas-de-Calais			
Fond et jour	92.904	97.648	103.762
Fond	62.788	65.827	70.601
Lorraine			
Fond et jour	16.835	19.188	21.517
Fond	10.949	12.002	13.449
France entière			
Fond et jour	219.964	230.359	244.461
Fond	143 330	148.800	159.451

En rétablissant sur des bases comparables les statistiques établies par le Bureau de Documentation minière d'après des modes de calcul différents, on constate qu'à la fin de 1937 le nombre total des ouvriers mineurs du fond et du jour pour la France entière se présentait en augmentation de 24.497 unités sur mai 1936 et de 14.152 sur décembre 1936.

La hausse a été particulièrement vive dans le Pas-de-Calais : + 10.858 unités ou + 11,7 % sur mai 1936, + 4.774 unités ou + 7,3 % sur décembre 1936.

Dans le Nord, l'augmentation du nombre des ouvriers du

fond et du jour en décembre 1937 est de 2.027 sur mai 1936 (+ 4,3 %) et de 1.994 unités ou de 4,2 % sur décembre 1936. Pour les ouvriers du fond, l'augmentation est de 1.495 unités ou de 4,9 % sur mai 1937, et de 1.689 unités ou de 5,6 % sur décembre 1936. Le pourcentage d'augmentation est plus élevé pour les ouvriers du fond que pour ceux du jour.

L'embauchage a porté principalement sur des ouvriers français. Pendant la crise, le recrutement des ouvriers étrangers avait pratiquement cessé. Le pourcentage de la main-d'œuvre nationale dans l'effectif total s'était sensiblement accru : il était de 67,9 % en juin 1936. Depuis lors, la nécessité d'accroître la main-d'œuvre minière, et les difficultés rencontrées pour trouver en nombre suffisant des ouvriers français, drainés vers d'autres professions, ont amené la reprise très modérée d'ailleurs de l'embauchage d'ouvriers étrangers, dont un certain nombre étaient demeurés en France. En fait, il n'a été embauché à l'étranger que 1.200 ouvriers en chiffres arrondis. Depuis le 1^{er} janvier 1937, la part de l'effectif français dans l'effectif total s'est relevée : elle était, au 1^{er} juillet 1938, de 68,4 %.

Le tableau suivant, qui groupe les résultats d'enquêtes menées auprès de la majorité des houillères françaises, met en regard l'effectif des mineurs français et étrangers employés dans les mines de charbon depuis 1935.

Effectifs français et étrangers

(d'après des enquêtes portant sur la majorité des houillères françaises)

	Français	Etrangers	Total	Proportion des ouvriers français en %
1 ^{er} janvier 1935	151.924	79.755	231.679	65,6
1 ^{er} janvier 1936	152.117	73.214	225.331	67,5
1 ^{er} juillet 1936	151.929	71.618	223.547	67,9
1 ^{er} janvier 1937	159.190	73.801	232.991	68,3
1 ^{er} juillet 1937	164.600	73.316	240.916	68,3
1 ^{er} janvier 1938	169.606	78.785	248.391	68,3
1 ^{er} juillet 1938	173.400	79.952	253.352	68,4

Malgré l'augmentation de l'effectif ouvrier, l'extraction des houillères françaises en 1936 et en 1937 a sensiblement diminué.

En 1935, avec un effectif de 222.245 unités en fin d'année, l'extraction a été de 47.107.000 tonnes.

En 1936, avec un effectif de 230.309 unités en fin d'année, l'extraction est tombée à 46.147.000 tonnes, soit un recul de 960.000 tonnes de la production pour un accroissement d'effectif de 8.064 unités.

Le mouvement s'est accentué en 1937 où l'extraction est tombée à 45.334.000 tonnes (— 813.000 tonnes sur 1936), tandis que l'effectif en fin d'année était supérieur de 14.200 unités à celui de fin 1936.

La règle normale qui veut que l'extraction progresse en raison du nombre des ouvriers au travail s'est donc trouvée en défaut depuis 1936.

En regard d'une augmentation globale de l'effectif du 31 décembre 1935 au 31 décembre 1937, de 22.216 unités, l'extraction a diminué de 1935 à 1937 de 1.773.000 tonnes.

C'est un phénomène désastreux pour les houillères et pour l'économie générale de la France, car à cette baisse correspond une hausse d'extraction dans tous les pays d'Europe ; hausse dont la France a absorbé une grande partie en raison de la reprise de la consommation antérieure et la faiblesse de sa production.

7°) LA DURÉE DU TRAVAIL

Si les variations du rendement sont peu influencées par la durée du travail, comme le fait a été signalé dans les différents rapports d'enquête sur le marché charbonnier établis depuis 1936, il n'en est pas de même pour la production elle-même où la main-d'œuvre joue le premier rôle.

En effet, malgré les efforts de mécanisation qui ont été faits depuis la guerre, il n'en reste pas moins vrai que le facteur humain, le travail propre de l'homme tiennent une place très importante dans les travaux miniers. En dehors des travaux du fond les travaux du jour sont également effectués par des ouvriers ; si le lavage et le concassage sont faits à la machine, l'épierrage et le triage sont faits par des hommes. Il est évident que le perfectionnement technique a permis d'améliorer le rendement de chaque travailleur par la mécanisation des moyens de transport du combustible à la table d'épierrage ou de triage constituée par des chemins roulants, mais il n'en demeure pas moins que l'opération est effectuée quoique de moins en moins

encore, à la main. Une réduction de la durée du travail pour chaque ouvrier amène forcément une réduction de la production totale pour un effectif équivalent.

Ce n'est pas que nous soyons opposés à la réduction de la durée du travail, au contraire. Des travaux pénibles comme ceux de tout ouvrier travaillant à une grande profondeur, par conséquent dans un mauvais éclairage et dans un air plus ou moins vicié malgré les procédés d'aération modernes, qu'il s'agisse du piqueur, du chargeur, ou même d'un manœuvre, doivent être l'objet de toute la sollicitude du législateur et être réduits à une durée minimum. Mais, ce qu'il faut reprocher à la loi de 38 h. 40, c'est son application rigide, brutale, maladroite, servant de prétextes à des agitations sociales et ne permettant pas à la France de profiter de la reprise générale des affaires en 1937. Enfin, il ne s'est pas agi ici d'une véritable réduction de travail, puisque les mines du Nord et du Pas-de-Calais ont travaillé en 1937 autant qu'en 1935, 258 jours exactement en comptant les jours de travail supplémentaires autorisés pour 1937. Il faut considérer que, en même temps que la semaine de 40 heures, les syndicats voulurent une augmentation du taux du salaire.

Au point de vue économique, cette réduction du travail a causé, soit par elle-même, soit par les grèves et agitations qui l'ont accompagnée, une diminution sensible de la production sur l'année précédente, pour un nombre de jours de travail égal et un effectif ouvrier accru ; et limitant la durée du travail à celle en usage pendant la crise, elle empêchait la production de s'adapter au développement de la consommation.

Nous avons vu que la cause de la diminution de la production charbonnière ne provenait ni de la situation des ressources naturelles, ni du manque d'outillage mécanique ou d'un défaut de rationalisation dans les méthodes de production, ni même du nombre des effectifs ouvriers (puisque ceux-ci ont été augmentés au cours de 1937) mais surtout de la régression brutale du rendement que la diminution des heures de travail vint encore alourdir. L'abaissement du rendement accompagnant généralement toute réduction de la durée du travail (1), il faut

(1) La réduction du temps de travail et la baisse du rendement ont été concomitantes, mais ne devraient pas être nécessairement liées, quoi-

conclure que la cause principale de la diminution de l'extraction, pour ne pas dire la seule, doit être recherchée dans la loi des 38 h. 40 et qu'au bout de dix-huit mois d'expérience le Gouvernement a été obligé, en raison des conséquences de toutes sortes dûes à cette mesure, de déroger aux prescriptions de la loi du 21 juin 1936, et qu'à la suite de ces dérogations, la production, de même que le rendement, s'est stabilisée et a commencé à hausser légèrement en 1938, le tonnage extrait se retrouvant en fin d'année au niveau de l'année 1935.

Il nous reste à montrer maintenant, que contrairement à certaines allégations, la production minière n'est pas en raison inverse de la durée du travail ; ceci a été prouvé par l'expérience désastreuse pour l'économie nationale, que la France a faite durant les six derniers mois de l'année 1936 et durant la totalité de l'année 1937.

Lorsque fut votée, en 1919, la loi instituant la journée de 8 heures, il avait été fait état que celle-ci ne pourrait pas diminuer la production. On prétendait au contraire que l'ouvrier travaillant moins longtemps produirait davantage puisqu'il aurait à supporter une fatigue bien moindre. Albert Thomas en particulier, avait soutenu cette thèse à la Chambre. M. Jouhaux l'avait reprise à la Conférence de Washington. C'est qu'à ce moment, il s'agissait en France de reconstruire les ruines accumulées par la guerre, et, il n'était question que de production. Lorsque l'idée de la semaine des 40 heures fit son entrée officielle à Genève en 1932, dans le rapport de Albert Thomas, alors directeur du Bureau International du Travail, la situation avait bien changé depuis 1919, il n'était plus question de sous-production, mais au contraire de surproduction, de sous-consommation et de chômage ; aussi ne s'attache-t-on pas spécialement à la question de savoir si l'ouvrier produirait autant en 40 heures qu'en 48 heures ; il fallait répartir entre un plus grand nombre d'ouvriers les heures de travail disponibles, et

qu'en pratique le second phénomène accompagne toujours la partie. Dans le cas présent, c'est la « psychose » de détente, l'ambiance générale, ce sont les dispositions des conventions collectives de juin 1936 qui ont provoqué la baisse du rendement, en se superposant aux effets de la réduction de la durée du travail et avec des conséquences plus nuisibles encore.

développer la consommation si on ne voulait diminuer la production ; tel fut l'état des choses jusqu'en 1936. Au contraire, au moment du vote de la loi de 40 heures à la Chambre, la reprise des affaires, l'augmentation de la consommation qui se dessinaient depuis le début de l'année et amenèrent les promoteurs de la loi à répondre aux interpellateurs que cette réduction du travail n'amènerait pas une réduction de la production, sauf peut-être pendant une certaine période forcément nécessaire à l'adaptation des méthodes de travail à cette nouvelle législation ; mais qu'une fois cette période passée la production fournie par un travail de quarante heures serait égale à celle fournie par un travail de 48 heures.

Il est de toute évidence que s'il existe une limite au delà de laquelle une trop grande durée de travail journalière cause une diminution de la production, par suite de l'excès de fatigue ressenti par le travailleur, il en est également une autre en deçà de laquelle il n'est pas possible à l'ouvrier d'assurer une production normale parce que le temps ne lui en est pas laissé. Sans vouloir rechercher quelle est la durée optima de travail journalier qui permettrait au mineur d'arriver à un rendement maximum et quelle doit être la production normale qu'il lui faut assurer, celle-ci dépendant et de l'état de la consommation et du degré de mécanisation de l'outillage, il est facile de montrer qu'en 40 heures un homme produit moins qu'en 48 heures et que la production fournie par son travail hebdomadaire de 40 heures n'est pas suffisante pour assurer les besoins de la consommation française.

En établissant la semaine de 5 jours, on supprimait chaque semaine la production d'un homme en un jour autrement dit on diminuait par an d'un nombre égal au nombre de semaines, soit de 52 fois le rendement journalier moyen de chaque ouvrier ; or celui-ci est de 797 kgs de charbon pour les Compagnies houillères du Nord de la France en 1937 ; si on multiplie ce chiffre par le total de la main-d'œuvre employée aux mêmes mines, on obtient la production journalière moyenne représentant la moins-value de production hebdomadaire résultant de la semaine de 38 h. 40.

En multipliant cette production journalière par 52 on arrive à plusieurs millions de tonnes de différence, qui sont atténués par la récupération autorisée des jours fériés, et l'octroi de

journées supplémentaires. Il demeure donc hors de doute que par la seule application de la semaine de 38 h. 40, en tenant compte de la diminution du rendement et de l'augmentation des effectifs, les mines du Nord et du Pas-de-Calais n'ont pas produit les 5.000.000 de tonnes environ qu'elles auraient pu extraire, tout en octroyant 15 jours de congé payé à leur personnel en travaillant 6 jours par semaine.

Il avait été prétendu que le mineur donnerait en quarante heures une somme de travail supérieure à celle qu'il fournissait en 48 heures ; ceci est pratiquement impossible, quelle fatigue s'imposerait ainsi un homme fournissant en 7 h. 45 un travail égal à celui qu'il fournirait en 9 heures 18 minutes pour compenser la perte hebdomadaire de 7 h. 45 de travail, c'est là une supposition irréalisable. D'ailleurs les faits sont là qui rendent une telle supposition insoutenable, puisque au contraire, le rendement de chaque homme a baissé en même temps que la durée du travail. Après avoir indiqué qu'il était impossible d'attendre en théorie d'un travail effectif de 40 heures par semaine une production égale à celle d'une semaine de 48 heures. L'examen mensuel de la production des mines du Nord et du Pas-de-Calais fera apparaître plus clairement encore les conséquences de la réduction de travail sur la production. Pendant les premiers mois de 1936, la production hausse par rapport aux mois correspondants de 1935, et si la hausse est faible, elle n'en est pas moins continue jusqu'au mois de juin. A cette époque, c'est-à-dire après les cinq premiers mois de 1936, la production houillère a gagné au total 423.538 tonnes s'élevant à 12.572.422 tonnes contre 12.148.944 tonnes au même moment en 1935.

A partir du mois de juin, en raison des agitations sociales, des grèves qui suivirent le résultat des élections du mois de mai et accompagnèrent la constitution du Ministère à direction socialiste, la production diminue rapidement ; par suite des grèves de juin qui paralysèrent totalement l'activité des mines pendant cinq jours environ et surtout par suite de la diminution du rendement et des perturbations occasionnées par ces quelques jours de grève, la production apparaît en diminution de 250.000 tonnes, en chiffres ronds sur celle du mois de juin de 1935. En juillet, au contraire la production reprend légèrement et s'élève à 93.570 tonnes au-dessus du chiffre atteint en 1935.

Au mois d'août, par suite de l'octroi aux mineurs des congés payés qui s'étagent entre 6 et 15 jours, la production diminue, n'atteignant pas deux millions de tonnes, elle s'arrête à 1.974.535 tonnes contre 2.322.130, l'année précédente. Les mois de septembre et d'octobre accusent une production voisine de celle de 1935, sauf un déficit de 90.000 tonnes en septembre compensé en partie par un accroissement de 10.000 tonnes sur octobre par rapport à l'année d'avant.

Jusqu'ici nous sommes encore sous le régime de la loi Dura-four de 1919, c'est-à-dire des 6 jours de 7 h. 45 ; la loi de juin 1936 étant rendue applicable à partir du 1^{er} novembre ; nous enregistrons une nouvelle baisse pour le mois de novembre qu'il n'est pas possible d'imputer aux agitations sociales, ni aux grèves, ni à un mauvais vouloir de la part des ouvriers, mais bien en raison de son caractère soudain et important à la nouvelle réduction du travail. La production pour ce mois accuse une nouvelle baisse de 463.860 tonnes par rapport au mois d'octobre de la même année et 354.117 tonnes par rapport au mois de novembre 1935. Une baisse aussi rapide et aussi forte concordant exactement avec la mise en vigueur de la loi des 38 heures 45, il est difficile de ne pas remarquer cette concordance et de ne pas imputer l'une à l'autre. Peut-être s'agissait-il du commencement de la période d'adaptation dont avait parlé le Président du Conseil en juin 1936 ? Elle s'annonçait sous un jour bien sombre et devait durer plus d'un an, ce qui semble long pour une période d'adaptation.

Cette diminution brutale qui était enregistrée en novembre devait continuer à se faire sentir durant toute l'année 1937, et se prolonger jusqu'au mois de mars 1938, où le Gouvernement ému de la situation critique du marché général du charbon, et de l'augmentation continue de nos importations en tonnages et numéraire par suite de la baisse de notre monnaie, dû prendre des mesures suffisantes pour enrayer cette diminution de la production et l'augmentation des importations. Ces mesures portaient principalement sur l'octroi de journées de travail supplémentaires, ce qui prouve bien que la réduction de la journée de travail était considérée officiellement comme la cause de la diminution de la production.

En décembre 1936, si l'extraction de houille nette accuse une augmentation de 26.191 tonnes par rapport au mois de novem-

bre en raison du plus grand nombre de jours de travail, est encore en baisse sur le mois de décembre 1935 et représente une diminution de près de 82.000 tonnes.

Pendant l'année 1937, la baisse continue, et à aucun moment sauf au mois de novembre et de décembre, le tonnage produit ne s'éleva au niveau de celui de 1936. Pendant les deux derniers mois de l'année le produit de l'extraction se relève un peu, par suite de l'accomplissement de journées supplémentaires et dépasse même le tonnage produit pendant les mêmes mois de 1935. Le total de la production annuelle n'en demeura pas moins de 1.222.650 en-dessous du tonnage extrait en 1936. Tous les bassins enregistrent une baisse similaire, sauf les mines de houille de Lorraine qui gagnent au contraire 896.000 tonnes sur l'année 1936.

Or nous avons vu que le nombre des ouvriers n'avait pas diminué, il est au contraire en hausse par rapport à 1935 et 1936. Les embauchages ont été faits soit en France, soit pour une faible part à l'étranger : le nombre des mineurs s'est accru de mai 1936 à décembre 1937 de 2.027 ouvriers, fond et jour, pour le bassin du Nord. Dans le Pas-de-Calais, l'augmentation des effectifs est encore plus élevée et ressort pour la même période à 10.858 (1).

En 1938, l'embauchage du personnel quoique moins important est plus élevé que le débauchage ou la mise à la retraite puisque dans l'ensemble, le nombre des ouvriers accuse un excédent en novembre 1938 sur le nombre de mineurs occupés en décembre 1937. Si dans le Nord on constate une diminution de 279 unités, dans le Pas-de-Calais sur toute l'année le nombre a augmenté de 1.597 ouvriers.

Le nombre des effectifs a donc augmenté, tandis que la durée du travail diminuait, la diminution de la production est donc imputable, il semble, à ce deuxième facteur.

La production commence à hausser de façon continue à partir du mois de mars 1938 où elle atteint un chiffre relativement

(1) Il s'agit de l'augmentation nette des effectifs, c'est-à-dire de l'excédent des embauchages sur les départs (retraités normaux, retraités anticipés, décès, renvois, etc...). Dans les houillères du Nord et du Pas-de-Calais, les embauchages ont porté sur 32.638 ouvriers entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1937 et 15.800 ouvriers pendant l'année 1938.

élevé de 2.676.514 tonnes, soit une augmentation de l'ordre de 150.000 tonnes par rapport aux années 1936 et 1937 et de 300.000 tonnes sur 1935. Il ne faut pas oublier qu'au cours de 1938, 80 heures de travail supplémentaires ont été mises à la disposition des houillères de façon à combler le déficit de la production.

Il semble donc impossible qu'à l'heure actuelle on puisse attribuer la baisse de la production à autre chose qu'à la réduction de la durée du travail et qu'à la baisse du rendement. Il était peut-être normal que le rendement descendit au-dessous du niveau qu'il avait atteint de 1930 à 1935, nous étions alors en pleine crise et nous avons dit comment ce taux avait été créé et soutenu ; une réaction normale devait se produire à la première reprise des affaires et elle arriva dès que la demande de charbon augmenta, lorsque l'ouvrier ne craignit plus d'être privé de travail. Mais il est une autre cause de la baisse qui n'aurait pas dû intervenir, une cause politique, le mineur se sentant fort de toute la puissance de son syndicat, sûr désormais d'avoir son salaire augmenté et certain que l'on ne pouvait plus prendre de sanction contre lui, se relâchat dans son travail, d'autant plus que, pendant cinq années, il avait été obligé de produire un effort maximum : il ne faut pas rendre l'ouvrier responsable de ce relâchement, c'était une réaction normale, mais elle n'aurait pas dû être avivée par des considérations d'ordre politique. La réduction de la durée du travail amputait l'année de 52 jours de travail effectif, soit 416 heures pour les ouvriers du jour et 367 heures 15 minutes pour les ouvriers du fond et imposait, en même temps que la baisse du rendement, l'augmentation du nombre des effectifs, la rationalisation et la mécanisation de l'extraction se trouvèrent impuissantes à compenser cette perte de travail ; la production devait s'en ressentir fortement.

8°) LES AUTRES FACTEURS DE LA PRODUCTION

Il nous reste à examiner encore quelques facteurs qui jouent sur la production houillère, directement ou indirectement. Le premier dont nous avons déjà parlé, celui qui règle la production, c'est le débouché qui est offert à la houille par la demande de combustibles de la part des consommateurs, cette demande

est des plus variables, des plus changeantes, puisque nous l'avons vu atteindre 90.000.000 de tonnes en 1929, et s'abaisser ensuite à 70.000.000 de tonnes en 1932 et à 67.018.000 en 1935. A partir de 1936 elle hausse au contraire, atteint 69.629.000 tonnes en 1936 et 76.170.000 tonnes en 1937. Cette consommation qui dirige la production des Compagnies houillères ne peut donc être accusée d'avoir été une des causes de la baisse de celle-ci ; puisqu'elle a haussé et atteint un niveau voisin de celui qu'elle occupait au cours de la période de prospérité de 1925 à 1930. Tous les efforts des Compagnies qui auraient tendu à satisfaire dans la mesure du possible cette augmentation des besoins ont été rendus stériles par la diminution de la production qu'elles n'ont pu développer, limitées qu'elles étaient pour la durée du travail imposée.

A partir de 1938, la consommation s'abaisse ; elle retombe après les chiffres atteints en 1937, à un niveau légèrement en dessous de celui de 1936 qui représente une diminution de 8 millions de tonnes environ par rapport à 1937, et atteint 68 millions de tonnes. La production au contraire s'est accrue, ne répondant plus à la loi de l'offre et de la demande, c'est que les autres facteurs intervenus au cours de 1937, qui avaient provoqué l'abaissement de la production se sont trouvés enrayés au cours de 1938 ; la durée du travail annuelle et le rendement se sont trouvés augmentés faiblement, ce qui a permis d'arriver à une augmentation de la production, c'est essentiellement l'augmentation des effectifs.

Il faut tenir compte en dehors de la consommation de la houille et de ses variations, des autres sources d'énergie susceptibles de faire au charbon, une redoutable concurrence. Or depuis la guerre, même en temps de crise, les succédanés du charbon ont été consommés à un rythme croissant, heureusement pour notre économie nationale, le développement de l'énergie électrique a permis dans une certaine mesure d'atténuer les importations de charbon. On a du recourir également aux combustibles liquides, gas-oil et fuel-oil, pour lesquels nous sommes également tributaires de l'étranger. Il est curieux de remarquer que l'augmentation de la production d'électricité a porté seulement sur celle fournie par des sources hydrauliques en 1936 et 1937, celle donnée par des sources thermiques s'est trouvée diminuée par rapport à 1935 en raison des difficultés

d'approvisionnement en combustible pendant la même période, tandis qu'en 1938 la situation s'est trouvée renversée, la production thermique a augmenté davantage par rapport à la production hydraulique.

En ce qui concerne le dernier facteur de la production qui nous reste à examiner, à savoir la politique commerciale des compagnies houillères, celle-ci n'est pas différente de celle suivie depuis la crise ; elle tend à augmenter les débouchés, tant en incorporant dans ses prix de vente — tout au moins dans la mesure autorisée par les organismes de surveillance des prix — les majorations successives de ses prix de revient. Ce second point est apparu avec une importance accrue, au cours de ces deux dernières années car l'application des lois sociales a imposé de nouvelles charges très lourdes à l'industrie charbonnière, nous verrons au chapitre suivant dans quelle mesure le prix de revient s'est trouvé subitement grevé.

Ainsi la production charbonnière de la France a été profondément bouleversée par la législation élaborée au cours de l'année 1936 : pendant un an et demi, elle a diminué, obligeant les consommateurs à rechercher à l'étranger le combustible dont ils avaient besoin. Jamais, sauf au cours des hostilités de 1914-1918 on n'avait vu l'importation seule combler la marge due à l'augmentation de la consommation d'une année sur l'autre, et pendant le même laps de temps, la production diminue. Si l'on remarque combien de conséquences découlent de notre production charbonnière, on s'apercevra alors combien de problèmes a soulevés cette diminution de la production.

Dans les mines, le prix de revient s'est trouvé augmenté de 90 % environ en raison de l'augmentation de 49 % portant sur les salaires journaliers, de la majoration de 20 % de ces salaires rémunérant le second jour de repos hebdomadaire, depuis l'application de la semaine de cinq jours, des congés payés, de la baisse du rendement ; les frais de main-d'œuvre à la tonne se trouvaient ainsi en augmentation de 108 %.

Pendant les derniers mois de 1936, la marge bénéficiaire est demeurée à peu près nulle ou négative, lorsque le prix de vente se fut élevé à un taux rémunérateur pour les houillères, il apparut au consommateur en augmentation de 86 %, suivant le prix de revient. Le tout-venant industriel 20/25 % vendu 95 fr. la tonne en 1935, était livré 177 francs en novembre 1933.

Non seulement les mines ont dû supporter les nouvelles charges occasionnées ou accrues par la diminution de la production, mais celle-ci ont dû se répartir sur toute la France d'où ébranlement de l'équilibre commercial et financier.

Enfin, si la réduction du travail avait apporté au point de vue social tous les remèdes qu'on attendait d'elle, jamais personne n'aurait trouvé qu'elle était payée trop cher : mais elle n'a pas diminué le chômage, elle n'a pas augmenté le pouvoir d'achat de la masse, les deux buts essentiels pour lesquels elle avait été appliquée.

CHAPITRE II

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES MINES

La diminution de la production devait affecter lourdement les charges déjà nombreuses des compagnies houillères puisque les frais devaient être répartis sur un nombre moindre de tonnes extraites. Mais parallèlement à cette augmentation résultant naturellement de l'amoindrissement de l'extraction et du rendement qui commençait à se faire sentir dès le mois de juin 1936, la hausse des salaires résultant de la Convention Collective de juin 1936 augmentait encore ces charges et se caractérisait par une hausse des prix de revient à la tonne ; à cette augmentation des salaires, il faut ajouter une augmentation des effectifs, puis la diminution des heures de travail à partir de novembre, qui, ne devant entraîner aucune réduction des salaires hebdomadaires équivalait en fait à une nouvelle augmentation.

Or, parmi les différents postes du prix de revient, le plus important, à savoir les frais de main-d'œuvre à la tonne de charbon extraite, allait, par le jeu de l'augmentation des salaires et des effectifs, ainsi que par celui de la diminution du rendement et de la réduction de la production, plus que doubler en l'espace de quelques mois et atteindre 108 % de son taux de 1935. On comprend, dès lors, que la situation économique et financière des mines pendant les derniers mois de 1936 n'ait

pas été particulièrement brillante, et l'Etat fut même obligé d'intervenir pour subventionner certaines compagnies, celles-ci ne pouvant faire face à leurs dépenses, le prix de vente étant pour certains produits au-dessous du prix de revient (1). Si ces charges nouvelles avaient pu être compensées par un accroissement de la production, en raison de l'écoulement facile qu'aurait trouvé le surplus de combustible produit en 1937, ces charges auraient pu être supportées par les compagnies minières, et ensuite par le consommateur. Mais, et, c'est là d'où vient le mal, chaque imposition nouvelle se trouvait chaque fois accrue par une nouvelle diminution de la production. L'augmentation des salaires de juin coïncide avec une réduction d'extraction de près de 400.000 tonnes pour les seules mines du Nord et du Pas-de-Calais : la semaine de 38 h. 40 applicable au 1^{er} novembre 1936 est accompagnée d'une nouvelle diminution de production par rapport au mois précédent. C'est d'ailleurs dans ce sens que concluait le rapport du Comité d'enquête sur le marché charbonnier constitué par la loi du 18 août 1936 « Sous cette réserve (il s'agit de la diminution du rendement) il semble que les améliorations sociales élaborées en 1936 puissent être assez facilement supportées par la production française ».

Nous allons voir que le rendement et la production ayant mis près de 18 mois à se stabiliser, « les améliorations sociales » n'ont pu être supportées que très difficilement par les compagnies houillères et grâce à une augmentation du prix de vente du charbon qui atteignait en 1938 86 % par rapport à 1935 sur la qualité de base.

§ 1. — Le prix de revient

Nous n'avons pas à nous étendre ici tout particulièrement sur l'étude du prix de revient, celle-ci ayant été déjà faite souvent et d'une façon très détaillée. Nous ne rechercherons simplement que les postes du prix de revient sur lesquels ont influé : particulièrement les mesures prises au cours de l'année 1936.

Qu'il suffise de rappeler que le charbon est extrait presque

(1) Rapport d'Enquête sur le marché charbonnier 1937.

exclusivement à main d'homme (1) ; les frais totaux de main-d'œuvre constituent à eux seuls les $\frac{3}{4}$ du prix de revient, y compris les avantages de toutes sortes consentis aux mineurs, logements, soins gratuits, etc., entrent en temps normal pour une proportion de l'ordre de 55 à 65 % dans le prix de revient de l'extraction. Mais, si on diminue, soit le rendement, soit la durée du travail, soit la production ou si on augmente les salaires, pour un même effectif on voit tout de suite quelle répercussion immédiate auront de telles mesures sur le prix de revient. Ce phénomène apparaîtra d'autant mieux que les compagnies minières font ressortir par tonne de charbon extrait, les différentes charges formant leur prix de revient. Il est facile de comprendre que toute la législation qui a affecté uniquement la main-d'œuvre au cours de ces dernières années a pu avoir comme conséquence de doubler les prix de revient, et, tant que le Gouvernement a interdit aux compagnies de vendre leur charbon à un prix rémunérateur, celles-ci se sont trouvées dans une période critique et les pouvoirs publics ont du accorder à un certain nombre d'entre elles, pendant une durée de trois mois, des subventions dont le montant total s'est élevé à 7 millions $1\frac{1}{2}$ de francs.

Il suffira pour se rendre compte de l'augmentation due aux lois de 1936 et en particulier à celle réduisant la durée du travail de faire état des prix de revient de 1935 et de les comparer à ceux de 1936 et de 1937.

En France aucune statistique officielle n'est publiée sur les prix de revient des mines ; les seuls éléments que l'on connaissait étaient les frais de main-d'œuvre à la tonne publiés par la statistique de l'industrie minérale. L'enquête de 1936 sur le marché charbonnier obligea les mines à communiquer leurs livres et le rapport officiel de l'enquête a donné une étude très complète du prix de revient dans les différents bassins, et nous lui empruntons les données nécessaires à ce chapitre.

Le prix de revient des mines ne comprend pas moins de 14

(1) Quoique la presque totalité de la houille dans le Nord et le Pas-de-Calais soit abattue — 90 % — avec le concours de marteaux pneumatiques ou par d'autres moyens mécaniques, l'importance du travail de l'homme dans cette opération de l'abatage autorise à dire que le charbon est extrait à main d'homme.

postes, dont certains demeurent à peu près fixés pour l'ensemble de la France, tels, les impôts, les charges sociales légales, etc..., où extra-légales, explosifs, etc... D'autres varient suivant les bassins, en raison de la situation des ressources naturelles et de leur facilité d'exploitation, c'est le cas du boisage. Plus le bassin est riche et moins ces derniers frais sont élevés. Enfin, la situation des ressources naturelles permettant ou non l'emploi de modes d'extraction mécanique qui influent également sur le prix de revient. Malgré les frais occasionnés par la marche des machines destinées à l'extraction, les mines utilisant les moyens d'extraction mécanique, en raison de l'augmentation du rendement, ont un prix de revient moins élevé que d'autres où l'extraction doit se faire entièrement à la main. C'est ainsi que dans l'ensemble de la France le prix de revient variait en 1935 par tonne nette produite d'un minimum de 63 fr. 86 dans l'arrondissement minéralogique de Lyon à un maximum de 88 fr. 35 dans l'arrondissement minéralogique d'Alès. Le Nord et le Pas-de-Calais se maintiennent dans une moyenne honorable de 74 fr. 10, le minimum du prix de revient pour ces deux départements était de 65 fr. 58 et le maximum de 85 fr. 37.

Mais en dehors des postes qui sont demeurés à peu près fixes depuis 1936, ou ont peu augmenté à l'intérieur même du bassin, il en est d'autres, en particulier la main d'œuvre et les charges sociales qui ont haussé particulièrement. En 1935 les prix de revient à la France pour le Nord et le Pas-de-Calais, peuvent se décomposer comme suit :

	Par tonne nette	Pourcentage
Main-d'œuvre (sans charges sociales)	38 fr. 65	52 %
Fournitures	19 fr. 67	27 %
Frais généraux	15 fr. 78	21 %
Total	74 fr. 10	100 %

Les prix de vente quoique peu élevés par comparaison à ceux pratiqués actuellement, laissent aux compagnies une faible marge de bénéfice.

Les prix de revient de vente variaient de 73 fr. 93, par tonne nette produite, à 90 fr. 47, et se maintenaient par conséquent autour d'une moyenne de 83 fr. 50. Le bénéfice brut ressortait

à un minimum de 1 fr. 18 par tonne nette et atteignait un maximum de 17 fr. 62, sa moyenne étant de 9 fr. 40.

Si on compare ces prix de revient à ceux des autres nations il est évident que les nôtres étaient en 1935 de beaucoup les plus élevés. Mais ceci ne tient qu'à la situation de nos ressources naturelles et aux difficultés d'exploitation. En Angleterre, le prix de revient à la tonne nette extraite apparaît à 47 fr. 70 en moyenne soit au plus bas de tous ceux des pays européens. Ensuite, viennent par ordre les Pays-Bas avec 48 fr. 70, l'Allemagne avec 60 fr. 25, la Belgique avec 64 fr. 85. La France demeure en Europe avec le prix de revient le plus haut atteignant 74 fr. 40 qui se décompose comme l'indique le tableau ci-après :

1935	Main-d'œuvre	Fournitures	Frais génx	Total
France	37 fr. 48	20 fr. 59	16 fr. 33	74 fr. 40
Nord et P.-de-C.	38 fr. 67	19 fr. 58	15 fr. 85	74 fr. 10

Pendant les cinq premiers mois de 1936, les postes du prix de revient demeurent sensiblement les mêmes qu'au cours de 1935, on enregistre même une légère baisse tant dans la France entière que dans le Nord et le Pas-de-Calais ; le prix de revient de la tonne ressortant respectivement à 72 fr. 75 et à 71 fr. 70.

1936 (5 mois)	Main-d'œuvre	Fournitures	Frais génx	Total
France	36 fr. 50	20 fr. 42	15 fr. 83	72 fr. 75
Nord et P.-de-C.	37 fr. 28	19 fr. 22	15 fr. 20	71 fr. 70

Mais à partir du mois de juin 1936 les prix de revient allaient subitement hausser en raison de l'augmentation des salaires ; les frais de main-d'œuvre qui représentaient 52 % du prix de revient vont atteindre 70 francs par tonne en 1937, d'autre part la hausse progressive des fournitures dues à la hausse générale des salaires dans toutes les industries en France, allaient faire sentir leur influence dès la fin de 1936.

Les salaires journaliers moyens, fond et jour, accusaient en fin d'année 1936 une hausse de 9 fr. 80 par rapport au début de la même année dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, et de 9 fr. 30 pour la France entière, soit une augmentation de 30,4 % pour le Nord et le Pas-de-Calais.

Les fournitures diverses, explosifs, bois de mine si elles ne subissaient pas la hausse subite des salaires començaient déjà

à augmenter et en fin 1936 leur augmentation se faisait déjà sentir sur le prix de revient.

La main-d'œuvre, compte tenu des charges sociales, a augmenté également et forme plus de 60 % du prix de revient en fin de la même année.

Au cours de l'année 1937. Le poste de main-d'œuvre a encore haussé moins sensiblement et moins brutalement toutefois qu'en 1936. L'ouvrier dans le Nord gagne, en moyenne, 51 fr. 26 (1) contre 42 fr. 57 pour le dernier trimestre de 1936. Celui du Pas-de-Calais, 47 fr. 80 contre 42 fr. 41. L'augmentation en pourcentage est donc respectivement de 20,48 % et de 12,71 % contre 30,4 % d'augmentation moyenne pour les deux départements au cours de 1936. Il est vrai que si l'on considère le traitement moyen de 1936, et de 1937, la proportion d'augmentation est beaucoup plus élevée cela tient de ce que pendant les cinq premiers mois de 1936, les salaires sont voisins et même légèrement en dessous de ceux pratiqués en 1935.

Pendant 1937, les salaires augmentant continuellement mais à peu près parallèlement avec les autres postes du prix de revient, ils continuent à conserver une avance marquée dans la proportion qu'ils occupaient dans le prix de revient sur les autres postes en 1935, en effet, ils haussent de 16 % environ dans le Pas-de-Calais et de 17 % environ dans le Nord atteignant respectivement 55 fr. 11 et 55 fr. 68 durant le dernier trimestre 1937, contre 47 fr. 80 et 47 fr. 88 pendant le premier trimestre de la même année.

On voit dès lors quelle nouvelle charge les mines durent subir et faire supporter à leur taux pour le consommateur. Nous tenons compte en plus de la réduction du rendement et de la production de l'augmentation des effectifs nous arrivons à une hausse des frais de main-d'œuvre plus sensible que la hausse du salaire seule, car il faut tenir compte de ces différents facteurs dans le prix de revient à la tonne.

§ 2. — Les frais de main-d'œuvre à la tonne en considération des salaires, de la durée du travail, du rendement et des effectifs ouvriers

Considérant le salaire d'une façon absolue, on s'aperçoit

(1) 3^e trimestre 1937.

qu'il a haussé, mais non dans la même proportion que le prix de revient, cela revient à nous obliger à examiner en même temps que le salaire les frais de main-d'œuvre à la tonne. Dans ceux-ci, les conséquences de la réduction du travail que nous avons à examiner sont mises en valeur et avec elles les faits plus ou moins dépendant de cette diminution de la durée du travail qui l'ont accompagné : la diminution du rendement et de l'augmentation des effectifs.

En 1936 la moyenne du salaire journalier en espèces fond et jour apparaît à 36 fr. 87 pour le bassin du Pas-de-Calais et à 36 fr. 77 pour celui du Nord contre 33 fr. 17 et 32 fr. 83 pour 1935, ce qui représente une hausse de 11,2 % et de 8,66 % (1).

Dans le même temps les frais de main-d'œuvre à la tonne passent de 38 fr. 44 dans le Pas-de-Calais et de 39,08 dans le Nord, à 45 fr. 52 et 45,84 représentant une hausse de 18 % et de 17,33 % environ, la hausse des frais de main-d'œuvre est donc plus sensible que la hausse du salaire. Cette différence très forte fait ressortir le rôle prépondérant qu'ont joué en 1936 dans l'accroissement des frais généraux, en premier lieu la baisse du rendement, en second lieu la diminution de la durée du travail et l'augmentation des effectifs.

En 1937, les salaires augmentent fortement et accusent par rapport à 1936 une augmentation de 14 fr. 07 dans le Pas-de-Calais et de 14 fr. 49 dans le Nord pour les ouvriers du fond et du jour. Dans le même temps les frais de main-d'œuvre passant de 45 fr. 10 à 64 fr. 71 et de 45 fr. 84 à 63 fr. 60 par tonne de production nette, soit un accroissement de 19 fr. 61 et de 17 fr. 76. Le décalage est plus élevé que celui du salaire et accuse nettement l'augmentation de l'effectif pour une production en diminution.

Le pourcentage apparaît à 38,3 % et à 39,4 % pour le salaire journalier. Les frais de main-d'œuvre accusent une hausse de 43,2 % et de 39,8 %. La disproportion est moins forte pour l'année 1937 par rapport à l'année 1936, que pour 1936 par rapport

(1) Il s'agit de la hausse de la moyenne annuelle des salaires de 1936. On sait que ceux-ci ont été augmenté de 16 % environ, au mois de juin 1936. Mais pendant les cinq premiers mois, ils demeurent voisins de ceux pratiqués au cours de 1935 ; c'est pourquoi le pourcentage de hausse apparaît à 11,2 % et 8,66 % seulement.

à 1935 ; elle existe cependant soulignant ainsi très nettement que la hausse des salaires n'est pas seule à intervenir dans l'accroissement des frais de main-d'œuvre.

En effet, si nous examinons la hausse annuelle de frais de main-d'œuvre à la tonne en prenant pour base ceux de 1935, nous voyons une hausse continue qui finit par atteindre en 1938 le double des chiffres de 1935 ainsi que l'indique le tableau ci-dessous ; tandis que l'augmentation des salaires ne croît pas dans la même proportion :

Frais de main-d'œuvre à la tonne, de production nette

	1935	1936	1937	1938 3 ^e trim.	Aug. % sur 1935
P.-de-C.	38,44	45,52	64,71	76,97	100,24
Nord	39,08	45,84	63,60	73,24	87,49
France entière	37,22	43,56	60,23	70,72	90

Si nous mettions en regard la moyenne annuelle des salaires journaliers moyens pour le personnel du fond et du jour, nous remarquons que la hausse tout en étant très élevée est moins sensible.

Salaires journaliers moyens (Fond et Jour)

	1935	1936	1937	1938 3 ^e trim.	Aug. % sur 1935
Pas-de-Calais	33,17	36,87	50,94	58,67	76,57
Nord	31,83	36,77	51,26	59,04	85,48
France entière	32,47	36,11	50,19	57,98	78,84

Il est à remarquer également que, à mesure que les salaires et les frais haussent, le décalage s'accroît entre eux ; la différence qui était en 1935 pour la France entière de 4 fr. 75, atteint 12 fr. 74 pour le dernier trimestre de 1938. Un tel décalage doit être attribué à la baisse du rendement, à l'accroissement des effectifs et à la diminution de la production résultant de l'établissement de la semaine de cinq jours.

Si l'on peut considérer comme une chose normale la hausse du salaire, par contre la hausse des frais de main-d'œuvre à la tonne dans la mesure où elle s'est fait sentir depuis 1936 est absolument injustifiée puisqu'elle apparaît en désaccord complet avec la courbe suivie par le salaire.

Les houillères ont donc eu à supporter des frais énormes dans leur production résultant non seulement de la hausse des salaires qui était justifiée quoique, comme nous le verrons par la suite, l'augmentation du coût de la vie les a en grande partie annihilés. Il faut attendre 1938 pour que les mines arrivent par elles-mêmes à faire face à toutes leurs dépenses et avoir une marge de bénéfice comparable à celle de 1935

CHAPITRE III

L'ECONOMIE GENERALE DE LA FRANCE ET LA REDUCTION DU TRAVAIL DANS LES MINES

Il suffit de rappeler quel rôle joue la houille dans la marche des industries de tous les pays du monde depuis trois quarts de siècles pour comprendre que l'économie générale d'un pays est liée très étroitement à sa production et à sa consommation de charbon. En France le problème se pose avec d'autant plus d'acuité qu'elle consomme beaucoup plus qu'elle ne produit ; son extraction, déduction faite d'une faible exportation, ne lui permet pas d'assurer qu'un certain pourcentage de sa consommation, tantôt 69 % (1935) tantôt 67 % (1936) et seulement 59,1/2 % en 1937, tantôt moins encore, notamment pendant les périodes d'hostilités de 1914 à 1918 et celles qui ont suivi immédiatement la guerre jusqu'à la réfection complète de nos houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

La France occupe normalement le quatrième rang dans les pays consommateurs du monde, l'U.R.S.S. excepté, après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Elle est également le quatrième pays du monde au point de vue production mais avec un écart de 120.000.000 de tonnes environ sur la Grande-Bretagne qui la précède immédiatement après l'Allemagne et les Etats-Unis (chiffres de 1935, houille et lignite).

La consommation de la France, si l'on ne tient pas compte

du « boom » industriel de 1929-1930, se maintient en général entre 70 et 80 millions de tonnes dont 50 à 55 millions pourraient être assurés par notre production nationale et le reste être demandé à l'importation.

Mais si la France n'occupe que le quatrième rang dans le monde comme producteur et comme consommateur de charbon, en raison de l'écart existant de sa faible production et sa consommation, elle est de beaucoup le plus gros importateur de houille du monde. « Alors que le volume total des échanges entre pays, sorties non comprises, a été en 1935 de l'ordre de 113 millions de tonnes la France à elle seule, a acheté près de 22 millions, soit un peu moins du cinquième » (1).

Les importations allaient augmenter encore. En 1936 par suite du décalage plus accentué encore qu'en 1935 entre la production et la consommation, la seconde augmentant de 2.100.000 tonnes tandis que la première diminuait de plus de 1.000.000 de tonnes. En 1937, le même phénomène continue à se produire et les achats extérieurs atteignent 30,9 millions de tonnes représentant plus du quart du volume total des échanges en charbon entre les pays pour cette année. Les prix de ces tonnages représentaient pour l'année 1937 4 milliards 850 millions au lieu de 2 milliards 200 millions en 1936 et 2 milliards en 1935.

Les raisons de ce recours aux charbons étrangers en période normale, sont dues à l'insuffisance physique de nos gisements, à leur situation géographique, au manque de certaines qualités, et à la concurrence de combustible des pays voisins qui sont plus près de certaines provinces que les mines du Nord et dont le prix de revient, en raison de la qualité de la houille brute, est de beaucoup inférieur au nôtre.

Il n'en résulte pas moins un déficit annuel qu'il faut payer chaque année sur nos réserves d'or, et qui s'inscrit lourdement au passif de notre balance commerciale. En 1936 et 1937, sous les influences de la réduction de notre production, de l'augmentation du prix de revient et de la dévaluation de notre monnaie, ce déficit que depuis 1930 les efforts des Gouvernements et des Compagnies minières avaient eu pour but de restreindre, s'était développé brusquement au point de former le tiers du déficit

(1) L'industrie minière française en 1935.

total supplémentaire de notre balance des échanges en 1937. Cet état de choses permet de voir à quel point en France l'économie générale est liée à la production charbonnière.

§ 1. — Les arguments pour et contre la réduction du travail

D'une part un déficit si subit de notre balance commerciale, d'autre part la diminution de la durée du travail et du rendement, voilà les deux phénomènes qui caractérisent les années 1936 et 1937, il est difficile de ne point prétendre que ces deux phénomènes n'ont aucun lien entre eux : surtout après le léger rétablissement opéré par notre production après la prise par le Gouvernement en 1938 de mesures diamétralement opposées aux tendances générales de 1936.

Les revendications pour la réduction de la durée du travail dans les mines n'ont jamais été très nettes dans les congrès nationaux des syndicats des mineurs avant 1934. Au contraire dans les congrès internationaux elles sont mieux formulées et beaucoup plus précises ; on pourrait presque dire qu'elles n'ont pas pris naissance en France et dans les milieux des ouvriers mineurs, mais qu'elles ont été apportées soit par les représentants ouvriers au B.I.T. qui avaient étudié particulièrement la question soit par des hommes appartenant à des branches d'industrie autres que celle des mines. Le projet de la semaine de 40 heures n'est très nettement formulé en France qu'à dans le programme du Rassemblement Populaire, c'est-à-dire quelques mois avant les élections de 1936, c'est ce qui a permis de dire à beaucoup que la loi du 21 juin 1936 était avant tout une loi politique, certains ont même ajouté démagogique. Quoiqu'il en soit, les arguments des adversaires de la réforme émis avant le vote de la loi, au moment où la semaine de 40 heures faisait encore partie du domaine des polémiques idéologiques, se sont avérés justifiés par les faits beaucoup plus que ceux des partisans de la réforme.

Un des arguments mis en avant par ces derniers et qui, à notre sens, est celui qui a le plus de valeur, réside dans le progrès technique permettant de produire plus qu'autrefois dans un temps bien moindre. Or, d'après les représentants des syndicats le bénéfice résultant du progrès technique appartient seulement aux capitalistes et aux organes dirigeants des grosses

sociétés. Il est donc équitable que l'élément de la production représenté par le travail en profite également ; la meilleure façon de faire participer les travailleurs à ce bénéfice semble être la réduction des heures de travail, puisque dans un temps plus court ils arrivent à produire plus qu'il y a une cinquantaine d'années. Ce raisonnement est très juste en théorie : le progrès doit également profiter à tous ; mais on ne voit pas en pratique que l'augmentation de production dans l'unité de temps profite uniquement à l'élément capital, c'est-à-dire, dans une Compagnie houillère, aux actionnaires. L'industrialisation qui permet une augmentation de la capacité de production de l'ouvrier mineur coûte fort cher et son amortissement est calculé sur un certain nombre d'années pendant lesquelles le revenu du capital est amputé de la valeur des nouvelles installations. Or souvent, la réduction du travail est demandée avant que la Compagnie ait retiré un bénéfice de ses perfectionnements d'outillage ; on reproche encore aux Compagnies leur manque d'outillage mécanique, chaque fois qu'apparaît une loi réduisant la durée du travail, et lorsque le perfectionnement mécanique permet d'atteindre le rendement existant avant cette loi, un nouveau décret ou une autre loi vient à nouveau réduire cette durée. C'est ce que les représentants des Compagnies minières laissaient entrevoir dès 1905.

Enfin, si au cours des dernières années, précédant la réforme de 1936, le rendement avait atteint des chiffres remarquablement élevés ; il faut reconnaître qu'ils n'étaient pas dûs uniquement au perfectionnement de l'outillage, mais également, à la qualité des effectifs ouvriers qui avaient diminué de 1930 à 1936, ne laissant subsister qu'un personnel de premier ordre, stimulé par la crainte du chômage et la baisse des salaires.

La baisse du rendement enregistrée immédiatement après les élections de mai 1936 et la constitution du Gouvernement qui avait pris l'engagement de faire voter la semaine de 40 heures ou de 38 h. 40 pour les mines, prouvent bien que la question du progrès technique n'était pas seule en jeu, autrement le rendement n'aurait pas dû baisser dans les proportions dans lesquelles il s'est effondré ; au troisième trimestre de 1938, il rejoint pour la France entière les chiffres de 1932.

S'il était normal que la masse ouvrière bénéficie du progrès technique accompli depuis la dernière loi sur la durée du tra-

vail, il était anormal que le rendement journalier s'abaissât dans une telle mesure au moment des nouvelles réformes. Puisque la semaine des 40 heures était faite pour permettre aux travailleurs de retirer, eux aussi un bénéfice du progrès de l'outillage à la constitution duquel ils collaborèrent par leur travail, l'application de celle-ci ne devrait pas amener une baisse du rendement, celle-ci aurait dû demeurer stationnaire et se maintenir au chiffre de 1934-1935, soit aux environs de 830/850 pour la France entière, on n'aurait pas alors eu à enregistrer en 1937 une baisse de production par rapport à 1935, pour un même nombre de jours de travail (258 journées ouvrées dans le Nord et le Pas-de-Calais) malgré une augmentation des effectifs de plusieurs milliers d'ouvriers.

Le second argument soutenu de tous temps par les partisans de la réduction du travail est la question du rendement. On se plaint que les travailleurs ne rendent pas assez mais c'est, disent-ils parce que ceux-ci sont fatigués par le travail accompli dans les usines modernes ; s'ils travaillaient moins, ils seraient moins fatigués, accompliraient dans un temps très réduit un travail accru et jouiraient des loisirs nécessaires à leur perfectionnement moral et intellectuel. Remarquons que la question des loisirs mise en avant en 1919 est beaucoup plus laissée de côté en 1936, elle n'est étudiée qu'après la constitution du Gouvernement de Front populaire qui décide de former un ministère des Loisirs. Retenons seulement la question rendement et la question fatigue. Il est évident que le travail industriel moderne est très pénible ; si la machine sert l'homme lui évitant des travaux qu'il était obligé d'accomplir autrefois à la main, elle lui en crée d'autres plus pénibles ; elle l'oblige en outre à une tension d'esprit, une attention de tous les instants, l'assourdit par son bruit, l'anémie par sa chaleur et les odeurs qu'elle dégage. C'est là un fait que la santé de l'ouvrier est certainement ébranlée par le travail mécanique plus que par le travail manuel ; sans la machine, on n'aurait jamais pu creuser des galeries de mines aux profondeurs actuelles, où le travail par la chaleur est particulièrement pénible. La réduction du travail apparaît certainement là comme un certain remède, ce n'est pas là le seul. Mais les questions du rendement, de la fatigue et de la durée du travail ne semblent pas nécessairement découler les unes des autres. On a dit « réduisez la

durée du travail, l'ouvrier moins fatigué, rendra mieux. « Or que voyons-nous après chaque réduction du travail, le rendement baisse immédiatement dans toutes les industries où la durée du travail se trouve réduite. Le fait est contrôlable dans les mines en 1905, en 1919 et enfin en 1936.

Dans la France entière, le rendement qui avait atteint 872 en 1935 et 884 pour le premier trimestre 1936, tombe à 848 pour le dernier trimestre, il est vrai qu'il avait encore été plus bas pendant le troisième trimestre en raison des grèves de juin, et de l'agitation qui s'était répandue dans les milieux ouvriers jusqu'au mois d'août 1936. La moyenne de 1937 apparaît encore en dessous de celle de 1936, atteignant 833. Celle de 1938 sera encore en baisse sur celle de 1936 et s'arrête pour le 3^e trimestre à 820. Il faut tenir compte pour cette dernière année de l'embauchage de nouveaux effectifs qui ont également causé une légère baisse du rendement. Ainsi après chaque réduction de la durée du travail, le rendement baisse au lieu de hausser comme le font envisager les promoteurs de telles réformes. Cet abaissement est incompréhensible d'ailleurs dans les mines, lorsque la durée journalière de travail n'a pas été réduite. Ainsi, théoriquement après une telle réduction portant uniquement sur la durée hebdomadaire de travail le rendement n'aurait pas dû diminuer, dans la proportion où il a baissé. Ceci tient en général dans la pratique, à des causes multiples et différentes amenant un ralentissement général du travail, jusqu'à ce que l'on soit adapté à la nouvelle réglementation. Mais cette période de l'adaptation, contrairement aux conclusions du rapporteur, la loi des 40 heures est longue et fort coûteuse. Le rendement de 1913 soit 695 kgs après la baisse résultant de la guerre, puis de la loi Durafour n'a pu être atteint à nouveau qu'en 1930 ; c'est-à-dire plus de 11 ans nécessaires pour s'adapter au nouvel état de choses. En conclusion, toute réduction du travail amène une réduction du rendement, théoriquement, ce devrait être le contraire, c'est pourtant ce que les faits démontrent.

Le grand argument que l'on avait mis en avant pour réduire la semaine de 40 heures, c'était le chômage qui sévissait dans le monde entier depuis 1929. La France avait été relativement épargnée jusqu'en 1932, et jamais le nombre des chômeurs ne s'éleva au-dessus de 500.000. Dans le Nord et le Pas-de-Calais, le renvoi des mineurs polonais ou tchéco-slovaques, dans leurs

pays d'origine ainsi que la mesure prise par les Compagnies de chômer un ou deux jours par semaine permirent d'éviter dans la mesure du possible à beaucoup d'ouvriers un chômage total. A ce moment et il est important de le souligner, la France pratiqua la durée journalière de travail effectif dans les mines, la plus basse qui fût au monde entier, excepté à un moment donné les Etats-Unis, où certaines mines instituèrent la journée de 6 heures par application du Blanckett-Code qui prévoyait la mise en vigueur de la semaine de 40 heures et même de 35 heures (1), mais aucune loi générale n'existait dans ce sens. Les revendications en Europe pour obtenir une réduction du travail dans les mines, afin de diminuer le chômage apparaissent dès 1925 au Congrès International de Bruxelles ; rien en France n'existe de bien précis avant 1934, en tant que revendications syndicales. L'argument de la réduction du travail comme remède au chômage a pris corps au B.I.T. à la session de la C.I.T. de 1935, elle a été reprise alors par les dirigeants syndicaux dans la plupart des pays. L'argument est très simple : il consiste en ceci, puisque les industries sont en mesure de procurer un certain nombre d'heures de travail aux ouvriers, et que 500.000 travailleurs ne peuvent être occupés, il faut diminuer la durée hebdomadaire du travail ; les usines auront alors un certain nombre d'heures de travail disponibles, elles embaucheront les chômeurs d'où réduction ou même résorption totale du nombre des chômeurs.

Ainsi posé le problème apparaît d'une extrême simplicité, à la vérité il est beaucoup plus compliqué. Il n'y a pas que l'offre des employeurs et la demande des salariés à considérer dans quelque problème économique que ce soit, il y a un nombre infini de facteurs qui viennent jouer, s'entrelacer dans les facteurs constitués par l'offre et de la demande. Dans le problème du chômage, les partisans de la réduction du travail disaient, il y a trop de demande d'embauchage et l'offre est insuffisante, diminuons la durée du travail, l'offre augmente et devient sensiblement égale à la demande, ainsi le problème se trouvera résolu. Mais, il est d'autres questions que l'on passait sous silence volontairement ou non, d'abord la question salaire, le

(1) Durée du travail au front de taille.

taux du salaire devait-il être augmenté ou maintenu ? La question du prix de revient, rattachée du reste au salaire : si l'on augmentait le taux du salaire, on augmentait le prix de revient : combien d'entreprises pourraient supporter à un tel moment une augmentation de leur charge, alors que leur prix de vente se rapprochait déjà beaucoup de leur prix de revient ? Il y avait aussi la question du coût de la vie. Une telle mesure devait forcément entraîner une hausse du coût de la vie si l'on maintenait les salaires hebdomadaires ou mensuels. Enfin on était à une période de crise de sous-consommation : celle-ci pouvait ne pas durer ; si l'on diminuait la durée du travail, on limitait ainsi le pouvoir de production, (puisque pour un nombre accru de travailleurs la production ne changeait pas), mais où aboutirait-on lors de la reprise des affaires, à une crise de sous-production, à moins que la loi ne prévoit un assouplissement dans la mesure fixant la durée du travail ; on risquait alors d'aboutir à une pénurie de main-d'œuvre.

La question de résorption du chômage telle qu'elle avait été posée semble ainsi primée par une foule d'autres. Toutefois il faut examiner si la simple solution offerte par l'augmentation de l'offre qu'on a proposée et qu'on a appliquée en fait au problème du chômage a donné des résultats, c'est-à-dire si la réduction de la durée du travail, réduction beaucoup plus générale et plus impérative en France qu'aux Etats-Unis a supprimé le chômage ? Dans l'ensemble des industries de la France, on peut répondre non. Elle l'a diminué d'une cinquantaine de mille d'unités en fin d'année 1936 ; encore faut-il tenir compte qu'au mois d'octobre 1936, un grand nombre de jeunes gens avaient été enrolés par suite de la mise en vigueur de la loi de 2 ans et de la conscription qui avait lieu en une fois au lieu de deux les années précédentes. Ce fut d'ailleurs là un phénomène passager dû plutôt à la reprise des affaires, et qui d'ailleurs devait bien vite s'estomper. En 1938, le nombre des chômeurs total pour la France entière est supérieur à celui du début de 1936.

D'ailleurs comme le prétendaient les adversaires de la réforme, la mise au point de nouvelles méthodes de travail (système Bedeau chronométrage) et le développement du machinisme arriveraient à compenser la diminution du travail et le chômage ne serait pas allégé.

L'application de la semaine des 40 heures a surtout permis

l'embauchage massif de gens occupés dans la culture, dans les transports, chemins de fer, tramways ou autobus. Ceci raréfiait la main-d'œuvre agricole française, obligeait les exploitants agricoles à rechercher la main-d'œuvre étrangère. Mais, l'application de la nouvelle durée du travail s'est avérée à peu près inopérante au point de vue de la résorption du chômage.

Pour les mines, la question est différente : le rapport d'enquête sur le marché charbonnier de 1936 nous expose les conséquences des mesures législatives de 1936 pour l'économie houillère de la façon suivante : « Les conditions de la production ont subi d'importantes modifications : réduction de la durée légale du travail ramenée de 6 jours à 5 jours par semaine... ».

« Il en est résulté une certaine baisse de la production, la résorption complète du chômage partiel et la reprise de l'embauchage ». Ceci est vrai ; l'embauche a repris dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais comme dans les autres bassins. Le 31 décembre 1935, l'effectif total employé dans le bassin du Nord de la France se montait à 138.442. En mai 1936 il atteignait 141.318, en décembre 1937 les chiffres ont encore augmenté, mais ils ne donnent pas une idée nette de la situation puisque les modes de calcul ont été changés, le personnel de maîtrise n'étant plus compris dans les effectifs : la statistique fait apparaître 152.704 unités auxquelles il faudrait ajouter 4.000 unités environ, représenté par l'effectif qui n'est plus représenté dans les statistiques ouvrières. Donc il y a eu un véritable embauchage, celui-ci provient-il de la réduction des heures de travail ? Il faut répondre par l'affirmative mais dans une certaine mesure seulement.

Nous signalerons qu'en 1937, les mines ont travaillé exactement le même nombre de jours qu'en 1935 : 258 journées mais elles ont produit pour le bassin du Nord et le Pas-de-Calais seulement, 1.834.576 tonnes de moins en raison de la baisse du rendement. C'est pour combler ce déficit que les mines ont fait appel à la main-d'œuvre et aussi pour tenter d'augmenter leur production en raison de la hausse de la consommation. Ce n'est donc pas à proprement parler la réduction du travail qui a obligé les mines à augmenter leurs effectifs dans une telle proportion, c'est la hausse de la consommation d'abord ; puis sur le même plan la baisse du rendement. Si le rendement et la

durée du travail autorisés par la loi étaient demeurés les mêmes en 1936 et en 1937 qu'en 1935, l'augmentation des effectifs aurait été provoquée quand même en raison de la hausse de la consommation. Si la consommation n'avait pas haussé, l'embauchage aurait été nul même avec la loi du 21 juin 1936 ; car en fait il n'y a pas eu de véritable réduction du nombre de journées de travail dans les mines depuis 1935.

Pour éviter le chômage total d'un certain nombre d'ouvriers, les mines avaient pratiqué d'elles-mêmes la réduction du travail par l'application des coupes chômées, c'est-à-dire du repos d'un ou deux jours par semaine en plus du dimanche ; l'application légale de la semaine de 38 h. 45 apparaît alors avec un autre aspect que l'on a plus ou moins dissimulé : l'augmentation du salaire. Dès lors, la réduction de la durée du travail n'apparaît pas comme une substitution de la semaine de 40 heures à celle de 48 heures ou de 38 h. 45 à celle de 46 h. 30, mais plus exactement comme une substitution du salaire donné pour 40 heures de travail à celui donné pour 48 heures. De ce fait les mines allaient être frappées d'une augmentation considérable de leurs frais généraux, et le coût de la main-d'œuvre à la tonne allait entrer pour les $\frac{3}{4}$ dans son prix de revient, charges sociales comprises.

C'est ce qui s'est produit pour toutes les industries en France, leur prix de revient a été élevé de telle façon, qu'elles n'ont pu profiter de la reprise de 1936, ni lutter contre la concurrence étrangère, en raison des augmentations des importations, le Gouvernement a été obligé de procéder à une dévaluation dès fin octobre 1936. Un certain nombre d'entreprises durent même faire appel aux secours de la part du Gouvernement, entre autres un certain nombre des mines du Nord. Sinon elles auraient risqué de se voir ruiner et de renvoyer leur personnel d'où un accroissement de chômage au lieu d'une réduction.

C'est ce que faisaient paraître en tête de leurs arguments les adversaires des 40 heures ; le relèvement du taux des salaires devait avoir pour conséquences une élévation corrélative et inévitable du prix de revient d'où augmentation du coût de la vie, et entraîner de nouvelles revendications relatives à une nouvelle hausse des salaires.

Mais au sujet de cet argument, les partisans de la réforme soutenaient qu'il était inexistant, que le signe le plus frappant

du déséquilibre, c'était que les moyens de production avaient augmenté beaucoup plus rapidement que le niveau de vie des ouvriers, que des milliers de gens aspiraient à un niveau de vie meilleur, à une nourriture suffisante, à un logement plus confortable, la crise économique se résorberait et qu'en conséquence la réduction de la durée de travail ne devait pas s'accompagner d'une baisse des salaires.

Les adversaires de la réforme soutenaient que la revendication tendant à l'adoption de la semaine des 40 heures était basée sur un phénomène récent, la crise et qu'elle ne pouvait se prolonger indéfiniment. Si la France adoptait la semaine des 40 heures, à la reprise des affaires elle se trouverait incapable de produire de façon à satisfaire la consommation, et l'on assisterait alors au phénomène de sous-production. Ce phénomène ne laisserait pas inactifs les états étrangers qui eux seraient à même d'augmenter leur production, et importeraient chez nous ce que nous ne serions plus à même de produire. Cette supposition s'est malheureusement justifiée d'une façon frappante en ce qui concerne notre économie charbonnière.

Tels sont les arguments que les adversaires et les partisans de la réforme développaient. Ces discussions montrent l'intérêt qu'il y a à bien définir si la réforme envisagée devait entraîner une révision des salaires et si elle devait constituer une mesure de circonstance appelée à disparaître avec la crise ou une modification définitive.

§ 2. — La diminution de la production charbonnière et les importations

La France, nous l'avons déjà souligné, ne peut se passer des charbons étrangers en raison de l'insuffisance de sa production soit en qualité, soit en quantité. Elle importe chaque année un tonnage variable, suivant l'importance de sa consommation et de sa production, qu'on évalue en général au tiers de ses besoins. Il est évident qu'en raison de l'exportation des capitaux résultant de ces achats à l'étranger son effort doit tendre à réduire au minimum la marge comprise entre sa consommation et sa propre production.

Pour l'année 1935, la consommation apparente de l'ensemble de la France était évaluée à 67.012.000 tonnes, la production

française avait assuré au total 47.100.000 tonnes dont 29.022.513 fournies par le Nord et le Pas-de-Calais. Les importations atteignaient seulement 21.300.000 tonnes couvrant ainsi 31 % de la consommation, le surplus de la production se trouvait mis en stocks, ceux-ci atteignant pour l'ensemble de la France près de 5.000.000 de tonnes. Nous ne citons pas ici l'année 1935, comme un exemple d'année florissante, au contraire c'est une des années où la crise de sous-consommation s'est fait le plus durement sentir, mais elle nous servira de comparaison avec les années 1936 et 1937 surtout en ce qui concerne la production et les importations de ces deux années.

En 1936 la consommation apparente de la France s'élève de 1.817.000 tonnes, par rapport à 1935. La production au contraire s'abaisse dès juin 1936 en raison de l'agitation sociale, elle semble se ressaisir en octobre, mais l'application de la nouvelle réglementation de la durée du travail en novembre, la fait encore reculer et tout au moins momentanément tout espoir de combler les baisses des mois de juin, juillet et août 1936. La production totale annuelle apparaissait en diminution de 813.000 tonnes sur 1935, année de sous-consommation par excellence. Les stocks importants qui avaient été constitués durant la crise, furent mis à contribution pour combler le déficit de la production. Entre juin et décembre 1.828.000 tonnes furent prélevées sur les stocks et livrées à la consommation ; le total du combustible fourni par le territoire national, de stockage compris, ressortait donc à 47.975.000 tonnes dont 46.147.000 tonnes données par l'extraction.

Le solde de la consommation soit environ 23.481.000 tonnes devaient être demandés à l'étranger. Le pourcentage des importations dans notre consommation commerciale à augmenter, pour l'ensemble de l'année 1936, il s'élève à 34 % contre 31 % en 1935, pendant les cinq premiers mois de 1936 il se maintient à 31,2 %, s'élevant pour le second trimestre à 37 %.

Les importations devaient encore augmenter en 1937, par le fait de la déficience de la production et l'augmentation de la consommation. La durée du travail réduite à 5 jours par semaine ne permettait pas de rattraper ce que la baisse du rendement, et l'augmentation des effectifs s'avérait impuissante à l'enrayer.

La consommation apparente augmente en 1937 de 7.541.000

tonnes sur 1936 et de 8.358.000 tonnes sur 1935. La production par contre baisse, elle descend en dessous de celle de 1936, présentant sur cette dernière un recul de 813.000 tonnes, elle atteint pour l'ensemble de la France 45.334.000 tonnes dont 27.187.947 fournies par le Nord et le Pas-de-Calais. Le déstockage permet de fournir un appoint de 988.000 tonnes seulement ; en fin d'année le solde disponible des combustibles sur les carreaux des mines était à peu près épuisé et ne représentait plus que trois à quatre jours de consommation marchande ce qui en cas d'arrêt de la production aurait pu entraîner de graves conséquences pour le pays. C'est donc une marge de 30.023.000 tonnes que la France va être obligée de demander à l'étranger : soit près de 40 % de notre consommation (39,55 % exactement) au lieu des 31 % de 1935. En 1937, on peut dire qu'a été détruite « la relation organique qui traduit un sain équilibre entre les ressources nationales et l'apport extérieur dans la couverture de nos besoins de consommation ».

L'augmentation des importations était apparue dès novembre 1936. Pendant les dix premiers mois de cette année, la moyenne mensuelle s'était maintenue à 1.850.000 tonnes, chiffre voisin de 1.775.000 tonnes de 1935. A partir de novembre, comme il s'avérait impossible de prendre sur les stocks, le combustible demandé par la consommation, et que la production s'abaissait encore, les importations sont portées à 2.031.000 tonnes, à 2.381.000 en décembre, en janvier 1937, elles s'élèvent à 2.468.000 tonnes, en février à 2.861.000 tonnes. La moyenne mensuelle des importations apparaît à 2.573.000 tonnes en 1937, au lieu de 1.908.000 en 1936 et 1.777.000 en 1935.

En 1936, l'augmentation de 1.156.000 tonnes de l'importation représente 60 % de l'accroissement de la consommation. En 1937, c'est l'importation seule qui couvre l'accroissement de la consommation et même au-delà. Dans la même année, l'augmentation des achats extérieurs de la France représentait plus d'un tiers de l'accroissement total des exportations charbonnières.

En valeur ces importations représentaient un décaissement mensuel de 161 millions en 1935, de 170 millions pour les dix premiers mois de 1936, de 242,3 et de 285,2 millions pour les deux derniers mois de cette année. En 1937, la moyenne mensuelle de monnaie exportée pour payer le combustible ressort à 380 millions de francs. Il faut tenir compte dans la progression

suivie par ces sommes, de la baisse de notre monnaie dévaluée à plusieurs reprises et de la hausse générale des matières premières. La valeur de ces achats extérieurs pour l'année 1937 ressort à 4 milliards 850 millions de francs contre 2 milliards 200 millions en 1936 et deux milliards en 1935.

De l'exposé qui précède, on peut se rendre facilement compte que l'augmentation est due pour la plus grande partie pour ne pas dire en totalité à la diminution de la production. Alors que les besoins augmentaient, celle-ci diminuait et en France seulement, où à l'étranger la production haussait dans tous les pays producteurs d'Europe où le pourcentage d'augmentation variait de 5 % (Angleterre) à plus de 20 % (Allemagne). Si la France n'avait pas été limitée aussi rigoureusement dans l'application de la nouvelle durée du travail (car tout en réduisant le travail effectif, mais d'une manière plus souple, on aurait pu éviter de tels résultats) réduisant brutalement la production, elle aurait pu à l'encontre de ce qui s'est passé gagner plusieurs millions de tonnes sur la production de 1935 et n'avoir recours à l'importation que pour 20 % de l'accroissement de sa consommation totale, au cours de l'année 1937. Pour 1936, les stocks accumulés auraient aisément suffi à compenser l'augmentation de la demande.

Comme ce phénomène de réduction de la production s'est passé dans tous les domaines, il a fallu recourir à l'importation c'est ce qui explique les passifs de notre balance commerciale et la baisse de notre monnaie.

§ 3. — Le déséquilibre commercial et le déséquilibre financier

Plus de deux ans après les mesures prises en juin 1936, après la réduction de la durée du travail dans les mines telle qu'elle a été conçue et appliquée, on peut en examiner les conséquences sur l'économie générale de la France, et ces résultats apparaîtront clairement à l'étude de la balance commerciale et de la situation financière.

La situation extérieure en 1936 ressortait ainsi : Importations : 25.414 millions. Exportations : 15.492 millions correspondant à un déficit total de 10 milliards environ contre 5.378 millions en 1935. Dans ce déficit les importations charbonnières s'inscrivent par 2 milliards 200 millions, sans tenir compte des exploi-

tations françaises en charbon dont la valeur est à peu près nulle, le déficit du marché charbonnier français à l'égard des pays exportateurs représentait donc un peu plus du cinquième de l'excédent du passif de notre balance commerciale.

En 1937, les importations accusent encore une différence plus grande qu'en 1936, en égard à leur valeur en francs, cela tient non seulement à l'augmentation du tonnage, mais encore à la baisse de notre monnaie. Les importations en 1937 ont atteint le total de 42.390 millions et les exportations 23.938 millions. Le déficit était de 18 milliards environ, où les importations du combustibles s'inscrivaient pour près du tiers : 4 milliards 849 millions 216 fr.

Le mois de décembre 1937 accusait à lui seul un déficit de 2.193 millions marquant le plus haut point atteint par notre passif commercial à l'égard de l'actif.

Un tel état de choses ne pouvait se continuer indéfiniment sans provoquer une intervention des pouvoirs publics ; celle-ci avait lieu au mois de novembre 1937, puis en mars et en septembre 1938. De cette façon l'année 1938 est caractérisée par un certain redressement tant au point de vue du marché charbonnier qu'au point de vue de l'équilibre de la balance commerciale de la France. En septembre 1938, le déficit du commerce extérieur était redescendu à 881 millions, soit à peu près la moyenne mensuelle de 1938, c'était une régression continue et nécessaire qui s'accusait depuis le début de l'année 1938 : le déficit en février atteignait 1.969 millions, puis à 1.215 millions en juillet. On constatait donc non seulement une stabilisation du déficit mais encore une réduction. D'après les estimations, il faudrait qu'il fût ramené au-dessous de 400 millions par mois, c'est-à-dire le chiffre limite qui indique le point au-dessus duquel notre commerce extérieur se traduit par une exportation d'or ou de devises. Les importations de charbon dans ce déficit ne devant pas représenter plus de 20 % de ce déficit, il a donc intérêt à stimuler à l'heure actuelle la production.

Le déséquilibre commercial enregistré en France en juin 1936, qui s'est manifesté d'une façon plus sensible encore à la suite de la réduction de la durée du travail appliquée brutalement à une économie désorganisée par les agitations sociales et les grèves s'est traduit par un déséquilibre financier non moins grave qui obligea le Gouvernement à procéder à une fiscalité

accrue et à des dévaluations successives de plus en plus rapprochées ; en même temps que s'épuisait le stocks d'or de la banque de France.

En face de la trésorerie laissée par les années de crise et qui par conséquent n'était pas des plus florissantes, tout en permettant de faire face aux échéances prévues, le Gouvernement de juin 1936, en raison des nouvelles charges imposées par lui au trésor public et aux particuliers par suite de sorties d'or dûes à l'état de notre balance commerciale, fut obligé en octobre 1936 de procéder à une première dévaluation, celle-ci prit le « nom d'alignement monétaire » le franc était « aligné » sur la livre et le dollar au taux de 1 dollar pour 21 fr. 45 et 105 fr. 15 pour une livre sterling le franc était basé sur un poids en or évaluant entre 43 et 49 milligrammes (1). Un fond de stabilisation des charges était créé qui avait pour but d'empêcher le franc de se dévaluer par rapport à la livre ou au dollar ; il était spécialement destiné à combattre la spéculation qui, disait-on, s'efforçait de faire sombrer le franc. Au bout d'un certain temps, malgré tous les efforts du Fonds d'égalisation des changes, en raison de la fuite de notre monnaie à l'étranger pour payer les importations, celui-ci n'ayant plus d'or pour maintenir le franc ne put continuer à fonctionner, une nouvelle dévaluation eut lieu au début de 1937, puis une seconde à la fin de la même année. Enfin, le franc continuant à baisser en novembre 1938, le stock d'or de la banque de France était réévalué sur la valeur de fait du franc, qui était côté à raison de 1 livre sterling pour 178 fr. environ et 1 dollar pour 46 fr. 60. Les cours du 26 novembre 1938 après la réévaluation du 12 novembre apparaissaient à 178 fr. 66 pour la livre, 46 fr. 64 pour le dollar. Si nous nous reportons au cours de 1935, la livre atteignait 74 fr. 91 et le dollar 15 fr. 09 (cours du 9 août 1935). Ainsi, au moment du renversement total de la ligne politique pratiquée depuis 1936, c'est-à-dire après un peu plus de deux ans de la politique gouvernementale basée sur l'augmentation du Pouvoir d'achat, l'inflation, le franc se retrouvait à moins du tiers de sa valeur de 1935.

En même temps que le franc était dévalué, les réserves en or

(1) Loi monétaire du 1-10-1936. *J. O.* du 2-10-1936, page 10.402.

de la Banque de France diminuaient, sous le double phénomène des achats d'or effectués par des particuliers ou par le retrait des dépôts faits par des étrangers et de l'exportation de l'or pour payer le déficit de la balance commerciale. L'encaisse or de la Banque de France au cours des dernières années apparaît dans les chiffres suivants, en francs dévalués à partir du mois d'octobre 1936.

France — Encaisse or en millions de francs (1)

	Fin d'année						
1932	1933	1934	1935	Oct 1936	Déc. 1936	Juin 1937	Déc. 1937
83.017	77.098	82.124	66.296	62.159	60.359	55.677	58.993

Au 10 novembre 1938, l'encaisse or ressortait à 55.808.829.304 francs ; après la nouvelle dévaluation résultant de la réévaluation du stock sur la valeur du fait du franc, elle apparaissait à 87.264.284.579, ce qui enregistrait officiellement une nouvelle diminution de 58 % de sa valeur. La baisse totale du franc depuis 1935 représente 70 % de son ancienne valeur (1928).

On voit ainsi quel enchaînement de conséquences a eu sur l'économie générale de la France la politique du Gouvernement de front-populaire, dont la réduction de la durée du travail est une des actions dont les résultats n'ont pas certainement été des moindres sur l'état de nos finances. Les faits s'enchaînent rigoureusement, réduction du travail, de la production, augmentation des importations et exportations d'or pour les payer. Si l'on ajoute à ceci une quantité d'autres facteurs, on aboutira au résultat du déséquilibre financier constaté.

(1) Chiffres tirés de l'ouvrage de M. le professeur Piètre. La politique du Pouvoir d'achat (francs dévalués à partir d'octobre 1936).

CHAPITRE IV

LES CONSEQUENCES SOCIALES DE LA REDUCTION DU TRAVAIL

On a vu les raisons pour lesquelles les organes syndicalistes réclamaient la réduction de la durée du travail et l'établissement de la semaine de 40 heures, pour laquelle M. Jouhaux avait si fortement combattu à Genève : la réduction de la durée du travail devait amener la résorption du chômage, la hausse du taux du salaire devait améliorer le standard de vie des ouvriers en augmentant leur pouvoir d'achat, enfin, les résultats du progrès du machinisme devaient profiter aux classes laborieuses en leur permettant de jouir de loisirs supplémentaires propres au développement de leur vie intellectuelle et morale.

Ces résultats doivent évidemment être recherchés par tout Gouvernement soucieux du bien-être de la collectivité ; la classe ouvrière avait été durement frappée par les conséquences de la crise, en particulier par le chômage et par la baisse des salaires ; des réformes étaient nécessaires sur ces deux points. Mais, vouloir résoudre les problèmes du chômage et du standard de vie de certaines classes par la seule réduction du travail, c'est trouver une solution un peu simple à de tels problèmes. Enfin, la réduction du travail ainsi présentée ne profitait qu'à une seule classe, à celle des salariés, et plus particulièrement à celle des salariés manuels employés dans l'industrie. La classe agricole et artisanale ne devait tirer aucun profit d'une telle mesure, il est vrai que le programme du rassem-

lement populaire avait prévu la revalorisation des produits de la terre et avait promis un renouveau de la vie économique grâce à la thèse de l'augmentation du pouvoir d'achat de la masse.

Nous ne reviendrons que brièvement sur ce point, celui-ci ayant été traité d'une façon la plus remarquable et la plus complète dans un livre de M. Piètre, Professeur à la Faculté de Strasbourg, intitulé « La politique du Pouvoir d'achat devant les faits ». Nous nous sommes inspirés des idées de cet ouvrage pour faire un tableau rapide du pouvoir d'achat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais depuis 1936, à la suite des diverses augmentations de salaire et du relèvement de son taux résultant implicitement de la mise en vigueur de la loi de 38 h. 40.

Il nous reste donc à examiner si les conséquences que certains espéraient voir résulter de la réduction du travail au point de vue social, ont existé dans la pratique : le chômage a-t-il été résorbé ? Les salaires ont-ils été augmentés ? Leur augmentation a-t-elle eu pour conséquence un accroissement du pouvoir d'achat de la masse ouvrière ? Quels loisirs en ont résulté et de quelle façon ils ont été employés ? Voici les principales questions auxquelles nous nous efforcerons de répondre dans ce chapitre.

§ 1. — Le chômage

La persistance du chômage depuis 1930 et son importance dans certains pays, voilà la raison majeure qui a amené l'idée de la réduction du travail, c'est ensuite sur elle que se sont basés les partisans de la limitation de la durée de travail hebdomadaire pour ramener celle-ci à 40 heures au lieu de 48 heures. C'est sous cette forme de remède au chômage qu'elle est apparue à la foule et qu'elle a été adoptée d'emblée et avec enthousiasme.

Toutes les autres raisons : accroissement des loisirs et des salaires ne viennent qu'après, la masse a d'abord voulu la réduction du chômage : c'est ensuite seulement qu'est apparue l'idée d'une hausse des salaires et d'une augmentation des jours de repos.

En effet, la session de 1935 du Bureau International du Travail n'étudie pas la réduction de la durée du travail en elle-

même, mais la situation créée dans le monde entier par le chômage des jeunes et elle conclut qu'il est souhaitable d'aboutir à une réduction du travail, celle-ci, selon la Conférence Internationale du Travail, aboutira à la résorption d'une partie du chômage. C'est pourquoi, il nous faut examiner, avant toute autre chose, si la diminution des heures du travail a atteint le but essentiel pour lequel elle aurait été créée : la résorption du chômage. L'expérience n'était pas nouvelle, elle avait été tentée dans le même but aux Etats-Unis en 1933.

On prévoyait que cette mesure abaisserait le pouvoir productif de chaque homme : de 1/6 en moyenne ; il en résulterait l'obligation, pour chaque usine, d'embaucher un nombre égal d'ouvriers au sixième de son effectif total ; les faits ont-ils répondu aux prévisions ?

Dans les mines, on remarque une légère augmentation des effectifs. En effet, le nombre des ouvriers qui était de 46.883 au 31 mai 1936, dont 30.146 occupés au fond, dans le Nord, et, 92.904 dans le Pas-de-Calais dont 62.788, travaillant au fond, apparaît respectivement, au 31 décembre de la même année 46.916 dont 29.952 pour le fond et 97.648 dont 65.827 au fond.

Au cours de l'année 1937, les effectifs ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais accusent encore une augmentation totale de 8.118 unités. Pour la France entière, du 31 mai 1936 au 31 décembre 1937, le nombre des ouvriers occupés dans les mines augmentaient de 24.497 unités environ : 244.461 contre 219.964 mais comme il faut tenir compte dans ces chiffres des modifications de calcul apportées dans les statistiques ouvrières en fin d'année 1936, il faut compter que les effectifs ont été augmentés de 27.000 unités environ, les chiffres sont faibles en comparaison de ceux des années de prospérité : 300.858 ouvriers étaient occupés encore en fin d'année 1930 par les houillères françaises. La diminution n'a pas atteint du reste les ouvriers français autant que l'on serait tenté de le croire à la vue de ces chiffres, le débauchage a surtout porté sur les ouvriers étrangers : ceux-ci qui étaient le 31 décembre 1930 au nombre de 119.030 n'étaient plus que 71.618 en juin 1936. Leur proportion dans la totalité des ouvriers employés n'a fait que baisser.

Apparemment, la réduction de la durée du travail a donc résorbé non seulement une partie du chômage mais encore elle l'a résorbé complètement et a obligé les Compagnies à procé-

der a de nouveaux et nombreux embauchages. Toutefois si l'on examine les faits de plus près, on s'aperçoit rapidement que la réduction de la durée du travail n'a pas eu beaucoup d'influence sur ces embauchages massifs ; ils furent nécessités surtout par l'augmentation de la consommation et par la baisse du rendement. Mais comme la réduction du travail a favorisé cette baisse du rendement, il est évident que par contre-coup elle a dans une faible mesure provoqué des embauchages (1).

Mais, ce n'est là qu'une incidence de l'application de la réduction de la durée du travail, le vrai motif des embauchages des mineurs doit être recherché dans l'augmentation de la consommation. D'ailleurs la baisse du rendement n'est pas une conséquence nécessaire de la semaine de 40 heures, ses protagonistes prétendaient au contraire qu'elle augmenterait le rendement de chaque ouvrier, et celle-ci s'est produite avant son application. Pour étayer notre raisonnement, nous nous basons sur le fait qu'en 1937, les mineurs ont travaillé 258 jours autant exactement qu'en 1935. Malgré cela, la production totale de la France a diminué, et cette diminution est constatée dans tous les bassins sauf dans celui des mines de Lorraine qui gagnent au contraire 896.000 tonnes, sur 1936.

En plus la régression mensuelle de la production par rapport à 1935 n'apparaît pas seulement à partir du moment où fut appliquée la réduction de la durée du travail, c'est-à-dire à partir de novembre 1936, mais au contraire à partir de juin 1936, alors qu'on travaillait encore 46 h. 30 par semaine. Dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais, les cinq premiers mois de 1936 accusent une augmentation de production sur les mois correspondant de 1935, sauf le mois de mai où la production a diminué de 19.000 tonnes, conséquence des troubles sociaux suivant le résultat des élections.

A partir de juin au contraire, l'on travaille 6 jours par semaine, au lieu de 5 en 1935, le mois d'août mis à part en raison

(1) Troisième enquête sur la production charbonnière. Rapport du Président p. 5.

« Il est impossible de ne pas être frappé du fait que d'octobre à novembre 1936, c'est-à-dire au premier mois de l'application de la journée de 7 h. 45 le rendement a marqué une régression brusque de trois points en moyenne ».

des congés payés accordés aux mineurs pendant six à quinze jours suivant leur ancienneté, jusqu'au mois de novembre où commence la pratique de la semaine de 5 jours imposée par la loi. Chacun des 5 mois compris entre mai et novembre accuse une diminution de la production sans qu'il y ait eu une réduction des effectifs. Seul le mois d'octobre accuse un supplément de 200.000 tonnes sur le mois d'octobre de l'année précédente.

Or d'où provient cette diminution de la production ? De la diminution du rendement puisque la loi de 38 h. 40 n'était pas encore appliquée.

Pour y remédier les Compagnies houillères font ce qu'elles avaient fait en pareil cas, lorsqu'après la guerre le manque de main-d'œuvre qualifiée entraîna une baisse de rendement, elles essayèrent de compenser par une augmentation des effectifs, la baisse de production résultant de la régression du rendement journalier. L'embauchage a donc précédé la mise en vigueur de la semaine de 5 jours.

Pendant que le rendement baissait, les besoins de la consommation augmentaient. Il fallut donc également pour faire face à cette consommation grandissante faire jouer le seul facteur de production dont on peut accroître l'importance, c'est-à-dire les effectifs ouvriers.

Mais si le rendement était demeuré le même qu'en 1935, si les besoins de la consommation n'avaient pas haussé, malgré l'institution de la semaine de 38 h. 40, les mines auraient travaillé le même nombre de jours qu'en 1935, et n'auraient pas eu à procéder à aucun nouvel embauchage de personnel ; donc on peut conclure qu'en ce qui concerne les mines ce n'est pas la loi de 40 heures qui a entraîné l'augmentation des effectifs, mais l'augmentation de la consommation accompagnée de la baisse du rendement.

Quoique nous n'ayons ici à nous occuper que des relations qui peuvent exister entre la réduction de la durée du travail et l'état économique des houillères, il est bon de voir si en dehors des mines la loi du 21 juin 1936 dont l'application aux houillères ne forme qu'un article de la loi, a remédié au chômage général.

Regardons d'abord ce qui s'est passé aux Etats-Unis. La semaine de 35/40 heures admise par un certain nombre d'industries dès le mois d'octobre 1933 (mais non imposée à toutes

comme en France) n'a donné aucun résultat probant au point de vue chômage ; au cours de deux années durant lesquelles elle a été obligatoire 1934 et 1935, le nombre de chômeurs pour l'ensemble des Etats demeure à 12.364.000 et à 12.203.000, contre 13.723.000 en 1933 ; le résultat en faveur de la semaine de 40 heures n'est pas particulièrement brillant. A partir de 1936, le nombre des chômeurs décroît, alors que la semaine de 35/40 heures n'est plus obligatoire ; il se réduit à 8.917.000 en fin d'année 1936 pour remonter légèrement à 8.998.000 au 31 décembre 1937, après avoir diminué jusqu'à 8.552.000 en août 1937. Ainsi cet exemple prouve encore que la réduction du chômage n'a aucune relation avec la durée du travail. Seule la reprise des affaires, malgré un travail effectif augmenté, a pu provoquer une reprise de l'embauchage.

L'exemple de la France est sensiblement le même que celui des Etats-Unis. Les moyennes annuelles du nombre des chômeurs font ressortir les chiffres suivants depuis 1932 année où la crise semble s'être enracinée en France :

1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
273.000	276.000	341.000	425.000	432.000	350.000	420.000

On peut donc constater d'après ces chiffres, que malgré l'application de la loi de 38 h. 40 aux mines au 1^{er} novembre 1936, puis de la loi des 40 heures à la Métallurgie le 1^{er} décembre, la moyenne des chômeurs en 1936 est plus élevée que celle de 1935. Par contre celle de 1937 est inférieure à celle de 1936 semblant justifier la mesure de la réduction du travail : en effet au cours de l'année 1937, le nombre des chômeurs diminue mensuellement jusqu'au mois de septembre, où il atteint son minimum 305.341 au lieu de 426.072 en janvier 1937. Depuis il remonte graduellement par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. L'amélioration que l'on constate a duré peu, puisqu'en fin de 1937 elle disparaît : certains la considèrent même et avec raison comme artificielle par suite de la mise en vigueur de la loi sur le service militaire de 2 ans en octobre 1936, des travaux de l'Exposition Internationale de 1937, de l'embauchage massif évalué à 80.000 personnes environ dans les chemins de fer et les transports.

Si la semaine de 40 heures provoquait un réembauchage dans

les industries soutenues ou favorisées par l'Etat, par contre elle provoquait un certain chômage dans la moyenne et petite industrie qui devant les charges nouvelles ont dû réduire et leur personnel et leur production. On considère en outre, une augmentation du chômage partiel en 1937 par rapport à 1936.

Donc tant dans les mines que dans les autres industries la semaine de 5 jours n'a pas réduit le chômage. Les faits ont donné un démenti formel à la solution simpliste offerte par les partisans de la réforme au problème du chômage.

Quelles sont les raisons qui faussent ainsi une solution d'apparence si simple ? M. Piètre nous en donne l'explication, en considérant successivement le chômage complet et le chômage partiel. Dans le premier, il faut considérer deux sortes de chômage, le chômage cyclique et le chômage technologique.

Le premier est un phénomène passager, mais revenant continuellement à des époques plus ou moins éloignées. La seule façon de résorber ce chômage complet était de le transformer en chômage partiel, ce qui avait été pratiqué par les mines par l'application du « Short time ». Mais vouloir imposer les 40 heures à toute activité, c'était réduire la production des usines restées prospères, c'était pour les entreprises autres que les entreprises continues « aboutir à la semaine de cinq jours » sans qu'il y eut un embauchage proportionnel : on créait uniquement des loisirs supplémentaires. C'est ce que dût reconnaître lui-même le chef du Gouvernement qui avait proposé et fait voter la réduction du travail. Enfin le chômage en France était un chômage local et non un chômage national, il devait être combattu par un ensemble de mesures particulières et non par une mesure générale.

Mais les promoteurs de la semaine de 40 heures ne s'arrêtaient pas au phénomène cyclique du chômage, ils le considéraient et le considèrent encore maintenant comme le résultat des excès du machinisme. Leur thèse est la suivante : en période de prospérité les exploitants investissent une partie de leur bénéfice prélevé injustement sur le salaire de l'ouvrier dans l'établissement de nouveaux outillages mécaniques, ce qui leur permet même en temps de prospérité de licencier une partie de leur personnel ; celui-ci a droit au bénéfice de ces perfectionnements auxquels il a participé par son travail ; il doit donc

continuer à être employé et pour cela, la production des ouvriers restant, ayant été accrue par l'établissement de la machine, il suffit de ramener leur pouvoir de production à ce qu'il était auparavant en diminuant le facteur temps. Il est évident et juste que le travailleur doit participer au bénéfice qu'apporte le progrès technique, par un travail moins long et moins pénible. Mais en France, la crise n'est pas due à un excès d'outillage, c'est « une crise externe, une crise de prix ». Les houillères à tout moment ont été bien loin d'atteindre la limite de la consommation charbonnière de la France, la réduction de leur production est due à la concurrence étrangère, pour ne pas dire dans certains cas au « dumping » étranger.

Il est difficile enfin de comprendre pourquoi ceux qui demandaient la réduction de la durée du travail au nom des progrès du machinisme, s'élevaient violemment (troisième enquête sur l'état du marché charbonnier au sujet de la baisse du rendement) contre le défaut d'outillage des mines qu'ils jugeaient soit suffisant, soit défectueux.

Reste le chômage partiel ; dans l'ensemble de la France il a été accru. Dans les mines, il existait à l'état latent pour ne pas priver complètement de travail une partie des mineurs. Le premier Comité d'enquête a prétendu que la réduction du travail avait complètement résorbé le chômage partiel : ce n'est pas très juste, a-t-on déjà vu. La loi de 38 h. 40, a imposé aux mines comme durée normale de travail, la durée la plus basse de travail effectif pratiquée au plus fort de la crise en 1935, elle a légalisé en quelque sorte le « short time », les empêchant de profiter de la reprise de 1937. Mais en même temps, les salaires hebdomadaires étaient augmentés équivalents pour 38 h. 40 à ceux donnés pour 46 h. 30 de travail, peut-être est-ce cela que veut signifier le Comité d'enquête.

En ce qui concerne l'accroissement du chômage partiel dans les autres industries celui-ci serait dû à la réduction de la production des industries travaillant à plein rendement provoquant ainsi une déduction des débouchés. Ceci est surtout démontrable en ce qui concerne la métallurgie : l'industrie sidérurgique est avant tout en France une industrie d'exportation, si celle-ci avait pu travailler à plein rendement, faire ainsi rentrer des capitaux en France et assurer à tous ceux qui étaient

intéressés des gains supérieurs ; ainsi les autres sources de production auraient eu un débouché accru.

« Ce que commande la situation actuelle, c'est beaucoup moins le temps moyen de travail, que la différence du temps de travail entre différentes industries ; pour que les textiles puissent travailler 40 heures, il faudrait par exemple que la métallurgie travaille 48 heures. Inversement, si celle-ci est au régime des 40 heures, les textiles ne trouveront de débouchés que par exemple pour 32 heures. A. Sauvy, *Europe Nouvelle*, 16 octobre 1937. Simple application de la vieille loi des débouchés. Mais nos auteurs ont changé de principe. La réalité malheureusement n'a pas changé comme eux (1) ».

Ce qui causa également une augmentation du chômage partiel c'est le manque de main-d'œuvre qualifiée. En obligeant les spécialistes à ne travailler que 40 heures par semaine, on diminuait leur production et on privait ainsi un certain nombre d'entreprises de débouchés ; les ouvriers spécialisés ayant une capacité de production diminuée il leur fallait d'autant moins de produits ouvrés nécessaires pour arriver au produit final qu'ils étaient chargés d'élaborer.

En examinant maintenant la réduction de la durée du travail et ses conséquences sur le chômage au point de vue économique pur, on s'apercevra que d'après les théories les plus modernes, confirmées d'ailleurs par les faits, la réduction du travail n'amène pas du tout une diminution parallèle et proportionnelle du chômage, au contraire. Ceci apparaît encore beaucoup plus en lumière, si à la réduction de la durée du travail est jointe une augmentation du salaire. En effet, il existe « un lien étroit entre le salaire et le chômage » : plus le salaire hausse et plus la demande d'emplois augmente jusqu'à ce que le taux du salaire se stabilisant la demande s'arrête également et tende à décroître. Si donc on continue à élever virtuellement les salaires, la demande continue à croître, créant fatalement le chômage. A plus forte raison, si en temps de crise et de chômage, on hausse artificiellement les salaires, soit par une réduction de la durée du travail, tout en maintenant le même salaire, soit en élevant le salaire lui-même, soit par ces deux modes conjugués, le chômage ne diminue pas, mais au contraire tend à

(1) A. Piètre. La politique du Pouvoir d'achat, p. 148.

croître. C'est ce qu'il est facile de contrôler en France pour les années 1935-1936 et 1938, où le nombre des chômeurs, sauf une légère diminution en 1937, due en partie à la reprise des affaires et au service militaire de 2 ans, est demeuré sensiblement le même.

Certains même ont voulu voir une relation mathématique entre le taux du salaire et l'emploi ; il suffirait de réduire le salaire de 1 % pour faire diminuer le chômage de 2 ou 3 %. Cette dernière assertion est évidemment très fondée, mais semble difficile de démontrer mathématiquement.

Il n'en demeure pas moins vrai qu'il existe une relation entre le taux du salaire et le chômage : celui-ci dépendant « de l'écart existant entre la productivité marginale et le salaire » (1).

On est donc forcé de conclure que la réduction de la durée du travail telle qu'elle a été comprise, pour les promoteurs de la loi du 21 juin 1936, n'a apporté aucun remède au chômage. Le problème est infiniment plus complexe pour qu'on puisse le résoudre par une simple augmentation globale de l'emploi. « Ici, encore, la semaine de 40 heures apparaît, dans son principe même, anti-scientifique » (2).

§ 2. — Les salaires

S'étant révélée impuissante à résorber le chômage, la semaine des 40 heures ou des 38 h. 40 perdait ainsi son fondement, sa raison d'être elle-même, puisque tel avait été le motif essentiel invoqué par ses partisans pour son application. Mais, il reste à examiner, si le second argument soutenu en sa faveur s'est réalisé : elle devait permettre et accompagner l'augmentation totale des salaires, accroître ainsi le pouvoir d'achat des masses ouvrières et résoudre la crise. On reprenait ainsi en France en juin 1936 un slogan qui avait été formulé aux Etats-Unis, par M. H. Ford d'abord puis par le Président M. Roosevelt et mis en application par ce dernier dès novembre 1933, « augmenter le pouvoir d'achat de la masse et ainsi provoquer la reprise des affaires ». Malgré les résultats plutôt négatifs d'une telle expérience aux Etats-Unis, le Gouvernement de

(1) M. A. Landry. Les théories du salaire et du chômage.

(2) A. Piètre. La politique du Pouvoir d'achat devant les faits, p. 150.

Front Populaire devait en faire le principe fondamental et la ligne de conduite de sa législation en matière économique.

En fait si la réduction de la durée du travail n'augmentait pas par elle-même le pouvoir d'achat de la masse, par contre elle augmentait les charges des mines d'où une augmentation du prix du charbon, donc du coût de la vie. Si on avait maintenu le taux du salaire, d'où une rémunération moins élevée pour 40 heures que pour 48 heures, le coût de la vie n'aurait pas changé, mais le pouvoir d'achat de la masse ouvrière aurait diminué. De toutes façons la semaine de 40 heures prise en elle-même, ne pouvait augmenter le pouvoir d'achat de la masse, contrairement à ce qu'ont prétendu ses défenseurs, mais uniquement leurs loisirs.

Pour arriver à l'augmentation du pouvoir d'achat, il fallait augmenter les salaires, c'est ce à quoi s'est occupé en premier le Gouvernement de juin 1936.

Celui-ci appuyé par les grèves de juin 1936 décide une augmentation immédiate et générale des salaires par les accords Matignon.

Cette hausse de 11,1/2 à 12 % en général, atteint 16 % dans le Nord et le Pas-de-Calais en moyenne y compris les rajustements pour toutes les catégories d'ouvriers. Il faut noter que la mesure en elle-même était justifiée par la pratique des bas salaires dûs à la crise, mais c'était une mesure sociale, et non pas une mesure économique, elle n'avait rien à voir avec le pouvoir d'achat des masses et la résorption de la crise.

Cette première augmentation a eu lieu de la façon suivante. On sait que les salaires journaliers des mineurs dans le Nord et le Pas-de-Calais sont constitués par un salaire de base différente selon les catégories d'ouvriers et par une prime identique pour toutes les catégories. Les modifications de salaires s'effectuent par le jeu de la prime ou du coefficient multiplicateur.

Le salaire de base étant figuré par 100, la prime était de 10 % de 1933 à 1935, ce qui donnait un salaire effectif égal à 110, correspondant à un salaire journalier moyen, pour les ouvriers du fond dans le Pas-de-Calais de 35 fr. 66 en 1933, 35 fr. 98 en 1934 et 35 fr. 95 en 1935. Dans le Nord le salaire était légèrement inférieur, 35 fr. 61 en 1933, 35 fr. 35 en 1934, 35 fr. 27 en 1935. Pour le premier trimestre 1936, le salaire des ouvriers du fond se trouve en légère amélioration dans le Nord, tandis qu'il

est en baisse dans le Pas-de-Calais par rapport au salaire moyen de l'année précédente : 35 fr. 63 contre 35 fr. 95 (Pas-de-Calais) et 35 fr. 40 contre 35 fr. 27 (Nord).

Par application des accords Matignon, le relèvement des salaires s'opérait de plusieurs façons, suivant les catégories d'ouvriers : d'abord la prime était portée pour toutes les catégories d'ouvriers de 10 % à 22 % avec effet rétroactif au 1^{er} juin 1936 ; le salaire effectif se trouvait donc passé de 110 à 122.

En outre il était stipulé que le salaire minimum de l'ouvrier à l'abatage, c'est-à-dire de l'ouvrier touchant le salaire le plus élevé et dit « à base 10 », serait porté à 34 fr. Avec la prime de 22 % ce salaire minimum devenait 41 fr. 18 en très faible écart avec le salaire conventionnel moyen de 42 fr. 70.

Les barèmes de salaires de base à la journée et à la tâche faisant l'objet d'une revision avec des élévations importantes du moins pour les salaires inférieurs de certains ouvriers travaillant soit au fond, soit à la surface. Les accords Matignon tendaient à élever les salaires minima qui semblaient insuffisants pour permettre aux ouvriers de satisfaire à un certain niveau de vie ; mais ne touchant pas aux salaires des ouvriers ayant droit à une rémunération élevée, en raison du travail pénible ou très particulier qu'ils accomplissaient, ils arrivaient à un certain nivellement entre toutes les catégories d'ouvriers qu'il s'agisse d'un spécialiste ou d'un simple manoeuvre.

Par l'effet combiné de ces révisions de salaires de base et de la variation de la prime au 1^{er} juin 1936 la moyenne générale de l'ensemble du personnel fond et jour a été relevé de 16 % environ par les accords Matignon.

Au 1^{er} novembre 1936, par suite de la mise en l'application de la semaine de 38 h. 45 pour les ouvriers du fond et de 40 heures pour les ouvriers du jour, avec maintien du salaire antérieur correspondant à 46 h. 30 et 48 heures de travail par semaine, le salaire journalier moyen allait se trouver en augmentation totale de 39,2 % sur le salaire du 1^{er} trimestre de l'année 1936.

A vrai dire le maintien du salaire hebdomadaire pour 40 heures de travail n'augmentait en rien le pouvoir d'achat de la masse. Peut-être les travailleurs crurent-ils le contraire. Mais en réalité, la diminution de la durée du travail ne procura à la

masse que de nouveaux loisirs payés, et non une augmentation de leur pouvoir d'achat.

D'ailleurs, les augmentations de salaires allaient se succéder à une cadence rapide au cours de l'année 1937 et 1938 : tout d'abord pour continuer l'expérience de l'augmentation du pouvoir d'achat pour résorber la crise, et ensuite lorsque l'expérience n'eût pas réussi, pour donner aux travailleurs des moyens d'existence en raison de l'augmentation générale du coût de la vie.

Le 1^{er} février 1937, a lieu une seconde augmentation de salaire par la variation de la prime générale qui est portée de 22 à 28 %, le salaire effectif passant ainsi de 122 à 128.

Deux mois plus tard le 1^{er} mai a lieu une nouvelle hausse des salaires toujours obtenue par l'augmentation de la prime qui est portée de 28 à 35 %. Enfin le coût de la vie continuant à augmenter, le 1^{er} octobre 1937, le salaire est parti à 145 par l'augmentation de la prime de 35 à 45 %.

A la fin de l'année 1937, le salaires journaliers de toutes les catégories d'ouvriers se trouvaient par le fait des seuls augmentations des salaires en hausse de 32 % sur ceux du 1^{er} trimestre 1936. Si nous tenons compte en outre, de la majoration de 20 % adoptée par les Conventions en raison de l'application de la semaine de 40 heures dans les mines, le salaire effectif par journée de travail apparaît non plus à 145 contre 110 pour 1935 ou le premier trimestre 1936 mais à 174, soit une augmentation de 58 % en dix-huit mois.

En plus, les allocations familiales qui n'avaient subi aucune modification en 1936, furent relevées à compter du 1^{er} février 1937. Cette augmentation se trouvait justifiée par l'augmentation du coût de la vie qui pesait plus encore sur les familles nombreuses. Les allocations se décomptaient comme suit :

1 ^{er} enfant	1 fr. 25	au lieu de	1 fr.
2 ^e	» 2 fr.	»	1 fr. 50
3 ^e	» 3 fr.	»	2 fr.
4 ^e	» 4 fr.	»	2 fr.
5 ^e	» et ensuite 5 fr.		2 fr.

Ces taux journaliers sont également majorés de 20 % par journée de travail effectif du fait de la semaine de 5 jours. Cette

augmentation des allocations majorait le salaire journalier moyen de 2 % environ.

Au cours de l'année 1938, il devait être également procédé à de nouvelles hausses des salaires ; le 16 février 1938, avait lieu un remaniement complet du salaire de base ; celui-ci était porté à 46 fr. 86 pour le salaire minimum. La prime était ramenée à son taux de 1935 c'est-à-dire 10 %. Le nouveau salaire de base minimum était donc porté prime comprise à 51 fr. 55. En plus, il fallait ajouter 20 % de majoration par le fait de l'application de la semaine de 38 h. 40 sur cinq jours de salaire journalier effectif de l'ouvrier à base 10, apparaissait donc au minimum de 61 fr 86.

Le salaire conventionnel moyen s'établissait à 63 fr. 60 par jour sans les allocations familiales.

Au début de septembre 1938, par suite de la décision du Gouvernement d'augmenter la production houillère en France en faisant effectuer onze postes supplémentaires du 1^{er} septembre au 1^{er} mars 1939, eut lieu un accord entre les organisations patronales et ouvrières. Ces dernières acceptaient de faire les onze postes prévus, mais en contre partie on leur accordait une augmentation de salaire qui englobait la majoration de 25 % prévue par le décret du 25 septembre 1936 pour les journées de travail supplémentaires autorisées par le Gouvernement. Les parties patronale et ouvrière sur l'invitation du Ministère des Travaux Publics acceptèrent qu'à compter du 1^{er} septembre 1938 et pour la durée de l'accord les prix de tâche et les salaires des ouvriers mineurs soient augmentés de 6 %.

Ainsi depuis le début de l'année 1936, on a enregistré six majorations de salaires successives, dont toutes sauf la première ont fait l'objet d'accords nationaux. Le salaire journalier moyen s'est accru de 50 à 56 % du seul fait des accroissements de salaires et 70 à 87 % par suite de l'application de la semaine de 38 h. 45. Si nous tenons compte des congés payés, le salaire moyen par journée de travail effectif se trouve accru de 89 %.

On peut donc dire que depuis que le Gouvernement de juin 1936 en avait donné le signal, les salaires ont haussé, presque du simple au double. Le pouvoir d'achat des masses en a-t-il été accru ? La crise a-t-elle été résorbée ? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

§ 3. — La réduction du travail, la hausse des salaires et l'augmentation du pouvoir d'achat des masses

Nous avons vu que même dans les mines la semaine de 40 heures n'avait pu entraîner une résorption du chômage, celle-ci devant être attribuée à d'autres facteurs, notamment à la reprise de la consommation en charbon et à la baisse du rendement. Celle-ci perdait donc sa raison d'être, puisque suivant ses protagonistes, elle devait en permettant l'embauchage des chômeurs augmenter la totalité des salaires distribués : de l'augmentation, de la distribution des salaires devait découler l'augmentation du pouvoir d'achat de la masse ouvrière et de celle-ci la résorption de la crise.

Or la réduction du travail, n'ayant pas en elle-même permis une résorption du chômage, n'a pu accroître non plus le pouvoir d'achat de la masse ; en effet elle ne pouvait arriver à ce but que par l'augmentation du nombre des travailleurs employés.

Elle a bien été accompagnée d'une augmentation du taux du salaire journalier, puisque la rétribution de la semaine de 40 heures devait être égal à celle de la semaine de 48 heures, mais cet accroissement du taux du salaire n'a pas correspondu nécessairement à une augmentation de la totalité des salaires distribués, en égard au nombre des ouvriers.

Supposons qu'à la suite de l'application de la semaine de 40 heures, un patron (et il s'en est trouvé) n'augmente pas le nombre de ses employés, il continue à répartir hebdomadairement le même salaire entre son personnel qu'avant la semaine de 40 heures. Le personnel de cette entreprise ne voit donc pas son pouvoir d'achat augmenté par le seul fait de la réduction du travail, puisqu'il a touché un salaire identique pour cinq jours de travail à celui qu'il touchait pour six jours. Mais d'autre part ce même salaire a été versé pour une production moindre le coût de la main-d'œuvre vis-à-vis de l'entreprise pour une même production s'est donc trouvé accru de 20 % en moyenne, (c'est cette proportion qui a été admise dans les conventions entre patrons et ouvriers dans les mines, pour l'augmentation du salaire journalier au moment de la mise en application de la semaine de cinq jours).

Donc la réduction du travail, à l'égard de l'ouvrier ne lui a procuré aucun accroissement de son pouvoir d'achat, à l'égard

de l'entreprise elle a augmenté ses charges, par le maintien du salaire pour une production réduite.

Mais alors qu'a apporté à l'ouvrier la réduction de la durée du travail ? Des loisirs : et non pas des loisirs payés ainsi qu'on l'a prétendu, mais des loisirs qu'il a lui-même payés très cher.

La semaine de 40 heures n'a pas augmenté le pouvoir d'achat de l'ouvrier en particulier, ni le nombre des travailleurs par rapport au nombre des chômeurs, donc, elle n'a pu déterminer l'accroissement du pouvoir d'achat de la totalité des ouvriers.

Au contraire, nous irons plus loin dans ce raisonnement : à l'intérieur de la France, la réduction de la durée du travail a eu pour résultat d'élever immédiatement les prix de revient et par conséquent avec un décalement de temps plus ou moins élevé, les prix de vente ; dans ce sens elle a donc réduit dans une même proportion le niveau de vie de chaque ouvrier, puisque n'augmentant pas son pouvoir d'achat elle augmentait le coût de la vie. En supposant que la réduction de travail ait donc eu lieu, le nombre des travailleurs demeurant le même, elle aurait diminué leur pouvoir d'achat.

Si nous admettons que la réduction du travail n'ait pas été accompagnée d'une élévation des prix plus ou moins importante, ce qui d'ailleurs est contraire aux faits ; nous voyons qu'elle n'augmente pas encore le pouvoir d'achat des masses. Pour ceci nous admettons que l'entreprise supporte seule, sans le faire retomber sur les consommateurs, la hausse du coût de la production que nous avons estimé à 20 % environ : dans ce cas, si le pouvoir d'achat du travailleur salarié reste le même, celui des exploitants est diminué d'autant. De toute façon la réduction du travail non accompagnée d'augmentation du nombre des salariés a comme conséquence une diminution du pouvoir d'achat, soit des salariés si les prix montent, soit des entrepreneurs si les prix restent stationnaires : le pouvoir d'achat national est donc diminué.

Maintenant admettons que la réduction de la durée du travail soit accompagnée d'une résorption du chômage.

Si le coût de la vie hausse, pour que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière ne soit pas diminué, il faut que le total des salaires distribués augmente dans la même proportion que le coût de la vie, ou que le nombre des travailleurs s'accroisse de

teille façon que le total des salaires distribués demeure parallèle au coût de la vie.

Tableau des variations de salaires journaliers moyens
(Ouvriers du Fond)

Années	Pas-de-Calais	Nord	France entière chiffres relatif. Base 1913 = 100
1935			
1 ^{er} trimestre	35.98	35.22	595.8
2 ^e »	35.97	35.25	595.3
3 ^e »	36.05	35.24	595.5
4 ^e »	35.81	35.35	594.4
Année entière	35.95	35.37	595.1
1936			
1 ^{er} trimestre	35.63	35.40	592.6
2 ^e »	36.35	36.71	613
3 ^e »	40.08	39.71	664.6
4 ^e »	45.33	45.45	785.4
Année entière	39.62	39.34	657.7
1937			
		51.26	850.6
1 ^{er} trimestre	50.91	53.60	885.2
2 ^e »	52.78	54.65	906.2
3 ^e »	54.20	59.61	908.5
Année entière	58.79	54.90	908.5
1938			
1 ^{er} trimestre	60.21	60.86	1.008.8
2 ^e »	61.15	62.77	1.030.2
3 ^e »	62.26	63.09	1.047.4
4 ^e »	60.29	65.13	1.085.4
Année entière	62.03	62.85	1.043.9

Tableau des variations des salaires journaliers moyens
(Fond et Jour)

Années	Pas-de-Calais	Nord	France entière Base 1913 = 100
1935			
1 ^{er} trimestre	33,22	32,85	602
2 ^e »	33,22	32,81	601,6
3 ^e »	33,19	32,78	600,9
4 ^e »	33,03	32,86	600
Année entière	33,17	32,83	600,1
1936			
1 ^{er} trimestre	32,89	32,90	598,6
2 ^e »	34,31	34,25	622
3 ^e »	37,54	37,34	679,8
4 ^e »	42,41	42,57	670,9
Année entière	36,87	36,77	668,7
1937			
1 ^{er} trimestre	47,80	47,88	869,8
2 ^e »	49,57	50,04	966,6
3 ^e »	50,87	51,03	927,4
Année entière	55,11	55,68	1.006,4
	50,94	51,26	929,4
1938			
1 ^{er} trimestre	56,59	57,05	1.033,1
2 ^e »	57,58	58,31	1.057,2
3 ^e »	58,67	59,04	1.073,7
4 ^e »	60,65	61,04	1.114
Année entière	58,42	58,88	1.070,5

Si le coût de la vie ne hausse pas, les entreprises prenant sur elles la charge résultant de la production, l'augmentation des salaires distribués, conséquence de l'augmentation du nombre des travailleurs diminuera d'autant les ressources des exploitants et par conséquent le pouvoir d'achat de ces derniers.

Ainsi, augmentation du pouvoir d'achat d'un côté, diminution de l'autre, même, en adoptant les idées des défenseurs de la semaine de 40 heures sur la résorption du chômage, nous sommes forcés de conclure que dans tous les cas envisagés « le meilleur résultat que la semaine de 40 heures puisse avoir sur le pouvoir d'achat, est de n'en avoir pas (1) ».

Après cet examen théorique des répercussions de la limita-

(1) A. Piètre. La Politique du Pouvoir d'achat devant les faits.

tion de la durée du travail sur le pouvoir d'achat de la masse nous verrons par l'étude des faits, que sans l'emploi de moyens artificiels, les travailleurs manuels auraient vu diminuer leur niveau de vie depuis juin 1936 par suite de l'abaissement de leurs ressources, et que, malgré ces moyens, qui enrichissant la classe ouvrière, devaient profiter à la nation et faire cesser la crise, la France s'est appauvrie et par conséquent a vu son pouvoir d'achat national diminuer depuis le mois de juin 1936.

Nous venons de voir que dans l'esprit des protagonistes de la réduction du travail, celle-ci devait augmenter le pouvoir d'achat de la masse ; mais pour parvenir à ce but plus sûrement et plus rapidement, avant même que fut voté le principe de la semaine de 40 heures, le Gouvernement et les syndicats imposaient un relèvement immédiat des salaires aux exploitants. La hausse prévue par les accords Matignon était de 11½ à 12 % pour toutes les industries et 16 % pour les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Les prix de détail n'ayant pas suivi immédiatement la hausse des salaires, il en est résulté que pendant les quelques mois qui ont séparé la hausse des salaires et celle du coût de la vie, la masse des salariés a eu un standard de vie plus large résultant de l'augmentation momentanée de son pouvoir d'achat. Mais, ceci ne devait pas durer longtemps, en effet dès que le coût de la vie eût haussé dans les mêmes proportions que le salaire, le pouvoir d'achat était redevenu ce qu'il était auparavant. Aussi les partisans de la politique du pouvoir d'achat des masses, et par conséquent le Gouvernement au Pouvoir résolut-il d'augmenter le taux du salaire afin que celui-ci représentant le pouvoir d'achat du travailleur s'accrût parallèlement au coût de la vie ; c'est ce qui explique les nombreuses élévations de salaire que nous avons relatées au cours de l'année 1937. Or malgré ces augmentations artificielles, le pouvoir d'achat du salarié s'est-il maintenu au niveau des dernières semaines de juin 1936, après la première hausse dûe aux accords Matignon ; hausse justifiée d'ailleurs dans de nombreux cas ? Dans les mines, la réponse doit être affirmative, mais elle ne l'est pas pour les autres industries.

Nous avons donné le taux des salaires des mineurs du fond et les salaires moyens fond et jour combinés en prenant comme base 100 pour 1913. Celui-ci est de 600 pour l'année 1935. Les indices de dépense d'une famille ouvrière de 4 personnes

donnée par la Statistique générale de France ressort pour Paris à 483 pour 1935 (base 100-1914). Pour le deuxième trimestre 1936, après la première hausse des salaires, elle ressort à 504, tandis que les salaires sont à 622. En fin d'année 1936 l'indice général du coût de la vie apparaît à 540 et le taux du salaire 670, soit par rapport à juin 1936 une augmentation de 7,14 % pour le coût de la vie et de 7,71 pour les salaires des mineurs.

Variation du coût de la vie et du taux du salaire

	1935	1936		1937	1938	
	Moyenne	Juin	Fin d'année	Fin d'année	Août	Hausse sur Juin 1936
Indice général du coût de la vie — Paris	483	504	540	658	689	41 %
Alimentation. — Paris	483	525	562	684	723	50 %
Prix de détail »	460	461	»	676	»	»
Alimentation »	436	465	»	675	»	»
Salaires fond et jour »	600	622	670	929	1073,7	79 %

Au cours de l'année 1937, l'indice général du coût de la vie pour Paris augmente de 32 % su juin 1936 passant à 658 ; les salaires augmentaient de 37 %. Par rapport au coût de la vie, les salaires avaient donc haussé plus et le pouvoir d'achat de la masse ouvrière n'avait donc cessé d'augmenter ; mais il s'agit là du salaire journalier moyen, si on ne tient compte que de la somme globale des salaires annuels qui constitue le pouvoir d'achat de l'ouvrier, on verra que celle-ci, sauf pour les mineurs, n'a pas suivi proportionnellement pour l'ensemble des salariés, la hausse du coût de la vie.

On peut avoir une impression relativement nette de la situation des ouvriers mineurs, d'une époque à une autre, en comparant les salaires moyens fond et jour, allocations familiales comprises, à l'indice pondéré des prix de détail des 34 articles de ménage à Paris.

Années	Salaires moyens par poste (fond et jour)	Indice prix de détail 34 art. Paris	Salaire indice
1913	5,40	100	5,40
1930	37,50	618	5,99
1935	32,48	440	7,38
1936	36,11	480	7,52
1937 moy.			
ann.	50,19	611	8,21
1938 4 ^e tri- mestre	60,16	741	8,12

La comparaison des salaires journaliers ne suffit pas à donner une idée exacte de la situation de l'ouvrier mineur ; il faut tenir compte, en effet, du nombre de journées de travail effectif.

En 1937, chaque ouvrier a travaillé en moyenne 238 jours ; en 1938, 240 jours.

Aux salaires correspondants aux journées de travail effectif, s'ajoutent les sommes payées par application de la loi sur les congés payés.

On peut ainsi adresser un tableau des salaires annuels en espèces, des ouvriers mineurs et les rapporter au même indice que les salaires journaliers. On obtient les résultats suivants :

Années	Salaire moyen annuel en espèces	Indice prix de détail Paris (34 art.)	Salaire annuel indice
1913	1.560 frs	100	1.560 frs
1930	16.039 »	618	1.629 »
1935	8.138 »	440	1.850 »
1936	9.557 »	480	1.991 »
1937	12.546 »	611	2.053 »
1938	14.375 »	706	2.036 »

Si les hausses des salaires n'avaient pas eu lieu, la réduction de la durée du travail n'aurait donc pu en aucun cas augmenter le pouvoir d'achat ; elle accroissait le salaire journalier mais non le salaire hebdomadaire. Seules donc les hausses de salaires ont accru le pouvoir d'achat des salariés dans les mines. Ces hausses ne semblent pas avoir augmenté le pouvoir d'achat national, les travailleurs n'ont pas vu leur salaire hausser dans la même proportion que le coût de la vie et ces augmentations ont été effectuées aux dépens des autres classes de la société (les rentiers de l'Etat, fonctionnaires entre autres) et par conséquent aux dépens de la collectivité. Accompagnées d'une baisse générale de production, dépourvues par conséquent de tout fondement, elles ont dû être prélevées sur les réserves même de la nation. Nous avons montré la répercussion de la baisse de la production sur la balance commerciale de la France et sur sa richesse, nous pourrions également, mais ce n'est pas là notre sujet, montrer comment les augmentations de salaires correspondant à une baisse de la production ont également une répercussion sur l'économie générale de la France. Qu'il suffise de

se reporter aux chiffres du stock d'or de la Banque de France pour montrer que ni la réduction de la durée du travail, ni la hausse des salaires n'ont enrichi la nation et par conséquent résorbé la crise. Ceux-ci n'ont fait que diminuer depuis 1936, malgré les dévaluations successives qui auraient pu compenser en apparence les fuites de l'or à l'étranger.

CHAPITRE V

EVOLUTION DE LA LEGISLATION DEPUIS 1936

§ 1. — Législation française

L'insuffisance de la production des houillères françaises à la fin de 1936 et au cours de la totalité de l'année 1937, insuffisance qui affecta lourdement l'économie générale du pays, provoqua auprès du Gouvernement et des Conférences Internationales du Travail un certain revirement dans le mode d'application et la conception de la semaine de 38 h. 40. L'exemple de la France montra que le monde n'était pas encore capable malgré les progrès du machinisme d'arriver à suffire à ses besoins avec une durée de travail aussi réduite.

Au point de vue minier, la France sans les secours des Etats étrangers n'aurait pu assurer que les 2/3 de sa consommation intérieure en 1937, mais ces importations allaient par contre-coup constituer un grave danger pour la situation monétaire des pays. Aussi, le Gouvernement en 1938 fut-il obligé de déroger à la stricte observance de la loi, par l'octroi de journées de travail supplémentaires, tandis qu'il incitait les mines à procéder à des embauchages massifs pour élever au plus tôt le niveau de la production : ces mesures donnèrent les résultats escomptés, et prouvaient ainsi que la diminution de la production était bien due à la réduction de la durée du travail, réduction qui ne pouvait même pas être supportée par le pays, abstrac-

tion faite de toute considération de concurrence étrangère et de répercussions monétaires.

Dès le mois d'août 1936, le Sénat avait demandé une enquête sur le marché charbonnier, pour répondre à la demande de crédit du Gouvernement en vue de subvenir aux mines aux prises avec des difficultés d'ordre financier en raison de l'application des Lois sociales. Ce premier comité d'enquête élaborait son rapport au début de l'année 1937. Ses conclusions ne tendaient pas à l'augmentation du nombre des journées de travail, il prétendait simplement que les mines pouvaient facilement supporter les conséquences des augmentations des salaires et de la réduction du travail, si le rendement revenait à un niveau normal.

Ceci explique que les premiers décrets d'application n'autorisaient le travail supplémentaire que dans les limites prévues par la loi du 21 juin, à savoir : pas de crédits d'heures supplémentaires à la disposition des entreprises, mais seulement l'autorisation donnée aux mines par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières, de prolonger la durée du travail de soixante heures par an au maximum, c'est-à-dire de huit journées.

Un premier arrêté pris dans ces conditions en fin janvier 37 et émanant du Ministère des Travaux autorisa une prolongation du travail de 31 heures entre le 14 février et le 15 avril 1937. Un second arrêté autorisa une prolongation du travail identique dans le second semestre de l'année. Le grief que l'on peut faire à ce mode d'autorisation était de donner lieu à des consultations et des discussions prolongées qui amenaient un retard considérable dans l'octroi de ces autorisations.

La production française en général fonctionnant au ralenti durant l'année 1937, le Gouvernement décida de procéder à une enquête sur la production ; celle-ci se continua dans les houillères et donna lieu au rapport que nous avons relaté au début de l'année 1938, qui concluait, ainsi que nous l'avons vu, à l'accroissement nécessaire du rendement, et laissait entrevoir que la production des mines devait être développée à tout prix.

Au début de l'année 1938, le 28 janvier, le Gouvernement prenait un arrêté suivant les modalités d'application de la loi autorisant les Compagnies minières à effectuer cinq journées supplémentaires, représentant une semaine de travail, soit 38 h. 40,

à dater de l'arrêté jusqu'au 30 avril 1938. Ces cinq jours de travail ne représentaient évidemment pas une marge de capacité de production de haute importance, mais il marquaient la volonté du Gouvernement d'enrayer la baisse continuelle d'extraction qui sévissait depuis 1931.

Par un nouvel arrêté d'avril 1938, la période pendant laquelle pouvaient être effectuées les journées de travail supplémentaires était prorogée jusqu'au 31 août 1938 ; autrement dit du 1^{er} février au 31 août 1938, le Gouvernement avait autorisé les mines, suivant les dispositions des décrets d'application de la semaine de 40 heures, à utiliser la totalité des journées supplémentaires qui pouvaient être octroyées sur une année.

Si ces journées de travail supplémentaires avaient permis d'enrayer la baisse de la production, il n'en demeurerait pas moins que, malgré la diminution de la consommation française, notre extraction et la situation économique houillère étaient dans une phase critique. En plus, les événements extérieurs qui laissaient prévoir la possibilité d'un conflit armé, soulignaient encore plus cette situation qui en période normale avait déjà des répercussions désastreuses sur l'économie générale du pays.

Il apparaissait donc nécessaire, pour nous permettre de ne pas continuer à demeurer plus longtemps tributaires de l'étranger pour des tonnages aussi considérables et de nous suffire le plus possible à nous-mêmes dans le cas d'hostilités éventuelles, d'assouplir la loi des 40 heures qui était le principal obstacle à l'accroissement de la production, le rendement continuant à décroître.

C'est dans ce sens que fut élaboré le décret du 30 août 1938 accordant de nouvelles heures supplémentaires dans le cadre de la semaine de 40 heures, pour les travaux à effectuer « dans l'intérêt de la Défense nationale, de la sécurité ou du service public » (1). Les limites des dérogations étaient laissées à la disposition et à l'appréciation du Ministre du Travail qui ordonnait les travaux jusqu'à un maximum de cent heures en sus des heures supplémentaires utilisables.

Pendant ce temps, à la demande du Gouvernement, les re-

(1) *Journal Officiel* du 31 août 1938.

présentants des compagnies minières et les représentants des ouvriers mineurs entraient en pourparlers en vue d'arriver à un accord pour augmenter la production, au moyen de nouvelles journées de travail supplémentaires à effectuer dans les derniers mois de l'année 1938, les journées autorisées par la loi et les décrets d'application ayant été épuisées en totalité avant le 31 août. Les représentants patronaux et ouvriers des houillères furent reçus le 1^{er} septembre par M. Daladier, Président du Conseil, qui leur marqua l'intérêt national que le Gouvernement attachait à l'augmentation de la production de charbon et au travail en commun de tous.

A l'issue de cette audience, des pourparlers ont été engagés, sous la présidence de M. de Monzie, Ministre des Travaux Publics et ont abouti à un accord, signé par les représentants du Comité des houillères et la délégation des travailleurs du sous-sol. Nous le reproduisons en entier :

« Le Gouvernement, considérant que la production houillère est à la base de la vie économique du pays et constitue essentiellement une industrie de défense nationale, estime qu'il y a lieu d'augmenter par tous moyen la production de nos houillères, afin de diminuer le poids des importations de charbon qui pèse de façon si lourde sur le déficit de notre balance commerciale ».

Il a demandé en conséquence :

1°) D'accélérer l'effort fait en vue du renouvellement de l'outillage et de la construction de maisons ouvrières ;

2°) Aux patrons et ouvriers mineurs qu'à partir du 1^{er} septembre 1938 jusqu'au 1^{er} mars 1939 soient effectués 11 postes correspondant aux heures supplémentaires prévues dans le décret d'application de la semaine de 38 h. 40 aux houillères.

« Les deux parties sont d'accord pour accepter ce programme, moyennant les assurances suivantes que leur a donné le Gouvernement :

« Le développement de la production nationale devra se poursuivre sans à-coup et la stabilité de la main-d'œuvre et de son emploi être assurée par l'action des Pouvoirs publics sur le marché charbonnier.

« A cet effet, le Gouvernement prendra les mesures nécessaires pour maintenir le rythme régulier du travail sans chômage partiel, et assurer par priorité le placement de nos charbons.

« Il agira notamment sur le taux de contingentement des importations de houille et sur les conditions de transport de nos charbons indigènes.

« En contre partie de l'effort supplémentaire consenti par les ouvriers mineurs, il est entendu qu'une majoration générale des salaires sera consentie dans le cadre et en fonction de l'accord.

« Considérant que le dernier rajustement des salaires des ouvriers mineurs, consistant en une majoration générale de 6 %, remonte au 15 février 1938 ; que l'évolution des indices officiels du coût de la vie depuis cette époque ne permettrait pas a priori de considérer comme recevable la demande en révision introduite par la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol, au regard de la loi du 4 mars 1938.

« Mais, considérant qu'il y a un intérêt national pressant à ce que la production houillère soit accrue et par conséquent à ce que la profession du mineur ne soit pas dévalorisée.

« Considérant que, d'un commun accord, les représentants des organisations patronales et les représentants des organisations ouvrières ont accepté de répartir sur l'ensemble des journées de travail effectif la majoration de rémunération de 25 % prévue par l'article 11 du décret du 25 septembre 1936 pour les journées supplémentaires autorisées par le Gouvernement.

« Les deux parties, sur l'invitation pressante du ministre des Travaux publics, acceptent qu'à compter du 1^{er} septembre 1938, et pour la durée de l'accord, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} mars 1939, les prix de tâche et salaires des ouvriers mineurs soient augmentés de 6 % ».

D'après cet accord, onze postes supplémentaires de 7 h. 45 chacun allaient pouvoir être utilisés jusqu'au 1^{er} mars 1939. On envisageait que ceux-ci auraient pour résultat un accroissement de la production de l'ordre de deux millions de tonnes, ce qui permettrait d'éviter pour ces six mois une exportation de devises que l'on peut évaluer à cinq cents millions de francs.

Si l'économie générale de la France allait être améliorée à la suite de cet accord, cette amélioration ne devait pas se produire au désavantage des ouvriers mineurs ; en contre-partie du surcroît de travail, ils obtenaient une augmentation de salaires qui

les avantageait et à juste titre sur les travailleurs des autres industries, revalorisant ainsi leur profession. Leurs salaires se trouvaient accrus de 6 % ; dans ce pourcentage, 2 % représentaient l'intégration de la majoration de 25 % applicable aux seules heures supplémentaires, le surplus, 4 % correspondait à une augmentation nouvelle plus ou moins justifiée par la hausse du coût de la vie quoiqu'en réalité, leurs salaires avaient haussé plus que le coût de la vie depuis 1936 ; mais en raison du travail demandé, du relèvement des salaires de février 1938, inférieur à celui qu'eût justifié la hausse du coût de la vie à ce moment et du désavantage des mineurs au point de vue salaires par rapport à d'autres corporations, les représentants des deux parties s'entendaient pour augmenter le salaire de 6 %.

Ainsi, vient d'apparaître le premier point modifiant l'application de la semaine de 40 heures telle que l'avaient prévue les décrets de 1936. Après, les industries travaillant pour la défense nationale et dont les circonstances obligeaient à accroître immédiatement la production, les houillères qui avaient été une des branches d'activité où s'étaient fait le plus durement sentir les conséquences de la réduction du travail avaient dû être l'objet de mesures spéciales, assouplissant dans toute la mesure du possible l'application de la loi des 40 heures. Dans la suite, le Gouvernement soucieux des intérêts économiques si éprouvés par la crise de 1930-1936, et plus encore par les mesures du Parlement de 1936, modifia totalement la réglementation générale de la durée du travail, par les décrets-lois pris en novembre 1938 en vertu des pouvoirs accordés par le Sénat et la Chambre des Députés, ceci afin d'enrayer la débâcle financière et favoriser le redressement de la situation économique et financière que toutes les mesures élaborées en ce sens par le Gouvernement du Front populaire n'avaient fait que retarder.

Le 12 novembre 1938, un décret-loi modifiait l'application des 40 heures, autorisant notamment la répartition du travail sur six jours au lieu de cinq, facilitant l'octroi d'heures supplémentaires et réglementait la rémunération de ces dernières. En ce qui concerne les mines, le décret du 12 novembre prévoyait que des dispositions spéciales seraient prises par décret simple, mais que pour les mines de charbon, il ne serait pas apporté de modifications en ce qui concerne le travail supplé-

mentaire avant l'expiration de l'accord de septembre c'est-à-dire avant le 1^{er} mars (1).

Le décret était précédé d'un rapport général au Président de la République qui faisait ressortir le déficit de la situation financière, insistait sur le problème économique que la politique de juin 1936 avait aggravé par les mesures prises so-disant pour améliorer la situation économique et financière du pays. Il insistait en particulier sur l'insuffisance de notre production et concluait que « l'Effort de redressement entrepris par le Gouvernement ne pouvait donc donner ses effets si le régime de la durée du travail n'était pas assoupli de manière à permettre aux entreprises de faire face dans tous les cas aux commandes qu'elles seraient susceptibles d'obtenir » (1).

En application de la disposition du décret-loi du 12 novembre autorisant le Gouvernement à modifier par décret simple la réglementation de la durée du travail, le 31 décembre deux décrets étaient soumis à la signature du Président de la République ayant trait à la répartition des heures de travail, et aux récupérations des jours chômés dans les mines, tant par le personnel du jour que par le personnel du fond. Ce décret portait abrogation et remplacement ou modification des articles 1, 2, 3, 4 et 5 du décret d'application, en date du 27 octobre 1936, de la loi du 21 juin. Un autre décret modifiait également la teneur du décret du 25 septembre 1936, déjà modifié le 21 décembre 1937 quant à la réglementation du travail souterrain. Donc, les travaux du fond comme les travaux du jour faisaient l'objet d'un nouvel et important remaniement en vue de permettre la reprise de la production charbonnière.

Le travail du jour se trouve complètement modifié en ce qui concerne la répartition des heures de travail permises sur la semaine. On se souvient que la plupart des décrets visant l'application de la semaine de 40 heures, obligeaient les entreprises à chômer deux jours par semaine, c'est une des modalités des décrets qui avaient été la plus critiquée. Les décrets-lois du 12 novembre, au contraire, imposent la répartition des heures de

(1) Extraits du *J. O.* des 13 et 15-11-1938. Décrets-lois, textes et application, p. 11

(1) Extraits du *J. O.* des 13 et 15-11-1938. Décrets-lois, textes et application, p. 10.

travail sur 6 jours pour l'industrie et le commerce en général, à moins d'autorisation spéciale : l'article 2 du décret du 31 décembre apporte la même modification pour le travail du jour dans les mines, mais laisse aux exploitants, après préavis d'un mois à l'ingénieur des mines et au personnel, la liberté de choisir entre la répartition égale ou inégale sur six jours et la répartition égale sur cinq jours ; l'art. 2 du décret du 27 octobre 1926, modifié par le décret du 21 décembre 1937, ne permettait que la répartition sur cinq jours à moins que les ouvriers du fond n'accomplissent une journée de travail supplémentaire, travaillant ainsi six jours par semaine, dans ce dernier cas, les ouvriers du jour pouvaient également travailler six jours par semaine.

Le nouvel article 2 autorise le travail par relais ou par roulement, méthode qui était interdite auparavant, le législateur craignant que l'on ne trouve là un moyen de tourner la loi : mais cette interdiction constituait un gros obstacle à la production, en ce qui concerne les travaux qu'on aurait avantage à effectuer d'une façon continue en raison du prix de revient.

Enfin, les catégories du personnel occupé dans des services dont le fonctionnement journalier devait être assuré pendant un nombre d'heures supérieur à 8 heures par jour, et qui étaient déjà autorisées à travailler ainsi au-delà de la limite journalière fixée, à condition que la moyenne hebdomadaire pendant quatre semaines ne dépasse pas 40 heures, étaient augmentées ou élargies, ainsi étaient autorisés à travailler plus de 8 heures par jour en dehors des personnes prévues par le décret du 27 décembre 1937, les employés du service des réparations, et ceux qui étaient chargés de l'établissement des comptes en général.

Le nouvel article 3 sur la récupération des chômages collectifs assouplit le mode de récupération, autorisant la récupération anticipée la semaine précédente, ce qui n'existait pas auparavant et également la répartition de la récupération sur une durée de 12 mois au maximum après avis de l'ingénieur des Mines. Ceci est à souligner, car cet article assouplit considérablement la loi permettant d'adapter la production à la consommation et de récupérer les jours de travail à une époque de l'année où la demande de charbon est plus élevée que les autres. Enfin, les modalités de ces récupérations sont fixées après

approbations des organisations patronales et ouvrières ; ce qui causait des discussions et des attermolements sans fin.

Pour les récupérations d'heures dues à des interruptions collectives de travail, celles-ci peuvent se faire au moyen de la prolongation de la durée de travail effectif « d'une heure par jour ou de huit heures par semaine » (1) tandis que l'ancien article indiquait « de plus d'une heure par jour et de six heures par semaine ». Toutefois, ces récupérations demeurent soumises à l'autorisation de l'Ingénieur des Mines.

Les dérogations permanentes sont autorisées au nouvel article 5, pour des catégories d'ouvriers plus nombreuses qu'auparavant : la désignation limitative des catégories d'ouvriers employés à tel ou tel service est élargie, et non plus limitativement déterminée.

Les heures de dépassement sont augmentées et la mention repos compensateur, qui rendait très difficile l'emploi de ces dérogations supprimées. La majoration pour les heures de travail supplémentaires est ramenée de 25 à 10 %.

Les modalités de répartition de la durée du travail au fond, ont également été l'objet d'un certain remaniement, toujours en vue de permettre une meilleure adaptation de la production à la consommation, et en vue d'augmenter la première. Le nouvel article 9 remplaçant l'article 5 du décret du 25 septembre 1936, modifié le 21 décembre 1937, après avoir rappelé le principe de la répartition des 38 h. 40 sur cinq jours par semaine, autorise la répartition sur six jours « pour tout le personnel d'une exploitation ou partie d'exploitation » (1). Une modification dans le régime ainsi prévu peut intervenir en cas d'urgence sur préavis d'un mois donné par l'ingénieur des mines et au personnel. Le travail par relais ou roulement devient également autorisé.

La récupération des chômages est également modifiée dans le nouvel article 6, tant pour les causes de chômage que dans le mode de récupération.

L'article 7 ramène de 25 à 10 % la majoration de salaire prévue par l'accomplissement d'heures supplémentaires.

Il est à remarquer que ces modifications successives apportées à la législation nationale de la durée du travail dans les usines,

(1) *J. O.* du 3-1-1939, p. 213.

(1) *J. O.* du 3-1-1939, p. 211.

de juin 1936, ont en vue un grand assouplissement de la réglementation tant en ce qui concerne le nombre des heures de travail supplémentaires que les raisons de les utiliser. A ce point de vue, la législation actuelle est plus souple que celle de la loi Durafour, dont la rigidité avait été souvent soulignée et que les exploitants et travailleurs avaient dénoncée, à la Convention de Douai de 1929 : donc il faut enregistrer un progrès qui permettra une meilleure adaptation et une plus grande souplesse de la production.

On est forcé d'admettre ensuite que la loi des 38 h. 40 et des 40 heures, telle qu'elle avait été voulue et appliquée en France par le Gouvernement de Juin 1936, allait à l'encontre des intérêts économiques généraux du pays. Dans les circonstances actuelles, il apparaît comme impossible de ne travailler que 40 heures par semaine au maximum, sous peine d'être obligé de demander plus du tiers de la consommation française à la production étrangère. Un tel état de choses dans toutes les branches d'activité ne peut durer. En plus, les prix de vente ne sont plus rémunérateurs en raison des prix de revient beaucoup plus élevés chez nous qu'à l'extérieur en raison de la réduction du travail.

On se demande alors si la limitation du travail à 40 heures par semaine serait possible dans le cas où tous les Etats seraient d'accord pour l'appliquer. Mais, d'après l'expérience française, il apparaîtrait que plus aucune nation ne pourrait faire face à sa propre consommation, et ne pourrait pas, comme l'a fait la France, se ravitailler à l'étranger, toutes les puissances se trouvant dans le même état de sous-production.

Il ne semble donc pas possible, à l'heure actuelle, même avec le degré de perfectionnement de l'outillage auquel nous nous trouvons, de produire en 40 heures de quoi suffire à nos besoins. C'est ce qui ressort des travaux des Conférences Internationales du Travail depuis deux ans, qui semblent s'arrêter non plus à la semaine de 40 heures, mais à celle de 44 heures pour l'industrie et 42 heures pour les mines, ainsi que nous allons le voir.

§ 2. — La Législation Internationale du Travail

Nous avons laissé les travaux des Conférences Internationales

à la fin de la Conférence de 1936, de façon à bien établir une scission entre tous les événements qui ont eu lieu avant le vote de la loi du 21 juin en France, et ceux qui ont eu lieu après pour montrer comment les conséquences de cette mesure ont influé à la fois sur l'économie et sur l'orientation des idées concernant la réduction du travail.

Avant de se séparer la C.I.T. de 1936, avait, sur l'initiative des délégués gouvernementaux de la France et des Etats-Unis, adopté une résolution invitant le Conseil d'Administration du B.I.T. à examiner la nécessité de convoquer une nouvelle Réunion Technique tripartite.

A sa session, en février 1937, le Conseil d'Administration examina la proposition que lui avait remise la C.I.T. et décida d'y donner suite ; mais auparavant, voulant connaître les décisions des gouvernements intéressés, il demandait au Bureau International du Travail de faire connaître à ces gouvernements son intention de convoquer une réunion technique tripartite et de leur demander de lui faire part à ce sujet de leurs observations et de leurs sujétions.

Le Bureau remit aux gouvernements des pays producteurs de charbon une note leur faisant connaître le projet de la convocation de la Réunion tripartite.

Entre temps, au mois de juin, se tenait la Conférence Internationale du Travail, du 3 au 23 juin ; il est intéressant d'en suivre les travaux pour voir sous quel angle est jugée l'expérience de la semaine de 40 heures en France ; en effet, la plupart des questions à l'ordre du jour, de même qu'aux conférences des années précédentes, ont trait à la diminution des heures de travail. Sur sept questions présentées, trois visent la réduction du travail dans les industries textiles, graphiques et chimiques : l'ensemble des débats est dominé par cette préoccupation de la réduction du travail. Les différentes délégations gouvernementales, patronales et ouvrières font connaître leur point de vue sur l'expérience française et c'est ce qui apparaît ici d'intéressant de voir juger les effets de cette législation du point de vue international.

De tous les discours ou des passages de discours pendant cette conférence, il ne nous est pas possible de tirer une conclusion très nette, le partisans et les opposants demeurent sur leurs positions et font état des mêmes arguments pour ou contre l'ex-

périence française. Toutefois, d'après les paroles mêmes de certains délégués qui s'attachent à défendre la semaine de 40 heures, on perçoit que certaines répercussions désastreuses de cette mesure en France, ont trouvé écho chez certains délégués étrangers, et ce sont ces répercussions dont ils s'efforcent de nier l'existence.

Le rapport du Directeur, qui chaque année est destiné à faire le point des travaux du B.I.T. et des initiatives des gouvernements nationaux, souligne comme un heureux événement l'institution des 40 heures en France pour l'industrie en général et des 38 h. 40 dans les mines de charbon, il espère que cet exemple sera suivi par les autres nations.

La Conférence de 1937 reçut la visite de plusieurs ministres du Travail et notamment de M. Lebas ; il importe de rappeler en premier lieu les paroles où il définit la position du gouvernement du Front Populaire et où il indique pourquoi l'établissement d'une telle mesure lui semble être une nécessité : « Elle (la semaine de 40 heures) trouve une justification dans cette double nécessité : d'une part, restituer un emploi aux nombreux ouvriers exclus du travail par les constants progrès de la technique ; d'autre part, assurer aux travailleurs un minimum de loisirs, condition essentielle d'une vie vraiment humaine » (1).

Il développe ensuite ces deux idées, s'appliquant à montrer que la semaine de 40 heures a réduit le chômage, qu'elle a augmenté le pouvoir d'achat de la masse et favorisé la reprise des affaires. Le Ministre du Travail français indique par des chiffres la diminution du chômage total (77.000 chômeurs de moins en un an), la disparition à peu près complète du chômage partiel (2). Il termine en demandant à l'Organisme de Genève de ne pas faillir à sa mission qui « consiste à promouvoir le bien-être physique, moral et intellectuel des travailleurs » (3) et à empêcher « que l'amélioration de leur sort dans un pays donné ne soit gênée et entravée par le fait que cet effort se trouverait

(1) Compte rendu des travaux de la C. I. T. 1937.

(2) Nous ne revenons pas sur cette question que nous avons étudiée à fond. Pour nous il a consécration officielle du chômage partiel.

(3) Compte rendu des travaux de la C. I. T., 1937.

isolé et servirait ainsi de point de départ à une concurrence déloyale » (1).

Après avoir donné ainsi l'idée principale du discours du Ministre français qui témoigne, comme nous le verrons tout à l'heure, d'une évolution dans les arguments en faveur des 40 heures ; il faut citer encore l'intervention du délégué travailleur français.

Celui-ci, M. Léon Jouhaux, prit la parole au cours de la discussion du rapport du Directeur ; il reprend en même temps qu'il défend l'institution de la semaine de 40 heures, la thèse du pouvoir d'achat des masses : « Permettez-moi d'ajouter que les faits ont prouvé que le relèvement de la situation des ouvriers est la condition du retour à la prospérité... » (2).

Il défend vivement les résultats des réformes introduites en France et prétend que loin d'avoir aggravé la situation économique, celles-ci sont, au contraire, à la base de la reprise économique » ...Mais les indices, le relèvement économiques sont là pour montrer que les réformes n'ont pas été catastrophiques, loin de là et qu'elles ont, au contraire, déterminé une reprise de l'économie » (3).

A l'encontre de la position prise par les défenseurs de la semaine de 40 heures, la délégation patronale demeure hostile à cette réduction du travail ainsi représentée pour la semaine de 40 heures, et prouve qu'une telle durée de travail est incompatible avec le système économique et le perfectionnement de l'outillage à l'heure actuelle.

M. Lambert-Ribaut expose clairement que les résultats de l'expérience en France ont justifié la position que les délégués patronaux ont pris en 1932 et les arguments qu'ils ont toujours fait valoir.

« L'introduction de la semaine de 40 heures ne pouvait être envisagée que comme conséquence du rétablissement économique, dit M. Lambert-Ribaut, donc après la liquidation de la crise. Elle devait tenir compte de la diversité des situations industrielles et commerciales, de l'importance de la répartition, et de la qualification de la main-d'œuvre en chômage, et aussi

(1) Compte rendu des travaux de la C. I. T., 1937.

(2) » » » » » p. 84.

(3) » » » » » p. 85.

des possibilités réelles de rationalisation et de perfectionnement technique, car la seule base de tout progrès véritable, c'est l'accroissement du rendement. Elle devait, enfin et surtout, ne pas s'accompagner d'une hausse de salaires horaire proportionnelle à la diminution des heures de travail » (1).

Le délégué patronal oppose à l'idée mise en avant de la résorption du chômage par la semaine de 40 heures, un démenti certain : il l'explique cette diminution apparente, qui devait d'ailleurs complètement disparaître en 1938, en y voyant « un déplacement de main-d'œuvre plutôt que la résolution du chômage » (2). Il termine en insistant sur les conséquences de cette réforme sur la balance commerciale, le régime des échanges et le marché des capitaux, et déclare que la délégation patronale française s'abstiendra dans le vote du projet de Convention, concernant l'application des 40 heures à l'industrie textile.

De tous ces jugements portés, après un an d'application de la semaine de 40 heures en France, si différents, si opposés, que faut-il conclure ? On ne peut mettre en doute les arguments économiques de M. Lambert-Ribaut, qui allaient encore recevoir une justification éclatante en 1938. Les arguments mis en avant par les défenseurs de la semaine de 40 heures évoluent dans un sens qui permet de douter du pouvoir d'achat des masses, de la résorption du chômage et de la reprise économique, motifs invoqués avant 1936 pour prouver la nécessité de l'application de la réduction du travail. Ce qui augmente encore ce doute, c'est cette demande, presque cette adjuration au B.I.T. d'étendre cette mesure de façon à ne pas mettre une nation qui l'applique dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres nations ; c'est donc qu'il faut constater que la semaine de 40 heures a eu des résultats pour le moins inférieurs sinon opposés à ceux qu'on escomptait. On parle dès ce moment et maintenant de plus en plus, de progrès social, la semaine de 40 heures telle qu'elle a été appliquée en France est un progrès social pour le travailleur, et à ce point de vue, il faut la généraliser. Envisagée sous cet aspect, nous sommes tout à fait partisan de la réduction de la durée du travail actuelle (qui est encore dans le monde en-

(1) Compte rendu des travaux de la C. I. T., 1937, p. 385.

(2) » » » » » p. 386.

tier supérieure à ce qu'elle fût au xv^e et au xvi^e siècles). Mais, de là à vouloir prouver que la réduction du travail telle qu'elle a été appliquée en France, doit avoir pour résultat une amélioration de la situation économique, c'est une prétention contredite par les faits. Et c'est pourquoi dès 1937, à la C.I.T., les promoteurs de la semaine de 40 heures insistent surtout sur cet argument que l'on passait auparavant bien souvent sous silence : le progrès social.

Des trois projets de Convention portant réduction de la durée du travail qui avaient été inscrits à l'ordre du jour, seul celui qui visait l'industrie textile recueillit le quantum de voix nécessaires, le second sur l'industrie graphique fut envoyé au Comité de rédaction, le troisième sur l'industrie chimique fut repoussé.

Le résultat de ces votes n'était pas un succès pour la réduction de la durée du travail ; aussi avant de se séparer, la Conférence Internationale de 1937 fût-elle saisie d'un projet de résolution présenté par les délégués travailleurs français et belge, M. Jouhaux et M. Mertens, où constatant que la procédure d'élaboration de conventions particulières nécessiterait « un nombre incalculable d'années avant d'arriver à une solution satisfaisante » ils demandaient au Conseil d'Administration du B.I.T. de « considérer l'inscription à l'ordre du jour de la prochaine session de la Conférence, de la question de la généralisation de la réduction des heures de travail dans toutes les activités économiques non couvertes par les conventions sorties jusqu'ici ». La résolution fut adoptée par 66 voix contre 39.

A sa session d'octobre, le Conseil d'Administration, réuni à Prague, examina cette résolution et se rangea à l'avis de la Conférence ; il décida l'inscription de la réduction de la durée du travail, à l'ordre du jour de la C.I.T. de 1938. Toutefois, afin d'arriver à un aboutissement, le Conseil décida que la question de la réduction du travail viendrait seulement en première discussion en 1938. Après le résultat des travaux de cette Conférence, on procéderait à une consultation des gouvernements, ce qui permettrait, en se basant sur les réponses des Gouvernements d'élaborer en 1939 un projet de convention qui aurait des chances d'être adopté et ensuite ratifié.

A cette même session, le Conseil d'Administration vérifiait les réponses données par les gouvernements aux questions po-

sées par lui en février 1937 quant à l'opportunité d'une Réunion technique tripartite qui serait appelée à donner son avis sur les différents problèmes que soulevait la réduction de la durée du travail dans les mines de charbon. La majorité des Gouvernements s'étant déclarés partisans d'une telle réunion, le Conseil décida de convoquer celle-ci pour le mois de mai suivant et dressa une liste de questions sur lesquelles était attirée l'attention de la dite réunion.

Celle-ci devait se réunir à Genève, elle devait être composée de délégués patronaux, ouvriers et gouvernementaux des pays où la production charbonnière « constitue un élément important de l'économie nationale », chaque gouvernement était laissé juge de déterminer, si cette production constituait effectivement ou non cet élément.

Si le Gouvernement décidait de participer à la réunion, il désignait trois délégués : l'un, représentant le Gouvernement, l'autre les exploitants, le troisième les travailleurs. Chaque délégué pouvait se faire accompagner d'un ou plusieurs conseillers techniques. Le travail de cette réunion avait été fixé à l'avance par le Conseil, comme l'avait été sa composition. Les travaux devaient avoir pour base le rapport du B.I.T. relatant les travaux et discussions qui avaient eu lieu à ce sujet, les solutions acquises et les problèmes qui restaient à résoudre ; le B.I.T. espérait que cette assemblée, comme la Conférence de 1930, donnerait des indications très utiles, et qui permettraient l'adoption d'un projet de Convention.

Le rapport se terminait en précisant les points qui jusque là n'avaient reçu aucune solution satisfaisante et sur lesquels la Réunion tripartite devait se prononcer. Ces points étaient au nombre de 13 et étaient suivis chacun de questions auxquelles devaient répondre les délégués.

La Réunion siégea à Genève du 2 au 10 mai 1938. Le résultat des travaux fut consigné dans un rapport. Il n'y eut pas de vote ; chaque question posée par le B.I.T. était suivie des propositions faites, des arguments énoncés et des opinions émises.

Ainsi, en ce qui concerne l'un des points les plus importants, la durée du travail souterrain, le rapport relate l'opinion du Conseiller technique gouvernemental de la Belgique qui présente la semaine de travail comme devant être basée sur une durée journalière moyenne et il estime opportun de fixer une

durée hebdomadaire moyenne qui serait calculée sur une période composée de semaines de six jours et de semaines de cinq jours de travail.

Dans cet esprit, il propose de modifier le libellé de la question posée par le B.I.T. et de la faire figurer de la façon suivante :

A. Durée journalière.

a) limitation pour chaque ouvrier de la durée de présence à la mine à 7 h. 45 m.

b) autres limitations.

B. Durée hebdomadaire.

a) limitation pour chaque ouvrier de la durée de présence à la mine à 38 h. 45 m., pour chaque semaine.

b) limitation à une durée de 40 heures en moyenne calculée sur une période composée de semaines de cinq jours et de semaines de six jours.

c) autres limitations.

Le délégué belge insiste sur la nécessité d'appliquer progressivement la réduction des heures de travail.

Les questions ainsi modifiées par la Réunion technique tripartite furent incorporées au nouveau rapport qui devait servir aux travaux de la Conférence de 1938.

Celle-ci se réunit le 2 juin, et devait siéger jusqu'au 22 juin. Elle avait à discuter les questions qui se trouvaient inscrites à son ordre du jour ; l'enseignement technique et professionnel ; la réglementation des contrats de travail pour les travailleurs indigènes, les conditions de placement et de travail des travailleurs migrants ; la réduction de la durée du travail et les repos des conducteurs professionnels des véhicules effectuant des transports routiers ; la généralisation de la réduction du travail, les statistiques des heures de travail dans les principales industries minières, manufacturières et dans l'agriculture.

Nous ne retiendrons pour notre part que la question de la réduction du travail en général, qui avait été inscrite, comme il a été dit, sur l'initiative de MM. Jouhaux et Mertens, en 1937.

La généralisation de la réduction de la durée du travail sur la nécessité de laquelle le Directeur du B.I.T. avait insisté dans son rapport, avait fait l'objet de la part du Bureau, en vue de la consultation des gouvernements sur cette question, de l'éla-

boration de quatre listes comprenant chacune un certain nombre de points.

La première avait trait à l'Industrie, le Commerce et le travail de Bureaux ;

La seconde se rapportait aux transferts par voie ferrée ;

La troisième, aux transports par voie d'eau intérieurs ;

La quatrième, aux mines de charbon.

A la troisième séance, le 3 juin 1938, le président de la Commission de proposition, suggéra de constituer neuf Commissions qui étudieraient les questions à l'ordre du jour et présenteraient des rapports qui seraient l'objet d'une discussion générale ensuite de la part de la Conférence.

Au moment de la constitution de la Commission chargée d'étudier la réduction générale de la durée du travail, M. Oerssted, délégué patronal danois, montra l'évolution des arguments mis en avant au sujet de la réduction de la durée du travail. « Les promoteurs de la semaine de 40 heures n'ont pas abandonné la lutte, mais ils ont dû chercher d'autres arguments pour la défendre. Comme le dit le Directeur dans son rapport « dans ce qui n'apparaissait à l'origine que comme une arme pour lutter contre les redoutables conséquences de la crise, on voit maintenant une réforme qui représente le but prochain à atteindre vers le progrès social ». Tandis que, autrefois, il s'agissait d'une mesure économique, on réclame aujourd'hui une mesure de progrès social ». L'orateur explique ensuite que la réduction du travail ne lui paraît pas constituer une mesure de progrès social sous la forme de la semaine de 40 heures : il insiste en terminant sur les conséquences économiques d'une telle mesure (1).

La Commission, sur la question de la généralisation de la réduction de la durée du travail n'examina que la première et la quatrième liste des points présentées par le B.I.T. Ses travaux, très intéressants, mettent en lumière les arguments les plus complets qu'on puisse trouver pour et contre la semaine de 40 heures, envisagée au triple point de vue gouvernemental, patronal et ouvrier. Nous nous bornerons ici à relater les principaux.

(1) Compte rendu des travaux de la C. I. T., 1938, p. 23.

Les membres employeurs exposèrent les raisons qui, selon eux plaident contre la généralisation de la réduction du travail, et pour lesquelles ils sont opposés au vote d'une telle convention : ceux-ci sont d'ordre théorique et pratique. En effet, le but de cette convention sur la réduction du travail est de généraliser l'adoption de la semaine de 40 heures, or celle-ci appliquée en France, aux Etats-Unis, et d'une façon détournée en Nouvelle-Zélande a donné des résultats qui justifient pleinement les arguments émis dès 1932 par les délégués patronaux contre la semaine de 40 heures ; augmentation du prix de revient, du coût de la vie, du chômage, etc... Les arguments économiques en faveur de la semaine de 40 heures, ayant perdu toute valeur puisque les événements leur ont apporté une contradiction flagrante, reste l'idée de progrès social à laquelle s'attachent les défenseurs de la réduction du travail, leurs espérances d'ordre économique ne s'étant pas réalisées ; mais les employeurs ne croient pas que la semaine de 40 heures constitue un progrès social ; en effet, celui-ci réside, disent-ils, plutôt dans l'amélioration du niveau de vie des ouvriers qui dépend des salaires résultant eux-mêmes des profits de l'entreprise. Or la semaine de 40 heures diminuant les profits, diminue les salaires et abaisse le niveau de vie des ouvriers.

Les employeurs font état des perfectionnements techniques variables suivant chaque industrie, de la situation créée par certains pays en Europe qui autorisent la semaine de 60 heures (armement en Italie) et par d'autres qui n'ont jamais ratifié la semaine de 48 heures. Enfin, l'absence de l'Allemagne, de l'Italie et de la Russie aux travaux de la Conférence offre un obstacle à l'élaboration d'une convention qui devrait être rédigée avec l'accord de tous les grands Etats.

Les délégués ouvriers reprenant les anciens arguments en faveur de la semaine de 40 heures : ils justifient la nécessité de cette mesure par les progrès techniques, la nécessité de résorber le chômage : mais pour que la réduction du travail ait de bons résultats au point de vue économique, il faut supprimer les cartels internationaux qui empêchent le libre échange entre les nations. Ils s'efforcent de montrer que si la vie a haussé en France, cette hausse est due à la revalorisation de produits agricoles ; aux Etats-Unis, la hausse est due à l'inflation (1).

(1) Compte rendu C. I. T., 1938, annexe V, u. 637 et suivantes.

Les délégués gouvernementaux sont partisans de la réduction générale du travail, mais ils estiment qu'on ne saurait recourir à une limite uniforme pour toutes les industries ; il faudrait un certain nombre de projets de convention, mais un nombre réduit, ils proposent par exemple : un projet de convention sur l'Industrie, le Commerce et les bureaux, un autre sur les mines de charbon, un troisième ou même plusieurs sur les transports (1).

En ce qui concerne la liste de points ayant trait à la durée du travail dans les mines, la Commission l'adopta telle qu'elle était présentée par le B.I.T. avec les modifications apportées par la Réunion technique tripartite. Elle décida, conformément aux suggestions de la Réunion que la question de la durée du travail dans les Mines devrait être inscrite à l'ordre du jour de la Conférence de 1939, pour faire l'objet d'une discussion sur le fond et comme question séparée. La Commission demanda, en outre, au B.I.T. de remettre aux gouvernements intéressés le questionnaire contenu dans le rapport de cet organisme, en tenant compte des résultats de la Réunion technique tripartite.

Le rapport de la Commission vint en discussion générale à la 14^e et 15^e séances, et fut adopté par la Conférence à la 17^e séance.

Il reste à déterminer la position de la réduction de la durée du travail, au point de vue international, tel qu'il en résulte des débats de cette 24^e conférence. Il faut signaler tout d'abord que la durée hebdomadaire de travail n'apparaît plus comme devant être nécessairement limitée à 40 heures par semaine : autrement dit, la question envisagée n'est plus celle des 40 heures comme elle l'était dans les projets de convention présentés depuis 1932 : la seule question qui reste posée, est celle de savoir si l'on doit poursuivre l'étude de la réduction générale de la durée du travail. C'est ce qu'a clairement exprimé M. Leggett, président du Conseil d'Administration du B.I.T. « Il ne nous appartient pas de décider aujourd'hui si, oui ou non, il convient de mettre en vigueur, pour telle industrie particulière, ou pour les industries dans leur ensemble, la durée hebdomadaire du travail de 40 heures. La seule question posée à la Conférence est celle de savoir si l'Organisation Internationale

(1) Compte rendu C. I. T., 1938, annexe X, p. 637 et suivantes.

du Travail doit ou non poursuivre l'examen du problème général de la durée du travail, sans s'attacher, pour l'instant à un chiffre quelconque ».

Le texte de la première liste, concernant la durée du travail dans l'Industrie, le Commerce et les Bureaux, adopté par la Commission et par la Conférence, porte que la durée normale du travail fixée « pendant la période transitoire à 44 heures par semaine, par exemple ». Il n'est donc plus question d'imposer la limitation de 40 heures par semaine à chaque branche d'activité.

Dans le cas particulier des Mines, on a déjà vu les questions très larges et très souples posées aux Gouvernements par la B.I.T. Celui-ci suggère, en outre, que pour une période à déterminer, il soit appliqué un régime de travail comportant onze postes de 7 h. 45 par quinzaine. Le délégué gouvernemental français, M. Blum-Picard, précisa cette proposition, en la modifiant ; il suggéra l'adoption d'un régime valable pour une durée de deux ans, comportant onze postes de 7 h. 38 par quinzaine, ou six postes de 7 heures par semaine : c'était proposer la semaine de 42 heures en moyenne. M. Vigne, délégué des mineurs français déclara se rallier à cette proposition. Il fut donc convenu par la suite que le questionnaire envoyé aux gouvernements prévoirait un régime transitoire de 42 heures pour les mines.

La Conférence de 1939 aura donc à discuter des projets de convention sur la base de 44 heures de travail par semaine l'industrie en général, et de 42 heures dans les mines : ceci dans l'esprit du B.I.T., afin d'arriver à l'internationalisation de la semaine de 40 heures vers 1945. Le revirement de la législation internationale, dû en partie aux résultats de l'expérience française, prouve que dans l'état actuel des choses, le principe de la semaine de 40 heures est difficilement applicable en pratique.

CHAPITRE VI

LA DUREE DU TRAVAIL DANS LES MINES DANS LES AUTRES NATIONS EN 1938

Il semble nécessaire avant de terminer cet historique de la durée du travail dans les houillères en France, d'indiquer quelle est actuellement la situation des ouvriers mineurs dans les principaux pays producteurs de charbon, au point de vue du temps de présence dans la mine. Ceci permettra de comparer utilement la durée du travail en France avec celle des autres pays.

§ 1. — L'Angleterre

La réglementation légale de la durée du travail en Grande-Bretagne a fait l'objet des lois de 1908, 1919, 1926, 1930, 1931 et 1932. Actuellement, le mineur du fond, au regard de la loi, peut travailler pendant une durée journalière maxima de 7 h. 30 m. En fait, la présence individuelle dans la mine atteint 8 heures par jour, en raison des modalités de calcul de la durée légale. En ce qui concerne le temps de travail hebdomadaire, la loi n'a fixé aucune limitation ; d'après les statistiques établies par le B.I.T., la durée hebdomadaire de présence de l'ouvrier à l'intérieur de la mine est essentiellement variable suivant les régions : elle atteint son minimum dans le Durham (41 h. 15 m.) et son maximum dans le Somerset (46 h. 30 m.), on peut citer encore comme temps intermédiaires, le Northumberland (41 h. 30 m.) et le Cheshire (45 h. 30 m.) (1).

(1) Généralisation de la réduction de la durée de travail C. I. T., 1938. Rapport V, p. 74.

De cette durée de présence à la mine, il faut déduire le temps pris pour effectuer les parcours souterrains et les pauses, afin de déterminer le temps exact consacré au travail ; ce dernier est de 6 h. 15 environ (statistiques du B.I.T. 1938) ce qui laisse 1 h. 45 m. pour permettre aux ouvriers de se rendre au chantier et de prendre leurs repas.

On arrive ainsi à une durée de travail effectif moyenne de 37 h. 30 m. par semaine ; mais dans beaucoup de régions les ouvriers ne travaillent que quelques heures ou même chôment la journée entière le samedi, c'est pourquoi la durée de travail effectif est inférieure à 37 h. 30 m. dans la réalité pour la plupart des régions, et ressort en moyenne à 34 h. 5 m. pour l'ensemble de la nation anglaise : elle atteint 30 h. 15 m. dans le Durham et 37 h. 30 m. dans le Somerset (1).

Quant aux ouvriers occupés à des travaux de surface, la durée de leur travail n'est pas réglementée par la loi. D'autre part, en raison du manque d'informations relatives « au nombre de ces ouvriers occupés dans les différents districts » et du fait que « les pauses pour les repas sont incluses (dans la durée du travail) dans quelques districts et exclues dans d'autres » (2), le B.I.T. n'a pu calculer une durée moyenne pour l'ensemble de la Grande-Bretagne. A titre indicatif, la durée réelle du travail, pour les seuls ouvriers occupés à la manipulation du charbon, varie suivant les contrées, de 7 h. 20 m. à 8 h. 15 m. par jour et de 44 h. à 49 h. 30 m. (3) par semaine. La durée hebdomadaire est en général déterminée par des conventions collectives différant suivant les contrées.

En résumé, la loi, en Angleterre, fixe uniquement la durée journalière de travail pour le mineur du fond, celle-ci légalement de 7 h. 30 m. correspond à une durée de 8 h. de présence à la mine, alors qu'en France, avec le régime de la loi Dura-four, à la durée légale de 8 heures correspondait une durée de présence dans la mine de 7 h. 45 m. au maximum. Aucune ré-

(1) Généralisation de la réduction de la durée du travail. C. I. T. 1938. Rapport V, p. 75.

(2) Généralisation de la réduction de la durée du travail. C. I. T. 1938. Rapport V, p. 76

(3) Généralisation de la réduction de la durée du travail. C. I. T. 1938. Rapport V, p. 75.

glementation légale n'existe en Grande-Bretagne quant au temps de travail hebdomadaire pour les ouvriers du fond, ni quant au travail journalier ou hebdomadaire des ouvriers du jour. La législation anglaise apparaît plus souple et plus libérale que la législation française ; le soin de fixer la durée du travail, sauf pour les mineurs du fond et seulement en ce qui concerne le travail journalier, est en effet laissé aux intéressés eux-mêmes, patrons et ouvriers, au moyen de conventions collectives. De cette liberté résulte une grande diversité de modalités dans les réglementations en usage contrastant nettement avec la réglementation française qui est rigoureusement identique pour l'ensemble du territoire.

§ 2. — La Belgique

La loi du 14 juin 1921, instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures en Belgique, a été également, jusqu'à ces dernières années, applicable aux mines. La journée de travail dans les houillères était limitée à 8 heures par jour comme dans les autres industries, mais ces huit heures correspondaient à la présence dans la mine et non pas au travail effectif.

La loi prévoyait que les modalités d'application de la nouvelle durée du travail seraient assurées par des arrêtés royaux pris après consultation des organismes intéressés. Cette disposition présentait une très grosse importance puisque, en fait, les arrêtés royaux pouvaient augmenter ou diminuer la durée du travail : ainsi l'arrêté du 23 juin 1924 octroya aux entreprises en général et par conséquent aux mines un contingent d'heures supplémentaires.

Quelques temps après le vote de la loi des 40 heures en France, une loi analogue, toutefois moins étendue dans son application, était votée et promulguée le 9 juillet 1936. Celle-ci proclamait le principe de la semaine de 40 heures et en ordonnait l'application immédiate dans les industries ou sections d'industries où le travail est effectué « dans des conditions insalubres, dangereuses, ou pénibles ». Les mines se trouvaient naturellement visées.

Par cette loi, le Parlement montrait son intention évidente d'appliquer, en Belgique, la semaine des 40 heures à toutes les

branches d'activité, moins l'agriculture. Mais plus prudent que le Parlement français, et voulant, avant de généraliser cette mesure, en connaître les conséquences, le Parlement belge résolut de ne l'appliquer qu'à certains genres de travaux.

L'institution de la semaine de 40 heures doit se faire par paliers. La loi prévoit que la durée du travail serait réduite progressivement à 40 heures par semaine « sur la proposition des ministres réunis en Conseil ». Donc deux mesures de prudence accompagnent cette réforme sociale : d'abord la semaine de 40 heures n'est applicable qu'à un certain nombre de travaux limitativement déterminés, ensuite elle ne peut être réalisée que sur la proposition des ministres et d'une manière progressive.

La loi reprend les dispositions de la loi de 1921 quant aux arrêtés royaux pris pour l'application de la loi. Avant de prendre un arrêté entraînant réduction du travail, le gouvernement doit consulter « les commissions paritaires ou les associations professionnelles d'employeurs et les associations professionnelles des travailleurs les plus représentatives des intérêts en cause, le Conseil Supérieur du Travail et de la prévoyance sociale et, pour autant qu'il en est besoin, le Conseil supérieur de l'hygiène publique » (1).

C'est en vertu de cette loi que fut pris, d'après les formalités ci-dessus l'arrêté royal du 26 janvier 1937 (1), réduisant à 7 h. 30 par jour et à 45 heures par semaine la durée du travail des ouvriers occupés aux travaux souterrains des mines de baille.

Le travail des ouvriers du jour reste toujours réglementé par la loi de 1921.

Il faut signaler qu'en Belgique, contrairement à ce que l'on peut observer en Angleterre, les contrats collectifs ne jouent qu'un rôle restreint au sujet de la durée du travail dont la réglementation émane seule de la loi.

§ 3. — Les Etats-Unis

Aux Etats-Unis, il n'existe pas de loi générale déterminant

(1) Rapport du B. I. T. Réunion technique tripartite par l'Industrie charbonnière, mai 1938. Partie III, p. 10.

la durée du travail dans les mines de charbon pour l'ensemble des Etats. On trouve bien une loi fédérale sur les mines de charbon bitumineux, approuvée par le Président, le 26 avril 1937, mais celle-ci ne vise pas spécialement le temps de travail ; elle autorise les compagnies minières et les ouvriers mineurs à passer des contrats collectifs de travail, fixant les salaires, les conditions et la durée du travail.

Par contre, s'il n'existe aucune législation fédérale en ce sens, un certain nombre d'Etats — 14 — (1) et le territoire de l'Alaska ont édicté des lois sur la durée du travail dans les mines de charbon. Les différentes lois de ces états limitent en général le temps du travail à 8 heures par jour ; toutefois cette règle n'est pas absolue et certains états autorisent une durée de travail plus longue : ainsi l'Etat de Magyland autorise la journée de 10 heures.

Malgré cette tendance récente à réglementer la durée du travail par voie législative, en pratique ce sont les contrats collectifs qui la réglementent dans ses moindres détails d'application, variant d'ailleurs avec chaque Etat et même chaque région.

Les contrats collectifs ont d'ailleurs acquis une importance de plus en plus considérable en raison de la politique du Président Roosevelt sur la réduction du travail considérée comme un remède au chômage. On sait que la N.R.A. a composé entre autres un code relatif à la durée du travail dans l'industrie du charbon bitumineux : celui-ci a inspiré la plupart des contrats collectifs en vigueur actuellement, calqués en particulier sur le contrat passé entre les producteurs et l'Union internationale des mineurs d'Amérique dans la région des Apalaclos, le 26 septembre 1935. Il faut d'ailleurs insister sur le caractère volontaire de la méthode de limitation du temps de travail aux Etats-Unis résultant du Blancket code : seuls devaient appliquer les nouveaux codes, les employeurs qui avaient adhéré à la N.R.A. D'ailleurs, ces codes étaient rédigés par les employeurs et approuvés par l'administration, ils ré-

(1) Arizona, Californie, Colorado, Dakota du Nord, Idaho, Maryland, Missouri, Martana, Nevada, Oklahoma, Orégar, Utah, Etat de Washington, Wyanning. Rapport du B. I. T.. Durée du travail, Genève 1938, p. 12.

pondaient aux besoins de chaque industrie et prévoyaient de nombreuses dérogations.

Le Code, approuvé par la N.R.A. sur les mines de charbon bitumineux fixe la durée journalière de travail à 7 heures et la durée hebdomadaire à 35 heures pour les ouvriers du fond. La durée journalière s'entendait de la présence de l'ouvrier au chantier, non compris le temps des repas. Le temps passé à la mine s'élevait à 35 h. 18 par semaine ; la durée hebdomadaire du travail effectif ressortait à 29 h. 48 (1).

C'est la durée la plus courte qui ait été pratiquée dans le monde, il faut reconnaître toutefois qu'elle n'était pas rigoureusement obligatoire pour l'ensemble des compagnies minières et qu'en fait elle n'a pas été appliquée par tous les producteurs, surtout en ce qui concerne la durée quotidienne. La durée hebdomadaire est restée très réduite jusqu'en 1936 comme dans les autres pays en raison de la crise de sous-consommation qui sévissait aux Etats-Unis.

Dans les mines d'anthracite, la semaine de 35 heures et la journée de 7 heures ont été appliquées par contrat collectif entré en vigueur le 1^{er} avril 1937.

Durée du travail dans les mines Dans les principaux pays du monde

Pays	Durée journalière		Durée hebdomadaire	
	Fond	Jour	Fond	Jour
France	7 45	8	38 40	40
Allemagne	8	8	»	48
Belgique	7 30	8	45	48
Etats-Unis	7	7	35	35
Grande-Bretagne	7 30	7 20/8 15	»	44/49 30
Hollande	8	8	46	48
Inde	9	10	54	54
Japon	9	»	54	»
Pologne	7 30	8	45	48
Tchéco-slovaquie	8	8	48	48

§ 4. — La Pologne

La réglementation posée par la loi du 18 décembre 1919, mo-

(1) Généralisation de la réduction de la durée du travail, C. I. T. 1938. Rapport V. Statistiques, p. 72.

diffiée le 22 mars et le 15 octobre 1933, vient d'être transformée complètement et dans le sens de la réduction des heures de travail par la loi du 14 avril 1937. Celle-ci confie au Conseil des Ministres le soin de diminuer, par ordonnances, la durée du travail dans les mines de charbon ; cette loi qui n'était valable que pour l'ensemble du territoire polonais a été déclarée applicable également à la Silésie par le Parlement silésien, le 4 juin 1937.

En vertu des pouvoirs que lui conférait la loi, le Conseil des Ministres rendit trois ordonnances, le 20 juillet 1937 :

La première a trait aux ouvriers occupés en permanence à des travaux du fond, dans les mines de houille, et limite, pour cette catégorie — à l'exception des mineurs occupés à des travaux continus — la durée du travail à 7 heures 30 minutes par jour et à 45 heures par semaine. La seconde concerne les mineurs du fond « occupés à des travaux particulièrement pénibles ou insalubres » ; suivant la nature même du travail ou les conditions dans lesquelles il est exécuté, la durée de travail ne peut excéder soit 7 heures par jour soit 42 heures par semaine, soit 6 heures par jour et 36 heures par semaine.

Enfin la troisième ordonnance se rapporte à certaines catégories de travailleurs occupés à des travaux de surface.

En dehors de la réglementation légale, la réglementation par voie de contrats collectifs ne semble pas jouer un rôle important quant à la fixation de la durée du travail dans les houillères, surtout depuis les récentes ordonnances de 1937 ; ce phénomène est assez curieux, si l'on considère les larges possibilités offertes par la législation polonaise pour l'établissement des contrats collectifs. Toutefois, il faut signaler qu'une convention collective de 1929 est encore en vigueur en Silésie ; il détermine certaines modalités d'application de la durée du travail concernant les heures supplémentaires ainsi que le travail des dimanches et des jours de fête.

Dans la presque totalité des Etats, depuis 1932, sous le double effet des revendications ouvrières et des travaux du B.I.T., nous assistons à un effort très net de la législation en faveur de la réduction des heures de travail en général et en particulier de la durée du travail dans les mines de charbon.

Nous avons déjà passé, à dessein, sous silence l'Allemagne, la Tchéco-Slovaquie et l'Espagne, le B.I.T. n'ayant pu avoir de renseignements suffisants pour établir une statistique sur le premier pays ; les deux autres ont été le théâtre d'événements trop violents et trop récents pour que l'ancienne législation sociale n'ait pas disparu plus ou moins, et qu'une autre ait eu le temps de s'établir.

Dans cette évolution générale de la réduction du travail, la France demeure au tout premier rang : si la semaine de 35/40 heures a été instituée aux Etats-Unis avant la France, elle n'a pas été imposée d'une façon uniforme et identique pour toutes les régions certaines entreprises même ne l'ont jamais appliquée — comme la loi de 40 heures dans notre pays.

Pour le cas particulier des mines, si aux Etats-Unis, on constate une durée de travail hebdomadaire légèrement inférieure à la nôtre, (29 h. 48 contre 32 h. 10, chiffres donnés par les statistiques du B.I.T.) cette durée-limite n'est imposée qu'aux compagnies ayant adhéré à la N.R.A. et non à la totalité des compagnies minières. Enfin, si nous nous plaçons au point de vue législatif seulement, celle de la France est, quant aux modalités d'application et au principe, plus favorable aux ouvriers mineurs que celle des quatorze Etats que nous avons cités.

Nous devons nous réjouir, au point de vue social, de l'adoption d'une réglementation qui donne à l'ouvrier des loisirs nécessaires, dans une profession où le travail s'avère particulièrement pénible et dangereux. Toutefois, les considérations individuelles ne doivent pas faire négliger les intérêts généraux du pays auxquels la satisfaction des désirs, même les plus légitimes de l'individu, ne doivent pas toujours être subordonnés. Le soin de mettre en harmonie ces deux points de vue parfois opposés, incombe évidemment au législateur, mais son intervention ne saurait être trop rigide sans préjudicier à l'un ou à l'autre. Mise en fonction trop exclusive du sort de l'ouvrier, elle aboutit aux conséquences économiques déplorables que nous avons relatées, et qui, par leur contre-coup, vont à l'encontre des intérêts que l'on se proposait de défendre.

Durée du travail dans les mines en France depuis le moyen-âge jusqu'à nos jours
(Ouvriers du Fond -- Durée légale)

Epoques	Durée journalière	Durée hebdomadaire	Durée annuelle
XV ^e siècle (1)	10 heures (2)	56 heures	2.400 heures
XVI ^e " (4)	8 " (3)	44 " (3)	2.048 "
XVII ^e " (4)	12 "	58	2.990 "
XVIII ^e " (4)	"	"	" "
1800 à 1870	12 "	72 "	3.707 " (4)
1870 à 1905	10 "	60 "	3.170 " (4)
1905 à 1908	9 "	54 "	2.772 " (4)
1908 à 1910	8 " 30 m.	51 "	2.618 "
1910 à 1915	8 "	48	2.464 "
1915 à 1919	9 "	54 "	2.772 " au minimum
1919 à 1936 (juin)	7 " 45 "	46 " 30	2.387 "
1936 à 1938	7 " 45 "	38 " 45	2.055 "
1938	7 " 45 "	38 " 45	2.160 "

(1) Chiffres approximatifs.

(2) 9 heures en moyenne l'hiver et 11 heures l'été.

(3) Mines de Franche-Comté. Ordonnance de Philippe II (1579), pour le reste de la France, les mêmes chiffres qu'au XV^e siècle.

(4) Nous comptons les dimanches et les quatre fêtes obligatoires du Concordat de 1801, comme jours chômés, ce qui n'était pas toujours observé en pratique. Nous ne faisons pas entrer dans ce calcul les longues coupes qui augmentent la durée annuelle de plusieurs dizaines d'heures, ces dernières n'ont été abolies qu'en 1913.

CONCLUSION

Des conséquences multiples, bonnes et mauvaises, que peut avoir la réduction du travail dans les mines à l'heure présente dans quelque domaine que se soit, doit-on conclure en rejetant toute idée de limitation imposée à l'exploitant quant au travail qu'il peut demander à ses salariés ou au contraire en réclamant une intervention extérieure pour limiter ou réduire ce travail ?

On a assisté au cours des temps en France à trois stades dans l'histoire de la durée du travail. Tout d'abord au Moyen-Age, dès qu'eurent cessé les troubles provoqués par les invasions barbares et que les activités purent se développer dans un calme relatif grâce à leur groupement en corporations, le premier geste de celles-ci fut d'élaborer un règlement sur toute chose intéressant le métier, ayant trait tant au mode de travail qu'à la matière première à employer ; or dans ces règlements une place importante est réservée au temps qui pourra être journellement, hebdomadairement ou annuellement réservé au travail proprement dit. Cette réglementation du travail est inspirée soit par des considérations d'ordre religieux, notamment en ce qui concerne le chômage des fêtes et des dimanches, soit par les intérêts même de la corporation : interdiction de travailler la nuit par exemple pour éviter toute malfaçon, soit par des ordonnances émanant du pouvoir civil, roi, échevin ou bailli.

Malgré ces influences extérieures, la réglementation de la durée du travail est l'œuvre même de la corporation quant à ses modalités d'application ; elle varie non seulement d'une province à l'autre ou même d'une ville à l'autre : nous sommes donc en présence d'une réglementation, et d'une réglementation d'ordre essentiellement corporatif. D'ailleurs la fixation de la

durée journalière du travail est assez souple, vu le caractère artisanal et régional de toute activité à cette époque, même l'observance des fêtes religieuses peut ne pas être obligatoire dans certains cas.

Cette réglementation émanant des intéressés eux-mêmes, va régir le travail pendant sept cents ans en France, du xix^e à la fin du xviii^e siècle. Puis la Révolution va anéantir les corporations et avec elles la fixation de la durée du travail, nous arrivons alors au deuxième stade de l'histoire du travail, celui de la liberté absolue :

Ce que l'on a voulu voir dans l'œuvre de la Révolution, c'est l'unification de la législation du régime administratif ; peut-être est-ce pour cette raison qu'elle supprima les corporations, en raison de leurs diversités de règlements et de coutumes, en tous cas rien n'apparaît en ce sens, ni dans les travaux préparatoires, ni dans la discussion où le contexte de la loi qui les abolit : il s'agit en effet d'un simple additif de quelques lignes à une loi des finances.

Les corporations abolies, il ne reste plus rien, en fait, des réglementations quant au travail et à la production du travailleur. Il est évident que certaines règles concernant l'apprentissage ayant toute la force de coutumes plusieurs fois centenaires ont continué à être respectées encore pendant un certain temps, toutefois, relativement court : nous sommes en effet à la fin du xviii^e siècle à un tournant de l'histoire économique, on assiste, au début de la révolution des moyens de production, vapeur, houille, électricité, qui amèneront forcément un changement dans la conception même de l'entreprise, celle-ci va se développer, s'éloignera de l'entreprise artisanale pour devenir entreprise capitaliste anonyme groupant un nombre de plus en plus élevé de salariés.

Les anciennes coutumes ne résistent pas devant un tel état de choses : les corporations abolies, l'individualisme s'établit, et dès lors vont naître deux classes nouvelles capitaliste et prolétarienne.

La seconde n'est plus protégée par aucune loi, aucun règlement, l'individu ne peut plus gravir la hiérarchie qui autrefois lui avait permis de devenir patron. Son travail est à la merci de son employeur ; il travaille douze heures par jour dans les mines, seize heures parfois dans les filatures. Bien souvent le di-

manche il ne se repose que si telle est la volonté de son employeur, la loi de 1814 sur le repos dominical étant fort mal respectée. Aucune loi ne l'interdisant, sous prétexte de libre concurrence, afin de diminuer leur prix de revient, certains exploitants n'hésitent pas à employer des enfants de huit ans, des jeunes filles et des femmes, qui accomplissent n'importe quel travail pendant dix heures et plus par jour. De là la misère et la maladie qui éprouvent les travailleurs manuels pendant tout le xix^e siècle, et dont les plaintes finissent pas avoir écho auprès d'esprits généreux comme Villermé, ou d'autres plus intéressés qui trouvèrent là, en exploitant cet état de choses pour des fins politiques, le moyen de satisfaire leurs ambitions personnelles.

Après cette période de liberté absolue tant au point de vue de la durée du travail que de tous les rapports entre l'employeur et l'employé, liberté essentiellement néfaste dans ses conséquences vis-à-vis des salariés, apparaît la période qui est celle où nous sommes encore à l'heure actuelle, celle de l'intervention de l'Etat.

Cette intervention d'abord timide et violemment combattue au début au nom du principe de la liberté proclamé par la Révolution, après des essais de législation, modifiés et abrogés, s'est affirmée, développée et insinuée dans les moindres détails d'application et de fixation de la durée du travail dans toutes les activités.

La première tentative de portée générale émanant de l'Etat pour réduire la durée du travail date de 1848, mais à peine cet essai eût-il été effectué que l'on revenait en arrière sous prétexte de garantie de la liberté individuelle. Toutefois, cet essai de réglementation, s'il ne fut pas couronné de succès ouvrit quand même la voie à de nouvelles mesures et de nombreuses lois en ce sens, à la fin du xix^e siècle, furent votées les lois sur la durée du travail, elles laissent entrevoir une mainmise de l'Etat de plus en plus stricte sur ce sujet, mais ce ne sont que des mesures d'exception : la loi de 1892, sur le travail des femmes et des enfants, décret de 1893 sur le travail des enfants dans les mines.

Mais à mesure que le temps passe, la législation vise un nombre de plus en plus de personnes sans toutefois oser mettre un principe de limitation applicable à tous, c'est pourquoi la loi de 1900 n'est applicable qu'aux individus travaillant dans des établissements où travaille un personnel mixte ; la loi de 1905, la

première expression de la législation de la journée de 8 heures, revendiquée par les syndicats depuis 1865, ne s'applique qu'aux mines et encore aux seuls travailleurs du fond. Il faut attendre la fin de la guerre pour voir apparaître la loi du 23 avril 1919, imposant à tous la limitation de la durée du travail à 8 heures par jour. Il a donc fallu près de 130 ans pour que l'intervention de l'Etat s'affirme par un texte général et en tous points contraires aux principes révolutionnaires.

Tandis que la réglementation générale sur la durée du travail évolue ainsi en se précisant et en apparaissant comme devant émaner de la seule autorité des Pouvoirs Publics, les mines étaient plus que tout autre l'objet de la sollicitude du législateur ; on pourrait même dire qu'elles lui servaient de terrain d'expérience : elles furent les premières auxquelles on essaya d'appliquer la journée de 8 heures, puis lorsque celle-ci devient le principe général de la fixation de la journée de travail, on ne voulut pas leur enlever l'avantage qu'elles avaient toujours eu sur les autres industries et la durée journalière du travail souterrain fut fixée à 7 h. 45 par jour.

Enfin, l'intervention de l'Etat qui s'était manifestée en 1919 d'une façon sensiblement équitable, est allée plus loin encore dans la limitation de la durée du travail et semble avoir pris une mesure pour le moins arbitraire et injustifiée en fixant à 40 heures par semaine la durée du travail effectif pour toutes les activités quelles qu'elles soient sauf l'agriculture. Dans les mines, la réduction est portée à 38 h. 40 au maximum avec répartition obligatoire sur 5 jours par semaine. L'Etat allait ainsi encore plus avant dans son intervention dans les rapports des particuliers puisqu'il fixe à la fois la durée de travail maxima journalier et hebdomadaire, sans considération pour les diverses formes de travail.

Au cours de cet ouvrage, on a pu voir quelles avaient été les conséquences de la limitation de la durée du travail depuis 1905 et en particulier de la dernière loi du 21 juin 1936. Ces résultats ont été notamment désastreux quant à notre économie générale depuis deux années et un revirement s'est révélé nécessaire.

Est-ce à dire qu'il faille rejeter l'intervention de l'Etat en cette matière et revenir au principe de la liberté absolue telle qu'elle a existé pendant le XIX^e siècle ? Assurément non. D'abord, il faut remarquer que la durée du travail a toujours été limitée dans

l'ancienne France ; l'expérience tentée au cours du siècle dernier s'est révélée des plus cruelles et des plus injustes pour la classe ouvrière ; et ceci d'autant plus fortement, que le XIX^e siècle voit le développement des grosses entreprises et du nombre des salariés. Ce qui aurait peut-être été possible avec une économie essentiellement artisanale, où quelques ouvriers travaillent avec un petit patron, et envisagent pour la plupart d'entre eux la possibilité de devenir eux-mêmes exploitants, ne l'est plus avec une grande entreprise où le personnel n'est jamais en contact avec les organes de direction, et ne comprend pas les difficultés où peut se trouver momentanément l'entreprise. De même, ces organes de direction ne peuvent prendre en considération le cas particulier de salariés qu'ils ne connaissent pas et sont conduits à les envisager en bloc comme un seul élément du prix de revient : et sous le double phénomène de la concurrence et du coût de la production, ils sont conduits à exiger un travail maximum pour un salaire minimum.

Si donc aucune réglementation ne vient déterminer les rapports des employeurs et employés, nous aboutissons alors à de véritables abus vis-à-vis de la classe ouvrière, abus aggravés d'autant plus par l'organisation du travail moderne.

La nécessité d'une limitation de la durée du travail étant posée, il faut examiner de quelle source d'autorité celle-ci devra émaner ; autrement dit, celle-ci sera-t-elle corporative, nationale ou internationale ?

Dans l'ancienne France, nous avons vu, la durée du travail est réglementée ; la réglementation émane des organes eux-mêmes de la corporation, aussi celle-ci représente une certaine souplesse ; elle est fixée par la corporation en vue des besoins et des travaux mêmes de cette corporation ; aussi présente-t-elle une grande souplesse et une grande diversité, variant avec chaque corps de métier et en outre avec chaque province. Les règlements des métiers du Nord de la France n'étaient pas les mêmes que ceux de la Bretagne ou de la Bourgogne.

Enfin, cette réglementation, fruit de coutumes centenaires, émanant des intéressés eux-mêmes, élaborée dans la plupart des cas en vue des intérêts économiques de la profession, présentent une autorité et une valeur autre qu'une loi générale émise pour un pays entier, sans égard aux différentes sortes d'activité et

aux différentes régions d'un même Etat, pour des raisons souvent plus politiques que sociales et économiques.

Mais, la Révolution supprimant les organismes susceptibles de se réglementer eux-mêmes, l'économie évoluant, le nombre des salariés augmentant, la formation récente des syndicats différenciant essentiellement dans leurs conceptions des anciennes corporations dont le but, qu'il s'agisse d'associations d'exploitants ou d'associations de salariés, tend à défendre les seuls intérêts respectifs de leurs membres au détriment même des parties adverses, il n'existait aucune chance d'une possibilité de réglementation émanant des intéressés eux-mêmes.

L'Etat seul pouvait intervenir, il mit longtemps à créer cette intervention, tant était ancré chez les dirigeants le principe de la liberté du travail, principe fort curieux, que mettent en avant tantôt les organismes patronaux, tantôt les organismes ouvriers suivant les revendications qu'ils ont à présenter, ou les intérêts qu'ils ont à défendre sur le moment.

L'intervention de l'Etat commence à se faire sentir au début du xx^e siècle, mais dès le début, on s'aperçoit que les dirigeants sont souvent poussés par des considérations politiques et électORALES plus que par des motifs économiques et sociaux. Les mines sont les premières visées parce que leurs syndicats étaient puissants et bien organisés ; il faut louer, d'ailleurs, en partie la sagesse du Gouvernement en 1905 qui a décidé l'application de la réduction du travail par paliers et à une partie seulement du personnel.

Mais là où l'intervention de l'Etat devient critiquable c'est lorsqu'elle apparaît essentiellement artificielle avec le seul but de permettre à un parti d'arriver au pouvoir, au moyen de réformes évidemment agréables pour la majorité de la population, mais qui n'en apparaissent pas moins essentiellement démagogiques et à l'opposé de toute considération sociale ou économique, c'est le cas de la dernière loi sur la réduction du travail. Il est évident que jamais une corporation n'aurait pris une telle mesure capable de nuire aux intérêts des corps de métier.

Où il faut critiquer également l'attitude du parlement et du Gouvernement, c'est dans les dernières lois sociales qui ont menacé de ruiner complètement l'économie de la France, alors que le rôle de l'Etat est de défendre l'intérêt général tout en conciliant les intérêts particuliers. Or, dans ce dernier cas, l'Etat

est allé à l'encontre des intérêts généraux du pays pour favoriser certains intérêts particuliers.

Mais les intérêts généraux d'un pays apparaissent en concurrence avec les intérêts généraux des Etats voisins. Devant la nécessité de concilier ces intérêts des différents Etats tout en permettant à la classe ouvrière de profiter de réformes de plus en plus étendues, on s'est demandé si les réformes sociales n'auraient pas intérêt à être ordonnées par une autorité internationale et applicable à tous les pays de façon à ne pas mettre certaines nations dans un état d'infériorité vis-à-vis des autres. C'est dans cet état d'esprit qu'a été fondé et que sont dirigés les travaux du Bureau International du Travail.

Beaucoup avaient fondé tous leurs espoirs sur la réglementation du travail qui devait émaner de cet organisme international. Depuis vingt ans celui-ci n'a cessé de collationner une documentation très intéressante sur la durée du travail dans tous les pays et d'en étudier les principes généraux qui auraient pu donner lieu à une législation internationale, mais les essais faits en ce sens sont presque toujours restés lettre morte. En effet, si d'un côté l'unification internationale de la durée du travail dans les mines permet d'éviter entre les différents Etats producteurs de charbon, la concurrence due à la disproportion entre la longueur de la journée de travail variant avec chaque Etat, concurrence retombant sur la main-d'œuvre, la pratique de la même durée du travail dans tous les pays laissera quand même subsister les différences de production tenant à la situation des ressources naturelles ; or, la France est spécialement défavorisée à cet égard. Enfin, l'application d'une durée égale de travail pour le monde entier, s'est heurtée, comme on l'a vu dans la discussion des projets de convention, aux coutumes, aux modalités propres non seulement à chaque Etat, mais encore à chaque province d'Etat. Ce que l'on reproche déjà à la loi nationale, de méconnaître les particularités de chaque région, apparaît encore avec plus d'inconvénients dans tous les essais de législation internationale, peut-être est-ce pour cette raison que les Etats faisant partie de l'organisme de Genève n'ont jamais voulu appliquer chez eux, les réglementations proposées par les Conférences internationales du travail ?

Comme toutefois nous ne sommes qu'au début des essais de législation internationale, il ne nous est pas possible de préten-

dre qu'elle réussira à s'imposer ou au contraire qu'elle disparaîtra. Nous n'en sommes encore, à l'heure actuelle, quant à la réglementation du travail dans les mines, qu'au stade de la législation nationale, c'est-à-dire de l'intervention de chaque Gouvernement sur son propre territoire.

La manifestation de cette intervention trop timide, au début, apparaît maintenant comme très audacieuse ; elle doit se maintenir dans certaines limites de façon à protéger les droits des ouvriers, tout en sauvegardant les intérêts économiques de la nation et des entreprises.

La loi sur la durée du travail doit donc être créée dans un but éminemment social, dans un but de protection du salarié de façon à éviter les abus qui se sont produits au cours du travail, principe essentiellement négatif et dirigé à sens unique contre le travailleur. La loi devra donc viser à donner au salarié les repos nécessaires dont tout homme a besoin, pour parfaire sa vie intellectuelle, morale et religieuse. Elle devra être faite pour lui assurer la conservation de ses forces physiques fortement éprouvées par le machinisme moderne ; elle doit également lui permettre de profiter ainsi des progrès techniques qui permettent, par le développement du machinisme, d'augmenter le rendement et d'abaisser ainsi le prix de revient.

Mais, dans ce but d'améliorer la condition de vie des salariés, l'Etat ne doit pas perdre de vue l'intérêt général de la Nation, autrement les améliorations apportées risquent d'être supprimées, et le standard de vie ouvrier risque d'être plus misérable après qu'avant la prise de telles mesures.

De telles lois ne doivent pas non plus être élaborées dans un but politique et c'est surtout sous ce signe qu'apparaît la loi du 21 juin 1936, elle a été faite par un parti pour appliquer peut-être malgré lui, le programme qui lui avait permis d'arriver au Pouvoir. Sans même avoir à examiner si la loi des 38 h. 40 a été mauvaise par le seul fait qu'elle diminuait fortement la capacité de production française ; elle a été une mauvaise loi parce qu'elle répondait à un but politique et non à un but économique ou social, elle a été faite pour une classe au détriment des autres classes.

Et quoique ce point de vue, le but de la loi, apparaisse au premier abord comme secondaire, il est en réalité le plus important : en effet, la réduction de la semaine à 40 heures de tra-

vail n'est pas un mal en soi, appliquée avec discernement dans le calme, par paliers et seulement dans certaines industries, pour des travaux déterminés particulièrement pénibles, elle aurait pu avoir de bons résultats au point de vue social : ce n'est malheureusement pas ce qui s'est produit, et il semble difficile de revenir actuellement en arrière.

Toutefois, comme tout ce qui intéresse l'humanité passe par une série de stades successifs, revenant tôt ou tard au point de départ pour parcourir à nouveau la même suite de stades, passant ainsi d'une extrême à l'autre, qu'il s'agisse de l'ordre économique (période de prospérité et de crise) de l'ordre politique (Gouvernement autocratique succédant à des Gouvernements démocratiques), etc... Il se peut qu'après avoir subi pendant un certain temps une réglementation de la durée du travail stricte en tous points, le monde ne se retrouve avec la liberté la plus absolue sur ce sujet après un temps plus ou moins long ; c'est ce qui s'est produit au XIX^e siècle, où la limitation séculaire du travail s'est trouvée abolie en quelques heures et a fait place à une liberté qui devait demeurer plus d'un siècle. Ceci d'ailleurs n'est pas à souhaiter, la liberté absolue en quelques domaines que ce soit dégénérant en anarchie et donnant lieu à de graves abus que tôt ou tard il faut réprimer.

Vu :

Vu :

Le Doyen,

Le Président,

Georges RIPERT.

William OUALID.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- M. ROUFF. — *Les Mines de Charbon en France au XVIII^e siècle (1744-1794)*.
- H. HAUSER. — *Ouvriers du temps passé, XV^e et XVI^e siècles*.
- MARTIN-ST-LÉON. — *Histoire des Corporations de Métiers*.
- E. LEVASSEUR. — *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789*.
- H. HAUSER. — *Les Pouvoirs publics et l'organisation du travail dans l'ancienne France*.
- GERMAIN-MARTIN. — *La Grande Industrie sous le règne de Louis XIV, plus particulièrement de 1660 à 1715*.
- GERMAIN-MARTIN. — *La Grande Industrie sous le règne de Louis XV*.
- E. DOLLEANS. — *Histoire du Mouvement ouvrier, 1831 à 1871*.
- Amédée CHENAIN. — *La loi de huit heures et les Mines*.
- Conférence Internationale de Berlin en 1890 concernant le règlement du travail dans l'industrie et dans les Mines. Rapport et Protocole final*.
- F. SIMIAND. — *Le Salaire des ouvriers des Mines de Charbon en France*.
- P. DE ROUSIERS. — *Les Mines et les huit heures*.
- A.-F. PONCET et MIREAUX. — *La France et les huit heures*.
- G. TESSIER. — *Un progrès social. La journée de huit heures*.
- H. DE PEYERHIMOFF. — *Le Problème houiller*. Revue de Paris, 1925.
- W. OUALID. — *L'Emigration ouvrière en France*.
- W. OUALID et PICQUEMARD. — *Salaires et tarifs. Conventions collectives et grèves*.
- M. PINOT. — *La semaine de quarante heures, le chômage et les prix*.
- LAFFITTE-LAPLACE. — *L'économie charbonnière de la France*.
- M. GALAND. — *Les Mines du Nord et du Pas-de-Calais depuis la guerre. Rapports présentés à l'Assemblée Générale du Comité Central des Houillères de France, 1906-1938*.
- Comptes rendus des Congrès Nationaux de la Fédération nationale des Travailleurs du Sous-sol depuis la guerre*.
- Comptes rendus des Congrès Internationaux de la Fédération Internationale des Mineurs Chrétiens, 1928, 1931, 1936*.
- Comptes rendus des travaux des Conférences Internationales du Travail*. Genève, 1928, 1930 à 1938.
- Rapports du Bureau International du Travail : 1928, 1931, 1935, 1936, 1938*.
- DALLOZ. — *Recueil des lois*.
- Collection du *Journal Officiel*.
- Collection du *Journal Le Temps*, 1936-1938.
- A. PIÈTRE. — *La Politique du pouvoir d'achat devant les faits*.

TABLE DES MATIÈRES

PRELIMINAIRES

Données modernes du problème de la détermination de la durée
du travail dans les mines

§ 1. Divers aspects du problème.....	6
§ 2. Contrôle d'application de la loi.....	21
§ 3. Nécessité des dérogations au principe posé.....	23

PREMIERE PARTIE

**Historique de la réglementation de la durée du travail
dans les mines jusqu'au 21 juin 1936.**

CHAPITRE PREMIER. — L'Ancien Régime	31
§ 1. Historique des mines	31
§ 2. Durée du travail dans l'ancienne France	33
§ 3. La fin de l'ancien régime. La Révolution.....	41
CHAPITRE II. — La première moitié du XIX ^e siècle	45
§ 1. Lois du Premier Empire et de la Restauration.....	45
§ 2. Loi de 1841	46
§ 3. Initiative de la République de 1848	46
§ 4. Le Second Empire	54
CHAPITRE III. — La Troisième République à la fin du XIX ^e siècle..	59
§ 1. Loi de 1880	59
§ 2. Loi de 1892	60
§ 3. Décret du 3 mai 1893	61
§ 4. Activité des mines au XIX ^e siècle	62
CHAPITRE IV. — La législation au début du XX ^e siècle	69
§ 1. Loi du 30 mars 1900	69

§ 2. Loi de 1905	71
§ 3. Loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.....	76
§ 4. Production et activité des mines de 1900 à 1913.....	78
§ 5. Loi du 31 décembre 1913	87
§ 6. La réglementation de la durée du travail dans les princi- paux pays européens avant la guerre	95
CHAPITRE V. — La guerre de 1914-1918	99
CHAPITRE VI. — La loi du 24 juin 1919.....	103
§ 1. Etude de la loi	103
§ 2. Conséquences immédiates de l'application de la loi de 1919	112
Conclusion sur la loi Durafour	121
CHAPITRE VII. — La législation des autres Nations après la guerre	123
§ 1. L'Angleterre	123
§ 2. L'Allemagne	125
§ 3. La Belgique	128
§ 4. U. R. S. S.	129
§ 5. Etats-Unis	130
CHAPITRE VIII. — La législation internationale d'après-guerre. Con- férence de Washington	131
CONCLUSION	135

DEUXIEME PARTIE

La loi du 21 juin 1936.

Précédents. — Motifs. — Vote. — Application

CHAPITRE PREMIER. — La prospérité et la crise (1925-1936).....	145
§ 1. La période de prospérité de 1925 à 1930.....	145
§ 2. La période de crise de 1930 à 1936	152
CHAPITRE II. — Les revendications ouvrières	161
§ 1. Les desiderata des syndicats français	162
§ 2. Les Congrès internationaux	167
CHAPITRE III. — Les Conventions internationales sur la durée du travail dans les mines	171
§ 1. Position de la question de la réduction du travail dans les mines à Genève	171
§ 2. La Conférence technique préparatoire de 1930.....	177
§ 3. La Conférence internationale du travail de 1930	179
§ 4. La Convention de 1931	183
§ 5. La révision de la Convention en 1935.....	191

CHAPITRE IV. — Les projets de conventions relatifs à la semaine de 40 heures	195
§ 1. Les débats préliminaires et les avant-projets de convention de 1933	195
§ 2. La Conférence Internationale de 1934.....	198
§ 3. La Conférence Internationale de 1935.....	200
§ 4. La Conférence Internationale de 1936.....	203
CHAPITRE V. — Les préliminaires politiques	207
§ 1. Formation du Front Populaire	207
§ 2. Les élections d'avril-mai 1936	210
§ 3. Les grèves	214
§ 4. La constitution du Ministère	221
§ 5. Les accords Matignon	227
CHAPITRE VI. — Exposé de la loi.....	235
§ 1. Vote de la loi	235
§ 2. Texte de la loi	248
§ 3. But de la loi	250
§ 4. Domaine de la loi	252
§ 5. Caractères de la loi	253
§ 6. Application de la loi	254
CHAPITRE VII. — Les congés payés	267
§ 1. Vote de la loi	268
§ 2. Texte de la loi	271
§ 3. Les congés payés dans les autres pays.....	277
CONCLUSION	280

TROISIEME PARTIE

Conséquences de l'application de la loi du 21 juin 1936.

CHAPITRE PREMIER. — La production charbonnière	291
§ 1. Diminution de la production charbonnière.....	291
§ 2. Causes de la diminution de la production	301
CHAPITRE II. — La situation économique des mines	349
§ 1. Le prix de revient	350
§ 2. Les frais de main-d'œuvre à la tonne.....	354
CHAPITRE III. — L'économie générale de la France et la réduction du travail dans les mines	359

§ 1. Arguments pour et contre la réduction du travail	361
§ 2. Diminution de la production charbonnière et les importations	369
§ 3. Le déséquilibre commercial et le déséquilibre financier	372
CHAPITRE IV. — Les conséquences sociales de la loi des 40 heures	377
§ 1. Le chômage	378
§ 2. Les salaires	386
§ 3. Le pouvoir d'achat des masses et l'augmentation des salaires	391
CHAPITRE V. — Evolution de la Législation depuis 1936	399
§ 1. Législation Française	399
§ 2. Législation Internationale du Travail	408
CHAPITRE VI. — La durée du travail dans les mines dans les autres Nations	421
§ 1. L'Angleterre	421
§ 2. La Belgique	423
§ 3. Les Etats-Unis	424
§ 4. La Pologne	426
CONCLUSION	431
BIBLIOGRAPHIE	441
